

Faculté de Droit de l'Université de Paris

L'Assemblée Provinciale de

HAUTE-GUYENNE

1779-1790

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 10 Décembre 1932, à 14 heures

PAR

Gérard BOSCARY

Docteur en Droit

Diplômé de l'Ecole libre des Sciences politiques

Président : M. Olivier Martin, Professeur

Suffragants { M. Le Bras, Professeur
 { M. Regnault, Professeur

IMPRIMERIE E. DESFOSSÉS

13, Quai Voltaire

PARIS

1932

L'Assemblée Provinciale de Haute-Guyenne
1779-1790

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les Thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Faculté de Droit de l'Université de Paris

L'Assemblée Provinciale

de

HAUTE-GUYENNE

1779-1790

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 10 Décembre 1932, à 14 heures

PAR

Gérard BOSCARY

Docteur en Droit

Diplômé de l'Ecole libre des Sciences politiques

Président : M. Olivier Martin, Professeur

Suffragants { M. Le Bras, Professeur
 { M. Regnault, Professeur

IMPRIMERIE E. DESFOSSÉS

13, Quai Voltaire
PARIS

1932



BIBLIOGRAPHIE

I. — DOCUMENTS MANUSCRITS

A. — ARCHIVES NATIONALES

H 1600-1601. — Correspondances et mémoires.

H 1603-1604-1607. — Calepins d'enregistrement de la correspondance.

K 161 et 163. — Originaux des arrêts relatifs aux Assemblées de Berry et de la Haute-Guyenne.

B. — BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Fonds français 6879. — Papiers du Président Lamoignon (1778-79).

C. — ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

1° Aveyron

Série C.

1530 et 1531. — Procès-verbaux des séances de l'Assemblée provinciale.

1532 à 1540. — Assiette et département des impositions sur les élections de Rodez, Millau et Villefranche, de 1781 à 1789.

1545 et 1546. — Journal des voyages de Jean François Henri de Richeprey.

1547. — Rapport sur divers essais pour la confection d'une table d'abonnement.

1548 à 1550. — Description, exposition, situation et culture des différentes qualités de sols de la Haute-Guyenne.

1551 à 1588. — Notes et exemples pour la table d'abonnement.

1590. — Statistique cadastrale des communautés des élections de Villefranche et de Rodez.

1591. — Description de tous les sols de la Haute-Guyenne. Exemples pris dans les différentes communautés de la Province.
1592. — Réductions des poids et mesures des élections de la Haute-Guyenne.
1593. — Brevets généraux des impositions de toute nature de la Haute-Guyenne de 1780 à 1789.
1594. — Répartition du moins-imposé de 1781 à 1789.
- 1596-1597. — Capitation générale des nobles et officiers de justice, police et finances, etc., de 1779 à 1789.
- 1598 à 1601, 1604 à 1607, 1610 à 1613. — Déclaration des biens, revenus et rentes nobles des élections de Rodez, Millau et Villefranche.
- 1602, 1608, 1614. — Rôles et répertoires du vingtième noble des élections de Rodez, Millau et Villefranche.
- 1603, 1609, 1615. — Capitation nobilière et roturière des élections de Rodez, Millau et Villefranche.
- 1616 à 1645. — Pièces relatives à la construction et à l'entretien des routes de la Haute-Guyenne (1760-1789).
- 1646 à 1667. — Ponts et Chaussées.
- 1668-1669. — Devis et détails estimatifs des chemins vicinaux.
- 1670 à 1672. — Ateliers de charité.
- 1673, 1674, 1680, 1683. — Divers.
- 1675 à 1679. — Correspondance.
- 1681-1682. — Pièces d'imposition.
1684. — Documents concernant l'emprunt de 1.500.000 l.
1685. — Cadastre.
1686. — Commerce des vins, haras, maréchaussées et divers.
1687. — Délibération des communautés de Gourdon, Mondenard, Lagarde, Saint-Avit, etc., relative à la séparation du Rouergue, du Quercy et divers.
1689. — Rapports de l'Administration provinciale avec l'Intendant.
- 1746 à 1786. — Charges locales des communautés relatives aux trois élections de Rouergue.

Série L.

658 à 650 et 1069. — Pièces relatives à la liquidation des comptes des anciennes Administrations (Administration provinciale de Haute-Guyenne, Bureaux de l'Intendance de Montauban, etc.).

2° Lot

Série C.

2. — Carte manuscrite de la généralité de Montauban.

3. — Correspondance de Calonne avec de Trimond touchant l'intérêt que prend le Roi à la recherche de la population du royaume.

75. — Renseignements démographiques sur la population de la généralité.

III. — Demande en autorisation de plaider de communautés.

338 à 350. — Pépinières : pièces diverses.

351 à 354. — Haras : pièces diverses.

434 à 436. — Ponts et chaussées.

II. — PROCÈS-VERBAUX ET AUTRES PIÈCES IMPRIMÉES

Les procès-verbaux ont été imprimés au fur et à mesure des réunions de l'Assemblée, chez Védeilhé, à Villefranche-de-Rouergue. La bibliothèque de la Société des Lettres de l'Aveyron en possède plusieurs exemplaires (1265 à 1772). Ils furent réimprimés en 1787 chez Crapart, à Paris, et des exemplaires de cette réimpression se trouvent à la Bibliothèque Nationale (L K¹⁵ etc.) et à la Bibliothèque du Sénat (1056).

Description des diverses qualités de sols de la Haute-Guyenne, présentée à l'Administration provinciale de Haute-Guyenne par M. Henry de Richeprey (s. l. n. d.).

Le Journal des voyages de M. Henry de Richeprey et de Calmes de la Bessière (1780 et 1781). Extraits par E. Plagnard, Rodez, 1922, in-16°.

III. — OUVRAGES ET BROCHURES

A. — SUR LES PROJETS DE RÉFORME ADMINISTRATIVE

- SAINT-SIMON. — *Les projets de gouvernement résolus par Mgr le Duc de Bourgogne, Dauphin*. Manuscrit publié par P. Mesnard. Paris, 1860, in-8°.
- FÉNELON. — *Tables de Chaulnes ou Plans de Gouvernement dans les Œuvres*. Paris, 1820, in-8°.
- BOULAINVILLERS. — *Etat de la France*. Londres, 1752, in-12°.
- Marquis de MIRABEAU. — *Mémoire concernant l'utilité des états provinciaux*. Rome, 1750, in-12°.
- Marquis d'ARGENSON. — *Considérations sur le Gouvernement ancien et présent de la France*. 2 éd., Liège, 1787, in-8°.
- DUPONT DE NEMOURS. — *Mémoire sur les municipalités rédigé pour Turgot, dans Œuvres de Turgot*. Paris, 1811, in-12°.
- NECKER. — *Mémoire donné au Roi en 1778, dans Œuvres complètes*, éd. par le Baron de Staël. Paris, 1820-21, in-12°.
- LE TROSNE. — *De l'Administration provinciale et de la réforme de l'impôt*. Bâle et Paris, 1788, in-8°.

B. — DE DOCUMENTATION GÉNÉRALE

- AVENEL (Vicomte D'). — *Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix en général*. Paris, 1894-1912, in-8°.
- BABEAU. — *Le village sous l'Ancien Régime*. Paris, 1878, in-8°.
- BABEAU. — *La ville sous l'Ancien Régime*. Paris, 1880, in-8°.
- COMMISSION extraparlamentaire du cadastre, instituée par le décret du 30 mai 1891. — *Procès-verbaux*. Paris, 1891, in-4°.
- ÉVALUATION des propriétés non bâties prescrite par l'art. 3 de la loi du 31 décembre 1907. — *Rapport de M. Charles Dumont sur l'ensemble des opérations*. Paris, 1913, in-4°.
- LOUTCHISKY. — *La propriété paysanne en France à la veille de la Révolution*. Paris, 1912, in-8°.

- MARION (Marcel). — *L'impôt sur le revenu au XVIII^e siècle, principalement en Guyenne*. Paris, 1901, in-8°.
- MARION (Marcel). — *Les impôts directs sous l'Ancien Régime, principalement au XVIII^e siècle*. Paris, 1910, in-8°.
- MARION (Marcel). — *Histoire financière de la France depuis 1715*, t. 3, Paris, 1914, in-8°.
- MARION (Marcel). — *Dictionnaire des institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles*. Paris, 1923, in-8°.
- POPIQUET. — *Décrets et lois concernant les ponts et chaussées*. Paris, 1861, in-8°.
- RECUEIL par ordre de date des édits, déclarations, lettres-patentes du Roi, arrêts de son Conseil et du parlement, avec table alphabétique et des matières*. 1767-1789, in-4° (Bibliothèque du Sénat).
- SÉE. — *Esquissè d'une histoire économique et sociale de la France à la veille de la Révolution*. Paris, 1929, in-8°.
- SOULAVIE. — *Mémoires historiques et politiques du règne de Louis XVI*. Paris, 1901, in-8°.
- STRYIENSKI. — *Le dix-huitième siècle*. Paris, 1909, in-12°.
- TOCQUEVILLE. — *L'Ancien Régime et la Révolution*. Paris, 1864-66, in-8°.
- YOUNG (Arthur). — *Voyage en France pendant les années 1787, 1788, 1789 et 1790*. Traduit de l'anglais. Paris, 1794, in-8°.

C. — SUR LA HAUTE-GUYENNE

- H. AFFRE. — *Dictionnaire des institutions, mœurs et coutumes du Rouergue*. Rodez, 1903, in-8°.
- H. AFFRE. — *Annuaire statistique et administratif du département du Lot pour l'année 1833 (Note sur Richeprey)*. Cahors, in-12°.
- U. ATHANÉ. — *Précis géographique du département de l'Aveyron*. Rodez, 1924, in-16°.
- BOSC. — *Mémoires pour servir à l'histoire du Rouergue*, 3 éd., Rodez, 1905, in-8°.
- Gabriel BOSCARY. — *Evolution agricole et conditions des cultivateurs de l'Aveyron pendant le XIX^e siècle*. Montpellier, 1909, in-8°.

CAHIERS de doléances de la sénéchaussée de Cahors pour les Etats-Généraux de 1789, publiés par V. Fourastié. Cahors, 1908, in-8°.

U. CABROL. — *Communications postales en Rouergue*. Rodez, 1907, in-16°.

CALENDRIER ecclésiastique et civil de la Province de Haute-Guyenne pour l'année 1781. Rodez, 1781, in-16°.

DE CATHALA-COTURE. — *Histoire politique, ecclésiastique du Quercy*. Montauban, 1788, in-12°.

DRULHE et PESCHELOCHE. — *Annales de Villefranche-de-Rouergue de 1732 à 1790*, publiées par U. Cabrol. Villefranche-de-Rouergue, 1927, in-12°.

ÉTAT du diocèse de Rodez en 1771, publié par L. Empereur. Rodez, 1906, in-4°.

MONTEIL. — *Description du département de l'Aveyron*. Rodez, an IX, in-12°.

H. VERGNE. — *Note sur le cadastre, présenté à la Société Centrale d'Agriculture de l'Aveyron*. Rodez, 1878, in-12°.

D. — SUR LES ASSEMBLÉES PROVINCIALES
ET PLUS PARTICULIÈREMENT SUR CELLE DE HAUTE-GUYENNE

Baron DE GIRARDOT. — *Essai sur les Assemblées provinciales et en particulier sur celle de Berry*. Bourges, 1845, in-12°.

GUIRAUDET. — *L'Assemblée provinciale de Haute-Guyenne*. (Mémoires, Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron, Tome X.)

L. DE LAVERGNE. — *Les Assemblées provinciales sous Louis XVI*. Paris, 1864, in-12°.

Vicomte DE LUCAY. — *Les Assemblées provinciales sous Louis XVI*. Paris, 1857, in-8°.

P. RENOUVIN. — *Les Assemblées provinciales de 1787*. Paris, 1921, in-12°.

INTRODUCTION

L'effort accompli par Louis XVI et la plupart de ses ministres pour consolider l'édifice branlant de la vieille France a été généralement sous-estimé.

Les partisans de l'absolutisme se sont plu à considérer les divers projets de réforme présentés sous ce règne comme des marques de faiblesse n'ayant qu'un but unique : celui de calmer une certaine partie de l'opinion publique agitée par les économistes et les philosophes.

Bien au contraire, ces essais de transformation de la vieille monarchie capétienne, aux dires des admirateurs de la Révolution, étaient nettement insuffisants, et les concessions faites étaient destinées à permettre de maintenir la plupart des privilèges en accordant certaines libertés illusoires.

Il nous semble que la vérité est tout autre ; certes Louis XVI a pu, à certaines heures décisives, manquer d'énergie ; certes ses réformes ont pu paraître, avec raison d'ailleurs, incomplètes sur de nombreux points, mais nous croyons que les essais tentés ont été inspirés par l'intérêt du bien public et non par la peur ou un égoïsme bien compris.

L'œuvre à accomplir était particulièrement difficile, il fallait petit à petit, sans violente secousse, modifier de fond en comble l'organisation politique, administrative et financière du pays. Il fallait braver l'impopularité de la Cour et des Grands, et presque toujours celle du tiers-état qui comprenait mal les réformes dont on le faisait bénéficier, de ces bourgeois, de ces ouvriers des villes qui soutinrent pendant la majeure partie du règne de Louis XIV les plus farouches ennemis des réformes — les Parlements —, de ces paysans qui supportent la presque totalité des charges de l'Etat et qui, rendus méfiants par plusieurs siècles de fiscalité abusive, s'imaginaient que certaines réformes n'avaient d'autre but que celui d'accroître leur fardeau déjà insupportable.

Et cependant, il était urgent d'agir si l'on voulait éviter les pires catastrophes.

Les abus s'étaient multipliés, on les trouvait partout.

Les finances de l'Etat sont fort mal gérées, les guerres ruineuses avaient exigé l'augmentation des impôts, qui ont le triple défaut d'être mal répartis entre les Provinces (les pays d'élection payent, proportionnellement, beaucoup plus que les pays d'Etat), d'être mal répartis entre les contribuables (ils retombent en presque totalité sur les paysans), d'être en nombre si multiple et si divers que leur levée est difficile et coûteuse (la perception de la gabelle exige une véritable armée et une multitude de commis). Les frais d'entretien de la Maison du Roi et de la Cour coûtent fort cher au Trésor. L'argent qui se lève dans les provinces est dépensé en grande partie à Versailles et dans la généralité de Paris.

L'administration provinciale est entièrement remise entre les mains des intendants, dont la plupart se servent de leurs pouvoirs absolus pour détruire les derniers vestiges des administrations locales qui ont pu subsister.

La justice est fort mal rendue. La procédure est longue et coûteuse. les tribunaux sont multiples et leurs attributions mal déterminées.

L'agriculture est paralysée par les barrières douanières intérieures, par le défaut de communications : si les récoltes sont abondantes, les prix se déprécient faute de pouvoir les expédier au loin ; si elles sont mauvaises, c'est la disette, faute de pouvoir faire venir des produits des autres provinces.

L'essor de l'industrie et du commerce est arrêté par la réglementation étroite des corporations, la pauvreté des paysans, l'absence de routes, les péages, les octrois et les douanes intérieures.

Pour réaliser la grande œuvre de rénovation sociale, le concours de tous est nécessaire, tant à la Cour que dans les Provinces.

A la Cour, le Roi, les ministres, certains grands seigneurs, quelques évêques tenus au courant de la situation réelle du pays, comprennent la nécessité de réformes réelles et immédiates. Malheureusement, la plupart des membres du haut clergé, et surtout de la noblesse, que Louis XIV avait eu le tort d'arracher à leurs provinces, ont perdu contact avec le pays, et ne comprennent guère les aspirations de la France ; les uns, partisans farouches de l'ancien état de choses, s'opposent par principe aux réformes même les moindres ; les autres, en assez petit nombre d'ailleurs, à la remorque de quelques philosophes utopistes, se complaisent à mettre sur pied de vagues projets idylliques destinés à assurer le bonheur parfait de l'humanité, alors que leur appui pourrait assurer la réalisation de réformes vraiment

bien adaptées aux conditions et aux mœurs du pays et faites pour acheminer doucement la France vers un nouveau régime.

Chaque année le fossé se creuse davantage entre la Cour et le reste du pays sans distinction de classes. Le train princier de la noblesse et du haut clergé de Versailles tranche étrangement avec le genre de vie modeste et gêné de la petite noblesse économe et du clergé du reste du pays.

En province, et c'était peut-être de là que pouvait venir le salut, la situation était tout autre. Dans les villes où règne une certaine prospérité, le bourgeois et le noble se trouvent en contact permanent avec les artisans qui travaillent pour eux, et avec leurs fermiers ; ils entendent leurs plaintes et leurs doléances, ils connaissent leurs besoins, ils savent fort bien que l'amélioration ou l'aggravation de leur sort aura une conséquence directe sur leur revenu. Dans les campagnes, la petite noblesse terrienne, en grande partie ruinée, constate tous les jours l'immense misère paysanne et la haine des tenanciers pour les redevances seigneuriales et ecclésiastiques dont la plupart, levées par des fermiers, servent à alimenter le train de vie des gens de Cour, et ne se dépensent pas dans le pays. Les curés des campagnes sortis du peuple, partagent selon les revenus de leur paroisse, soit le sort misérable de leurs ouailles, soit l'existence gênée de leur seigneur.

Cette compréhension mutuelle de leurs besoins aurait pu donner des résultats excellents, surtout au début du règne de Louis XVI, avant le déchaînement des passions politiques.

L'essai des assemblées provinciales créées en 1778 en Berry, et en 1779 en Haute Guyenne, prouve que ce n'est pas en vain qu'on aurait pu faire appel, à cette époque, au bon sens des provinces.

Nous étudierons seulement ici l'assemblée de la Haute Guyenne, il nous semble que l'importance des résultats atteints méritait d'être mise en lumière, et de plus, ce travail permettra de connaître d'une manière précise la situation d'une province à la veille de la Révolution.

LIVRE PREMIER

Sa création et son fonctionnement

CHAPITRE PREMIER

Projets de création d'Assemblées provinciales. Mémoire au Roi de Necker (février 1778). Création des Assemblées provinciales de Berry et de Haute-Guyenne.

SECTION I

Projets de réforme avant 1778

1° *Prosperité des pays d'état, misère des pays d'élection, situation privilégiée de la généralité de Paris.*

La situation des Provinces, à la fin du xvii^e siècle et au début du xviii^e, était lamentable. Bossuet, du haut de la chaire, avait donné à Louis XIV de multiples avertissements, il lui avait même écrit en juillet 1675, qu'il devait « avant tout autre chose s'appliquer à connaître à fond les misères des Provinces, et surtout ce qu'elles ont à souffrir sans que Votre Majesté en profite, tant par les désordres des gens de guerre que par les frais qui se font à lever la taille, et qui vont à des excès incroyables », et il ajoutait, « il n'est pas possible que de si grands maux, qui sont capables d'abîmer l'Etat, soient sans remède, autrement tout serait perdu sans ressource ».

Boisguilbert et Vauban avaient signalé les imperfections du système de perception des impôts.

Colbert connaissait fort bien les multiples abus qui menaient le royaume à sa ruine ; rien ne lui avait échappé ainsi que le prouve la lecture de ses lettres et de ses écrits. Il fait observer à Louis XIV « ce qu'il y a de plus important, et sur quoi il y a le plus de réflexions « à faire, c'est la misère très grande des peuples, toutes les lettres « qui viennent des provinces en parlent ; les intendants visitent les « généralités et en rendent compte dans toutes leurs lettres, qui sont « pleines de la misère des peuples. »

Cependant, le sort de toutes les provinces françaises n'était pas le même, chacune d'elles étant administrée d'une manière particulière. On pouvait ranger les trente-deux généralités qui partagent inégalement le pays en deux catégories bien distinctes : pays d'élection et pays d'état. Nous ne parlerons point de l'Ile-de-France qui avait été l'attention de soins jaloux de tous nos rois ; sa situation n'avait que peu de rapport avec celle des autres provinces.

Les pays d'élection, divisés en élections (un peu plus grandes que nos arrondissements actuels) étaient administrés par les intendants et leurs subdélégués. Aucune assemblée locale ne représentait les habitants, et les impôts étaient fixés et répartis par les fonctionnaires du pouvoir royal entre les communautés sans prendre l'assentiment des contribuables. Aussi, étaient-ils très lourds et très mal répartis, et la plupart de ces généralités se trouvaient dans la plus extrême misère.

Les pays d'état, au contraire (la Bretagne, les Flandres, la Bourgogne, l'Artois, le Languedoc, la Provence, cinq ou six pays au pied des Pyrénées) soit environ le quart du territoire avaient eu le bonheur de conserver leurs états provinciaux qui s'occupaient de leurs intérêts ; ils votaient les impôts d'ailleurs beaucoup moins élevés et bien mieux répartis que dans les pays d'élection. Le baron Monnier dans son rapport à la Chambre des Pairs en 1837 sur l'attribution des conseils généraux et des conseils d'arrondissement faisait remarquer avec raison que « les provinces qui jouissaient de « cette administration indépendante se distinguaient généralement « par un plus haut degré de prospérité ; les intérêts du pays étaient « mieux entendus et mieux défendus, les travaux publics mieux « dirigés et mieux surveillés ».

2° Projets de réforme avant 1770.

Cette profonde différence avait frappé l'esprit de tous les réformateurs du début du XVIII^e siècle, de ceux qui avaient mis tous leurs espoirs dans le duc de Bourgogne.

A la demande de Louis XIV, Boulinvilliers rédigeait pour ce prince un long ouvrage sur l'état de la France, où il décrivait très exactement la situation de toutes les généralités. Fénelon écrivait secrètement pour lui en 1711 un plan de réforme ; il proposait de diviser la France en 20 provinces dont chacune aurait été administrée par un conseil provincial analogue à celui des Etats du Languedoc. Cette organisation solidement établie, les Etats Généraux auraient été réunis.

Malheureusement, la mort du duc de Bourgogne mit fin à tous ces espoirs.

Vers le milieu du XVIII^e siècle, l'idée d'assemblée provinciale fut reprise par les économistes et quelques philosophes.

Le marquis de Mirabeau publia en 1750 un mémoire spécial sur ce sujet ; il rappelait à Louis XV que le duc de Bourgogne avait voulu établir des Etats provinciaux.

Dans ses « Considérations sur le Gouvernement ancien et présent de la France » d'Argenson, à cette époque, demandait la même réforme.

L'établissement d'administrations provinciales était bientôt devenu une question de mode et plusieurs académies de province avaient mis ce sujet au concours. Le Trosne, avocat du Roi, au Présidial d'Orléans, grand ami de Turgot, fut couronné par l'une d'elles et son mémoire fut publié sous le titre : « De l'administration provinciale et de la réforme de l'impôt » et répandu dans le public.

Malesherbes, qui devait devenir ministre en juillet 1775, concluait dans les remontrances de la Cour des Aides du mois de mai précédent, en affirmant que « le vœu unanime de la nation était d'obtenir des Etats Généraux ou du moins des Etats Provinciaux ».

3^e Turgot et le Mémoire sur les municipalités de Dupont de Nemours.

A la fin du règne de Louis XV, les idées de réforme avaient déjà fait de nombreux progrès, et elles avaient gagné certains hauts fonctionnaires, principalement des intendants, qui firent de multiples efforts pour assurer la prospérité de leur province. Ces tentatives isolées aboutirent à des résultats remarquables. Turgot, durant les 13 années qu'il avait passées dans le Limousin, avait appris à connaître parfaitement tous les défauts de l'administration royale des provinces. Il avait fait de ce pays, particulièrement délaissé jusqu'alors un champ d'expériences ; il avait réformé l'assiette et la perception de la taille, il avait substitué un impôt en argent à la corvée en nature, il avait développé les voies de communication, propagé l'instruction publique, organisé un système d'assistance par le travail. Dès son arrivée au ministère, en 1774, il choisit ses collaborateurs parmi les économistes partisans de réformes hardies : Trudaine, Dupont de Nemours, Montigny, et s'attaqua immédiatement à la réalisation des projets qu'il avait longuement mûris. Pour lui, le but de l'Etat était de « protéger les droits de tous, assurant l'accomplissement des devoirs mutuels ».

En fidèle disciple des économistes du temps il pensait que : seul

le « despotisme éclairé » pouvait permettre d'arriver au but et de venir à bout des obstacles formidables qu'il fallait surmonter. Le roi est « le législateur absolu », mais il doit connaître l'avis de ses sujets, avant de prendre ses décisions, et à cette fin Turgot prépare tout un système de représentation nationale, provinciale et communale. Nous le trouvons consigné dans le « Mémoire au Roi sur les Municipalités » que Dupont de Nemours avait rédigé à sa demande et sur ses conseils.

« La cause du mal, est-il dit dans le préambule, vient de ce que « votre royaume n'a pas de constitution. C'est une société composée « de différents ordres mal unis, et d'un peuple dont les membres « n'ont entre eux que peu de rapports et où par conséquent chacun « n'est guère occupé que de son intérêt particulier exclusif, de sorte « que, dans cette guerre perpétuelle de prétentions et d'entreprises, « Votre Majesté est obligée de tout décider par elle-même, ou par « ses mandataires. Vous êtes forcé de statuer sur tout et le plus souvent par des volontés particulières, tandis que vous pourriez gouverner comme Dieu par des lois générales, si les parties intéressées de votre Empire avaient une organisation régulière et des « rapports connus ».

A la base du système proposé se trouvaient les municipalités rurales et les municipalités urbaines. Les municipalités nommées dans chaque paroisse ou dans chaque ville avaient pour but principal la répartition des impôts, elles s'occupaient ensuite des travaux publics, du soulagement des pauvres et des autres sujets pouvant intéresser la paroisse ou la ville. Elles étaient élues par les propriétaires de la paroisse à raison d'une voix par 600 l. de revenu, soit deux voix pour 1.200 l. de revenu, et une demi-voix pour 300 l. Ce système de nomination supprimait la distinction des trois classes : « Ces assemblées, écrivait Dupont de Nemours dans le Mémoire, ne sont pas des Etats, ce n'est point comme membre d'un ordre, mais comme citoyens propriétaires de revenus terriens que les gentilshommes et ecclésiastiques font partie des municipalités ».

Les municipalités élaient les membres des assemblées d'arrondissement qui à leur tour nommaient les assemblées provinciales. L'assemblée générale du royaume était composée de députés choisis par les membres des assemblées provinciales.

Toutes ces assemblées n'avaient qu'un rôle purement consultatif.

La suppression des classes fit échouer le projet, le pays n'était pas encore prêt pour une pareille réforme, le clergé et la noblesse ne

l'auraient jamais admis, malgré un système de vote qui leur donnait la majorité dans presque toutes les assemblées.

Fénelon avait été plus sage, et ses assemblées étaient établies en tenant compte de la situation des trois ordres.

L'opinion publique endormie était loin de réclamer cette mesure dont les conséquences étaient très graves. Ne modifiaient-elles pas toute l'organisation sociale de la Nation ? Les provinces avaient les yeux tournés vers les pays d'état, et elles ne désiraient que le rétablissement des anciennes assemblées supprimées par Richelieu. Le projet faisait disparaître les assemblées des pays d'état qui donnaient cependant de bons résultats, faute particulièrement lourde, qui soulevait l'unanimité de ces provinces contre la réforme. A leur sujet, l'auteur du Mémoire s'exprimait ainsi : « Quelqu'un de vos
« Provinces ont une espèce de constitution, des assemblées, une sorte
« de vœu public ; mais étant composées d'ordres dont les préten-
« tions sont très diverses, et les intérêts très séparés, les états sont loin
« d'opérer tout le bien qui serait à désirer. C'est peut-être un mal que
« ces demi-biens locaux ; les provinces qui en jouissent sentent
« moins la nécessité de la réforme ».

Il n'est d'ailleurs pas certain que le Mémoire ait été présenté à cette époque au Roi.

L'arrivée de Turgot au Ministère avait été favorablement accueillie par tout le monde, mais dès qu'il se mit à réaliser son programme de réformes, il se heurta à la résistance des choses et aux passions des hommes. Le Roi le soutint quelque temps, finalement il l'abandonna et, le 12 mai, Turgot se retira. Le seul défaut de ce ministre avait été d'entreprendre trop de choses en même temps.

SECTION II

Création des Assemblées provinciales par Necker

1^o Mémoire au Roi de Necker (Février 1778).

Necker succéda à Turgot, et reprit ses projets, en les modifiant profondément ; il exposa au Roi ses idées dans son mémoire du mois de février 1778.

Dans les premières pages, Necker attaquait violemment le système d'administration des provinces. « Une multitude de plaintes, écrivait-il, se sont élevées de tout temps contre le genre d'administration employé dans les Provinces ; ces plaintes se renouvellent plus que

« jamais, et l'on ne pourrait s'y montrer indifférent, sans avoir
« peut-être des reproches à se faire. A peine, en effet, peut-on donner
« le nom d'administration à cette volonté arbitraire d'un seul
« homme qui, tantôt présent, tantôt absent, tantôt instruit, tantôt
« incapable, doit régir les parties les plus importantes de l'ordre
« public et qui doit s'y être trouvé habile, après ne s'être occupé
« toute sa vie que de requêtes au Conseil, qui souvent ne mesurant
« même pas la grandeur de la commission qui lui est confiée, ne
« considère sa place que comme un échelon pour son ambition ; et
« si, comme il est raisonnable, on ne lui donne à gouverner en débu-
« tant qu'une généralité d'une médiocre étendue, il la voit comme
« un lieu de passage, et n'est point excité à préparer des établis-
« sements dont le succès ne lui est point attribué. Enfin, présumant
« toujours, et peut-être avec raison, qu'on avance toujours plus
« par l'effet de l'intrigue et des affections que par le travail et l'étude,
« ces commissaires sont impatients de venir à Paris, et laissent à leurs
« secrétaires ou à leurs subdélégués, le soin de les remplacer dans
« leurs devoirs publics ».

Malgré cette âpre critique, que justifiait la conduite de certains intendants, Necker pensait que leur existence était nécessaire : ils étaient indispensables au pouvoir central pour assurer l'exécution des ordres royaux dans les provinces, d'ailleurs depuis quelques années quelques-uns d'entre eux, suivant l'exemple de Turgot en Limousin, s'étaient occupés avec le plus grand zèle de leur gouvernement, et y avaient réalisé les plus heureuses réformes ; ils formaient la pépinière des conseillers d'Etat et la plupart des ministres et des contrôleurs généraux avaient fait leur apprentissage dans leurs rangs ; leur suppression aurait porté une atteinte fatale à l'autorité du Conseil du Roi, dont ils n'étaient que les délégués. Dès son arrivée au pouvoir, Necker s'était efforcé de réformer les abus les plus criards, il avait augmenté leur traitement de 15.000 l. à 20.000 l. et il les obligea à séjourner au moins neuf mois par an dans leurs généralités, en outre, il ne leur fut permis de venir à Paris que munis d'une autorisation formelle.

Mais il jugeait absolument indispensable de placer à leurs côtés des assemblées provinciales, pour les décharger d'une partie du travail qui les accablait. « Il est sans doute, écrivait-il dans le Mémoire, « des parties d'administration qui, tenant uniquement à la police, « à l'ordre public, à l'exécution des ordres de Votre Majesté, ne peu-
« vent jamais être partagées, et doivent par conséquent reposer sur
« l'intendant seul, mais il en est aussi, telles que la répartition et la
« levée des impositions, l'entretien et la construction des chemins,

« le choix des encouragements favorables au commerce, au travail
 « en général, et aux débouchés de la Province en particulier, qui,
 « soumises à une marche plus lente et plus constante, peuvent être
 « confiées préalablement à une commission composée de proprié-
 « taires, en réservant à l'intendant l'importante fonction d'éclairer
 « le gouvernement sur les différents règlements qui seraient pro-
 « posés ».

« L'institution des assemblées provinciales aurait, ajoutait-il,
 « l'avantage de mieux faire connaître à l'intendant et au pouvoir
 « central les besoins et les désirs des provinces, et permettrait ainsi
 « de prendre les mesures appropriées pour chaque province ».

Il insistait tout particulièrement sur la profonde divergence d'in-
 térêts et de besoins entre les provinces qui l'amenaient à demander
 la décentralisation. « Comme la force morale et physique d'un mi-
 « nistre ne saurait suffire à une tâche si immense et à de si vastes
 « sujets d'attention, il arrive nécessairement que c'est au fond des
 « bureaux que la France est gouvernée et selon qu'ils sont plus ou
 « moins éclairés, plus ou moins vigilants, les embarras du ministre
 « ou les plaintes des provinces s'accroissent ou diminuent. En rete-
 « nant à Paris tous les fils de l'administration, il se trouve que c'est
 « dans un lieu où l'on ne sait rien que par des rapports éloignés,
 « où l'on ne croit qu'à ceux d'un seul homme, et où l'on n'a jamais
 « le temps d'approfondir, qu'on est obligé de diriger et de dis-
 « cuter toutes les parties d'exécution. Les ministres auraient dû
 « sentir qu'en ramenant à eux une multitude d'affaires au-dessus de
 « l'attention, des forces, de la mesure du temps d'un seul homme,
 « ce ne sont pas eux qui gouvernent, ce sont leurs commis, et ces
 « mêmes commis, ravis de leur influence, ne manquent jamais de
 « persuader au Ministre qu'il ne peut se détacher de commander
 « un seul détail, qu'il ne peut laisser une seule volonté libre sans
 « renoncer à ses prérogatives et diminuer sa consistance ».

Faut-il remettre l'administration de chaque province, et le soin
 d'exécuter les réformes à un homme soigneusement choisi, muni de
 pleins pouvoirs ? Necker, qui connaît bien les hommes, ne se fait
 aucune illusion. « Cet ouvrage imparfait et successif de l'administra-
 « tion française, présente partout des obstacles. Qui peut les vaincre
 « et les surmonter le plus facilement ? Est-ce un seul homme ? Est-ce
 « un corps d'administration ? C'est un homme, seul sans doute, si
 « vous réunissez en lui les qualités nécessaires. Rien n'est plus effi-
 « cace que l'action du pouvoir dans une seule main ; mais en même
 « temps que je crois autant qu'un autre à la puissance active d'un
 « seul homme qui réunit au génie la fermeté, la sagesse et la vertu,

« je sais aussi combien de tels hommes sont épars dans le monde,
 « combien, lorsqu'ils existent, il est accidentel qu'on les rencontre,
 « et combien il est rare qu'ils se trouvent dans le petit circuit où
 « l'on est obligé de prendre les intendants de Province. L'expérience
 « et la théorie indiquent également que ce n'est pas avec des hom-
 « mes supérieurs, mais avec le plus grand nombre de ceux que l'on
 « connaît et qu'on a connus, qu'il est juste de composer une admi-
 « nistration provinciale, et alors toute la préférence demeure à cette
 « dernière. Dans une commission permanente, composée des prin-
 « cipaux propriétaires d'une province, la réunion des commissaires,
 « la succession des idées, donnent à la médiocrité même une consis-
 « tance. La publicité des délibérations force à l'honnêteté, si le bien
 « arrive avec lenteur, il arrive du moins, et une fois obtenu, il est
 « à l'abri du caprice, tandis qu'un intendant, le plus rempli de zèle
 « et de connaissance, est bientôt suivi par un autre qui abandonne
 « ou dérange les projets de son prédécesseur. Dans l'espace de dix
 « à douze ans, on les voit aller de Limoges en Roussillon, du Roussil-
 « lon en Hainaut, du Hainaut en Lorraine, et à chaque variation
 « ils perdent le fruit des connaissances locales qu'ils peuvent avoir
 « acquises ».

Necker ne s'occupait, dans son Mémoire, que des assemblées provinciales, il savait qu'une réforme totale du régime n'avait aucune chance d'aboutir, il ne voulait point effrayer l'opinion publique ni Louis XVI qui n'avait encore que 23 ans. Il pensait qu'une fois les assemblées provinciales solidement établies, l'on s'occuperait de la création des assemblées primaires, soit dans les paroisses, soit dans les communautés, soit dans les élections.

De même, pour la composition des assemblées, Necker ne veut pas apporter des innovations trop importantes, il conserve le principe des 3 ordres, mais à l'encontre des Etats Généraux, où les trois ordres délibéraient séparément, et où l'union du clergé et de la noblesse avait toujours raison contre le tiers-état, il adopte le système pratiqué dans le Languedoc : celui d'une même assemblée, pour les trois ordres, dans laquelle le tiers-état a autant de voix que le clergé et la noblesse réunis, celui-là même proposé par Fénelon.

2° Création de l'assemblée provinciale de Berry (12 juillet 1778).

Le Roi hésita longuement à mettre en pratique les projets de Necker, il s'y rallia cependant, et l'arrêt du conseil du 12 juillet 1778 ordonne, à titre d'essai, une assemblée provinciale dans le Berri, une des provinces les plus pauvres.

Dans le préambule de cet arrêt, Necker précise exactement quel sera le rôle de cette assemblée : « Sa Majesté recommande surtout « aux membres de la nouvelle assemblée le sort du peuple et les « intérêts des contribuables les moins aisés. C'est en revêtant cet « esprit de tutelle et de bienfaisance qu'ils se montreront dignes de « la confiance de Sa Majesté. Elle doit d'autant plus l'attendre de « leur zèle, qu'ils auront sans doute présent à l'esprit qu'indépen- « damment du bien qu'ils pourront faire à la Province, dont les in- « térêts leurs sont confiés, c'est du succès de leur administration que « naîtront de nouveaux motifs d'étendre ces mesures et ces institu- « tions, et qu'ils hâteront ainsi, par la sagesse de leur conduite, « l'accomplissement des vues générales et bienfaisantes de Sa Ma- « jesté. Et si jamais, ce qu'elle ne veut présumer, les intérêts par- « ticuliers, la discorde, ou l'indifférence, venaient prendre la place « de cette union, que peut seul affermir le bien public, Sa Majesté, « en détruisant son ouvrage, et en renonçant à ses espérances, ne « pourrait se repentir d'avoir fait, dans son amour pour son peuple, « l'essai d'une administration qui forme, depuis si longtemps, l'ob- « jet des vœux de ses provinces ». Et prévoyant ce cas, Necker avait sagement prévu dans l'article 1^{er} de l'arrêt du Conseil que l'assemblée durerait « autant qu'il plairait à Sa Majesté ».

L'assemblée avait été constituée sur le modèle des Etats du Languedoc. Elle se composait de 48 membres, 12 du clergé, 12 de la noblesse, et 24 du tiers-état, dont 12 députés des villes et 12 députés des campagnes. L'assemblée était présidée par l'archevêque de Bourges. Les suffrages se comptaient par tête.

L'assemblée ne se réunissait que tous les deux ans et pendant une durée de temps maximum de un mois. Elle était représentée pendant l'intervalle des sessions par un organisme permanent « La Commission intermédiaire » composée du président de l'assemblée, et de 7 membres, assistés de deux procureurs généraux syndics : elle avait pour but de préparer le travail de l'assemblée, d'assurer l'exécution de ses décisions et d'expédier les affaires courantes. Les attributions de l'assemblée étaient : la répartition des impôts, l'entretien et la construction des routes et des ponts, la surveillance des établissements de charité, le développement du commerce et de l'industrie. Aucune dépense, votée par l'assemblée, ne pouvait être faite sans l'autorisation du Roi.

Les seize premiers membres devaient être choisis directement par le Roi, et ils devaient à leur tour élire les 32 membres restants. Rien n'avait été décidé pour le mode de renouvellement ultérieur.

Comme toutes les réformes modérées, l'institution de l'Assemblée

Provinciale du Berry provoqua de vives critiques. Les partisans de l'absolutisme protestèrent contre l'affaiblissement du pouvoir royal dans les provinces, la création de la Commission intermédiaire semblait, à leurs yeux, devoir annihiler tous les pouvoirs de l'intendant, ils ne voulaient pas admettre le mélange des ordres, le vote par tête et la double représentation du tiers. Les parlements s'inquiétèrent de n'être pas représentés dans ces assemblées instituées pour la sauvegarde du bien public, mission qu'ils affirmaient remplir depuis la suppression des Etats Généraux.

Les philosophes et les économistes ne se montrèrent guère satisfaits de cette réforme qui ne répondait pas assez à leurs vues, ces assemblées étaient placées dans une dépendance trop étroite du pouvoir royal, la presque totalité de leurs délibérations ne devenant exécutoires qu'après autorisation du Roi. La distinction des ordres avait été conservée, et il avait été accordé au clergé une place trop importante en lui donnant la présidence de l'assemblée. Le principe de l'élection des membres n'avait pas été admis. La réforme était par trop incomplète, il n'était pas question, dans l'arrêt du Conseil, ni des assemblées paroissiales, ni des Etats Généraux. Turgot disait : « Cela ressemble à mes idées sur les municipalités comme un moulin à vent ressemble à la lune. »

3^e Première session de l'Assemblée générale de Berry (novembre 1778)

Le 5 octobre 1778, les seize membres de l'Assemblée du Berry désignés par le Roi se réunirent dans le palais archiépiscopal de Bourges pour nommer les trente-deux autres membres.

Le 10 novembre, l'assemblée au grand complet se réunit à Bourges, elle se mit, le 12, au travail. Elle commença à se partager en quatre bureaux : le bureau des impositions, celui des travaux publics, celui de l'agriculture et du commerce, et celui du règlement.

Le Bureau des impôts se préoccupa de réformer le système d'impositions en vigueur, plusieurs projets lui furent présentés, mais devant l'attitude hostile de l'intendant, il fit adopter simplement par l'assemblée des résolutions pour demander au Roi l'abonnement des vingtièmes et le droit pour les contribuables de faire, dans chaque paroisse, la répartition de la taille par des experts véritablement élus.

Le bureau des travaux publics étudia la question de la corvée pour la construction des routes, et il décida qu'à la prochaine session, il s'occuperait des moyens les plus efficaces à prendre, soit pour la supprimer, soit pour l'adoucir.

Le bureau du règlement régla le mode de renouvellement de l'as-

semblée, il divisa la province en 24 arrondissements d'environ 30 paroisses chacun, qui devait élire un membre du tiers-état. Les assemblées électorales étaient composées des maires ou échevins du chef-lieu et de six représentants des campagnes députés par les paroisses représentées par les syndics ou les maires. Les membres de la noblesse étaient élus par les possesseurs de terres seigneuriales ayant au moins 100 ans de noblesse et 3.000 à 4.000 livres de rente. Pour le clergé, le choix était fait par l'assemblée, mais il devait être représenté par l'archevêque de Bourges, six abbés réguliers ou commendataires, un chanoine de l'église métropolitaine, et quatre chanoines des collégiales.

Le bureau prépara, en conséquence, un projet de règlement pour être soumis à l'approbation du Roi, où il était prévu, en outre des dispositions pour la formation des bureaux, l'ordre des délibérations, la composition de la Commission intermédiaire.

Conformément aux dispositions royales, la session dura un mois. Avant de se séparer, l'assemblée nomma les membres de la Commission intermédiaire, et les deux procureurs généraux syndics.

Les résultats acquis furent, en somme, peu importants, mais les grandes réformes qui furent plus tard réalisées furent amorcées à cette session. L'opinion publique fut vivement frappée de la réunion solennelle de cette nouvelle assemblée provinciale. L'enthousiasme fut très grand en Berry, et les autres provinces manifestèrent leur impatience de profiter de pareilles réformes. Les économistes et les philosophes cessèrent leurs critiques, et se rallièrent à la nouvelle institution.

4° *Création d'assemblées provinciales dans le Dauphiné (7 avril 1779), la Haute-Guyenne (11 juillet 1779) et la généralité de Moulins (17 mars 1780). Chute de Necker (19 mai 1781).*

Devant le succès obtenu en Berry, Necker créa par l'arrêt du 27 avril 1779 une assemblée provinciale dans le Dauphiné. Sa composition fut un peu différente, elle comprenait 60 membres : 30 pour le tiers-état, 18 pour la noblesse, et 12 pour le clergé. La part faite à ce dernier ordre n'était plus que du cinquième au lieu du quart, et la présidence ne lui appartenait plus de droit.

Malheureusement, la réforme de Necker ne fut pas couronnée de succès. Le Dauphiné avait conservé le souvenir de ses états que Richelieu avait supprimés en 1628, et il en demandait le rétablissement intégral. En outre, il ne fut pas possible de s'entendre sur la prési-

dence et sur la fixation du lieu de l'assemblée. Il faut cependant signaler que le parlement de Grenoble sut comprendre l'utilité de la nouvelle institution et s'efforça de la faire triompher. Malgré ses efforts, la réunion de l'Assemblée fut ajournée *sine die*.

Necker fut plus heureux en créant, par l'arrêt du Conseil du 11 juillet 1779, l'assemblée provinciale de Haute-Guyenne. C'est d'elle que nous allons désormais nous occuper. Signalons cependant qu'une quatrième assemblée créée le 17 mars 1780, pour la généralité de Moulins, rencontra une vive opposition et que son échec et la publication du Mémoire sur les assemblées provinciales furent les causes de la chute de Necker, le 19 mai 1781.

CHAPITRE II

Géographie et histoire de la Haute-Guyenne (Rouergue et Quercy). Histoire des Etats provinciaux du Rouergue et du Quercy.

SECTION I

Différences profondes entre le Rouergue et le Quercy

La généralité de Montauban comprenait le Rouergue et le Quercy, soit six élections : Rodez, Villefranche, Millau en Rouergue, Montauban, Cahors, Figeac en Quercy ; et quatre évêchés, Rodez, Vabres, Montauban (dont une partie du ressort était hors de la généralité) et Cahors.

A la Révolution, le Rouergue, plus une infime partie de l'Auvergne, ont formé le département de l'Aveyron, et le Quercy celui du Lot ; en 1808 on a distrait du Lot douze cantons, et de l'Aveyron le canton de Saint-Antonin, pour former l'arrondissement de Montauban et trois cantons de l'arrondissement de Moissac.

La généralité avait environ 1.600.000 hectares d'étendue.

Le Rouergue et le Quercy avaient d'abord fait partie de la généralité de Bordeaux, dont la création remontait à 1579. En 1635 le Rouergue, le Quercy, et les élections de Rivière-Verdun, Armagnac, Astarac, Comminges et Lomagne en Gascogne, en furent séparés pour former une généralité dont le siège fut fixé à Montauban ; mais en 1716, lors de la création de la généralité d'Auch, la généralité de Montauban fut réduite aux six élections du Rouergue et du Quercy.

Malgré cette unité administrative, réalisée depuis de si nombreuses années, l'absence de barrières naturelles entre les deux pays et une grande ressemblance au point de vue géographique, le Rouergue et le Quercy différaient profondément, ils avaient chacun leur histoire et leurs coutumes particulières.

SECTION II

Géographie de la Haute-Guyenne

1° *Géographie du Rouergue.*

Le Rouergue est limité au nord par l'Auvergne, à l'est par le Gévaudan, au sud et au sud-est par le Languedoc, et à l'ouest par le Quercy.

Sa superficie est d'environ 900.000 hectares.

Le relief du sol est très accidenté, le pays est entouré de montagnes sur trois côtés, par les Montagnes de l'Aubrac, par les Cévennes, et les Monts de Lacaune, il n'est ouvert qu'à l'ouest vers le Quercy et les plaines de la Garonne. C'est à cette particularité géographique qu'il doit d'avoir acquis une unité politique et économique, qu'il conserve même de nos jours, malgré les profondes divergences existant entre les diverses régions qui le composent et qui peuvent se diviser en trois catégories :

1° les montagnes et plateaux d'origine volcanique et d'altitudes élevées, situées au nord et nord-est, constituant les Monts d'Aubrac, couverts de quelques forêts et de riches pâturages.

2° les plateaux granitiques et schisteux, environ la moitié de la superficie de la Province, ils ne produisaient guère au XVIII^e siècle que des châtaignes et du seigle. Ils se divisent en deux parties :

a) le plateau de la Viadène s'étendant au nord et au nord-ouest des monts d'Aubrac, jusqu'au Causse de Sévérac, au Causse comtal et au Ségala ;

b) les plateaux du Ségala, qui occupent tout le centre et tout le sud-ouest de la Province. Ils se prolongent par le nord-ouest jusqu'au Quercy dont ils forment la partie nord-est.

3° Les Causses, immenses plateaux calcaires pierreux situés les uns au centre, à l'est et au sud-est, et les autres à l'extrémité ouest.

Les premiers, sans eau et sans arbres, les plus importants de beaucoup, se subdivisent en Causse comtal, Causse de Sévérac, Causse noir et Causse du Larzac, ils ne produisent guère qu'une herbe rare, qui sert à l'élevage de grands troupeaux de moutons, ils sont coupés de quelques rares vallées très fertiles.

Les autres, beaucoup plus riches, sont situés à une altitude moins élevée que les autres régions du Rouergue, ils se rattachent aux Causses du Quercy, ce sont les Causses de Villefranche et de Saint-Antonin.

Les principales rivières sont le Lot, l'Aveyron et le Tarn. Toutes se dirigent d'est en ouest vers la plaine de la Garonne.

Le Lot prend sa source au Mont Lozère, arrose la partie nord du Rouergue, il passe à Saint-Geniez, Espalion, Entraygues, et Capdenac. L'Aveyron traverse presque entièrement le Rouergue en son milieu, il passe au pied de Rodez, traverse Villefranche, Najac. Le Tarn, au sud, baigne Peyrelau, Millau et Saint-Rome-de-Tarn. Ces trois rivières reçoivent de multiples affluents. Les vallées, composées de terres d'alluvions, sont très fertiles.

2° Géographie du Quercy.

Le relief du sol du Quercy est moins tourmenté que celui de son voisin. Limité au nord par le Limousin, au nord-est par l'Auvergne, à l'est par le Rouergue, au sud par le Languedoc, à l'ouest par la Guyenne, et au nord-ouest par le Périgord, ce pays ne possède aucune barrière naturelle qui le sépare des provinces voisines.

Sa superficie est d'environ 700.000 hectares.

Il est formé de trois régions naturelles, nettement distinctes :

1° le Haut-Quercy, situé au nord-est, continuation du Ségala du Rouergue ; sur son sol infertile et dépourvu de calcaire, il ne pousse guère que des châtaigniers et du seigle.

2° le Causse ou Bas-Quercy, au nord, au centre, à l'est et à l'ouest, occupe plus de la moitié du pays ; c'est la continuation du Causse de Villefranche et du Causse de Saint-Antonin ; il est constitué par un immense plateau calcaire, sec, et presque plat, d'altitude peu élevée, inculte, où paissent quelques rares troupeaux de moutons, coupé par de profondes vallées fertiles qui le divisent en plusieurs parties : Causse Martel, Causse de Gramat, Causse du Quercy, Causse de Limogne.

3° La plaine aquitaine, au sud et au sud-ouest, couverte de riches pâturages et d'excellentes terres à céréales, constituait la partie la plus riche de la Haute-Guyenne.

Deux grandes rivières traversent le Quercy d'est en ouest, au nord la Dordogne, qui sépare le Causse Martel du Causse Gramat, au centre le Lot, qui arrose Cajars, Saint-Géry, Cahors et Luzech.

SECTION III

Histoire du Rouergue et du Quercy :

1° *Histoire du Rouergue.*

Après avoir précisé les conditions naturelles dans lesquelles se trouvait la Haute-Guyenne, il nous paraît utile de nous étendre assez longuement sur l'histoire du Rouergue et du Quercy, ceci nous permettra de connaître la situation de la généralité de Montauban à la veille de la création de l'Assemblée provinciale.

Nous trouvons la première trace de l'existence du comté de Rouergue en 838 dans une charte de Pépin, roi d'Aquitaine. Primitivement les comtes n'étaient que de simples fonctionnaires royaux, mais ils ne tardèrent pas rapidement à s'attribuer de multiples droits et à rendre leur dignité héréditaire.

Au milieu du XII^e siècle se situent les premières luttes contre les Anglais qui font leur apparition en Guyenne. Le Rouergue est envahi peu après par une foule de brigands et les Etats doivent voter un tribut spécial « le commun de paix » pour lever une armée contre eux. Des luttes intestines et des rivalités multiples ruinèrent rapidement le pays. Pendant ce temps les comtes du Rouergue augmentèrent considérablement leur puissance, ils devinrent comtes de Toulouse, et vers 1187 leur domaine comprend presque tout le midi de la France, mais l'un d'eux, vers 1100, partant à la croisade à la tête d'une armée, avait dû, pour en payer les frais, donner en gage le bourg de Rodez (non compris la cité qui restait sous la dépendance de l'Evêque) et une partie du Rouergue. Cet engagement fut converti en vente définitive, sous réserve de suzeraineté, au profit de Richard, dont la famille prit désormais le nom de comte de Rodez.

Les comtes du Rouergue devenus comtes de Toulouse, et les comtes de Rodez, placèrent à la tête de leur domaine respectif un sénéchal dont le premier connu, Guillaume de Bénac, exerçait en 1216 pour le comte de Toulouse ; Guillaume de Mostuejols était sénéchal du comte de Rodez en 1299.

Au début du XIII^e siècle, les luttes entre les Albigeois protégés par les comtes de Toulouse, et la papauté soutenue par le Roi de France, amenèrent une misère effroyable dans la partie ouest du Rouergue, appelée communément le Bas-Rouergue. Saint-Antonin fut pris et mis au pillage par Simon de Montfort.

En 1251, Alphonse, comte de Toulouse et du Rouergue, père de

Saint Louis, fonda la ville de Villefranche, pour en faire le siège de la sénéchaussée, il divisa ses domaines en deux parties : la Basse-Marche, capitale Villefranche, la Haute-Marche, capitale Millau.

Le comté de Toulouse ayant été réuni à la Couronne en 1271, les sénéchaux de Villefranche furent désormais nommés par le Roi, et cette partie du Rouergue fut rattachée au gouvernement du Languedoc.

En 1301, Henri II, comte de Rodez, n'ayant pas de postérité masculine, institua pour son héritière Cécile, sa fille, épouse de Bernard d'Armagnac, et c'est ainsi que le comté de Rodez passa dans cette célèbre famille dont la puissance grandit si rapidement qu'elle ne tarda pas à égaler celle du Roi de France.

Le Pape Jean XXII, en 1317, distrair quelques parcelles du diocèse de Rodez pour former le diocèse de Vabres.

En 1351, les Anglais, pénétrant dans le Bas-Rouergue, s'emparèrent de quelques villes et de nombreux châteaux et pillèrent le pays. En exécution du traité de Brétigny (1360) le Rouergue fut cédé aux Anglais malgré l'opposition de ses habitants et du comte d'Armagnac. Dès 1368, Rodez se soulève contre la domination étrangère et cet exemple ne tarda pas être suivi par la plus grande partie du pays. Cependant, la province continue encore, pendant de nombreuses années, à être mise à sac par les Compagnies Anglaises.

Louis XI, effrayé par la puissance de la famille d'Armagnac entra en lutte avec elle, lutte dont le Rouergue eut à souffrir. Il confisque tous ses biens et fait disparaître la plupart de ses membres. Louis XII lui restitue le comté de Rodez (sauf la ville de Rodez) qui, à l'extinction de cette famille, passa dans la famille d'Albret, et plus tard, à l'avènement au trône de France d'Henri IV, il sera réuni à la couronne.

Après la période si troublée du moyen âge, la paix règne en Rouergue ; au début du xvi^e siècle, Bernard d'Estaing, évêque de Rodez, fait bâtir le clocher de la cathédrale de sa ville épiscopale ; il parcourt continuellement le Rouergue pour remédier aux désordres que plusieurs siècles de guerre et de luttes civiles y avaient introduits. La situation économique du pays s'améliore considérablement. Hélas, cette ère de prospérité ne dure que quelques années ; dès 1540, les protestants commencent à donner des inquiétudes. Ils s'emparent en 1541 des couvents des Chartreux et des Cordeliers de Villefranche. Montluc les châtie d'ailleurs très sévèrement. En 1562, les religionnaires attaquent de nouveau Villefranche, mais ils sont repoussés et finalement la plupart d'entre eux sont massacrés. L'ordre ne règne plus dans le pays, les religionnaires gagnent rapidement du

terrain, principalement à Millau, où le culte catholique est aboli dès 1561, et désormais ce seront des luttes continuelles, pendant de nombreuses années. Le Rouergue fut l'une des provinces les plus éprouvées par les guerres de religion, Villefranche, Millau, Saint-Antonin, furent le théâtre d'exploits sanglants.

L'avènement d'Henri IV met fin à ces luttes meurtrières. Le Comté de Rodez fait désormais partie des domaines de la Couronne, comme le reste du Rouergue. Peu de temps après, la sénéchaussée du Comté fut réunie à celle de Villefranche. Au point de vue administratif, la Province est alors divisée en trois parties : Haute-Marche, Comté, Basse-Marche, qui deviendront, au début du *xvii^e* siècle, les élections de Millau, Rodez et Villefranche.

En 1620, le duc de Rohan, à la tête des protestants, occupe une grande partie du Rouergue, Louis XIII vint en personne étouffer le mouvement, il assiégea, prit et détruisit Saint-Antonin.

A la mort de Richelieu, les « croquants » se soulèvent sur divers points du Rouergue, principalement dans la Basse-Marche, Villefranche tombe aux mains des révoltés, qui la mirent au pillage. Le Cardinal de Noailles dégagea la ville, et se rendit maître du mouvement, dont les chefs subirent des châtiments exemplaires.

La révocation de l'édit de Nantes (1685) obligea les protestants à démolir leurs temples ; beaucoup (les plus riches et les industriels) s'expatrièrent ; les autres durent subir les dragonnades. Peu de temps après la révolte des Camisards eut quelques échos en Rouergue.

Aucun autre mouvement ne vint secouer le pays, jusqu'à l'institution de l'assemblée provinciale.

2° *Histoire du Quercy.*

Comme celle du Rouergue, l'histoire du Quercy est très troublée.

C'est après la prise de Narbonne, en 791, que Charlemagne, en récompense des services que lui avait rendus le Chevalier Aymeri, le fit comte d'une grande partie du Languedoc et de la Guyenne, mais ses successeurs, qui avaient rendu leurs charges héréditaires à la faveur des discordes royales, n'exercèrent leur pouvoir que sur le Quercy.

Au début du *x^e* siècle, les comtes de Quercy furent dépouillés de leur domaine par les comtes de Toulouse, et désormais, ils suivirent la destinée des domaines de cette puissante famille.

Montauban fut fondé en 1144 par Alphonse, Comte de Toulouse, qui lui accorda de nombreux privilèges.

La fin du *xii^e* siècle est remplie par la guerre contre les Anglais,

qui, à diverses reprises s'emparent du Quercy. C'est à peu près à cette époque que les Comtes de Toulouse confient l'administration du Quercy à des sénéchaux, le premier d'entre eux que nous connaissons est Pierre de Rabastens, en 1202.

En 1208, Innocent III fait prêcher la croisade contre Raymond VI, Comte de Toulouse, qu'il accuse de soutenir les Albigeois. Philippe-Auguste prit les armes à cet appel, il envoya une armée dans le Languedoc qui passa par le Quercy. Les croisés prirent et ravagèrent Caussade, le pays fut mis à sang et à feu durant de nombreuses années. Le comte de Toulouse, aidé par la majorité de ses sujets, défendit vigoureusement, souvent avec succès, ses domaines. Guillaume de Cardaillac, évêque de Cahors, qui s'était emparé de sa ville épiscopale lorsque le Pape avait donné tous les domaines de Raymond VI au premier occupant, rendit hommage à Montfort et plus tard à Louis VIII et à Saint-Louis, pour le comté de Cahors ; c'est là l'origine des droits des évêques sur cette ville ; plusieurs gentilhommes du Quercy imitèrent son exemple.

Le traité de Meaux (1228) termina la guerre. Amaury, fils de Simon de Montfort, renonça à ses droits et Raymond, comte de Toulouse, s'engagea à donner sa fille unique en mariage à un des frères du roi. Il fut convenu en outre que si, après avoir recueilli la succession de son père, celle-ci décédait sans enfants, le comté de Toulouse et ses dépendances seraient réunis à la Couronne. En exécution de ce traité, Raymond fut remis en possession du Quercy, à l'exception toutefois de la ville de Cahors, et de tous les fiefs que le Roi Philippe-Auguste y possédait à sa mort.

À la mort de Raymond VII, dit le Jeune, la race des Comtes de Toulouse étant éteinte, ses biens furent réunis à la Couronne de France, et le Quercy, à l'exception du domaine des évêques de Cahors, fut placé sous la dépendance directe de la Couronne.

Saint-Louis signe le traité de Paris (1259) avec Henri III, roi d'Angleterre, par lequel il lui abandonne la partie de la Guyenne située au delà et en deçà de la Garonne (et par conséquent le Quercy), à condition que ces pays ne soient jamais mis hors de la couronne de France.

Les Quercynois ne voulurent jamais se soumettre à ce traité, et Philippe le Bel acheta le Quercy au Roi d'Angleterre, moyennant le paiement d'une somme de 3.000 l. de rente.

Le Pape Jean XXII, originaire du Quercy, créa en 1317 le diocèse de Montauban, formé d'une partie du diocèse de Toulouse et d'une partie de celui de Cahors, il fonda dans cette dernière ville une université qui devait devenir célèbre par la suite.

Charles le Bel, à sa mort (1328), ne laissant qu'une petite fille, Edouard III, roi d'Angleterre, réclama la Couronne comme petit-fils de Philippe le Bel par sa mère, Isabelle de France. Et devant le refus des Etats du Royaume, qui avaient confirmé la Loi salique en vertu de laquelle la couronne revenait à Philippe de Valois, il entra en campagne ; en 1350, le prince de Galles s'empara d'une partie du Quercy qu'il pillâ.

Le traité de Brétigny (1360) céda au Roi d'Angleterre, avec la souveraineté sur la Guyenne, plusieurs pays voisins dont le Quercy. Quelques mois plus tard, à Cahors, cette province fut remise aux commissaires du Roi d'Angleterre malgré les protestations des habitants.

Peu de temps après, Cahors, Montauban et la plupart des villes du Quercy chassèrent les garnisons anglaises. Charles V, pour récompenser Montauban, unit la ville à la Couronne (octobre 1369) et lui accorda de grands privilèges.

Dans les années qui suivirent, et au début du x^v^e siècle, le pays fut ravagé par les chevauchées continuelles des partisans du Roi de France ou du Roi d'Angleterre. Montauban et Cahors furent assiégés sans succès par les capitaines anglais.

En 1453, Charles VII enlève aux Anglais Bordeaux, leur dernière place forte en France à l'exception de Calais. La guerre de Cent Ans était terminée, mais le Quercy était ruiné de fond en comble. Louis XII diminue ses impôts, et lui permet ainsi de reconstituer lentement ses richesses.

Au début du règne d'Henri II, le présidial de Cahors est créé (1551).

La paix qui avait amené la prospérité dans le pays n'allait pas tarder à être rompue. Dès 1560, l'Amiral de Coligny envoya deux ministres protestants pour prêcher la religion réformée à Montauban, et ils ne tardèrent pas à recruter de nombreux adeptes. Les Montalbanais, après avoir chassé leur évêque en 1560, expulsent deux ans après tous les catholiques de la ville, et prirent nettement partie pour les protestants. La nouvelle doctrine fait alors de grands progrès en Quercy. Le massacre de Vassy fut le signal de la guerre civile. Tout le pays est saccagé tant par les protestants que par les catholiques. Rocamadour est pillé, des horreurs sans nom furent commises. Cahors fut prise et mise à sac par le roi de Navarre ; tous les catholiques furent massacrés. La lutte dura plus de trente ans, jusqu'à la promulgation de l'édit de Nantes, qui laissa Montauban aux protestants, comme place de sûreté.

Le règne d'Henri IV apporte la prospérité au Quercy. En 1621, le rétablissement du culte catholique dans le Béarn et dans la Navarre amène une nouvelle révolte des protestants. Montauban, ses envi-

rons, et quelques villes, adhèrent au mouvement. Louis XIII accourut pour réduire les rebelles, il mit lui-même le siège devant Montauban, mais il fut obligé de se retirer au bout de quelques mois. Les Montalbanais ravagent toute la campagne environnante, jusqu'à la conclusion de la paix (traité de Montpellier, 1622).

Nouvelle révolte des protestants en 1625, Richelieu, après la chute de la Rochelle, se rendit à Montauban, et soumit alors tout le pays.

En 1622, le Roi créa un bureau d'élection à Cahors, et depuis cette date les états du Quercy ne sont plus convoqués. En 1626, il établit deux nouveaux bureaux d'élections dans le Quercy, l'un à Moissac, l'autre à Figeac. L'élection de Moissac fut transférée à Montauban en 1633 et il y fut joint un présidial.

En juillet 1642, une Cour des Aides et Finances fut établie à Cahors, et on lui donna comme juridiction les onze élections de l'intendance de Montauban. Elle fut transférée à Montauban en 1661.

Louis XIV ne tarda pas à persécuter les protestants. De nombreuses familles se réfugièrent à l'étranger, les campagnes furent dépeuplées, les ateliers abandonnés. Des arrêts du Conseil de 1648 rendirent générale la proscription de tous les protestants dans le Quercy. Durant la seconde moitié du XVII^e siècle les temples furent détruits, les ministres obligés de quitter le royaume, et finalement l'édit de Nantes fut révoqué.

En 1712, sous le nom de « bourse commune des marchands », il fut créé un tribunal de commerce à Montauban, pour le Rouergue et le Quercy.

L'Intendant Pajot (1724-1740), malgré de grandes résistances, établit des routes, embellit Montauban qui, à cette époque, acquiert une supériorité marquée sur toutes les autres villes du Quercy et du Rouergue, elle devient l'objet de prédilection de tous les intendants suivants.

En 1751, l'Université de Cahors fut réunie à celle de Toulouse. La ville commença à entrer en décadence.

En 1773, de faux bruits de famine provoquèrent de violentes émeutes dans les principales villes, mais les troubles furent rapidement réprimés.

Le Quercy comprenait en outre une partie de la Vicomté de Turenne. Cette petite province acquise et réunie à la Couronne en 1738 et annexée partie à la généralité de Limoges et partie à celle de Montauban, située au nord du Quercy, a joui jusqu'à la fin de l'Ancien Régime de privilèges et d'usages particuliers.

SECTION IV

Les anciens Etats de la Haute-Guyenne

1^o *Les Etats du Rouergue.*

En Rouergue, dont la paix fut si souvent troublée par les guerres civiles, les états de la Province furent appelés à jouer naturellement un très grand rôle dans l'administration du pays.

D'après l'historien Bosc, ils remontaient à la plus haute antiquité. L'Empereur Honorius, informé par Agricola, préfet de la Narbonaise, que l'interruption des assemblées provinciales de la Septimanie, à laquelle le Rouergue était uni, avait causé de grands maux dans le pays, en ordonna le rétablissement pour toujours en 418. Par cette constitution, chaque province en général, et chaque ville en particulier, devait envoyer à cette assemblée des personnes notables, des propriétaires, des gens de bien, outre ceux qui par leur emploi avaient droit d'y assister ; une amende de cinq livres devait être payée par ceux qui ne s'y rendaient pas.

Les Wisigoths respectèrent ces assemblées. Dom Vaisette affirme qu'ils avaient ordonné que les principaux ecclésiastiques s'assembleraient tous les ans pour veiller à ce que les peuples ne fussent pas surchargés d'impôts. C'est à cette époque qu'apparaît l'une des lois fondamentales du royaume : les impôts doivent être consentis par ceux qui les payent. Les assemblées s'occupaient en outre des questions importantes intéressant le Rouergue : c'est ainsi que Grégoire de Tours indique que les évêques de Rodez, du Gévaudan et de l'Auvergne se réunirent en 590 avec les principaux notables du pays, près des Montagnes d'Aubrac, pour juger Tétradie, femme d'un seigneur d'Auvergne : Eulalius, qui avait quitté ce dernier pour épouser Didier, duc de Toulouse.

Aux VIII^e, IX^e et X^e siècles, les Comtes continuèrent cette tradition, ils convoquèrent des « plaids généraux » composés des principaux ecclésiastiques, des barons, des juges et des notables du pays. En 878, Raimond, Comte de Toulouse et du Rouergue, réunit une de ces assemblées pour examiner les réclamations de Carissime, abbesse du Monastère Saint-Sernin-sous-Rodez et d'une de ses parentes, qui demandaient la restitution de biens dont leurs parents s'étaient emparés. En 971, Raimond, Comte de Toulouse et du Rouergue, tint un plaid pour savoir s'il devait conserver une église qu'il avait prise à l'Evêque de Nîmes.

En 1112, une autre assemblée se tint au Caylar sur le Larzac, pour régler un différend entre les religieux de Joncels, diocèse de Béziers, et ceux de Conques, abbaye du Rouergue, qui se disputaient l'église de Saint-Martin. La distinction entre les trois ordres n'est pas encore faite à cette époque.

Une bulle du pape Alexandre III, confirmant le commun de paix, nous indique que lorsque, en 1171, l'Evêque et le Comte de Rodez voulurent établir cet impôt, ils rassemblèrent les abbés, prévôts, archidiaques et barons de leur terre.

Les bourgeois, le peuple des villes et des campagnes, ceux qui plus tard devaient former le tiers-état, ne figuraient pas encore à ces assemblées. Cependant, d'après Bosc, dès le ^x^e ou ^x^e siècle, les bourgeois des villes avaient pris l'habitude de se réunir entre eux et de désigner des délégués aux Etats. Au début on ne voulut leur accorder qu'un rôle consultatif. Peu à peu, la noblesse et le clergé reconnurent l'utilité de leurs avis et leur accordèrent le droit de vote. Et dès la fin du ^x^e siècle, la composition et le rang des membres des Etats du Rouergue se stabilisa et ne varia guère jusqu'à leur suppression.

La première assemblée qui, à notre connaissance, ait admis le tiers-état à donner son suffrage, date du début du ^x^e siècle.

Même après cette date, nous trouvons des assemblées, en très petit nombre cependant, composées exclusivement de membres de la noblesse et du clergé, ou même de l'un de ces deux ordres, les questions qu'on y traitait n'intéressant guère que ces ordres ou l'un d'eux seulement.

En 1319, les nobles du Rouergue s'assemblent devant Pierre de Ferrières, Sénéchal du Rouergue, pour offrir au Roi de partir pour la guerre de Flandre. En 1587, le clergé se réunit à Rodez pour juger les différends intervenus entre les habitants de cette ville et l'Evêque François de Corneillan. En 1602, la noblesse seule fut assemblée à Sauveterre, par le Juge-Mage de Villefranche, pour entendre la lecture de l'édit sur le duel.

Indépendamment de toutes ces assemblées, où toute la province était représentée, l'on trouve trace d'assemblées où les députés d'une des parties du pays, soit de la Haute-Marche, soit de la Basse-Marche, soit du Comté, se réunissaient pour régler les affaires les concernant.

Dès que la Monarchie se sentit plus puissante, elle chercha à diminuer l'influence des administrations locales, et à supprimer les Etats. Les élections furent créées dans ce but, au début du ^x^e siècle. Une première fois supprimées par Louis XII, elles furent rétablies par François I^{er}, en 1543, et fonctionnèrent à la place des Etats jus-

qu'en 1548, date à laquelle Henri II les fit de nouveau disparaître. Elles reparurent en 1609 sous Henri IV, et les Etats ne furent plus convoqués. Pas pour longtemps cependant, à la prière de l'Evêque de Rodez, et sur les vives instances des habitants du Rouergue, les Elections furent supprimées et les Etats rétablis dans leurs prérogatives. Les manifestations de joie qui accueillirent cette décision prouvent le grand prix que la province attachait à ces assemblées. Triomphe de courte durée. Les élections furent définitivement rétablies en 1622, et après 1651 on ne trouve plus aucune trace de réunion des Etats, leur dernière séance est du 17 août 1651. Ils ne furent donc supprimés que trente-sept ans après les derniers états généraux du royaume, « époque mémorable, dit M. de Bonald, et qui lia l'anéantissement de nos privilèges aux atteintes portées à la constitution même de l'Etat ».

Jusqu'au XIII^e siècle, les Etats avaient fonctionné à des intervalles irréguliers, et parfois très inégaux, ils n'avaient ni personnel fixe, ni attribution bien précisée. Ils se régularisent et leurs droits se précisent lorsque la royauté fut contrainte de leur demander des subsides et autres services du même genre. Les malheurs de la Guerre de Cent Ans fortifient leur existence, la carence du pouvoir royal leur permit de se donner un statut régulier.

A partir de cette époque, les Etats se tiennent tous les ans ; ils s'assemblent aussi extraordinairement, lorsque les circonstances ou les ordres des souverains l'exigent. Entre les sessions, une commission intermédiaire composée de syndics et de quelques députés se réunit sur convocation du Président, pour l'audition des comptes des receveurs des impôts, le département des impositions, ou autres affaires urgentes.

Par qui pouvaient être convoqués les Etats ? Un procès-verbal rédigé en 1415 par Guillaume Cocural et Hugues Bonal prouve que les Comtes de Rodez et les Comtes du Rouergue avaient le droit de les convoquer, sans l'intervention du Roi. Quand le Rouergue et le Comté de Rodez furent réunis à la Couronne, seul le Roi eut le privilège de les réunir. Il le faisait presque toujours par une commission particulière adressée au Sénéchal du Rouergue ou à son lieutenant.

Les Etats ne se tenaient pas toujours au même endroit. En principe, ils se réunissaient alternativement à Rodez et à Villefranche, et toujours à Rodez en cas de réunion extraordinaire. Ils s'assemblèrent quelques fois dans d'autres villes de la Province, telles que : Millau, Sauveterre, Najac, Salles-Comtaux (aujourd'hui Salles-La-

Source), Rignac, Marcillac, Espalion, Gages. L'honneur d'être le siège des Etats était apprécié à un degré extrême.

Il résulte des procès-verbaux des Etats qu'on s'y occupait « de l'établissement des impôts et de leur assiette, de la sûreté du pays et de ses autres affaires et de la députation aux Etats-Généraux du Royaume toutes les fois qu'ils étaient convoqués ». Les guerres contre les Anglais, la disparition des Grandes Compagnies, l'établissement des protestants dans plusieurs villes du Rouergue, les démêlés des Cours Présidiales de Villefranche et de Rodez furent, en dehors du vote et de la répartition des impôts, les principaux sujets dont s'occupèrent les Etats. Il est important d'insister sur le fait qu'aucun impôt ne pouvait être établi en Rouergue sans leur assentiment.

La composition des Etats est restée presque identiquement la même du ^{xiii}^e siècle à 1651, époque de leur suppression. Les Etats de 1651 étaient composés : pour le clergé, des évêques de Rodez et de Vabres, des abbés des grandes abbayes du Rouergue, de 4 commandeurs, de 2 doyens, des députés du chapitre de Rodez, et de 2 de celui de Vabres ; 61 gentilhommes et les nobles de 4 châtellenies représentaient la noblesse ; le tiers-état était composé des consuls de 67 villes ou bourgades.

Les députés arrivaient aux Etats avec des mandats impératifs, précis et limités.

Les Etats étaient présidés par l'Evêque de Rodez.

2° *Les Etats du Quercy.*

Nous possédons beaucoup moins de détails sur les Etats du Quercy.

Nous pensons que, comme les Etats du Rouergue, leur origine est très ancienne. Ils remontent probablement à la période de l'occupation romaine, il est certain qu'ils existaient déjà depuis longtemps au ^{ix}^e siècle.

Au Moyen Age les troubles provoqués par les guerres contre les Anglais et la guerre des Albigeois motivèrent leur réunion fréquente. Nous savons que Simon de Montfort les réunit en 1214, qu'ils s'assemblèrent en 1251 à Rocamadour, pour demander à Dieu l'extirpation de l'hérésie des Albigeois.

Il semble que les malheurs des temps leur firent donner vers le ^{xiii}^e siècle une organisation et des attributions semblables à celles des Etats du Rouergue.

Dominici et Cathala-Coture s'accordent à dire que les Etats s'assemblaient annuellement. D'ailleurs, il est naturel qu'ils aient été

réunis régulièrement tous les ans, dès que leur objet principal fut de pourvoir aux subsides et aux dépenses de la Province. Un département fait à Gordon le 24 février 1614 le prouve. En voici la teneur :

« Département fait par nous : Siméon-Etienne de Popian, évêque, « baron et comte de Cahors, président-né des trois états du pays et « sénéchaussées du Quercy, de la somme de 3.550 l. distribuée à « Messieurs les Députés du tiers-état dudit pays, commis à procéder « à l'audition et clôture des comptes des receveurs d'icelui, *pair de* « *l'exercice de leur charge de l'année 1613, que pour pouvoir et or-* « *donner aux aultres affaires qui leur ont été renvoyées par l'assem-* « *blée générale et aultres qui ce pourront présenter devant ladite* « *année, auquel a été procédé la forme qui s'ensuit... »*

Des causes particulières, comme les troubles qui ont agité cette province, ont quelquefois interrompu ces réunions annuelles et souvent provoqué la réunion extraordinaire des Etats.

En 1434, l'Evêque Jean de Castelnau assemble à ses dépens les Etats du Quercy, à Bretenoux, pour délibérer sur les moyens de libérer entièrement le pays des Anglais.

Louis XI donna la Guyenne dont faisait partie le Quercy, à son frère, celui-ci vint à Cahors en 1462, et pendant son séjour il lui fut accordé par les Etats la somme de 120.000 livres, payables en 3 ans, pour le refaire des dépenses qu'il avait faites dans la guerre de Bretagne.

Sous Henri II les Etats se réunissent pour racheter la gabelle, moyennant une très faible somme.

Les guerres de religion firent l'objet de plusieurs réunions spéciales des Etats, c'est ainsi que les Etats du Quercy, tenus à Castelnau-de-Vaux en février 1593, délibèrent une suspension d'armes

Les Etats s'assemblaient originairement dans les villes et lieux qui avaient droit d'y envoyer leurs députés. Ce n'est que dans les temps postérieurs au xvi^e siècle qu'il fut décidé que les Etats se réuniraient tous les ans par tour dans l'une des quatre villes principales (Cahors, Montauban, Figeac, Moissac) et des quatre châtellenies (Cahors, Lauzerte, Gourdon, Moissac). Ils étaient composés de l'évêque de Cahors, qui les présidait, d'un certain nombre d'abbés et de prieurs pour le clergé, de quatre vicomtes, de quatre barons et de plusieurs seigneurs des hauts fiefs pour la noblesse, et pour le tiers-état, des députés des villes à qui ce droit avait été reconnu.

Le mandat qui était confié aux députés était impératif, et ils ne pouvaient prendre de décisions que conformément aux désirs de ceux qui les avaient nommés. En 1621, lors des guerres de religion, sous

Richelieu, le Sénéchal du Quercy convoqua les états à Cahors, et somma particulièrement les Montalbanais d'y envoyer leurs députés. Le Sénéchal ayant demandé aux députés de cette ville une promesse formelle de se soumettre à la déclaration de Fontainebleau, ils répondirent que leurs pouvoirs ne s'étendaient pas jusque-là, que n'ayant été mandatés que pour entendre les volontés du Roi, ils n'avaient pas reçu d'instruction sur ce qu'on leur proposait, qu'ils en rendraient compte à leurs commettants et que dans huit jours au plus ils rendraient la réponse positive qu'on leur demandait.

Les Etats du Quercy, comme ceux du Rouergue et de la plupart des autres provinces françaises, disparurent au xvii^e siècle, victimes de la politique de centralisation de Richelieu. Le Roi créa en 1622 un bureau d'élection à Cahors ; depuis cette époque, il semble que les Etats n'aient plus été assemblés. La création, en 1635, de l'intendance de Montauban fit perdre tout espoir de les voir rétablir.

La petite vicomté de Turenne, qui occupe le nord du Quercy, avait aussi ses Etats qui se réunissaient à Martel.

CHAPITRE III

Organisation de l'Administration Provinciale

SECTION I

Siège de l'Administration

Le paragraphe 9 de l'arrêt royal du 11 juillet 1779, qui avait établi l'Administration Provinciale, portait que l'assemblée préliminaire se tiendrait à Villefranche le 20 août 1779. Cette disposition semblait indiquer clairement que le siège de l'Administration provinciale serait établi dans cette dernière ville. De nombreuses raisons légitimaient ce choix : Villefranche se trouvait située au centre de la Province, à peu près à égale distance de Rodez, de Cahors, et de Montauban. Attribuer le siège de l'Assemblée à l'une de ces trois villes, les plus considérables de la Province, aurait amené une opposition si violente de la part des deux autres que la réforme eut abouti à un échec certain.

La décision prise souleva cependant un vif mécontentement à Montauban que rien ne put apaiser. Cette ville, la plus importante et la plus riche de la Province, résidence de l'intendant depuis le début du xvii^e siècle, siège de la Cour des Aides et de la plupart des rouages administratifs de la généralité, opposa une résistance acharnée au fonctionnement de l'Assemblée. Malgré la convocation expresse du Roi, sous un vague prétexte, l'évêque de Montauban ne se rendit pas à l'assemblée préliminaire du 20 août 1779 ; il ne pouvait admettre que l'Assemblée soit présidée par l'évêque de Rodez, dont la ville épiscopale était beaucoup plus petite que la sienne. Malgré son absence, il fut déclaré membre de droit de l'Administration provinciale.

Pour apaiser un peu le mécontentement des habitants de Montauban, le Roi, voulant leur accorder une satisfaction de forme, prit

soin dans la lettre patente du 20 novembre 1779 qui confirmait l'établissement de l'Assemblée de stipuler qu'elle « se réunirait dans « la ville de la dite province qui sera par nous déterminée », sans préciser davantage ; et le règlement fait à la session de 1779, et approuvé par le pouvoir royal, portait simplement « l'Assemblée se « tiendra autant qu'il sera possible, dans le centre de la province ». Cette décision pouvait laisser espérer que son siège n'étant pas fixé d'une manière irrévocable, il était possible sans trop de difficultés de le transporter à Montauban.

Les habitants de cette ville ne se montrèrent pas satisfaits, leurs protestations devinrent de plus en plus violentes, ils se prétendirent lésés par certaines décisions de l'Assemblée et ils adressèrent diverses requêtes au Conseil du Roi « en désunion de la province du Quercy « et de celle du Rouergue, pour former à l'avenir une administra-
« tion distincte et séparée ».

En réponse à cette demande, le Roi ordonna par arrêt de son Conseil du 9 juin 1782, que ses lettres patentes du 26 novembre 1779 continueraient à être exécutées, et chargea l'intendant de Montauban « de recommander à l'Assemblée de donner la plus sérieuse at-
« tention aux différents objets de représentation de la ville de Mon-
« tauban pour ne lui laisser aucun motif légitime, et de s'occuper
« des moyens les plus propres à maintenir la concorde et un juste
« équilibre entre les différents partis de la Province ».

Les députés manifestèrent leur bonne volonté, en faisant droit aux demandes raisonnables présentées par le Conseil politique de Montauban, mais ils combattirent énergiquement sa demande de séparation. Le rapporteur chargé de l'examen de cette demande fit remarquer avec beaucoup d'ironie qu'il a dû « paraître surprenant
« que la ville de Montauban qui, depuis l'établissement des commis-
« saires départis, n'avait pas réclamé contre l'unité administra-
« tive établie dans la Haute-Guyenne, ait pu prétendre que 52 per-
« sonnes, prises en égal nombre dans les 6 élections, n'étaient nulle-
« ment propres à les administrer ». Il démontra que le Quercy ne retirerait aucun avantage de la séparation : sa prospérité, celle de ses manufactures et de ses routes, étant plus susceptible de plus de grandeur et de perfection lorsque les ressources sont puisées dans une association plus considérable. « Peut-on d'ailleurs se dissimuler,
« ajoutait-il avec beaucoup de raison, que pour qu'une administra-
« tion provinciale ait une certaine dignité, qu'il y éclate plus de
« lumière, qu'elle puisse former de vastes projets et opérer de grands
« biens, il faut qu'elle ait une certaine étendue de juridiction ».

A la fin de son exposé, il se montrait étonné que la demande de

désunion présentée par Montauban ne soit pas davantage appuyée par la population du Quercy, et il faisait observer que presque toutes les villes de cette province, et notamment les principales, avaient gardé à cet égard un silence complet.

Durant toute l'existence de l'Administration, le Conseil politique de Montauban, non content d'adresser des plaintes multiples à l'intendant, au Conseil du Roi et à l'Assemblée, combattit avec énergie les décisions prises par l'Administration provinciale, et souvent, malgré l'autorité royale, elle paralysa les projets de réforme envisagés, notamment en matière d'impôts, comme nous aurons l'occasion de le voir dans un chapitre suivant. Il fut puissamment soutenu dans cette lutte par la Cour des Aides, le Bureau des finances et parfois même par l'Intendant.

L'évêque de Montauban ignore l'Assemblée dont il était cependant membre de droit, et n'assista à aucune de ses séances, à la session de 1780 et à celle de 1782 il s'excusa sous le prétexte qu'il avait été obligé « d'aller aux eaux à la suite d'une maladie qu'il avait éprouvée », en 1784 et en 1786, il allégua qu'il devait « se rendre aux Etats du Languedoc, dont une partie de son diocèse dépendait ».

Malgré de vieilles rancunes pour Villefranche qui dataient de la fondation de cette ville, Rodez ne protesta qu'en 1789 contre la fixation du siège de l'assemblée à Villefranche et la réunion du Quercy et du Rouergue ; cette ville ne cessa jamais d'apporter le plus loyal concours à l'Administration provinciale, et les évêques de Rodez, qui se succédèrent à sa présidence, prirent leur tâche à cœur, multipliant en sa faveur les démarches à Paris et contribuant pour une large part aux succès obtenus.

Quant à l'évêque de Cahors, malgré son grand âge, il tint plusieurs fois à se rendre à Villefranche, et à prendre part aux travaux de l'Assemblée.

SECTION II

Dénomination de la nouvelle Administration

Une autre question très délicate (l'on connaît l'importance des questions de forme sous l'ancien régime) était à résoudre : quel serait le nom donné à la nouvelle administration ? Pour ne froisser aucune susceptibilité, Marqueiret proposa à la séance du 17 septembre 1779 le nom « d'Administration de la province de Haute-

Guyenne » pour ne pas avoir, disait-il, à donner la préférence au nom de Rouergue ou à celui de Quercy. Cette suggestion fut adoptée à l'unanimité, et le Roi, par ses lettres patentes du 26 novembre 1779, décida que « la généralité de Montauban serait désormais désignée sous la dénomination de Haute-Guyenne. »

SECTION III

Son règlement

1° *Sa préparation.*

L'organisation de la première session avait été réglée par un arrêt du 29 août 1779, fixant le règlement concernant la première assemblée provinciale de la généralité de Montauban à Villefranche. Il fixait minutieusement la constitution, la manière de délibérer de l'Assemblée et du Bureau intermédiaire, mais il laissait certains points dans l'ombre tel par exemple leur mode de renouvellement, et montrait par là même son caractère provisoire. L'article 15 section première édictait « la première assemblée générale pourra présen-
« ter à Sa Majesté les projets et les plans qu'elle jugera les plus con-
« venables, soit pour la constitution permanente et l'ordre ultérieur
« des assemblées, soit pour les différentes parties de l'administration
« de la Province ». Elle se réunit au mois de septembre. Le Bureau du Règlement consacra de nombreuses séances de travail à la préparation d'un projet de règlement fixant l'organisation de l'Administration provinciale qu'il soumit à l'Assemblée. Après l'avoir étudié à loisir au cours de quatre séances, celle-ci l'approuva entièrement et décida « que Sa Majesté sera très humblement suppliée de revêtir
« ledit projet de son autorité et d'assurer ainsi d'une manière inva-
« riable la loi et les constitutions qui doivent régir l'administration
« de la Province. »

A la session suivante, le Commissaire du Roi, dans son discours d'ouverture, déclara que le projet de règlement dressé lors de la dernière assemblée avait paru « rédigé avec méthode et clarté et
« propre à assurer les avantages que les peuples doivent en atten-
« dre » et que « Sa Majesté en conséquence juge à propos d'en
« ordonner par provision l'exécution, en attendant que l'expérience
« de quelques années ait procuré des lumières suffisantes pour déter-
« miner ensuite les règlements définitifs ».

Les syndics de l'Assemblée, dans le rapport qu'ils lui présentèrent,

approuvèrent cette mesure de sagesse : « Sa Majesté, firent-ils remarquer, a voulu vous laisser le temps de réfléchir mûrement d'après une expérience suivie sur les avantages et les inconvénients des différents articles de votre règlement, avant de l'autoriser définitivement. Cette détermination ne nuit point à l'activité qu'il était nécessaire de lui donner dans le moment : l'autorisation provisoire remplit cet objet en entier, et vous laisse pour l'avenir la liberté de faire à Sa Majesté telles représentations que les circonstances vous suggéreront. »

En réalité, ce règlement, dont l'exécution avait été ordonnée simplement par provision, fut appliqué sans modifications importantes durant toute l'existence de l'Administration provinciale.

2° Ses dispositions.

Il avait été rédigé avec le plus grand soin, les moindres détails étaient réglés avec minutie, et le principal soin de ses auteurs avait été de permettre à l'Assemblée d'étudier soigneusement toutes les questions intéressant la Province, et de faire œuvre utile sans perte de temps ni discours inutiles.

Son étude présente le plus grand intérêt et elle nous permettra de connaître à fond le mécanisme de l'Assemblée ; il détermine sa composition, le renouvellement des députés, l'ordre de ses séances, la police intérieure et extérieure, la composition du Bureau Intermédiaire et le renouvellement de ses membres.

a) Composition de l'Assemblée.

L'Assemblée était composée, comme nous l'avons dit plus haut, de 52 membres, indépendamment de 2 syndics et du secrétaire archiviste : 10 représentants du clergé, 16 gentilshommes propriétaires, 13 propriétaires représentant les villes et 13 représentant les campagnes.

Les députés du clergé étaient les quatre évêques de la Province (Montauban, Cahors, Rodez et Vabres) et six ecclésiastiques bénéficiers dans la Province dont deux pris dans le diocèse de Cahors, deux dans le diocèse de Rodez, un dans le diocèse de Montauban, et un dans le diocèse de Vabres. Cette différence s'expliquait aisément : le diocèse de Vabres étant tout petit, et la plus grande partie de celui de Montauban étant située hors de la Province ; contrairement au règlement du Berry, les curés étaient admis à représenter le clergé.

Le nombre de propriétaires gentilshommes était de deux dans l'élection de Millau et dans celle de Cahors et de trois dans celle de Montauban, Rodez, Villefranche et Figeac. Pour rétablir l'équilibre,

le règlement prévoyait que lorsqu'il y aurait lieu à de nouvelles élections, celui ou ceux à remplacer seraient choisis dans les élections où il n'en aurait d'abord été pris que deux, de manière qu'il y ait tour à tour trois députés dans celles des élections qui n'en auraient fourni que deux dans les remplacements précédents.

Les conditions nécessaires pour pouvoir être choisi comme député de la noblesse était la possession d'une terre en justice ou fief et le paiement de 100 l. au moins d'impositions royales ; quatre générations nobles, l'élu non compris, et au moins 100 ans de noblesse étaient en outre nécessaires. Les gentilshommes élus étaient tenus de remettre les titres justifiant leurs qualités aux syndics de l'Assemblée, qui les transmettaient à une commission spéciale chargée de les examiner. Cette commission était composée d'un député du clergé, de deux de la noblesse, d'un propriétaire représentant des villes et d'un propriétaire représentant des campagnes. Pour répondre aux critiques formulées par certains membres de la noblesse s'étonnant de voir les représentants des autres ordres s'occuper de la vérification des titres, question n'intéressant en somme que les membres de la noblesse, il avait été répondu que l'on n'avait pas voulu composer une commission exclusivement de gentilshommes, car « cela aurait été contraire au principe de cette assemblée, qui veut que tous les ordres délibèrent ensemble. »

La commission présentait ses conclusions sur les preuves de noblesse fournies, l'Assemblée pouvait les accepter ou les déclarer insuffisantes. En fait, commission et Assemblée trouvèrent toujours conformes au règlement les titres qui lui furent présentés par les représentants de la noblesse.

Les noms des gentilshommes propriétaires admis dans l'Assemblée étaient inscrits sur un registre ; cette mesure avait pour but d'aider les gentilshommes dont le titre aurait été perdu ou volé, et de servir ultérieurement à la constitution d'un nobiliaire de la Province.

Pour la répartition des députés représentant des villes entre les diverses cités de la Province, il fut tenu compte à la fois de leur population et de leur commerce : Montauban eut droit à deux, Rodez, Cahors, Figeac, Villefranche, Millau, chacune à un, et les villes suivantes furent réunies pour avoir un député : Moissac avec Caussade, Gourdon avec Lauzerte, Montel avec Saint-Céré, Saint-Geniez avec Mur-de-Barrés, Saint-Affrique avec Belmont, Saint-Antonin avec Najac, sans que ce concours puisse donner à ces villes le droit alternatif d'avoir un député. Toutes les autres villes de la Province furent assimilées aux campagnes. Cette répartition faite en toute équité

souleva peu de protestations ; cependant en 1781 la ville de Moissac présenta un mémoire au Directeur Général des Finances pour lui demander le droit d'avoir un député sans être astreinte à concourir avec aucune autre ville, elle fondait ses prétentions sur l'étendue de son commerce, la position et la nature de son territoire et plusieurs autres motifs. Cette requête fut transmise à la session suivante de l'Assemblée qui se tenait en septembre 1780, mais elle ne fut pas approuvée.

Pour pouvoir être élu représentant des villes il était nécessaire de payer 100 livres de capitation, de posséder une propriété et de résider habituellement dans la ville que l'on représentait. Le chiffre de 100 livres de capitation était assez élevé, le montant total de la capitation perçu pour la Province entière était d'environ 1.350.000 livres, soit 225.000 seulement par élection; et seuls quelques grands propriétaires ou industriels habitant pour la plupart les villes les plus importantes de la Province devaient atteindre ce chiffre, ce qui limitait par conséquent le choix dans les petites villes.

En ce qui concerne les propriétaires des campagnes, ils étaient choisis tant dans les petites villes ne possédant pas de représentant urbain que dans les campagnes de la Province à raison de deux pour chacune des élections, chacune d'entre elles ayant à son tour un représentant de plus dans l'ordre suivant : Montauban, Cahors, Rodez, Figeac, Millau et Villefranche. Pour pouvoir être nommé, il était nécessaire de posséder un bien rural payant au moins 200 livres d'imposition et d'y résider habituellement.

Le paiement de 200 livres de taille était une condition fort rigoureuse, la presque totalité des grands domaines ruraux, aujourd'hui entre les mains de la bourgeoisie tant rurale qu'urbaine, était possédée par les grands ordres religieux et les membres de la noblesse ; quant au reste des terres, il était presque entièrement entre les mains d'une infinité de petits propriétaires beaucoup plus nombreux qu'aujourd'hui, les campagnes ayant maintenant dans de nombreux cantons de la Province près de deux fois moins d'habitants qu'à la fin du XVIII^e siècle.

Le tiers-état ne comprenait donc que les grands propriétaires ruraux et les habitants les plus riches des villes. La majeure partie des habitants de la Province n'était pas représentée en fait à l'Assemblée, et cependant, comme nous le verrons ultérieurement, leurs intérêts furent ardemment défendus : les membres de l'Assemblée habitaient la province, vivaient en contact permanent avec le peuple des villes, avec les paysans pendant la plus grande partie de l'année, et ils connaissaient mieux que personne leurs besoins et leurs intérêts.

Tous les membres de l'assemblée devaient avoir au moins 25 ans.
b) Présidence.

L'arrêt du 11 juillet 1779 portait que Sa Majesté se réservait de nommer le président de l'Assemblée sans accorder cette présidence de droit à un évêque. Le règlement va plus loin, il stipule qu'« elle sera présidée par celui des évêques que Sa Majesté voudra choisir, sans que l'ancienneté d'épiscopat, ni la qualité d'évêque diocésain puisse donner aucune prétention à la présidence. En cas de maladie ou d'empêchement de ce dernier, elle sera présidée par le plus ancien des évêques qui y assisteraient ». En fait, la présidence appartenait toujours à l'évêque de Rodez, et si le règlement ne l'indiqua pas d'une manière plus formelle, ce fut pour ménager les susceptibilités des autres évêques de la Province, principalement de celui de Montauban.

Le choix d'un évêque à la présidence s'explique fort bien. Le clergé, à cette époque, possédait de grands intérêts fonciers. Les évêques avaient une immense autorité morale, ils ne se cantonnaient point dans la gestion des seuls intérêts religieux de leur diocèse, ils prenaient une part active à l'administration, renseignés d'une manière très exacte (souvent beaucoup mieux que l'intendant) sur l'état du pays par leurs grands vicaires généraux et leur clergé, ils multipliaient les démarches en faveur de leur diocèse lorsqu'ils se rendaient à la Cour. Il serait facile de citer de nombreux exemples, à la fin du XVIII^e siècle, de ces grands évêques administrateurs ; regardons simplement les provinces voisines de la Haute-Guyenne : l'archevêque de Narbonne Dillon, président-né des Etats du Languedoc, actif et autoritaire, expédie rapidement les affaires. Sous son instigation, des routes et des ports sont construits; et le canal des Deux-Mers joint à la Robine de Narbonne. Brienne, second Président des Etats du Languedoc, embellit Toulouse, bâtit des quais, trace des places publiques et de larges rues, et joint par un canal, le canal du Midi à la Garonne. A Albi, à Lavaur, à Lodève, à Alais, à Agde, les évêques construisent des voies de communication et fondent des manufactures. L'Evêque de Castres, Barrel, transforme le pays, il ouvre des routes à travers la montagne pour relier sa ville épiscopale aux provinces voisines où la première fois il n'était parvenu qu'en litière, il dessine lui-même les plans, arrête des tracés et surveille les travaux. Il fonde une manufacture de coton, convertit et rembourse les dettes de Castres. Avant Turgot il crée des ateliers de charité.

Comme ses voisines, la Haute-Guyenne n'eut qu'à se féliciter de posséder à sa tête un membre de l'épiscopat, Mgr Champion de Cicé

et Mgr Seignelay de Colbert qui se succédèrent à la présidence de l'Assemblée, se dévouèrent sans compter aux intérêts de la Province qu'ils défendirent le plus souvent avec succès dans de multiples occasions, ils surent imprimer à l'Administration provinciale, au milieu de multiples difficultés, une remarquable activité et éviter tous les conflits que les questions de préséance ou d'étiquette si délicates à cette époque risquaient de faire naître.

c) Ordre de l'Assemblée. Rôle du Commissaire départi.

Il est vrai de constater qu'ils furent considérablement aidés dans cette dernière tâche par les règlements qui précisaient d'une manière très exacte le rang et la place de chacun. Le président siégeait au fond de la salle, les autres évêques ou ecclésiastiques à sa droite, les seize gentilshommes à sa gauche, les treize propriétaires habitant des villes siégeaient après le clergé, et les treize représentants des campagnes après la noblesse.

L'Assemblée ainsi formée, le Commissaire du Roi était averti par l'un des syndics qu'elle était prête à commencer ses travaux ; elle nommait un membre de chaque classe pour aller le recevoir à la porte du Collège où elle se tenait. Le Commissaire du Roi étant entré, il s'asseyait sur un fauteuil au milieu de l'Assemblée, il faisait connaître les ordres du Roi dont il était chargé, après quoi il se retirait et était reconduit avec le même cérémonial que lors de son arrivée. L'Assemblée déterminait ensuite le jour et l'heure pour la messe solennelle du Saint Esprit qu'elle avait coutume de faire célébrer à l'ouverture de chaque session. Ses travaux étaient clos de la même manière par le Commissaire du Roi ; ce dernier n'assistait pas aux débats, il pouvait cependant entrer extraordinairement dans la salle des séances en faisant prévenir l'Assemblée toutes les fois qu'il croyait sa présence nécessaire « pour le bien du service du Roi » presque toujours pour lui communiquer les décisions prises par le pouvoir central, mais il n'assistait jamais aux délibérations. Les divers commissaires qui se succédèrent usèrent fort peu de cette prérogative. Cette règle de la non participation du représentant du Roi aux débats avait été établie pour assurer la liberté de discussion et de délibération de l'Assemblée, elle montre combien le pouvoir royal était désireux d'accorder la plus grande indépendance à la nouvelle Administration en maintenant cette prérogative en vigueur dans la plupart des anciennes assemblées.

Mais les intendants s'accommodèrent fort mal de cette règle qui réduisait leur rôle, aussi, profitant des dispositions défavorables du pouvoir royal à l'égard de l'Administration provinciale de Haute-Guyenne, Meulan d'Ablois obtint qu'à partir de la session de 1784

l'Intendant fût instruit journellement des objets traités dans chaque séance par un extrait des mémoires et délibérations qui lui était remis au fur et à mesure.

d). Méthode de travail. — Bureaux.

La brièveté de la durée de la session qui ne pouvait continuer au delà du terme d'un mois avait obligé l'assemblée à adopter dans son règlement une méthode de travail aussi précise et aussi claire que possible, méthode que presque toutes les assemblées parlementaires ont adoptée aujourd'hui. Au début de chaque session l'Assemblée se divisait en un certain nombre de commissions ou bureaux dont le chiffre n'était pas fixé d'une manière irrévocable ; outre le bureau chargé de la vérification des titres de noblesse, il fut créé en 1779 cinq bureaux : 1^o Bureau pour la taille, les vingtièmes, etc. 2^o Bureau particulier pour la capitation et les fonds de charité. 3^o Bureau du règlement. 4^o Bureau des grands chemins. 5^o Bureau des affaires extraordinaires et du bien public. En 1780, le Bureau du règlement fut supprimé, mais les affaires attribuées au Bureau pour la taille et les vingtièmes etc. furent désormais transmises à deux bureaux différents : Bureau de la taille, et Bureau des vingtièmes et du don gratuit des villes ; il fut en outre créé un Bureau chargé de la révision du procès-verbal, composé de deux membres seulement. En 1782 le Bureau du règlement fut rétabli. Le nombre et l'attribution des bureaux ne varièrent plus au cours des sessions suivantes. Les membres des bureaux étaient proposés à l'Assemblée par le président qui ne faisait partie lui-même d'aucun bureau, mais qui avait le droit d'assister aux séances de tous les bureaux, quand il le jugeait à propos, prérogative considérable qui lui permettait de contrôler les travaux préliminaires d'étude des objets soumis à l'Assemblée.

Le chiffre des membres des bureaux n'était pas fixé, il variait considérablement suivant les sessions, c'est ainsi que le Bureau de la capitation et des fonds de charité qui ne comprenait que neuf membres en 1780 était composé de dix-sept députés en 1786.

Le président mettait en délibération tous les objets qu'il croyait « convenables ». Les propositions que les membres de l'Assemblée voulaient faire lui étaient auparavant communiquées. L'Assemblée ne pouvait prendre aucune délibération avant le rapport du bureau auquel chaque affaire était d'abord renvoyée. Mesure fort sage, qui évitait les trop longs débats, et qui permettait l'étude rapide des questions. Bien entendu, selon la volonté expresse de Necker, dans ces bureaux comme dans l'assemblée générale les décisions étaient prises à la pluralité des voix sans distinction d'ordre. En cas d'éga-

lité la prépondérance était accordée à l'avis du président que chaque commission choisissait.

Le bureau rédigeait sur le projet qui lui avait été soumis un rapport qui était lu et discuté à une séance de l'Assemblée. Aucun des députés ne pouvait alors donner son avis que lorsqu'il était appelé par le secrétaire, et l'ordre dans lequel cet avis leur était demandé était minutieusement réglé pour conserver un équilibre parfait entre les trois ordres : les opinions étaient prises en croisant les voix, elles étaient d'abord demandées à un membre du clergé, ensuite à un membre de la noblesse, puis à un propriétaire représentant les villes, et enfin à un propriétaire représentant les campagnes, puis de nouveau à un membre du clergé, et ainsi de suite. Nul ne pouvait interrompre, si l'un des députés avait quelque chose à ajouter il lui fallait attendre son tour la fois suivante.

A l'encontre de nos assemblées modernes, si plusieurs députés avaient des opinions différentes, l'Assemblée avait adopté une manière très curieuse de se prononcer : l'article 9 du règlement provisoire du 29 août 1779 voulait que, dans ce cas, elle ne statue que sur les deux avis qui avaient d'abord réuni le plus de suffrages. L'Assemblée, lors de sa session de 1779, en établissant son nouveau règlement trouvant, à juste titre, cette règle beaucoup trop étroite décida « que « pour se conserver la liberté d'adopter un avis qui, quoique proposé « par un des derniers opinants, pourrait être le meilleur, il était utile « de consulter une seconde fois les opinions et de les réduire aux deux « qui auraient réuni la pluralité », et sur lesquelles elle statuerait.

En principe, les séances avaient lieu le matin à 10 heures, parfois, si les débats se prolongeaient, ils étaient renvoyés à 4 heures du soir. Les après-midi étaient consacrés aux réunions des bureaux, souvent le matin également « l'Assemblée ne se réunissait que pour aller travailler aux bureaux ».

c) Durée et date des sessions.

La durée des sessions avait été forcément limitée, le terme d'un mois avait été adopté, il paraissait difficile de retenir plus longtemps les députés que le règlement de leurs affaires personnelles appelaient hors du siège de l'Assemblée. Le pouvoir royal avait été, lui aussi, fort heureux de limiter la durée des débats, il savait par expérience qu'une assemblée permanente aurait rapidement attiré à elle, d'abord le pouvoir législatif qu'on ne lui avait que très parcimonieusement accordé sous le contrôle du Roi, et ensuite le pouvoir exécutif. Il semble que ce sont ces mêmes raisons qui décidèrent l'autorité royale à ne fixer les sessions de l'Assemblée que tous les deux ans, sauf cas exceptionnel autorisé par le Roi.

Les lettres de convocation, rédigées par le Roi, étaient adressées au président qui en donnait avis à tous les députés. Le règlement adopté en 1779 prévoyait que la session commencerait au 15 ou au 25 août. Cet article ne fut jamais en réalité appliqué, pour des raisons faciles à comprendre : le mois d'août est le mois de la moisson, et il était fort difficile à de nombreux députés de quitter leurs terres à ce moment.

L'Assemblée de 1779 n'avait eu lieu qu'à partir du 14 septembre, celle de 1780 ouvrit ses séances le 4 septembre, celle de 1782 le 16 septembre, celle de 1784 le 14 novembre et celle de 1786 le 13 novembre. Il semble que le mois de novembre, si son existence s'était prolongée, aurait adoptée, à cette époque de l'année les travaux des champs ne présentant pas un caractère urgent.

f) Procès-verbaux.

Un secrétaire salarié, nommé par l'Assemblée rédigeait les procès-verbaux des délibérations, qui étaient révisés par deux députés, spécialement désignés à cet effet. En 1780, ils formèrent, comme nous vous l'avons déjà indiqué, un bureau spécial. La lecture du procès-verbal de chaque séance était faite par le secrétaire dans une des séances suivantes. Malheureusement, les procès-verbaux sont loin d'être complets, ils ne comprennent guère que les rapports faits par les bureaux et les décisions prises par l'Assemblée, ils n'indiquent même pas sauf pour la session de 1779, le nom du rapporteur ; quant aux discussions, qui, dans quelques cas, ont certainement été très vives et très longues, vu l'importance des intérêts en jeu, elles sont toujours résumées par cette simple formule : « la matière ayant été mise en délibération » ; aucune indication ne nous est fournie sur le nombre de voix par lequel les décisions prises ont été adoptées, nous trouvons parfois cependant la phrase : « l'Assemblée a unanimement arrêté ».

D'après certaines indications dont nous aurons l'occasion de parler quelques pages plus loin, il semble que dans certains cas leur véracité soit sujette à caution.

Ces procès-verbaux, signés par le président et le secrétaire, étaient rédigés en triple exemplaires, l'un restait déposé dans les archives de l'Assemblée, l'autre était adressé au secrétaire d'Etat de la Province, le troisième au Ministre des Finances, l'intendant en prenait d'abord connaissance, pour être exactement renseigné.

A la fin de la session de 1779, le 5 octobre, Mgr Champion de Cicé avait fait voter par l'Assemblée tout entière l'impression des procès-verbaux. « Elle soutiendra notre zèle, lui avait-il dit, notre courage, « et notre impartialité. Elle établira entre la Province et nous une

« sorte de correspondance, qui, en éclairant nos concitoyens sur nos
 « principes ainsi que sur nos vues, les rendra pour ainsi dire témoins
 « de nos travaux, et les mettra à portée de nous communiquer leurs
 « lumières, et de nous garantir contre les surprises inévitables dans
 « une administration aussi compliquée. »

Necker approuvait cette mesure quelques années plus tard, et en montrait l'utilité dans son « Traité de l'administration des Finances de la France ». « Les procès-verbaux des deux premières assemblées, »
 « écrivait-il, ont été rendus publics, et l'on ne peut se défendre d'une
 « sorte d'émotion en y découvrant tous les biens de détail dont
 « l'administration intérieure des provinces est susceptible. Je crains
 « qu'on ait affaibli ce ressort en défendant, comme on l'a fait après
 « moi, l'impression des procès-verbaux. Leur publicité assurait aux
 « administrations provinciales cette confiance si nécessaire à ceux
 « qui ont besoin pour faire le bien de contrarier les habitudes, elle
 « leur procurait ce tribut d'opinion si propre à encourager ceux qui
 « se livrent à des travaux pénibles, sans intérêt et sans ambition.
 « L'approbation du Roi doit leur suffire, disent les ministres, mais le
 « Roi serait mal servi par ceux qui compteraient pour rien l'opinion
 « publique. Ces considérations seront présentées peut-être comme
 « l'effet d'un système particulier ; ce système, si c'en est un, je ne
 « le désavouerai point, et je crois que le relâchement d'un grand
 « nombre d'administrations est dû à l'obscurité dont elles s'envelop-
 « pent. Tout se fut ranimé si elles avaient eu à comparaître devant
 « le tribunal de l'opinion ; les regards publics sont les seuls qui
 « puissent suffire à l'immensité des observations dont toutes les par-
 « ties de l'administration sont susceptibles. Sans doute, ces regards
 « importunent ceux qui gèrent les affaires avec nonchalance, mais
 « ceux qu'un autre esprit anime voudraient multiplier de toutes parts
 « la lumière. »

La chute de Necker faillit compromettre l'impression des procès-verbaux des sessions de 1782 et de 1784. La session de 1782 à peine close, l'intendant de la province Meulan d'Ablois qui menait depuis quelques mois une lutte très vive contre l'Administration provinciale s'empessa d'écrire à d'Ormesson que la publication des procès-verbaux de cette session devait être interdite sous le prétexte du danger que pouvait avoir la publication de renseignements sur l'état des récoltes. Aussi le 17 février 1783 d'Ormesson écrivit-il à Mgr Seignelay de Colbert que rien ne devait être fait pour cette publication avant qu'il n'y ait précisé ses intentions à ce sujet. Mais cette lettre arriva alors que la Commission intermédiaire en avait déjà ordonné

l'impression qui était presque achevée ; d'Ormesson averti par l'Intendant que la distribution des exemplaires imprimés avait commencé fit part de son vif mécontentement à l'évêque de Rodez, dans une nouvelle lettre du 9 avril 1783 ; après s'être vivement étonné de l'initiative de la Commission intermédiaire, il ordonnait d'arrêter la distribution des exemplaires « il est vrai, ajoutait-il, que Sa Majesté « avait toléré l'impression des procès-verbaux de deux premières « Assemblées provinciales de la Haute-Guyenne avec les changements « qui y avaient été jugés nécessaires pour en autoriser la publicité. »

Cette décision motiva les plus vives protestations de Mgr Seignelay de Colbert « Monsieur l'Intendant, écrivait-il au ministre, « semble nous accuser de répandre l'inquiétude relativement à la « disette. Le Syndic a dit en effet que l'année était très mauvaise, « mais quel est l'homme qui n'en était pas convaincu d'avance ? « Monsieur l'Intendant croit-il que notre subsistance dépende de lui « et des mesures qu'il va prendre pour nous procurer du blé ? Nous « n'avons aucune confiance dans cette ressource, et nous en cher- « chons de plus assurées en faisant connaître d'avance aux particu- « liers et aux communautés la possibilité et même la probabilité du « danger... »

« L'impression de nos procès-verbaux est utile, elle excite le zèle « pour le bien public, elle a donné aux habitants de la Province une « énergie qu'ils n'avaient pas auparavant. Cette impression ne peut « compromettre en rien le gouvernement, car nos délibérations ne « sont pas son ouvrage, mais le nôtre. »

Le président de l'Administration provinciale multiplia les démarches pour faire lever cette interdiction. Nous savons par une lettre du 5 septembre 1784 de Trimond adressée à un haut fonctionnaire du contrôle des finances et qui figure au dossier H-1600 des Archives Nationales que, dès le mois d'août 1784, le ministre était décidé à lui donner gain de cause « J'ai été étourdi de la platitude avec laquelle « il (le ministre) veut permettre la distribution de 150 exemplaires « à 76 personnes et je ne conçois pas comment vous aviez oublié qu'il « existait dans ses bureaux un exemplaire de l'édition contrefaite « jointe à une lettre par laquelle je le dénonçais... »

Lors de son voyage à Paris fait avec Deslendes de Combettes pour faire revenir le ministre sur certaines décisions prises contre l'Administration provinciale et dont nous reparlerons, nul doute que l'évêque de Rodez n'ait encore insisté sur ce sujet.

Il fit encore prendre une décision en ce sens par l'Assemblée à la session de 1784 le 14 décembre. Tous ses efforts furent enfin couron-

nés de succès, l'Administration provinciale de Haute-Guyenne put publier les procès-verbaux de toutes ses sessions, plus heureuse en cela que l'Administration du Berri.

Au fur et à mesure des sessions, ils furent publiés par Vedeilhé à « Villefranche de Haute-Guyenne », et réimprimés en 1787, « à Paris, chez Crapart, librairie, place Saint-Michel à l'entrée de la rue d'Enfer n° 129 ».

SECTION IV

Les députés

1° *Obligation d'assister aux séances.*

L'obligation des députés d'assister aux séances était assez stricte, ils ne pouvaient s'absenter du lieu des séances sans l'agrément de ladite Assemblée. Lorsque, après avoir assisté à une ou deux sessions ils ne pouvaient plus s'y rendre, ils devaient en donner avis à l'un des syndics, qui en rendait compte au président, celui-ci prenait une décision ; quoique les procès-verbaux soient muets à ce sujet, il est possible que certains députés qui donnèrent leur démission, parce qu'ils ne pouvaient plus suivre les débats, le firent sur la prière du président.

2° *Gratuité des fonctions.*

Malgré des obligations assez rigoureuses, malgré les frais entraînés par un séjour d'un mois à Villefranche, et parfois par les frais d'un long voyage, il fut décidé que les députés ne jouiraient « d'aucun honoraire, ni frais de déplacement ». Le règlement ajoutait cependant que les syndics veilleraient à leur trouver « des logements convenables et gratuits ». Très fréquemment, sous l'ancien régime, les hommes qui se dévouaient à la cause royale ou aux intérêts de leur province jouissaient de certaines exemptions d'impôts. Ce privilège ne leur fut pas non plus accordé : « La gloire de servir la patrie, « déclara l'Assemblée, est le seul salaire et le plus flatteur que l'on « peut offrir à des citoyens. Nous avons pensé que des récompenses « pécuniaires seraient trop au-dessous de l'importance de leurs services, si elles étaient modiques, et que si elles étaient considérables, « l'Assemblée formerait un objet de dépenses capable d'aggraver le « poids des impositions ».

Pour donner une autre preuve de désintéressement, et pour montrer que seul le bien du pays les animait, les députés décidèrent

que l'Assemblée en aucun cas ne voteraient de fonds « pour envoyer des députés en Cour » et qu'elle suivrait les affaires courantes par lettres et mémoires habituellement, et que si elle chargeait quelqu'un de procuration et pouvoir, ce serait toujours sans appointements et sans frais. C'est ainsi que Mgr l'Evêque de Rodez et Deslendes de Combettes, l'un des procureurs généraux syndics s'étant déterminés à se transporter à Paris pour conférer avec le Ministre des Finances sur divers objets trop vaguement déterminés par le règlement du 8 octobre 1782 (dont nous parlerons ultérieurement) il ne leur fut accordé aucune indemnité, il leur fut simplement consacré, dans le procès-verbal « un témoignage public de reconnaissance ». Cependant dans une autre séance de la même session, il fut décidé que pour les remercier des « soins particuliers qu'ils se sont donnés et des « dépenses extraordinaires qu'ils ont généreusement faites en se « rendant à deux différentes époques à Paris » Mgr l'Evêque de Rodez voudrait bien « interposer ses bons offices auprès du Ministre « des Finances, pour qu'il veuille bien accorder à M. Deslendes « de Combettes, des témoignages utiles qu'on a de ses travaux et de « son désintéressement. »

Les intendants furent eux beaucoup plus âpres au gain, ils demandèrent des indemnités considérables pour leur déplacement et leurs frais de séjour à Villefranche. Il est amusant de citer certains passages de la lettre du 5 septembre 1784 que Trimont adressa à un haut fonctionnaire du Contrôle à ce sujet : « Vous ne m'avez pas « informé si M. d'Ablois obtint un secours pour la tenue de l'Assem- « blée, tout le monde assure ici qu'il eut 8.000 l. Je ne les deman- « derais pas si j'avais comme lui 4.000 l. de pensions et les 5.000 l. « de ma charge. Mais comme ma fortune ne me permet pas d'être « digne, je vous prie de déclarer à M. de Vergennes que si l'on ne « m'offre pas un secours ad hoc, j'arriverai à l'auberge et n'en sorti- « rai que pour ouvrir et fermer la porte. C'est assez que l'on m'ait « avili, faut-il exiger par-dessus le marché que je me ruine ».

3° *Durée du mandat. Renouvellement par cooptation.*

Les députés étaient nommés pour 6 ans. Leur mode de nomination donna lieu à une grande discussion, il semblait naturel qu'ils fussent choisis par la classe qu'ils représentaient, mais ce système fut écarté : « les classes qui composaient l'Assemblée, fit remarquer le « rapporteur du projet de règlement de 1779, ont-semble-t-il, un « droit naturel de nommer chacune leur représentant, mais l'on sait « combien la brigade, le crédit et la fortune ont d'influence dans les

« élections populaires, et combien la multitude est peu propre à discuter le genre de mérite nécessaire pour défendre ses intérêts ; « l'on se heurte de plus à des difficultés presque insurmontables « d'arriver à réunir soit la gentilhommie, soit les habitants des « campagnes. » L'on adopta le principe de la cooptation, l'Assemblée choisissait le nouveau député parmi 4 sujets qui lui étaient présentés par les autres députés de l'élection où le remplacement devait avoir lieu.

Les élections étaient faites « sous l'agrément du Roi », ce qui lui permettait d'exercer un contrôle sévère sur la formation de l'Assemblée. En fait il ratifia toujours les nominations faites par elle. Le système de la cooptation souleva quelques critiques dans la Province, il ne permettait pas une représentation exacte des divers éléments du pays, il est certain que si l'Assemblée avait eu une durée assez longue, les députés ainsi recrutés n'auraient pas été en accord avec les trois ordres qu'ils étaient censés représenter. Il ne faut pas non plus oublier que les premiers députés ayant été choisis par le Roi, l'Assemblée émanait en réalité du pouvoir central et ne représentait que d'une manière fort indirecte la volonté de la province. Des plaintes assez vives se firent jour. Le Conseil politique de la ville de Montauban adressa à plusieurs reprises des requêtes au Conseil du Roi pour que les villes nomment elles-mêmes leurs députés. Le 14 octobre 1782 le Bureau du règlement crut devoir faire la déclaration suivante à ce sujet, devant l'Assemblée : « Vous n'ignorez pas, Messieurs, combien on aurait d'obstacles à vaincre parfois pour faire « jouir les campagnes du droit de nommer elles-mêmes leurs représentants ; le seul expédient praticable pour parvenir à ce but serait « de diviser la Province en un certain nombre de cantons lesquels « auraient chacun le droit de nommer leurs députés, mais outre que « la formation de ces arrondissements présenterait de grandes difficultés, les inconvénients qui naîtraient de la réunion de leurs « habitants seraient peut-être encore plus graves, et il est facile de « prévoir que des assemblées aussi tumultueuses donneraient des « choix peu respectables. La grossièreté, l'ignorance ou la faiblesse « du plus grand nombre des électeurs leur permettraient difficilement de discerner dans la foule l'homme qui, par son intégralité, « son zèle et ses lumières, convient le mieux à la chose publique. Il « est d'ailleurs à préjuger que l'influence des personnes les plus « accréditées dans chaque contrée dirigerait presque toujours le « choix de la multitude. » En ce qui concerne le clergé et la noblesse il ajoutait : « Que les lois du royaume s'opposent à ce que « l'ordre de la noblesse puisse s'assembler en corps pour délibérer

« sous quelque affaire que ce soit » : « quant à l'ordre du clergé, ses « réunions générales de chaque diocèse sont en fait très rares, sont « fort coûteuses, et entraîneraient de multiples inconvénients, si elles « étaient plus fréquentes ».

Pour permettre plus de continuité dans les travaux de l'Assemblée, il fut décidé qu'elle se renouvellerait par tiers tous les deux ans. Le règlement de 1779 établit que le premier renouvellement aurait lieu en 1786, ce qui fut fait, et que les noms de ceux qui devaient sortir pour les deux premiers renouvellements seraient tirés au sort, sans y comprendre les députés du Bureau intermédiaire, dont le renouvellement était réglé à part. Comme la Constituante devait le faire plus tard, il fut décidé que les députés après leur mandat de six ans ne pourraient être réélus qu'après un intervalle de deux ans, c'est-à-dire à un renouvellement suivant. Il semble que cette mesure ait eu pour but de permettre à un plus grand nombre de notables du pays d'entrer à l'Assemblée.

SECTION V

La Commission Intermédiaire

Comme elle ne se réunissait que tous les deux ans, il était normal que fut créé, comme en Languedoc, et dans les anciens états du Rouergue, un organe chargé de représenter l'Administration provinciale pendant l'intervalle des sessions. Ce rôle fut attribué au Bureau général plus connu sous le nom de Commission intermédiaire ; sa permanence, les attributions importantes qui lui furent données, et l'éminence des membres qui le composaient, ne tardèrent pas à lui faire jouer un rôle capital dans la Province.

Il siégeait dans « la ville choisie par Sa Majesté pour être le lieu « de séance de l'Assemblée ». Il était nommé par l'Assemblée, et composé de deux membres du clergé y compris le président de l'Assemblée, qui était aussi le président du Bureau, de deux gentilshommes propriétaires, de deux propriétaires représentants des villes et de deux propriétaires représentants des campagnes. Ces membres étaient assistés de deux procureurs syndics et d'un secrétaire. Les délibérations de la Commission intermédiaire n'étaient valables que si elles étaient prises dans une séance où siégeaient au moins 4 députés. Elles étaient prises à la pluralité des voix, par tête, sans distinction de classe. En cas de partage, la motion adoptée par le Pré-

sident avait la prépondérance. Le Bureau intermédiaire avait le droit de remplacer ceux de ses membres qui étaient morts ou qui avaient donné leur démission, il était nécessaire qu'il se trouve toujours au complet pour bien remplir son rôle.

Il tenait ses assemblées deux fois par semaine.

Les membres du Bureau intermédiaire étaient en même temps membres de l'Assemblée. Ils y siégeaient chacun dans leur ordre. Vu les obligations qui leur étaient imposées, ils jouissaient annuellement de 1.000 l. d'honoraires. Ils étaient renouvelés de 2 ans en 2 ans, et par tiers, mais comme ils n'étaient qu'au nombre de 8 et qu'en outre le président de l'Assemblée était membre de droit, le premier renouvellement ne devait comprendre qu'un seul député, alors que les deux autres portaient sur trois. Le règlement de 1779 décidait que le premier renouvellement n'aurait lieu qu'en 1788. Mais, à la suite de plaintes du Conseil Politique de la ville de Montauban en 1782 qui trouvait abusif que les membres du Bureau intermédiaire nommés en 1779 eussent été choisis exclusivement dans les élections de Villefranche, Rodez et Figeac, il fut décidé à la session de 1782 qu'en 1786 trois des députés qui le composaient sortiraient à ce renouvellement, et, qu'à cette époque, il serait accordé un député à chacune des élections de Montauban, Cahors et Millau, qui en avaient été privées jusqu'alors. Cette décision ne fut pas en fait appliquée à la session de 1786, les instructions adressées à cette époque à l'Assemblée par l'intermédiaire du Commissaire du Roi spécifiant qu'il ne devait être fait à la Commission intermédiaire d'autres remplacements avant 1788 que ceux auxquels pourrait donner lieu la mort ou la démission de quelqu'un de ses membres. L'Assemblée n'ayant pas été convoquée à cette date, ce renouvellement n'eut jamais lieu.

Le règlement de 1779 créa des « députés honoraires » du Bureau général, choisis au nombre de 5 par l'Assemblée, un dans chaque généralité, sauf dans celle de Villefranche (qui comprenait déjà plusieurs membres de la Commission intermédiaire) ; il devait y avoir au moins un représentant de chaque classé. Ils assistaient, avec voix délibérative, à toutes les séances auxquelles ils voulaient se trouver. Ils ne recevaient aucun honoraire. Cette institution curieuse était une garantie donnée à chaque élection : on lui accordait le droit de posséder auprès de la Commission intermédiaire un avocat pour la défense de ses intérêts sans dépenses supplémentaires.

SECTION VI

Correspondants de l'Administration Provinciale

Pour que l'Assemblée et la Commission intermédiaire fussent renseignées le mieux possible sur l'« état et les besoins de chaque canton, et qu'il leur soit possible d'exercer un certain contrôle sur toutes les parties de la Province », le règlement de 1779 décida la création de correspondants qui, était-il spécifié, « instruiront exactement et avec le plus grand soin le Bureau intermédiaire, de tout ce qui sera relatif à l'administration et dont la connaissance « pourra contribuer au bien de la Province ». Tous les membres de l'Assemblée furent de droit correspondants, mais comme certains cantons n'étaient habités par aucun député l'on nomma des correspondants hors de l'Assemblée.

La Commission intermédiaire fixa le chiffre de ces derniers à 63, mais ce nombre ne fut pas approuvé par le Roi qui le ramena à 24. Elle chercha fort longtemps à éluder l'ordre royal, mais l'intendant la rappela à l'ordre, et le 15 novembre 1784, il fit à l'Assemblée la communication suivante : « D'après cette décision, l'Assemblée, en « calculant le nombre des membres de l'Assemblée provinciale qui « consentirent à se charger d'une correspondance habituelle et en y « réunissant celui des correspondants fixé à 24, s'occupera de diviser la Province en autant d'arrondissements, et de choisir ses correspondants dans les cantons où il ne se trouvera aucun député « de l'Assemblée provinciale chargé d'une correspondance. »

Le pouvoir royal devait naturellement chercher à restreindre le nombre et l'importance des correspondants agents de l'Administration provinciale, ils risquaient de constituer un véritable corps d'administrateurs locaux et de se substituer aux représentants du pouvoir royal ; il était à craindre en outre qu'ils ne forment avec le reste de l'Administration provinciale une puissance capable de résister victorieusement à l'intendant et au roi ; répandus dans les moindres coins de la Province, ils auraient été de merveilleux agents de l'Administration provinciale auprès de la population et auraient acquis rapidement une influence dont le pouvoir royal savait par expérience le danger.

Selon ses ordres, le chiffre fut réduit à 24, mais à la session suivante, en 1786, le Bureau du règlement protesta énergiquement contre cette réduction. « Comme vous l'aviez prévu, l'expérience a « montré que ce nombre de 24 était nettement insuffisant et que le

« bien du service a beaucoup souffert de cette réduction. Aussi, nous
 « vous proposons de demander à Sa Majesté de le porter à 36, les
 « fonctions de correspondant étant gratuites, il n'est possible de leur
 « demander de longs déplacements coûteux. »

L'Assemblée fit sienne cette demande. Nous n'avons pu savoir si elle obtint satisfaction. Nous ne le croyons pas.

Pour faciliter les rapports avec ses correspondants, et ses administrés, la Commission intermédiaire avait fait une démarche auprès du Directeur Général des Finances, à l'effet d'obtenir la gratuité ou tout au moins l'abonnement pour le port des lettres et des paquets, elle avait fait confirmer cette demande par l'Assemblée dans sa séance du 22 septembre 1780, et Monseigneur Champion de Cicé avait été prié « d'accorder ses bons offices à ce sujet auprès de M. le Directeur Général des Finances. »

Mais ce dernier répondit dans sa lettre du 5 octobre 1780 que les inconvénients qui résulteraient de l'abonnement proposé, quels que fussent les soins et l'attention de la Commission intermédiaire à écarter les abus et à prévenir les fraudes, n'auraient pas permis à Sa Majesté d'y consentir.

Devant pareil refus, la Commission intermédiaire tenta plusieurs moyens pour assurer et accélérer la correspondance. Celui qui lui parut le plus économique et qu'elle adopta fut d'envoyer toutes les semaines dans les chefs-lieux des exprès.

SECTION VII

Fonctionnaires de l'Administration

L'Assemblée et la Commission intermédiaire avaient à leur disposition un certain nombre de fonctionnaires.

Les deux procureurs généraux syndics étaient les agents d'exécution de l'Administration provinciale. Ils touchaient annuellement des appointements dont le montant s'élevait à la somme de 4.000 l. par an, chiffre considérable pour l'époque. Leur rôle est ainsi défini par le règlement du 29 août 1779 : « Les fonctions des syndics seront de veiller à l'exécution des délibérations de l'assemblée générale et de celles du Bureau intermédiaire, d'en rendre un compte exact, de faire soit à l'Assemblée soit au Bureau intermédiaire telle dénonciation et réquisition qu'ils estimeront nécessaires ou utiles, de s'occuper enfin continuellement des intérêts de la Province et de se faire procurer la plus parfaite connaissance de ses besoins et de ses affai-

res. » La correspondance de la Commission intermédiaire avec l'Assemblée et réciproquement avait lieu par la voie des procureurs généraux syndics. Ils assistaient aux séances de l'Assemblée et du Bureau intermédiaire, ils pouvaient donner leur avis, mais ils n'avaient pas voix délibérative. Ils ne tardèrent pas à prendre une grande importance dans l'administration de la Province, tant par leurs fonctions que par leurs personnalités : le pouvoir royal et l'Assemblée ayant eu soin de les choisir parmi les hommes les plus représentatifs et les plus éminents du pays.

Ils étaient nommés par le Roi, sur une liste composée de 4 personnes, ou de 2 (suivant qu'il fallait en choisir 1 ou 2) établie par l'Assemblée.

Le secrétaire archiviste de la Province était à la fois secrétaire de l'Assemblée et du Bureau intermédiaire, il rédigeait les procès-verbaux et « autres mémoires » qui lui étaient demandés. Ses honoraires annuels, relativement assez élevés, étaient de 2.500 l.

L'huissier chargé de l'entretien de la salle des séances et du service du Bureau intermédiaire était payé à raison de 300 l. par an.

Le règlement de 1779 avait donc réglé avec un soin minutieux tous les détails de l'organisation de l'Administration provinciale.

SECTION VIII

Pouvoirs de l'Administration Provinciale

Malheureusement les pouvoirs qui lui étaient accordés n'avaient pas été déterminés avec autant de netteté, aussi malgré de multiples efforts les conflits qui résultèrent de cette imprécision furent-ils nombreux surtout entre l'intendant dépossédé de la plus grande partie de ses attributions et la Commission intermédiaire pouvoir permanent, fort de l'appui de l'Assemblée et de son Président dont l'influence était très grande à la Cour. L'arrêt du Conseil d'Etat du 11 juillet 1779 dans son article premier donnait à l'Assemblée les attributions suivantes : « répartir les impositions de ladite Province, « diriger la confection des grands chemins et les ateliers de charité, « ainsi que tous les autres objets que Sa Majesté jugera à propos de « lui confier » et son article VI était ainsi conçu : « Permet Sa Majesté à ladite Assemblée ainsi qu'au Bureau d'Administration intermédiaire, choisi par l'Assemblée provinciale, de faire en tout temps « à Sa Majesté telles représentations qu'elles aviseront et de lui proposer les règlements qu'ils croiront justes et utiles à la Province,

« défend cependant Sa Majesté que sous prétexte de ces représentations ou de règlements projetés la répartition des impositions établies ou qui pourraient l'être par suite suivant les formes usitées « en son royaume puisse éprouver le moindre obstacle ni délai. »

Le règlement de 1779 ne précisa rien, il se contentait de rappeler qu'aucune dépense ordonnée par l'Assemblée ne pouvait avoir lieu si elle n'était autorisée par le Roi, à l'exception toutefois de menues dépenses ordinaires et indispensables de l'Administration.

Très rapidement, le pouvoir royal s'aperçut que la Commission intermédiaire, à la faveur de l'absence de toutes règles bien précises, jouissait de pouvoirs considérables, qu'il jugea abusifs.

En 1782, les plaintes de l'intendant qui cherchait à regagner quelques parcelles de son pouvoir, les conflits permanents entre les officiers royaux et la Commission intermédiaire, l'arrivée au pouvoir de ministres défavorables aux assemblées provinciales, l'amènèrent à rédiger un nouveau règlement précisant et restreignant les pouvoirs de l'Assemblée et de la Commission intermédiaire.

Ce règlement est du 8 septembre 1782, mais il ne parvint en Haute-Guyenne qu'au début du mois d'octobre et ne fut remis à l'Assemblée que le 10 octobre par le Commissaire du Roi. Dès le 19 septembre, ce dernier avait annoncé son arrivée prochaine, en spécifiant qu'il avait été rédigé « pour la plus grande perfection de « l'ordre actuel des choses » et qu'il avait « pour objet les fonctions « de la Commission intermédiaire, et d'établir un concert utile avec « le Commissaire départi. »

Il avait l'avantage, certes, de préciser des points restés dans l'ombre, mais il avait surtout pour but de placer l'Administration sous le contrôle de l'intendant et de lui retirer une grande partie de ses pouvoirs, malgré le texte de son article premier, où il était affirmé qu'« il ne sera rien changé à la forme et à la tenue des délibérations de l'Assemblée provinciale », et que « le commissaire départi y remplira les mêmes fonctions qu'il a remplies jusqu'à présent. »

Mais dans son article deux, il décidait que toute la correspondance de l'Assemblée provinciale devait passer par l'intendant, et que le Ministre n'aurait de correspondance habituelle et nécessaire qu'avec le commissaire départi, ce qui semblait réduire considérablement la liberté de l'Administration provinciale et la plaçait sous le contrôle de l'intendant. L'article 3 venait toutefois tempérer la rigueur de cette mesure : « La Commission intermédiaire pourra cependant s'adresser au ministre toutes les fois qu'elle le jugera convenable, il cor-

« répondra même directement avec elle dans toutes les circonstances « qui paraîtront l'exiger. »

En outre, il était précisé que désormais les opérations du département des impôts devaient être « remises au sieur commissaire départi, pour être adressées au Conseil de Sa Majesté. »

Ces mesures permettaient à l'intendant de formuler ses critiques à l'instant même où les projets de l'Administration parvenaient au ministre.

Une autre modification capitale était contenue dans l'article 10 : « Le Commissaire départi aura seul cour et juridiction contentieuse, « sauf l'appel au Conseil sur tous les objets d'administration qui en « seront susceptibles. Les attributions données par le passé à cet « égard à la Commission intermédiaire seront et demeureront révoquées. »

L'intendant avait donc à juger toutes les réclamations relatives aux impositions, droit que la Commission intermédiaire avait pris l'habitude d'exercer. Il faut ajouter toutefois que la Commission intermédiaire pouvait toujours terminer les affaires litigieuses par voie de conciliation. Au cas où le plaignant s'adressait d'abord à l'intendant, le Conseil du Roi était saisi et décidait la marche à suivre : voie de conciliation ou voie contentieuse : Art. 8 « Si le contribuable « s'adresse au sieur Commissaire départi, ledit sieur Commissaire « départi fera parvenir ses plaintes au ministre avec tous les éclaircissements nécessaires et de ce nombre seront les observations de « la Commission intermédiaire qui lui seront demandées par le Commissaire départi. Le ministre appréciera si l'affaire doit être décidée par voie d'administration, ou s'il doit être ordonné un renvoi par devant le Commissaire départi pour prononcer judiciairement sauf l'appel au Conseil. »

Les travaux publics ne pourront être entrepris que par ordre du Conseil du Roi, et sur l'avis du sieur commissaire départi.

Les adjudications, la réception desdits travaux, ne seront valables que si elles ont été faites en présence d'un subdélégué de l'intendant.

Les ordonnances de paiement pour l'acquit de quelque dépense que ce soit ne seront délivrées que par le sieur commissaire départi, mais ce dernier ne pourra les délivrer sans le visa de la Commission intermédiaire.

Ce contrôle quasi-absolu des actes de l'Administration provinciale par l'intendant, et le fait, très grave à notre avis, d'interdire à l'Administration de correspondre directement avec le pouvoir central, réduisaient son rôle dans des proportions considérables, et

placèrent dans une situation très humiliante une assemblée formée de 4 évêques, de l'élite du clergé, de plusieurs gentilshommes notoires, de plusieurs magistrats et grands propriétaires terriens.

Dès que ce règlement eut été remis à l'Assemblée le Bureau du Règlement l'examina attentivement et eut tôt fait de comprendre quel avait été le but poursuivi, il transmit à l'Assemblée un rapport qui est une œuvre merveilleuse de mesure et d'habileté, mais aussi de fermeté. « L'intention de Sa Majesté, était-il dit, en fixant les « bornes des fonctions de la Commission intermédiaire, et, en lui « prescrivant de nouvelles formes pour quelques-unes de ses opérations n'a été, vous le savez Messieurs, que de rendre ses travaux plus « utiles et plus dignes de la confiance publique sans rien diminuer de « l'action ni de la liberté qui lui sont nécessaires pour prouver à la « Province les avantages que Sa Majesté a eus en vue, en lui confiant « une partie de son autorité. Rassurés par les dispositions bienfaisantes du souverain à notre égard, vous ne devez pas craindre qu'il « n'accueille favorablement les représentations que vous et votre « Commission intermédiaire pourriez être dans le cas de lui faire « pour obtenir les explications, et même les modifications, dont pourraient être susceptibles certains articles du règlement qui vient de « vous être communiqué. Les motifs de votre confiance sont consignés dans le titre même de votre établissement, et l'intérêt que Sa « Majesté continue à prendre à vos travaux et à vos succès vous assure « qu'elle ne sera jamais trompée... »

La délibération de l'Assemblée ne fut pas moins habile, après avoir souscrit avec autant d'empressement que de respect à la nouvelle loi, elle chargea sa Commission de faire sur ce règlement qu'elle n'avait pu approfondir, toutes les observations qui pourraient contribuer à en rendre l'exécution plus utile « au bien du service du Roi « et plus avantageuse à la Province. »

En application de cette délibération, le président de l'Assemblée et l'un des procureurs syndics se transportèrent à Paris à deux reprises différentes, pour conférer à ce sujet avec le Ministre des Finances.

A la suite de ces démarches, plusieurs projets d'instruction particulière furent rédigés par le pouvoir central et communiqués lors de la session de 1784 à l'Assemblée pour qu'elle fasse toutes les observations qu'elle jugerait nécessaires.

Ces projets avaient, disait le rapport du Bureau du Règlement lu à la séance du 24 novembre 1784, « l'inappréciable avantage d'indiquer aux contribuables, de la manière la plus précise, l'exercice et la nature des pouvoirs distincts et séparés que Sa Majesté a jugé

« à propos d'établir dans la Généralité de Montauban ». « Les fonctions du Magistrat placé à la tête de cette généralité, ajoutait-il, sont si clairement distinguées de celles qui concernent l'Administration provinciale, que personne ne pourra plus s'y méprendre, et de cette distinction remarquable entre les prérogatives de l'homme du Roi et les fonctions des représentants de la Province naîtra un ordre salubre qui, en facilitant l'établissement de la paix et de la concorde entre des personnes destinées par le Souverain à concourir d'une manière réciproquement distincte au bien de la Province, produiront les plus heureux effets. »

Les premières instructions, en rappelant les dispositions du règlement relatives à la comptabilité en général, déterminaient comment elles auraient leur exécution pour l'emploi du moins imposé, pour l'application du trop allivré, les travaux de charité, les fonds libres de la capitation, ceux des vingtièmes, ceux des Ponts et Chaussées, les fonds variables et enfin la reddition des comptes.

Dans une deuxième instruction, les différentes applications du règlement avaient été précisées en ce qui concerne l'autorisation et l'imposition des charges et dépenses locales.

Une troisième instruction était relative à la juridiction et au contentieux.

Elles furent soumises par le Commissaire du Roi à l'Assemblée. L'accord fut facilement réalisé sur les deux premières, et les quelques modifications de détail demandées furent facilement acceptées par l'intendant ; mais en ce qui concerne la troisième, l'Assemblée exigea énergiquement que la facilité de rendre exécutoires les rôles de la capitation roturière, que cette instruction accordait à l'intendant, fût rendue à la Commission intermédiaire qui l'avait exercée jusque là. Les pourparlers durèrent plusieurs jours, le Commissaire du Roi se refusa à toute conciliation sur ce point et l'Assemblée capitula sur la proposition de son Bureau du Règlement, après avoir affirmé la légitimité de cette prétention il ajoutait : « Considérant encore que M. le Commissaire attache un grand intérêt au maintien de la disposition du nouveau projet de loi qui lui attribue le droit de signer le rôle de capitation, excité encore par la confiance personnelle que nous avons dans le zèle, la droiture, et les bonnes intentions de M. de Trimond (le commissaire du Roi) ainsi que par le désir de faire au bien de la paix et au maintien de l'union et de la concorde entre l'homme du Roi et l'Administration provinciale tous les sacrifices qui ne contrarieraient point les principes constitutifs de notre établissement, nous vous proposons, Messieurs, de consentir à... »

Cette décision était la sagesse même, elle évitait un conflit certain avec M. de Trimond.

Les instructions ainsi modifiées par l'Assemblée furent rendues exécutoires par règlement du Conseil du 10 mars 1785, portant « règlement interprétatif de celui du 8 septembre 1782. »

Il semble que les conflits entre l'autorité royale et l'Administration provinciale devinrent plus rares à la suite de cette minutieuse réglementation. Il nous faut cependant signaler que l'instruction sur les charges locales donna lieu à plusieurs conflits qui furent évoqués à la session de 1786, le plus grave fut celui qui éclata entre l'Administration provinciale et la ville de Montauban au sujet du quai de Villebourbon, nous aurons l'occasion d'en parler plus longuement.

Nous n'examinerons pas ici dans tous les détails ces diverses ordonnances, nous aurons l'occasion de les approfondir dans les chapitres où nous étudierons les travaux de l'Administration provinciale. Il nous suffira de savoir pour le moment qu'il en résultait qu'aucune dépense n'était faite sans l'assentiment du pouvoir royal et qu'elles maintenaient l'Administration provinciale sous le contrôle direct de l'intendant, il lui servait d'intermédiaire entre elle et les ministres à qui elle n'avait le droit de s'adresser directement que « dans les circonstances qui paraîtraient l'exiger » ; les opérations du département des impôts faites par l'Administration provinciale lui étaient remises pour être adressées au Conseil du Roi. Il avait seul cour et juridiction contentieuse, sauf bien entendu l'appel au Conseil, les ordonnances de paiement pour l'acquit de quelques dépenses que ce fût n'étaient délivrées que par l'intendant. Leur principal avantage est de régler une foule de détails et d'éviter ainsi toute discussion entre la Commission intermédiaire et l'intendant. Les anciens Etats du Rouergue et du Quercy avaient joui d'une tout autre indépendance, et il pourrait sembler que le rôle de l'Administration provinciale ait été très minimisé ; il ne faut pas s'y tromper, ses attributions étaient en réalité fort nombreuses et très importantes, malgré le contrôle strict de l'intendant :

1° Le montant des impôts à percevoir par le Roi dans la Province était fixé par le ministre des finances, mais l'Administration provinciale les répartissait, en faisait la levée, et présentait à Sa Majesté les observations qu'elle croyait utiles à ce sujet, et c'est ce qui lui permit, après avoir fait une enquête sur la situation exacte de la Province de réaliser et de mettre en application, avec la permission du Roi, un nouveau mode de répartition, beaucoup plus équitable, de la taille, de la capitation, des vingtièmes, des droits réservés, et d'obtenir la réduction de certains impôts. Les délibérations n'avaient

aucun caractère exécutif, mais elles étaient prises par des hommes qui représentaient la Province, et avaient par ce fait même un grand poids dans les décisions royales, et il était fort difficile de ne point leur donner satisfaction. Necker avait cependant spécifié qu'au cas où l'Assemblée mettrait le moindre obstacle au recouvrement des impôts dans les délais légaux il serait procédé à leur assiette et à leur recouvrement dans la forme observée alors dans les différents pays d'élection.

2° La Commission intermédiaire faisait, sous le contrôle de l'autorité royale, c'est-à-dire de l'intendant, la répartition, l'assiette, et le recouvrement des impositions locales qui se levaient pour les réparations d'églises, presbytères et autres charges des communautés. Elle avait été invitée par le Roi à réduire au minimum les dépenses locales, c'était là un pouvoir de contrôle considérable qui lui était accordé, il lui donnait une grande autorité dans la Province.

3° L'Administration provinciale répartissait et contrôlait a) l'emploi des fonds de charité accordés chaque année par le Roi pour venir en aide aux miséreux, en leur fournissant du travail sur les routes locales (le Roi conservait cependant la disposition absolue de ces fonds, et il pouvait, après certaines formalités, obliger l'Administration provinciale à subventionner tels travaux qu'il jugeait nécessaires) ; b) le moins imposé, somme variable que le Roi mettait à la disposition de la Province pour décharger de leurs impôts les contribuables incapables de se libérer par suite d'une calamité quelconque ; c) les fonds libres de la capitation, mis à la disposition de la Province pour les dépenses qu'elle jugeait utile d'entreprendre. Il est facile de comprendre que la distribution de ces divers fonds lui permettait d'exercer une grande influence.

4° C'est dans l'Assemblée provinciale seule qu'il était délibéré sur les constructions et entretiens des routes et autres ouvrages ou édifices publics, ils ne pouvaient être ordonnés que par le Conseil du Roi, sur l'avis du sieur Commissaire départi.

5° Le Roi avait accordé le droit à l'Assemblée provinciale, ainsi qu'à la Commission intermédiaire, de lui faire de tout temps « telles « représentations qu'elles aviseraient, et de lui proposer les règlements qu'elles croiront justes et utiles à la Province. » Un droit aussi largement accordé permettait à l'Assemblée de s'immiscer dans tous les domaines, ce qu'elle ne manqua pas de faire, et elle proposa au Roi de réaliser avec son consentement des réformes fort utiles à la santé des habitants de la Province, à la prospérité de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.

CHAPITRE IV

Députés et fonctionnaires

Comme nous venons de le voir, l'Administration provinciale de Haute-Guyenne avait été conçue avec le plus grand soin pour faire œuvre utile. Mais elle ne pouvait rendre de réels services que si sa direction était confiée à des hommes intelligents et dévoués au bien de la Province.

Le choix qui fut fait, tant par le pouvoir royal que par la première assemblée, fut des plus heureux, il est facile de s'en rendre compte en lisant les procès-verbaux. L'historien Monteils, dans sa description du département de l'Aveyron, tome 2, page 236, malgré son hostilité pour l'ancien Régime, le reconnaît : « Les procès-verbaux « de ces sessions, écrits d'ailleurs sans emphase mais avec élégance, « attestent les travaux et les talents des membres qui les composaient. » Les rapports rédigés dans les bureaux et lus à l'Assemblée présentent le plus haut intérêt, les questions y sont exposées presque toujours avec une clarté étonnante, qu'il est très difficile de retrouver aujourd'hui, même dans les rapports présentés par les plus hauts fonctionnaires ; tous les points importants sont mis en valeur, les conclusions sont d'une netteté remarquable, et le plus souvent d'une logique indiscutable. Dans la grande majorité des cas, seul l'intérêt supérieur de la Province est envisagé, et bien des réflexions sont encore valables de nos jours. Président, membres, et fonctionnaires furent à la hauteur de leur tâche.

SECTION I

Présidents. Mgr Champion de Ciré

Mgr Seignelay de Colbert

Les deux présidents qui se succédèrent à la direction de l'Administration provinciale, Mgr Jérôme Champion de Cicé, de 1779 à

1781, et Mgr Seigneley Colbert de Castle-Hill, de 1781 jusqu'à sa disparition, consacrèrent tout leur talent et toutes leurs forces au service de la Haute-Guyenne.

Jérôme Champion de Cicé était né à Rennes, en 1735. Sa famille était noble, mais peu favorisée par la fortune, il avait fait la majeure partie de ses études supérieures à la Sorbonne où il s'était lié d'amitié avec Turgot, Brienne, Boisgelin ; l'abbé Morellet nous a laissé, dans ses mémoires, un portrait très vivant de ce petit groupe d'amis, remarquablement doués et travaillant ensemble.

Il fut ordonné prêtre en 1761 pendant quelques années, il seconda son frère aîné, évêque du diocèse d'Auxerre, et en 1765 il fut nommé agent général du clergé à Paris, c'est là qu'il put s'initier surtout à la gestion des affaires, et se préparer à sa carrière de grand administrateur. Les agents du clergé n'étant nommés ordinairement que pour une durée de 5 ans, le 24 juin 1770, le Roi lui confia le diocèse de Rodez. Il ne prit possession réelle de son évêché que le 9 août 1771. Dès son arrivée dans le pays, il voulut connaître la situation religieuse et économique de la Province qui lui était confiée, mais comme, en raison du mauvais état des routes et de l'importance de son diocèse, il lui était difficile de visiter toutes les paroisses, deux mois après son installation, il adressa à tous ses curés un questionnaire remarquablement bien conçu sur l'état de leur paroisse. Les réponses qui lui furent envoyées ont été publiées, et forment un ouvrage volumineux, de plus de 750 pages, mine inépuisable des plus précieux renseignements.

Il administra son diocèse avec un zèle remarquable ; aucune question ne lui échappait, c'est ainsi qu'on lui doit la vulgarisation de la culture de la pomme de terre en Rouergue ; il éleva le niveau intellectuel et moral de ses prêtres, en améliorant leur éducation dans les séminaires, il se préoccupa toujours très vivement de la bonne administration du collège de Rodez, où il ne nommait que des professeurs d'élite, qu'il cherchait à recruter à Paris ; il y fonda une chaire de physique expérimentale.

L'Administration provinciale de la Haute-Guyenne retint toute son attention, il sut présider les séances avec énergie et ses avis, toujours très judicieux, faisaient autorité. Il entra résolument en lutte avec la Cour des Aides et l'intendant, qui gênaient considérablement les mouvements de la nouvelle Administration. Et, grâce aux nombreuses relations qu'il avait faites à Paris, tant à la Sorbonne que comme agent général du clergé, il maintint en échec les ennemis de l'Administration provinciale. Malgré ses longs séjours à Paris, il restait en contact permanent avec la Commission intermé-

diaire, les nombreuses lettres qu'il lui écrivait, et qui figurent aux dossiers de l'Assemblée de Haute-Guyenne, conservés aux archives départementales de l'Aveyron et du Lot, prouvent qu'il s'intéressa à toutes les questions : traités, impôts, routes, postes, haras, navigation, mines, etc.

Mis en valeur par les résultats qu'il avait obtenus dans le diocèse de Rodez, il fut nommé à l'archevêché de Bordeaux en 1781. Il siégea à l'Assemblée des Notables en 1787. Plus tard, il fut appelé à jouer un rôle fort important aux Etats Généraux ; chaud partisan de la réunion du clergé au tiers-état, il devint à la fin de 1789 garde des Sceaux, il fut même sur le point d'accepter la constitution civile du clergé, mais il se ravisa à temps et il s'exila après avoir refusé de prêter le serment. A la fin de la Révolution, il donna sa démission de Bordeaux, et en 1802 il fut nommé archevêque d'Aix où il mourut en 1810.

Certains auteurs prétendent qu'il aimait beaucoup trop les honneurs, les affaires et le pouvoir. Il est certain cependant qu'il sut guider fort habilement la jeune assemblée au milieu des écueils qui l'entouraient de toutes parts. Le jugement de l'historien Bosc, qui ne l'aimait pas, dans ses « Mémoires pour servir à l'Histoire du Rouergue » en est une preuve certaine : « J'ai souvent entendu dire de lui « que, entier dans son opinion, il ne s'en relâchait jamais, et qu'il « la soutenait avec hauteur, et sans ménagement pour ses collègues, « tant dans l'administration de la Province, que dans le gouverne- « ment de son diocèse et dans les bureaux particuliers d'administra- « tion des divers établissements publics. Avec le caractère fier, il « devenait rampant auprès de ceux qui avaient le courage de lui ré- « sister avec énergie. Un simple valet de chambre le traitait impu- « nément avec autant de dureté qu'il en montrait souvent lui- « même envers ses courtisans, quoique sa hauteur eut aliéné de lui « beaucoup de cœur ; on a toujours rendu justice à son génie et à « sa supériorité dans les affaires, qui lui a souvent suggéré de « grandes vues de bien public. »

Necker en fait un grand éloge dans son traité de l'administration des finances.

Son successeur, Seignelay de Colbert de Castle-Hill, était un descendant de Colbert, il était né au château de Castle-Hill, en Ecosse, et il était vicaire général de Toulouse quand il fut nommé à l'évêché de Rodez. A cette époque, où l'existence même de l'Assemblée était mise en cause par la chute de Necker, il sut, par son caractère conciliant, éviter tout conflit qui aurait eu pour résultat la suppression de l'Administration provinciale.

Comme son prédécesseur, durant ses séjours à Paris, il se préoccupe des intérêts de la Province, qu'il défendit avec acharnement. Il cherche toujours à ramener la bonne union, c'est ainsi qu'aux membres de la Commission intermédiaire lui écrivant à Paris une lettre pour se plaindre de l'intendant, il évite d'envenimer le débat, dans sa réponse du 7 juillet 1782 : « J'ai reçu, Messieurs, « la lettre dont vous m'avez honoré, le 25 du mois dernier, et dans « laquelle vous entrez dans des détails très curieux sur la visite que « vous a faite monsieur l'intendant. Comme je ne dois pas m'écarter « du système de réserve et de modération que j'ai embrassé, je « m'abstiendrai de toutes réflexions sur les objections, les réponses « et les assertions que vous avez entendues de la bouche de ce magis- « trat. Mais je tâcherai de prévenir ici tout mauvais effet que pour- « rait avoir un voyage qui paraît n'avoir d'autre objet que de rallier « et de rassembler les griefs de ceux qui regrettent l'ancien régime « parce qu'ils ne trouvent pas leur compte dans la sincérité de nos « principes, et dans la suite et dans la régularité de nos procédés. »

Mais il sait être très énergique à certaines heures, nous n'en voulons pour preuve que la lettre qu'il adressa au Ministre, et que nous avons citée à propos de l'interdiction de la publication des procès-verbaux où il prend à partie violemment l'intendant.

Il favorisa beaucoup les lettres et les études.

Député aux Etats Généraux, partisan comme Mgr Champion de Cicé de la réunion de son ordre au Tiers-Etat, il faillit prêter le serment et ne le fit pas, grâce à l'intervention de l'abbé Mabrieu, son collègue du Rouergue, il quitta alors la France. En 1802, il refusa, conformément au concordat, de donner sa démission, et il mourut en 1813, à Londres, où il était secrétaire de Louis XVIII.

Il joignait de grandes connaissances à la piété la plus sincère et aux mœurs les plus pures. Lord Landerdale disait de lui à Londres : « C'est un prélat qui honore l'humanité par ses vertus. »

Bosc qui, cependant, détestait les choses et les gens d'église, le tenait en grande estime, un peu, il est vrai, par reconnaissance.

« Son caractère, écrit-il, franc, loyal, populaire et affectueux, l'a « fait regretter généralement de tous ses diocésains. Je dois un hom- « mage public aux soins qu'il s'est donné pour procurer les maté- « riaux qui ont servi aux mémoires que j'écris sur l'Histoire du « Rouergue. Il fut comme tous les Colbert ami des sciences, et ses « connaissances en littérature l'avaient fait associer à l'Académie de « Montauban. Dans l'Administration de la province de Haute- « Guyenne, dont il était président, il montra toujours beaucoup de « zèle pour le bien public. »

SECTION II

Membres du Clergé

Les autres membres du clergé, nommés par le Roi à l'assemblée préliminaire du 20 août, étaient l'évêque de Montauban, l'évêque de Vabres, et l'évêque de Cahors.

Nous dirons peu de choses sur Anne François le Tonnelier de Breteuil, évêque de Montauban depuis 1762, qui, pour les raisons que nous avons données dans les chapitres précédents, n'assista jamais aux séances de l'Assemblée. De Cathala Coture, dans son Histoire du Quercy, assure que son nom était « distingué dans l'état et cher aux sciences et aux lettres » il est certain qu'il prit nettement parti pour sa ville épiscopale, dans les luttes qu'elle entreprit contre l'Assemblée.

Jean de La Croix de Castries, évêque de Vabres, s'intéressa au contraire à l'œuvre de l'Administration provinciale, il prit une part active aux travaux de l'Assemblée à la session de 1780. Il était né en 1717, dans le diocèse d'Uzès, il était abbé de Foigny, prévôt de la cathédrale d'Albi et agent général du clergé, lorsqu'il fut nommé, en 1764, évêque de Vabres, l'un des diocèses les plus petits de France, qui ne comprenait que 131 paroisses et à peine 50.000 âmes. « Bon et généreux » d'après l'avis unanime de ses contemporains, il ne résidait guère dans son diocèse dont la capitale n'était à peine qu'un gros village, mais il se préoccupa toujours du bien, tant spirituel que matériel, de ses administrés. C'est ainsi qu'il établit à Saint-Affrique un grenier d'abondance, afin d'amoindrir les horreurs de la disette qui se fit sentir après le désastreux hiver de 1789. Dépossédé par la Révolution de son évêché, il se retira à Paris, où il ne tarda pas à mourir.

Louis-Marie de Nicolaï était évêque de Cahors depuis 1776, il apporta son plus large appui à la nouvelle réforme. « Par ses soins, » écrit de Cathala Coture, l'Administration embrassait tout ce qui « peut intéresser le Quercy, navigation du Lot si utile pour le transport du vin et du meurein, routes de communication à réparer ou à ouvrir, commerce à encourager, ponts à continuer ou à rétablir ». Mais il ne put assister aux sessions de 1782, 1784, et 1786. En 1782 il est aux eaux et en 1784 et 1786 « sa mauvaise santé lui ôte toute liberté de voyager ». Cependant, malgré une maladie douloureuse, il n'hésite pas en l'absence de l'évêque de Rodez à venir se fixer à Villefranche, pour présider le département des impositions de 1783.

Louis-Marie de Nicolai appartient lui aussi à cette catégorie des prélats, si nombreux à la fin de l'ancien régime, qui cherchèrent à améliorer la condition de leurs administrés. Il s'efforça de redonner un peu de vie nouvelle à Cahors en décadence, en favorisant la création de manufactures d'étoffes ; en 1782 c'est sur ses vives instances que l'Administration provinciale se décida à rétablir le Pont Notre-Dame de Cahors ; sa générosité fut sans bornes à l'égard des nombreux sinistrés des inondations du Lot du 7 mars 1783.

Les six membres du clergé choisis lors de la réunion du 20 août appartenaient tous, sauf un, au haut clergé et ils occupaient des places prépondérantes dans l'administration des quatre diocèses de la Province. Quatre d'entre eux étaient des vicaires généraux, et l'on n'ignore pas que cette fonction avait beaucoup plus d'importance qu'aujourd'hui, et qu'en règle générale, ils représentaient l'élite du clergé, remplaçant les évêques fort souvent absents de leurs diocèses. L'abbé de Saint-Géry était chanoine théologal et vicaire général de Montauban, l'abbé Barthe chanoine et vicaire général de Vabres, l'abbé de Luillier de Rouvenac chanoine et vicaire général de Cahors, l'abbé de Villaret bénéficiaire et vicaire général de Rodez. Ce dernier fut le conseiller intime de Mgr Champion de Cicé et de Mgr Seignelay de Colbert, il devint ensuite député des Etats Généraux, évêque d'Amiens et de Laval sous l'Empire, et chancelier de l'Université.

L'abbé de Courtois-Minut était un des plus riches bénéficiaires du Quercy, il était doyen du chapitre collégial de Montpezat fondé et doté de grands biens au xiv^e siècle par le Cardinal Pierre Deprès, l'ami et le conseiller de Jean XXII, il prit part aux travaux de la session de 1779 et à celle de 1780, mais en 1782, n'étant plus bénéficiaire dans la Province, il fut remplacé par l'abbé de Lacoste Beaufort, vicaire général et chanoine de Cahors, qui s'intéressa vivement à l'Assemblée provinciale et assista à toutes les séances.

Un modeste curé de campagne représentait seul ses collègues des campagnes de la Haute-Guyenne réduits à la portion congrue qui, passablement instruits assuraient avec un grand dévouement le ministère sacerdotal.

L'abbé Cocural était depuis 1762, curé de Privezac en Rouergue, sur le vieux chemin de Villefranche à Rodez modeste paroisse de 320 âmes qui se nourrissaient les trois quarts de l'année de seigle et qui comprenait 40 pauvres. Le prieuré était à la collation de l'abbé de la Chaise-Dieu, et le curé était nommé et payé par le prieur. Les réponses claires et précises faites par l'abbé Cocural au questionnaire envoyé en 1771 par Mgr Champion de Cicé, nous montrent que ce prélat devait être fort intelligent et fort zélé ; nous savons ainsi

qu'il avait réparé son église et construit un presbytère « fort beau et fort solide ». Il se fit un devoir d'assister à toutes les réunions de l'Assemblée. Monseigneur Seignelay de Colbert l'avait en haute estime et il le combla d'honneurs : le 8 novembre 1782, il le nomma prieur simple de Saint-Saturnin de Lincou ; le 23 septembre 1783 prieur simple de Pons. Plus tard, sous la Révolution, il voulut rester fidèle à son sacerdoce, au prix des plus grands sacrifices. Dès 1791, il refusa de prêter serment à la constitution civile du clergé ; en 1793, il fut incarcéré avec beaucoup d'autres prêtres à Rodez, au couvent de l'Annonciade transformé en prison et plus tard déporté à Figeac. Il fut renvoyé en 1794 à Rodez à la maison commune de Sainte-Catherine. Remis en liberté en 1795, il rentra à Privezac où il exerça son ministère sacerdotal jusqu'en 1806, date de sa mort.

Au renouvellement de 1786, le sort décida que l'abbé de Saint-Géry serait remplacé par l'abbé Domingon du diocèse de Montauban, mais celui-ci ne fut jamais appelé à siéger.

SECTION III

Membres de la Noblesse

Les cinq gentilhommes choisis par le Roi (le comte de Pannat, le comte de Lavalette-Parisot, le comte de Durfort-Boissière, le comte de Lentilhac, le comte de Lastric Saint-Jal) pour participer à l'Assemblée préliminaire du 20 août 1779 appartenait à la plus vieille et à la plus riche noblesse de la Province.

Pierre-Jean d'Adhémar, deuxième du nom, Comte de Panat, seigneur de Bruéjouls, de Capdenaguet, de Saint-Christophe, de Saint-Georges, de Grandval, etc., avait été reçu page du Roi, en la grande écurie, en 1729 ; il servit ensuite dans le régiment Dauphin, plus tard il fut lieutenant des maréchaux de France et commissaire de la noblesse de la sénéchaussée de Rodez. Il était issu des Adhémar de Provence, et avait acquis par son mariage la terre de Panat, une des plus anciennes châtelainies du Rouergue. Son immense autorité et son dévouement inlassable au bien de la Province lui valurent d'être nommé, dès la session de 1779, procureur général syndic. Dans l'exercice de ses fonctions, il sut défendre avec autant d'ardeur que d'habileté les intérêts de la Province et de l'Administration provinciale il succomba à la tâche en mai 1781.

A la session de 1782, le rapporteur de la Commission intermédiaire

prononça son éloge funèbre, en des termes qui prouvent en quelle haute estime le tenaient ses collègues. « Il n'a pu suffire aux efforts
« qu'il a dû faire pour accélérer l'application des remèdes que vous
« opposez aux abus, il est mort accablé des fatigues d'un travail continuel, après avoir sacrifié au bonheur de la Province ses plus douces
« jouissances, son repos, sa santé, la société de ses amis et de sa famille, l'habitation d'une terre qui leur était chère par le besoin
« qu'on y avait de ses bienfaits. »

Barthelemi, marquis de Lavalette-Parisot, seigneur de l'Albenque, chevalier de Saint-Louis, habitant de Cahors, qui avait été aussi désigné par le Roi, succéda au comte de Panat dans les fonctions de procureur syndic. Il descendait d'un frère du fameux maître de l'ordre de Malte, qui défendit si vaillamment l'île de Malte contre les Turcs.

Sa tâche de procureur-syndic fut particulièrement difficile ; dès son entrée en fonctions, il eut à faire face, avec son collègue et les membres de l'Assemblée, aux multiples ennemis de l'Administration provinciale, qui redoublaient d'efforts contre elle, à la suite de la chute de Necker ; plus tard, à la veille de la Révolution, leur tâche fut encore plus difficile, ils eurent à maintenir l'ordre dans un pays dont les esprits étaient profondément troublés, et à préparer l'élection des députés aux Etats Généraux, au nombre desquels il figura d'ailleurs.

Arnault-Francois, comte de Durfort-Boissière, seigneur de la terre de Boissière, appartenait à la puissante maison de Durfort dont on trouve des traces dès le x^e siècle. Les procès-verbaux nous indiquent qu'il assista aux sessions de 1779 et 1780, et qu'il était mort à celle de 1782.

Gabriel Léonard Louis, comte de Lentilhac, habitait sa terre de Lentilhac et était commissaire de la noblesse du Quercy pour l'élection de Figeac, il tint à prendre une part active aux travaux de l'Assemblée, et assista à toutes les sessions.

Ce zèle fut partagé par Claude-Marie de Lastic Saint-Jal, seigneur de Cas, habitant de Saint-Antonin. La famille Lastic était célèbre (elle comprenait au xv^e siècle un grand maître fameux de l'ordre de Malte), originaire d'Auvergne elle tirait son nom du château de Lastic, situé à quelques kilomètres de Saint-Flour, la branche de Lastic Saint-Jal s'était établie en Rouergue au xvr^e siècle.

Les députés de la noblesse désignés à l'assemblée préliminaire d'août 1779, faisaient partie eux aussi en presque totalité de la partie la plus riche et la plus ancienne de la noblesse du Rouergue et du Quercy. Nous ne possédons que peu de renseignements sur

le Baron de Pauliac, le comte de la Panousse du Colombier, le baron de Cieurac, le Comte d'Albignac, de Castanet de Cambaïrac.

La famille du Marquis de Lormie de la Penche était depuis longtemps établie en Quercy ; pendant la guerre des Albigeois, le château de la Penche fut brûlé par les Croisés. Grâce à son éloge funèbre, que les syndics insérèrent dans leur rapport de la session de 1782, nous possédons quelques détails sur son caractère. « Monsieur le « marquis de la Penche, si cher à son ordre et à toute la Province, « qui joignait à des mœurs franches et pures ce caractère noble et « élevé qui distingue l'ancienne chevalerie dont il était issu, qui « obtint par ses bienfaits l'amour et le respect de ses vassaux et pré- « féra toujours la gloire qui accompagne l'honnêteté à celle qu'il em- « pruntait de ses nombreux ancêtres, vous a été enlevé. »

Jean-Pierre, marquis de Mostuéjols, servit d'abord aux armées du Roi, il vint ensuite se retirer dans le château familial de Mostuéjols, bâti sur les bords du Tarn, que sa famille habitait depuis près de 800 ans, et que ses descendants ont pieusement respecté.

Le marquis d'Izarn-Fraissinet et d'Izarn-Fraissinet baron de la Guépie, appartenaient tous deux à une vieille famille qui remontait au ^{xiii}^e siècle.

François II, comte de Levezou de Vezins, brigadier des armées du Roi, mestre de camp de cavalerie, premier lieutenant commandant des gardes du corps, descendait d'un des anciens barons des Etats du Rouergue. Il était né au Château de Vezins en 1736. Il fut élu par la noblesse du Rouergue député aux Etats Généraux, mais ses infirmités l'empêchèrent d'accepter ce mandat, qui fut rempli par le marquis de Montcalm Saint-Victor. Il mourut en 1816.

Le Comte de Beaumont-Desjunies et Jacques Joseph comte de Volonzac, nommé en remplacement du comte de Panat choisi comme procureur syndic, donnèrent leur démission à la session de 1782 pour raisons de santé.

D'après de Barrau, les ancêtres du comte de Volonzac seraient originaires de Toscane et se seraient fixés en Rouergue à la fin du ^{xiv}^e siècle.

En 1782, par suite de décès ou de démissions, plusieurs nouveaux députés de la noblesse furent choisis : le marquis de Touchebœuf-Beaumont, nommé en 1782 en remplacement de M. de Lavalette élu syndic (sous Henri II un de Beaumont lieutenant de la compagnie de Biron avait été sénéchal du Quercy), le marquis d'Escairac, comte de Valence, élu le 16 septembre 1782, mais qui, n'ayant pas accepté, fut remplacé par le marquis de Floriac, Marie-Charles d'Imbert, comte du Bosc, lieutenant des Maréchaux de France, à la résidence

de Rodez, en 1780 (il fut plus tard député du district de Lacauene à la fédération de Paris, le 14 juillet 1790, et élu membre du district de Lacauene après la terreur et membre du conseil général de l'Aveyron, par décret impérial du 1^{er} mars 1811).

A la session de 1784, fut élu Claude Buisson, comte de Bournazel, seigneur de Mirabel, Belcastel, Auzits, etc. Il était âgé de 83 ans (il devait mourir en 1792, et possédait, avec une des plus grosses fortunes terriennes en Rouergue, le magnifique château renaissance de Bournazel bâti vers le milieu du xvi^e siècle).

Au renouvellement de 1786 furent élus Dupuymonbrun, le comte de la Tour du Pin, le comte de Corneillan, de Saint-Rome-Gally ; ils ne devaient jamais siéger.

Les députés de la noblesse appartenaient donc, comme ceux du clergé, à la partie de leur ordre la plus riche et la plus cultivée. La plupart d'entre eux avait fréquenté la Cour, de plus presque tous étant unis entre eux par des liens de parenté, formaient une grande puissance au sein de l'Assemblée, puissance que presque toujours ils utilisèrent au service du bien public. Comme beaucoup de gentilshommes de la fin du xviii^e siècle, ils étaient animés des idées les plus généreuses. Ceux de l'Assemblée provinciale se passionnaient pour leurs travaux, ils assistaient à presque toutes les séances, et les plus notables d'entre eux n'hésitèrent pas à accepter les fonctions de procureur syndic et, comme nous l'avons déjà vu, ils remplirent ces charges avec une grande habileté, se mettant sans compter au service de la Province.

SECTION III

Membres du Tiers-Etat

Le Roi avait désigné, pour siéger à l'assemblée préliminaire du 20 août, sept des plus riches propriétaires de la province, dont trois magistrats ou fonctionnaires choisis parmi les plus notoires. Charles-Alexandre de Neirac, écuyer, était seigneur de Neirac, (la taille était réelle dans toute l'étendue de la Haute-Guyenne, et des roturiers pouvaient posséder des biens nobles) et habitait Vabres. Jean-Pierre-Charles Deslendes de Combettes, habitant de Millau, était seigneur de Lugans, il fut désigné comme procureur général syndic, et exerça ses fonctions à la satisfaction de tous, pendant toute la durée de l'Administration provinciale ; au cours de son mandat il défendit avec opiniâtreté les intérêts de la Province, et à

plusieurs reprises il fit le voyage de Paris à ses frais pour défendre l'Administration provinciale dont il fut l'un des principaux animateurs. Paul-Jean Lacarrière de Labro, propriétaire de Labro, assista régulièrement jusqu'à sa mort (survenue entre 1784 et 1786) à toutes les séances de l'Assemblée.

Thomas Jean Pons de Caylus, seigneur de Cassagne, habitant de Saint-Côme, vieux bourg situé sur les rives du Lot, était très attaché à sa terre natale et nous en trouvons la preuve dans son éloge funèbre, prononcé par les syndics à la session de 1784. « M. Pons de Caylus, « auquel un naturel heureux, un caractère bienfaisant et généreux, « avaient assuré de bonne heure l'amour et l'estime de ses conci-
« toyens, et qui s'était acquis de nombreux droits à leur reconnais-
« sance, en fixant à grands frais dans la petite ville qui habitait une
« branche de commerce très précieuse et inconnue dans la Pro-
« vince ». Il avait fait des essais de plusieurs genres pour occuper au travail de la laine les habitants qui n'étaient pas employés aux cultures, il avait en particulier établi une manufacture de flanelles empreintes.

Joseph-Antoine de Boutaric, président à l'élection de Figeac, propriétaire de Mouret, descendait du célèbre avocat et professeur de droit de ce nom, il n'assista qu'à la réunion préliminaire de l'Assemblée ; à la session de septembre 1779, les députés firent célébrer une messe pour le repos de son âme.

Joseph-François Régis de Seguret, président lieutenant général au Présidial de Rodez, propriétaire de Taurines, était une grande figure de magistrat intègre et indépendant. En 1788, plutôt que d'enregistrer une décision royale qu'il jugeait arbitraire, il préféra l'exil au Puy-en-Valay, rappelé trois mois après, il jouit d'une grande popularité jusqu'à la Révolution, ce qui lui valut d'être choisi comme Procureur Général syndic de l'administration du département de l'Aveyron, il abandonna ses fonctions en mars 1791, pour ne pas avoir à mettre en application la Constitution Civile du Clergé, il fut emprisonné sous la Terreur. « Monsieur de Séguret, « écrivent MM. de Barrau, (l'Epoque Révolutionnaire en Rouergue)
« jouissait d'une de ses réputations de droiture et d'honneur com-
« munes dans l'ancienne magistrature, et qui s'alliaient avec les sen-
« timents d'une parfaite indépendance. »

François Marquyret, propriétaire à Montauban et à Molière, occupait des fonctions fort importantes à Montauban, celle de lieutenant de maire et il jouissait dans cette partie de la Province d'une grande autorité.

Comme leurs collègues choisis par le Roi, les députés du Tiers-Etat,

élus par l'assemblée du 20 août, appartenaient à la classe des propriétaires les plus aisés de la Province, certains étaient magistrats, la moitié environ, deux seulement représentaient les riches négociants et industriels de la Province. Les conditions de cens imposées avaient empêché que les paysans, pour la plupart petits propriétaires fonciers, et qui constituaient la majeure partie de la population de la Province, les fermiers des grands domaines seigneuriaux ou religieux et les ouvriers relativement peu nombreux à cette époque en Haute-Guyenne, eussent un seul représentant au sein de l'Assemblée pour défendre leurs intérêts.

Le 9 septembre 1780, l'Assemblée précisa quels étaient les treize représentants des campagnes, et les treize représentants des villes. Les treize propriétaires représentant les campagnes étaient les suivants : De Neirac, Lacarrière de Labro, Pons de Caylus, Antoine Rolland, avocat au Parlement, juge de Cajars, Bastide d'Alboy qui avait été élu ce même jour, pour remplacer Deslendes de Combettes nommé procureur syndic, Puech, propriétaire à Marcillac, juge bailli de la cité de Rodez, Graufault-Fontenilles cadet propriétaire et habitant à Salviac, de Lamothe, propriétaire à Gabaudet, Revellat l'aîné, négociant à Montauban, ancien prieur de la Bourse, Verninac Saint-Maur, juge de Souillac, Grangie l'aîné, habitant et propriétaire à Calamane, Pechméjà fils, propriétaire près de Villefranche, Granier seigneur de Veuzac, conseiller correcteur en la chambre des comptes de Montpellier.

En 1784, furent élus par l'Assemblée : Costes, viguier de Séverac, en remplacement de Pons de Caylus, Péchollier procureur du Roi à Caussade, à la place de Revellat nommé représentant de la ville de Montauban, Sénilh, négociant de Montauban, succédant à M. de Verninac, qui venait de mourir.

Au renouvellement de 1786, Verninac de St-Maur de Souillac, le fils de l'ancien député, de Serieys de Meyrinac, Manhaval, avocat au Bez, d'Espinassouse de Salmiech, Buffet Delmas, furent choisis par l'Assemblée, mais ils n'eurent pas l'occasion de siéger.

Les députés suivants furent désignés par l'Assemblée à sa séance du 9 septembre 1780 pour représenter les différentes villes de Province :

François Marquetryret et Jean Dumas, négociant à Montauban, propriétaire des domaines de Bellefond et de Léojac, ancien prieur de la Bourse des marchands pour Montauban, Ducros, conseiller procureur du Roi à Moissac, pour cette dernière ville ; M. de Peire, juge-mage de Cahors, élu ce jour-là pour Cahors ; Imbert propriétaire à St-Paul et à Lauzerte pour Lauzerte ; M. de Séguret, pour Rodez,

Benoit juge royal de St-Geniez pour St-Geniez ; Borelly, lieutenant à l'élection de Villefranche ; Cadrés président au présidial de Villefranche ; Dissés conseiller au présidial et maire de Villefranche pour Villefranche ; Despradels d'Allaret, propriétaire à Mauriac pour Millau ; Dufau de Broussoles, juge-mage, lieutenant général de la sénéchaussée de Figeac, élu le 4 octobre 1779 à la place de Boutaric, décédé, pour Figeac ; Puyjalon, avocat et propriétaire pour Martel.

A la suite du décès d'Imbert, M. de Combarieu, juge-mage de Lauzerte fut élu le 16 septembre 1782. En 1784, Laulanié, lieutenant général criminel de la sénéchaussée de Cahors, remplaça M. de Peire démissionnaire, et Bernardin-Duprat et Revellat, Ducros et Dumas, morts pendant l'intervalle des sessions.

Lors des élections réglementaires de 1786, le choix de l'Assemblée se porta pour Montauban sur Senilh déjà député des campagnes, pour Gourdon sur Cavaignac, pour Mur-de-Barrès sur de Mandillac, et pour Belmont-sur Lacazin.

Comme, et peut-être plus que les députés des autres ordres, les représentants du Tiers-Etat se montrèrent très zélés. Sauf quelques rares exceptions. Ils assistaient régulièrement à toutes les séances, et mettaient au service de l'Assemblée toute leur intelligence, et toute leur activité. Leur rang social dans la Province était très élevé, et leur influence était immense, beaucoup occupaient des fonctions fort importantes en Haute-Guyenne, certains étaient magistrats, d'autres avaient la charge d'administrer une partie du territoire, soit en tant que maire ou lieutenant de mairie, soit comme lieutenant général de sénéchaussée. Tous étaient de grands propriétaires, résidant dans le pays, dont ils connaissaient mieux que personne la situation et les besoins. Quelques-uns d'entre eux ont laissé des souvenirs impérissables dans la Haute-Guyenne. Nous en avons déjà cité certains, en voici quelques autres :

Jean Despradels d'Allaret était né à Millau en février 1728. Doué d'un goût très prononcé pour les choses de la terre, il s'efforça d'augmenter ses connaissances agricoles ; non content d'étudier dans les livres, examinant attentivement les méthodes de culture des propriétaires et des fermiers de sa région, il se mit ensuite à exploiter son domaine de la Rode, situé aux portes de Millau, et sa propriété de St-Jean du Bruel. C'est là que vers 1755, il expérimenta la culture du sainfoin et du trèfle ; ces plantes étaient totalement inconnues dans la Province, et il dut faire venir des graines d'Alsace ; les expériences furent pleinement couronnées de succès et il en fit bénéficier tous ses voisins, en leur donnant des graines, et au besoin en dirigeant leurs travaux. Il fut aussi

un chaleureux partisan de la culture de la pomme de terre, qui ne tarda pas à se répandre dans les cantons voisins de ses propriétés. Il fut, vers la fin de sa vie, membre du Conseil Général de l'Aveyron, où il s'occupa activement, comme à l'Assemblée Provinciale, de toutes les questions intéressant l'agriculture.

Le littérateur Pechméja, auteur d'un poème en prose « Téléphé » qui à l'époque fut comparé à Télémaque, jouissait d'un grand renom en Haute-Guyenne. Un Revellat, un Dumas, étaient très connus dans le monde du commerce de la Province, tous deux avaient été président de la Bourse de Commerce des Marchands de Montauban, créée par un édit de mars 1712, et dont le rôle était de juger gratuitement et rapidement les contestations élevées entre les commerçants de toute la généralité ; ses membres étaient choisis annuellement parmi les négociants (nos tribunaux de commerce ont exactement la même organisation et les mêmes attributions).

Nous savons d'autre part, par l'éloge funèbre prononcé par les syndics à la session de 1784, que Dumas était un excellent commerçant : « M. Dumas, si distingué dans son état, par l'étendue de ses connaissances qui portaient dans toutes les spéculations de l'industrie, ce coup d'œil sûr et pénétrant qui en garantit le succès, et cette austère bonne foi, qui, en honorant le commerce, inspire la plus grande confiance dans celui qui exerce cette profession intéressante... »

SECTION IV

Composition de la Commission Intermédiaire

Le rôle de la Commission Intermédiaire était très important dans le fonctionnement de l'Administration provinciale, nous croyons utile de mentionner le nom des membres qui la composaient : en 1779, Mgr Champion de Cicé, l'abbé de Villaret, le comte de Lastic, de Castanet de Cambairac, Borelly, de Lacarrière, Granier. En 1785, à la mort de Borelly et de Lacarrière, la Commission intermédiaire délibéra, le 26 juin 1785, de présenter au Roi, pour les remplacer : de Fontenilles et de Lamothe. Ce choix fut approuvé par le pouvoir central en septembre 1785 et ratifié par l'Assemblée en 1786 ; c'est à cette dernière époque que le comte de Lastic ayant donné sa démission, à cause du mauvais état de sa santé, et de ses nombreuses occupations, fut remplacé par le comte de Bournazel (peut-être à cause de certaines attaques portées contre lui).

Les députés honoraires à la Commission intermédiaire furent

désignés à la fin de la session de 1779, le 5 octobre ; l'évêque de Cahors pour l'élection de Cahors, de Fraissinet pour l'élection de Rodez, de Lentilhac pour celle de Figeac, Marqueyret pour celle de Montauban, de Neirac pour celle de Millau. En 1782, Marqueyret ne pouvant se rendre assez souvent à Villefranche donna sa démission, et fut remplacé par le baron de Cieurac ; en 1786, de Lentilhac ayant achevé son mandat de député à l'Assemblée eut pour successeur de Broussoles.

Le comte d'Adhémar de Panat et Deslendes de Combettes furent choisis à la session de 1779 comme procureurs généraux syndics, le comte d'Adhémar Panat mort en 1781 fut remplacé par le comte de Lavalette, qui avec Deslendes de Combettes, exerça ses fonctions jusqu'à la suppression de l'Administration provinciale.

SECTION V

Les fonctionnaires

L'Administration provinciale avait su s'entourer de fonctionnaires éminents, qu'elle n'hésitait pas à payer très largement. Quand l'Assemblée eut décidé de procéder à la réfection du cadastre de la Province, elle fit venir de Paris un ingénieur géomètre, qui jouissait déjà, malgré sa jeunesse, d'une très grande réputation : Henri de Richeprey. Né en 1751 à Nancy, il n'avait pas encore trente ans, et cependant il avait accompli des travaux considérables. Envoyé par le gouvernement en Corse, pour procéder à une reconnaissance générale des richesses de l'île, il en avait rapporté un plan de colonisation remarquable. Revenu à Paris, il avait collaboré à l'Encyclopédie, et il avait, entre autres, rédigé l'article Imposition, véritable étude de tout le système financier en vigueur dans les principaux états de l'Europe ; les travaux exécutés en Piémont et en Milanais, pour la révision des cadastres, avaient attiré son attention et, pour mieux les étudier, il s'était rendu sur place. Il avait le titre de commis des Finances, et un congé lui avait été accordé pour se rendre en Haute-Guyenne. Nous étudierons dans un chapitre suivant l'œuvre grandiose qu'il entreprit et réalisa dans cette Province.

Mais le champ d'action qui lui était tracé en Haute-Guyenne lui parut trop peu étendu au bout de quelques années, et en 1785, il quitta la Province, il partit le 1^{er} avril 1786 de Bordeaux pour aller exploiter une propriété de Lafayette à Cayenne, et y faire un essai

d'émancipation graduelle des nègres, il y mourut peu de temps après au mois de mai 1787 à peine âgé de 36 ans, tué par le climat.

Les archives départementales de l'Aveyron possèdent les procès-verbaux de ses travaux en Haute-Guyenne, il semble qu'ils aient fait l'objet du labeur de toute une existence, et cependant il n'était resté que cinq ans dans la Province. Nul n'a mieux su nous le dépeindre que H. Vergnes, dans une note sur le cadastre lue à la Société centrale d'agriculture de l'Aveyron, les 17 janvier et 3 février 1878. « Ce devait être une curieuse figure que celle de ce Henri de Richeprey, qui apparaît si souvent dans les procès-verbaux de l'Assemblée. Toujours alerte et dispos, prompt à la réplique, confiant dans le succès, et imposant sa confiance aux plus irrésolus, ne redoutant de l'objection que le temps qu'elle fait perdre, fécond en ressources, d'une prodigieuse activité, visitant les moindres hameaux, arpentant les communautés au pas de course, et en quelques années ayant tout vu, ne laissant rien d'inexploré dans les 1.600.000 hectares de montagnes de la Haute-Guyenne, recueillant partout de volumineux renseignements statistiques, tant sur l'état actuel du pays, que sur son état ancien, et constatant, non sans surprise, la prospérité de celui-ci, dégénéré dans celui-là, signalé d'abord aux méfiances d'un paysan demi-sauvage, comme suspect de travailler dans l'intérêt d'une augmentation d'impôts, dénoncé comme étranger à la Province, il déploya dès ses premières campagnes assez d'habileté conciliante, de franchise, de bonne humeur, et d'entrain, pour que, bientôt, on l'accueille partout en ami, et quand les concessionnaires des mines de Cransac et d'Aubin nommés par le Roi hésitèrent à reconnaître le terrain de leurs concessions, redoutant le sort de leurs prédécesseurs, victimes de sévices graves et violents, jusqu'au meurtre et à l'assassinat, c'est Richeprey qui les accompagne et les couvre de sa popularité si rapidement acquise... »

Ses rapports, remplis de faits, sont la description la plus complète, la plus lumineuse, qui se puisse trouver, tant des divers sols de la Haute-Guyenne, que de l'état de l'agriculture au moment où il écrit. Sa rédaction concise, un peu sèche de forme, est relevée à chaque page par des remarques intéressantes et par de fins aperçus qui dénotent chez l'auteur une intelligence supérieure et les connaissances les plus variées.

Delpont, dans un long essai biographique sur Richeprey (1824), lui décernait les plus vifs éloges : « Cet homme dont toutes les actions furent louables, tous les travaux utiles ; dont toutes les pensées se dirigeaient vers le bonheur de ses semblables ; dont le dé-

« sintéressement fut tel, qu'il ne laissa pour toute fortune que le
 « souvenir du bien qu'il avait fait et de tout celui qu'il avait voulu
 « faire ; dont l'esprit était si juste et si prévoyant, qu'il n'est pas
 « une importante amélioration essayée depuis avec succès, qu'il
 « n'ait indiquée dans ses écrits, et qu'on n'y trouve même pas la
 « seule idée de ces brillantes et audacieuses théories qui peuvent
 « devenir funestes à l'ordre social. »

Richeprey eut en Calmes de la Bessière un élève et un successeur remarquable. H. Vergnes fait de lui le plus brillant éloge : « Calmes
 « de la Bessière, d'une honorable famille de Saint-Just en Rouer-
 « gue, établi lui-même à la Beissière, et plus tard à Valence d'Al-
 « bigeois, a laissé des souvenirs encore vivaces dans la région où
 « il vécut. C'était un des membres d'élite de ce tiers-état, à l'es-
 « prit ouvert et cultivé, profondément honnête, modéré en tout,
 « sauf dans le dévouement au bien, qui devait, à l'explosion de 1789,
 « se trouver prêt pour le premier rôle, et y montrer avec une ap-
 « titude supérieure, ces généreuses aspirations qui ont marqué cette
 « époque d'un caractère exceptionnel de grandeur et de gloire. Cal-
 « mes nourri des plus fortes études, aussi brillant avocat que géo-
 « mètre habile, jurisconsulte renommé dans toute la province, ma-
 « gistrat sagace et intègre, à qui son immense savoir autant que
 « son honnêteté proverbiale donnaient une autorité morale incon-
 « testée. Calmes était bien l'homme qu'il fallait pour faire accepter
 « des malheureuses populations des campagnes l'application des
 « projets de l'Assemblée provinciale. Il réunissait à la connaissance
 « approfondie de la loi et des coutumes locales, au coup d'œil exer-
 « cé et infailible de l'expert estimateur, au tour de main rapide
 « du géomètre pratique et exact, un jugement droit, une parole fa-
 « cile, et les formes bienveillantes qui entraînent la conviction et
 « justifient les décisions. Aussi est-il merveilleux que, dans ce pays
 « où la taille prenait en maints endroits la forme et la dureté de la
 « spoliation complète, on ne trouve aucune trace de résistance, la
 « levée, les estimations, se font avec la plus grande facilité, les re-
 « censements mêmes, si inquiétants pour le paysan d'alors, et aussi
 « pour ceux de nos jours, ne soulevaient point d'objection, et quand
 « le travail est terminé sur ce point, comme à Sauveterre, à Lincou,
 « à Castelmus, et partout, la délibération de l'assemblée générale
 « de la communauté constate l'union la plus parfaite, la satisfaction
 « et la reconnaissance de toutes les parties intéressées. Plus heu-
 « reux que Richeprey, Calmes ne quitta pas le port ; nommé commis-
 « saire observateur en chef de la Haute-Guyenne, en l'an II, admi-
 « nistrateur du département du Tarn, inspecteur général du ca-

« dastre en 1800, il fournit au milieu des siens une longue carrière
 « bien remplie, et quand vint la mort, en 1832, le respectable pa-
 « triarche se survécut encore dans ses enfants et petits-enfants, qui
 « on su conserver intact et maintenir l'héritage d'honneur qu'il leur
 « avait légué. »

Un autre fonctionnaire du cadastre : Loiseleur-Deslongchamps, d'origine normande, connu par ses travaux géographiques, faits sur les ordres de l'Académie des Sciences, vint dans la Province à la fin de 1781, pour diriger l'école d'experts-géomètres de Cahors ; plus tard il fut appelé à jouer un rôle important dans l'Aveyron. Au moment de la Révolution, il fut nommé au Conseil du Département, où il se distingua « par l'extrême exaltation de ses principes révolu-
 « tionnaires » écrivent MM. de Barrau (L'Epoque Révolutionnaire en Rouergue, avant-propos), « plus tard, ajoutent-ils, de même
 « que beaucoup d'autres énergumènes de la Terreur, il se montra
 « dans la suite doux, humain, charitable, tout dévoué au trône et
 « à l'autel ». Au cadastre fut également employé Dutriac « ingé-
 « nieur et féodiste de grand talent ».

L'Administration provinciale, composée de l'élite de la Province, et servie par des fonctionnaires dévoués, dont certains étaient de tout premier ordre, ne pouvait qu'accomplir une œuvre remarquable, malgré ses pouvoirs limités et l'opposition, dans certains cas, des fonctionnaires royaux et de la Cour des Aides. Il semble que Renouvin dans son remarquable ouvrage « Les Assemblées Provinciales de 1787 » a sous-estimé les résultats acquis.

CHAPITRE V

Activité de l'Assemblée et ses relations avec les anciens pouvoirs

SECTION I

Réunion préliminaire (août 1779) Première session (septembre-octobre 1779)

L'arrêt du Conseil du 11 juillet 1779 avait prévu que les 16 députés choisis par le Roi se réuniraient le 20 août de la même année, pour nommer les 36 autres députés.

Le 19 août, l'intendant de la Province, Antoine-Jean Terray « Chevalier conseiller du Roi, en ses conseils, maître des requêtes ordinaires de son Hôtel » et neveu du contrôleur général, se rendit à Villefranche où il trouva réunis les premiers membres de l'Assemblée à l'exception toutefois de l'évêque de Montauban. Il les invita « à se rendre le lendemain 20 dans la grande salle chapelle du collège de Villefranche (aujourd'hui église de la paroisse Saint-Joseph).

Ce jour-là, A.-J. Terray se transporta au lieu de l'Assemblée, et fait lire à ses membres, par Gilbert Baudinot, avocat au Parlement, l'arrêt du Conseil du 11 juillet 1779 ; il annonce ensuite que le Roi a choisi comme président l'évêque de Rodez, et, il la prie de vouloir bien désigner les autres députés qui « doivent être pris, » précise-t-il, dans les différents cantons de la Province, tous ayant un égal intérêt à l'administration ». Cette opération terminée, avant de lever la séance, la date de la première session est fixée au 14 septembre 1779, par autorisation spéciale du Roi, qui avait décidé que le choix de cette date serait fait librement par l'Assemblée.

Le 29 août, un arrêt du Conseil établit un règlement intérieur pro-

visionnel, qui devait être appliqué tant que l'Assemblée n'en aurait pas établi un elle-même.

La Province attendait avec une fiévreuse impatience le mois de septembre, aussi presque tous les députés répondirent-ils avec le plus vif empressement aux lettres de convocation expédiées par ordre du Roi, et le 14, dans la chapelle du collège de Villefranche, ils étaient tous là, depuis le riche gentilhomme descendant d'aïeux illustres jusqu'au plus modeste bourgeois, tous heureux et fiers de collaborer à une mesure qui, pensaient-ils, devait être l'amorce d'un vaste projet de réforme générale de l'Etat, et le début d'un nouvel essor des vieilles libertés des Provinces.

La première réunion eut lieu à onze heures du matin.

Le président excusa rapidement les absents, l'on décida sur sa proposition de déléguer l'abbé de Rouvenac et Imbert auprès de l'Intendant « pour le prévenir que l'Assemblée était formée ». Quelques instants après, le Commissaire du Roi fit avertir l'Assemblée de son arrivée, elle lui députa aussitôt Mgr l'évêque de Vabres, le comte de Panat, le président Cadrès et Puyjallon pour aller le recevoir. « Et étant entré, dans la salle de l'Assemblée, monsieur le « Commissaire, après l'avoir saluée, s'est assis sur un fauteuil placé « au milieu de l'Assemblée, et il a prononcé un discours pour manifester les intentions du Roi. » Malheureusement, les procès-verbaux imprimés n'ont pas reproduit ses paroles ni le texte de la réponse que lui fit le président de l'Assemblée. Nous savons simplement qu'il lui témoigna « les sentiments de reconnaissance dont « sont pénétrés tous les membres de l'Assemblée, et le zèle et l'empressement qui les animaient pour se conformer aux vues bien-faisantes de Sa Majesté ».

Lecture fut ensuite donnée de l'arrêt du Conseil du 11 juillet, ainsi que du règlement provisionnel. Après quoi, le Commissaire du Roi fut reconduit à la porte avec les mêmes honneurs et par les mêmes députés que lors de son entrée, et la prochaine séance fut fixée le jour même à 4 heures de l'après-midi.

La deuxième séance du 14 septembre fut consacrée à l'organisation de l'Assemblée. Après avoir décidé, sur la proposition du président, qu'une messe serait célébrée le surlendemain pour implorer les lumières du Saint-Esprit (il en sera ainsi, désormais, au début de chaque session), conformément au règlement provisionnel, elle nomma les membres des bureaux chargés d'étudier et de rapporter les questions qui lui étaient soumises, elle présenta au Roi quatre personnes pour lui permettre de choisir parmi elles les deux procureurs généraux syndics ; elle désigna les membres de la Commission inter-

médiaire et son secrétaire-greffier sous réserve de l'approbation du pouvoir royal.

Le Commissaire du Roi, le lendemain 15, donna connaissance à l'Assemblée des opérations qui lui étaient confiées, principalement la répartition des impôts, l'administration des grandes routes, la régie des fonds de charité. Il énuméra les impôts de la Province, et précisa la manière dont ils étaient répartis et perçus ; il s'étendit longuement sur les méthodes employées dans le présent et dans le passé pour la confection des grandes routes ; et, il indiqua les principes d'après lesquels les fonds de charité devaient être distribués. Les renseignements que nous trouvons dans ce discours, clair et précis, publié *in extenso* à la fin du procès-verbal des séances de la session de 1779, sont pour nous extrêmement précieux : grâce à eux, nous pourrions, dans les chapitres suivants de cette étude examiner en détail le système fiscal et administratif de la Haute-Guyenne dans les dernières années du XVIII^e siècle.

Après le départ du Commissaire du Roi, il fut arrêté qu'à l'avenir l'Assemblée, en principe, prendrait séance chaque jour à 10 heures du matin, et que l'après-midi serait consacré au travail dans les bureaux.

La messe du Saint-Esprit fut célébrée en grande pompe, le lendemain, dans l'église collégiale (l'église Notre-Dame). L'abbé de Villaret fit un discours, que l'Assemblée décida le lendemain de faire imprimer.

La popularité de l'Assemblée était immense. Les habitants de Villefranche étaient particulièrement fiers de la posséder dans leurs murs, une vie nouvelle animait la ville, ses rues si calmes à l'ordinaire ; elle reprenait son titre de capitale de la Province ; aussi le chapitre de Villefranche, pour remercier le Roi décida-t-il de fonder à perpétuité une messe solennelle pour le Roi et sa famille qui serait célébrée le jour de la clôture de l'Assemblée ; et les officiers du Présidial tinrent-ils à faire le 17 une visite officielle à l'Assemblée. Leur chef, M. de Pomairol, prononça un discours auquel répondit Mgr Champion de Cicé. Le lendemain, une députation de l'Assemblée rendit visite à M. de Pomairol pour remercier le Présidial de sa visite.

Pescheloché nous fournit dans les *Annales de Villefranche* des détails très précis et fort amusants : « Le 11 juillet de cette année, le
« Roi voulut donner aux habitants de cette ville une grande marque
« de son estime et de sa haute bienveillance. Villefranche fut désigné
« par sa majesté pour l'établissement de l'Administration provinciale
« de la généralité. La première tenue de cette Assemblée fut célébrée
« avec la plus grande pompe. La communauté fit les frais de la récep-

« tion de M. l'Intendant et de Mgr l'Evêque et fit célébrer une messe « solennelle du Saint-Esprit avec grande musique ; les membres de « l'Assemblée, au nombre de soixante, furent logés chez les princi- « paux habitants. Pour se montrer reconnaissants de cette faveur « accordée à la ville, MM. le Maire et Consuls adoptèrent des mesures « générales de police pour assurer sa propreté et sa salubrité, et, entre « autres il fut ordonné que les cochons seraient renfermés pendant « toute la durée de l'Assemblée ; il fut même question de supprimer « l'élevage de ces animaux dans la ville et dans les faubourgs ».

Dans presque toute la Province le prestige de la nouvelle Administration était immense, c'est ainsi que le prieur de Saint-Christophe fit célébrer une messe « pour l'Assemblée, le Roi, et la famille royale », et que, le 2 octobre 1779, le chapitre de Conques décida de fonder à perpétuité une messe en actions de grâces de l'établissement de l'Administration provinciale.

Du 17 septembre au 16 octobre, l'Assemblée accomplit, tant dans ses bureaux qu'en réunion plénière, une œuvre considérable ; dans la plupart des rapports qui lui furent présentés les questions sont exposées dans un style clair et précis, les solutions envisagées tout à la fois rationnelles et pratiques, montrent une culture très élevée et un immense bon sens chez la plupart de ses membres, aucune mesure brutale ne fut préconisée, les réformes proposées furent sagement graduées.

Le 17, Marquetryret, au nom du Bureau du règlement, pour éviter de donner la préférence au nom du Rouergue et de Quercy, fit adopter la dénomination d'Administration de Haute-Guyenne.

Le 21, l'Abbé de Saint Géry, rapporteur du Bureau des affaires extraordinaires, exposa les difficultés que Bordeaux créait à l'exportation des vins de Cahors, principalement en exigeant que la futaille du Quercy soit plus petite que celle du Bordelais, mesuré souvent injuste, les droits d'exportation et d'entrepôt étant perçus par tonneau quelles que fussent leurs dimensions.

Au cours de plusieurs séances l'abbé de Villaret au nom du Bureau du règlement exposa le projet de règlement que nous avons déjà longuement examiné, et le fit adopter.

L'évêque de Cahors, M. le Comte de Panat, M. Deslandes de Combettes, de Lacarrière présentèrent le rapport du Bureau des impositions sur l'origine et la nature de la taille et des vingtièmes, la lourdeur des frais de contrainte, la répartition du moins imposé. De nombreuses discussions eurent lieu à ce propos. Il fut décidé, pour vérifier la surcharge des communautés trop imposées, qu'il serait entrepris une réfection de leur cadastre ; pour avoir une base de compa-

raison avec la charge des autres communautés une mesure commune serait établie en répartissant dans un certain nombre de divisions, la totalité des différents sols de la Province. C'était l'amorce de l'essai de réforme du cadastre qui occupa si longuement l'activité de l'Administration au cours des années suivantes et qui lui fait le plus grand honneur.

En outre, l'Assemblée demanda au Roi, l'abonnement des vingtièmes et une réduction de leur montant pour lui permettre de les répartir comme bon lui semblerait entre les contribuables. De nombreuses mesures de détail furent préconisées pour réduire les frais de contrainte et remédier aux abus auxquels elle donnait lieu.

Le rapport sur les routes établi par le Bureau des Grands chemins fut lu le 25 septembre par l'évêque de Vabres, il insista sur le manque de routes de la Province, sur la nécessité qu'il y avait d'entretenir celles qui existaient, de continuer l'achèvement de celles en construction et d'en créer de nouvelles ; au système de la corvée, il déclara préférer l'imposition en argent, et il fit adopter la division des routes en quatre classes selon leur importance. Pour entreprendre un vaste programme de réfection et de construction l'Assemblée consentit à voter un impôt du onzième de la taille ; mais pour posséder une garantie certaine de la périodicité de sa convocation, elle ne vota cet impôt que pour les adjudications faites en 1780 et 1781. La noblesse et le clergé s'imposèrent spontanément, mais à la condition que la « forme d'Administration provinciale sera continuée et maintenue ». Cette précaution était prise pour que l'Assemblée ne subisse par le sort des Etats Généraux, qui n'étaient convoqués que pour voter de nouveaux impôts.

Au début de la séance du 2 octobre, lecture fut donnée d'une lettre de Necker à Mgr Champion de Cicé, il indiquait qu'il avait rendu compte au Roi des travaux de l'Assemblée : « Sa Majesté a été très satisfaite de ses opérations, ainsi que de la décence et du zèle qu'on y a fait paraître... que la division des bureaux lui avait paru très bien faite et que Sa Majesté en attend les plus grands avantages pour le bonheur de son peuple et pour l'amélioration d'une province qu'elle juge digne de toute sa protection ». Il annonçait « qu'il entre en correspondance avec monsieur l'Intendant sur l'article des grandes routes et sur les travaux de charité et qu'il lui demande de donner à l'administration tous les éclaircissements dont elle aura besoin et qu'elle pourra désirer, et de lui envoyer l'Ingénieur en Chef qui prendra les ordres de l'administration, et ne négligera rien pour les remplir, il ne négligera rien

« pour mettre l'administration à portée de donner au Roi des preuves
 « de son zèle, et de son amour, pour le bien de son service ».
 « Roi des preuves de son zèle, et de son amour, pour le bien de son
 « service ».

Le nouvel encouragement du pouvoir royal augmenta encore le zèle des membres de l'Assemblée. Au cours des trois séances qui suivirent, une immense activité fut déployée.

Le président Cadrès donna lecture, le 2, au nom du Bureau des Affaires extraordinaires et du Bien public, d'un rapport sur la manufacture de drap et de ratines qu'on venait d'établir à Cahors pour lui redonner un peu de son activité, d'autrefois. Au nom du même bureau, Pechmeja fit adopter certaines mesures pour l'amélioration de la navigation des rivières de la Province.

Le 4, l'Assemblée, après la lecture d'un rapport remarquable de l'abbé de Courtois, sur la capitation, décida qu'il plut à Sa Majesté d'accorder à la Province l'abonnement de cet impôt pour lui permettre d'en faire une répartition exacte entre les contribuables. En attendant, les rôles établis dans chaque communauté, en vue de sa perception sur le tiers état, seraient groupés par catégories afin d'en mieux permettre le contrôle ; cette opération effectuée les rôles seraient présentés et expliqués aux communautés et modifiés « ainsi qu'ils le trouveront justes » par une délégation des contribuables nommée par les communautés.

La création de la nouvelle administration avait fait naître dans la Province les plus grandes espérances, l'on s'imaginait naïvement que son institution entraînerait la disparition immédiate de tous les abus, la suppression de la plupart des impôts et une réduction considérable de ceux qui subsisteraient. Il est certain que la diminution de sa popularité, surtout à la veille immédiate de la Révolution, est due en grande partie aux nombreux mécomptes inévitables que de pareilles illusions devaient entraîner. Dès la session de 1779, ces espoirs exagérés furent déçus. Le 4 octobre l'Assemblée fut informée que les particuliers d'une communauté située dans l'élection de Cahors, avaient maltraité les porteurs de contrainte envoyés pour accélérer le recouvrement des deniers royaux et que « le bruit s'était répandu en même temps que cette voie de fait, « avait peut-être été occasionnée par des fausses interprétations que « le peuple aurait donné à l'objet de l'établissement de l'Adminis-
 « tration provinciale ». En conséquence, elle arrêta que « MM. les
 « Députés de Cahors seraient priés de faire des recherches pour véri-
 « fier si le fait est tel qu'on l'a publié, et que, dans le cas où il se

« trouvât vrai, ils voudraient bien témoigner à la communauté où il « se serait passé, combien l'Assemblée était affligée d'apprendre que « des habitants de cette communauté avaient osé se porter à de pareils « excès ».

Le 5 octobre, l'abbé de Saint Géri lut et, fit adopter un rapport du Bureau des affaires extraordinaires et du bien public, sur le don gratuit des villes ; il réclamait une réduction de cet impôt et un nouveau plan de perception, certaines communautés ayant réglé « la perception d'une manière peu conforme aux vues du gouvernement ».

Le même jour, l'Assemblée nomma, sous le bon plaisir du Roi, les députés honoraires du Bureau intermédiaire, et des correspondants pour les parties de la Province qui n'en avaient point.

Sur la proposition de son président, elle décida « avec acclamation » d'envoyer une délégation pour porter aux pieds du trône « l'hommage de la vive reconnaissance, de la fidélité, du respect, et « de l'amour dont le peuple de cette province, et spécialement tous « les membres de cette Assemblée, sont pénétrés pour la personne « sacrée du Roi ». Elle comprenait avec Mgr Champion de Cicé, le comte de Dufort-Boissière, Marqueyret et Pons de Caylus ; il fut précisé que les frais ne seraient point à la charge de la Province. Une lettre de remerciements fut envoyée à Maurepas et à Necker et l'Assemblée chargea son président de faire frapper une médaille à la gloire du Roi « pour perpétuer la mémoire du bienfait signalé qu'il a accordé à la Province ».

Après avoir assisté à une messe solennelle suivi d'un *Te Deum*, les députés tinrent solennellement le 6 octobre la séance de clôture de la session, en présence du Commissaire du Roi qui prononça un discours auquel répondit le président.

Dès que le commissaire eut quitté la salle des séances, Mgr Champion de Cicé prononça quelques paroles « pour implorer la protection « de Sa Majesté, pour le bien d'une Province où elle a répandu la « joie et la confiance pour le bienfait de l'Administration nouvelle, « bienfait auquel l'Assemblée s'est efforcée de répondre par le zèle « et le concert qui ont régné dans toutes les délibérations » et la session fut close étant entendu que « les députés dispersés dans la « Province attendront les ordres ultérieurs de Sa Majesté, avec cette « juste confiance que doivent leur inspirer les droits qu'auront tous « jours les intérêts d'un peuple fidèle sur le cœur du meilleur Roi ». Nous sommes loin de l'esprit d'indépendance des anciens Etats.

Devant les résultats obtenus, le Roi s'empressa de confirmer l'existence, l'organisation et les pouvoirs de l'Administration provinciale par lettres patentes du 26 novembre 1779. Il semble que l'enregistre-

ment de cet arrêt n'ait provoqué aucune résistance sérieuse du Parlement de Toulouse, il fut en effet prononcé le 23 décembre 1779, à peine un mois après.

De graves difficultés ne tardèrent pas à venir assaillir la nouvelle Administration : la Commission intermédiaire et les procureurs syndics entrèrent en conflit avec l'Intendant et les officiers royaux dont les pouvoirs et les attributions respectives avaient été mal déterminés ; en outre, la Cour des Aides de Montauban ayant épousé la querelle des habitants de la ville où elle siégeait chercha à faire échouer les réformes proposées par l'Assemblée, principalement les mesures préliminaires de la réforme du cadastre que le roi avait approuvées par les lettres patentes du 10 juin 1780. Elle enregistra ces dernières le 19 août 1780 en faisant de telles restrictions qu'il devenait impossible de faire aboutir le projet.

De puissants protecteurs veillaient heureusement sur l'Administration Provinciale. Mgr Champion de Cicé qui passa une grande partie de la fin de 1779 et de 1780 à la Cour resta en contact permanent avec les procureurs généraux syndics ; il se faisait tenir au courant des moindres événements de la Province, et dès que surgissait la moindre difficulté il en rendait compte à Necker, son ami et son vieux condisciple de la Sorbonne, qui, heureux de faciliter le succès d'une de ses réformes, la résolvait presque toujours au mieux des intérêts de l'Administration provinciale.

Malgré ces graves difficultés, nous ne croyons pas comme semble l'indiquer Renouvin (*Les Assemblées Provinciales*, p. 58) que l'œuvre de l'Administration provinciale fut compromise et que la population de la Haute-Guyenne lui soit hostile, certes, certains espoirs chimériques furent rapidement déçus comme nous l'avons déjà expliqué, il est probable que certains membres de l'Assemblée ne purent dresser que très difficilement le tableau des ressources locales, mais n'est-il pas naturel que quelques villageois ignorants et devenus méfiants par plusieurs siècles d'abus fiscaux s'opposent à une enquête qu'ils croient devoir comme les autres aboutir à une augmentation de leurs charges ? Quant aux critiques formulées dans une réunion publique contre l'Administration provinciale à Rodez, est-il possible qu'une institution nouvelle de quelle nature qu'elle soit réunisse l'unanimité des suffrages ? Ajoutons que nulle part nous n'avons trouvé la confirmation de ces faits. Pouvons-nous être certains qu'ils n'ont pas été déformés ? Ces indications fournies par les papiers du président Lamoignon n'avaient-elles pas été données au Parlement par un correspondant ayant épousé les querelles des parlements

contre les Administrations provinciales et, par conséquent fort partial ?

SECTION II

Deuxième session (septembre-octobre 1780) Activité de la Commission Intermédiaire entre cette session et celle de 1782.

Le 8 juin 1780, le Roi envoya une lettre à Mgr Champion de Cicé pour lui ordonner de convoquer l'Assemblée le 4 septembre suivant, la session de 1779 n'étant considérée que comme une session préliminaire et, comme preuve de la faveur qu'« il tenait à marquer à la nouvelle administration », il le pria d'assurer « l'Assemblée de la « satisfaction qu'il avait eue de son travail pendant sa première « tenue et de la protection qu'il accorderait pour le bien de son « service et le soulagement de ses peuples dans la généralité de « Haute-Guyenne ».

Cette session s'ouvrit sous les plus heureux auspices. Elle eut lieu, cette fois, dans une salle du collège, spécialement aménagée à cet effet, et il en fut de même pour les sessions suivantes. Dans son discours d'ouverture, l'intendant annonça que le Roi avait fait droit à la plupart de desiderata de l'Assemblée. Les procureurs syndics exposèrent l'état de toutes les questions en cours. Du 9 septembre au 3 octobre les députés se livrèrent à un travail acharné. Les problèmes envisagés en 1779 furent soigneusement examinés, et de nouvelles questions furent mises à l'étude, répondant ainsi pleinement aux paroles suivantes que le Commissaire du Roi avait prononcées, à la première séance : « Vos premières opérations ont fait naître les « espérances, vos travaux actuels doivent les confirmer, et tendre à « l'exécution la plus large des plans formés par la dernière Assem- « blée, qui ont été approuvés par Sa Majesté ».

Le Roi avait autorisé la frappe de la médaille « monument précieux « pour la Province » et « marque de reconnaissance dont vos cœurs « sont pénétrés » disaient les syndics. L'Assemblée chargea son président d'en déterminer la forme, la matière et les attributs.

Le projet de règlement avait été approuvé par le Roi par provision, mesure sage qui permettait de le modifier plus aisément au fur et à mesure que l'on constaterait ses défauts.

De même, le pouvoir royal avait adopté le plan proposé pour la rectification des cadastres, et il avait adressé à la Cour des Aides

de Montauban des lettres patentes qui en contenaient les principales dispositions, et cette dernière devait les enregistrer, avec force majeure, sous certaines réserves, qui en paralysaient l'exécution. De nombreuses séances furent consacrées à l'étude de cette question.

Un projet de table progressive des divers degrés d'abonnement de tous les sols de la Haute-Guyenne, avec de nombreux exemples, avait été établi grâce au concours de Richeprey récemment arrivé dans la Province, et une instruction pour sa rédaction fut rédigée. En outre, l'Assemblée se préoccupait de trouver des experts compétents pour l'exécution de ce projet. Le 2 octobre M. de Richeprey, chargé de faire sur la communauté de Villefranche un essai de la nouvelle méthode, présenta son travail qui fut unanimement approuvé.

Les nouvelles bases établies par l'Assemblée pour la répartition de la capitation à la session de 1779 ayant été approuvées par le pouvoir royal, il fut rédigé pour sa mise en pratique deux instructions, l'une pour les campagnes, l'autre pour les villes, et dans chaque élection des députés furent nommés pour « éclairer et aider les communautés dans la confection des nouveaux rôles de capitation ».

Une étude plus approfondie fut jugée nécessaire par le Roi en ce qui concernait les moyens de diminuer les frais de recouvrement des impôts. L'intendant fut chargé de s'entendre à ce sujet avec l'Assemblée, mais l'accord ne put se faire, et il fut convenu que la Commission intermédiaire présenterait à la prochaine session un projet, après avoir pris en considération les observations de l'intendant et de toutes les personnes compétentes.

Quant aux vingtièmes, la réduction demandée ne put être accordée à cause de la guerre en cours, mais le Commissaire du Roi indiqua que sa Majesté se déterminait volontiers à accorder l'abonnement, et qu'il priait l'Assemblée de lui présenter des moyens aussi sûrs et moins dangereux pour répartir le vingtième noble ; en conséquence il fut décidé que tous les propriétaires de biens nobles seraient priés de faire une déclaration exacte de tous ces biens qu'ils possédaient dans la Province.

Le vaste programme de réfection et de construction des routes conçu en 1779 fut mis en exécution, et grâce aux efforts de l'Assemblée, de multiples chantiers ne tardèrent pas à couvrir la Province. En même temps, elle se préoccupa de répartir les fonds accordés par le Roi pour les ateliers de charité. La reconstruction du Pont Notre-Dame de Cahors fut décidée.

Sur la demande du pouvoir royal, des renseignements complé-

mentaires furent fournis sur les droits que Bordeaux percevait sur les vins de Haute-Guyenne.

Le 25 septembre, le Bureau du Don gratuit des villes fit connaître que le Directeur Général des Finances proposait à Sa Majesté de réduire le montant de l'abonnement du don gratuit des villes (octroi, et droits de boucherie), mais qu'« il exigeait que l'Assemblée lui « présentât des moyens convenables pour assurer son recouvrement ». L'Assemblée décida que les droits d'octroi perçus dans quelques villes de la Province seraient remplacés par des taxes nouvelles, plus rationnelles et moins onéreuses à percevoir (augmentation des droits de boucherie, taxes sur les auberges et cabarets des villes, et pour le reste, augmentation de la capitation des communautés autrefois soumises à l'octroi).

L'Assemblée, dont le zèle restaït infatigable, entreprit l'étude de problèmes nouveaux. Sur le rapport du Bureau des Affaires extraordinaires et du Bien public, il fut décidé de demander au Roi, pour favoriser l'agriculture, d'exempter des droits de contrôle les actés d'inféodation des terres soumises, au droit de champart.

L'Assemblée ordonna que soit dressée une carte de la Haute-Guyenne à point double c'est-à-dire d'une ligne (0 cm. 2256) pour 50 toises (1 m. 95) soit à l'échelle de 1/43.200.

L'exploitation des mines avait contribué pour une large part à assurer au Rouergue une grande prospérité au Moyen-Age, l'Assemblée se préoccupa vivement d'assurer l'exploitation de toutes les richesses minérales de la Haute-Guyenne principalement des mines de charbons de Cransac et, elle demanda au Roi de lui confier le soin d'en diriger l'exploitation.

L'opinion publique presque tout entière réclamait le partage des communaux, il fut convenu qu'il fallait accélérer cette opération, et l'on détermina la manière dont ce partage devait se faire.

A la suite des essais heureux, tentés par certains propriétaires, le 27 novembre 1780 il fut convenu qu'on ferait venir 24 béliers des Flandres que l'on répartirait entre les principaux propriétaires du pays.

Les abus résultant de la diversité des poids et mesures étaient si criards, que l'Assemblée vota certaines dispositions pour accoutumer progressivement les habitants au seul usage des poids et mesures de Paris.

Les dépenses occasionnées par l'entretien des pépinières publiques ne semblaient pas correspondre aux résultats obtenus, leur suppression fut demandée.

L'Assemblée, après avoir reconnu les défauts du système en

vigueur des haras décida de demander au Roi sa réforme complète.

Grâce au rapport des syndics, présenté dans les premiers jours de la session, il nous est possible de connaître la situation économique et l'état des récoltes de la Haute-Guyenne au cours de 1780, les renseignements fournis nous montrent que « la récolte de froment est « d'un quart au-dessous de la moyenne, celle du seigle dans les « mêmes proportions, celle de l'avoine de deux tiers au-dessous de la « moyenne, etc... » nous sommes à même de connaître l'état des approvisionnements « le restant des graines de l'année 1779, joint à « la récolte de cette année, fait présumer que l'approvisionnement « de la Province est suffisant ».

Les événements malheureux qui ont frappé certaines communautés nous sont rapportés, c'est ainsi que nous apprenons qu'une inondation extraordinaire a ravagé Vabres à la fin de 1779, et que cette contrée est « hors d'état de trouver dans son sein des ressources qui « puissent seules l'aider à réparer ses pertes et en prévenir de nouvelles ».

Désormais, au début de chaque session, ce tableau si utile de l'état de la Province sera fait par les syndics et apportera des éléments d'étude fort importants.

La session de 1780 se termina le 3 octobre, les résultats obtenus semblaient avoir définitivement assuré son existence, et sa popularité demeurait grande dans presque tous les cantons de la Province, le chapitre de Vabres ne venait-il pas, tout récemment, de fonder une messe annuelle « pour la personne sacrée du Roi, et pour implorer les lumières du Saint Esprit sur l'Assemblée » ?

Hélas, le ciel ne tarda pas à s'obscurcir. A la fin de janvier 1781, Mgr Champion de Cicé fut nommé archevêque de Bordeaux, et son départ priva l'Administration provinciale de son principal animateur et de son plus puissant protecteur. Il est vrai qu'il n'oublia pas son ancien titre de président de l'Assemblée de Haute-Guyenne, et qu'il la défendit toujours énergiquement contre ses détracteurs à la Cour, et qu'il suivit avec la plus grande attention ses délibérations et ses opérations. Fait plus grave, à la suite des critiques provoquées à la Cour par la publication du mémoire sur les administrations provinciales, présenté au Roi en 1778, Necker donna sa démission le 20 mai 1781.

Dès que la nouvelle fut connue en Haute-Guyenne la Commission intermédiaire tint à honneur de faire connaître à Necker combien elle regrettait son renvoi et lui écrivit le 1^{er} juin la lettre suivante que nous croyons devoir reproduire *in extenso* : « La nation avait « éprouvé de trop heureux effets de la sagesse de votre administration

« et elle se reposait avec trop de confiance sur vos talents et sur vos
 « vertus du soin de son bonheur pour n'avoir pas dû ressentir la plus
 « vive affliction en apprenant que vous aviez abandonné des fonctions
 « qu'aucun de vos prédécesseurs n'avait remplies avec plus de gloire
 « et de désintéressement. Les établissements patriotiques que vous
 « aviez déjà formés dans plusieurs provinces et que vous proposiez
 « de multiplier encore, pour mettre vos salutaires projets à l'abri
 « des révolutions que le temps et les passions des hommes emmènent
 « avec elles, seront à jamais des monuments précieux de votre zèle
 « pour la gloire du Roi et de votre amour pour le bien de l'Etat.
 « Attaché d'une manière plus spéciale à l'administration paternelle
 « que vous avez jugé convenable d'établir dans la Haute-Guyenne,
 « nous nous félicitons d'avoir été choisis pour travailler sous votre
 « direction au bonheur de nos concitoyens, et dès lors nous avons
 « regardé les grands intérêts qui nous étaient confiés comme essen-
 « tiellement liés à votre destinée. Une si puissante considération a
 « dû rendre plus personnel l'événement malheureux qui fait aujour-
 « d'hui le sujet de la douleur publique et elle nous impose l'obliga-
 « tion de vous offrir le tribut de respect, d'amour et de reconnais-
 « sance que vous avez déjà obtenu de tous les bons Français. Puisse
 « celui que nous avons l'honneur de vous présenter être de quelque
 « prix à vos yeux, il est digne de vous plaire puisqu'il est l'expres-
 « sion bien sincère de notre sensibilité, ainsi que de notre amour
 « pour le bien public. Nous sommes... »

Le successeur de Necker, Joly de Fleury, prit le contrepied des réformes entreprises par son prédécesseur et l'on put croire que l'Administration provinciale était condamnée à disparaître.

Dès le début de 1781 l'on avait répandu des critiques de plus en plus vives contre les réformes projetées, les récriminations de la ville de Montauban (elle réclame même la désunion du Quercy et du Rouergue), les manœuvres pour dresser le Quercy contre le Rouergue se multiplient.

Le 6 mars 1781, la Cour des Aides de Montauban rend un arrêt pour suspendre les travaux de la rectification du tarif. Le 20 du même mois, les officiers du Bureau des Finances de Montauban écrivent au Ministre pour se plaindre de la répartition faite par la Commission intermédiaire des impositions entre les diverses élections pour 1781.

La chute de Necker donne encore plus de force aux récriminations de tous les mécontents : l'on accuse l'Administration d'avoir favorisé d'une façon excessive dans la répartition des fonds de charité les élections du Rouergue, au détriment de celles du Quercy. Certains

membres de l'Assemblée furent pris directement à partie, c'est ainsi qu'à Saint Antonin le Marquis de Lastic fut accusé d'avoir fait allonger une grande route pour mieux desservir sa propriété. De Richeprey et ses collaborateurs des cadastres, tous partisans des réformes les plus hardies, ont manifesté peut-être un peu trop librement dans le *Journal de Voyages*, leurs sentiments sur certains abus du clergé régulier et de la noblesse, et ont créé pas mal de mécontents, qui, soit par intérêt, soit par timidité, s'effraient de leurs travaux ; on redoute ces étrangers qui semblent vouloir détruire les vieilles institutions et tout bouleverser.

Au milieu de ces tribulations, la prise de possession de l'évêché de Rodez, et par ce fait même de la présidence de l'Assemblée, par Mgr Seignelay de Colbert jeta en juin 1781 un rayon d'espérance. Aux archives départementales de l'Aveyron se trouve une lettre où Saint-André écrit au nouvel évêque, pour le féliciter de sa nomination : « nomination, précise-t-il, qui nous redonne un espoir d'existence, que la retraite de Necker nous avait ôté ».

Ce prélat prend énergiquement à la Cour la défense de l'Administration provinciale ; à sa demande, l'arrêt de la Cour des Aides du 6 mars 1781 est cassé par le Conseil du Roi, le 22 avril 1781. En réponse à cette décision, la Cour des Aides adresse au Roi, à ce sujet, d'itératives remontrances, le 3 juillet 1781, et elle les renouvelle le 2 mars 1782.

Les archives de Rodez possèdent une partie de la correspondance échangée entre Mgr Seignelay de Colbert et les procureurs généraux syndics ; en 1781 et 1782, dès que la moindre difficulté se présente, ces derniers écrivent à leur évêque, qui court à Paris et à Versailles pour la résoudre au mieux des intérêts de la Province ; l'intendant Meulan d'Ablois nommé en 1780 semble-t-il vouloir desservir l'Administration provinciale et lui créer des difficultés auprès des pouvoirs à Paris, immédiatement Mgr de Colbert s'efforce de neutraliser l'effet péjoratif de ses rapports : « Je remettrai aujourd'hui, leur écrit-il le 7 juillet 1782, un mémoire instructif à M. d'Ormesson, afin que ce magistrat nous connaisse et puisse traiter avec nous sur des principes un peu plus justes et plus humains que ceux qui nous ont été débités en dernier lieu ». Le moindre sujet retient son attention, c'est ainsi qu'il entretient une longue correspondance avec le Marquis de Polignac, au sujet des haras.

SECTION III

Troisième session (septembre-octobre 1782). Activité de la Commission Intermédiaire entre cette session et celle de 1784.

La session de 1782 s'ouvrit le 16 septembre, le lendemain Deslendes de Combettes procureur général syndic, au nom de la Commission intermédiaire, présenta le rapport habituel sur l'état des travaux et des démarches en cours. Il fit un vif éloge du Comte de Panat, procureur général syndic, qui venait de mourir à la tâche. Il rendit hommage à Necker « qui vit dans la retraite », « chef habile qui, « par la grandeur de ses vues et la profondeur de ses jugements, « exerçait sur nos esprits l'empire le plus étendu », il « nous guide encore, et son esprit nous reste », bel exemple de gratitude humaine à l'égard d'un ministre si décrié à l'époque.

A la suite de la naissance du prince héritier, la Commission intermédiaire avait fait chanter un *Te Deum* en actions de grâce, et, voulant faire partager au peuple sa joie, elle avait marié à ses frais six-jeunes filles pauvres de Villefranche et des environs.

Les résultats obtenus étaient considérables, mais la lecture du mémoire de Deslendes de Combettes témoigne que partout une vive opposition avait été faite aux réformes proposées par l'Assemblée, opposition dont le plus souvent Mgr de Colbert et la Commission intermédiaire avaient su triompher.

De longues explications furent fournies sur la manière dont les impôts et le moins imposé avaient été répartis : « Sur le compte « qui vous sera rendu, disait-il à ce sujet, vous jugerez combien « peu votre Commission intermédiaire a mérité les reproches de « partialité qui lui ont été faits dans des écrits imprimés et répan- « dus avec affectation dans la Province ». Un compte rendu précis des immenses recherches de Richeprey montra l'étendue des travaux accomplis. Il annonça que les instructions établies pour une meilleure répartition de la capitation avaient été approuvées par le pouvoir royal, mais il fit remarquer que pour arriver à des résultats certains elles avaient été légèrement modifiées (changements que l'Assemblée s'empressa de ratifier quelques jours plus tard). Le Roi avait aussi accordé l'abonnement des vingtièmes, et approuvé la méthode employée pour la répartition des vingtièmes nobles. Conformément aux délibérations de 1780, la Commission intermédiaire

avait préparé un projet pour diminuer le fardeau des contraintes. La modération de l'abonnement pour le don gratuit avait été consenti par le Roi, et les nouvelles taxes proposées pour ses paiements adoptées par lui. De grands travaux au sujet desquels il donnait de nombreuses précisions, avaient été entrepris pour la construction des routes de la Province, grâce aux impôts votés et aux fonds de charité. En ce qui concernait les haras, le Gouvernement semblait être disposé à admettre les vues de l'Assemblée qui, au cours de la session, prit une délibération pour le supplier de réaliser la réforme le plus rapidement possible.

Le tableau présentait quelques ombres cependant : un violent conflit non encore résolu avait éclaté entre l'intendant et la Commission intermédiaire au sujet du contrôle des charges locales. L'exemption du droit du centième denier n'avait été accordée que pour les actes ne contenant qu'une simple mutation de droit de champart en censives ou en rentes fixes. Le règlement sur le partage des biens communaux n'était pas encore accordé. Le Roi avait refusé à la Province l'exploitation des mines. Le succès ne semblait pas couronner les mesures prises pour l'unification des poids et mesures. Aucune solution n'était encore intervenue relativement à la demande concernant la jauge des vins. Quant à l'état des récoltes, il était plutôt mauvais, sauf en ce qui concernait les châtaigniers (grande ressource d'une partie de la Province).

Les critiques acerbes portées contre l'Assemblée avaient violemment ému les députés, et cette partie du rapport présenté le 26 septembre par le Bureau des Affaires extraordinaires et du Bien public nous montre quels étaient à ce sujet leurs sentiments et leurs protestations fermes et mesurées. « Vous n'ignorez pas que, depuis votre « dernière assemblée, il s'est élevé des réclamations contre presque « tous les plans que votre amour pour le bien public vous avait « inspirés. Votre peine a dû égaler votre surprise en apprenant que « des personnes trompées par leur zèle, ou séduites par des préven- « tions étrangères, n'avaient pas craint de représenter des projets « conçus pour le bonheur de vos concitoyens comme le fruit mal- « heureux de votre amour pour la nouveauté, et comme capables « de répandre le trouble et la fermentation parmi les peuples... « répandus dans des écrits...

« ...A tant d'inculpations si peu méritées, et dont plusieurs ont « été personnellement dirigées contre quelques-uns des citoyens hon- « nêtes qui composent votre Commission intermédiaire, celle-ci n'a « opposé que la modération, la patience et la vérité, elle a rétabli « les faits altérés ou tronqués dans ces écrits... Le bien public est

« l'objet unique de vos recherches... La liberté des opinions précède
 « toujours l'unanimité de vos décisions, et ce qui reste encore de
 « plus consolant, c'est que votre union est l'image fidèle de celle
 « qui règne entre les deux pays dont la Haute-Guyenne est composée.
 « S'il existe encore des réclamations particulières de la ville de Mon-
 « tauban, vous vous empresserez de les prendre en considération,
 « vous les jugerez, sans prévention et sans partialité, vous y ferez
 « droit si elles sont fondées, et si vous devez vous y refuser, vous
 « opposerez à des demandes inadmissibles des raisons solides et
 « satisfaisantes...

« C'est d'après ces considérations que nous vous proposons, Mes-
 « sieurs, d'écrire au Ministre du Roi l'harmonie parfaite qui règne
 « dans cette Assemblée et toute la Province ».

Proposition qui fut votée, nous dit le procès-verbal, « avec accla-
 mations ».

La session dura du 16 septembre au 15 octobre.

Le 19 septembre, l'Intendant de la Province, Meulan d'Ablois, commissaire du Roi, qui avait été reçu dans l'Assemblée avec le cérémonial habituel, déclara que le Roi avait été satisfait des efforts faits par l'Administration provinciale, et qu'il désirait surtout qu'elle s'attache plus particulièrement au projet de rectification du cadastre ; il annonça que la demande de la ville de Montauban, en désunion du Quercy au Rouergue, avait été rejetée, et qu'un nouveau règlement allait paraître incessamment pour régler les rapports entre la Commission intermédiaire et le Commissaire du Roi.

Durant dix-neuf séances plénières, et neuf jours de séances de commission, la plupart des questions intéressant la Province furent examinées avec le plus grand soin.

Conformément au vœu exprimé par le Roi, de nombreuses heures de travail furent consacrées à la question du cadastre. Le plan adopté en 1780 avait fait l'objet de nombreuses objections, malgré son approbation par l'Académie des Sciences sur le rapport de Condorcet ; aussi fut-il étudié encore avec le plus grand soin, il apparut excellent ; l'on décida de continuer les travaux entrepris pour sa réalisation.

M. de Richeprey ayant été introduit à la séance du 11 octobre
 « Monsieur le Président, déclare le procès-verbal, lui a témoigné
 « sa satisfaction du zèle avec lequel il s'occupe des opérations qui
 « lui avaient été confiées, de son attention à exciter, parmi toutes
 « les personnes chargées de le seconder dans ses travaux, une ému-
 « lation qui a produit les plus utiles effets, et qui n'a jamais nui
 « à l'harmonie et à la concorde qui doivent régner entre des hom-

« mes qui consacrent leurs soins et leurs talents à un objet aussi intéressant que le bonheur des peuples ».

A la demande de Richeprey, à la même séance, l'Assemblée approuva l'établissement formé à Cahors, d'une école d'ingénieurs-géomètres et la nomination de huit ingénieurs-géomètres pour faire les cadastres des communautés désignées.

A la suite de l'octroi de l'abonnement des vingtièmes par le Roi, il fut décidé que serait appliquée la méthode arrêtée en 1780 pour la répartition des vingtièmes nobles, et qu'un modèle de déclaration de revenus serait envoyé à tous les possesseurs de biens nobles, « la « réforme devant être réalisée, déclarait l'arrêt du mois d'août 1781, « lors de la confection du rôle de l'année 1784 ».

Le Bureau des Grands Chemins fit voter la portion du programme des travaux publics à entreprendre pour les années 1783 et 1784.

L'enquête faite par de Richeprey avait fait ressortir l'état médiocre de l'agriculture, aussi, pour l'améliorer, le Bureau du Bien public fit-il approuver la création d'associations d'agriculture dans divers cantons de la Province, qui se réuniraient : « pour conférer ensemble sur l'état actuel de la culture, sur les causes qui la font languir et sur les moyens de la mettre en vigueur ».

La rareté des médecins et l'ignorance des sages-femmes étaient la cause de multiples accidents. L'Assemblée créa dans les six chefs-lieux d'élection des cours d'accouchement.

L'arrondissement de certaines communautés paraissant trop étendu, il fut décidé qu'à l'avenir la Commission intermédiaire faciliterait les démarches que pourraient faire certaines paroisses pour obtenir de former à l'avenir des communautés indépendantes.

Le 10 octobre le Commissaire du Roi remit à l'Assemblée le nouveau règlement établissant les rapports entre la Commission intermédiaire et les commissaires départis. Le Bureau du Règlement ne tarda pas à se rendre compte qu'il réduisait considérablement le pouvoir de la Commission intermédiaire, habilement, il fit déclarer le 14 octobre par l'Assemblée que le terme trop rapproché de la fin de la session empêchait d'en approfondir les termes, mais qu'à la session prochaine, elle chargeait la Commission intermédiaire de lui présenter toutes les observations utiles à ce sujet.

Les nouvelles dispositions portaient une première atteinte au système de Necker, et elles pouvaient faire craindre que dans un avenir prochain l'on retirât petit à petit à l'Administration provinciale, la presque totalité de ses attributions. Le succès de ses ennemis était dû en grande partie à l'Intendant Meulan d'Ablois, qui la critiquait violemment, auprès des pouvoirs publics ; n'essaya-t-il pas

aussi d'empêcher l'impression des procès-verbaux, qui tenaient la Province au courant des travaux si utiles de l'Assemblée, en prétendant que la publication de l'état des récoltes pouvait répandre l'inquiétude au sujet de la disette.

Avant de se séparer, le 14 octobre, elle examina longuement les plaintes de la ville de Montauban et, dans un esprit de conciliation, elle décida de demander au Roi que, dès 1786, on se conformât aux principes de balance établis entre les six élections pour la composition de la Commission intermédiaire.

L'ère de difficultés que venait de traverser l'Administration provinciale, n'était hélas pas prêt de se terminer. Le 30 mars 1783, Joly de Fleury fut remplacé par Le Fèvre d'Ormesson qui, congédié le 10 novembre 1783, eut pour successeur dans ses fonctions de contrôleur général Calonne. Ce dernier, dès son arrivée au pouvoir, promit de maintenir les libertés des pays d'Etat. Grand ami des économistes, il nomma Dupont de Nemours, ami de Turgot, conseiller d'Etat et directeur du Commerce. Il porta toujours aux administrations provinciales le plus vif intérêt, plus tard il voulut généraliser leur institution dans toute la France, par l'édit de 1787 sur les assemblées provinciales et cependant, même au cours de 1784, l'Administration provinciale eut à faire face à des difficultés que seule l'énergie de Mgr Seignelay de Colbert parvint à vaincre.

Une lettre de Joly de Fleury, du 27 novembre 1782 à l'intendant nous apprend que la Commission intermédiaire comprenant que l'existence de l'Administration provinciale était en jeu n'avait osé formuler que des critiques de détail sur le nouveau règlement. Mais les termes mêmes de ce règlement restaient trop imprécis pour ne pas amener des conflits d'attribution d'une extrême violence entre l'intendant et la Commission intermédiaire, ils éclatèrent sur de multiples sujets.

Il semble en outre que le pouvoir royal ait essayé au cours des années 1783 et 1784 de réduire à presque rien les pouvoirs et l'influence de l'Administration provinciale, aussi l'intendant l'attaqua-t-il avec la dernière énergie. Nous avons déjà vu avec quelle ardeur Mgr Seignelay de Colbert dut lutter pour l'impression des procès-verbaux de la session de 1782, allant même jusqu'à refuser d'obéir aux ordres de d'Ormesson. Le ton de la correspondance entre ce dernier et Mgr Seignelay de Colbert nous montre l'hostilité certaine de d'Ormesson à l'égard de l'Administration provinciale. Dès la fin de 1782 la Commission intermédiaire cherche à se défendre contre les attaques de l'intendant : « Si l'on donne à Monsieur l'intendant, écrit-elle dans « un mémoire (Archives départementales Aveyron C 1689), le droit

« de diriger nos opérations ou même d'y influencer, on nous prive de
« notre liberté et nous ne consentirons plus à une existence qui
« serait avilie ». Elle se plaint également du « ton impératif » de
Meulan d'Ablois.

Le départ de cet intendant et son remplacement par Daniel de Trimond aurait dû amener quelques répit dans la lutte, il n'en fut rien bien au contraire. Au dossier 1600 de la série H des Archives Nationales figure un paquet de lettres de cet intendant à quelque fonctionnaire supérieur de l'Administration des finances qui éclairent parfaitement les sentiments que nourrissait de Trimond à l'égard de la Commission intermédiaire du moins au début de son séjour dans la Province.

Une lettre du 22 février 1783 écrite par la Commission intermédiaire à Mgr Seignelay de Colbert au sujet de l'impression des procès-verbaux, nous montre bien les difficultés auxquelles se heurtait l'Administration provinciale : « La détermination du ministre au sujet de l'impression du procès-verbal va bien affliger la Commission intermédiaire. Il est en effet bien triste que les opérations de la Commission ainsi que celles de l'Assemblée aient été si fortement et si injustement critiquées et que la Commission ait même été inculpée dans sa conduite par des écrits répandus dans le public et qu'on la prive de la liberté de se justifier aux yeux des peuples d'une province auxquels elle doit compte de sa conduite et sur lesquels le défaut de publicité du procès-verbal peut faire la plus mauvaise impression... D'ailleurs quand on sait que dans le fond de son cœur le ministre n'aime pas l'Administration, il n'est pas possible d'attribuer une telle détermination à une bonté de sa part ; c'est par les faits et non par leurs paroles qu'on doit les juger et jamais ces messieurs ne nous accablent plus de politesse que dans le moment où ils pensent nous trahir. »

Les difficultés devinrent si aiguës au début de 1784 entre l'intendant d'une part, et l'Administration provinciale et l'évêque d'autre part, que Calonne décida, pour mettre fin aux conflits d'attribution qui naissaient à tout instant dans la Province, de rédiger des instructions particulières pour éclaircir et développer les dispositions du règlement de 1782.

Dès son arrivée dans la province De Trimond décida de porter le coup fatal à l'Administration provinciale, il écrivit au début de 1784 au ministre pour lui demander de retarder la session de 1784 d'un an : « je ne demandais que le temps de m'instruire et de vous éclairer » affirmait-il à Calonne.

Prévenu de cette manœuvre Mgr Seignelay de Colbert demanda

la convocation de l'Assemblée pour le mois de novembre 1784. Calonne lui répondit le 22 juin que le Roi désirait que la session fût remise au mois de novembre 1785 sous le prétexte que les circonstances ne lui avaient pas permis « de rendre compte au Roi des différents objets traités dans le procès-verbal de la dernière assemblée » et que le temps lui faisait défaut pour prendre une connaissance personnelle des opérations exécutées par l'Administration provinciale.

Sur de nouvelles représentations de l'évêque de Rodez, Calonne écrivit le 3 septembre à l'intendant pour lui demander s'il ne serait pas possible de convoquer l'Assemblée avant la date primitivement fixée de novembre 1785. Ce dernier lui répondit que cette convocation ne pourrait être faite au plus tôt que le 4 avril 1785 date que Mgr Seignelay de Colbert refusa d'accepter « ce second délai, écrit-il à l'intendant me paraît accompagné des mêmes inconvénients que le premier ». De Trimond ne cessa à la même période d'écrire au ministre pour récriminer sur de multiples sujets. En juin il rédigea un mémoire pour se plaindre que la Commission intermédiaire autorisait les communautés à plaider et qu'elles ne suivaient pas la déclaration du 2 octobre 1703 qui les obligeait à faire homologuer leurs délibérations par l'intendant.

Sa lettre du 5 septembre 1784 nous indique combien il avait largement collaboré à la décision du pouvoir royal de réduire le nombre des correspondants de l'Administration à 24 et au maintien de l'interdiction de publier les procès-verbaux. Il annonce que la Commission intermédiaire veut éluder les ordres relatifs à la diminution des correspondants : « J'ai été étourdi, ajoute-t-il, de la légèreté avec laquelle il (le ministre) veut permettre la distribution de 150 exemplaires (des procès-verbaux) à 76 personnes... Comment le ministre ne voit-il pas qu'une pareille demande de la part de la Commission n'est dans la circonstance qu'une tentative pour donner, de la part du ministre, un éclat au procès-verbal de 1782 dans lequel on a épuisé l'art de la séduction en faveur du projet du nouveau cadastre afin de préparer sur cet objet la crédulité des peuples en faveur de la suite de cette opération préparée depuis si longtemps pour l'Assemblée prochaine ». Il semble même qu'il était excédé ; n'ajoute-t-il pas : « que n'envoyait-on ici M. de Mazirot pour le rapprocher de sa belle-sœur, vous n'avez pas idée du travail pénible et dégoûtant dont je suis accablé ; ici tout est difficile et dégoûtant par rapport à cette Commission. On peut m'assimiler à quelqu'un qui aurait un procès interminable en règlement de juge. »

Seul le ministre, écrit-il dans sa lettre du 16 septembre 1784, peut trancher les difficultés surgies entre lui et l'évêque de Rodez.

C'est le parti auquel le président de l'Assemblée se rallia ; il partit le 24 pour Paris avec un des procureurs généraux syndics, Deslendes de Combettes. Quarante-huit heures plus tard l'intendant écrivait à son correspondant habituel une lettre pour le documenter sur le but du voyage : « L'évêque de Rodez n'est parti que le 24 avec son Saint-Esprit Deslendes, le but avoué du voyage qui ne doit durer qu'un mois est d'engager le ministre à rendre les décisions que je sollicite pour préciser le règlement. Mais je présume qu'il vienne surtout pour faire fixer l'Assemblée au mois de novembre prochain, je ne doute point qu'il ne fasse de doléances sur le travail que j'ai ordonné pour les ateliers de charité « jamais aventure ne les a autant consternés que « celle-ci, je présume qu'ils feront quelques réclamations sur la « réduction des correspondants. » J'espère que M. de Vergennes les accueillera froidement en leur faisant sentir ce que leur voyage a d'inutile et d'affecté. « Ils demanderont également un emprunt de « trois millions pour les travaux publics pour assurer leur perpétuité « puisque leur projet de cadastre n'a pas pris. »

Aux Archives Nationales figure la lettre que Mgr Seignelay de Colbert adressa à Calonne « pour avoir l'honneur, lui écrit-il, de vous « voir et conférer avec vous-même sur les affaires de la Haute-« Guyenne » régler définitivement les rapports de l'Administration provinciale et de l'intendant « et assurer pour toujours la paix et la prospérité d'une province digne de vos regards. » Cette missive est datée du 30 septembre « Hôtel de Suède, rue de l'Université. »

Plusieurs conférences eurent lieu entre les voyageurs et Calonne en octobre 1784. Les délégués de l'Administration provinciale obtinrent satisfaction sur quelques points fort importants : l'Assemblée fut convoquée pour le mois de novembre 1784, Calonne tint à affirmer toutefois dans une lettre qu'il adressa quelques jours plus tard à Mgr Seignelay de Colbert que cette date était choisie pour ne pas contrarier ses « arrangements personnels » exclusivement ; la levée de l'interdiction de publier les procès-verbaux de 1782 fut levée ; et à la session de 1784 le pouvoir royal soumit à l'Assemblée les instructions explicatives du règlement de 1782 dont les dispositions moins rigoureuses que celles de 1782 présentaient surtout l'avantage de régler d'une manière définitive les rapports entre l'intendant et l'Administration provinciale.

A partir de cette époque les rapports entre la nouvelle institution le pouvoir royal et l'intendant, s'améliorèrent graduellement, il semble que désormais après ces années d'aussi dure épreuve l'Administration

provinciale a enfin conquis droit de vie. Faut-il y voir l'influence des éloges décernés à cette Administration par Necker dans un chapitre de son *Administration des Finances*, livre très répandu alors dans le public ? Renouvin l'affirme.

Outre les difficultés d'Administration dont nous venons de parler la Commission intermédiaire eut à faire face à des problèmes très graves posés par la situation économique de la province : les récoltes de 1782 et de 1783 furent franchement mauvaises et de terribles inondations ravagèrent le pays en mars 1783, principalement le Quercy et les environs de Cahors. Mgr Nicolaï, évêque de Cahors, vint au secours des sinistrés, et leur distribua de très grands largesses.

Grâce au rapport des syndics, présenté à l'Assemblée de 1784, il nous est possible de nous rendre compte de l'étendue du désastre. Le Lot, l'Aveyron, la Dordogne, le Viaur, le Scélé et toutes les rivières et ruisseaux affluents avaient débordé, et occasionné « des domages et des pertes de fonds, dont depuis un grand nombre d'années il n'y avait pas eu d'exemple. »

Richeprey fut chargé d'établir le bilan du désastre, 16 personnes avaient péri, 131 familles avaient été réduites à l'aumône, 19 ponts étaient détériorés ou détruits, la plupart des chemins construits sur le bord des rivières avaient été totalement emportés, une très grande quantité de bestiaux avait disparu, et de nombreux bâtiments avaient été détruits.

Ajoutons qu'en outre l'hostilité de la ville de Montauban et de la Cour des Aides ne désarma pas, entre cette session et celle de 1786, ils empêchèrent par tous les moyens le recouvrement des droits créés pour remplacer les droits réservés.

SECTION IV

Quatrième session (novembre-décembre 1784). Activité de la Commission Intermédiaire entre cette session et celle de 1786.

La session de 1784 s'ouvrit le 15 novembre par un discours du Commissaire du Roi.

Il annonça que pour éviter tous conflits le Roi avait fait rédiger des instructions particulières pour chacune des opérations qui exigent le concours de l'intendant et de la Commission intermédiaire. Désireux d'activer les travaux de l'Assemblée, pour permettre au pouvoir royal de mieux les connaître (ce qui indique que désor-

mais Calonne s'intéresse à l'Administration provinciale et veut la juger sans parti-pris), il lui demanda de vouloir bien établir quel était l'état actuel de toutes les réformes entreprises : rectification du cadastre, vingtième, routes, etc..

Il lui fit connaître que le Roi désirait qu'elle s'occupa avec le plus grand soin « des haras ; de la multiplication des bêtes à laine, et de l'exploitation des richesses souterraines de la Province. »

Le rapport des Syndics présenté le 17 novembre refléta l'optimisme que le voyage de Mgr Seignelay de Colbert semble avoir apporté à l'Assemblée et à la Province, « le temps de prendre congé dans vos travaux est enfin arrivé, et les détails dont nous allons avoir l'honneur de vous entretenir procureront à chacun de vous le plaisir si touchant pour des hommes publics de pouvoir se convaincre qu'aucun des sacrifices qu'ils ont faits à l'utilité commune n'a été perdu pour elle. »

Au milieu de cet atmosphère de confiance, une très grande activité régna au sein de l'Assemblée durant tout le cours de la session du 15 novembre au 14 décembre.

Henri de Richeprey présenta un très long rapport sur la réforme des cadastres, il indiqua d'abord les principes et la méthode qui avaient été suivis dans la rédaction de la description des diverses qualités de sols de la province, il précisa ensuite quel devait être d'après les recherches le taux commun d'imposition, c'est-à-dire la proportion qui devait régner entre l'impôt et le produit des fonds, environ le 1/6 des produits pour les terres, déduction faite des frais de culture seulement et le 1/4 pour les maisons ; une juste répartition avait été faite d'après ces principes dans plusieurs communautés en faisant leur cadastre. Il précisa dans quelles conditions ces travaux avaient été réalisés et les sommes qui avaient été dépensées. Il traça le programme à réaliser au cours des prochaines années pour mener à bien l'œuvre entreprise, programme que l'Assemblée s'empressa d'adopter. Deux projets de règlement, l'un pour fixer les statuts et les conditions du travail des ingénieurs géomètres, l'autre pour indiquer de quelle manière l'abonnement des communautés (cadastres, livres de muances, etc...) qu'il avait préparés, furent approuvés.

La méthode employée pour une meilleure répartition de la capitation avait donné partout où elle avait été appliquée d'excellents résultats ; il fut décidé que la Commission intermédiaire veillerait à son application dans les autres communautés. Conformément au vœu exprimé à la session précédente la Commission intermédiaire avait recherché les communautés les plus surchargées pour per-

mettre de leur venir en aide. Il fut délibéré qu'une diminution sur la masse générale de cet impôt serait demandée au Roi.

La réforme des vingtièmes nobles devrait être terminée de manière à être appliquée, mais comme tous les propriétaires de biens nobles n'avaient pas rempli les demandes qui leur avaient été adressées il fut décidé que l'on demanderait au Roi de proroger le délai accordé de 1781 jusqu'en 1787.

Pour les droits réservés, l'Assemblée eut à connaître des plaintes de la Ville de Montauban sur l'excès de ses contributions aux impôts destinés à acquitter les droits réservés et des difficultés qu'elles créaient pour la perception de ces droits. La Commission intermédiaire fut chargée de prendre de plus amples renseignements à ce sujet.

Une étude plus approfondie fit abandonner le projet établi pour une perception plus douce des impôts : une meilleure observation des lois en vigueur devant aboutir aux mêmes résultats.

La modicité des ressources dont disposait la province n'avait permis d'entreprendre qu'un programme assez restreint des routes, exécuté d'ailleurs avec la plus grande régularité ; pour activer les travaux et permettre un développement plus rapide des communications, le roi fut supplié d'autoriser la Haute-Guyenne à contracter un emprunt de 3.000.000 de livres en 10 ans, soit 300.000 livres de ressources nouvelles annuellement.

Une fois de plus la question des mines fut étudiée par l'Assemblée et comme l'Ecole des Mines venait d'être récemment fondée, il fut décidé qu'un des ingénieurs géomètres de la province y serait envoyé aux frais de l'Administration.

L'agriculture formait la principale richesse de la province, aussi était-elle l'objet des soins les plus attentifs de l'Administration provinciale. Aux 24 béliers de Flandres dont l'achat avait été voté en 1780 et, qui n'avait pas été réalisé pour diverses raisons on ajouta 90 béliers de Roussillon. A la demande de l'Assemblée la réforme des haras avait été réalisée et il avait été établi à Rodez un dépôt de 12 étalons. Ce chiffre parut trop faible, et, elle décida de le doubler à ses frais et d'acheter en outre 30 juments qui seraient répandues dans le pays et d'attacher au dépôt d'étalons un vétérinaire.

L'attention des députés fut attirée par l'état lamentable dans lequel se trouvaient les prisons, elle supplia le Roi de lui accorder les secours nécessaires pour les mettre dans un état de sûreté et de salubrité convenable.

Le projet d'établissement des cours d'accouchement fut précisé et il fut décidé en outre qu'il serait choisi 24 médecins accoucheurs,

qui, moyennant une rétribution de 100 livres, s'engagèrent à donner leurs soins gratuitement aux femmes peu fortunées.

La veille de sa séparation « pour remercier, dit le procès-verbal, « Monsieur de Trimont de l'empressement qu'il a montré de concourir avec l'Assemblée à la bonne intelligence entre l'Administration Provinciale et le commissaire départi et, désirant lui donner une « preuve marquée de son estime et de son attachement » l'Assemblée délibère unanimement de lui exprimer ses sentiments « en le priant « d'agréer que l'enfant dont Madame de Trimont doit accoucher « soit tenu sur les fonts de baptême par la province et devienne « ainsi l'enfant adoptif de la Haute-Guyenne » : signe certain de l'amélioration des rapports entre cet intendant et l'Administration.

En réponse à l'intendant venu le lendemain pour clore la session et qui s'était félicité « de la concorde et de l'union » qui régnaient entre lui et l'Administration, le président tint au début de son discours qui est un chef-d'œuvre d'éloquence, à le remercier publiquement en des termes très flatteurs : « Nous sentons le bonheur de vous « avoir parmi nous et le désir de vous conserver longtemps dans cette « province est universel, votre sagacité et votre droiture vous ont inspiré la plus juste confiance... » Les paroles qui suivirent cet éloge furent pleines de sagesse et de bon sens. Mgr Seignelay de Colbert résuma l'œuvre accomplie au cours de la session et montra quelle avait été l'orientation des travaux futurs : « notre véritable « ressource est moins dans la remise des impôts que dans la vivification générale de notre province. » « De votre côté, Messieurs, dit-il « en terminant, portez à notre maître commun notre obéissance et « notre amour, nous sommes prêts à verser notre sang pour lui, à lui « sacrifier nos biens et nos fortunes, dites-lui que la plus parfaite harmonie a présidé à nos séances, que la liberté a régné dans nos opinions, que chacune de nos décisions a été précédée du plus mûr « examen, et que nos discussions pour avoir été animées n'en ont pas « moins été paisibles, ni nos vœux moins unanimes. »

Et la session fut levée sur ces fières paroles.

Le plan de travail dressé par l'Assemblée s'exécuta régulièrement en 1785 et 1786. Le pouvoir royal ne dédaigne plus le succès de cet essai d'administration provinciale qu'il comptait étendre à toutes les provinces. Calonne n'est-il pas partisan de nombreuses réformes ? Il entreprend la construction de grandes routes, de canaux, il cherche même à abolir les douanes intérieures. Dans le mémoire *Précis d'un plan d'amélioration des finances* après avoir demandé l'égalité proportionnelle dans la répartition de l'impôt, il réclame l'établissement d'assemblées provinciales.

Les récoltes de 1785 et 1786 en Haute-Guyenne sont moyennes, mais la province participe à la prospérité générale que crée la politique de grandes dépenses publiques et d'emprunts de Calonne. La sombre misère qui depuis de nombreuses années, accablait les provinces françaises, diminue, les particuliers s'enrichissent aux dépens de l'Etat qui se ruine.

De Richeprey avait été envoyé à Paris au début de 1785 pour rendre compte des travaux accomplis pour la réfection du cadastre, le Ministre désirant connaître par lui-même les résultats acquis ; ce fut là l'objet d'un grand nombre de conférences avec l'évêque de Rodez. Ce rigoureux examen dura un an et le 19 janvier 1786 un arrêt vint approuver provisoirement cette grande opération et les règles qui y avaient présidé. Il semble cependant que, d'après certains propos que Calonne tint en 1787, à l'Assemblée des Notables, il n'ait eu guère confiance dans l'utilité de cette réforme dont il jugeait l'application beaucoup trop longue.

De Richeprey se tint éloigné de la Haute-Guyenne pendant cette intersession. Les travaux en cours ne l'intéressaient plus, les ingénieurs qu'il avait formés et les instructions précises qu'il avait rédigées permettaient une exécution quasi automatique de la réforme, et son activité débordante avait besoin de trouver un autre champ d'action plus vaste.

Un édit du mois de juillet 1785 autorisa l'emprunt voté pour la confection du réseau des routes, mais à concurrence seulement de 1.500.000 livres pour 5 ans au lieu de 3.000.000 pour 10 ans. Cette sage mesure ne nuisait en rien au programme prévu, elle permettait son exécution pour 5 ans, et s'il était prouvé que la province supportait facilement la charge des intérêts, quelque temps avant l'expiration de la cinquième année, la deuxième tranche de l'emprunt pourrait être approuvée.

Malgré les résultats obtenus par l'Administration provinciale, la ville de Montauban ne désarma pas, elle chercha à lui créer le plus de difficultés possibles, notamment en ce qui concerne les droits sur les boucheries, et l'impôt sur les cabarets dont elle entrava la perception avec le concours de la Cour des Aides. En outre, des travaux considérables furent entrepris pour la construction d'un quai au faubourg de Villebourbon en partie avec des sommes provenant des fonds de charité sans l'autorisation de la Commission intermédiaire et en violation formelle des règlements, ce qui amena un conflit très grave.

SECTION V

Cinquième session (novembre-décembre 1786)

La session de 1786 s'ouvrit le 13 novembre. Monsieur de Trimond communiqua à l'Assemblée les instructions royales pour la rectification du tarif. L'Administration provinciale devant se conformer désormais à l'arrêt du conseil du 19 janvier 1786, il la pria d'exécuter les dispositions préliminaires pour l'exécution de l'arrêt du 28 avril 1785 qui avait trait à la refonte générale des vingtièmes des biens nobles, et, il ajouta qu'il estimait nécessaire de procéder à une refonte générale des vingtièmes : pour les vingtièmes ruraux il faudrait trouver, comme pour la taille, un taux uniforme pour toutes les communautés de la province, la somme relative aux biens ruraux étant ainsi réglée pour telle communauté on y réunirait les vingtièmes relatifs aux biens nobles situés sur le territoire de la même communauté et le total de ces deux sommes serait ensuite réparti dans une proportion uniforme par un seul et même rôle qui comprendrait indistinctement tous les propriétaires ; la réforme ainsi proposée était particulièrement importante, elle aboutissait à une répartition proportionnelle des vingtièmes sur tous les biens quelle que soit leur qualité, nobles ou roturiers. Sauf pour les biens du clergé qui suivaient un régime particulier, c'était la transformation d'un impôt personnel en un impôt réel, système que la Révolution devait plus tard généraliser.

La taille avait, elle aussi en Haute-Guyenne, un caractère réel et non personnel, un bien était roturier ou noble quelle que soit la qualité de son propriétaire (des nobles possédaient des biens roturiers et inversement).

Autre signe de l'esprit de réforme qui animait l'intendant et le pouvoir royal, dans ce même discours Monsieur de Trimond, après avoir fait remarquer combien la capitation des nobles et des privilégiés était faible proportionnellement à la capitation totale de la province (à peine le vingtième) s'étonnait que les deux tiers des fonds destinés à faire face aux non valeurs, décharges, et modération, soient absorbés par la capitation des nobles et privilégiés, et exigeait que désormais les décharges et modération ne soient accordées que pour de justes motifs.

Le Commissaire du Roi mit aussi l'Assemblée au courant d'un léger conflit qui avait éclaté entre lui et la Commission intermé-

diaire au sujet de l'autorisation de certaines dépenses locales des communautés.

Après la lecture (le 15 novembre) d'un long rapport des syndics qui, selon la coutume avait précisé les résultats obtenus par les mesures votées au cours des dernières sessions, du 16 novembre au 12 décembre, l'Assemblée siégea sans répit et peu de jours avant sa séparation, le 7 décembre elle procéda au renouvellement du tiers de ses membres, comme l'exigeait le règlement. Peu de questions nouvelles furent mises à l'étude, mais la réalisation des réformes projetées et des plans de travaux déjà établis suffirent amplement à occuper son activité.

Les opérations entreprises pour la rectification du cadastre avaient été accélérées sous l'énergique impulsion de Calmes de la Bessière ; un compte exact en fut rendu à l'Assemblée, le cadastre et la rectification du tarif étaient terminés dans huit communautés, à titre d'exemple le cadastre de l'une d'elles fut soumis à l'examen de l'Assemblée, les travaux étaient en cours dans plusieurs autres, et le programme des opérations à entreprendre au cours des années suivantes attestait que la réalisation de la réforme s'accélérait de plus en plus. Un état des frais démontra que la réfection du cadastre était incontestablement bien meilleur marché avec les méthodes nouvelles qu'avec celles qui étaient auparavant en vigueur dans la province. En récompense de ses services Calmes de la Bessière fut nommé commissaire abonnateur en chef, et il fut décidé que, si de Richeprey n'était point de retour dans la province au cours de 1787, cette longue absence serait regardée comme un abandon de sa place et que ses appointements (4.800 livres) seraient supprimés à partir du 1^{er} janvier suivant, il ne revint jamais en Haute-Guyenne.

Un arrêt du 25 août 1785 avait accordé la prorogation du délai pour la réforme des vingtièmes nobles, demandée lors de la session de 1784, mais la résistance de certains propriétaires de biens nobles qui refusaient de faire leur déclaration (1843 propriétaires l'avaient transmise à l'Administration, mais 848 ne l'avaient pas encore fait), obligea l'Assemblée à demander une nouvelle prolongation jusqu'en 1790. Des mesures énergiques furent prises contre les réfractaires et pour la vérification des déclarations.

En outre pour permettre l'unification des vingtièmes nobles et des vingtièmes ruraux demandés par le Commissaire du Roi, la Commission intermédiaire fut chargée de rechercher le taux commun d'imposition des vingtièmes ruraux.

La méthode adoptée par l'Assemblée pour une meilleure réparti-

tion de la capitation à l'intérieur de chaque communauté continuait à donner de bons résultats, et, la Commission intermédiaire présenta les travaux qu'elle avait entrepris pour une juste distribution de cet impôt entre les communautés, elle avait trouvé un taux commun d'environ 9 l. 6 s. par tête capitable, et il fut arrêté qu'elle continuerait ses recherches dans cette voie.

En ce qui concerne les droits réservés, la mauvaise volonté et la résistance ouverte aux ordres du Roi de la Cour des Aides de Montauban plaçait l'Administration dans une situation très délicate, en retardant l'application de l'arrêt du Conseil du Roi donnant aux fermiers du droit de boucherie la force nécessaire pour en exiger le paiement, aussi celui du bail de 1781 n'ayant perçu que des sommes bien inférieures à celles prévues et ayant été incapable de s'acquitter à l'expiration du bail de 1781, en 1784 on n'avait trouvé preneur qu'à un taux très bas, il en résultait que les impôts prévus pour percevoir les droits réservés (droits sur les boucheries, droits sur les cabarets) ne suffisaient plus à payer l'abonnement des droits réservés et, qu'il fallait recourir pour une somme assez faible cependant à une nouvelle charge pour les contribuables des villes soumises aux dons gratuits, sous forme d'une augmentation de la capitation.

Un compte très détaillé montra à l'Assemblée l'importance des travaux entrepris sur les routes de la province, grâce à l'emprunt annuel de 300.000 l. plus de 580.000 l. étaient employées chaque année sur les grandes routes de la province. En outre, près de 100.000 l. étaient distribuées aux communautés les plus misérables pour les aider à construire, au moyen des ateliers de charité, des chemins vicinaux. Grâce à la décision du roi d'employer la contribution pour les fonds des Ponts et Chaussées au profit des provinces qui les avaient fournis, la Haute-Guyenne allait percevoir de ce chef 160.000 l. par an, soit près de trois fois plus que la somme que lui fournissait la Caisse des Ponts et Chaussées, aussi l'Assemblée décida-t-elle d'améliorer la navigation sur les quatre rivières importantes de la province et de construire de grands ponts dont l'un coûtait environ 1.000.000 de l. Pour ces objets, l'entretien des haras, l'achat de nouveaux étalons, et l'éducation de deux élèves vétérinaires, une imposition de 100.000 l. sur les vingtièmes fut votée.

L'Assemblée eut la satisfaction de constater le succès de certaines mesures qu'elle avait prises pour améliorer le sort de campagnes : les cours d'accouchement avaient remporté le plus grand succès, le dépôt d'étalons de Rodez donnait, malgré son petit nombre d'éta-

lons, les plus vives espérances ; pour les vins un résultat appréciable avait été obtenu, le pouvoir royal avait consenti à diminuer les droits domaniaux qui grevaient cette marchandise dans les différents ports où passait, malheureusement l'achat des brebis et béliers n'avait pu encore être réalisé.

De nouveaux problèmes furent longuement étudiés : les forêts de la Haute-Guyenne si étendues autrefois perdaient chaque jour de leur importance, aussi l'Assemblée proposa-t-elle au pouvoir royal des mesures très sévères pour leur conservation. Une foule de mendiants infectait la province, la Commission intermédiaire fut chargée de dresser une instruction ayant pour objet de remédier à la mendicité et de procurer à l'indigence des secours certains et proportionnés à ses besoins. La suppression des pépinières fut demandée une fois de plus. Rien n'était plus bizarre que l'arrondissement des élections qui avait été établi sans aucune logique, la Commission intermédiaire avait préparé un projet de rectification de leurs limites que l'Assemblée s'empressa d'adopter.

Le 12 décembre l'Assemblée se rendit en corps à l'église collégiale où elle assista à la messe solennelle et au chant du *Te Deum*. De retour dans la salle des séances les députés invitèrent le commissaire du roi à venir faire la clôture de l'Assemblée ; en conséquence, celui-ci ayant été reçu avec les honneurs habituels prononça un discours auquel le président répondit.

Après quoi Monsieur le commissaire du roi fut reconduit à la porte de l'Assemblée et les députés se retirèrent.

Ils ne devaient plus se réunir.

Nous tenons à citer le fait suivant qui prouve quel esprit de générosité sociale animait les membres de l'Administration ; nous en empruntons le récit, quelque peu emphatique, au *Mercure de France* du 13 janvier 1787, n° 2 page 85.

« Le 12 de ce mois les états de Haute-Guyenne ont terminé leurs « séances ; cette clôture a été précédée d'une fête bien touchante ; on « dansait et l'on devait souper dans une salle publique très voisine « des prisons. La comtesse de B... jeune dame qui réunit les qualités « du cœur et de l'esprit à tous les charmes de la figure, est révoltée « de ce voisinage. Les prisonniers s'écrie-t-elle, nous entendent dan- « ser, messieurs ; messieurs, je ne reste pas à la fête à moins que ces « pauvres malheureux ne la partagent ! Cette voix retentit au fond « de tous les cœurs ; à l'instant même on fait une quête, chacun « ouvre sa bourse, et l'on ramasse une somme considérable. L'aima- « ble comtesse en est dépositaire ; elle vole aux prisons, voit une « trentaine de malheureux chargés de fers et couverts de haillons,

« les console, distribue une largesse à chacun d'eux, et leur promet
 « de nouveaux secours ; ils pensent être visités par un ange : leur
 « bienfaitrice en à la forme et la bonté. Cependant elle revient, on
 « l'entoure, on tresse des fleurs, on la couronne ; touchées d'une
 « louable émulation, les autres dames résolurent de travailler elles-
 « mêmes le linge que l'on destine aux prisonniers. M. l'Evêque de
 « Rodez, dans le discours éloquent par lequel a fini l'Assemblée
 « provinciale, a souligné ce trait d'humanité et a doublé la somme
 « recueillie dans la fête. »

SECTION VI

Les dernières années de l'Administration Provinciale Sa suppression

L'expérience tentée en Haute-Guyenne et en Berry avait paru si concluante que le pouvoir royal, sous la pression de l'opinion publique, décida de l'étendre à toute la France en y apportant cependant quelques modifications réclamées par l'évolution politique accomplie au cours des dernières années.

Ce fut l'une des réformes qui furent présentées à l'Assemblée des Notables qui se réunit en février 1787, un des rares projets qu'elle accepta. A la suite de nombreux échecs, Calonne dut se retirer, il fut remplacé par Brienne, archevêque de Toulouse, en mai 1787.

Notons en passant que l'Administration de la Haute-Guyenne fut représentée à l'Assemblée des Notables par plusieurs de ses membres, Mgr Seignelay de Colbert, le maire de Montauban et Mgr de Cicé qui malgré ses titres d'archevêque de Bordeaux portait le plus vif intérêt à son ancienne province, il la cita d'ailleurs en exemple plusieurs fois aux notables, et défendit âprement l'œuvre entreprise en Haute-Guyenne que certains critiquaient.

L'édit de 1787 sur les assemblées provinciales promulgué par Brienne fut accepté par la plupart des parlements, ceux de Bordeaux, de Besançon protestèrent cependant au nom des anciens privilèges de leur province. Il avait été préparé avec la collaboration de Dupont de Nemours qui avait été le collaborateur de Calonne et le secrétaire de l'Assemblée des Notables.

« Les heureux effets, était-il écrit dans le préambule, qu'ont produits les administrations provinciales établies par forme d'essai
 « dans les provinces de la Haute-Guyenne et du Berry, ayant rempli les espérances que nous en avions conçues, nous avons cru

« qu'il était temps d'étendre les mêmes bienfaits à toutes les provinces de notre royaume. Nous avons été confirmés dans cette résolution par les délibérations unanimes des notables qui ont été appelés près de nous, et qui, en nous faisant d'utiles observations sur la forme de cet établissement, nous ont suppliés avec instance de ne pas différer à faire jouir tous nos sujets des avantages sans nombre qu'il doit produire. Nous déférons à leurs avis avec satisfaction, et tandis que par un meilleur ordre dans les finances et par la plus grande économie dans les dépenses, nous travaillons à diminuer la masse des impôts, nous espérons qu'une institution bien combinée en allègera le poids par une exacte répartition. »

La réforme engagée était plus vaste que celle entreprise par les édits de 1778 et 1779 en Haute-Guyenne et en Berry. Neckér n'avait voulu alors se préoccuper que du cadre de la province, il avait remis à plus tard, quand les assemblées provinciales seraient solidement établies, l'organisation des élections, arrondissements, et des communautés, et la nomination par l'élection des députés. L'édit de 1787 va beaucoup plus loin : il crée les Assemblées paroissiales, dont presque tous les membres (élus au suffrage censitaire, il est vrai) réglaient les questions intéressant la paroisse et devaient nommer les membres des assemblées d'élection qui à leur tour nommaient les membres de l'Assemblée provinciale.

Le rouage le plus délicat du nouveau système était la formation des assemblées paroissiales, il était difficile d'abolir en une seule fois le privilège du seigneur et des curés. Voici de quelle façon fut tranchée la difficulté par le règlement établi pour la Champagne qui fut adopté presque partout. Les assemblées paroissiales étaient composées des seigneurs et des curés membres de droit et de trois, six ou neuf membres, suivant l'importance de la paroisse. En outre il avait été prévu qu'un syndic serait nommé par la généralité des habitants. Étaient électeurs tous les propriétaires payant dans la paroisse un minimum de 10 livres d'imposition.

L'organisation et les pouvoirs des assemblées provinciales étaient à peu de chose près les mêmes que ceux des assemblées de Haute-Guyenne et du Berry. Il avait été prévu cependant qu'elles se réuniraient plus souvent une ou deux fois par an.

La constitution des assemblées d'élection avait été copiée sur celle des assemblées provinciales.

Par exception la moitié des membres des premières assemblées provinciales furent désignés par le roi avec mission de nommer l'autre moitié. Il fut entendu qu'à l'expiration de la troisième année

un quart des membres tirés au sort seraient remplacés par des députés nommés par les assemblées d'élection et ainsi de suite.

La moitié des membres des premières assemblées d'élection fut nommée par l'assemblée provinciale ; et à leur tour ceux-ci choisirent leurs autres collègues. Les assemblées d'élection devant se renouveler par la suite de la même façon que les assemblées provinciales.

Aucune modification ne fut apportée à l'organisation de l'Administration provinciale de la Haute-Guyenne et du Berri.

Il fut envoyé par le Gouvernement à chaque province des instructions très longues et très détaillées sur l'agriculture.

Dans le deuxième semestre de 1787, toutes les nouvelles assemblées eurent, à quelques semaines d'intervalle, deux sessions, la première pour se compléter par l'élection, et ce fut à la seconde qu'elles commencèrent leurs travaux.

Malheureusement, durant tout le cours de 1787, l'opposition des parlements aux réformes proposées par Brienne, la situation désastreuse des finances, créèrent une grande agitation à Paris et en Province, et l'idée de convoquer les Etats Généraux gagna de plus en plus les esprits.

L'intransigeance du parlement, il refuse d'enregistrer les réformes proposées en mai 1788 par le pouvoir royal, aggrave singulièrement la situation, des émeutes éclatent sur quelques points du territoire.

Le 5 juillet 1788, Brienne publie un arrêt où il annonce la convocation des Etats Généraux, le 24 août, il donne sa démission, à la suite de la publication de l'arrêt du 16 août suspendant le payement des rentes sur l'Etat.

Dès son arrivée au pouvoir, Necker réprime sévèrement les émeutes, il restaure provisoirement le crédit et il annonce la convocation des Etats Généraux pour le mois de janvier 1789, une réunion de l'Assemblée des Notables devant fixer les conditions dans lesquelles ils seraient convoqués.

Durant cette période troublée, la Commission intermédiaire a continué d'appliquer le vaste programme qui avait été tracé par l'Assemblée de 1786, l'exécution du réseau routier se poursuit, les travaux du nouveau cadastre continuent. Mais, pas plus que pour les autres assemblées provinciales, la session qui devait se tenir à la fin de 1788 n'eut lieu. Necker notifia cette décision le 24 octobre 1788 à la Commission intermédiaire, en ces termes :

« Le Roi, Messieurs, ayant ordonné la convocation des Etats Généraux pour le mois de janvier prochain, Sa Majesté a bien voulu

« permettre qu'il ne fut rien innové en 1789, à l'égard de l'imposition des vingtièmes, et que les rôles de cette imposition pour l'année prochaine fussent faits comme ceux de 1788.

« Depuis, Sa Majesté a ordonné que toutes les personnes qui avaient formé en 1787 l'Assemblée des Notables seraient de nouveau convoquées le 3 novembre prochain, pour délibérer sur la formation des Etats-Généraux de 1789, et cette convocation réunira dès lors à Versailles plusieurs de Messieurs les Présidents et autres membres des assemblées provinciales.

« Ces différentes considérations ont déterminé Sa Majesté à ne point ordonner pour cette année la convocation des assemblées provinciales, qui devaient avoir lieu dans le cours du même mois de novembre.

« Elle met la plus grande confiance dans le zèle des Commissions Intermédiaires, persuadée que les membres qui les composent redoubleront d'activité, pour que rien de ce qui intéresse le bien de son service et celui de son peuple, ne souffre de cette interruption momentanée de l'Assemblée provinciale. »

L'agitation qui animait le pays avait gagné le Rouergue et le Quercy, les réformes amorcées par le Pouvoir Royal, les nombreux écrits du temps, indiquent que l'opinion publique était profondément troublée. Un vaste mouvement en faveur de la désunion du Rouergue et du Quercy s'amorça, et prit très rapidement de l'ampleur, de nombreuses villes de la Haute-Guyenne, et entre autres Millau en novembre 1788, Rodez en mars 1789, Cahors quelques jours après, adressèrent au Roi des mémoires très pressants à ce sujet. Seule, Villefranche déclara, dans sa délibération du 28 novembre 1788 que : « il est d'un intérêt général pour tous les habitants de la Haute-Guyenne que les Etats provinciaux du Quercy restent à jamais unis avec ceux du Rouergue, parce qu'ils composent une même généralité ; parce que de trop petites corporations sont nécessairement sans moyens et sans énergie, et que cette décision ne ferait que multiplier les embarras du Gouvernement, doubler sans fruits les frais d'administration. »

Il semble qu'à cette époque, les travaux de l'Administration aient été sous estimés, on lui reprochait de n'avoir pas été animée d'un plus large esprit réformateur. En outre, son organisation était vivement critiquée, il lui manquait, disait-on, une chose essentielle, l'élection des députés par ceux qu'ils représentaient, la distinction des ordres soulevait les plus vives critiques, même dans la noblesse et le clergé.

Au début de 1789, l'Administration provinciale a perdu une

grande partie de sa popularité en Haute-Guyenne. Là comme dans toute la France, le mécontentement est général, la sécheresse de 1788 a amené une hausse du pain, au cours de l'hiver 1788-1789 une crise économique vint encore aggraver la situation.

Le 24 janvier 1789, le jour même où Necker demandait aux Commissions intermédiaires des renseignements sur les impôts fonciers, eut lieu la convocation des Etats Généraux qui se réunirent le 5 mai 1789.

Le principe même des assemblées provinciales était resté très populaire, cent dix-huit cahiers demandaient l'établissement général d'états provinciaux, et la suppression des intendants. Cette réforme était prévue par le Gouvernement. Comme Turgot, Necker voulait compléter le système des assemblées provinciales en les rattachant à l'existence des Etats Généraux, et former de la sorte l'enchaînement des administrations électives depuis le village jusqu'à la nation. Il exprima cette pensée au Roi dans le rapport qu'il fit au sujet de la double représentation du tiers et qu'il présenta au Conseil du Roi le 27 décembre 1788.

Les économistes et les réformateurs partagèrent cette opinion, Monsieur de Barentin indiquait les assemblées provinciales comme « un établissement qui signalera le règne de Louis XVI, puisqu'il a pour objet que l'impôt soit désormais mieux réparti, l'arbitraire banni, les besoins des villes et des provinces mieux connus. »

Dans la déclaration du 23 juin 1789, le Roi ordonnait l'établissement d'états provinciaux (art. XVII) composés de députés librement élus (art. XVIII) devant continuer les assemblées provinciales (art. XIX), administrer les provinces par des commissions intermédiaires, déléguant leurs pouvoirs à des fonctionnaires de leur choix.

Dès la convocation des Etats Généraux, l'œuvre active de l'Administration provinciale de Haute-Guyenne est terminée, elle se bornera désormais jusqu'à sa suppression à appliquer les mesures prises par les Etats Généraux et à maintenir l'ordre.

Cette tâche fut particulièrement pénible au cours des derniers six mois de 1788 et en 1789.

A la fin de 1789, elle a dû faire établir, conformément aux décisions de l'Assemblée Nationale, des rôles de supplément pour les impositions directes, autres que les vingtièmes « sur les ci-devants privilégiés ». Et cette mission est fort difficile à remplir en cette période si troublée, il lui faut assurer le respect de l'ordre, et la rentrée des impôts. Le 20 septembre 1789, la Commission intermédiaire prend une délibération en vue d'une perception exacte des impôts, la pacification des esprits et la libre circulation des grains

elle décide qu'elle sera communiquée à toutes les communautés, et affichée dans la Province. Le 23, elle est adressée aux communautés, accompagnée d'une longue lettre des procureurs syndics dont voici quelques passages :

« Il nous paraît, on ne peut pas plus important, Messieurs, que
« vous vous conformiez à cette délibération. L'esprit dans lequel
« elle est faite, est celui qui doit animer tout bon Français, il n'existe
« personne qui ne doive sentir la nécessité de l'ordre, il n'appartient
« qu'à des hommes pervers de troubler le repos de la Société, et
« comme ils s'arment contre tous, tous doivent s'armer contre eux...

« Vous savez, Messieurs, que, sans impôts, l'Etat ne peut faire aucune dépense... Se refuser à les payer, s'opposer à la perception, frauder les droits établis, c'est déclarer la guerre à la patrie...

« Les malheurs occasionnés par la cherté des grains ont dû déterminer la Commission intermédiaire à faire tous les efforts pour les empêcher de se reproduire. Tel est le motif de l'invitation à tous les citoyens de protéger la libre circulation dans la Province.

« Nous finissons, Messieurs, en vous priant d'observer que votre intérêt est ici, lié à celui de toute la France, et qu'il est beau de se distinguer par l'amour de l'ordre et le respect des lois. »

Le 10 octobre 1789, Necker adressa aux membres de la Commission intermédiaire la lettre suivante :

« Il est bien essentiel que vous fassiez usage de toute l'influence
« que vous donne votre position, pour assurer l'efficacité des mesures qui seront employées pour parvenir au rétablissement de la
« perception des droits et des impositions.

« Vous connaissez l'excès des désordres qui ont été commis dans
« différentes parties du royaume, où le petit peuple des villes et les
« habitants de la campagne, après avoir porté atteinte aux propriétés, avaient cru pouvoir se soustraire à l'obligation de payer l'impôt. Les finances n'ont pas tardé à ressentir l'effet de ce désordre, devenu trop général. Enfin, l'état d'impuissance auquel incessamment le Trésor Royal allait être réduit... ne pouvait plus être
« dissimulé.

« Le Roi et l'Assemblée Nationale font appel aux efforts de tous
« les notables pour rétablir la situation, vous me rendrez compte
« du résultat de vos efforts... Réunissez-vous donc pour inspirer à
« tous vos citoyens les sentiments dont vous êtes animés. Il y va
« du salut de la patrie, de l'honneur de la Nation, de la gloire et du
« repos du Roi. De si grands intérêts doivent rallier tous les cœurs.
« Tous les bons Français doivent seconder vos efforts, et votre zèle
« trouvera sa récompense dans le plus honorable succès. »

La Commission intermédiaire s'empresse de faire connaître, le 20 octobre, à Necker, qu'elle avait pris des mesures, dès le 20 septembre, et elle ajoutait qu'elle s'était « déjà aperçue du bon effet de cette démarche », mais qu'elle ne devait « pas vous dissimuler que « les derniers troubles et les désordres qui en ont été la suite n'aient « produit une très grande sensation sur tous les esprits », et elle terminait sa lettre par cette phrase, qui prouve qu'elle était entièrement acquise aux idées nouvelles : « Mais nous ne pouvons pas connaître « à quel point pourra se porter l'effervescence, dans une Province « où, en désirant la liberté, on veut être fidèle à son Roi. »

Le décret du 26 octobre et 3 novembre 1789 interdit la réunion de toute assemblée, où la distinction des ordres serait respectée, un autre décret de la même date déclare qu'il sera sursis à toute convocation d'assemblée provinciale.

Le décret du 22 décembre 1789 relatif à la constitution des assemblées primaires, et des assemblées départementales, décide le principe de la création des départements, et dans sa section III, l'article 8 porte « du jour où les administrations de département et « de district seront formées, les états provinciaux, les assemblées provinciales, et les assemblées inférieures, qui existent actuellement, « demeurent supprimées, et cesseront entièrement leurs fonctions. »

Le décret du 26 février 1790 divisait la France en départements, le Quercy formait le département du Lot, et le Rouergue celui de l'Aveyron. L'assemblée de ces départements devait se tenir respectivement à Cahors et à Rodez. Ce n'est qu'en 1808 que le Tarn-et-Garonne fut formé, au détriment des départements voisins : le canton de St-Antonin fut détaché de l'Aveyron, pour être rattaché à l'arrondissement de Montauban dont les autres cantons : Montauban-Est et Ouest, Négrepelisse, Caussade, Caylus, Monclar, la Française, Montpezat et Mollières, étaient pris au département du Lot, en outre, trois cantons sur six de l'arrondissement de Moissac : Moissac, Lauzerte. Le Bourg de Visa étaient détachés du Lot. Le territoire de la Haute-Guyenne correspondait donc, à très peu de choses près, aux deux départements de l'Aveyron et du Lot, à l'arrondissement de Montauban, et aux cantons de Moissac, Lauzerte, et le Bourg de Visa de l'arrondissement de Moissac.

Une instruction, du mois de juillet 1790, précisait que les anciennes commissions intermédiaires devaient conserver provisoirement les papiers nécessaires à la reddition de leurs comptes qui devaient être entendus par les districts. La loi du 5 octobre 1790 décida que les départements nommeraient des commissaires pour recevoir la reddition des comptes des anciennes administrations. En

vertu de cette décision l'Aveyron nomma trois commissaires : Clédon, Carrié, J.-J. Lavernhe, et le Lot deux : Cassagnes, Miquel, pour la liquidation des affaires de l'Administration provinciale.

Grâce aux nombreux documents que nous avons trouvés aux archives départementales de l'Aveyron, Série L, nous avons pu constater que cette reddition de comptes amena des conflits sans fin entre Deslendes de Combettes, le représentant de la Commission intermédiaire et les commissaires. Ceux-ci, réunis à Rodez le 12 mars 1791, examinèrent et discutèrent pendant plusieurs mois le compte présenté par la Commission intermédiaire. Ils suspendirent plusieurs fois leurs opérations. Une première fois, ils décidèrent qu'il ne leur était possible d'assurer et de clôturer le compte de la Commission intermédiaire qu'après avoir vérifié plusieurs pièces que cette dernière possédait. Ils les lui demandèrent, mais n'ayant pu les obtenir, ils se séparèrent le 1^{er} avril et laissèrent aux directeurs des deux départements le soin de se faire remettre les pièces demandées.

Plus tard, ils alléguèrent pour ne point terminer leurs travaux, qu'il était absolument nécessaire qu'ils eussent connaissance du compte que devait rendre de sa gestion de Trimond, intendant de la Province, compte qui était intimement lié avec celui de la Commission Intermédiaire.

Plusieurs réquisitions furent adressées à ce sujet à de Trimond. Une lettre écrite par le procureur général syndic du Lot au ministre des contributions publiques le 31 octobre 1792, nous indique qu'à cette date rien n'était encore terminé, le procureur général syndic proposant de citer les administrateurs devant les tribunaux pour les obliger à rendre leurs comptes. Nous n'avons pu savoir les conditions dans lesquelles la reddition des comptes fut finalement faite et si même elle eut lieu.

LIVRE SECOND

Son œuvre

CHAPITRE VI

Impôts : généralités. Mode de répartition des impôts directs lors de sa création.

SECTION I

Importance considérable d'une bonne gestion des finances provinciales.

« C'est une maxime constante et reconnue généralement dans tous les états du monde, écrivait Colbert, que les finances en sont la partie la plus essentielle et la plus importante. C'est une matière qui entre en toutes les affaires, soit qu'elles regardent la subsistance de l'Etat en son dedans, soit qu'elles regardent son accroissement et sa puissance au dehors. » (1)

A ces sages paroles, nous nous permettons d'ajouter ces quelques lignes que Marcel Marion place en tête de l'introduction de son ouvrage si remarquable : *Histoire Financière de la France depuis 1715*. « Il y a en histoire des points de vue plus pittoresques, plus séduisants, que le point de vue financier, mais l'histoire financière est celle qui fait pénétrer le plus intimement dans le fonds même de la vie d'une nation. Rien ne reflète aussi fidèlement son état social politique, économique, voire même moral, que la manière dont sont assis, perçus, et dépensés les subsides exigés des populations pour les services dont les pouvoirs publics ont assumé la charge, et rien aussi n'est en corrélation plus étroite avec la bonne ou mauvaise direction des affaires publiques. Pas de bonnes finances sans une bonne politique, pas de prospérité véritable, pas même de sécurité vraiment assurée sans des finances bien administrées. Entre elles et les autres parties de la vie publique, les

(1) *Mémoires*, instruction publiée par P. Clément 11,17.

« relations de cause à effet sont si nombreuses, les répercussions sont
« si constantes, qu'elles sont pour ainsi dire au centre de tout, expli-
« quent tout, et résument tout. »

L'étude de l'œuvre entreprise par l'Assemblée provinciale de Haute-Guyenne viendra démontrer une fois de plus la profonde vérité de ces réflexions. Les réformes jugées les plus utiles et les plus urgentes à réaliser portèrent toujours soit sur une meilleure répartition, soit sur une réduction des impôts, soit sur une meilleure utilisation des recettes, et l'on peut affirmer que le souci principal qui dominait la nouvelle administration était presque exclusivement la réforme du système financier en vigueur dans la Province.

SECTION II

Impôts perçus en Haute-Guyenne lors de la création de l'Administration Provinciale

En 1779, l'Etat percevait trois sortes d'impôts en Haute-Guyenne :

1° Les impôts directs : taille, contribution pour l'entretien et la confection des chemins, vingtièmes, capitation ;

2° Les impôts indirects, dont les principaux étaient la gabelle, les aides, les octrois, les traites. Les aides, comprenant entre autres : 1° le droit de marque des fers ; 2° le droit de marque des ouvrages d'or et d'argent ; 3° le droit sur les cartes à jouer ; 4° le droit sur les papiers et cartons ; 5° le droit sur les cuirs ; 6° le droit sur les huiles et savons ; 7° le droit de boucherie ; 8° le droit sur les amidons ; 9° et surtout les droits sur les boissons. La province avait pourtant obtenu l'abonnement pour certains de ces droits, tel par exemple que les droits sur les huiles et savons, et le montant de cet abonnement avait été ajouté au montant de la taille ;

3° Le domaine royal, les produits des biens appartenant à l'Etat étaient devenus insignifiants dans les budgets si lourds du XVIII^e siècle, mais, par contre, le domaine incorporel, le domaine contrôle, avait pris une importance considérable dans le budget des recettes royales.

Les principaux revenus du Domaine étaient les suivants :

1° Domaine corporel, immeubles possédés réellement par le Roi, et droits seigneuriaux divers, cens, lots et ventes, rachat, relief franc fief, etc., perçus par lui dans l'étendue de sa mouvance ; 2° Droits de contrôle, insinuation centienne denier ; 3° Divers droits, d'ori-

gine féodale, tels que l'amortissement et nouvel acquit ; 4° La paulette ; 5° Le marc d'or ; 6° Les droits d'hypothèques ; 7° Les droits de greffe, de petit scel ; 8° Le timbre.

Il faut encore ajouter à cela les charges locales des villes et communautés, qui se répartissaient en majeure partie au marc la livre de taille ; certaines villes, telle que Montauban, avaient établi des droits spéciaux, qu'elles percevaient pour leur compte personnel.

Il ne nous a été possible que de connaître le produit des impôts directs perçus en Haute-Guyenne durant les années où l'Administration provinciale eut charge de les répartir. Nous en donnons le détail à la page suivante.

	1781	1782	1783	1784	1785	1786	1787	1788	1789
Taille	2.131.315	2.131.315	2.131.315	2.131.315	2.131.315	2.131.315	2.131.315	2.131.315	2.131.315
Accessoires de la taille	1.168.217	1.168.217	1.168.217	1.259.765	1.221.157	1.221.157	1.221.157	1.221.156	1.201.138
Capitation	1.330.598	1.330.598	1.330.598	1.330.598	1.330.598	1.327.218	1.327.218	1.357.505	1.335.251
Vingtièmes	1.508.966	1.508.966	2.194.854	2.194.854	2.194.854	2.194.854	1.508.966	1.508.966	1.508.966
Contributions pour les che- mins (Montant utile) (1) . . .	321.815	322.985	330.563	329.872	326.307	326.551	326.551	329.001	329.000
Total . . .	6.460.911	6.462.081	7.155.547	7.246.404	7.204.231	7.201.095	7.515.207	7.547.943	7.505.670

(1) Pour connaître les sommes versées par les contribuables, il y aurait lieu d'ajouter à ces chiffres les sommes perçues pour les frais de recouvrement de la taille et de la contribution pour les chemins ; les premières étaient à la charge des contribuables (en sus de leur impôt), quant aux secondes, comme pour les autres impositions, le Trésor Royal assumait ces frais. Nous n'avons pu connaître ni le montant des frais de perception de la taille (le chiffre de 100.000 l. est cité dans un rapport), ni celui de la contribution pour les chemins perçue sur les contribuables ; nous savons cependant que les frais de recouvrement de cet impôt était d'environ 10.500 l. par an (en 1785 : 10.587 ; en 1786 : 10.688).

SECTION III

Pouvoir de l'Administration Provinciale
en matière d'impôts directs1^o Département des impositions.

L'action de l'Administration provinciale s'exercera surtout sur impôts directs, dont la répartition lui avait été confiée.

L'arrêt du Conseil d'Etat du 11 juillet 1779 l'avait chargée de « répartir les impositions », sans autre précision (par impositions il fallait entendre impôts directs).

Dans son discours d'ouverture de la session de septembre-octobre 1780, l'intendant annonça que le Roi avait jugé à propos de confier à la Commission intermédiaire le département des tailles, l'assemblée générale ne pouvant y vaquer, la Commission intermédiaire avait été jugée préférable à une commission particulière, puisque son rôle devait être de veiller d'une manière continuelle sur ce qui intéressait la répartition et les suites du département, et qu'elle seule, d'ailleurs, pouvait être chargée de cette fonction, dans les années où il n'y avait pas d'assemblée.

Le règlement du Conseil du 8 septembre 1782 avait réglé d'une manière plus précise ses attributions en cette matière, il portait, article 4 : « La Commission intermédiaire continuera de faire les opérations du département, elle sera toujours chargée de la distribution du moins imposé, du trop allivré, des ateliers de charité et des fonds libres de la capitation. Sa Majesté n'a rien changé à cet égard, sinon que les résultats des dites opérations seront remis au Sieur Commissaire départi, pour être adressés au Conseil de Sa Majesté ».

Voici de quelle façon il était procédé au département : chaque année, vers le mois de février, le brevet de la taille et de la capitation de chaque généralité était arrêté au Conseil ; ensuite avait lieu la répartition de la somme ainsi fixée entre les diverses élections et généralités, cette opération connue sous le nom de commissions était aussi depuis Richelieu l'œuvre du Conseil, mais elle était faite après consultation de la Commission intermédiaire. Le brevet et les commissions étaient transmis vers le milieu de l'année à la Commission intermédiaire par l'intendant. La Commission intermédiaire en faisait donner avis sur le champ à ses membres actifs et honoraires,

aux officiers des élections, et aux receveurs des impositions, en les invitant à concourir au département.

Cette opération consistait dans la répartition entre les communautés des impositions comprises dans le brevet des impositions (taille et capitation) et dans celle des vingtièmes, dont le montant global annuel avait été fixé par abonnement et de la contribution pour l'entretien et la confection des chemins votée lors de chaque session par l'Assemblée. En même temps les sommes revenant du trop allivré ou du moins imposé, étaient distribuées entre les communautés de la Province.

En étudiant séparément chacune des impositions, nous indiquerons avec précision la manière dont elles étaient ainsi réparties.

Le rôle de la Commission intermédiaire était de veiller à ce que le département soit fait avec toute l'attention nécessaire. Avant l'institution de l'Administration provinciale ce soin était dévolu à l'intendant, la loi exigeait que le département se fit aux sièges des élections mais dans son discours d'ouverture à la session de 1780, l'intendant annonça que le Roi avait réglé que le département des différentes élections serait fait à Villefranche, il n'était pas possible que le Bureau intermédiaire se déplace aussi il n'aurait pu se livrer aux opérations du département dans les différents lieux où sont établis les sièges des élections, qu'en y envoyant des députés, ce qui aurait privé la Province des avantages qu'elle devait trouver dans l'attention, la surveillance et les lumières de tous les membres du Bureau. En outre, il aurait pu naître de ces députations une diversité dans les principes, ou du moins dans leurs applications.

Par mesure de précaution, les règlements, et en particulier l'article 5 de celui du 8 septembre 1782, prévoyaient que les opérations du département seraient faites par le Commissaire départi dans le cas où la Commission intermédiaire refuserait ou négligerait d'y procéder, et porterait ainsi préjudice à la célérité des recouvrements.

Après avoir terminé le département, il ne restait plus qu'à le faire imposer dans chaque communauté. A cet effet, la Commission intermédiaire adressait au receveur des impositions des mandements pour chacune des communautés de la Province, contenant les sommes qu'elles devaient s'imposer et les diminutions accordées.

Ces mandements faisaient mention de la confection et de la forme des rôles et des délais, dans lesquels ils devaient être rédigés, des copies qui devaient en être fournies aux officiers des élections et aux receveurs des impositions, des délibérations que les communautés devaient prendre, des termes du recouvrement, des paiements qui

devaient être faits aux receveurs, et des deniers des collecteurs et des employés des tailles.

Les receveurs des impositions transmettaient des mandements aux communautés qui les répartissaient entre leurs membres, et les faisaient recouvrer par des collecteurs.

2° Rôle contentieux.

L'arrêt du 11 juillet 1779 et les lettres patentes du 20 novembre 1779 n'avaient point réglé cette importante question. La Commission intermédiaire se basant sur l'arrêt du 11 juillet qui la chargeait « de répartir les impositions » s'était attribué le pouvoir de trancher toutes les réclamations relatives aux impositions, sauf bien entendu appel au Conseil.

Nous avons déjà vu que les articles 7, 8, 9 et 10 du règlement du Conseil du 8 septembre 1782 étaient venus lui retirer une partie de ses pouvoirs en la matière. Ils tranchaient la question de la façon suivante :

Lorsque les contribuables croyaient avoir des plaintes à formuler contre la fixation de leurs impositions, ils pouvaient s'adresser à la Commission intermédiaire, qui avait le droit dans ce cas de statuer par voie de conciliation, sans aucune forme contentieuse.

Le contribuable pouvait aussi s'adresser au Commissaire départi qui faisait parvenir ses plaintes au ministre avec tous les éclaircissements nécessaires, de ce nombre étaient les observations de la Commission intermédiaire qui lui étaient demandées par le Commissaire départi. Le ministre appréciait si l'affaire devait être décidée par voie d'administration, ou s'il devait être ordonné un renvoi par devant le Commissaire départi, pour prononcer judiciairement, sauf l'appel au Conseil.

Il en était de même si la plainte était adressée directement au ministre, dans aucun cas il n'était statué sur des plaintes de cette nature sans que la Commission intermédiaire ait donné son avis.

L'arrêt du 10 mars 1785 vint modifier cette procédure en ce qui concerne la capitation et les vingtièmes. Il décida dans sa section III que le contribuable qui aurait des réclamations à formuler au sujet de sa cote devrait s'adresser à la Commission intermédiaire, et si celle-ci rejetait sa demande qu'il pourrait se pourvoir au Conseil par un mémoire adressé soit au contrôleur général soit à l'intendant du département des finances soit au Commissaire départi qui dans ce cas devait faire parvenir le placet du contribuable au Conseil avec son avis et les observations de la Commission intermédiaire.

Cependant toutes les réclamations relatives à la cote même de la capitation qui mettait en cause la bonne foi des assureurs et des répartiteurs ou qui étaient fondées sur quelque contravention au mandement devaient être faites à l'intendant qui prononçait contradictoirement sauf l'appel au Conseil.

3° Répartition des sommes destinées à venir en aide aux contribuables trop imposés.

En outre la Commission intermédiaire avait aussi un autre rôle fort important, en matière d'impôts directs elle était chargée de répartir les fonds du moins imposé, du trop allivré, ceux destinés aux décharges, modérations et non valeurs de la capitation et des vingtièmes.

Dans l'étude qui va suivre de la taille, de la capitation, des vingtièmes, nous expliquerons la nature et l'origine de ces divers fonds, pour le moment, nous donnons simplement leur montant : le trop allivré se montait annuellement à la somme de 120.000 livres mais les lettres patentes du 10 juin 1780 ordonnèrent qu'à compter de l'exercice 1781, ce chiffre soit réduit à 60.000 livres ; le moins imposé variait annuellement, et fut en 1781 de 80.000 livres, en 1782 de 80.000 livres, en 1783 de 90.000 livres, en 1784 de 140.000 livres, en 1785 de 90.000 livres, en 1786 de 90.000 livres, en 1787 de 67.200 livres, en 1788 de 77.000 livres, en 1789 de 77.000 livres.

Les fonds destinés aux décharges et modérations sur la capitation se portaient annuellement à la somme de 51.346 livres, ceux des vingtièmes ne se portaient qu'à 14.000 livres, mais lors de l'établissement du troisième vingtième, en 1782, ils furent augmentés de 7.000 livres, soit un total de 21.000 livres.

Les états de distribution de ces fonds une fois établis par la Commission intermédiaire étaient remis au Commissaire départi qui les transmettaient au Conseil du Roi ; un arrêt de ce Conseil autorisait leur répartition.

Les demandes de décharges pour cause d'incendie, grêle, inondation ou autres dommages éprouvés sur les récoltes, ne pouvaient être faites qu'à la Commission intermédiaire.

La méthode suivie pour la répartition du moins imposé était la suivante : la Commission intermédiaire renvoyait aux officiers des élections les différentes requêtes qui lui étaient présentées, en les invitant à faire des vérifications, et à former, avec les receveurs des impositions, des états, d'après lesquels, en y ajoutant encore les

éclaircissements qui pouvaient leur être fournis par les correspondants de l'Administration, la répartition était faite.

La répartition du moins imposé avait été minutieusement réglée par les instructions du 15 septembre 1781 et par l'article 1^{er} de la section I de l'arrêt du 10 mars 1785. Celle du trop allivré par les lettres patentes du 10 juin 1780 et l'article 2 de la section I de l'arrêt du 10 mars 1785.

SECTION IV

La Taille

Les impôts directs étaient de deux espèces différentes : les impôts réels : taille, contribution pour l'entretien et la confection des chemins et vingtièmes qui, tous trois, se percevaient sur les biens fonds et les droits réels ; les impôts personnels, la capitation et les sommes qui se répartissaient avec cette imposition, sur les personnes, eu égard à leurs facultés et à leur industrie.

1° *Sa répartition avant la création de l'Administration provinciale.*

Lors de la création de l'Administration provinciale, dans toute la généralité de Montauban la taille était réelle, c'est-à-dire qu'elle s'imposait sur les fonds, et non sur les personnes, l'exemption était attachée, non à la personne, mais à la terre, les nobles la payaient s'ils possédaient des fonds roturiers, et les roturiers en étaient exempts s'ils avaient des fonds nobles (ils devaient cependant payer le droit de franc-fief).

Avant que la taille eût acquis en Haute-Guyenne, ainsi que dans le reste de la France, une assiette fixe et permanente, il est à présumer qu'elle se répartissait de la même manière que dans les pays où elle était personnelle. Les anciens Etats du Quercy et du Rouergue (pas cependant à la fin de leur existence) en faisaient la distribution entre les élections et les répartissaient entre les communautés ; les consuls en faisaient ensuite le règlement sur les contribuables « en leur âme et conscience ».

Durant la plus grande partie du xvii^e siècle, et au cours du xviii^e siècle, le département fut confié à l'intendant, et les commissions furent l'œuvre du pouvoir royal.

La perpétuité de la taille fit naître de très bonne heure l'idée des abonnements fixes et déterminés, les communautés se firent d'abord des tables d'abonnement qui réglèrent la contribution respective de

chaque propriété. Les comptes consulaires de la ville de Rodez montrent que, dès la fin du ^{xiii}^e siècle, tous les ans, il était dressé, dans cette ville, un livre qui contenait la liste des contribuables. Ce registre « Lo libre de la talha », était rigoureusement tenu à jour, et dès que la fortune d'un habitant venait à augmenter ou à diminuer, la répartition variait en conséquence. Les revenus de chaque particulier s'estimaient d'après une commune mesure, le denier ; et la distribution de l'impôt s'opérait au prorata du nombre de ces deniers inscrits en face du nom de chaque imposé. Si, par exemple, la somme des revenus de chaque particulier donnait un total de mille deniers, et que le montant de la taille fût de deux mille deniers, pour obtenir le montant de l'imposition de chaque individu il suffisait de multiplier par deux le montant du nombre de deniers inscrits en face de chaque nom.

Les tables d'abonnement amenèrent les communautés à dresser des cadastres, qui commencèrent à être adoptés dans la Province au ^{xiv}^e siècle, c'est ainsi que la Cité de Rodez possède son cadastre dès 1355, Espalion le sien dès 1403 (ils sont d'ailleurs conservés aux archives communales de ces deux villes respectives). Mais c'est surtout au ^{xvi}^e siècle que les cadastres se multiplient.

C'est sur ces tables d'abonnement et sur ces cadastres que la taille fut répartie jusque vers 1666 ; à cette époque Colbert, comprenant les immenses avantages de la taille réelle qu'il jugeait plus juste en elle-même, plus éloignée de tout arbitraire, et plus favorable à l'industrie, fit le projet de l'établir dans tout le royaume. Mais, avant d'entreprendre cette immense réforme, il jugea indispensable de perfectionner cette méthode dans une des provinces où elle était déjà en vigueur. Il jeta les yeux sur la généralité de Montauban, et par arrêt du Conseil du 13 février 1664, Pelot, intendant de la Haute-Guyenne, fut chargé du soin de procéder à la confection nouvelle des cadastres de toutes les communautés de la Province. Aidé de nombreux commissaires il réalisa cette immense opération, dans le court espace de deux ans. Il ne put d'ailleurs que faire procéder, dans la plus grande partie des communautés, à une nouvelle rédaction des cadastres déjà existants. Certaines communautés, peu nombreuses d'ailleurs, restèrent en dehors de la réforme, et elles continuaient en 1779 à n'avoir d'autre règle d'imposition que les anciennes tables d'abonnement, ou les cadastres faits antérieurement. Il procéda, en outre, à la confection d'un tarif qui fixait d'une manière définitive la proportion de la taille à imposer entre les élections, et à répartir entre chaque communauté, répartition qui précédemment était faite par l'intendant chaque année sans règle précise.

D'après cette réforme, la répartition se faisait d'abord sur le tarif, ensuite dans les communautés, d'après le compoix terrien et le compoix cabaliste et industriel.

Le tarif était un livre qui contenait la division et la consistance de chaque communauté ou mandements taillables de chaque élection. On appelait mandements taillables deux ou plusieurs communautés qui, à raison de leur petite étendue, n'avait qu'un seul et même rôle d'imposition. Ce tarif divisait en 12.000 feux la généralité (elle était plus vaste qu'en 1779, le Quercy comprenait 3.702 feux, et le Rouergue 3.589). Le mot feu ne se prend point dans son sens ordinaire, c'est une expression imaginée pour désigner la portion contributoire des élections et des communautés. Boulainvilliers écrit : que « l'on entend par là une certaine étendue de terre ou de maisons « dont un certain nombre forme une communauté, quoiqu'inégalement à proportion de la force de l'élection ou du mandement ». Le feu est encore subdivisé en 100 bellugues, « mot qui, d'après le « même auteur, se prend pour une étincelle ou bluette de feu, mais « qui semble en cette occasion signifier une famille ou une cheminée », opinion qui paraît être très contestable.

La brièveté du temps ne permit pas d'établir des bases de comparaison de communauté à communauté ; d'ailleurs, l'imperfection des méthodes employées ne l'aurait probablement pas rendu possible. On partit du fait pour établir la règle. La portion de taille que supportaient les communautés devint la mesure de leur contribution pour l'avenir dans le tarif. Il n'y eut donc pas de véritable tarif en 1666 puisqu'il n'avait été fait à cette époque aucune comparaison des forces des différentes communautés.

Le Conseil, par son règlement du 26 août 1666, ne fit en effet autre chose qu'ordonner la division de la généralité en 12.000 feux, et consacra des cadastres manifestement imparfaits avec défense de ne faire aucun changement dans l'allivrement respectif des communautés.

L'arrêt du Conseil du 5 avril 1669, revêtu de lettres patentes, donna la sanction légale aux cadastres faits sur les ordres de Pelot. Cette sanction avait pour but de prévenir les procès et de fixer le sort des communautés, mais la disproportion de la répartition entre communautés ne tarda pas à devenir frappante. Aussi, dès 1679, Colbert obtint du Conseil une décision pour rectifier la répartition de la taille réelle en Haute-Guyenne et dans les provinces où elle était établie, et il ordonna la confection générale du cadastre de la France. Malheureusement, ce projet souleva la plus vive opposition, et la mort du grand Ministre le fit définitivement abandonner.

Les plaintes de certaines communautés étaient si justifiées que l'on ne tarda pas à leur donner satisfaction. En 1676, on reconnut les erreurs du tarif relatives à la ville de Gourdon et à onze communautés qui l'avoisinaient. En 1691, les habitants de Boisse abandonnèrent leurs possessions et ne les reprirent qu'après avoir obtenu des modérations. En 1692, un arrêt du Conseil ordonna la diminution de l'imposition des communautés de Bellegarde et de Labastide. En 1696, la communauté de Saint-Sernin fit, pour la première fois, l'abandon de tous ses biens. En 1782, elle avait fait jusqu'à neuf fois l'abandon de son territoire, et elle menaça à cette époque de revenir à cette affligeante résolution.

En 1711 on vérifia et on démontra la disproportion de quinze communautés. Les abandons de biens trop surchargés se multiplièrent tellement au début du XVIII^e siècle qu'une déclaration du 31 octobre 1718, visant un grand nombre de biens abandonnés dans la généralité de Montauban, promet décharge de taille, capitation et droits seigneuriaux, pendant cinq ans, à ceux qui voudront les mettre en valeur. En outre, pour éviter que certains propriétaires n'abandonnent la partie de leurs terres trop allivrée, il fut décidé qu'il serait défendu à tout contribuable de n'abandonner aucune partie des possessions sous prétexte de l'excès de l'allivrement, à moins qu'il n'abandonne en même temps tous les autres fonds qu'il possède dans la même communauté. On supprima également le droit du propriétaire qui, ayant abandonné un bien à cause de sa trop forte imposition, désirait le reprendre. L'on voulait éviter à tout prix les abandons des terres trop allivrées, car si elles ne trouvaient personne pour les reprendre, leurs impositions étaient réparties sur le reste de la communauté, dont les abandons ne faisaient point varier le total d'allivrement. L'on ne saurait, à ce sujet, invoquer le passage célèbre de Bois-Guillebert où ce dernier oppose la stérilité voulue et la désolation des environs de Rouen à l'exploitation intense et fructueuse de ceux de Montauban ; il est en effet certain que l'élection de Montauban, beaucoup plus fertile et beaucoup plus riche que les autres élections de la Haute-Guyenne, payait à peu de chose près le même chiffre d'impôts qu'elles. En outre, Montauban et ses environs avaient fait l'objet des soins les plus jaloux de la Couronne, qui tenait à s'attacher ces anciennes possessions protestantes.

Mais une réforme d'ensemble ne fut entreprise que vers 1727 ; à cette époque, Pajot, intendant de la généralité, fit faire de grandes recherches pour obtenir une répartition plus satisfaisante. Les observations faites furent recueillies par une commission du Conseil. Il en ressort que la répartition de la taille était en 1727 plus défectueuse

qu'avant la confection du tarif de 1666. Une révision générale semblait s'imposer. On fut effrayé par l'énormité des dépenses à engager. On craignit de manquer d'experts compétents, et l'on eut peur de voir favoriser les communautés habitées par des propriétaires riches et puissants. Pour toutes ces raisons, l'on préféra établir, en addition de la taille, une imposition appelée « *trop allivrée* » dont le produit serait partagé entre les communautés surchargées et dont le montant serait de 120.000 livres.

En fait, cette taxe additionnelle, qui se percevait encore en 1779, n'avait pas joué le rôle qui lui était assigné dans l'esprit de ses fondateurs ; pour que cette distribution se fût faite équitablement, il aurait fallu connaître les communautés surchargées, et savoir dans quelle mesure elles l'étaient.

En 1757 cependant, l'intendant La Galaisière s'efforça de remédier aux défauts de l'ancienne distribution, il fit faire des recherches considérables sur les communautés trop allivrées, et distribua en conséquence les fonds du trop allivré, mais les abus ne tardèrent pas à recommencer. Les officiers des élections, et surtout ceux de Montauban, se plaignaient qu'en fait on accordait des dons sur le trop allivré à des communautés peu imposées, tandis qu'on en refusait à d'autres qui l'étaient beaucoup trop. En réalité, le trop allivré était confondu avec les autres secours que le Roi avait coutume d'accorder aux propriétaires dont les possessions avaient été victimes de cas fortuits.

Ces secours étaient connus sous le nom de : « *Moins Imposé* » ; d'importance variable, il était accordé par le Roi, à titre exclusivement gracieux, il était soustrait du montant de la taille dans les communautés auxquelles le Conseil en accordait une portion. Il était proportionné à l'état du Trésor Royal, et aux préjudices subis dans l'année par la Province. Seules en bénéficiaient les communautés dont les terres avaient souffert de la grêle, des inondations, d'incendie et autres événements fortuits. Ces dommages étaient constatés par les procès-verbaux des élections qui déterminaient la quantité des produits anéantis avant la répartition définitive des sommes accordées par le Gouvernement, les receveurs et les subdélégués étaient invités à fournir leur avis. Généralement, les fonds accordés aux communautés étaient répartis sous forme de dégrèvement entre tous les contribuables de la communauté secourue, au marc la livre de la taille. Cependant, dans certains cas, des taillables pouvaient obtenir des dons particuliers à prendre sur les sommes affectées à leurs communautés.

Malgré l'augmentation considérable de la taille au cours du XVIII^e

siècle (elle passe de 1.703.825 l. en 1700 à 3.299.532 l. en 1781), le « moins imposé » n'avait guère varié pendant cette époque. En 1700 il était de 72.000 livres et en 1781 et 1782 de 80.000 livres ; il s'élève de 90.000 livres en 1783, à 140.000 livres en 1784 (époque à laquelle la Province est ravagée par de terribles inondations) pour retomber en 1785 et 1786 à 90.000 livres et descendre jusqu'à 67.200 livres en 1787 à 77.000 livres en 1788 et 1789.

Grâce au tarif, la répartition de la taille entre les communautés, si elle n'était guère équitable, était du moins relativement facile, et permettait d'éloigner l'arbitraire. Il en était de même pour la répartition à l'intérieur des communautés faite à l'aide des cadastres et des tables d'abonnement. Boulainvilliers nous fournit à ce sujet des renseignements précieux. Il indique qu'en tête de chaque table d'abonnement figurait un chapitre où étaient inscrits les biens non soumis à la taille et le nom de leur propriétaire. L'autre partie de la table d'abonnement contenait la liste des propriétaires des possessions « rurales » c'est-à-dire, soumises à la taille, avec la liste desdits biens. On y inscrivait d'abord l'estimation de la valeur de chaque héritage (abonnement). Pour « avoir un pied certain, écrit Boulainvilliers, sur lequel on puisse régler l'imposition, on divisait la « somme totale des abonnements en livres livrantes, ce qu'on appelle « lait allivrement ». Malheureusement, il ne nous donne aucune précision sur la manière dont le montant global des livres livrantes avait été fixé pour chaque communauté, plusieurs hypothèses sont possibles, pour notre part, nous pensons que ce chiffre a dû correspondre, à une certaine époque, au montant de l'impôt perçu dans la communauté.

La distribution de l'impôt se faisait ensuite en partageant « au marc la livre » l'imposition que chaque communauté devait payer, le système de répartition était donc le même que celui pratiqué avec le denier comme base, et il reste en vigueur de nos jours ; seuls les mots ont changé : le franc du revenu cadastral moderne n'est que le denier ou la livre livrante.

Le cadastre ne permettait d'imposer que les biens fonciers, avec le développement du commerce et de l'industrie, on ne tarda pas à penser qu'il était juste d'imposer d'autres catégories de revenus, aussi, dans certaines communautés, à côté du cadastre et de la table d'abonnement établit-on un registre spécial appelé : « Compoix industriel et cabaliste », contenant les sommes imposées sur les contribuables par rapport à leur industrie, cabaux, et meubles lucratifs ; on entendait par cabaux tous les bestiaux autres que ceux de labou-rages, les meubles lucratifs étaient les deniers à intérêt ou à rente. Malheureusement, comme les fortunes sont soumises à de nombreuses

variations, les mentions portées au compoix changeaient fort souvent, et des abus étaient à craindre. Aussi, le règlement du Conseil de 1666 considérant que cette cotisation n'avait pour but que de soulager les propriétaires immobiliers, décida-t-il qu'on ne pouvait rejeter sur les « cabaux, facultés et industries », que le 1/10 des impositions dans les villes, le 1/12 dans les bourgs et villages où il y avait foires et marchés, et le 1/15 dans les autres communautés. Il fallait encore que le compoix soit d'un usage constant dans les lieux, et si on voulait l'y introduire le consentement de tous les habitants était nécessaire.

Le compoix était fait par des prud'hommes, nommés par la communauté. Les ecclésiastiques, les gentilshommes et les officiers des cours supérieures n'y figuraient pas.

Cette faculté d'imposer les meubles remonte à une origine assez ancienne. Au XVIII^e siècle, à Rodez, on distinguait la talha de la possession, et la talha del mobile. Cependant, un très petit nombre de communautés possédaient des compoix lors de la création de l'Administration provinciale, ils n'existaient que dans les principales villes de la Province, et dans quelques communautés des environs de Rodez et de Millau. Il semble que le paiement de cette imposition était plus arbitraire dans les villes où elle n'était établie que sur des apparences souvent trompeuses, que dans les campagnes où elle était réglée habituellement par tête de bétail.

Cette manière de répartir la taille ne s'appliquait point à la vicomté de Turenne, qui ne faisait pas partie de la Haute-Guyenne lors de la rédaction du tarif. Cette petite vicomté avait conservé, lors de sa réunion à la Couronne, ses usages et ses privilèges, outre la taille proprement dite, elle ne payait seulement qu'une partie de ses accessoires tels que dépenses des quartiers d'hiver, et frais de milice, elle ne contribuait pas à l'imposition du trop allivré. Les sommes qu'elle devait ainsi payer étaient énoncées dans les commissions du Roi et dans l'arrêt qui ordonnait l'imposition des sommes comprises au second brevet.

Quant à la répartition entre les communautés, elle était faite suivant une proportion établie par le Conseil, et qui avait pour base celle établie entre elles pour la taille qu'elles payaient au Duc de Bouillon, leur seigneur. Les communautés répartissaient l'impôt suivant les rôles faits en 1737, dernière année de la jouissance du Duc de Bouillon.

La taille était également réelle dans cette partie de la Province. Cependant, elle ne l'était pas de la manière dont on l'entendait communément. Certes on ne pouvait y taxer que les propriétaires et

à proportion des fonds qu'ils possédaient, mais ils étaient libres de transporter leur taille d'une communauté sur une autre et de payer ainsi dans une communauté pour des fonds qu'ils possédaient dans d'autres communautés. Cette faculté donnait lieu à des discussions fréquentes. La Cour des Aides avait essayé, mais en vain, de supprimer ce droit qui gênait considérablement les communautés.

Le poids de la taille était très lourd dans toute la France et plus particulièrement en Haute-Guyenne ; cette province ayant perdu la prospérité, toute relative d'ailleurs, dont elle jouissait au Moyen-Age.

La taille avait été toujours proportionnellement plus augmentée que les autres impôts, c'était la seule taxe, écrit Necker, dans son Compte Rendu au Roi, qu'on pouvait augmenter obscurément ou du moins sans aucune formalité gênante, et par un simple arrêt du Conseil rendu souvent même à l'insu du Souverain. « Simple arrêt, qui avait l'immense avantage de n'avoir pas à être enregistré par les parlements, comme ceux qui créaient ou augmentaient les autres impôts ».

Après avoir été élevé considérablement à plusieurs reprises, pendant la dernière moitié du ^{xvii}e siècle, le montant global de la taille perçu en Haute-Guyenne était passé de 1.703.825 livres en 1700 à 3.299.532 livres lors de la création de l'Administration Provinciale.

Cette augmentation, au cours du ^{xviii}e siècle est due au fait que de multiples impositions accessoires furent ajoutées au principal de la taille, elles étaient en 1779 supérieures au tiers du montant global de cette imposition.

Lors de la réforme de la taille, en 1768, celle-ci fut divisée en deux parties : premier et second brevet. Le premier brevet, qui comprenait la taille proprement dite, le taillon, le fonds des maréchaussées et le fonds des étapes, fut fixé à un chiffre immuable. Seul pouvait varier le deuxième brevet qui comprenait toute une série d'autres impositions militaires, locales ou extraordinaires, et l'abonnement de certains droits. Le premier brevet avait été fixé pour la Haute-Guyenne à la somme de 2.131.314 livres 18 sols.

Les principales impositions comprises dans le deuxième brevet étaient pour la Haute-Guyenne les suivantes :

Fonds pour les appointements, gratifications, supplément d'appointements et frais des ingénieurs, inspecteurs, trésoriers et contrôleurs généraux, des ponts et chaussées pour l'entretien des travaux faits pour la navigation ; fonds pour le principal et les sols pour livre des droits d'usage et nouveaux acquets à imposer sur les communautés qui y sont sujettes ; fonds pour l'abonnement des

droits sur les huiles et savons ; fonds pour l'abonnement des droits de courtiers, jaugeurs et inspecteurs aux boucheries et boissons ; fonds pour l'entretien des hôpitaux ; fonds pour la gratification annuelle des maîtres de poste ; fonds pour les pépinières ; fonds pour la pension des Pères Jésuites de Rodez et celle des Pères Doctrinaires de Villefranche ; fonds pour le loyer du bureau de l'élection de Montauban ; fonds pour l'abonnement des octrois municipaux.

Certaines des sommes ainsi perçues avaient une destination absolument étrangère à la Province, c'est ainsi qu'en 1752, nous trouvons dans les impositions accessoires des sommes destinées à la reconstruction du pont d'Orléans, aux ouvrages à faire pour le nettoiement du Havre et de la Rochelle et l'enlèvement de la barre du port de la ville de Bayonne et au paiement de l'intérêt dû aux propriétaires des fonds pris pour les fortifications de la ville de Bayonne.

SECTION V

Contribution pour l'entretien et la confection des chemins

L'intendant Pajot (1726-1740) avait entrepris la construction des routes les plus importantes pour la Haute-Guyenne, malheureusement pour continuer cette œuvre vitale pour la province, l'intendant de Lescapier (1740-1756), les fonds nécessaires n'étant plus fournis par le trésor royal, dut, aux environs de 1740, avoir recours à la corvée (12 journées de travail par an), elle ne fut imposée qu'aux communautés traversées par les routes ou situées à proximité de ces dernières. L'emploi de la corvée suscita le plus vif mécontentement dans les communautés qui y étaient soumises, et les fraudes se multipliant, l'intendant de Gourgues imitant en cela de Fontenette à Caen et Turgot en Limousin, décida en 1770 de laisser aux communautés la liberté d'exécuter elles-mêmes les journées de travail dont elles étaient redevables ou de faire remplir leur tâche à prix d'argent. Toutes optèrent pour ce dernier parti. En conséquence, en 1770-71 et 72 on procéda à l'adjudication des ouvrages nécessaires pour la construction ou l'entretien des routes et le prix en fut imposé sur les communautés soumises à la corvée à environ 1/10 de leur taille.

L'imposition annuelle pour cet objet fut de 262.500 livres dont 2.500 pour frais de recouvrement.

En 1779 on répartit cette imposition non plus seulement entre les communautés précédemment soumises à la corvée, mais aussi entre

le reste des communautés de la province qui en avaient été d'abord exemptées parce que leur éloignement des routes les avaient dispensées de la corvée ; et comme le montant global ne fut pas augmenté la quote-part de celles qui avaient été taxées primitivement se trouva diminuée. Il ne nous est pas possible de dire sur quelle base fut alors faite la répartition, elle n'eut pas de rapport avec la taille, et il est probable qu'on en profita pour taxer à un taux très peu élevé les communautés que l'on jugeait trop allivrées d'après le tarif de 1669 et à les soulager de cette manière.

Cette imposition se faisant avec la taille il en résultait logiquement que les fonds ruraux y contribuaient seuls et que les fonds nobles en étaient exemptés, les cultivateurs et les bestiaux employés à l'exploitation de ces derniers ayant été cependant assujettis à la corvée. Pour éviter pareille injustice on permit aux communautés en 1779 de les taxer, la contribution des fonds nobles devait être réglée sur le nombre de charrues employées à leur exploitation, comparé avec celui de la totalité de la communauté. Il semble qu'elles n'aient guère profité de cette faculté en Haute-Guyenne.

SECTION VI

Les Vingtièmes

Les vingtièmes ont été l'impôt le moins critiqué de l'ancien régime ; Dupont de Nemours, Forbonnais, Moreau de Beaumont, Adam Smith sont d'accord pour reconnaître avec l'assemblée constituante que c'était « la contribution la moins imparfaite et la moins vexatoire » des anciennes impositions (adresse aux Français de l'assemblée constituante de juin 1791).

Au cours du 18^e siècle cet impôt avait porté les noms successifs de dixièmes, cinquantièmes, vingtièmes. Il avait été établi le 14 octobre 1710 sous le titre de dixièmes, et il n'avait été à cette époque qu'un expédient financier et non une étape vers une répartition plus équitable des charges fiscales. Ce n'est que Machault qui y vit un moyen de réorganiser notre système fiscal et de lever sur les revenus de tous sans exception, sans privilège, sans abonnement, un impôt destiné à assurer le triomphe des principes d'égalité et d'uniformité fiscale ; c'est ce qu'il chercha à atteindre dans son édit de mai 1749 qu'il appliqua strictement durant tout son passage aux affaires.

Mais tout changea quand il fut obligé de quitter le pouvoir, et

son successeur revint aux anciens errements pratiqués avant lui (exemption du clergé, abonnements, etc.).

Les nécessités de la guerre ne tardèrent pas à obliger le Roi à établir un deuxième vingtième (édit du 7 juillet 1756). Le contrôleur général Bertin pour pallier au déficit considérable du budget, par l'édit d'avril 1763, organisa une perception plus exacte des vingtièmes, il prescrivit un dénombrement exact de tous les biens-fonds sans exception, une sorte de cadastre, qui servirait ultérieurement, précisait-il, dans son article 5, à l'assiette des autres impositions, sauf de la capitation.

C'était vouloir écarter l'arbitraire de la taille et des vingtièmes, aussi parlements et privilégiés s'agitèrent tant et si bien que Bertin dut quitter son poste. Pour satisfaire les parlements, par la déclaration du 21 novembre 1763 il fut décidé que, les cadastres seraient rédigés « après vérification faite de nos cours ».

Le coup d'Etat de Maupeau contre les parlements permit à Terray de modifier profondément, par l'édit de novembre 1771, le régime des vingtièmes et de leur faire rendre des sommes élevées plus en rapport avec les revenus des contribuables.

Il proroge indéfiniment le premier vingtième, et il fixe la perception du deuxième au terme du 1^{er} janvier 1781 ; il transforme, à partir du 1^{er} juillet 1772, les 2 sols par livre du dixième en 4 sols par livre du premier vingtième. Il décide en outre que les vingtièmes seront perçus conformément à l'édit de 1749 de Machaut, et il fixe l'augmentation à obtenir des nouvelles mesures à un neuvième. De notables progrès seront réalisés pour une assiette plus exacte de cet impôt, les vérifications des contrôleurs se multiplient. Turgot et Necker continuent cette politique de justice et ils donnent des instructions précises en ce sens, dont les plus importantes sont celles du 28 septembre 1777 (vérification des biens nobles) et celles du 2 novembre 1777.

Les vingtièmes ne ressemblaient en rien à notre impôt sur le revenu actuel. « C'est, dit Marion (Impôts directs sous l'Ancien Régime, p. 64), un impôt cédulaire sur toutes les différentes sources de revenus sans exception de privilège égal en théorie sur les différentes sources de revenus comparable à bien des égards à l'income tax britannique. »

On divisait les revenus en quatre catégories : 1^o vingtième des biens-fonds (revenu foncier, terres, droits seigneuriaux, rentes foncières, moulins, maisons) ; 2^o vingtième mobilier (sauf emprunts d'Etat) ; 3^o vingtième d'industrie (revenus industriels et commerciaux) ; 4^o vingtième des offices et droits.

En fait, les sommes supportées par les trois dernières catégories étaient très réduites, les vingtièmes étaient presque exclusivement fonciers.

L'Etat ne percevait pas directement le vingtième mobilier. Il laissait ce soin aux débiteurs, qui devaient payer l'impôt sur leurs revenus tout entiers, sans que ces dettes entrent en ligne de compte. Le débiteur retenait ensuite sur les intérêts payés au créancier la part de l'impôt payé pour la dette, c'est-à-dire le vingtième. Ce système avait l'énorme avantage de supprimer les rôles des vingtièmes mobiliers et de débarrasser l'administration des difficultés énormes que leur confection aurait exigées.

L'établissement des vingtièmes des offices et droits ne donnait pas lieu à de grandes difficultés ; en ce qui concerne les sommes payées aux fonctionnaires royaux, ou à d'autres personnes, l'on appliquait le système de la retenue. Pour les offices dont les droits étaient perçus sur le public, ils furent taxés d'après les déclarations vérifiées par les intendants.

En 1777 fut supprimé le vingtième des offices subalternes de justice, celui qui était prélevé sur les gages que les communautés devaient à leurs administrateurs particuliers ; cependant les communautés purent être autorisées par des décisions particulières à reprendre sur les officiers subalternes de la justice ce qu'elles perdaient par la suppression de ces taxes en augmentant celles de leurs impositions personnelles.

La confection des rôles des vingtièmes d'industrie était beaucoup plus délicate, le contrôle des déclarations des contribuables était quasi-impossible, l'on établit le plus souvent les vingtièmes sur les sommes qui servaient de base à l'établissement de la capitation et aucune déclaration ne fut exigée des commerçants. Dans d'autres cas, les communautés furent taxées en bloc et on leur laissa le soin de répartir la somme exigée entre leurs membres.

Les sommes produites par le vingtième d'industrie furent si faibles qu'on le supprima entièrement pour les bourgs, villages et campagnes en 1777.

Dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, des recherches très minutieuses furent faites pour arriver à une répartition exacte des vingtièmes des biens-fonds. Des déclarations furent exigées de tous les propriétaires privilégiés ou non, elles devaient contenir une déclaration de la nature, de l'étendue, de la qualité, et du produit net du bien-fonds, mais elles n'avaient pour rôle que de servir d'indication aux contrôleurs des vingtièmes, chargés de distribuer cet impôt entre les communautés.

En Haute-Guyenne, il semble que la répartition des vingtièmes des biens-fonds, entre les communautés, ait dû se faire d'après le tarif de 1669, établi en principe après estimation de tous les biens-fonds de la Province. En effet, l'édit d'avril 1765 sur les vingtièmes avait prescrit pour une meilleure répartition de cet impôt un dénombrement exact de tous les biens-fonds sans exception, en fait un cadastre; mais ce tarif était trop notoirement inexact pour être utilisé dans ce but, et pendant de nombreuses années, au début de la deuxième moitié du XVIII^e siècle, les contrôleurs des vingtièmes s'occupèrent avec le plus grand soin d'une répartition plus équitable, rien n'échappa à leurs recherches, les contrats de vente et de loyer, le produit des dîmes, une discussion minutieuse avec les propriétaires eux-mêmes. Il est certain qu'ils cherchèrent à distribuer cette imposition de manière à corriger les vices du tarif de 1669.

La Cour des Aides de Montauban alléguait plusieurs fois des faits très graves contre eux, mais il semble que ce soit à tort, au cours de notre étude nous avons et nous aurons plusieurs fois l'occasion de montrer quel esprit étroit, mesquin, et égoïste animait les magistrats de cette Cour.

Dans les procès-verbaux de l'assemblée de 1779, nous lisons d'ailleurs p. 74, que les contrôleurs employèrent « tous les moyens que « l'intérêt et le désir de remplir exactement leurs commissions leur « suggèrent. »

Le résultat de leurs opérations porta les vingtièmes nobles et ruraux à la somme de 1.220.000 l.

Telle était la contribution de la Province lorsqu'au mois d'avril 1772 les ordres émanés de Terray augmentèrent d'un neuvième le chiffre des vingtièmes à percevoir. En conséquence, ils furent fixés dans la Province à 1.430.000 l. et pour arriver à l'établissement des rôles correspondant à cette somme, les contrôleurs se remirent au travail.

Quatre ans plus tard, l'instruction du 25 août 1776 vint fixer dans quelles conditions les rôles devaient être vérifiés, et principalement la manière d'établir la valeur des biens, d'après les prix des denrées, on lisait notamment dans son art. 18 : « Lorsque la fixation du prix « des grains a été faite dans les différentes généralités, Sa Majesté en « l'ordonnant, a voulu qu'elle fût établie sur des prix au-dessous de « la valeur réelle, et elle a été déterminée en conséquence sur les « prix des marchés depuis l'année 1747, jusque et compris l'année « 1767. Son intention a été par là que les propriétaires des fonds ne « pussent de la faveur de cette fixation beaucoup plus faible qu'elle « ne devait l'être le dédommagement qu'il lui a paru juste de leur

« accorder pour les indemniser des réparations annuelles qu'entraînaient les corps de ferme. »

Malheureusement, les contrôleurs et les directeurs des vingtièmes s'écartèrent des principes de cette instruction. Au lieu de fixer la valeur des biens sur le pied du prix des denrées, de 1747 à 1767, ils adoptèrent des bases différentes pour les diverses élections. Dans celle de Montauban et dans celle de Cahors, ils prirent pour base le prix des marchés de 1755 à 1774, et dans les quatre autres élections la base de leur estimation fut faite sur le prix des grains de 1749 à 1757 en y joignant l'année 1772 ; les vingtièmes nobles furent appréciés dans les six élections sur les prix des grains de 1761 à 1773.

Le résultat des vérifications faites en 1776 par les contrôleurs, sous la direction de Dubu, directeur des vingtièmes dans la Province, fut de fixer les vingtièmes à la somme de 1.508.965 l. 14 s. 9 d., soit 685.893 l. 10 s. pour chacun des vingtièmes et 137.178 l. 14 s. pour les 4 sols pour livre ; et vu l'augmentation des revenus des contribuables il était à craindre que toute nouvelle vérification amène une élévation de ce chiffre.

Il est nécessaire de bien préciser que les travaux des contrôleurs n'avaient pour but que d'établir un tarif pour la répartition du montant global des vingtièmes entre les communautés et non entre les particuliers. La répartition des vingtièmes fixés d'après le tarif pour une communauté donnée se faisait entre ses habitants, d'après le cadastre de la communauté, et sa répartition était faite sur le même rôle que la taille.

Les biens nobles ne figuraient pas en principe aux cadastres des communautés. La répartition des vingtièmes nobles et ruraux se faisait sur des rôles séparés. Mais un arrêt du Conseil de 1777 décida que désormais les biens nobles seraient taxés et compris à la suite des rôles de la taille. En conséquence, les communautés furent autorisées à en faire la recherche, à faire encadrer et allivrer ceux qui ne l'étaient pas, et à les taxer suivant cet allivrement, comme il était fait pour les autres biens de la communauté.

Cette mesure avait pour but d'appliquer le principe de « l'égalité devant l'impôt » pour les vingtièmes en établissant une juste proportion entre la cotisation des biens nobles et celles des biens ruraux, en ne faisant aucune distinction entre eux pour la répartition de cet impôt.

En Haute-Guyenne, la charge supportée de ce fait par les biens nobles étaient très légère, par comparaison avec les biens ruraux, et même une grande quantité de biens nobles n'avaient pas été déclarés, et avaient été soustraits de cette manière à l'impôt sur les vingtièmes.

Aussi, l'arrêt de 1777 souleva-t-il le plus grand mécontentement parmi les propriétaires de biens nobles, principalement parmi les membres de la noblesse qui opposèrent à son application la plus vive résistance.

Chaque année, sur le produit des vingtièmes, le Roi accordait à la Province une certaine somme (14.000 l. avant l'établissement du troisième vingtième, 21.000 l. après) pour les non valeurs, décharges, et modération de vingtièmes. En outre, les frais d'administration assignés sur cette imposition étaient de 6.000 l.

SECTION VII

Nécessité de répartir la Taille, la Contribution pour les chemins et les Vingtièmes sur la même base

Il est nécessaire d'insister sur le fait que les divers impôts réels, taille, vingtième, impôts pour les chemins, dont la nature était la même, avaient été répartis d'après des principes différents et cependant, ils auraient dû être assis sur une même base, mais le tarif de 1669 était apparu comme trop imparfait, et on avait essayé de corriger ces imperfections dans la répartition des vingtièmes et de l'impôt pour les chemins (le même but avait été poursuivi aussi lors de l'établissement de la capitation).

D'après le tableau suivant, l'on jugera d'un seul coup d'œil ces disproportions de la répartition des différentes impositions qui auraient dû avoir le même tarif pour base :

Nom des Communautes	Taille	Vingtièmes	Impositions des chemins	Rapport du vingtième à la taille	Rapport - la taille à l'imposition des chemins
Le Serre	777 »	791 »	62 »	légèrement plus élevé que la taille.	Près du 1/11.
Grégols	495,4	424,4	25,13	Environ les 6/7.	Moins du 1/20.
Durfort	2.971,2	2.584 »	154,5	Près des 5/6.	Près du 1/19.
Brouelles	1.691 »	906 »	148,8	Moins de 5/9.	Plus du 1/12.
Bioules	11.794,11	4.161 »	1.034,14	Plus du 1/3.	Plus du 1/11.
Rodez	22.026,12	4.568 »	1.631 »	Plus du 1/5.	Plus du 1/12.
Le Théron	1.650 »	249 »	85,10	Moins du 1/16.	Près du 1/20.
Saint - Cirgue-Lapopie	13.528,2	1.723 »	290,13	Moins du 1/8.	Près du 1/47.
Beaumat	2.293,16	153 »	197,17	Moins du 1/15.	Plus du 1/12.
Belaye	4.319,6	197,6	234,1	Près du 1/23.	Plus du 1/20.
Lavinzelle	3.195,17	77 »	221,3	Moins du 1/41.	Plus du 1/11.

L'Assemblée provinciale comprit, dès ses premières réunions, qu'il était urgent d'établir un tarif rigoureusement exact qui servirait indistinctement à la répartition de tous les impôts directs réels, et elle travailla avec acharnement à la réalisation de ce projet.

SECTION VIII

La Capitation. Sa répartition. Ses accessoires

La Capitation, l'ancêtre direct de notre impôt sur le revenu, est une des formes d'impositions les plus anciennes.

En 1695, pressé par le besoin le plus urgent, le Gouvernement établit pour trois ans, par la déclaration du 18 janvier 1695, la capitation. C'était une taxe générale par feux et par famille sans autre exception que celle des taillables imposées à moins de 40 sols ; la population fut divisée, à cet effet, en 22 classes, d'après la situation sociale, avec taxe uniforme pour chaque classe.

Lorsque, en 1701, le renouvellement de la guerre en nécessita le rétablissement, elle fut profondément modifiée. La déclaration du 12 mars 1701 en supprimant le système des classes, en fait trop arbitraire, en fit un impôt de répartition, l'on fixa la somme à payer pour chaque généralité, et la répartition en fut confiée aux intendants. Il en fut de même jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. En mars 1705, 2 sols par livre y furent ajoutés, et en décembre 1747, l'on décida de percevoir 2 nouveaux sols par livre.

En 1781, le montant de cette imposition était pour la Haute-Guyenne de 1.330.598 l. 6 s. 5 d. dont 1.268.964 l. 15 s. 9 d. pour la capitation des roturiers et 61.633 l. 10 s. 8 d. pour la capitation des nobles, officiers de justice, privilégiés, et employés des fermes ; qui se percevait sur des rôles différents de ceux de la capitation des roturiers (un seul par élection pour chaque catégorie).

De 1781 à 1789, cette somme globale ne varia guère, elle descendra en 1786 à 1.327.218 l. époque à laquelle elle fut réduite de 3.380 livres, montant de la capitation retenue dans les états du Roi aux receveurs particuliers des finances précédemment cotisés avec les autres contribuables de la Province, et elle passera en 1788, à 1 million 357.505 l., 30.287 l. ayant été ajoutées à son montant pour la reconstruction des prisons de Toulouse.

La capitation n'était plus payée par le clergé de Haute-Guyenne depuis 1710, époque à laquelle le clergé français s'était racheté pour la somme modique de 24 millions.

La répartition de la capitation des roturiers entre les communautés avait été faite par les intendants. Dans son discours du 15 septembre 1779, à l'Assemblée, le Commissaire du Roi précisa sur quelles bases cette répartition s'était faite :

« Pour la répartir avec autant d'égalité qu'il est possible de le « faire lorsqu'on n'a aucune règle bien certaine, on a cherché à s'as- « surer du nombre de familles dont chaque communauté est com- « posée, de leurs facultés, de leurs situations plus ou moins avanta- « geuses pour le commerce. C'est sur ces connaissances qu'on a établi « une espèce de tarif pour la répartition de cette imposition entre les « communautés. »

En fait, l'on tint compte des vices du tarif de 1669 que l'on chercha à corriger en imposant légèrement les communautés que l'on croyait être trop imposées de taille comme si cette imposition personnelle avait la même base que celle se prélevant exclusivement sur le revenu de la terre. Il en résultait que dans certaines communautés des contribuables payaient une capitation plusieurs fois plus forte que celle qu'ils auraient payée s'ils avaient habité des communautés voisines. Aussi, voyait-on fréquemment les habitants les plus riches d'une communauté fortement imposée à la capitation émigrer dans les lieux moins fortement imposés, ce qui, étant donné la fixité du montant global de la capitation attribuée à chaque communauté, avait un double résultat inique : augmenter encore la charge des habitants de la communauté surchargée, puisque le montant de l'impôt de celui qui partait devait être réparti sur ceux qui restaient, diminuer la contribution imposée de sa nouvelle résidence qu'il déchargeait du montant de la capitation qu'on lui imposait. Richeprey, dans ses *Voyages*, se fait l'écho des plaintes multiples qu'un tel abus suscitait, il cite le cas de contribuables qui avaient bâti leur maison à cheval sur deux communautés, pour payer leur capitation dans celle des deux qui était la moins imposée, et il indique plusieurs communautés que le départ d'un seul contribuable très riche avait ruinées, en leur rendant le poids de la capitation insupportable.

La taxe personnelle des contribuables était faite dans leur communauté respective par des députés qu'ils choisissaient eux-mêmes, et qui devaient être pris parmi tous les états et dans chacun des membres dont les communautés étaient composées.

La capitation de la noblesse était en fait répartie à peu près sans règle par les intendants. Légalement, ce travail aurait dû être fait par l'intendant assisté de gentilshommes (un pour chaque élection).

Il est à présumer que la collaboration de ces gentilshommes cessa

en Haute-Guyenne de très bonne heure, comme presque partout ailleurs, les intéressés furent rebutés par cette besogne ingrate et par les inimitiés qu'elle risquait de leur assurer. La somme payée par la noblesse était infime en Haute-Guyenne, elle était à peine le 1/22 de l'imposition totale.

Au montant de la capitation perçue par le Trésor Royal, il y avait lieu d'ajouter, comme pour la taille, toute une série d'impositions accessoires, perçues au marc la livre de cette imposition, et destinées à payer certaines dépenses intéressant la Province, que l'on peut ranger en 3 catégories :

- 1° Impositions accessoires proprement dites.
- 2° Fonds variables de la capitation.
- 3° Fonds libres de la capitation.

1° Les impositions accessoires proprement dites, ce sont celles qui étaient nécessitées par des dépenses extraordinaires de la Province, le montant de la dépense, le plus souvent assez important, était réparti sur plusieurs années, c'est ainsi que lors de la création de l'Assemblée provinciale, une somme de 37.000 l. était perçue annuellement pour la construction de l'Hôtel de l'Intendance à Montauban, (elle ne fut perçue que de 1779 à 1782), plus tard, en 1788 et les années suivantes, 30.287 l. seront imposées pour payer la contribution de la Haute-Guyenne à la reconstruction des nouvelles prisons du Parlement de Toulouse.

2° Les fonds variables comprenaient des impositions accessoires, destinées à solder des dépenses annuelles susceptibles de variation, pour chacune d'elles une somme fixe était imposée, l'on faisait ensuite une masse totale de ces fonds, et l'on prélevait sur cette dernière la somme nécessaire pour chacune des dépenses variables, somme qui pouvait être inférieure ou supérieure au montant de l'imposition qui était perçue pour le paiement de cette dépense, généralement le montant des sommes dépensées n'atteignait pas la totalité des fonds, et le reste était employé pour des objets intéressant la Province.

Ces fonds variables étaient de 37.000 l. lors de la création de l'Administration provinciale (gratification des messagers de poste 8.205 livres, logements militaires 12.000 l., dotation des collèges 16.978 l.) à partir de 1783, ils reçurent une augmentation de 37.000 l. les élevant ainsi à la somme totale de 74.003 l. Ces 37.000 l. faisaient déjà partie de la capitation étant destinées à acquitter le prix de l'Hôtel de l'Intendance, ils ne devaient plus être perçus à partir de 1783, mais sur la demande de l'Administration provinciale, ils furent

ajoutés au montant global des fonds variables pour permettre de réaliser certaines améliorations urgentes dans la Province.

3° Les fonds libres étaient la différence entre le montant de la capitation perçue et la somme destinée au pouvoir royal. Au cours de la première moitié du XVIII^e siècle, les intendants avaient pris l'habitude d'imposer un peu au delà des chiffres normaux de la capitation, afin d'avoir de quoi couvrir les modérations, décharges, et non valeurs, et d'avoir quelques fonds disponibles pour divers objets de bienfaisance ou d'utilité publique, c'est là l'origine et le but des fonds libres. Un arrêt du Conseil de 1765 restreignit un peu ce droit en fixant désormais le montant de la somme à imposer, tant pour le Trésor Royal que pour couvrir les modérations, non valeurs, et certaines dépenses locales.

Les fonds libres étaient lors de la création de l'Administration provinciale de 147.500 livres, 51.500 l. étaient destinées aux décharges, modérations, et non valeurs, les frais des collecteurs et des receveurs particuliers chargés de percevoir l'impôt atteignaient environ 36.500 l. et il restait une somme d'environ 59.000 l. qui servait à payer certaines dépenses fixes et annuelles de la Province, telles que frais de bureau de l'Intendance, haras, pépinières, frais de l'Administration provinciale, gratification, secours, etc., et des dépenses imprévues.

Les fonds libres et les fonds variables de la capitation étaient à la disposition de la Province. Le règlement du Conseil du 8 septembre 1782 avait précisé dans son article 4 que la Commission intermédiaire continuerait, conformément à ce qui se passait depuis 1779, à être chargée de la distribution des fonds libres de la capitation. Mais, à la suite de certains conflits avec l'Intendant, l'arrêt du Roi du 10 mars 1785 vint développer et préciser ce règlement, dans son article 4, section 1^{re}, il fixe la manière dont ces fonds devaient être employés. Chaque année, l'intendant délivrait à certaines époques des certificats de paiement, pour tous les objets fixes et annuels assignés sur les fonds libres de la capitation. Toutes ces ordonnances, à l'exception cependant de celles pour les frais de bureau de l'Intendance, pour la gratification des subdélégués et pour le logement des commandants, inspecteurs, et autres officiers généraux employés dans la Province, devaient être envoyées à la Commission intermédiaire qui après les avoir signées en faisait ensuite la distribution.

En ce qui concerne les dépenses imprévues prises sur les fonds libres, la Commission intermédiaire devait faire parvenir au Conseil, tous les trois mois, par la voie du commissaire départi, un état

de distribution des secours, gratifications et autres dépenses qu'elle croyait devoir proposer. Le Conseil, après avoir statué sur l'admission ou le rejet des dépenses ainsi faites, renvoyait l'état à la Commission intermédiaire par la voie du commissaire départi. Lorsque l'Intendant avait employé pour des objets dépendant de son administration des personnes qu'il croyait convenable de récompenser sur les fonds libres de la capitation, ou lorsqu'il avait à proposer sur ces fonds des dépenses relatives à des parties de service le concernant uniquement, il en instruisait la Commission intermédiaire qui comprenait ces dépenses dans son premier état de distribution. Si cette dernière croyait avoir à formuler à leur sujet quelques observations, elle les insérait dans cet état. En faisant passer celui-ci au Conseil, l'Intendant présentait à ce sujet ses réflexions ultérieures et le Conseil statuait.

En ce qui concerne les fonds variables l'art. 8 du règlement du 8 septembre 1785 décide que la Commission intermédiaire proposera, de six en six mois, un état de distribution des fonds de dépenses variables assignées sur les impositions accessoires de la capitation dans la même forme et suivant la même procédure que pour les fonds libres. L'intendant pouvait en outre subvenir sur ces mêmes fonds aux frais de casernement des troupes qui étaient envoyées en quartier dans la Province et aux autres dépenses relatives au service militaire.

Voici à titre d'exemple quel fut l'emploi des fonds libres et des fonds variables de la capitation pour l'année 1785 :

1° Fonds libres.

RECETTES :

Montant global de la capitation	Livres	1.330.598
Moins la somme à porter au Trésor Royal.....		1.183.266
		147.332

DÉPENSES :

a) Décharges et modérations	51.346
Taxation des collecteurs et des receveurs particuliers.	36.529

b) Bureaux de l'Intendance	18.620
Ponts et Chaussées	2.200
Haras	9.950
Appointements et logements de l'Inspecteur des manufactures	1.400
Subdélégué	2.400
Pépinières	8.000
Frais de l'Administration provinciale	13.152
Impressions	5.354
Louyeterie	900
Dépenses particulières	1.400
	151.262

soit un déficit de 3.930 livres.

2° Fonds variables :

RECETTES :

Gratification des messagers de poste	8.025
Logements militaires	12.000
Dotation des collèges	16.978
Ancienne imposition de l'Hôtel de l'Intendance	37.000
	74.003

DÉPENSES :

Déficit sur les fonds libres de la capitation	3.930
Logements militaires	15.410
Gratifications des maîtres de poste	10.425
Indemnités en faveur de M. Pulliguen, premier Président à la Cour des Aides de Montauban	3.000
Pensions des collèges	15.720
Subdélégués	2.400
Intendance	12.145
Achat d'étalons espagnols	6.957
Marie de Gasseral	3.000
Dépenses particulières	1.960
	74.947

Excédent des dépenses : 944 livres.

CHAPITRE VII

Essai d'une répartition plus équitable de la Taille

SECTION I

Projet du comte de Panat à la session de septembre-octobre 1779. Son adoption

La réforme des impôt directs et réels, et surtout la rectification du tarif de 1669, était, comme nous l'avons vu, une nécessité des plus urgentes, aussi, l'Assemblée, dès sa réunion du 14 septembre 1779, lors de la constitution de ses bureaux, chargea-t-elle spécialement l'un d'eux, le Bureau des Tailles et des Règlements, du soin d'examiner ce problème et de lui proposer le plus rapidement possible la solution qu'il jugeait la meilleure à son avis.

L'œuvre était particulièrement difficile et semblait devoir réclamer beaucoup de temps. On avait travaillé plus d'un siècle à rectifier l'impôt territorial du Milanais, on avait employé au même objet dans le Piémont un grand nombre d'années malgré une surveillance de tous les instants du Roi de Sardaigne. En Silésie prussienne 25 années de travail avaient été nécessaires avant d'aboutir à un résultat. Et ce n'était qu'avec l'aide d'une très grande constance que Turgot et d'Aguesseau avaient établi une meilleure répartition dans les généralités d'Auch et dans le Dauphiné. Partout ces opérations avaient exigé des dépenses considérables.

Ce bureau se mit immédiatement au travail, et dès le 24 du même mois, en son nom, l'évêque de Cahors donna lecture à l'Assemblée d'un rapport « dans lequel, précise le procès-verbal, sont expliqués : « l'origine et la nature de la taille... la manière dont la répartition s'en fait dans les six élections de la Généralité sur les communautés les composant et ensuite sur les redevables de chaque « communauté et les vices du cadastre de 1669, le remède qu'on a

« cherché à y apporter par l'imposition du trop allivré le don annuel connu sous le nom de moins imposé... »

Le 26, le Comte de Panat présenta un nouveau rapport véritable chef-d'œuvre de clarté et de précision où il apportait avec un rare sens pratique, le principe des solutions que l'Assemblée devait adopter ultérieurement. Après avoir bien marqué que la réforme des impositions est l'objet « le plus essentiel et le plus intéressant pour « le bonheur des différentes classes de citoyens », il ne cache pas aux députés que « c'est aussi le plus difficile ». Le cadastre et le trop allivré doivent surtout retenir toute l'attention de l'Assemblée. Il ne peut être question de procéder au renouvellement général des cadastres, malgré les injustices frappantes qu'ils contiennent et qui, si elles avaient disparu à l'égard des acquéreurs (les prix d'achat qu'ils avaient payés ayant été fixés en tenant compte du taux de la taille) n'en subsistaient pas moins pour les propriétaires originaires ; inconvénient plus grave, la disproportion de la taille « amène certains propriétaires à faire l'abandon de leurs fonds, « parce que celui-ci ne peut plus produire de quoi payer la taille. »

Il est donc urgent de remédier aux injustices les plus criardes du tarif de 1669, sans recourir cependant à la confection générale du cadastre. Le trop allivré ne peut plus qu'imparfaitement venir en aide aux communautés lésées, on lui reproche surtout de commencer par accroître d'une manière certaine le fardeau des communautés trop allivrées puisqu'elles contribuent toutes au trop allivré, en outre, sa perception à l'inconvénient de présenter au ministre des finances une masse de secours librement disponible en apparence et au moyen desquels il a cru pouvoir se dispenser d'accorder des fonds extraordinaires pour le soulagement des peuples de cette province. « Le principe de toute équité dans les impositions, fait-il remarquer « avec beaucoup de sagesse, consiste dans le maintien d'un juste « équilibre dans l'estimation des objets soumis à l'impôt... Il est in- « différent à un contribuable de voir son bien plus ou moins estimé « parce que tous les autres contribuables éprouvent le même sort. »

Le but de l'Assemblée doit être de rechercher « cette balance proportionnelle à laquelle la sagacité et la prudence humaines peuvent prétendre beaucoup plutôt qu'à des estimations rigoureusement justes qui surpasseraient nos moyens et nos forces. »

Le Comte de Panat expose ensuite longuement les détails du projet établi par le Bureau des Tailles pour arriver à cette balance proportionnelle.

Il faut, en principe, autoriser les communautés qui seraient trop allivrées à présenter requête à l'Assemblée ou à la Commission in-

termédiaire, mais comme on a fait très justement remarquer que les communautés allivrées sont en très grand nombre et que l'Administration sera accablée de demandes pour connaître celles qui sont généralement connues pour être trop allivrées, l'on se référera à l'examen des secours du trop allivré accordés depuis 1728. Pour qu'une communauté soit autorisée à constater qu'elle est trop allivrée il sera nécessaire qu'elle y soit formellement autorisée par l'Administration provinciale qui n'accordera ce droit qu'aux communautés qui seront présumées être allivrées au moins d'un tiers en sus de l'allivrement qu'elles devraient supporter.

Pour pouvoir apprécier justement les forces d'une communauté et établir ses impositions d'une manière proportionnelle avec les impositions établies sur les autres communautés il est indispensable que l'Administration ait une base générale, une mesure commune à laquelle puissent se rapporter tous les objets soumis à l'impôt. L'établissement de cette base commune est le point délicat du système. Le Comte de Panat observe que le moyen le plus simple à son avis est d'établir une table générale d'abonnement de toutes les catégories de sols de la Province, c'est-à-dire faire faire la vérification des différents sols de la Province et des différentes natures de biens, des frais de culture des produits des récoltes, du prix commun des ventes et des loyers pour partager les différents sols de la Province en autant de divisions qu'il sera nécessaire de manière que la 1^{re} division contienne le sol du meilleur revenu et la dernière le sol du plus mauvais, les divisions intermédiaires étant graduellement remplies par des sols de qualités intermédiaires, 25 ou 30 divisions seraient adoptées. Il ne sera pas difficile ensuite d'apprécier le taux commun d'imposition que doit supporter une mesure quelconque de terre dans chacune de ces divisions en tenant compte du taux d'imposition que supporte une mesure égale de terre de même qualité dans les diverses élections où elle est taxée.

Cette opération terminée il sera aisé d'apprécier « grosso modo », si la communauté plaignante est allivrée ou non d'un tiers au-dessus du taux commun et si par conséquent il faut ou ne faut pas admettre sa requête.

Si cette dernière est admise, il sera procédé aux frais de la communauté intéressée à la confection de son cadastre qui devra être fait par des abonateurs (géomètres) agréés ou nommés par l'Administration en se conformant à la table générale d'abonnement.

Le cadastre terminé il sera possible de constater d'une manière précise si le degré de lésion dont la communauté a le droit de se plaindre est supérieur ou inférieur au tiers, s'il excède le tiers, la

communauté sera dégrévée sinon l'Administration se bornera à noter le montant de l'excès de l'imposition pour pouvoir en faire usage « dans un autre temps ».

L'Administration pourra, par exemple, statuer la première année sur quatre ou cinq cadastres, ensuite plus habituée à ce travail il lui sera possible d'en vérifier dix par an ce qui semble être « suffisant » pour remplir les vues de sagesse et de justice qu'on se propose ». En effet par ce moyen, sans secousse, sans précipitation et presque sans frais la Province verra continuellement son cadastre tendre à la perfection ; après avoir statué sur les communautés lésées d'un tiers, on s'occupera de celles lésées d'un quart puis de celles lésées d'un cinquième et ainsi de suite.

L'on peut reprocher à cette méthode d'occasionner des dépenses très élevées aux communautés déjà très appauvries en les obligeant à des frais considérables pour refaire leur cadastre aussi sera-t-il nécessaire de venir au secours de certaines communautés pour les aider dans ce travail.

Quarante ou cinquante mille livres du trop allivré pourraient être employées pour diminuer le montant de la taille fournie par les communautés reconnues trop allivrées, vingt mille livres de ce fonds seraient réservées pour les frais et dépenses imprévues et spécialement pour les travaux de la table d'abonnement et des cadastres et le surplus cinquante ou soixante mille livres serait rendu à toutes les communautés de la Province sous forme d'une diminution générale de la taille.

Ce projet du comte de Panat fut longuement discuté aux séances des 26 et 27 septembre 1779, et il fut adopté par l'Assemblée dans ses grandes lignes : pour arriver à une présomption équitable des charges des communautés, la Commission intermédiaire devrait faire procéder à la confection d'une table d'abonnement des sols de la Province ; les cadastres seraient faits aux frais des communautés et seules seraient dégrévées celles qui seraient reconnues être imposées au delà d'un tiers en sus de l'allivrement commun. A partir de l'année 1781, date à laquelle l'Assemblée devait commencer à administrer les impôts, il serait fait sur l'imposition du trop allivré une distraction d'une somme de 40.000 l. pour être distribué aux communautés trop imposées, somme qui en attendant la vérification faite pour la réfection des cadastres serait distribuée aux communautés notoirement trop allivrées par le Bureau intermédiaire qui prendra à cet effet tous les renseignements utiles ; le surplus du trop allivré soit 80.000 l. ne sera plus perçu à l'exception provisoire d'une somme de 20.000 l. qui sera affectée aux frais préliminaires

de la révision des cadastres : politique très habile, ainsi l'on procurait à tous les contribuables un soulagement immédiat, l'on trouvait sans impôt nouveau les fonds nécessaires à l'opération engagée et, l'on assurait par l'intervention de l'Assemblée la distribution effective d'un secours aux communautés notoirement les plus mal-traitées.

A la demande du Bureau des Tailles il fut aussi décidé que les particuliers ayant souffert de dommages ne pourraient recevoir une indemnité spéciale sur les fonds du moins imposé en dehors de celle accordée en dégrèvement aux particuliers de leur communauté qu'après avis favorable d'une assemblée de la communauté où assisterait un représentant du Bureau intermédiaire, cette mesure ayant pour but de veiller à ce que l'équité soit observée.

Toutes les délibérations de l'Administration provinciale devait, comme nous l'avons déjà fait observer être soumises à l'approbation du Pouvoir Royal. Aussi durant toute la première partie de l'année 1780 le Bureau intermédiaire énergiquement soutenu par Mgr Champion de Cicé ne cessa-t-il de solliciter du Gouvernement un règlement conforme aux délibérations de l'Assemblée de 1779. Ses multiples efforts furent couronnés de succès : par les lettres patentes du 10 juin 1780, les travaux furent autorisés à titre d'essai.

Les syndics annoncèrent lors de la première séance de la session de 1780, le 9 septembre, que ce règlement allait incessamment être enregistré par la Cour des Aides de Montauban (en réalité il l'était déjà depuis le 19 août et l'enregistrement avait été fait en des termes qui paralysaient son exécution comme nous le verrons plus loin).

SECTION II

Session de 1780, mise au point du projet adopté en 1779 Mesures proposées par le Bureau de Tailles

Les principes d'une réforme totale de la taille étaient posés, mais ils étaient indiqués d'une manière très générale ; leur réalisation suscitait les plus grandes difficultés, il importait avant tout de préciser les notions pratiques selon lesquelles la table générale d'abonnement des sols de la Province et les cadastres des communautés seraient faits. Il fallait aussi trouver des hommes très compétents capables de diriger les travaux, c'est alors chose presque impossible, le Bureau intermédiaire probablement sur le conseil de son président Mgr Champion de Cicé fit appel à Henri de Richeprey qui

n'avait point encore trente ans et dont la réputation était déjà grande comme nous l'avons vu plus haut ; il lui donna comme auxiliaire Calmes de la Bessière, propriétaire à la Bessière, et ce choix fut aussi heureux que le précédent. Calmes de la Bessière sut mettre en pratique le plan de Richeprey.

Le Bureau intermédiaire sur leurs conseils se mit à l'œuvre et put fournir au Bureau des Tailles constitué lors de l'Assemblée de septembre-octobre 1780 les éléments nécessaires à ses travaux. Ils furent en outre chargés de faire un essai de la méthode de rectification des cadastres sur la communauté de Villefranche.

La rectification des cadastres fut la principale question traitée au cours de cette session, la lecture du rapport du Bureau des Tailles occupa 6 séances.

Il consacra une partie importante de ce travail à un historique complet du tarif de 1669 pour montrer combien la répartition adoptée alors était inexacte, et il fit observer une fois de plus qu'il serait folie d'entreprendre la réfection immédiate de tous les cadastres de la Province ce qui nécessiterait une multitude infinie d'experts abonateurs qui porteraient dans leurs opérations leurs manières d'envisager les objets et qui s'écarteraient plus ou moins de l'esprit et de la lettre de la méthode qui leur aurait été prescrite. Il faisait aussi remarquer qu'il serait impossible de trouver le nombre d'abonnateurs nécessaire à une aussi vaste opération.

Le reste du rapport était exclusivement consacré à la réalisation pratique de la méthode adoptée en 1779 ; il est à peu près certain qu'il est dû quant au fond à Henri de Richeprey dont la compétence en cette matière était peut-être unique en Europe.

1^o Table d'abonnement.

La Commission intermédiaire avait établi un projet de table progressive des divers degrés d'abonnement dans lesquels devraient être rangés les sols de la Province, elle avait compris que l'on ne devait suivre rigoureusement ni les principes de la progression géométrique ni ceux de la progression arithmétique, elle avait suivi « la progression qu'indiquait la nature elle-même ». 30 degrés étaient prévus. L'espèce de terre la plus mauvaise pouvant supporter l'impôt est l'espèce qui ne rend année commune que 10 sols par arpent, le 5^e degré comprenait les terres donnant 3 livres de revenu à l'arpent, le 10^e degré celles de 9 l. 10 s., le 15^e celles de 30 livres, le 20^e celles de 75 l., le 25^e celles de 150 l. et le dernier celles de 298 l. et au-dessus.

Cette table progressive avait été ainsi conçue pour rendre beau-

coup plus de nuances que ne le faisait la plupart des cadastres et cependant les différences entre les degrés étaient toutes assez sensibles pour que les experts n'aient pas d'hésitation pour classer un terrain dans telle ou telle catégorie.

Cette table supposait comme condition essentielle que les terres seraient mesurées sur le pied d'une mesure commune (dans un chapitre suivant nous montrerons la multiplicité des unités de mesure en Haute-Guyenne) il avait semblé que l'arpent de Paris (3.419 m²) devait être pris comme unité.

Le Bureau des Tailles recommandait l'adoption de cette table et, il indiquait très longuement la manière dont elle devrait être complétée pour la rendre essentiellement pratique et en faciliter le plus possible l'application aux communautés ; les experts parcourront la Province pour fixer les caractéristiques des natures de terrains comprises dans chaque degré de la table. Chaque degré exigera de leur part un travail particulier. « Ils réuniront toutes les preuves qui peuvent servir à constater la valeur réelle des terres comprises entre chaque degré. » Ces indications permettront de classer rapidement dans tel ou tel degré les terrains d'une communauté. En outre pour que l'opération des experts porte sa preuve en elle-même ils seront tenus de fournir 3 exemples pour chaque nature de biens (terres labourées, jardins, vignes, prés, pâtures, châtaigneraies, bois et mai-sons), de chaque degré dans chacune des 6 élections de la Province ; ces exemples seront choisis avec le plus grand discernement, agréés par l'Administration et décrits avec le plus grand détail et accompagnés d'un plan. Leur description sera faite en présence des consuls des communautés où ils seront situés, d'experts abonateurs pris sur les lieux, des membres de l'Assemblée et des correspondants de l'Administration qui y résideront. Les descriptions seront signées par toutes les personnes présentes.

Pour répandre plus de clarté sur cette méthode et montrer ses résultats pratiques, la Commission intermédiaire avait donné ordre à Henri de Richeprey et à un autre expert (Calmes de la Bessière) de procéder à l'application de cette méthode sur la communauté de Villefranche dont l'étendue et la variété des terrains qu'elle renferme pouvaient servir à exprimer la plus grande partie des terrains qui se trouvent dans la Province ; leurs travaux étaient déjà très avancés et dès qu'ils devaient être terminés, certainement avant la fin de la session, ils devaient être communiqués à l'Assemblée. Dès maintenant ils étaient satisfaits des résultats déjà obtenus qui prouvaient l'efficacité de la méthode projetée et la possibilité rapide de son exécution.

Pour diriger les opérations des experts le Bureau des Tailles avait rédigé une instruction « sur les moyens de former la base proportionnelle d'après laquelle l'Administration pourra statuer sur le sort des communautés trop allivrées ». Cette instruction admirablement bien rédigée dont il fut donné lecture à l'Assemblée précise quels seront les travaux des experts et dans quel esprit ils devront les accomplir. Elle pose en principe que pour arriver à une comparaison plus exacte des sols de la Province, il ne faudra employer qu'un nombre très restreint d'experts qu'on choisira avec le plus grand soin. « Le premier objet que les agents ont à remplir est de se bien pénétrer du projet de l'Assemblée, d'en considérer tous les rapports ».

Le premier point auquel ils auront à se conformer sera de parcourir toutes les natures de biens-fonds qui se trouvent dans la Province, abstraction faite de toute distinction de communautés et d'élections et même de propriétés. Aucun canton ne devra être omis dans leur examen, à moins qu'il ne présente des différences si légères qu'elles ne méritent pas d'être appréciées.

Les suites de cette première opération seront d'appliquer la table d'abonnement aux différents degrés de diverses natures de biens qu'ils auront vérifiés, et si l'expérience établissait la nécessité de quelques changements dans la table d'abonnement, les experts le feraient connaître à la Commission intermédiaire pour les faire autoriser. « Pour procéder à ce classement il leur faudra réunir toutes les certitudes et les approximations », certes des erreurs sont possibles : « la nature se refuse à un genre de preuves capable de produire une certitude mathématique, chacune des approximations qu'on va indiquer est sans doute sujette à erreur ; mais leur réunion peut devenir la base d'une administration équitable et éloignée de tout arbitraire... On va indiquer 7 différents genres d'approximation mais sans prétendre les (les experts) y borner. Leur expérience et leur sagacité en découvriront d'autres ».

Les approximations sont :

1° « L'examen naturel de la terre » (grasse, sablonneuse, humide ou sèche, tenace ou friable).

2° « La proportion de la semence avant la récolte ».

3° « Le produit habituel de la dîme ».

4° « L'évaluation des frais de culture ordinaire comparés avec la récolte ».

5° « Le prix habituel de la vente de l'arpent de terre », « les experts consulteront les livres de contrôle, mais comme ils devront considérer les terres comme franc de toutes rentes et même de dîme, ils devront modifier les prix en conséquence ».

6° « Le prix habituel du loyer ».

7° « L'exposition plus ou moins sensible de la terre aux accidents « fortuits d'inondation et même de grêle ».

L'instruction donne en outre des précisions spéciales pour apprécier les vignes, les prés, les pâtis, les jardins, les bois et les vergers.

Il fut convenu que les maisons dans les campagnes et certains bourgs, étant une simple dépendance et un moyen de culture des propriétés rurales, ne seraient estimées que sur le pied du meilleur terrain du lieu. Quant aux autres bourgs et aux villes elles seront appréciées suivant la valeur combinée des ventes et des locations déduction faite des réparations et des frais d'entretien.

La mesure dont on se servira pour apprécier les maisons et les moulins sera la toise composée de six pieds de roi (1 m. 95).

Les exemples doivent être mesurés en arpents de Paris. Il ne doit se rencontrer de différence entre eux que celles que la nature a établies, aussi les charges de dime, de rentes seigneuriales et autres servitudes ne seront appréciées que pour mémoire. Les experts devront mesurer les terres à la planchette. Ils seront autorisés à compulser les cadastres des communautés et ils seront adressés aux membres de l'Assemblée aux maires et consuls et aux curés. « Leurs fonctions « dirigées par des vues de justice d'ordre et de bienfaisance ne peuvent qu'être accueillies favorablement dans la Province, et tout « le monde s'empressera sans doute de contribuer à l'exactitude de « leur travail. » Presque partout comme nous le verrons un peu plus loin, la population ou du moins les notables des campagnes leur vinrent en aide, mais parfois, ils durent travailler au milieu de l'indifférence, et dans quelques rares cas au milieu de l'hostilité des habitants des communautés visitées.

Tous les travaux ainsi faits devaient être classés d'une manière très précise indiquée par l'Instruction, les experts devront remplir plusieurs états à colonnes. Le premier auquel tous les autres se rapporteront contiendra la liste de tous les degrés, chacun d'eux occupera une colonne, au bout de celle-ci seront placées les observations des experts les plus propres à caractériser la particularité essentielle qui constitue ce degré. Exemple : le premier degré ne s'appliquera qu'aux terres qui ne peuvent se labourer qu'après 5 ans de repos et qui sont situées dans tel ou tel canton. A la suite de ces observations il sera fait mention des nombres des numéros et de l'emplacement des exemples qui auront été choisis pour servir de preuve à l'opération des experts sur ce degré.

Quant au deuxième état à colonnes, il servira à indiquer les si-

gnes caractéristiques des différentes natures de biens de chaque degré, chacune de ces dernières aura le sien qui sera mis dans un carton avec les dix-huit enveloppes contenant chacune un exemple et ses pièces justificatives.

L'Instruction détermine d'une manière précise le nom de colonne de chacun d'entre eux ainsi celui des terres labourées aura 13 degrés : degré de la table ; qualités physiques ; exposition ; situation ; mesure (au-dessous les experts écriront arpent de Paris) ; produit des ventes ; frais de cultures ; quantité et valeur des fruits (la valeur commune des grains sera déterminée d'après celles des vingt années précédentes et appréciée suivant la mesure locale ou le setier de Paris) ; valeur réelle ; taux commun actuel d'imposition ; nombre et indications des exemples.

Tous les travaux faits par les experts seront conservés dans les archives « pour servir de modèle et de base perpétuelle aux opérations ultérieures ».

2.^o *Taux commun d'allivrement.*

Le rapport s'étend ensuite très longuement sur la méthode à suivre « pour parvenir à discerner le taux commun d'allivrement des degrés de chaque nature de biens » une fois fixés d'une manière invariable les divers degrés de terres et autres natures de biens dont la Province est composée. Pour arriver à des taux rigoureusement exacts, il faudrait connaître la quantité d'arpents qui existent dans chaque nature de biens de chaque degré, et le montant total de l'impôt étant connu, une simple proportion établirait le taux d'imposition pour chaque degré, mais la superficie de chaque nature de biens étant inconnue, il faudra recourir à des moyens d'approximation qui puissent conduire à une détermination impartiale et raisonnable. Ces moyens on les trouvera dans les exemples dont on a longuement expliqué le mécanisme précédemment.

Pour qu'ils puissent être utiles il est absolument nécessaire qu'ils soient choisis dans les communautés généralement reconnues pour être imposées à un taux raisonnable. Au cas où cette détermination souffrirait des difficultés, l'Administration désignerait en outre deux communautés dans chaque élection dans les deux degrés extrêmes (les communautés surchargées et communautés favorisées).

Le nombre des trois exemples par élection paraît être suffisant : en supposant en effet qu'il y ait trente degrés dans les terres labourables, il en résultera pour cette catégorie 540 exemples dans toute la Province.

Lorsque le taux de l'imposition de chacun des exemples pour chaque degré de diverses natures de biens aura été déterminé, les experts réuniront le montant de l'imposition des dix-huit exemples de chacun d'eux ; ils additionneront ces dix-huit nombres, et, la division du total par dix-huit leur donnera le taux commun d'imposition de cette nature de biens. La même opération sera faite pour chaque degré de toutes les natures de biens sans confondre ensemble ni les degrés, ni les natures de biens. Si cependant l'opération finie, il existait encore quelque incertitude raisonnable sur la détermination provisoire du taux commun d'imposition l'Administration ferait constater autant de nouveaux exemples qu'elle le jugerait nécessaire. Ainsi cette vérification de fait règlera provisoirement le taux commun d'imposition ; provisoirement, car lorsque la totalité des communautés de la Province aura refait son cadastre, il sera possible de procéder à l'opération dont on a parlé plus haut.

Pour les natures de biens qui ne se trouvent qu'en petite quantité dans la Province pour pouvoir fournir le nombre d'exemples voulu, les experts procéderont par analogie avec les classes supérieures et inférieures de ces natures de biens.

3° Réfection des cadastres.

Après avoir ainsi minutieusement réglé la manière dont sera faite la table générale d'abonnement et établi le taux commun d'allivrement, le rapport précise dans quelles conditions les communautés pourront procéder à la confection de leurs cadastres et de quelle manière seront faits les dégrèvements.

Les cadastres ne pourront être faits que conformément aux principes de la table générale d'abonnement pour conserver l'uniformité qui est à la base même de tout le système. Les communautés qui voudront rectifier ou refaire leur cadastre seront tenues de faire procéder à ces opérations par deux experts dont l'un sera choisi par elle et le second par les procureurs généraux syndics de la Province, ce qui permettra d'assurer le respect des principes établis. De façon à résoudre rapidement les différends qui pourraient se produire entre les experts, en cas de partage dans leur avis, les dits experts en nommeront un troisième pour les départager, à leur défaut ce choix sera fait par la Commission intermédiaire ; et au cas où ces trois experts réunis ne parviendraient pas à former entre eux une pluralité de suffrages, la Commission intermédiaire prendra la solution la plus équitable ; le troisième expert sera payé moitié par l'Administration, moitié par la communauté.

Toute communauté qui aura obtenu l'agrément de la Commission intermédiaire pour refaire son cadastre sera dégrevée s'il est prouvé par la confection de son nouveau cadastre qu'elle y a droit. Il semble que l'imposition au delà du tiers de l'allivrement commun n'est plus exigée, l'on tient avec juste raison à ce que le taux commun soit appliqué à tous les cadastres refaits sauf une exception que nous indiquerons plus loin.

La somme d'impôt dont la communauté plaignante aura été déchargée sera répartie sur la totalité des autres communautés de la Province, à l'exception de celles qui, par suite de réfection de leur cadastre auraient été réduites à l'allivrement qu'elles doivent supporter.

Dans les nouveaux cadastres, l'imposition des différents degrés de chaque nature de terre sera réglée sur la véritable valeur des dits degrés conformément à ce qui est fixé par la table d'abonnement général ; les terres qui ne portent pas dix sols de revenu par arpent et celles qui sont employées en chemin de la première, de la seconde ou de la troisième classe ne seront comprises au cadastre que pour mémoire et ne recevront aucun allivrement, le rejet des impôts que les dites terres supportaient précédemment sera réparti sur toutes les communautés de la Province qui en bénéficient et cette fois sans aucune exception. Cette décision mettait fin à un des abus les plus criards de cette époque, les propriétaires dont les fonds étaient traversés par des chemins non contents de se voir expropriés sans aucune indemnité de terrains nécessaires à leur construction, devaient continuer de payer l'impôt sur les dits terrains sous le prétexte, un peu trop simpliste, que ces chemins donnaient des plus-values considérables à leurs fonds. Quant aux terrains occupés par les chemins purement vicinaux et qui constituent la quatrième classe de chemins de la Province, ils seront mentionnés pour mémoire dans les nouveaux cadastres et l'imposition des terrains qu'ils occupent sera répartie au marc la livre sur la communauté seulement à laquelle ils appartiennent ; ces chemins n'étant utiles qu'à ces seules communautés.

L'opération de la réfection des cadastres n'ayant qu'un but, celui de venir au secours des communautés trop imposées, aucune communauté ne pourra être contrainte à refaire son cadastre, et au cas où lors de l'application du nouveau cadastre l'on constaterait qu'une communauté n'est pas assez allivrée, il ne sera fait aucun changement dans la fixation de son allivrement jusqu'à ce qu'elle-même le demande.

En vue de préserver et de favoriser le propriétaire qui améliorant

ses fonds se verrait inquiéter par la communauté qui voudrait augmenter ses impôts, toute communauté qui aura fait procéder au renouvellement de son cadastre conformément à la méthode prescrite ne pourra y faire procéder de nouveau en vue de modifier la répartition de l'impôt entre ses membres, sauf toutefois dans les villes où à raison de variations qui surviennent dans la valeur des maisons les communautés pourront procéder à une nouvelle distribution de leur allivrement en s'y faisant spécialement autoriser par la Cour des Aides.

Il sera fait un double des nouveaux cadastres sur papier commun qui sera signé comme l'original et envoyé à la Commission intermédiaire pour être déposé dans les archives de la Province, indépendamment du double prévu par les règlements de la Cour des Aides.

Il n'était pas possible de trouver dans la Province un nombre suffisant d'experts capables pour mener à bien ces vastes travaux ; le Bureau des Tailles s'était préoccupé de résoudre cette grave difficulté en en formant un certain nombre et en s'efforçant de leur rendre les nouvelles opérations faciles et familières. Les mesures qu'il proposait étaient les suivantes : il sera fait sous le contrôle de l'Administration par les experts qui auront vérifié les degrés d'abonnement de la table générale deux ou trois cadastres dans les communautés plaignantes de la Province, ces cadastres faits avec le plus grand soin serviront de modèle, en outre, ils seront dressés en présence de sept ou huit experts choisis par l'Administration dans les divers cantons de la Province et ceux-ci seront utilisés dans des travaux ultérieurs.

Grâce à ces diverses mesures, le Bureau des Tailles pensait que toutes les communautés seraient amenées très rapidement à refaire leur cadastre soit parce que le taux de leur allivrement était excessif, soit parce qu'elles y seraient déterminées d'un côté par la multiplication des rejets occasionnés par la diminution d'allivrement accordée aux communautés nouvellement encadastrées, soit par l'apât de la franchise accordée par le nouveau règlement aux terres employées en route, et aux terrains d'un revenu inférieur à 10 sols.

4° Dégrèvement de 30.000 l. portant sur toutes les communautés.

L'impossibilité de faire à la fois tous les cadastres des communautés plaignantes rendra le sort de celles-ci d'autant plus cruel qu'indépendamment d'un allivrement excessif elles auront encore à supporter leur portion de rejet d'allivrement des communautés nouvellement encadastrées, aussi est-ce pour cela qu'une somme de

30.000 l. sur le trop allivré sera-t-elle rendue à toutes les communautés. La somme de 40.000 l. que l'Assemblée avait décidé lors de la session précédente de distribuer aux communautés avait été réduite par les lettres patentes à la somme de 30.000 l. et une somme égale devait être réservée aux opérations de réforme du tarif.

Le Bureau des Tailles proposait en outre toute une série de mesures complémentaires : l'abrogation de la loi qui défend à tout contribuable de n'abandonner aucune partie de ses possessions sans abandonner tous les fonds qu'il possède dans la même communauté ; l'interdiction de l'imposition par le compoids cabaliste et industriel adopté par plusieurs communautés de la Province et dont la répartition est nécessairement arbitraire ; la rectification du territoire des communautés comprenant des parties qui naturellement devraient faire partie d'autres communautés.

5° *Vote par l'assemblée de ces mesures.*

Le 28 septembre 1780 l'Assemblée s'empresse d'approuver le rapport fait par le Bureau des Tailles et fit siennes ses conclusions ; la Commission intermédiaire fut chargée de prescrire aux experts « telles instructions que les circonstances pourraient exiger » et il fut arrêté « Qu'aussitôt que l'opération générale sera à son terme l'Administration se retirera par devers le Roi, pour lui en rendre compte et de le supplier de vouloir bien l'autoriser pour qu'elle puisse être la base de toutes les opérations ultérieures de ladite Administration, à l'égard des communautés trop allivrées, et pour la confection des cadastres qui seront désormais entrepris dans la Province ».

6° *Essai fait sur la communauté de Villefranche.*

Quelques jours plus tard, le 2 octobre, de Richeprey et Calmes de la Bessière présentèrent l'essai de la méthode de la rectification des cadastres qu'ils avaient fait sur la communauté de Villefranche, il fut trouvé conforme à la méthode adoptée par l'Assemblée et unanimement approuvée. Ce travail est conservé aux archives départementales de l'Aveyron (Série C 1589) et nous avons pu nous rendre compte de son importance et du soin que l'on avait apporté à sa rédaction. Il entre dans les plus petits détails. Les sols de cette communauté avaient été divisés et classés en 43 degrés qui sont minutieusement décrits, on y trouve de nombreux exemples soigneusement étudiés. Une table d'abonnement avait été dressée pour cette communauté. Des exemples de plans cadastraux et une très longue note sur l'ancien cadastre complètent cette documentation si abondante.

SECTION III

Travaux accomplis entre la session de 1780 et celle de 1782.

1° *Voyages d'Henri de Richeprey à travers la Province pour l'examen des sols.*

La session terminée il fallait au plus tôt faire passer le plan tracé dans la réalité, c'était là une tâche particulièrement difficile et qui demandait de très longs mois de travail, nous verrons qu'elle fut accomplie de main de maître : voici le résumé des travaux faits entre la session de 1780 et celle de 1782.

Dès le 15 octobre 1780, malgré l'approche de la mauvaise saison, Henry de Richeprey et Calmes de la Bessière accompagnés de plusieurs experts quittèrent Villefranche pour commencer l'examen des sols de la Province. Durant la fin de 1780 et le début de 1781, ils visitèrent toutes les parties de la Haute-Guyenne, s'arrêtant dans presque toutes les communautés, examinant les grandes différences des sols, l'état de la situation de chaque contrée, les rapports d'imposition (Taille, vingtièmes, capitation, imposition pour les chemins) du plus grand nombre des communautés. Des procès-verbaux signés par les officiers municipaux et les principaux propriétaires présentent le résumé de toutes leurs recherches. Leur réunion forme le *Journal des Voyages* de Henri de Richeprey conservé aux archives départementales du département de l'Aveyron (Série C 1545 et 1546). On y trouve des connaissances générales sur les qualités et les natures de la plupart des terrains, l'état des cadastres, la présomption commune sur le plus ou le moins d'allivrement et sur la proportion qui règne dans la répartition entre les communautés voisines et entre les propriétaires d'une même communauté, les besoins de chaque contrée et une foule d'autres renseignements très précieux.

« Il est certain que de Richeprey et Calmes de la Bessière ont mis
« tout leur talent, toute leur conscience à bien mener cette enquête ;
« leurs renseignements sont sûrs, leurs appréciations exactes, et il
« faut reconnaître que c'est bien méritoire de la part d'étrangers qui
« étaient appelés à juger les habitants et un pays qu'ils ne connais-
« saient pas avant d'entreprendre leurs travaux (ceci n'est pas entiè-
« rement exact pour Calmes de la Bessière qui connaissait déjà une
« partie du Rouergue). A l'époque de leur voyage à travers le Rouer-
« gue, on les accueillit pourtant avec défiance (pas toujours cepen-
« dant) on les prit pour des inquisiteurs ».

Nous souscrivons entièrement à ce jugement porté par Ernest Plagnard dans la préface des « *Extraits du Journal des Voyages de Henri de Richeprey et de Calmes de la Bessière...* » Le *Journal des Voyages* est probablement le document le plus précis et le plus exact que l'on puisse trouver sur l'état d'une province à la veille de la Révolution, aussi lui consacrerons-nous un chapitre particulier où nous chercherons à grouper tous les renseignements si précieux qu'il nous donne ne voulant ici nous occuper seulement des notes fournies sur la taille et le cadastre.

La presque totalité des communautés possèdent des cadastres dont la grande majorité date de la fin du ^{xviii}^e siècle. Les tables d'abonnement sont pour la plupart toutes divisées en cinq ou six catégories variant entre chaque communauté mais dont les principales sont : granges, étables, pâtis, jardins, chenevières, prés, landes et bois de chêne, châtaigneraies, vignes. Chaque catégorie est partagée en trois subdivisions ou quatre, telles que : meilleur, bon, assez bon, moyen, faible. La plupart des cadastres sont en bon état, mais beaucoup de tables d'abonnement sont déchirées ou même ont totalement disparu.

Beaucoup de communautés se plaignent de la défectuosité de leur table d'abonnement soit qu'elle ait été mal faite à l'origine soit que exacte lors de sa rédaction elle soit devenue fausse par suite des modifications des terrains dues aux ravines, inondations ou autres causes. La presque unanimité des communes déclare payer des impôts beaucoup trop élevés non seulement par rapport à ses revenus mais aussi le plus souvent par rapport aux communautés voisines. Ne pouvant immédiatement vérifier les affirmations des habitants en ce qui concernait le degré d'allivrement de leur communauté les enquêteurs s'étaient bornés le plus souvent à les transcrire textuellement dans le *Journal des Voyages*. Il importait de ne pas les admettre sans réserve, aussi des travaux complémentaires fort importants furent-ils entrepris.

Après avoir dressé des instructions uniformes pour les experts qui travaillaient à la table d'abonnement, la Commission intermédiaire, probablement sur la suggestion de Richeprey et de Calmes de la Bessière, qui, en fait, dirigeaient les travaux, fit-elle résumer pour chaque communauté les notions qu'on avait recueillies soit dans le *Journal des Voyages*, soit dans un grand nombre de notes que les officiers municipaux, les principaux propriétaires, les correspondants et les membres de l'Administration avaient recueillies.

On compara ensuite les résultats obtenus avec les connaissances que la Commission Intermédiaire avait antérieurement, soit d'après

les mémoires des officiers des élections et des receveurs des impositions soit d'après quelques-unes des recherches qui avaient servi à d'anciennes opérations, et quand des doutes surgissaient, on se rendit sur les lieux pour des vérifications très minutieuses.

Parmi les anciennes recherches qui furent utilisées, l'on se servit surtout des états de distributions des vingtièmes et de la capitation et des travaux faits dans ce but, nous avons en effet déjà fait observer que les répartitions de ces deux impôts avaient été faites pour corriger autant que possible les erreurs du tarif de 1669 en surchargeant les communautés trop peu allivrées et en dégrévant les autres. La distribution du trop allivré n'avait été utilisée qu'aux époques où elle avait été faite avec un strict esprit de justice, c'est-à-dire au moment de son institution par l'intendant Pajot en 1727 et lors de l'essai de réforme fait en 1757 par l'intendant La Galaisière. On examina aussi avec beaucoup d'attention les mémoires envoyés par un grand nombre de communautés dont Saint Affrique pour se plaindre de leur allivrement excessif.

Pendant ce temps, Calmes de la Bessière faisait une seconde tournée en Rouergue, pour prendre sur les sols des notions plus précises que les premières et vérifier les rapports entre les impositions dans un certain nombre de communautés sur lesquelles lors du premier voyage il n'avait pas été possible de se procurer des renseignements et pour commencer la description des exemples.

C'est avec l'extrait de tous ces travaux que H. de Richeprey entreprit un second voyage à travers la Province pour vérifier les rapports d'imposition d'un grand nombre de communautés. Il s'arrêta surtout dans celles qui étaient présumées être le moins ou le plus allivré, et pour déterminer le jugement qu'on devait porter définitivement sur elles, il en compara dans la mesure du possible le rapport du produit des fonds avec la quotité de l'impôt. Il examina aussi quelle était l'opinion des communautés sur la quotité de l'impôt de celles qui les environnaient, quelle était l'opinion des riches propriétaires sur l'imposition des diverses communautés dans lesquelles ils possédaient des terres.

2° Description des communautés de la Province, leur division en cinq catégories.

Muni de tous ces renseignements, au cours de 1781-1782, il entreprit la description de toute la Province élection par élection, communauté par communauté, pour chacune de ces dernières l'on y trouve de multiples renseignements ; tableau des impositions, des

charges locales, de la nature des sols, de l'agriculture, du commerce, de la population, etc., à la veille de la session de 1782 il allait être fait une vérification générale de cette description.

Elle se terminait par la division en cinq classes de toutes les communautés de chaque élection : la première classe comprenant les communautés « moins imposées » la seconde « celles qui le sont le plus », la troisième « celles qui le sont un peu plus », la quatrième « celles qui le sont beaucoup trop » et la cinquième « celles sur lesquelles on n'a pu encore fournir que des doutes ». Ce tableau fut présenté par H. de Richeprey à la Commission Intermédiaire qui délibéra qu'on rechercherait les exemples pour la table d'abonnement général, dans la troisième et la quatrième classes ce qui devait permettre à son avis de se rapprocher le plus possible du taux moyen d'allivrement de la Province et que, en outre, il serait fait encore de nouvelles vérifications dans les communautés où l'on prendrait des exemples.

3° *Mesures prises pour la formation d'experts. — Fondation d'une école d'experts géomètres à Cahors.*

Immédiatement après cette délibération, H. de Richeprey fit un nouveau voyage à travers la plus grande partie du Quercy pour l'instruction des experts qui avaient offert leurs services à l'Administration et pour y établir l'ordre de leurs travaux. A la même époque, Calmes de la Bessière qui avait su profiter de la science et de l'expérience de Richeprey travaillait avec succès en Rouergue, où d'ailleurs, quelques personnes instruites s'étaient déjà livrées avec fruit aux recherches désirées.

Pour rendre le travail des experts uniforme, H. de Richeprey fit avec eux la description des sols de certaines communautés, fixa le prix moyen des différentes productions depuis trente ans, détermina les rapports des différentes mesures locales de terre avec l'arpent de Paris.

On voulut se procurer un grand nombre d'exemples réunissant tous les moyens d'approximation adoptés par l'Assemblée lors de sa session de 1780, mais la recherche en fut particulièrement difficile, aussi usant de l'autorisation accordée par l'Assemblée, Calmes de la Bessière proposa-t-il et fit-il adopter comme nouveau moyen d'approximation de se servir des rapports que faisaient les experts pour les ventes et les partages. Les baux à ferme ne furent utilisés qu'avec la plus grande prudence, la fraude fiscale étant déjà en très grand hon-

neur ; pour diminuer les droits de contrôle on déclarait un prix inférieur au prix véritable.

A la veille de la session de 1782 en septembre sauf dans quelques cantons de l'élection de Cahors et celle de Figeac, on avait recueilli presque tous les exemples nécessaires, il ne restait plus qu'à les vérifier et qu'à les comparer pour en conclure les notions essentielles à la table générale, mais la Commission Intermédiaire pensait que cette vérification exigerait de nouvelles opérations d'arpentage et d'estimations locales, un nouvel examen du sol, de nombreux cadastres, de baux à ferme et de contrats de vente.

La Commission Intermédiaire s'était préoccupée vivement de trouver des experts au courant des méthodes les plus efficaces et les plus rapides pour l'application de la table d'abonnement aux communautés aussi, se décida-t-elle à ouvrir le 1^{er} janvier 1781 à Cahors une école d'experts-géomètres où furent admises les personnes « dont » les dispositions étaient déjà connues, qui avaient fait de très bonnes « études et qui avaient reçu une éducation honorable ». A la fin de 1781, Loiseleur de Longschamps ingénieur géomètre qui avait travaillé sous la direction de l'Académie des Sciences fut nommé ingénieur-géomètre en chef de l'Ecole.

4° Mesures prises par la Commission intermédiaire pour une réalisation plus rapide du projet : exécution du plan et description préliminaire des communautés les plus imposées.

Ces premières dispositions prises, la Commission intermédiaire examina de nouveau le plan d'opération qui avait été fait pour préparer l'application de la table d'abonnement dans les communautés surchargées. Suivant ce plan la confection de la table d'abonnement exigeant quatre ou cinq ans de travail, on n'aurait pu juger de sa perfection qu'après sept ou huit ans si on eut attendu qu'elle fût terminée pour commencer le travail dans les communautés où on voulait en essayer l'application. Il fut décidé que, pour obvier à cet inconvénient, le plan de ces communautés et une description préliminaire seraient faits immédiatement, ce qui faciliterait grandement les travaux de l'abonnement et permettrait de le terminer peu de temps après la formation de la table. Pour remplir cet objet huit ingénieurs-géomètres furent choisis parmi les élèves les plus instruits de l'Ecole de Cahors ; ils furent divisés en deux équipes pour aller travailler dans les communautés les plus surchargées de la Province, l'une sous la direction de Longschamps et l'autre de Dutriac ; il fut convenu que lors de la mauvaise saison, ils se ren-

draient à Villefranche pour rendre compte de leur travail, faire les calculs et se perfectionner.

La Commission intermédiaire détermina les communautés les plus surchargées de la Province et parmi celles-ci elle choisit à cause de leur allivrement excessif et de la médiocrité de leur étendue qui facilitaient les opérations celles de Lencou dans l'élection de Millau et celle de Lentilhac dans l'élection de Figeac pour que les premiers essais de levée des plans y soient faits. Ces deux communautés fournirent les signaux, les indicateurs et les logements dont on eut besoin. H. de Richeprey aida les élèves ingénieurs au début des opérations, les vérifia à la fin et les déclara conformes aux principes arrêtés par l'Administration. Il avait dressé préalablement les modèles et les instructions nécessaires pour la confection des cadastres, il avait mis à profit les principales opérations des cadastres de Milan, de Piémont et de Corse ; il avait insisté sur les moyens d'éviter les abus qui régnaient dans la confection des cadastres de cette Province.

Les travaux entrepris comprenaient pour chaque communauté :

- 1° Une carte détaillée,
- 2° Un cahier contenant la description la plus générale de la communauté et le détail de tous les calculs trigonométriques.
- 3° Les plans topographiques (possessions nobles ou rurales, nature des cultures, chemins, rivières, etc.).
- 4° Les plans des villages.
- 5° Des cahiers donnant l'explication de tous ces plans et faisant connaître l'étendue, l'abonnement, les possesseurs de chaque numéro porté au plan.
- 6° Des cahiers comprenant tous les calculs qui avaient à servir à déterminer la superficie de chaque héritage.

5° *Opposition de la Cour des Aides de Montauban. Avis de l'Académie des Sciences.*

Pendant que la Commission intermédiaire faisait exécuter ces immenses travaux, elle eut à lutter contre les pires ennemis de l'Administration provinciale qui siégeaient à la Cour des Aides de Montauban.

Les lettres patentes du 10 juin 1780 avaient autorisé les travaux préliminaires de la rectification du tarif. Nous avons vu qu'elles furent enregistrées le 19 août suivant par la Cour des Aides mais en des termes tels que leur application pratique était rendue impossible ; il était précisé dans l'arrêt que « les dites lettres patentes se-

« ront enregistrées pour être exécutées sans néanmoins qu'il puisse « être fait par l'Administration provinciale de la Haute-Guyenne « aucun changement dans l'exécution tant de la déclaration du Roi « du 2 septembre 1666 que du tarif général qui fut arrêté en con- « séquence le 4 juin 1669... comme aussi à la charge qu'il ne « pourra être entrepris aucun redressement des cadastres particu- « liers des communautés du ressort pour régler les impositions de « chaque propriétaire en icelles qu'en suivant les formes accoutu- « mées légalement subsistantes ». L'application de cet arrêt aurait rendu purement théorique la réforme ordonnée par l'Assemblée. Mais la Commission intermédiaire passa outre et continua ses tra- vaux. En présence de cette attitude la Cour des Aides rendit un nou- vel arrêt le 6 mars 1781 faisant défense à toute personne de provo- quer dans l'étendue de son ressort aucune assemblée de commu- nautés pour délibérer au sujet de leur allivrement en tant qu'on pourrait en induire le changement du tarif de 1669 à peine contre les contrevenants d'être poursuivis extraordinairement.

La menace était particulièrement grave surtout à l'heure où la Commission intermédiaire venait de perdre son puissant protecteur Seignelay de Colbert, nommé à Bordeaux, mais Necker veillait et le 22 avril 1781 un mois à peine avant sa chute un arrêt du Conseil cassa et annula les arrêts de la Cour des Aides de Montauban du 19 août 1780 et du 6 mars 1781 et ordonna la continuation des opé- rations préliminaires de la rectification du tarif à titre d'essai comme le précisait déjà les lettres patentes du 10 juin 1780.

La Cour des Aides ne se tint pas pour battue et elle adressa au Roi des remontrances le 3 juillet 1781 et le 3 mars 1782.

Les idées hardies de H. de Richeprey et de ses collaborateurs, leur manière franche de s'exprimer dans le *Journal des Voyages* sur certains abus avaient effrayé une partie de la noblesse et de la bour- geoisie qui ne voyaient en eux que des « novateurs » presque tous étrangers à la Province voulant uniquement bouleverser l'ordre so- cial établi, et beaucoup n'étaient pas loin de se rallier à la Cour des Aides et à ses arguments que nous exposerons plus loin. Pour les rassurer le nouveau Président de l'Assemblée « voulant acqué- rir de nouvelles lumières » et mettre les députés « en état de se prononcer sur un objet d'une si grande importance pria l'Acadé- mie des Sciences d'examiner les moyens adoptés » dans « leurs rap- ports géométriques, arithmétiques et physiques ». Les commissai- res de l'Académie : Condorcet, Tillet, l'abbé Bossut, Desmarest et du Séjour établirent un long rapport de 30 pages environ, rédigé par

Condorcet (il est reproduit dans ses œuvres complètes publiées chez Didot en 1848 (t. 5).

Voici quelles étaient les conclusions du rapport : « Nous croyons
« devoir terminer notre rapport ; nous avons déjà observé que les
« points principaux sur lesquels nous devons donner notre avis
« étaient :

« 1° La manière d'arpenter, et nous l'avons trouvée conforme
« aux meilleurs principes de la géométrie pratique.

« 2° La manière de classer les terres, et nous l'avons jugée d'ac-
« cord avec ce que nous a donné l'application du calcul à cette
« question, en observant seulement qu'il pourrait y avoir quelque
« avantage à multiplier les divisions, et à y conserver avec plus de
« régularité des différences proportionnelles, mais en subordonnant
« toujours cette régularité au degré d'exactitude que permet l'erreur
« plus ou moins grande qu'on peut soupçonner dans l'estimation.

« 3° La manière d'estimer les terres, et elle nous a paru réunir
« tous les moyens de porter de la précision dans cette opération, et
« surtout d'éviter les disproportions dans l'estimation des terres de
« même culture et à peu près de même valeur.

« 4° Enfin la manière de déterminer d'avance, et d'après des ob-
« servations un taux d'imposition peu différent du véritable, et cette
« méthode nous a paru également être aussi exacte que l'exige la
« nature de ce travail. En effet le résultat réel de cette opération
« se borne à diminuer l'imposition de ceux qui se plaignent, il fau-
« drait que l'inexactitude fût très grande pour qu'on pût craindre,
« non que cette inexactitude augmentât le désordre, mais qu'elle
« produisit un changement avantageux qu'avec trop de lenteur ».

SECTION IV

Session de 1782

Réponse aux objections faites contre le plan

Malgré cet avis le ministre ébranlé par les nombreuses critiques formulées tint à ce que l'Assemblée lors de sa session de 1782 s'oc-
cupa plus particulièrement « du projet de rectification des cadastres
de la Province ». « Sa Majesté, déclara le Commissaire du Roi à la
« séance du 19 septembre m'a prescrit de fixer l'attention de l'Assem-
« blée Provinciale sur cet objet important, et de la mettre à même
« d'en peser mûrement les difficultés et les inconvénients, s'il en était

« susceptible, et d'insister pour que les travaux déjà commencés et la
 « discussion de ce plan dans toute son étendue et ses détails pour la
 « suite, soient le principal objet des travaux de cette Assemblée ».

Conformément à ce désir le Bureau des Tailles rédigea un très long rapport pour exposer les travaux entrepris, pour répondre aux critiques qui lui étaient faites, et pour indiquer ce qui restait à faire pour terminer la table d'abonnement.

Une fois de plus il fit le procès du tarif de 1669, son imperfection admise par tout le monde, a même été reconnue autrefois par la Cour des Aides et en 1757 le premier président de cette Cour proposait de le faire rectifier par des moyens à peu près semblables à ceux que l'Administration provinciale a adoptés.

« Ce ne sont pas les seuls motifs qui ont porté l'Administration
 « provinciale à chercher les moyens de rectifier la répartition ou le
 « tarif de 1669, elle y a encore été puissamment excitée par le spec-
 « tacle des maux qui en sont la suite ; ces maux sont extrêmes, ils
 « donnent lieu à une multitude de contraintes et de saisies qui acca-
 « blent les contribuables : ils occasionnent parmi le peuple le dé-
 « couragement et l'inertie. De là cette multitude de mendiants, la
 « stérilité d'immenses campagnes, la décadence et la destruction de
 « beaucoup de villes, de bourgs et de villages, l'émigration d'un
 « grand nombre d'habitants qui passent dans les provinces limi-
 « trophes pour y jouir d'un sort moins rigoureux ; enfin les suites
 « les plus frappantes de la misère, les naissances sont plus rares et
 « la durée de la vie plus courte dans les communautés où la cul-
 « ture suffit à peine à l'impôt. »

1° Efficacité des méthodes employées. Nouvelle précision au sujet de la réfection des cadastres.

Les moyens employés pour remédier à un mal aussi grand sont les mêmes que ceux employés et approuvés par tous y compris la Cour des Aides pour renouveler le cadastre d'une communauté, l'habitude veut alors que l'on fasse dresser une table d'abonnement et que l'on applique sur chaque héritage le degré de la table qu'on juge lui convenir, c'est exactement la méthode que nous voulons suivre, pour qu'elle soit efficace il faut :

1° Que la table d'abonnement soit bien faite.

La nôtre a de grandes chances d'être supérieure à celles faites pour les cadastres particuliers des communautés qui ne sont établis que sur la simple opinion des prud'hommes sans autre recherche.

Pour nous ce n'est qu'après avoir acquis par de multiples re-

cherches toutes les connaissances sur les sols qu'on en fera l'application et que l'on formera la table d'abonnement. Dans votre dernière Assemblée vous avez fixé en principe à trente les degrés de sols de la Haute-Guyenne « mais vous avez plutôt dressé le projet ou « le modèle d'une table d'abonnement que vous n'avez prétendu « déterminer dans la réalité les différences actuelles qui se trouvent « entre les sols ». Pour fixer exactement le nombre de degrés, il faut attendre que les recherches soient terminées. « La table méritera d'autant plus de confiance qu'elle sera le produit des faits ».

2° Que son application dans les communautés soit exacte.

Le Bureau des Tailles fournit d'amples détails sur cette deuxième partie du programme jusqu'ici fort peu traitée ; n'importait-il pas avant tout de mener à bien et d'étudier soigneusement la construction de la table d'abonnement, base indispensable du système. Il a soin d'ajouter qu'on a beaucoup profité dans la rédaction du projet des nouveaux cadastres de la grande entreprise qui a été faite pour encadrer la Corse. Richeprey l'avait longuement étudié lors de son voyage en Corse qu'il avait accompli quelques mois avant de venir en Haute-Guyenne.

Pour faire l'application de la table générale aux communautés qui demandent avec raison à être soulagées, on commencera par y faire l'arpentage de chaque propriété et on y appliquera ensuite les degrés de la table générale, ce qui permettra par une simple addition de savoir combien la communauté devra payer d'impôts relativement aux autres communautés de la Province.

Il est donc essentiel que l'arpentage soit bien fait, or il ne l'est actuellement que dans des cas exceptionnels. « Il est rare que les « arpenteurs de la Haute-Guyenne et surtout ceux du Rouergue se « servent d'instruments pour mesurer les angles. Parmi ceux qui « emploient l'équerre ou le graphomètre, il y en a peu qui savent « en faire usage. Ceux qui arpentent le mieux ne travaillent que « partie par partie sans se fixer sur des opérations générales qui « puissent servir de moyens de vérification. Ils mesurent ordinairement les terres avec de grands compas de bois qu'ils ne peuvent « mouvoir ni horizontalement ni en ligne droite et qui donnent « rarement deux fois de suite la même mesure ».

Avant de procéder à l'arpentage des propriétés privées, il faut connaître la superficie de la communauté et par conséquent en lever le plan. Pour ce l'on peut employer plusieurs méthodes ; la plus économique et la plus exacte est celle « de la triangulation », et le Bureau des Tailles fournit à ce sujet les renseignements les plus

complets (c'est d'ailleurs la méthode universellement employée aujourd'hui).

Tous les plans se lèveront à l'arpent de Paris se divisant en 100 perches, parce que cette mesure « a déjà été employée pour de grandes entreprises du même genre dans la généralité de Paris » ; mais on aura toujours soin de réduire les arpents à la mesure locale connue du plus grand nombre de propriétaires.

Les plans des villes se feront à l'échelle de 2 lignes pour toise

I	I
(—), ceux des villages à celle de 1 ligne pour toise (—) et ceux	(—)
432	864

I
des terres à l'échelle de 1/4 de ligne pour toise (—) seulement,
3456

sauf si les ingénieurs en jugent autrement.

On indiquera d'une manière très nette toutes les divisions des terres, les ruisseaux, les chemins et autres particularités. Chaque nature de culture sera levée avec une couleur différente les prés en vert, les vignes en jaune par exemple.

Chaque division du plan contiendra un numéro qu'on rapportera suivant l'ordre des chiffres dans un cahier contenant la description des toutes les propriétés. Cette description sera divisée en plusieurs colonnes contenant le numéro du plan, le nom du propriétaire et celui du canton, la nature des cultures, la superficie en arpents de Paris et en mesure locale, le degré de la table générale, la qualité physique, l'exposition, la situation, la dîme, les rentes et l'imposition.

Le plan une fois levé on appliquera à chaque numéro le degré de la table d'abonnement ce qui sera relativement facile grâce aux précisions de la table générale et aux exemples pris dans toute la Province. Ces travaux seront faits contradictoirement entre l'abonnateur et des députés nommés par l'Assemblée de la communauté. En cas de désaccord entre eux le différend sera tranché par l'abonnateur en chef avec d'autres nouveaux députés de la communauté ; contrairement au principe posé lors des projets primitifs les cadastres de ces communautés furent faits presque entièrement aux frais de l'Administration provinciale, il en sera de même plus tard pour toutes celles où l'on essaya l'application de la table d'abonnement.

Des modèles d'exécution de tous ces travaux pour représenter ces opérations d'une manière sensible et fournir les éclaircissements désirables, sont à la disposition des membres de l'Assemblée.

2° Réponse directe aux critiques formulées.

Avant de répondre directement aux critiques formulées par la Cour des Aides, il fut donné lecture du rapport fait par les Commissaires de l'Académie des Sciences.

Les critiques étaient nombreuses le Bureau des Tailles les examina une à une.

« Nous avons lieu de croire, nous dit-on, que le tarif qui existe, « ouvrage d'un grand ministre, fut fait avec soin et d'après les « meilleurs principes ; et qu'il mérite la confiance dont il a joui « jusqu'à présent, il est donc imprudent de le changer ». Il est inutile d'insister sur cette objection, tout le monde, ayant reconnu que le tarif de 1669 était mal fait.

« Mais, ajoute-t-on, quand même le tarif serait vicieux en lui-même, s'ensuivrait-il de là qu'il fût juste et nécessaire de le réformer ? Le Roi est le père commun de tous ses sujets, sa justice « ne lui permet pas d'ôter à l'un pour donner à l'autre, c'est cependant ce qu'il ferait s'il ordonnait le changement du tarif. L'impôt territorial peut être regardé comme une rente dont un bien « fonds est chargé, celui qui a acquis le bien a défalqué de son prix le capital que représente la charge dont il est grevé ; ôtez cette « charge, la valeur du bien augmente, augmentez-là, la valeur diminue ».

Voici la réponse faite à cette objection très spécieuse qui aurait peut-être mérité un examen plus attentif : « Un prince juste peut se « permettre une opération à laquelle se sont volontairement exposés « et soumis tous ses sujets, lorsqu'ils ont acquis quelque nouvelle « possession ; c'est un principe inséparable de l'impôt territorial « qu'il doit être réparti proportionnellement sur tous les fonds. Si « cette proportion est altérée ou dérangée les contribuables savent « que le Prince a le droit de la rétablir. Tous les échanges se font « dans cette supposition. » En outre nous ne faisons que généraliser une opération qui se fait couramment lors de la réfection de certains cadastres particuliers.

« Mais continue-t-on, un pareil changement ne doit avoir lieu que « dans la vue d'une grande utilité et même par nécessité ; il n'est « ici ni utile ni nécessaire de réformer un tarif qui peut avoir ses « défauts, il est vrai, mais les défauts sont-ils assez grands pour que « la disproportion soit accablante pour les communautés les plus « taxées. »

Les plus grands intérêts au contraire sont en jeu le prince doit

éviter à tout prix de plonger dans la misère une contrée et empêcher les déguerpissements et les émigrations.

« Mais, réplique-t-on, cette rectification est impossible dans les « circonstances actuelles ; et les moyens que nous avons adoptés « sont incertains et insuffisants ; c'est ce qui résulte de l'analyse du « plan et des éléments qui en sont la base. Le premier reproche à « lui faire c'est la manière dont la table d'abonnement est cons- « truite... on ne peut déterminer les nuances entre les valeurs de « tous les sols, sans connaître ces mêmes sols, ces mêmes valeurs. « Pour les connaître il aurait fallu les détailler et les estimer pièce « par pièce, c'est ce que les commissaires ne prétendent même pas « avoir fait. Il a conséquemment pu et dû leur échapper une infinité « de valeurs de sols, et, la table d'abonnement qui est le principe « fondamental de l'opération n'est déterminée que par des conjec- « tures. Les exemples ne prouvent que pour les sols particuliers sur « lesquels on les a pris et les descriptions que l'on prétend donner « des sols de chaque degré ne sont qu'un amas d'incertitudes et « d'erreurs, il ne faut donc pas donner suite à une opération qui « porte sur des principes aussi hasardés et aussi défectueux. »

Malgré la variété apparente des sols et des valeurs il existe sans aucun doute des caractères généraux qui les distinguent et qui permettent de les réunir dans des divisions communes, c'est ainsi qu'il existe un rapport entre les prés qui bordent des ruisseaux. Les différences qui peuvent exister entre eux sont toujours déterminées par des motifs locaux et particuliers qu'il n'est pas difficile de trouver et d'indiquer par une graduation quelconque. Les commissaires de l'Administration en parcourant la Province se sont attachés à saisir dans tous les cantons, ces caractères, ces traits généraux de ressemblance dans les divers sols et à observer les motifs particuliers de la différence de leur produit et de leur valeur. Ils ont séjourné assez longtemps dans les communautés, ont utilisé les tables d'abonnement des cadastres, interrogé les habitants, les prud'hommes, les experts sur les différents caractères des sols, ils se sont en outre rendus sur les lieux. Ces recherches terminées ils doivent encore se rendre de nouveau dans les communautés ; ils y vérifieront leurs appréciations en présence des habitants et contradictoirement avec les propriétaires et les experts les plus éclairés. Si contre toute vraisemblance il échappe aux commissaires des différences dignes de remarque ces omissions ne pourront avoir aucun inconvénient pour la répartition de l'impôt, on utilisera le degré supérieur et le degré inférieur.

Un autre inconvénient que l'on reproche à cette opération est

« que l'on n'a aucune connaissance certaine des communautés bien
 « vérifiée, ni en conséquence aucune base fixe, pour déterminer par
 « les exemples le véritable taux de l'imposition qui convient à
 « toutes les terres de la Province ». Nous avons vu de quelle ma-
 nière on avait divisé les communautés en cinq classes ; l'on a
 réuni sur chacune d'elles un si grand nombre de présomptions grâce
 aux connaissances acquises au moyen de diverses opérations locales
 que l'on ne peut pas disconvenir que si l'on n'a pas une connais-
 sance exacte et précise de la force respective des communautés, on
 connaît du moins les grandes différences qui règnent entre elles. Il
 y a de plus une notoriété publique dont on ne peut tenir compte.

Une des objections qui a été la plus réputée, c'est la prétendue
 durée séculaire des opérations. Il est prudent de ne pas occasionner
 des secousses dans les fortunes comme le ferait la rectification subite
 du cadastre. Une entreprise prompte et générale nécessiterait
 de grandes dépenses. D'ailleurs une fois la table d'abonnement ter-
 minée, on pourra accélérer ou retarder l'abonnement des commu-
 nautés comme on le désirera.

« On se récrie sur les dépenses que cette opération occasionnera ». Les dépenses engagées sont de deux sortes :

1° Celles qui sont relatives à la confection de la table d'abonne-
 ment. Elles « sont fixées au temps qu'il faut pour rassembler et vé-
 « rifier les exemples ; elles auraient été beaucoup plus modiques si
 « vos commissaires n'avaient pas été troublés par des oppositions
 « qui n'existent plus et si la prévention de ceux qui se sont laissés
 « entraîner par les critiques n'avait pas opposé des obstacles à leur
 « zèle ».

2° Celles qui sont relatives au redressement des cadastres des com-
 munautés auraient nécessairement eu lieu parce que les communau-
 tés font habituellement renouveler leur cadastre et la nouvelle mé-
 thode sera moins dispendieuse que celle employée jusqu'à mainte-
 nant.

Les dépenses faites jusqu'en janvier 1782 se montent à 20.000 l. Nous espérons que pour la session de 1784 la table sera dressée et qu'on en aura fait l'application dans quelques communautés. Une dépense de 20.000 l. est prévue annuellement, soit jusqu'en janvier 1785, 80.000 l., dépense bien modique pour une telle entre-
 prise, il y a des communautés où le cadastre a coûté presque autant (d'après le *Journal de Voyage* celui de Najac fait récemment avait coûté plus de 10.000 l. et il était encore plus mal fait que celui qu'il devait remplacer ; celui de Monclar plus de 8.000 l.). La réfection subite et générale du tarif coûterait plusieurs millions.

3° *Travaux accomplis depuis la session de 1780 et plan de campagne pour 1783 et 1784.*

Le Bureau des Tailles fait ensuite la description des opérations faites depuis la dernière session ; il indique le plan des travaux à entreprendre avant la session de 1784. Il faut actuellement compléter toutes les notions déjà acquises, vérifier si elles sont exactes et déterminer les rapports qui règnent entre elles. En outre pour l'élection de Cahors et celle de Figeac où les travaux ont le plus de retard on continuera d'y rechercher des exemples et d'y décrire les sols par arrondissement comme on l'a fait pour les autres élections.

Les Commissaires se réuniront à Villefranche et c'est là qu'on vérifiera avec eux la description et les exemples des sols de cette communauté et d'un grand nombre de celles qui les avoisinent ; l'on se rendra sur place et l'on consultera les principaux propriétaires et les experts qui estiment habituellement les terres de chaque canton.

Cette première opération terminée, dont le but est de servir de modèle, les commissaires se sépareront, ils iront dans chaque arrondissement qui leur aura été attribué faire des vérifications semblables à celles qu'ils auront faites en commun à Villefranche, mais ils s'écarteront le moins possible les uns des autres de façon à se communiquer souvent leurs travaux ; en cas de doute, ils s'entraideront mutuellement. Pour rendre cette marche plus uniforme H. de Richeprey la dirigera par des instructions communes à tous les commissaires.

Le travail de vérification devant être complet sera long et pénible, mais il sera facilité par la manière dont on le préparera et dont on le complètera ainsi que par l'ordre que l'on observera.

La marche des commissaires sera toujours précédée par un ingénieur géomètre qui avertira les principaux propriétaires et les experts, et qui fixera avec eux le jour de la vérification ; il fera en outre une nouvelle reconnaissance des exemples, s'instruira des rapports locaux des prix et des mesures, et dans les cantons où on n'aura pas encore trouvé d'exemples il en cherchera mais ce travail ne devant servir que d'indications aux commissaires, il sera assez sommaire.

Le calcul des commissaires sera d'ailleurs soigneusement préparé à Villefranche, on y fera au Bureau des Ingénieurs Géomètres tous les calculs de réduction ; on y règlera les états à remplir.

Les commissaires auront pour mission exclusivement d'examiner les sols, d'entendre, de recueillir et de discuter les avis contradictoires, et, ils feront faire à Villefranche tous les calculs et toutes les réductions qui les arrêteraient sans nécessité.

Les ingénieurs géomètres qui ne seront pas occupés à la confection de la table d'abonnement continueront à lever le plan des communautés qui sollicitent des diminutions d'allivrement. Pendant la première campagne on en placera deux dans chaque communauté, ils y travailleront seuls mais leurs chefs prépareront et dirigeront les opérations. Pour la campagne suivante on pourra confier à un seul expert géomètre le travail d'une communauté, à moins qu'elle ne soit assez grande pour occuper deux personnes.

Les méthodes de levée des plans employées à Lencou et à Lentilhac ayant été de l'avis général reconnues comme les meilleures et les moins coûteuses seront appliquées.

4° Nouvelle approbation du plan par l'Assemblée. Vote de félicitations à H. de Richeprey.

Après lecture de ce long rapport l'Assemblée arrêtera « unanimement » :

Que le plan adopté et mis à l'essai « paraît de nouveau à l'Assemblée réunir les avantages qu'elle y a aperçu en 1780 ».

Qu'elle approuve tous les travaux faits jusqu'à présent, tant pour la confection de la table générale d'abonnement que pour les cadastres de Lencou et de Lentilhac, et qu'en conséquence elle prie les procureurs syndics de vouloir bien témoigner sa satisfaction aux personnes qui y ont concouru et particulièrement au sieur Calmes de la Bessière.

Qu'elle approuve la formation à Cahors d'une école d'experts-géomètres.

Que l'on continuera la confection de la table d'abonnement suivant les principes exposés par le Bureau des Tailles, et « que les ingénieurs géomètres lèveront le plan de deux communautés par « élection et en feront la description pour y préparer l'application « de la table générale d'abonnement afin de faire l'essai de cette table aussitôt qu'elle sera construite ».

Qu'elle prie « Mgr le Président de témoigner à cette illustre Compagnie (l'Académie des Sciences) et particulièrement à M. le Marquis de Condorcet qui a rédigé le rapport toute la reconnaissance « et tout le prix qu'elle met à son approbation. »

Avant de clore la séance les procureurs généraux syndics soumettent à l'Assemblée l'état des dépenses faites jusqu'au 1^{er} janvier 1782 ; après un examen minutieux l'Assemblée a reconnu « que toutes ces dépenses avaient été dirigées avec une économie qui a « passé ses espérances » et elle a arrêté :

« 1° Que M. Henri de Richeprey serait présenté à l'Assemblée pour y recevoir les éloges dus à son zèle.

« 2° Que la Commission intermédiaire serait chargée de demander au ministre la prolongation de son congé (qui expirait au mois de mai 1783) et de donner à M. Henry de Richeprey des preuves de la satisfaction que l'on doit de ses travaux. »

Le même jour à quatre heures du soir « M. Henry de Richeprey ayant été introduit, M. le Président lui a témoigné, au nom de l'Assemblée, sa satisfaction du zèle avec lequel il s'occupe des opérations qui lui ont été confiées, de son attention à exciter parmi toutes les personnes chargées de le seconder dans ses travaux une émulation qui a produit les plus utiles effets et qui n'a jamais nui à l'harmonie et à la concorde qui doivent régner entre des hommes qui consacrent leurs soins et leurs talents à un objet aussi intéressant pour le bonheur des peuples ».

Quelques jours plus tôt l'Assemblée avait eu à résoudre une grosse difficulté : la communauté de Capdenac qui jamais n'avait été assujettie à la Taille et à ses accessoires et les 42 communautés de la Vicomté de Turenne qui jouissaient d'un régime particulier, et, ne contribuaient pas au trop allivré firent part de leurs craintes à l'Administration provinciale de voir le projet de rectification du tarif de 1669 apporter quelques modifications à leurs états.

Pour les rassurer l'Assemblée après délibération crut sage de décider que le projet de rectification n'apporterait aucun changement à l'état de ces communautés et qu'elle défendrait leurs privilèges.

Cette décision ne se justifiait que par des raisons d'opportunité, sans aucun doute la réforme qui avait pour but de répartir équitablement la taille entre toutes les communautés devait s'appliquer à toute la Province et ne laisser subsister aucune exception. Mais l'on connaît l'importance des privilèges des communautés sous l'Ancien Régime, l'Administration déjà vivement critiquée ne pouvait s'aliéner toute une partie de la Province et avoir l'air de vouloir tout bouleverser, il est probable que si les circonstances lui avaient permis d'appliquer strictement la réforme prévue au reste de la Province, forte de son succès elle se fût ensuite attaquée aux communautés privilégiées.

SECTION V

Session de 1784. Exposé par H. de Richeprey des travaux accomplis pendant l'intervalle de la session de 1782 à celle de 1784 et des méthodes employées.

Entre la session de 1782 et celle de 1784 les travaux se poursuivirent avec une activité fébrile. Le pouvoir royal avait levé tous les obstacles qui s'étaient opposés à une marche rapide des travaux en 1781 et 1782.

À la fin de 1784 conformément au programme tracé la table d'abonnement était entièrement terminée, le taux commun de l'imposition avait été trouvé et ses résultats avaient déjà été appliqués à plusieurs communautés.

Le pouvoir royal était impatient de connaître le compte-rendu exact de cette vaste entreprise, aussi à la séance d'ouverture de la session de novembre 1784 le Commissaire du Roi fit-il connaître que « Sa Majesté désire que le résultat des opérations dont elle a autorisé l'essai pour la rectification des cadastres lui soit présenté par votre Assemblée afin qu'elle puisse le faire examiner par son Conseil et ordonner s'il y a lieu l'exécution du plan et l'application des moyens proposés. »

Henry de Richeprey tint lui-même à exposer aux députés le résultat de ses travaux, aussi les 25, 26, 27, 28 et 30 novembre et les 3 et 5 décembre donna-t-il lecture au nom du Bureau des Tailles d'un très long rapport où il exposait très clairement les opérations faites dans leur moindre détail ; le plan primitif avait été suivi presque entièrement, mais les circonstances avaient amené à en modifier certains éléments. Le rapport de Richeprey était divisé en cinq parties :

1° Description des diverses qualités de sols de la Province (ou table d'abonnement).

2° Proportion de l'impôt avec le produit des fonds au taux commun d'imposition.

3° Application des bases d'une juste répartition dans plusieurs communautés.

4° Compte des dépenses faites pour les travaux relatifs à la rectification de la répartition de la Taille.

5° Comment la Province recueillera le fruit des opérations faites pour rectifier la répartition de la Taille.

6° Description des diverses qualités de sols de la Province (ou table d'abonnement).

Richeprey présente à l'Assemblée la table d'abonnement entièrement terminée et imprimée, elle forme un ouvrage in-octavo de 400 pages (dont un très petit nombre d'exemplaires subsiste à l'heure actuelle).

Elle comporte 41 degrés (moins de 10 sols ; 10 sols ; 1 livre ; 1 l. 10 s. ; 2 l. ; 2 l. 10 s. ; 3 l. ; 3 l. 10 s. ; 4 l. ; 5 ; 6 ; 7 ; 8 ; 9 ; 10 ; 11 ; 12 ; 13 ; 14 ; 15 ; 16 ; 18 ; 20 ; 25 ; 30 ; 35 ; 40 ; 45 ; 50 ; 55 ; 60 ; 70 ; 80 ; 90 ; 100 ; 120 ; 136 ; 150 ; 175 ; 200 ; 250 ; et au-dessus.

Pour plus de commodités elle n'est pas divisée de prime abord en degrés mais en autant de tables particulières qu'il y a de natures de culture dans la Province, soit sept « descriptions » : Jardins (7 pages), terres labourées (157 p.), prés (66 p.), vignes (56 p.), châtaigneraies (28 p.), bois (28 p.), pâturages (48 p.). Chacune d'elles est divisée en autant de degrés qu'on a rencontré de divers produits dans la nature des cultures dont elle est la description. Ainsi la table des terres labourées ne comprend que les trente-quatre premiers degrés car on n'a pas découvert dans la Province des terres labourées donnant un revenu supérieur à 90 livres par arpent. C'est le prix du produit imposable qui caractérise chaque degré. Pour décrire chaque degré, on a divisé les renseignements fournis en cinq rubriques :

1° Description physique.

2° Situation et exposition.

3° Tout ce qui est relatif aux cultures, aux frais qu'elles exigent et aux produits qu'elles procurent.

4° Notions propres à faire connaître les diverses qualités des sols et en apprécier le produit, et celles dont on n'a pu traiter dans les articles précédents ; on y a rapporté l'histoire des différentes productions de la terre, des usages et du commerce que l'on en fait. On n'y a omis aucun détail relatif à l'agriculture, à l'économie rurale, à tout ce qui peut faire connaître l'étendue des richesses naturelles de la Province.

Outre des réflexions très judicieuses nous rencontrons ici les renseignements les plus précieux et les plus variés (c'est ainsi qu'à la page 147 il donne la liste des principales sources d'eaux minérales de la Province). Ils permettraient d'établir exactement l'état de l'agriculture et de ses diverses productions en Haute-Guyenne à la veille de la Révolution et ils complètent très heureusement ceux fournis par le *Journal des Voyages*.

5° Exemples pris dans chaque élection pour la justification des estimations.

Comme ce n'est que le prix des produits qui caractérise les degrés, la description d'un degré contient ordinairement plusieurs espèces de sols différents ; c'est pourquoi chaque article est divisé en autant de paragraphes que le degré contient de sols.

La description des jardins a été simplifiée parce que les notions relatives à la culture de tous les jardins sont à peu près les mêmes tandis qu'elles diffèrent d'un degré à l'autre pour les vignes, les prés, etc. Seuls sont décrits les jardins situés aux environs des bourgs et des villes, les jardins des villages et des campagnes ne peuvent être estimés que sur le pied du meilleur terrain, du lieu où ils se trouvent. « Il ne faut pas ici de règle pour estimer les avenues, les pièces « d'eau et les bosquets. On goûte rarement en Haute-Guyenne les « jouissances de l'aisance, comment y trouverait-on celle du luxe. » On rencontre peu de jardins fruitiers, les fruits que l'on recueille dans cette Province sont produits par les arbres plantés çà et là dans les vignes et dans les jardins. Aussi n'a-t-on pas fait de classe à part pour les vergers.

A titre d'exemple et pour donner une idée exacte de la table, nous reproduisons *in extenso* les renseignements fournis par la table pour le degré de 10 livres des terres labourées (p. 80 à 84) :

Degré de dix livres

Description physique :

- 1° Terre mixte, calcaire et de grès, profonde et humide ;
- 2° Terre mixte, sablonneuse, légère mais profonde ; on y trouve beaucoup de galets de quartz et de galets calcaires ;
- 3° Terres remplies de poudingues composés de galets argileux et quartzeux réunis par un ciment calcaire ;
- 4° Terre argileuse blanchâtre, forte et compacte ; on les appelle bolbènes ;
- 5° Terre graniteuse et schisteuse, profonde, contenant beaucoup de parties végétales ;
- 6° Terre marneuse ; la marne y est mêlée de beaucoup de parties calcaires.

Situation et exposition :

- 1° On en trouve sur la montagne du Larzac, sur celle du Causse noir, dans le Causse de Rodez, dans celui de Figeac et dans celui de Villefranche ;
- 2° On en voit surtout du côté de Negrepelisse, de St-Jean de Talmont et dans le territoire de Montauban ;

3° On trouve de ces terres à Aubin et à Millau ;

4° On en trouve dans l'élection de Cahors, depuis Cahors jusqu'à Souillac ;

5° Il y a de ces terres, dans certains cantons du Ségala, comme à Prévinières, à St-Come, etc. ;

6° On n'a pas trouvé de lits de marne ; on n'en a vu que des veines isolées et peu étendues. Ces terres marneuses sont près de Mur-de-Barrez, de Montpezat, de Molière et de Puilaroque ; elles sont mêlées d'argile blanche, de pierres calcaires et de craie.

Culture :

1° Dans quelques cantons on cultive ces terres la première année en froment, la seconde année en orge ; on y sème quelquefois des pois-quarrés ; la troisième année on les laisse en jachère, et on en fauche l'herbe qui donne du bon fourrage ; la quatrième année on fume et on travaille de nouveau pour l'année suivante. Dans d'autres cantons, on sème la première année du froment, après avoir fumé et préparé ; la seconde année, de l'orge avec lequel on sème du trèfle ; la troisième et quatrième années on fauche le trèfle, et la cinquième année on fume de nouveau pour semer du froment ;

2° On y fait quatre labours ; les deux premiers exigent quatre journées ; le troisième et le quatrième deux journées et demies ; on y jette vingt charretées de fumier ; ce fumier suffit pour les quatre années de culture ; on sarcle les bleds ;

3° 4° et 5° On peut voir ce qui a été dit dans la description du degré précédent pour le labour de ces terres ;

6° On n'a trouvé des terres marneuses qu'en trop petite quantité pour pouvoir en décrire particulièrement les cultures. Ces terres sont ordinairement comprises dans les terres argileuses blanches.

Toutes ces terres produisent communément cinq à six pour un ; et le fourrage qu'on y coupe est d'un grand produit.

Observations

1. Il y croît des pâquerettes, des chardons, de la lavande, du cresson terrestre, du trèfle et de la luzerne sauvage.

2. 3. 4. Les herbes y sont peu favorables au pâturage, on y trouve l'arrête-bœuf, du pissenlit, des carottes, la tithymale, des genets, de la bruyère et du bouillon blanc.

5. Il y croît du chiendent, des pissenlits, de la fougère et des ronces. Ces terres produisent peu les années pluvieuses ; l'herbe s'y multiplie singulièrement et étouffe le bled.

En Haute-Guyenne la marne n'a pas, jusqu'à présent été employée

comme engrais ; il y en a de différentes espèces ; aucune n'a encore été décrite ; on ignore quelles sont celles qui seraient propres à fertiliser les terres et dans quel canton on pourrait les y faire servir. Cette Province éloignée de la Capitale et qui commence seulement à avoir des chemins praticables, ne jouit d'aucune des connaissances répandues dans le reste du royaume, l'habitude et la routine y règnent plus qu'ailleurs ; non seulement on manque d'instruction, mais on y est aussi privé des moyens nécessaires pour tenter des améliorations ; car la terre ne satisfait qu'aux besoins les plus absolus du cultivateur ; or il faut, pour profiter de la marne, savoir distinguer celle qui est favorable pour fertiliser les terres, reconnaître les terrains où elle convient, être assez instruit pour l'employer à propos, et assez riche pour l'arracher du sein de la terre à de grandes profondeurs.

Exemples

Election de Montauban

Communauté de Montauban : terre située au lieu dit de la Bastiole, vendue par Jean Deteille du Lestillée, laboureur de Villemande, à la veuve du sieur Etienne Gary (n° 1280). Communauté de Puilagarde : terre située au terroir de Pasterre, à Catherine Cavalier et Maulhon, estimée par MM. Vernhet et Bourgade (n° 1279).

Election de Cahors

(Liste de cinq exemples.)

Election de Figeac

(Liste de deux exemples.)

Election de Villefranche

(Liste de deux exemples.)

Election de Rodez

(Liste de deux exemples.)

Election de Millau

(Liste de onze exemples.)

H. de Richeprey toujours très scrupuleux juge la table un peu abstraite, elle ne nous le semble guère aujourd'hui, il s'en excuse : « Il n'a pas été possible de mettre cet ouvrage à la portée de tous les esprits. Il a fallu employer des termes techniques et s'asservir à un style abstrait, qui fatiguera nécessairement ceux qui ne lisent

« la description que par curiosité ; mais la méthode qu'on a suivie
 « la clarté et la précision qu'on a recherchées en rendront l'étude
 « facile. »

La table ne comprend pas les maisons, l'estimation doit s'en faire suivant des principes tout particuliers : celles des campagnes et des villages étant estimées sur le pied du meilleur terrain du lieu, et celles des bourgs et grandes villes sur la valeur combinée des actes de vente et de location, déduction faite des dépenses d'entretien et de réparation. Dans ces conditions, il n'était pas possible de former une table générale des maisons, aussi s'est-on contenté de recueillir 155 exemples de maisons de différents prix. Quand on appliquera le taux commun trouvé dans une ville, on pourra y former une table selon le prix des maisons de chaque quartier.

H. de Richeprey fournit de très amples renseignements sur la manière dont la table a été rédigée.

Pour la description physique l'on s'est attaché particulièrement « à indiquer « les substances qui dominent dans les terres » et à préciser s'il s'agissait de terre naturelle ou de « terre animale ou végétale ». On a éprouvé les plus grandes difficultés pour réduire les mesures locales à l'arpent de Paris.

Pour estimer le prix des terres, on a fixé la valeur des denrées qu'elles produisent.

1° Au prix moyen auquel on en a vendu de semblables pendant une résolution de temps convenu, c'est-à-dire d'après les décisions de l'Assemblée de 1752 à 1781 (inclus) ;

2° Au prix commun des différents lieux ou marchés où on les a vendues.

D'après des vérifications faites, il règne des différences sensibles dans les prix des six élections ; par exemple pour le froment setier mesure de Paris (1,56 hectolitre) les prix sont de :

19 l. 9 s. 1 d. pour l'élection de Villefranche,

19 l. 14 s. 1 d. pour celle de Figeac,

19 l. 17 s. pour celle de Montauban,

20 l. 6 s. 7 d. pour celle de Cahors,

20 l. 19 s. 11 d. pour celle de Rodez,

22 l. 16 s. 3 d. pour celle de Millau.

Les prix « moyens et communs » sont pour toute la Province par setier de 20 l. 10 s. 7 d. pour le froment, de 15 l. 7 s. 9 d. pour le seigle, de 7 l. 5 s. 9 d. pour l'avoine, de 7 l. 5 s. 9 d. celui du maïs, de 10 l. celui des fèves, de 14 l. celui des châtaignes, de 3 l. celui du quintal de chanvre.

On remarque les plus grandes différences dans les prix des grains

pendant certaines années, dans les temps de disette, la province est presque sans ressources, le prix des grains alors extrêmement cher est encore augmenté par la difficulté du transport.

On a trouvé peu de notions pour fixer avec exactitude le prix moyen et commun des vins de chaque vignoble. Pourtant le prix du quintal de vin poids de marc (48 k. 950) se rapproche assez de 3 l. pour pouvoir y fixer le prix moyen et commun de toute la Haute-Guyenne. Il n'a pas été possible, tant les différences sont grandes, de fixer un prix commun pour la valeur du foin et du bois.

Pour reconnaître le produit net des terres, l'on a largement utilisé le prix des ventes et celui des fermages. Malgré de nombreux facteurs variables pour chaque vente, il règne dans chaque canton un prix commun des ventes. On sait généralement partout à quel prix on achète ordinairement si c'est à 5, 4 ou 3 %. Toutes les conventions, tous les arrangements de famille sont conformes à ce prix commun du canton. Les rapports des experts l'indiquent et les jugements des tribunaux le précisent. Mais pour trouver une juste moyenne, il aurait fallu se baser sur de nombreuses ventes, ce qui n'a pas été possible, aussi n'a-t-on employé les contrats de vente que pour examiner si le vendeur et l'acheteur avaient supposé à l'objet vendu un revenu semblable à celui qu'on présumait être le véritable.

L'utilisation des baux à ferme a été très délicate, le plus souvent on cède le quart, le tiers ou la moitié des fruits au fermier sans fixer la quantité des fruits produits ; ces baux ne donnent ainsi aucun moyen d'évaluer le produit. Pour les baux à prix d'argent ou à paiement en nature, il a fallu tenir compte des avances faites soit en argent, en semences ou en bestiaux par le propriétaire ou fermier. L'on n'a employé que les baux à long terme qui sont généralement faits avec beaucoup plus de soins que les autres.

La description de tous les sols est justifiée par 2.299 exemples qui ont demandé beaucoup de travail, ce sont presque tous des biens vendus, affermés ou estimés ; ainsi par exemple, la description des terres labourées est justifiée par 998 exemples dont 21 sont des exemples de ventes seulement ; 243 des exemples d'estimation d'experts ; 118 des exemples de fermes ; 239 des exemples de ventes et d'estimations ; 328 des exemples de vente et de ferme réunies ; 16 des exemples qui n'ont été ni vendus, ni estimés, ni affermés.

Il est nécessaire de préciser « que le produit rapporté dans les « exemples est formé sans aucune autre distraction que celle des « frais de culture. C'est le produit imposable à la taille sur lequel « il faut payer la dîme, les rentes, les impositions royales et les « cales ».

Richeprey n'avait pu rédiger à lui seul la description des sols, il avait eu recours outre Calmes de la Bessière à un certain nombre d'agriculteurs les plus compétents de leur élection, il était particulièrement intéressant pour nous de connaître leur nom.

Voici la copie in extenso d'une feuille que nous avons trouvée dans la liasse 1590 des archives départementales de l'Aveyron :

Notes des différentes personnes qui ont travaillé à la table d'abonnement et des matériaux que chacun a remise :

Description des sols de l'élection de Villefranche par M. de Richeprey, par M. Calmes, par M. Molena.

De l'élection de Rodez par M. Sandral de Fontanges, par M. de Richeprey, par M. Calmes.

De l'élection de Millau par MM. Calmes, Blanchi et Rudelle, par MM. de Lapajole, Sambucy et Cassan.

Nous ne possédons malheureusement aucun renseignement de ce genre pour les trois élections du Quercy.

2° Proportion de l'impôt avec le produit des fonds ou taux communs d'imposition.

Il résulte des opérations faites :

1° Que dans les communautés moyennement imposées, tous les fonds de terre sont taxés pour la taille au $\frac{1}{6}$ du produit, déduction faite seulement des frais de culture ;

2° Que dans les villes moyennement imposées les maisons le sont du $\frac{1}{4}$ du revenu, déduction faite de ce qu'il en coûte ordinairement en frais d'entretien et de réparation ;

3° Que dans les communautés lésées par la répartition actuelle, la taille se porte au $\frac{1}{3}$ du produit, déduction faite des frais de culture ;

4° Enfin que dans les communautés faiblement imposées, la taille se porte au $\frac{1}{12}$ du produit.

Le plan primitif avait été modifié et complété ; l'on ne s'était pas borné à rechercher seulement le taux commun d'imposition de toute la Province, l'on avait pensé qu'il serait utile de connaître le taux moyen des terres trop imposées et de celles qui ne l'étaient pas assez. Pour ces travaux, l'on avait utilisé la division des communautés en cinq classes. Les exemples de la description des sols n'avaient pu être utilisés « parce qu'il règne la plus étonnante disproportion dans le taux de l'imposition des exemples de terre de « même qualité et de même produit ». Aussi s'est-on servi d'exemples de biens-fonds considérables dont le revenu avait été fixé par des actes publics (métairies affermées pour plusieurs années, domaines estimés par expert) et qui ne sont pas susceptibles du même

inconvenient. Ces exemples étant pour la plupart des domaines entiers, comprenant des biens de toute qualité, des bons comme des mauvais, si donc les cadastres des communautés où on les a pris imposent une qualité de terre plus qu'une autre, les mauvaises terres proportionnellement plus que les bonnes, la disproportion disparaît puisque l'exemple contient des parties faiblement imposées et des parties qui le sont trop.

Richeprey note qu'il est particulièrement important d'observer qu'en ajoutant à la taille, les autres charges du propriétaire : les vingtièmes, la dîme qui peut être évaluée au $\frac{1}{7}$ du produit imposable à la taille, les rentes qui sont au moins égales à la dîme, l'imposition en rachat des corvées qui est en règle générale le $\frac{1}{11}$ de la taille, l'impôt du trop allivré dont il ne doit rien rester aux communautés de cette classe, les charges locales ordinaires et extraordinaires, les grandes réparations, les avances foncières qu'on ne peut apprécier, les frais de recouvrement forcés, ceux des saisies, des séquestres et des contraintes ; on reconnaîtra que dans les communautés moyennement imposées, il ne reste pas au propriétaire la jouissance du tiers du revenu, que dans les communautés lésées par la répartition, les propriétaires sont réduits à la condition de simples fermiers qui recueillent à peine de quoi récupérer les frais de culture et que le sort des communautés les plus imposées est si rigoureux qu'on a vu plusieurs fois les propriétaires en abandonner le terrain ;

3° Application des bases d'une juste répartition dans plusieurs communautés.

Les travaux préliminaires terminés, on a appliqué les bases d'une répartition équitable en faisant uniformément le cadastre de chacune d'elles, c'est-à-dire en mesurant toutes les propriétés à l'arpent de Paris, en les classant dans les degrés de la description et en calculant quel est le produit de tous les fonds classés pour fixer l'imposition de la communauté proportionnellement au taux commun d'imposition trouvé pour toute la Province.

Richeprey fait une critique très serrée des anciens cadastres et indique d'une manière précise les principes qui dirigent la confection des nouveaux.

Les anciens cadastres ont été faits dans de déplorables conditions mais leur plus grave défaut est leur diversité, dans presque chaque communauté on s'est servi pour arpenter d'une mesure particulière qu'on n'a souvent même pas décrite. Les valeurs et les produits

ont été fixés sur des proportions arbitraires. De plus les fonds encadastrés sont soumis à une fixité de valeur contre laquelle de tout temps on s'est élevé ; l'impôt subsiste toujours même si l'objet sur lequel il reposait a été détruit (inondations, orages, etc.). Le propriétaire doit payer l'impôt sur les biens détruits ou sinon abandonner toutes ses autres possessions et dans ce cas par une loi aussi injuste que la précédente les propriétaires de la communauté sont solidaires et doivent se charger de l'imposition des biens délaissés.

Personne ne sait plus ce que représente en fait un feu et une beluque, personne ne sait plus ce que signifie 100 livres d'allivrement, dans certaines communautés, elles correspondent à 1.000 livres de revenu, dans d'autres à 50 livres.

« Et dire que tous les cadastres de Rome étaient établis sur des principes connus et avec les mêmes mesures. »

Le cadastre entrepris bénéficiera de toutes les expériences faites tant en Sibérie, que dans le Milanais et la Corse : il approfondira davantage la nature du produit imposable et il servira en outre à la construction des routes et au partage des communautés.

Pour la description topographique des communautés, la méthode adoptée est de couvrir d'abord la communauté de bases calculées trigonométriquement afin d'avoir un canevas entier et exact de toute la communauté. Pour réunir successivement toutes les communautés, on lie cette charpente à la grande carte de France. L'on remplit ensuite les intervalles de points fixés par des calculs de trigonométrie avec la planchette en levant successivement.

Toutes les sortes de divisions seront indiquées dans les nouveaux cadastres.

« Pour satisfaire à vos vues on a arrêté par le règlement dont on va vous faire la lecture l'état et l'étendue des devoirs des ingénieurs géomètres. Le succès de la rectification des cadastres dépend principalement de l'institution de ces ingénieurs. On leur confie les opérations les plus longues, les plus coûteuses et les plus difficiles. »

Ce règlement inséré dans les procès-verbaux de l'Assemblée remplit environ 40 pages in-8°, c'est un véritable modèle en la matière ; il règle de la manière la plus précise le recrutement, l'instruction, les fonctions et les devoirs des ingénieurs-géomètres ; en voici la division et un très bref résumé :

Art. I. — Choix et études des élèves : Ecole de Cahors.

Art. II. — Choix et études des surnuméraires : à leur sortie de l'école, les élèves sont admis au Bureau des Ingénieurs-Géomètres en qualité de surnuméraire ; là, du 1^{er} janvier au 1^{er} mai, ils suivent

les études du Bureau ; le 1^{er} mai, ils entrent en campagne pour s'instruire des travaux qu'on y fait.

Art. III. — Choix, études et travaux des ingénieurs-géomètres. Ils sont nommés par la Commission intermédiaire et placés sous les ordres de l'ingénieur-géomètre en chef : la discipline est très rigoureuse.

Art. IV. — Ingénieur vérificateur : tenu de vérifier à la campagne tous les plans qui se lèvent et d'en certifier l'exactitude à l'ingénieur en chef.

Art. V. — Ingénieur-Géomètre en chef. Il est nommé par la Commission intermédiaire parmi les ingénieurs-géomètres après concours mais condition assez curieuse, il doit réunir le suffrage des $\frac{2}{3}$ des ingénieurs-géomètres. Il doit obéissance complète et absolue à la Commission intermédiaire et toutes les trois semaines il lui rendra compte des travaux.

Art. VI. — Etude et travail au Bureau. Chaque année les surnuméraires et les ingénieurs-géomètres suivront des cours de perfectionnement. Du 1^{er} janvier au 1^{er} mai, les ingénieurs-géomètres seront occupés au Bureau pour la rédaction des travaux de la campagne.

Art. VII. — Campagne des ingénieurs-géomètres : elle aura lieu du 1^{er} mai au 1^{er} janvier. Ils seront adressés aux principaux habitants, aux maires, aux consuls des communautés, au nom de la Commission intermédiaire par un des procureurs généraux syndics. La discipline est très stricte. « Aucun ingénieur envoyé dans une communauté pour en lever le plan ne pourra en découcher deux nuits de suite sans en avoir obtenu l'agrément de la Commission intermédiaire » et de même il « ne pourra quitter une communauté où il aura été envoyé pour en lever le plan sans en avoir obtenu l'agrément de la Commission intermédiaire et avant que son ouvrage ait été vérifié » et encore « les ingénieurs-géomètres prendront toujours pour garant de leur conduite le corps municipal et demanderont en quittant la communauté une délibération, pour exprimer à la Commission intermédiaire qu'on a été content d'eux ».

Art. VIII. — Mesure des bases. Instruments dont il faut se servir.

Art. IX. — Trigonométrie. Les points de trigonométrie seront seulement employés dans les grandes communautés pour donner des bases qui s'étendent dans les rouleaux séparés les uns des autres. Les opérations de trigonométrie seront faites sur un cahier spécial.

Art. X. — Carte de trigonométrie. « Il sera dressé une carte dans laquelle on rapportera la base, les positions calculées trigonomé-

« triquement, les ruisseaux, les principaux chemins et la figure des limites des communautés. »

Art. XI. — Rouleaux pour les plans topographiques. On lèvera les plans sur la planchette avec des rouleaux de papier divisés en carrés.

Art. XII. — Instruments : « Une toise, une planchette, son pied, « une boussole, un étui simple de mathématiques et une boîte de « fer blanc pour enfermer les plans, deux règles sur lesquelles seront « collées les échelles dont ils auront besoin, une règle d'équerre, « un bâton d'encre de chine et une écritoire », le tout fourni par l'Administration. Les moindres détails sont précisés. « On remettra « aussi aux ingénieurs les plumes, les échelles et les crayons dont « ils auront besoin. »

Art. XIII. — Levée des plans : méthode de la triangulation très détaillée.

Art. XIV. — Détails multiples des plans : les croix, les guets, les poteaux indicatifs des chemins par exemple.

Art. XV. — Echelles dont se serviront les ingénieurs géomètres. Elles diffèrent légèrement de celles prévues en 1782.

Le plan des campagnes et le plan des villes seront dressés respectivement à l'échelle d'un tiers de ligne pour toise — (en 1782

2592

un quart de ligne pour toise, soit —, et de 2 lignes pour toise —
3456 432

(même échelle en 1782) ; celui des villages à la même échelle qu'en

1782, 1 ligne pour toise —. Ces chiffres n'ont rien d'absolu et
864

s'il est nécessaire, il est possible d'employer des échelles doubles et même triples.

Art. XVI. — Limites des propriétés.

Art. XVII. — Numéro : à la droite de chaque numéro on indiquera les lettres initiales qui feront connaître sa nature (t. : terres ; v. : vignes, etc.).

Art. XVIII. — Dessin et écriture des minutes des plans. Le détail le plus minutieux est prévu.

Art. XIX. — Dessin et écritures des copies des plans. On dessinera les montagnes, les collines, les escarpements des rivières... au pinceau avec une teinte mêlée d'encre de chine, de gomme gutte et de carmin, en adoucissant depuis le sommet jusqu'à la pente et

en renforçant la couleur depuis le sud-est. Une croix représentera les églises, les marais seront représentés par des flaques d'eau et mille autres indications fort ingénieuses sont prévues. Les diverses natures des sols seront représentées par des teintes légères de différentes couleurs, les teintes brunes indiqueront des terres labourées, etc. L'on avait donc dans un même temps un plan parcellaire et un plan par masses de culture.

Art. XX. — Description topographique des terrains représentés par les plans. Sur des feuilles à colonnes des cahiers l'on indiquera le numéro de chaque héritage, le nom du propriétaire, le titre de possession de la manière la plus exacte (héritier de son père : H ; achat : A, etc.), la nature des fonds, le nom du canton, la classe et le paragraphe de la parcelle ainsi que les motifs du classement, la superficie en arpents de Paris et en mesure du pays, et la proportion suivant laquelle cette parcelle doit payer l'imposition ou à quelle somme se porte le produit imposable.

Art. XXI à XXV. — Calcul des plans. Pour les opérations on emploiera cinq cahiers différents de calcul, de façon à permettre des vérifications rapides.

Art. XXVI. — Dépenses auxquelles seront tenues les communautés pour la levée des plans de leur territoire. Elles « seront tenues de « fournir aux ingénieurs-géomètres un logement commode, com-
« posé de trois pièces et meublé de lits, de chaises, de table et de
« quelques ustensiles de cuisine ».

« Elles fourniront aussi des piquets, des jalons et des signaux
« pour qu'il ne puisse naître aucune difficulté sur les lieux où on les
« fera couper- ».

Richeprey en réglant minutieusement ces à-côtés veut éviter des conflits qui compliqueraient le travail de ses ingénieurs, il veut les dégager le plus possible des ennuis matériels. « Les communautés
« donneront aux ingénieurs le bois à brûler dont ils auront besoin »
elles « feront transporter les équipages et les instruments des ingé-
« nieurs-géomètres et elles les rembourseront des frais de leur voyage,
« soit pour venir dans la communauté, soit pour en partir ». Elles
« paieront les indicateurs et les manœuvres que les ingénieurs
« emploieront sur le bon de l'ingénieur ».

Bien légères sont ces obligations quand on sait que « des commu-
« nautés entières avaient été ruinées par les frais énormes que coûte
« habituellement le renouvellement des cadastres ».

Le payement des ingénieurs et tous les autres frais sont assurés par la Province.

La manière dont les communautés sont abonnées une fois leur

cadastre terminé et la description de chaque héritage achevée fait l'objet d'un très long exposé.

Le classement des sols dans un des degrés de la table d'abonnement est confié à un commissaire expert de l'Administration. La communauté peut se faire assister si elle le juge utile « par une personne à laquelle elle donne sa confiance ». Avant que le commissaire de la Province commence son ouvrage les habitants de la communauté s'assemblent pour nommer selon que le territoire est plus ou moins étendu, huit ou douze députés ; ils sont choisis entre les plus honnêtes gens et parmi les propriétaires les plus instruits sur la valeur et le produit des sols. Ces députés doivent assister le commissaire expert dans ses opérations et lui donner les renseignements qu'il demande. Tout propriétaire peut assister aux opérations. La présence de l'ingénieur-géomètre pourra être requise par le Commissaire abonnateur.

On commence par dresser une table d'abonnement des différentes qualités de sol que la communauté contient, divisée en autant de tables que la table d'abonnement général de la Province. On partage chacune de ces tables en autant de degrés que la communauté contient de différentes qualités de terre.

Quand toutes ces tables particulières sont terminées, on classe dans les divers degrés tous les héritages de la communauté. Pour faire ce classement on porte sur les lieux le plan topographique, on y marque les parties qui sont de divers degrés distincts en les désignant par des caractères de l'alphabet. On continue aussi sur place le cahier où l'ingénieur géomètre a rapporté la description des divers articles du plan en écrivant dans la colonne intitulée « description » la nature, l'exposition et la situation de chacun de ces articles. Dans une autre colonne on indique le degré de la table d'abonnement de la communauté où l'héritage doit être classé. S'il est possible, on décrit en même temps dans les autres colonnes du cahier ce que l'héritage paie de dime, de rentes nobles et rurales, et, quelles sont les servitudes auxquelles il est assujéti.

Cette opération se fait rapidement grâce aux travaux préliminaires de l'ingénieur géomètre. Une fois qu'elle est terminée, on résume et on généralise pour chaque degré les notions acquises, on calcule le revenu des terres de chaque degré en vérifiant ce chiffre s'il est possible, soit par le prix des ventes, soit par celui des fermes. Il n'y a plus ensuite aucune difficulté pour appliquer les divers degrés de la communauté à ceux de la table d'abonnement de la Province, il pourra se produire quelques légères différences entre elles, ainsi le sol dont le produit aura été apprécié dans l'une à 30 livres pourra

l'être dans l'autre à 31, mais elles sont fatales et les meilleurs experts déclarent que leurs évaluations sont toujours approximatives. Une fois la table d'abonnement général de la Province appropriée à la communauté, on aura, par de simples additions, le revenu imposable de la communauté, et en appliquant le taux commun d'allivrement adopté par toute la Province l'imposition que doit réellement payer la communauté.

L'abonnement achevé, il est vérifié avec tous les députés ; toutes les corrections nécessaires y sont faites, la communauté est ensuite assemblée et on lui fait part du résultat des travaux et de la manière dont il a été obtenu. Si des réclamations se produisent, la communauté est appelée à les juger et le commissaire abonnateur corrige son ouvrage s'il croit que cela est nécessaire. « Ainsi les différentes « opérations qui règlent la répartition, après avoir été examinées « par chaque intéressé sont consommées par un acquiescement général ».

Outre le cahier où chaque article est décrit et imposé, il sera établi un « livre de muances qui donnera pour chaque propriétaire 1° l'indication de tous les numéros que le propriétaire possède ; 2° la contenance de tous ses héritages selon l'arpent de Paris et selon la mesure locale ; 3° le produit imposable à la taille de tous ses héritages.

Tous ces principes sont contenus dans les dispositions d'un règlement de 16 pages in-4° en 12 articles, dont lecture fut donnée à l'Assemblée.

Les travaux pour vérifier la surcharge de l'imposition de quelques communautés avaient été menés activement de 1782 à 1784. A la fin de 1784, ceux de Lencou et de Lintilhac, presque terminés lors de la session de 1782, avaient été achevés ainsi que ceux de la ville de Sauveterre, d'Espinas et de Castelmus. Les opérations étaient à peu près terminées pour la ville de Gourdon et les communautés de Reillac, Boisse, Laroque-Bouillac et la Guizardie ; elles étaient commencées pour la ville de Montpezat et pour les communautés de Saint-Sermin, Pons, Valon, Sanvensa, le Cuzoul, Belmont, Lesparre, Saint-Hippolyte et Combrettes.

Pour mieux montrer la marche pratique des travaux, Richeprey approfondit deux exemples l'un pour une ville Sauveterre, et l'autre pour une communauté rurale Lincou, et indiqua très sommairement les renseignements déjà obtenus et l'état des travaux pour les autres.

4° *Compte des dépenses faites pour les travaux relatifs à la rectification de la répartition des tailles.*

Comme nous le verrons plus loin, vu l'immense travail accompli, les dépenses étaient fort peu élevées, mais Richeprey pense qu'elles auraient pu être faites à meilleur compte, et il le déclare sans détours à l'Assemblée :

« Quoique ces opérations aient moins coûté qu'on ne s'y attendait « on ne peut pas cependant dissimuler que beaucoup de frais ont « été faits sans aucun fruit ; que d'un autre côté les circonstances « ont donné lieu à des retards et à des dépenses extraordinaires. « Comme on n'a rien négligé pour travailler avec économie, en « avouant les dépenses inutiles, on s'honorera de celles dont la Pro- « vince recueillera des avantages ». « Il sera facile de reconnaître « que quelques-unes (des personnes employées) n'ont pas rempli la « confiance » et que certains voyages ont été inutiles « combien « n'a-t-on pas livré aux flammes de notes et de mémoires qui avaient « beaucoup coûtés. On n'a fait usage que de la moindre partie des « matériaux qu'on avait ramassés ».

Les dépenses étaient de 80.000 livres environ, savoir : 17.223 livres pour 1780 et 1781, 20.700 livres pour 1782, 19.124 livres pour 1783, 22.954 environ pour 1784 dont pour la recherche du taux commun et la confection de la table d'abonnement 1780 et 1781 : 11.368 livres ; 1782 : 11.875 livres ; 1783 : 11.349 livres ; 1784 : 14.754 livres environ et pour l'institution de l'Ecole et du Bureau des Ingénieurs-Géomètres et pour la confection des cadastres 1780 et 1781 : 5.855 livres ; 1782 : 8.825 ; 1783 : 7.375 ; 1784 : 8.200 environ.

Il faut ajouter à ces dépenses 1.819 livres de frais faits par les communautés.

Aucune dépense ne peut être engagée sans que la Commission intermédiaire ait été prévenue et ait donné son approbation.

5° *Comment la Province recueillera les fruits des opérations faites pour rectifier la répartition de la taille.*

Le résultat des opérations qu'on a faites fixe le taux commun d'imposition dans les communautés bien imposées au 1/6 du revenu imposable pour les biens fonds des campagnes, et, au 1/4 pour les maisons des villes. Mais les communautés présumées bien imposées n'ayant été fixées que sur les présomptions, on ne doit regarder le taux de 1/6, que comme une probabilité à laquelle on courrait des risques de s'en rapporter, il ne faudrait pas courir le risque de donner des soulagements trop élevés aux communautés surchargées, ne serait-

il pas préférable de fixer le taux commun d'imposition au $\frac{1}{5}$ du produit, quitte à modifier ce chiffre quand le renouvellement d'un grand nombre de cadastres aurait établi avec vérité le taux exact.

6° *Récompense accordée à H. de Richeprey pour ses travaux.*

Le résumé très rapide que nous avons fait du rapport de Richeprey ne peut donner qu'une idée très inexacte de la clarté et de la précision avec lesquelles il avait été rédigé, de nombreux résumés et de fréquentes répétitions permettaient aux membres de l'Assemblée, pour la plupart peu versés en la matière, de bien connaître les principes adoptés et les travaux réalisés. Aussi l'Assemblée après avoir délibéré « considérant en même temps l'étendue et l'importance des travaux de la personne qui a conduit cette grande opération, du sacrifice qu'elle a fait de son temps, de sa santé, et d'une place qu'elle occupait dans le Bureau du Contrôle Général, pour mieux concourir au vœu de l'Administration ; considérant aussi combien peut être utile à la Haute-Guyenne un homme de mérite qui a une connaissance aussi détaillée et aussi profonde des intérêts de cette Province, a cru devoir s'occuper des moyens de procurer à M. de Richeprey un dédommagement pour les avantages auxquels il a renoncé et d'assurer à la Province le secours de son expérience et de ses talents ; en conséquence, elle a unanimement délibéré de supplier Sa Majesté d'assurer dès aujourd'hui sur les fonds de la Province une pension annuelle et viagère de 2.000 livres, laquelle néanmoins n'aura lieu que lorsqu'il cessera de jouir de ses appointements et de laquelle il ne jouira qu'avec la clause expresse qu'il ne sera pas libre de quitter ni d'abandonner les fonctions dont l'Administration le chargera sans son consentement, à moins d'infirmité ou de cause majeure ».

Les collaborateurs de Richeprey ne furent pas oubliés, l'assemblée décida de donner des marques particulières de satisfaction « aux sieurs de Longchamps et Dutriac, ingénieurs-géomètres, et au sieur Calmes ».

7° *Discussion du rapport par l'Assemblée.*

Les procès-verbaux ne donnent malheureusement pas le texte des discussions de l'Assemblée, il semble que le rapport de Richeprey dut en motiver de très longues non seulement pour ménager des susceptibilités mais aussi pour fixer le taux commun d'allivrement à $\frac{1}{5}$ ou à $\frac{1}{6}$ du revenu, aussi l'approbation définitive du plan fut-elle remise à la session suivante et l'Assemblée arrêta que tous divers ouvrages

préliminaires faits pour pourvoir à la rectification du tarif de 1669 seront mis par la Commission intermédiaire sous les yeux du Roi ; que Sa Majesté sera suppliée de faire examiner dans son Conseil les résultats de ces opérations et de faire connaître à l'Administration provinciale l'opinion que le Conseil aura cru devoir prendre sur les travaux entrepris afin que l'Administration provinciale puisse dans ses séances de l'année 1786 aidée des lumières de l'administration supérieure et de celle que ses membres recueilleront dans cet intervalle proposer au Souverain un dernier vœu relativement à l'exécution ultérieure des opérations faites jusqu'à ce jour.

Il fut décidé également que les 20.000 livres du trop allivré continueront à être employées pour la vérification de la surcharge des communautés plaignantes qui sera faite suivant les principes déjà adoptés.

Dans son discours de fin de session, le Président note les hésitations de l'Assemblée. « Nous avons discuté sous tous ses rapports la « grande opération entreprise pour rectifier dans cette Province « l'impôt territorial, nous avons reconnu la bonté de ce travail, « mais avec quelque faveur que nous l'ayons accueilli, nous avons « cru qu'il fallait mettre les contribuables intéressés à portée d'exa- « miner, d'approfondir et d'apprécier cette grande machine avant « d'en faire l'application. Un retour salutaire sur nous-mêmes nous « a inspiré cette réserve dans une affaire d'une telle importance afin « de n'avoir à nous reprocher ni fausses démarches ni précipita- « tion ».

CHAPITRE VIII

Essai d'une répartition plus équitable de la taille (suite)

SECTION I

Approbation du projet par le pouvoir Royal Arrêt du 19 janvier 1786

Conformément aux décisions de la session de 1784 la Commission Intermédiaire adressa au gouvernement le rapport de Richeprey avec toutes les pièces qui pouvaient y ajouter quelques éclaircissements. Mgr Seignelay de Colbert se chargea de fournir toutes les explications complémentaires à ce sujet ; H. de Richeprey fut envoyé à Paris pour l'aider dans cette tâche. Le Ministre ne voulant pas se contenter d'un simple examen par ses bureaux se fit apporter le dossier de l'affaire, et il en conféra très longuement avec le président de l'Assemblée. Ce rigoureux examen dura un an, et, il fut suivi de l'arrêt du 19 janvier 1786 « qui mit le sceau provisoire » à cette grande opération. Il semble malgré cet arrêt que Calonne restait hostile à la réforme ; à la séance du 2 mars 1787 de l'Assemblée des Notables, il répondit à Champion de Cicé qui citait comme exemple le nouveau cadastre de la Haute-Guyenne qu'il y avait plusieurs objections à faire contre « cette prétendue réforme » et qui avait en outre un inconvénient fort grave, sa confection devant durer 50 ans.

Le préambule de l'arrêt contient l'histoire de la répartition de la taille, l'analyse des travaux de l'Administration provinciale et de ses démêlés avec la Cour des Aides ; il précise que cette dernière n'a aucun pouvoir en cette matière : « Sa Majesté a reconnu qu'il « fallait toujours distinguer dans le régime cadastral le tarif qui « règle la contribution de chaque communauté dans les impositions

« de la Province, et les cadastres qui régissent le sort des propriétés
 « que renferme chaque communauté dans les impositions de la
 « Province, que le Roi s'était toujours réservé à lui seul et à son
 « Conseil le droit de rectifier, modifier ou changer entièrement le
 « tarif général de la Province, quand et de la manière qu'il le ju-
 « gerait plus convenable ; que la Cour des Aides de Montauban
 « n'avait de compétence que pour la réfection et le renouvelle-
 « ment des cadastres des communautés trop anciens ou mal faits ».

Il approuve provisoirement le plan de l'Assemblée. « Sa Ma-
 « jesté convaincue que des différentes méthodes qui lui ont été pré-
 « sentées pour le soulagement des communautés trop allivées de
 « la généralité de Montauban, il n'en était point de préférable à
 « celle que le feu Roi a adopté par le susdit arrêt du 14 septem-
 « bre 1667 ; et trouvant d'un autre côté dans les travaux prélimi-
 « naires auxquels l'Assemblée provinciale s'est livrée avec succès
 « des moyens qui paraissent propres à remplir le vœu de cet arrêt,
 « d'une manière aussi exacte qu'efficace pour l'avenir puisqu'ils
 « tendent à préparer insensiblement la rectification du tarif depuis
 « si longtemps désirée. Elle a jugé à propos d'en autoriser l'usage,
 « mais seulement par provision se réservant de se faire rendre
 « compte chaque année des effets qui en résulteront successivement
 « pour pouvoir ensuite faire connaître définitivement ses inten-
 « tions ».

L'arrêt n'apportait que de légères modifications aux dispositions prévues par l'Administration provinciale. Il ordonnait que suivant le désir exprimé par Richeprey le taux commun de l'impôt soit porté au cinquième du revenu dans les communautés où la surcharge serait constatée, mais l'excédent de leur contribution ne serait plus rejeté sur les autres communautés comme le prévoyait le plan de l'Assemblée mais pris sur l'imposition du trop allivré, celle-ci demeurerait fixée à 60.000 liv. (chiffre adopté provisoirement par les lettres patentes du 10 juin 1780) mais 30.000 devaient servir comme par le passé à payer les frais de la rectification du tarif, le Roi se réservait d'augmenter le chiffre des 30.000 restant disponibles quand il ne suffirait plus à couvrir les dégrèvements accordés aux communautés vérifiées et ainsi comme dans le projet de l'Assemblée les communautés trop imposées verraient le chiffre de leur imposition s'élever lentement jusqu'au taux commun de la Province.

Ce n'était là, semble-t-il, qu'une affaire de forme, le résultat final étant le même, pas tout à fait cependant : l'augmentation du montant de l'impositoin des communautés peu allivées se faisait automatiquement dans le projet primitif sans nouvelle disposition royale

alors que l'application des dispositions de l'arrêt rendait nécessaire pour une augmentation de ce genre un arrêt royal, et ne risquait-on pas de remettre à chaque augmentation nouvelle du trop allivré tout le système en question ? D'après les déclarations de Calonne à l'Assemblée des Notables en mars 1787 cette mesure avait été dictée par les considérations suivantes : le soulagement que l'on accordait aux communautés ne faisait qu'aggraver provisoirement le sort des autres qui, étant aussi dans le cas de soulagement, ne l'avaient pas encore obtenu, et la solution adoptée par l'arrêt royal avait l'avantage de retarder ce rejet de quelques années après que l'on serait venu en aide aux communautés les plus lésées.

Les autres dispositions prescrivaient l'usage des méthodes proposées par l'Assemblée pour déterminer la surcharge des communautés.

L'application totale de la réforme devait demander de nombreuses années, aussi l'arrêt se préoccupait-il sagement d'assurer en attendant cette époque une répartition aussi équitable que possible des sommes du trop allivré disponibles une fois faits les dégrèvements des communautés déjà vérifiées.

Nous avons fait déjà remarquer que ces fonds ne remplissaient plus depuis longtemps le rôle que leur avait assigné leur fondateur : être distribués en dégrèvements aux communautés trop imposées ; et, cela, parce qu'on n'avait pu déterminer d'une manière exacte les communautés qui devaient en bénéficier. Cette tâche était maintenant singulièrement facilitée par les recherches faites pour la rectification du tarif, aussi l'art. IV de l'arrêt prévoit-il qu'il sera formé chaque année lors du département des impositions par la Commission Intermédiaire, de concert avec les officiers des élections, un état indicatif des 80 communautés les plus surchargées entre lesquelles seront réparties les 30.000 liv. du trop allivré et sur lesquelles seront prises celles dont les cadastres seraient refaits. Au fur et à mesure de l'achèvement des travaux sur les communautés vérifiées la Commission Intermédiaire désignerait celles devant les remplacer afin que le nombre 80 soit toujours atteint. Il précisait la manière dont ce choix devrait être fait.

En exécution de cet arrêt, le Roi en fit rendre un autre le 16 août 1786 ordonnant qu'il fut désigné les 80 communautés les plus surchargées auxquelles seraient distribué les 30.000 liv. du trop allivré que le même arrêt ordonnait de percevoir pour 1787 ainsi que les 30.000 liv. destinées aux frais de la rectification du cadastre.

SECTION II

Exécution de la réforme jusqu'à la suppression
de l'Administration Provinciale

Le rapport du Bureau des Tailles présenté à l'Assemblée à la session de 1786 nous fait connaître comment l'arrêt du 16 août 1786 fut exécuté. Lors du département il fut dressé un procès-verbal pour chaque élection dans la forme prescrite par l'arrêt pour constater le nombre des communautés les plus allivrées.

Pour toutes ces élections, elles furent divisées en 3 classes sauf pour celle de Figeac où une seule classe fut établie. Mais le chiffre atteint étant de 121 communautés, ce chiffre fut réduit conformément aux ordres royaux à 80.

Le Bureau des Tailles s'était fait rendre un compte détaillé de tous les travaux exécutés pour la rectification du tarif durant le cours de l'intersession, et il communiqua les résultats obtenus à l'Assemblée. Les travaux étaient presque entièrement terminés dans huit communautés : Sauveterre, Lencou, Castelmus, Lentilhac, Espinas, Boisse, Laroque-Bouillac, Reilhac, et il résultait que toutes ces communautés étaient dans le cas d'obtenir des soulagements dans leur allivrement. Le cadastre particulier de Lencou entièrement terminé et prêt à recevoir la sanction légale (l'approbation de la Cour des Aides) fut présenté aux députés pour leur montrer comment avaient été appliqués les principes posés lors de la session de 1784. Dans les autres communautés l'œuvre entreprise était en bonne voie.

Un plan précis des travaux à entreprendre au cours des deux années suivantes fut soumis par ce même Bureau à l'Assemblée qui s'empressa de l'approuver.

Une moyenne de 6 à 8 communautés devait être abonnée chaque année. Pour les travaux à réaliser il aurait été possible de trouver des communautés plus surchargées que celles que l'on entreprenait, mais la Commission Intermédiaire, se conformant aux lettres patentes du 10 juin 1780 qui fixait le choix à faire parmi les communautés ayant demandé par une délibération la vérification de leur allivrement, le Bureau des Tailles fit observer que l'on trouverait une économie sérieuse si l'ingénieur pouvait passer de la communauté où il opérait dans les communautés voisines ce qui lui permettrait de se servir des mêmes bases et des mêmes signaux.

« Toute votre application, ajoutait-il, doit tendre actuellement à

« accélérer les travaux..., à les perfectionner et à les rendre aussi peu
 « coûteux que possible » et pour rassurer certains députés effrayés
 par le nombre considérable d'années que semblait devoir demander
 la vérification des 1.050 communautés de la Province, il précisait :
 « Vous n'avez de bases sûres pour juger du temps qu'il faudra em-
 « ployer pour la vérification des communautés trop allivrées. Il
 « y a environ quatre ans que vous vous en occupez. On avait
 « d'abord été obligé d'instruire les élèves ; on manquait d'instru-
 « ments, et on n'avait pas encore simplifié les opérations au point
 « où elles le sont aujourd'hui, ainsi on ne peut juger de l'avenir
 « par le passé ».

Suivait le compte détaillé des dépenses faites en 1785 et 1786 pour
 la rectification du tarif, en 1785 elles étaient de 17.136 liv. et en
 1786 de 19.950 liv. 16 s., se décomposant pour cette dernière année
 comme suit :

Traitement de M. de Richeprey	4.800 liv.	
Appointements des ingénieurs	10.400 »	
Frais d'abonnement y compris le traitement de M. Calmes (qui était de 400 liv.)	1.000 »	
Ecole des Ingénieurs	400 »	
Achat d'instruments	345 »	16 s.
Frais de bureau	320 »	
Frais de papier ou d'impression	450 »	
Gratification	1.400 »	
Frais d'experts	180 »	
Voyages extraordinaires	130 »	
Port des lettres	75 »	
Copistes	450 »	

Le traitement de H. de Richeprey était vraiment considérable
 pour l'époque surtout si on le compare à celui de Calmes qui cepen-
 dant rendait les plus grands services à la Province, malgré cela Ri-
 cheprey, après avoir mis en mouvement toute la réforme, s'en était
 désintéressé, les méthodes qu'il avait si soigneusement mises au
 point ne réclamaient plus sa présence, et il pouvait laisser à d'autres
 le soin de les appliquer ; parti pour Paris pour défendre auprès du
 Ministre le projet de rectification, il n'était pas encore revenu dans
 la Province lors de la session de 1786. L'Assemblée se vit dans l'obli-
 gation de prendre des sanctions à son égard, après avoir approuvé
 les travaux et les dépenses engagés elle ajoute « mais que pour ce qui
 « concerne l'article des appointements du sieur de Richeprey s'il
 « n'était pas de retour en cette Province dans le cours de l'année

« prochaine, cette longue absence serait regardée comme un abandon de sa place, et ses appointements demeureraient supprimés à compter du premier janvier prochain ». Il ne revint pas en Haute-Guyenne et partit pour exploiter les domaines de Lafayette à Cayenne.

Comme à la session précédente le Bureau des Tailles fit remarquer que ces dépenses étaient très modestes à côté des frais qu'occasionnait autrefois la réfection de certains cadastres, le cadastre de Gourdon et celui de Montpezat entrepris tous deux par l'Administration auraient coûté à eux seuls 32.000 liv. si les anciennes méthodes avaient été appliquées.

L'arrêt de janvier 1786 qui avait levé tous les obstacles et les encouragements donnés par l'Assemblée lors de cette session de 1786 avaient donné un nouveau regain d'activité aux travaux.

En 1786 on avait levé 12.412 arpents, en 1787 les recherches préliminaires furent si considérables qu'on n'en releva que 10.586, mais en 1788 ce chiffre s'éleva à 20.221, soit environ 6.900 hectares (la généralité avait une superficie d'environ 1.600.000 h.) ; cette même année, on avait fait en plus la triangulation de près de la moitié de la communauté de Cahors ainsi que celle de Compeire, et l'on avait vérifié le travail des communautés de Bellegarde, de Lesparre, de Moncuq, de Conques et de Saint-Hippolyte.

D'après un rapport fait à la Commission Intermédiaire (Archives départementales de l'Aveyron (1580) l'état des travaux était le suivant en 1790 : 15 communautés étaient entièrement terminées et avaient eu leurs impositions définitivement réglées par arrêt du Conseil (Lesparre, Espinoux, Bellegarde, Gourdon, Lentilhac, Reilhac, Saint-Hilaire, Sauveterre, Boisse, Laroque-Bouillac, Conques, Lencou, Castelmus, Saint-Sernin, Pons) elles avaient toutes obtenu une diminution considérable de leur taille ; l'arpentement était fini à l'Honorvieille, Moncuq et Belmont, et il était en cours à Balzac, Saint-Hippolyte, Compeyre, le Pont de Camares et Cahors ; on ne s'était occupé que de trigonométrie à Lacapelle-Banhac, Belcastel, Valon et Silvanès.

Nous ignorons à quelle date les travaux furent arrêtés, probablement à la fin de 1790 lors de l'établissement de la contribution foncière.

Il est certain que si la Révolution n'était pas venue interrompre cette œuvre, elle se serait poursuivie à un rythme accéléré et que quelques années auraient suffi à encadrer les 1.600.000 hectares de la Haute-Guyenne, Champion de Cicé qui portait toujours le plus vif intérêt à l'Administration Provinciale avait déclaré à l'Assemblée

des Notables en 1787 que le cadastre serait fini dans vingt-quatre ans, cette prévision était peut-être optimiste, il ne faut pas cependant oublier que de nombreux ingénieurs dont le nombre augmentait chaque jour, grâce à l'école de Cahors, étaient à l'œuvre, que certains d'entre eux avaient acquis une très grande expérience et que les travaux préliminaires étant terminés tous pouvaient se consacrer à la vérification des communautés :

SECTION III

Comparaison entre le système actuel de répartition de l'impôt foncier et celui entrepris par l'Administration Provinciale pour la Taille.

Nous ne porterons pas de jugement sur l'œuvre entreprise par l'Administration provinciale pour une meilleure répartition des impôts directs réels nous contentant seulement de faire un bref historique des réformes entreprises après elle à ce sujet et d'exposer sommairement le système actuellement en vigueur tout en le comparant avec celui proposé par l'Administration Provinciale.

1^o *Essai de réforme entrepris de 1790 à 1880 pour une répartition plus équitable de l'impôt foncier. Réfection générale des cadastres de toutes les communes.*

L'Assemblée Constituante animée des intentions les plus louables voulut substituer aux charges qui, sous plusieurs formes différentes, principalement sous la forme de la taille, des vingtièmes, de l'imposition pour les chemins et de la capitation sans analogie entre elles grevaient lourdement et inégalement la propriété foncière, un impôt unique applicable au revenu net du sol ; aussi l'article premier du décret-loi du 1^{er} décembre 1790 portait-il : « Il sera établi à par-
« tir du 1^{er} janvier 1791 une contribution foncière qui sera répartie
« par égalité proportionnelle sur toutes les propriétés foncières à
« raison de leur revenu net. »

L'Administration provinciale, elle, n'avait cherché à connaître le revenu net de chaque parcelle de terrain ou de chaque immeuble que pour asseoir la taille en premier lieu et ensuite les vingtièmes et l'impôt pour les chemins établis, ces trois impôts ne devant en réalité former qu'un seul impôt foncier réel. A l'encontre de l'As-

semblée Constituante, l'Administration provinciale avait cru utile de maintenir la capitation, impôt réel personnel, et il semble que notre fiscalité moderne lui ait donné raison ; l'impôt réel personnel est ressuscité sous le nom d'impôt sur le revenu.

Les articles 2 et 3 du décret-loi du 1^{er} décembre 1790 donnaient une définition du revenu net exactement la même que celle adoptée par l'Administration provinciale :

« Le revenu net d'une terre est ce qui reste à son propriétaire, déduction faite sur le produit brut des frais de culture, semences, récolte et entretien. Le revenu imposable est le revenu net moyen calculé sur un nombre d'années déterminées. »

Ces principes posés, il restait à l'Assemblée Constituante à répartir d'une manière équitable le montant de l'impôt entre les départements, entre les communes et entre les contribuables.

Entre les départements, le système adopté fut arbitraire au suprême degré, il était admis que la répartition des impôts entre les Provinces à la veille de la Révolution était particulièrement injuste. Elle provoquait depuis fort longtemps les protestations les plus justifiées notamment en Haute-Guyenne, or le comité des impositions de l'Assemblée calcula les charges fiscales devant peser sur chaque département tant pour la contribution foncière que pour la contribution mobilière qui venait d'être créée au prorata du total des anciens impôts directs et indirects que supportait chacun d'eux sous la monarchie, l'impôt total fut fixé à 11.804.500 l. pour les deux départements qui constituaient la Haute-Guyenne, soit 6.186.000 pour l'Aveyron et 5.618.500 pour le Lot alors que le contingent total était de 300 millions pour les 83 départements. Ils figuraient donc parmi les départements les plus imposés alors qu'ils étaient sans aucun doute parmi les plus pauvres.

Les Conseils des départements ou à leur défaut les directoires de département étaient chargés de répartir le montant global de l'imposition départementale entre les districts qui par l'intermédiaire de leurs conseils ou de leurs directoires en faisaient à leur tour la répartition entre les communes. Aucune précision n'était fournie sur la base suivant laquelle devait être faite cette répartition ; nul doute que dans la plupart des cas les anciens états de distributions entre communautés n'aient été utilisés et en Haute-Guyenne les travaux réalisés pour la rectification du tarif.

Quant à la répartition à faire entre les contribuables de la commune elle était faite d'après un rôle établi annuellement par les municipalités qui devait contenir l'état indicatif des différentes propriétés et « l'évaluation du revenu net des différentes propriétés foncières

« de la communauté ». La municipalité déterminait ensuite combien de sous et de deniers pour livre du montant de l'évaluation des revenus de la communauté devaient être perçus pour atteindre la somme fixée pour la communauté.

L'on avait reculé devant l'idée de la confection d'un cadastre qui aurait permis d'établir une base certaine et juste à l'égard de tous, et on lui avait préféré une base souverainement arbitraire, un système tout à fait primitif qui allait se révéler tout à fait défectueux par suite de l'incapacité des municipalistes ou de leur mauvaise foi.

C'était un recul considérable sur le système adopté par l'Administration provinciale qui avait su faire de l'impôt direct réel un impôt de quotité au lieu d'un impôt de répartition, et il faudra plus de 100 ans pour que les principes en application pour la Haute-Guyenne soient appliqués, du moins dans leurs grandes lignes, à toute la France.

La loi du 1^{er} décembre 1790 précisait aux municipalités la façon dont devait être établi le revenu net des propriétés, nous y retrouverons la plupart des principes établis par l'Administration provinciale lors de l'établissement de la table d'abonnement général. C'est ainsi que le revenu net moyen devait être calculé sur un certain nombre d'années et que les bâtiments de fermes devaient être évalués au taux des meilleures terres de la communauté.

Cette répartition provoqua d'unanimes récriminations car elle produisait à tous ses degrés les inégalités qui existaient sous l'Ancien Régime. De légères améliorations ne tardèrent pas à y être apportées ; la loi du 3 frimaire an VII reproduisait les principales dispositions de la loi du 1^{er} décembre 1790 tout en leur donnant une forme plus précise et plus complète. La loi de l'an VII contenait une innovation importante, celle de la création pour chaque commune d'un livre de mutation destiné à faciliter la mise à jour des matrices des rôles.

Un progrès considérable fut réalisé peu de temps plus tard. Toutes les opérations relatives à l'assiette et à la répartition de l'impôt étant paralysées par l'incurie des administrations municipales, la loi du 22 brumaire an XI créa l'administration des contributions directes spécialement chargée d'une part de coopérer avec les commissions locales à la répartition des impôts entre les contribuables, et de l'autre, de procéder à la confection des rôles. Le 22 janvier 1801, la refonte des matrices des rôles fut ordonnée en exigeant de chaque propriétaire la déclaration exacte des revenus de ses terres.

Malgré tout la répartition de la contribution foncière restait défectueuse à tous les degrés faute de renseignements nécessaires sur les

revenus territoriaux que seul pouvait donner le cadastre. Après la rédaction de plusieurs projets restés sans résultat un arrêté du 12 brumaire an XI ordonna qu'il fût procédé dans 1.800 communes à la confection d'un cadastre par masse de culture (le cadastre parcellaire ayant été jugé alors trop coûteux, celui de la Haute-Guyenne était à la fois parcellaire et par masse de culture).

Dans chaque arrondissement deux communes au moins et huit au plus par arrondissement devaient être encadrées et les résultats obtenus pour ces communes devaient être appliqués aux autres. Effectuées avec beaucoup de lenteur, les opérations furent vivement critiquées en raison des résultats très incertains qu'elles donnaient pour l'évaluation du revenu des communes non encadrées ; aussi le gouvernement décida-t-il le 27 vendémiaire an XII d'étendre à toutes les communes les travaux d'arpentage et d'expertise par masse de culture. Mais ces travaux qui durèrent de 1803 à 1807 démontrèrent que si ce procédé pouvait améliorer la répartition entre les communes, les arrondissements et les départements, il n'avait aucun effet sur la répartition entre les contribuables d'une même commune, il était facile de prévoir ce résultat. Devant de multiples réclamations le Gouvernement reconnut alors la nécessité de la confection d'un cadastre général parcellaire. Il nomma en conséquence pour délibérer sur le mode d'exécution de ce cadastre une commission spéciale. Les conclusions de cette commission furent condensées en 16 articles qui furent insérés dans la loi des finances du 15 septembre 1807. Nous en reproduisons les dispositions principales qui sont, à fort peu de chose près, celles qu'avaient établies l'Administration provinciale de Haute-Guyenne, et qui prouvent que sans aucun doute la commission avait consulté les travaux accomplis dans la généralité de Montauban.

Le cadastre parcellaire avait pour objet d'établir dans chaque commune :

- 1° Un plan figuratif de toutes les parcelles de propriétés ;
- 2° Un tableau indicatif de ces parcelles groupées par section avec mention de leur contenance et de leur revenu net ;
- 3° Une matrice présentant les noms des propriétaires et pour chacun d'eux le détail des parcelles lui appartenant.

Sa confection comportait deux séries d'opérations, les travaux d'arpentage et de calcul des contenances d'une part, l'expertise ou la détermination du revenu net des parcelles d'autre part.

Nous n'entrerons pas dans le détail de ces opérations, les travaux d'arpentage étaient basés sur la méthode de triangulation ; et la dé-

termination du revenu net était faite d'après une classification établie en collaboration par des représentants de la commune et de l'Administration, classification déterminant en combien de classes chaque nature de propriété devait être divisée, en raison des divers degrés de fertilité du sol et de la valeur des produits (autrement dit la table d'abonnement), la classification devait être précédée d'une reconnaissance générale du territoire et il devait être indiqué spécialement et nominativement les fonds devant servir de types (les exemples) pour chacune des classes de chaque nature de propriété.

Mais dans la pensée du législateur de 1807, le cadastre devait permettre de transformer l'impôt foncier en impôt de quotité comme l'avait prévu l'Administration provinciale. Par le groupement successif des résultats, on serait remonté de la commune au canton, du canton à l'arrondissement, de l'arrondissement au département et du département à tout le pays ; ce qui aurait permis une répartition proportionnelle du contingent foncier entre toutes les parties du territoire. Mais on ne tarda pas à constater qu'il n'était pas possible de réaliser la péréquation à l'aide des évaluations cadastrales pour le motif, que faites à des époques très éloignées les unes des autres sur les divers points du territoire, elles ne pouvaient être proportionnelles entre elles. Après des essais infructueux de péréquation partielle entre tous les cantons cadastrés sans distinction de département, le projet de transformer l'impôt foncier en impôt de quotité fut abandonné, et la loi du 31 juillet 1821 décida que les opérations cadastrales seraient désormais circonscrites dans chaque département et ne serviraient plus qu'à la répartition du contingent communal entre les contribuables. Les travaux des cadastres furent alors entrepris sans aucune unité entre les communes, les évaluations varièrent dans des proportions considérables ; le revenu de tel terrain à cheval sur deux communes fut fixé à 30 francs l'hectare dans la première commune et à 5 francs dans la seconde, le but recherché ne fut point de trouver le revenu réel des parcelles mais d'établir une table de comparaison exacte pour répartir l'impôt entre les habitants de la commune sans se préoccuper des appréciations voisines.

Les conseils généraux et les conseils d'arrondissements continuèrent à fixer le montant de l'impôt foncier pour chaque commune. La répartition entre départements fut faite par les Chambres sur les bases anciennes. Des évaluations très sommaires du revenu territorial de chaque département permirent à plusieurs reprises de dégrever les départements les plus imposés et notamment le Lot et l'Aveyron.

SECTION IV

Principes suivant lesquels l'impôt foncier est réparti à l'heure actuelle. Ils diffèrent peu de ceux préconisés par l'Administration Provinciale.

Plusieurs enquêtes faites avec soin et notamment celle de 1879 avaient révélé la mauvaise répartition de l'impôt foncier malgré ces dégrèvements et l'on comprit à la fin du XIX^e siècle la nécessité de reprendre la vieille idée de l'Assemblée provinciale de Haute-Guyenne et du Premier Empire, faire de l'impôt foncier un impôt de quotité. L'on commença à appliquer la réforme à la propriété bâtie : l'art. 34 de la loi du 8 août 1885 ordonna la révision des évaluations de la propriété bâtie et la recherche du revenu exact. Lorsque ce travail fut terminé la loi du 8 août 1890 transforma la contribution foncière des propriétés bâties en un impôt de quotité fixé à 3,20 % du revenu net.

L'article 4 de la loi du 21 juillet 1894 porte qu'il sera procédé « aux évaluations nécessaires pour transformer la contribution foncière des propriétés non bâties en un impôt sur le revenu net de ses propriétés. »

Dès la promulgation de cette loi, l'Administration entreprit des études pour rechercher les méthodes les plus propres à assurer l'exécution du travail dans les meilleures conditions possibles. Mais par suite de l'opposition d'une partie des Chambres, ce ne fut que le 31 décembre 1907 que fut promulguée la loi fixant les règles d'évaluation du revenu net des propriétés foncières non bâties. L'instruction du 31 décembre 1908 précise les détails de l'opération, elle est encore aujourd'hui en vigueur et nous l'étudierons ultérieurement.

Les travaux furent menés avec rapidité et l'article 1^{er} de la loi du 29 mars 1914 disposa que « la contribution foncière des propriétés non bâties sera réglée à partir du 1^{er} janvier 1915 en raison du revenu de ces propriétés, tel qu'il résulte des tarifs établis par nature de culture et de propriétés en exécution de l'art. 3 de la loi du 31 décembre 1907 et conformément aux règles tracées par l'instruction ministérielle du 31 décembre 1908 », le taux fixé à l'époque fut de 4 %. Il a été sensiblement augmenté depuis lors.

Ainsi était réalisé la transformation complète de l'impôt foncier, d'impôt de répartition en impôt de quotité telle que l'avait conçue et annoncée l'Assemblée provinciale de Haute-Guyenne.

Une comparaison rapide entre les méthodes qu'elle avait adoptées et celles en vigueur aujourd'hui nous montrera qu'elles ne diffèrent que sur quelques points en somme peu importants.

Nous ferons d'abord une constatation semblable en ce qui concerne l'établissement des cadastres. Les opérations de confection de cadastre ont été réglées à l'origine par la loi du 15 septembre 1807, mais à la suite de la loi du 30 juillet 1821 ces opérations ont fait l'objet d'une série de dispositions réglementaires qui se trouvent notamment dans l'ordonnance du 3 octobre 1821 et les instructions ministérielles qualifiées de règlements des 10 octobre 1821 et 15 mars 1827 qui ont complété et modifié la loi. Les travaux ont été terminés vers le milieu du XIX^e siècle.

Le travail a été confié dans chaque département à un corps de géomètres, placé sous l'autorité du préfet et du directeur des contributions comprenant un géomètre en chef et des géomètres de première classe pouvant s'adjoindre chacun un ou deux géomètres de deuxième classe pour la levée du détail.

En général, les travaux ont été exécutés par canton, les cantons étant pris tour à tour dans les divers arrondissements.

La délimitation de la commune était faite en premier lieu. Le territoire était ensuite divisé en sections pour faciliter les recherches sur la position des propriétés. Un géomètre de première classe procédait ensuite à la triangulation, il couvrait tout le territoire de la commune d'un réseau de triangles dont les côtés devaient servir ultérieurement pour la levée des détails et en faciliter l'exécution et la vérification. La ligne de base du canevas trigonométrique était fournie par l'Etat-Major. La levée des détails était faite suivant les procédés ordinaires de l'arpentage ; des indicateurs accompagnaient le géomètre sur le terrain et lui faisaient connaître le nom des propriétaires et les limites des parcelles. Les plans originaux des cadastres étaient dressés sur des feuilles de dessin format grand aigle.

Ceux faits avant 1837 ont été faits à l'échelle du 2.500^e et parfois pour les parcelles de très grande étendue au 5.000^e. A partir de cette époque, ils ont été dressés au 2.000^e et au 1.000^e. Chaque parcelle porte un numéro distinct. Les détails principaux tels que : ruisseaux, chemins, etc., figurent au plan.

En même temps qu'il relevait le plan, le géomètre dressait le « tableau indicatif » des propriétaires et des propriétés qui donne la situation et la nature de chaque parcelle. Le géomètre en chef était tenu de vérifier le plan d'une commune aussitôt qu'il était terminé. Le calcul des contenances était fait ensuite dans ses bureaux et sous ses yeux. Pour mettre les propriétaires à portée de connaître la na-

ture et les contenances de leurs fonds, l'ingénieur réunissait dans un « bulletin » pour chaque propriétaire toutes les parcelles qui étaient éparses sous son nom dans le tableau indicatif. Ces bulletins étaient communiqués au propriétaire par le géomètre qui avait levé le plan et qui se transportait à cet effet dans la commune, il recevait les réclamations et opérait immédiatement les rectifications reconnues justes.

C'est dans ces conditions que fut exécuté le cadastre de toutes les communes de France, la marche et les méthodes de relevé furent exactement celles qu'avait déterminées l'Assemblée provinciale de Haute-Guyenne, la forme des cadastres diffère très peu de celle que Richeprey avait voulu ; plus simple, elle n'indique plus le relief du terrain laissant avec juste raison ce soin aux cartes ; les cultures ne sont plus indiquées par des teintes, et les résultats furent consignés de deux manières différentes comme l'avait prescrit Richeprey, par parcelles, et par propriétaires.

Les échelles communément employées, le 2.500^e et le 2.000^e pour les campagnes ne diffèrent que fort peu du 2.592^e employés par l'Administration provinciale.

Il est nécessaire de rectifier de temps à autres les cadastres qui deviennent assez rapidement inexacts. Aussi la loi du 7 août 1850 a-t-elle autorisé les communes à faire procéder sous certaines conditions à la réfection de leur cadastre.

La loi du 17 mars 1898 ayant pour objet de rendre plus rapide et plus économique la révision du cadastre tout en maintenant dans leurs grandes lignes les méthodes anciennes a modifié certains de leurs détails.

La deuxième opération pour l'établissement de l'impôt foncier est l'évaluation du revenu des propriétés non bâties et des propriétés bâties. Nous ne nous occuperons ici que des méthodes qui sont actuellement en vigueur et qui ont permis de répartir l'impôt tel qu'il est actuellement perçu.

L'article 3 de la loi du 31 décembre 1907 avait prescrit à l'administration des contributions directes de procéder à l'évaluation des propriétés non bâties en vue de déterminer leur revenu net. L'instruction ministérielle du 31 décembre 1908 précise qu'il faut entendre par revenu net « le prix de loyer que le propriétaire tire de ses immeubles lorsqu'il les afferme, ou s'il les exploite lui-même, « celui qu'il pourrait en tirer en cas de location... ». Le revenu net n'est donc autre chose que la valeur locative réelle des propriétés non bâties. Cette valeur locative est déduite directement du prix et des déclarations de locations verbales en cours, pour les propriétés

qui sont louées ; elle est calculée à l'aide d'un tarif de culture lorsque les immeubles sont exploités par leur propriétaire. Elle ne doit donc pas être confondue avec le produit net de la terre, lequel comprend outre le prix de fermage ou de la valeur locative, les revenus provenant tant du travail manuel ou de direction de l'exploitant que de la mise en œuvre du capital représenté par les instruments aratoires, les machines agricoles, le bétail, les semences, les engrais, etc.

Les travaux de l'évaluation sont exécutés par les contrôleurs des contributions directes de concert dans chaque commune avec une commission de classificateurs comprenant le maire et cinq propriétaires ou fermiers.

Ils comprennent quatre phases :

- 1° Classification des natures de culture ;
- 2° Formation du tarif des évaluations ;
- 3° Classement ;
- 4° Vérification du tarif au moyen des actes de location ou de vente.

1° L'Instruction Ministérielle du 31 décembre 1908 a prévu que toutes les natures de culture du territoire se réduisaient à treize catégories. (1° Terres ; 2° Prés et prairies naturelles, herbages et pâturages ; 3° Vergers et cultures fruitières d'arbres et arbustes ; 4° Vignes ; 5° Bois, aulnaies, saussaies, oseraies ; 6° Landes, pâtis, bruyères, marais, terres vaines et vagues ; 7° Carrières, ardoisières, sablières, tourbières ; 8° Lacs, étangs ; 9° Jardins autres que les jardins d'agrément, pépinières ; 10° Chantiers, lieux de dépôts, terrains à bâtir ; 11° Terrains d'agrément, parcs ; 12° Chemins de fer, canaux de navigation ; 13° Sols des propriétés bâties et des bâtiments ruraux).

De concert avec les classificateurs, le contrôleur recherche ceux des groupes de nature de culture qui sont représentés dans la commune, puis il procède à la classification, c'est-à-dire qu'il détermine le nombre de classes (autant que possible limité à trois), qu'il convient de faire dans chacun de ces groupes pour tenir compte des divers degrés de fertilité du sol, de la valeur des produits et de la situation topographique des propriétés. Lorsqu'un groupe des natures de culture est divisé en plusieurs classes, le contrôleur choisit pour chacune de ces classes, une parcelle ou un groupe de parcelles types dont la valeur locative correspond à celle de la moyenne des propriétés à ranger dans la classe.

2° Formation du tarif des évaluations.

Le tarif provisoire des évaluations présente la valeur locative et

la valeur vénale moyennes par hectare pour chacune des classes que comprennent les groupes des natures de culture.

En principe, les valeurs locative et vénale moyennes par hectare sont déduites des données fournies par les actes de location et par les actes translatifs concernant des propriétés situées dans la commune. A défaut d'actes de location, la valeur locative moyenne est déterminée, soit par comparaison, soit par l'application d'un taux d'intérêt à la valeur vénale, soit enfin par voie d'appréciation directe. De même, si les actes translatifs ne renferment aucune indication utile, on procède à l'estimation de la valeur vénale moyenne par comparaison ou par appréciation directe.

3° Classement.

Immédiatement après la formation du tarif des évaluations, le classement des propriétés entre les diverses classes ou groupes est entrepris ; il s'effectue au vue du plan cadastral.

Pour ce classement les classificateurs doivent faire abstraction de la personnalité du propriétaire et ne considérer pour la répartition des immeubles entre les différentes classes que le degré de fertilité du sol et les avantages pouvant résulter, au point de vue des facilités d'exploitation, de la situation topographique des parcelles.

4° Vérification du tarif au moyen des actes.

L'Instruction ministérielle précise de quelle façon les données fournies par les baux ou les déclarations de locations verbales dûment enregistrées doivent être utilisées pour le contrôle du tarif.

Après avoir déterminé la valeur locative des propriétés d'après les actes dont elles sont l'objet, le contrôleur calcule la valeur locative qui serait attribuée aux mêmes propriétés d'après les résultats du classement.

Le rapprochement des valeurs locatives obtenues par les deux procédés est le meilleur moyen de contrôle des évaluations. Lorsque les résultats des deux calculs sont en concordance ou diffèrent fort peu, on en conclut d'une part que les actes ventilés ont été passés dans des conditions normales et que le classement présente des garanties suffisantes d'exactitude. Dans le cas contraire, on recherche les causes de ces différences, soit qu'elles proviennent de circonstances particulières ayant exercé une influence particulière sur la fixation des baux, soit qu'elles soient dues à des erreurs de classement des parcelles ou des inexactitudes du tarif provisoire des évaluations.

Dans les deux derniers cas les modifications reconnues nécessaires sont immédiatement apportées.

Les vérifications faites, le tarif des évaluations est examiné par l'inspecteur des contributions directes qui après s'être entouré de toutes les garanties nécessaires arrête définitivement ce tarif.

Nous ne nous arrêterons que très brièvement sur les propriétés bâties étant donné leur minime importance en Haute-Guyenne.

D'après la loi du 8 août 1890, leur contribution est réglée actuellement en raison de la valeur locative de ces propriétés et les évaluations sont faites par le contrôleur des contributions directes assisté du maire et des répartiteurs. Ici pas de classe ou de catégorie.

D'après l'article 85 de la loi du 3 frimaire an VII toujours en vigueur, les bâtiments consacrés aux exploitations rurales tels que les granges, écuries, greniers, caves, etc., destinés à loger les bestiaux des fermes et des métairies ou à serrer les récoltes ainsi que les cours des dites fermes et métairies sont exemptés de la contribution sur les propriétés bâties.

Le système actuel d'établissement et de recouvrement de l'impôt foncier présente donc des analogies frappantes avec celui qu'avait voulu établir l'Assemblée provinciale de Haute-Guyenne, impôt perçu d'après le revenu réel, classification des natures de culture en un certain nombre de catégories, certes « la table d'abonnement » n'est établie aujourd'hui que pour l'étendue d'une commune, et celle de Haute-Guyenne était faite pour toute la Province, n'est-il pas nécessaire d'agir ainsi à cette époque pour rétablir une certaine unité dans les cadastres, n'existe-t-il pas du reste aujourd'hui un canevas commun pour toutes les communes ; méthode presque analogue pour l'établissement du tarif d'après les contrats, choix d'exemple, etc.

Cette comparaison rapide entre les projets établis par l'Assemblée provinciale et les méthodes actuelles tant en ce qui concerne la confection des cadastres que pour l'établissement de l'impôt foncier, nous paraît être le plus bel éloge que l'on puisse adresser à l'Administration provinciale qui fit preuve surtout en cette matière, d'un rare esprit de clairvoyance que l'on apprécie d'autant mieux quand on sait les multiples difficultés et l'esprit de scepticisme qui lui furent opposés.

SECTION V

Réformes accessoires entreprises en même temps que l'essai d'une répartition plus équitable de la Taille

L'Administration provinciale fut amenée, en réalisant ces longues opérations sur les cadastres, à réaliser un certain nombre de réformes, soit qu'elle se soit ainsi rendue compte de leur nécessité absolue, soit que les travaux en cours en aient facilité considérablement la réalisation.

1° *Projet d'unification des poids et mesures.*

Dès les premiers efforts tentés pour l'unification des cadastres, l'Administration provinciale se rendit compte qu'il était absolument nécessaire de substituer aux diverses unités des mesures employées l'arpent de Paris, condition essentielle à la réussite de la réforme. Elle devait être obligée par ce seul fait de s'occuper également de l'unification des poids et des autres mesures de contenance. Notons que Necker, à la même époque, cherchait les moyens de réaliser cette réforme dans toutes les provinces.

La diversité la plus grande régnait en cette matière dans la Province. C'est ainsi qu'on y comptait plus de 60 mesures locales de terre dans les villes et bourgs, et parfois même dans la même communauté on employait une mesure pour arpenter les jardins, une autre pour les vignes, une autre pour les champs, etc. Une fantaisie encore plus grande existait pour les autres mesures. A peine esquissées en 1779, les conditions de cette réforme furent précisées en 1780 : le Bureau du Bien Public s'efforça d'abord de répondre à une objection assez curieuse, on avait prétendu que la diversité des poids et des mesures était un moyen de profit pour les petits commerçants « qui ne se déterminent à transporter les objets de commerce que « par l'espoir de gagner également sur l'inégalité des prix et l'inégalité des mesures », c'était là, notait le Bureau, une véritable fraude, une escroquerie. Il pensait que, loin de recourir aux procédés violents, c'était avec l'aide des officiers municipaux chargés de la police des villes que cette réforme indispensable pouvait être réalisée. Aussi fut-il décidé par l'Assemblée que ceux-ci seraient invités à faire avec l'aide de la Commission Intermédiaire un tableau où tous les poids et mesures usités seraient réduits au poids de marc et à l'aune de Paris et qu'ils devraient remettre un exemplaire de ce

tableau à chaque marchand qui serait tenu de l'afficher dans sa boutique et de proposer à tous les acheteurs le choix d'adopter soit la mesure ou le poids usité jusqu'ici, soit ceux de Paris en leur faisant connaître leur rapport.

La Commission Intermédiaire s'empessa de réunir un dossier très complet pour faciliter le travail des officiers municipaux, elle dressa un tableau de comparaison qu'elle leur soumit ; le dossier C 1592 aux archives départementales de l'Aveyron contient des pièces intéressantes à ce sujet.

Malheureusement, ainsi que le constatait le Bureau du Bien Public le 17 septembre 1782, les premières invitations faites aux officiers municipaux eurent peu de succès « parce que l'intérêt et l'habitude « cèdent difficilement aux considérations les plus puissantes ».

La Commission Intermédiaire continua son effort qui, faute de sanctions utiles, ne pouvait aboutir avant quelques années. Elle concentra son attention sur l'unification des mesures des terres. Elle avait obligé les ingénieurs-géomètres à faire leurs mesures dans les communautés en arpent de Paris et en mesure locale pour habituer les paysans à cette nouvelle unité (nous avons déjà vu qu'elle avait failli adopter comme unité le mètre). En outre, les propriétaires de biens nobles durent faire leurs déclarations d'abord en mesures locales qu'ils étaient tenus de réduire aux unités parisiennes.

Dans son rapport de 1784, Richeprey affirmait que l'on parviendrait lentement mais nécessairement à l'unité désirée en donnant la plus grande publicité aux tarifs de réduction, en énonçant dans tous les actes officiels les mesures locales et leur réduction à la mesure uniforme et en invitant les féodistes, les arpenteurs et les notaires à en faire autant ; au bout de quelques années, il faudrait obtenir du gouvernement une loi obligeant tout le monde à énoncer la mesure uniforme.

La Commission Intermédiaire poursuivit ses tentatives dans le sens indiqué jusqu'à sa suppression, et elle habitua ainsi la population à l'idée de l'unité des poids et mesures, ce qui facilita grandement l'application des lois de la Révolution à ce sujet.

2° Carte de la Province.

La présence d'ingénieurs-géomètres en Haute-Guyenne pour la réfection des cadastres, les facilités qui en découlaient et la confection de la carte de Cassini qu'on était en train de lever dans le pays

I

(à l'échelle d'une ligne pour cent toises ———) donnèrent au Bu-
86.400

reau de Tailles l'idée de faire une carte de la Province. Il soumit cette idée à l'Assemblée le 30 septembre 1780. La carte de Cassini que l'on rédigeait pour la Province faisait partie de la carte générale de la France, mais il était nécessaire d'avoir une carte deux fois plus grande qui permettrait d'y inscrire « des détails relatifs à votre instruction et à vos besoins, telles que les limites des communautés, des élections, les diverses natures des terrains... ». L'exécution de cette nouvelle carte serait liée à l'exécution du plan adopté pour la rectification des cadastres, les limites des différentes communautés devant être décrites sur la nouvelle carte, l'Administration pourrait facilement s'assurer des arpentements faits lors des nouveaux cadastres. Le premier travail à faire serait de mettre les opérations faites pour la confection de la table générale du royaume à

I

l'échelle d'une ligne pour 50 toises (———), après quoi on formerait une carte de la Haute-Guyenne en 30 feuilles. La dépense de 43.200

25.000 à 30.000 livres pourrait être répartie sur cinq ou six ans et la Commission Intermédiaire y pourvoirait sans recourir à une augmentation d'impôts.

Le projet fut immédiatement adopté par l'Assemblée.

La Commission Intermédiaire, pour faire des économies, décida que la carte serait faite par les ingénieurs-géomètres dans les moments où on ne pourrait pas les employer aux travaux plus importants qui leur étaient confiés.

Elle voulut y faire figurer tous les détails qui pouvaient être utiles : limite de circonscriptions administratives, chemins de toute importance, ruisseaux et rivières, villes, communautés et villages, moulins, abbayes, mines, fontaines minérales et autres objets relatifs à l'histoire naturelle, nature physique des sols en distinguant par des couleurs ceux des diverses natures. Elle ne tarda pas à se rendre compte que pour faire un travail clair et précis il était nécessaire d'adopter

I

l'échelle non plus d'une ligne pour 50 toises (———) mais celle 43.200

I

d'une ligne pour 25 toises (———) ce qui donnait 51 feuilles.

21.600

En 1784, neuf feuilles étaient déjà dressées. Nous ignorons si les travaux étaient achevés lors de la disparition de l'Administration provinciale, nous n'avons, nulle part, trouvé trace de feuilles composant cette carte.

3° *Modification de l'arrondissement des élections.*

Une de ses principales vues en faisant établir la carte, déclare le Bureau des Tailles, dans son rapport du 8 décembre 1786, fut celle de procurer le meilleur arrondissement des élections et des communautés. Quoi de plus bizarre que la division des élections, on voit des communautés distantes de 12 à 15 lieues du chef-lieu de leur élection, dont les habitants sont obligés d'en traverser une voisine pour s'y rendre. L'exemple de Sainte-Radegonde est frappant, ce village est aux portes de Rodez où les consuls et les collecteurs pourraient se rendre en une demi-heure alors qu'il leur faut quatre jours en hiver pour aller à Millau, chef-lieu de l'élection dont ils dépendent. Quelle perte énorme de temps pour les collecteurs dont les frais d'un voyage long et dangereux ne sont pas payés.

La réforme de l'arrondissement des élections aura l'avantage de diminuer pour les communautés surchargées les frais de déplacement des employés aux recouvrements, elle permettra également aux receveurs de mieux surveiller les collecteurs, et la réalisation de ce projet facilitera les moyens de perfectionner l'arrondissement des communautés. Pour les fonds de construction des grandes routes le désir de l'Assemblée de les voir partagés également dans les six élections et aussi également entre les diverses parties de chaque élection sera mieux satisfait. Jusqu'ici l'élection faisait exécuter des routes dans la partie où était situé le chef-lieu ou la majorité de l'élection, quand elle avait un écart dans une autre élection elle se montrait peu soucieuse d'y faire faire les ouvrages dont les élections limitrophes pouvaient avoir indispensablement besoin pour la continuation d'une route plus intéressante pour elle.

Après avoir exposé ces raisons si justes, le Bureau faisait connaître qu'à sa demande de Longschamps, ingénieur-géomètre chef de la Province, avait rédigé un plan de modification des communautés. Il aurait voulu pouvoir diviser les élections par de grandes rivières mais cela n'avait été possible que dans des cas assez rares, tel le Lot entre l'élection de Figeac et celle de Villefranche. Les deux élections les plus morcellées et dont les parties rentraient le plus souvent les unes dans les autres étaient celles de Rodez et de Millau, d'après le plan préposé, Millau cédait à Rodez 38 communautés, et, Rodez à Millau 31.

Le Bureau avait soin d'ajouter que la réforme n'entraînait aucun frais et que pour la réaliser seul le consentement de l'Administration provinciale et celui du Roi étaient nécessaires.

A sa demande, il fut décidé que la Commission Intermédiaire

apprécierait le plan proposé par de Longschamps et le rectifierait au besoin. Après avoir, au préalable, consulté les officiers des élections et les receveurs particuliers des finances, elle s'emploierait à le faire approuver par le Gouvernement.

Ainsi fut fait, nous avons retrouvé dans le manuscrit des procès-verbaux de l'Assemblée une petite brochure contenant la composition nouvelle des élections, il est intitulé : « Nouvel arrondissement des « anciennes élections de la Province de Haute-Guyenne en exécution « de la délibération du 9 décembre 1786 ». Affre reproduit cette composition dans son Dictionnaire du Rouergue au mot *élection*.

Nous présumons que ces modifications furent approuvées par le pouvoir royal, mais nous ne pouvons préciser à quelle époque.

4° Modification de l'arrondissement des communautés.

Les limites des communautés étaient souvent aussi bizarres que celles des élections, c'est ainsi que par exemple la communauté de Sauveterre possédait une portion de son territoire située à deux lieues du chef-lieu et enclavée en entier dans les communautés de Saint-Martial et de Naucelle.

La réfection des cadastres avait fait ressortir ces anomalies et attirer sur elles l'attention de l'Administration provinciale. A la séance du 12 octobre 1782 le Bureau des Tailles fit décider : 1° que la Commission Intermédiaire seconderait autant qu'elle le pourrait les démarches que pourraient faire certaines paroisses pour obtenir de former à l'avenir des communautés isolées et indépendantes, à moins que les circonstances particulières et locales ne lui fissent juger que les désunions demandées seraient trop défavorables aux chefs-lieux auxquels ces paroisses étaient précédemment annexées ; 2° qu'elle s'occuperait du moyen de parvenir à la suppression de certaines communautés qui ont des arrondissements bizarres et défectueux ou qui sont trop peu considérables pour fournir aux frais d'une administration particulière.

La première partie de cette délibération avait été rédigée à la suite d'un chaleureux plaidoyer du Bureau des Tailles demandant à ce que chaque paroisse forme une communauté, il y avait environ 1500 paroisses et 1050 communautés en Haute-Guyenne.

A la session de 1784 les syndics donnèrent un bref compte rendu de l'application des principes votés en 1782. Certes la Commission Intermédiaire avait chaudement appuyé les quelques paroisses qui avaient demandé à former des communautés séparées, mais elle ne s'était pas encore occupée des moyens de parvenir à la

suppression de certaines communautés pouvant avoir des arrondissements bizarres ou défectueux « la prescription de cette espèce « d'abus, déclarèrent les syndics, exige une réunion de circonstances et de moyens qu'il est difficile de faire naître et qu'on ne « peut attendre que du temps et des événements qu'il amène avec « lui ».

La Commission Intermédiaire suivit cette même politique jusqu'à la Révolution.

5° *Secrétaire de communautés.*

A la session de 1780 le Bureau des Tailles se plaignit que certaines communautés pauvres n'appliquent pas l'art. 1 du règlement de 1645 qui ordonnait que dans toutes les communautés de la Province il serait fait choix d'un lieu commode dans lequel l'on déposerait les actes, titres et documents, ni plusieurs arrêts postérieurs qui prescrivaient les plus sages précautions relativement aux assemblées de communautés et qui indiquaient au secrétaire les formes les plus avantageuses pour la tenue des registres de délibérations. Il en résultait de multiples abus et un état lamentable des archives des communautés. Richeprey se plaint très souvent dans son *Journal des Voyages* de trouver des cadastrés et des tables d'abonnement en fort piteux état.

Le Bureau pensait qu'il conviendrait d'obliger chaque communauté à avoir un secrétaire qui serait chargé du soin des archives, de la confection des rôles et de faire généralement toutes les écritures dont la communauté pourrait avoir besoin. Il proposait en outre diverses autres mesures pour assurer la régularité des assemblées de la communauté.

Ces suggestions furent approuvées par l'Assemblée mais ne furent jamais appliquées d'une manière stricte ; certains membres du Bureau des Tailles ne s'étaient ralliés aux dires mêmes du rapporteur à ce projet qu'à contre-cœur de peur de surcharger les communautés pauvres en leur imposant les honoraires d'un secrétaire. Aucune autre délibération analogue ne fut prise à ce sujet aux sessions suivantes.

6° *Dénombrement des habitants et des troupeaux.*

Le Gouvernement faisait dresser soigneusement chaque année dans chaque communauté la liste des naissances et des décès, les résultats en étaient groupés par élection et envoyés à l'Intendant ; ils figurent soigneusement rangés aux archives départementales du

Lot, séries 27 à 103. Mais aucun recensement général n'avait été fait d'une manière précise, on s'était basé pour connaître le chiffre global de la population soit sur les naissances et les décès, soit sur le nombre de personnes portées aux rôles de la capitation. On n'avait jamais fait de dénombrement tête par tête de tous les habitants d'une communauté parce que ces sortes de recherches étaient toujours suspectes.

Il était de première importance de connaître le chiffre des habitants et le nombre de bestiaux, aussi la Commission Intermédiaire aux environs de 1784 (elle en rend compte à l'assemblée de 1784) ordonna-t-elle qu'en renouvelant les cadastres des communautés les ingénieurs-géomètres en feraient le dénombrement tête par tête en distinguant par leurs noms, leur qualité et leurs possessions les chefs de famille, les célibataires, les enfants, les filles et les garçons, les domestiques des deux sexes, les ecclésiastiques réguliers et séculiers, les religieuses.

Elle décida également qu'un deuxième tableau comprendrait les chevaux, les mulets, les bœufs, les ânes, les moutons et les autres espèces de bestiaux.

Tous ces renseignements sont pour nous extrêmement précieux, surtout si on les ajoute à ceux qui figurent aux archives départementales du Lot Série C 295 à 335. Ce sont les « fourleaux » (1) de 1770 à 1789 soit l'état par subdélégation du prix des grains, bestiaux, fourrages et autres denrées.

(1) D'après Affre « Tableaux officiels contenant le prix courant de certaines denrées de première nécessité... c'est ce que l'on appelle aujourd'hui les mercariales. Ces documents servaient surtout à terminer beaucoup de différends entre propriétaires et fermiers.

CHAPITRE IX

Abonnement des Vingtièmes. Essai de modification de la répartition des Vingtièmes Nobles

1^o Session de 1779. Demandes de réduction et d'abonnement des vingtièmes.

Le 24 septembre 1779 l'évêque de Cahors au nom du Bureau des Impositions avait expliqué l'origine et la nature des impôts directs ; les vingtièmes avaient particulièrement retenu son attention ; il s'était étendu sur les nouveaux règlements concernant leur assiette : règlements dont l'application, nous l'avons déjà vu, suscitait un violent mécontentement parmi les propriétaires de biens nobles (principalement la noblesse). Ce rapport ne figure malheureusement pas dans les procès-verbaux de l'Assemblée, nul doute qu'il ne nous ait fourni des renseignements très intéressants sur l'histoire des vingtièmes dans la Province.

Cinq jours plus tard l'Assemblée s'occupa de nouveau des vingtièmes, Deslendes de Combettes mandaté par le Bureau des Impositions présenta un autre rapport à leur sujet. Il précisa la cause du conflit en cours ; le Roi après avoir réglé la part qui doit être supportée par le bien rural de cette province et en avoir ordonné la répartition au marc la livre de taille a décidé par son arrêt du Conseil du 28 septembre 1777 plusieurs opérations sur les fonds et rentes nobles, la Province n'aurait rien à désirer « si l'exécution de « cet arrêt eût été aussi facile que les dispositions en sont sages ». Nous ne pouvons qu'admirer cette manière fort habile de critiquer un arrêt du pouvoir royal. Le Bureau des Impositions s'était occupé de simplifier l'exécution de ces prescriptions et d'apaiser les craintes de la noblesse « nous avons eu principalement en vue de dé-
« truire cette sorte de dépendance à laquelle les seigneurs crai-
« gnaient d'être réduits vis-à-vis de leurs vassaux, nous désirons de
« maintenir les possesseurs des fiefs dans leurs privilèges ». Après cette déclaration de principe qui montrait que l'Assemblée ne nour-

rissait aucun sentiment révolutionnaire Deslendes de Combettes affirmait qu'il importait de se borner à demander au Roi l'abonnement de la masse générale des vingtièmes ce qui permettrait de bannir de la Province « tout inquisiteur étranger et qui procurerait « sans doute ou du moins au retour de la paix une diminution d'un « impôt qui n'était point en proportion avec les revenus et les « forces de la Province. Ce résultat obtenu l'Administration provinciale s'occupera avec fruit de la répartition, tous les ordres « apporteront leur concours, si jusqu'ici les recherches faites par « les contrôleurs des vingtièmes n'ont pas produit tout le succès « qu'on avait lieu d'en attendre, il ne faut en rechercher la cause « que dans la crainte et la méfiance ».

Nul doute que la demande d'abonnement n'ait eu aussi pour cause la crainte qu'une nouvelle vérification, certaines étaient en cours d'exécution dans d'autres provinces, n'amenât une augmentation des vingtièmes.

L'Assemblée s'empessa de souscrire à ces propositions « considérant que la plus grande difficulté que présente la perception « des vingtièmes dans cette province provient de l'excès même de « l'impôt qui s'élève au-dessus du tiers de la taille, tandis que la « taille est généralement présumée être du tiers du revenu net (nous « avons constaté que ce chiffre est loin d'être exact et que pour « apitoyer le Ministre le tableau avait été poussé au noir) ; que d'autre part le Roi par son arrêt du Conseil du 28 septembre 1777 « s'est justement proposé d'établir pour les biens nobles une base « aussi invariable que le sont les cadastres pour la taille ; mais « que les dispositions de cet arrêt présentent, dans leur exécution, « des inconvénients qu'il importe d'écarter ; qu'en effet les communités suivant cet arrêt étant admises à discuter les biens et « rentes nobles possédés par les seigneurs ; il ne peut résulter de « cette discussion que des renseignements peu fidèles puisqu'ils « sont toujours dictés par l'affection ou par la faiblesse, ou par « la prévention ou l'animosité ; que cette discussion doit naturellement donner lieu à des divisions cruelles qu'une sage administration doit plutôt prévenir que provoquer, que d'un autre côté « l'établissement d'une nouvelle administration présentera des « moyens plus sûrs et en même temps moins dangereux de parvenir « à un plus juste équilibre entre les contribuables surtout si le Roi « en suivant l'impression de sa justice et de sa bonté daigne accorder « à cette province un abonnement des vingtièmes à des conditions « plus avantageuses d'après les preuves qui seront mises sous les yeux

« de Sa Majesté de la surtaxe qui écrase les peuples de cette Province ».

L'évêque de Rodez dont le crédit à la cour était grand fut chargé « de solliciter cette grâce » pour la Province.

2^e Session de 1780. *Projet de règlement établi par l'Assemblée pour la répartition des vingtièmes nobles. Arrêt du 19 août 1781 accordant l'abonnement des vingtièmes et autorisant le règlement sur la répartition des vingtièmes nobles.*

Lors de la session de 1780, le Roi fit connaître à l'Assemblée par l'intermédiaire des syndics qu'il était disposé à donner satisfaction aux desiderata exprimés en 1779 ; il consentirait volontiers à l'abonnement des vingtièmes ; toutefois, les circonstances de la guerre présente ne lui permettait pas d'en diminuer le taux ; il accorderait la suspension des parties de l'arrêt du Conseil du 28 septembre 1777 pour la vérification des biens nobles « pourvu toutefois que vous prissiez des mesures propres et efficaces pour parvenir à la vérification des biens nobles, et établir une juste proportion entre la cotisation des biens nobles et celles des biens ruraux. »

Un bureau spécial fut chargé d'étudier désormais les réformes à apporter aux vingtièmes. Le 19 septembre 1780, il fit un premier rapport à l'Assemblée pour lui montrer l'accroissement excessif des vingtièmes dans la Province dû « à ce fait que les directeurs, et les contrôleurs se sont écartés à notre préjudice des principes de l'instruction (du 25 août 1776) » les prix ne furent pas déterminés d'après les cours des marchés de 1747 à 1767 comme l'exigeait l'art. 18 mais sur des bases variant pour chaque élection, le résultat du prix des denrées tel qu'il avait été prescrit par l'instruction doit être bien moindre qu'aucun de ceux que les contrôleurs et les directeurs des vingtièmes ont présentés au Gouvernement ; les années qu'ils ont choisies pour mesure de leurs opérations renferment les époques de plus haute cherté. » Il n'est donc pas surprenant d'apprendre que le setier réduit à la mesure de Paris (soit 1,56 hectolitre) ait été en général apprécié dans la Province à 22 livres pour le froment, à 16 pour le seigle et ainsi à proportion pour les autres grains (les prix moyens adoptés lors de la confection de la table d'abonnement seront de 20 l. 10 s. 7 d. pour le froment et de 15 l. 7 s. 9 d. pour le seigle).

Après avoir entendu ce rapport l'Assemblée décida : 1^o « de prier le Directeur Général des Finances de se faire représenter

« les bases des opérations diverses effectuées dans cette Province
« pour l'établissement des vingtièmes » à l'effet de constater l'arbitraire des dites opérations et l'excès accablant des estimations.

2° qu'en conséquence de ces renseignements de supplier Sa Majesté de modérer au retour de la paix l'abonnement des vingtièmes de cette Province à la somme de 1.200.000 l. somme plus en rapport avec les facultés de la Province.

Le Bureau des Vingtièmes dut s'occuper d'une question beaucoup plus délicate, celle de trouver des mesures efficaces pour parvenir à la vérification des biens nobles et d'établir une juste proportion entre la cotation des biens nobles et celle des biens ruraux. La réfection des cadastres et l'établissement de la table d'abonnement devaient permettre plus tard de trouver une base équitable et faire des vingtièmes ruraux (en fait les seuls perçus en Haute-Guyenne) un impôt de quotité pesant également sur tous les biens ; malheureusement ces travaux étaient à peine commencés.

Le Bureau rendit compte le 22 septembre de ses recherches à ce sujet. Il avait envisagé plusieurs méthodes mais il n'en avait point « vu de plus naturelle ni de plus analogue à la confiance qu'inspire l'établissement de la nouvelle administration dans la Province, ni par conséquent de plus sûre que de réclamer l'honneur et la véracité des propriétaires de biens nobles ». Cette déclaration à faire par les intéressés ne pouvait plus susciter aucune inquiétude, ils ne pourront plus craindre que la vérité de leurs déclarations ne tourne en accroissement général de la taxe générale. C'était aussi une question de justice ; toute dissimulation dérobant aux autres contribuables un soulagement auquel ils ont droit. Le Bureau prévoyait les moindres détails dans lesquels ces déclarations seraient faites et la façon dont elles seraient contrôlées.

Dès que l'arrêt d'abonnement des vingtièmes aura été expédié, il sera demandé par la Commission Intermédiaire, et conformément aux modèles qu'elle en arrêtera, à tous les propriétaires de biens nobles, des formules de déclaration de tous les biens nobles qu'ils possèdent dans la Province, lesquelles déclarations spécifieront par le menu, toutes les possessions tant du fonds que des rentes, champs, dîmes inféodées, etc., avec les noms et explications des mesures locales, l'indication des lieux et les communautés où sont situés lesdits fonds et biens nobles sans rien excepter ni réserver soit que lesdits biens et rentes soient affermés, soit qu'ils ne le soient pas et au cas où ils seraient affermés les propriétaires joindront à leur déclaration une copie de leurs baux. Les déclarations seront signées et certifiées authentiques ; en outre tous les

propriétaires de biens nobles seront tenus de représenter à la Commission Intermédiaire ou à ses représentants si elle l'exige les lieues (1) des rentes qu'ils possèdent.

Les déclarations seront communiquées pour être vérifiées au bureau formé dans chaque arrondissement pour faciliter la confection des nouveaux rôles de la capitation. Nous traiterons plus longuement l'organisation de ces bureaux dans notre étude sur la Capitation, nous nous bornerons à indiquer pour le moment qu'ils étaient composés de six administrateurs ou correspondants.

Les membres de ces bureaux prendront par la voie des autres membres de l'Assemblée, correspondants ou autres personnes qu'ils jugeront dignes de leur confiance tels renseignements qu'ils avisent et ils rédigeront en conséquence leur avis qui devra être signé par quatre d'entre eux au moins.

Sur ces avis ou sur telle autre déclaration qu'il conviendra à la Commission Intermédiaire de faire, cette commission prononcera l'admission ou le rejet des déclarations et fera inscrire sur un registre spécial le montant du revenu auquel elle croira devoir fixer les biens nobles.

Les déclarations seront remises dans les six mois qui suivront la réception de la demande sous peine de payer double imposition jusqu'au moment de la réception des déclarations.

Toute déclaration jugée fausse ou incomplète par la Commission Intermédiaire, sera rejetée et les délinquants seront taxés à une imposition quadruple qui ne pourra être modérée qu'après une année et dans le cas seulement où le délinquant aurait rectifié sa déclaration et satisfait aux conditions imposées par la Commission Intermédiaire.

Les résultats obtenus au moyen des déclarations ne pourront être appliqués à l'encontre d'aucun particulier qu'autant qu'ils auront leur effet à l'égard de tous les propriétaires de biens nobles. Et jusqu'à cette époque les propriétaires de biens nobles continueront d'être imposés conformément au rôle de 1780.

Pour estimer en argent les revenus en nature l'appréciation du prix des grains sera faite sur le taux réduit de 18 livres le sétier de Paris pour le froment, de 14 livres pour le seigle, de 10 livres pour l'orge, de 7 livres pour l'avoine grosse et de 3 l. 10 s. pour l'avoine petite.

Quant aux autres denrées elles seront évaluées sur le prix auquel

(1) D'après Affre « cahier contenant l'état sommaire des rentes, censives et autres droits féodaux incombant aux habitants d'un fief ou d'une seigneurie. »

elles se sont élevées pendant les 20 dernières années dans la Province. La Commission Intermédiaire aura soin dans l'évaluation des déclarations faites sur ces taux, d'avoir égard aux différences locales du prix des grains et denrées ainsi qu'aux conditions qui se trouvent dans les diverses natures de rentes c'est ainsi que les unes sont quérables et les autres portables.

Toutes les contestations qui pourraient s'élever de la part des contribuables, collecteurs ou autres relativement aux décisions de la Commission Intermédiaire sur le fait des vingtièmes et des déclarations devaient être portées au Conseil du Roi.

Ce fut à l'unanimité que l'Assemblée adopta le 24 septembre les conclusions du Bureau des Vingtièmes ; le Roi fut humblement supplié d'en autoriser l'application.

L'établissement des déclarations prévues par l'Assemblée portait atteinte aux privilèges d'immunité fiscale dont la plupart des propriétaires de biens nobles habitués à payer des sommes minimales pour les vingtièmes croyaient jouir éternellement, et il était pour eux très pénible de donner la liste complète des revenus de leurs biens nobles, sans compter que, sauf quelques exceptions assez nombreuses, la noblesse de Haute-Guyenne propriétaire de la plupart des biens nobles était très besogneuse et appréhendait avec terreur une mesure que lui ferait payer des impôts sur des revenus déjà à peine suffisants pour la faire vivre.

Les sanctions prévues dans le cas de refus de l'établissement des déclarations étaient à bon droit très sévères. Malheureusement leur exécution était confiée à la Commission Intermédiaire ; celle-ci aurait-elle le courage de les appliquer à l'encontre des puissants personnages qui détenaient une partie des biens nobles ? Ce puissants personnages n'étaient-ils pas pour la plupart les amis intimes des membres de la Commission Intermédiaire ?

Le contrôle des déclarations était de même confié aux bureaux d'arrondissements et à la Commission Intermédiaire, n'était-il pas à craindre que leurs jugements ne soient dictés par l'amitié ou la crainte de dresser contre l'Administration provinciale des hommes dont l'influence était grande dans la Province et dont certains jouissaient d'un large crédit à la Cour ?

La Commission Intermédiaire s'empressa de mettre la délibération de l'Assemblée « sous les yeux du Ministre » ; et conformément aux promesses faites l'arrêt du Conseil du 19 août 1781 fixant à 1.509.965 l. 14 s. (le chiffre perçu depuis plusieurs années) le montant de l'abonnement des premier et second vingtièmes et des 4 sols pour livre imposés dans la Province ; sur ce montant devaient être

prélevés les frais ordinaires de recouvrement ainsi que la somme que le Roi avait l'habitude d'accorder par les non-valeurs, décharges et modérations.

Par le même arrêt la Commission Intermédiaire était autorisée à demander aux propriétaires de biens nobles des déclarations des biens de cette nature qu'ils possédaient dans la Province ; mais certaines modifications étaient apportées aux modalités prévues par la délibération du 24 septembre 1780. La Commission Intermédiaire devait vérifier elle-même ces déclarations ou les faire vérifier par ses correspondants, les bureaux d'arrondissements n'en connaissaient plus. En ce qui concerne les déclarations rejetées par la Commission Intermédiaire comme inexactes ou incomplètes, l'arrêt moins sévère que l'Assemblée décidait qu'elles seraient renvoyées aux propriétaires qui les auraient fournies pour être rectifiées dans le délai de trois mois et que faute par eux d'y satisfaire leur imposition serait doublée.

Quant à l'évaluation des biens affermés, ou des rentes et autres droits seigneuriaux perçus en grains le Ministre pensant qu'il serait injuste d'appliquer pour cette évaluation un taux « réduit » alors que l'estimation des biens ruraux avait été faite comme nous l'avons vu sur un tarif élevé ordonnait qu'elle fut faite, sur le pied des tarifs établis par la Commission Intermédiaire pour chaque élection ou arrondissement plus convenables. Ces tarifs devaient être inscrits en tête des modèles des déclarations distribués.

La réforme ne devait être appliquée que sur tous les propriétaires de la Province à la fois mais au plus tard à l'époque de la confection des rôles de l'année 1784. En attendant les vingtièmes devaient être perçus suivant les rôles précédemment établis.

3° *Difficultés rencontrées par l'Administration Provinciale pour l'application du règlement sur les vingtièmes nobles.*

Lors de la session de septembre 1782 les syndics après avoir indiqué les modalités de l'arrêt du 19 août 1781 parlèrent en termes voilés de l'opposition que rencontrait la nouvelle méthode de répartition des vingtièmes nobles.

À la même session le Bureau des Vingtièmes rechercha les moyens d'appliquer l'arrêt du 19 août 1781 que la Commission Intermédiaire n'avait voulu mettre à exécution qu'après avoir soumis à la décision de l'Assemblée plusieurs objets essentiels.

La question la plus importante était celle de la fixation du prix des denrées. Pour que cette appréciation pût obtenir l'approbation

du gouvernement, sans blesser néanmoins les intérêts des contribuables, le Bureau proposa de la déterminer d'après la valeur des denrées durant une période de trente ans commençant en 1752 et finissant en 1781 ce qui permettait d'obtenir une balance à peu près exacte entre les contributions des biens nobles et celles des biens ruraux.

Malgré les bizarreries de l'arrondissement des élections pour simplifier les travaux le Bureau jugea convenable de fixer les prix par élection, le tarif devait être établi sur la moyenne des cours des divers marchés de l'élection fournis par les fourleaux.

L'Assemblée ne fit aucune difficulté pour approuver ces méthodes et l'envoi de modèles de déclaration établis par la Commission Intermédiaire aux propriétaires de biens nobles.

Le montant de l'abonnement des vingtièmes fixé primitivement à 1.509.965 l. 14 s. ne tarda pas à être modifié : Fleury substituant au système d'emprunt de Necker une politique de création d'impôts institua le troisième vingtième en juillet 1782 applicable à partir du 1^{er} janvier 1783 pour trois ans. En conséquence le montant de l'abonnement fut porté pour la Haute-Guyenne à 2.194.854 l. 4 s.

Le délai imparti par le Roi pour l'établissement des nouveaux rôles des vingtièmes nobles expirant en 1784, la Commission Intermédiaire se mit au travail dès la fin de la session de 1782. Elle rechercha tout d'abord à établir le prix des denrées selon les indications fournies par l'Assemblée, et, comme elle devait former un taux d'après les marchés établis dans chacun des différents lieux des élections, elle dut consulter tous les fourleaux de la Province de 1752 à 1781.

Ce travail fut très long et excessivement pénible, une fois qu'il fut terminé, elle forma un tarif pour chaque élection et le fit imprimer en tête des modèles de déclarations qu'elle expédia à tous les propriétaires de biens nobles. Cet envoi ne fut fait que tardivement, il y était joint une lettre expliquant les motifs de l'opération.

Aussi lorsqu'arriva l'époque fixée par le Roi pour l'exécution de la réforme, seuls quelques propriétaires avaient envoyé leurs déclarations et la Commission Intermédiaire n'en avait vérifié aucune..

A la séance d'ouverture de la session de 1784, le 15 novembre le Commissaire du Roi demanda à l'Assemblée de fixer toute son attention « sur les dispositions de l'arrêt du 19 août 1781... et sur « les dernières délibérations » prises à ce sujet.

Le 17 novembre les syndics rendirent compte des opérations effectuées depuis 1782, le retard apporté dans l'exécution de la ré-

forme était dû à plusieurs causes. Les recherches faites dans les fourreaux de la Province avaient été particulièrement difficiles. La plupart des propriétaires avaient bien répondu avec empressement ; mais la réforme ne pouvant avoir lieu qu'autant que tous les propriétaires de biens nobles auront fourni leurs déclarations « il répugnait sans doute à une administration paternelle de leur faire supporter la peine prononcée par la loi d'autant que nous ne pouvons pas leur supposer de mauvaises intentions mais plutôt le désir d'acquérir toutes les connaissances nécessaires pour fournir des déclarations exactes. »

« En outre le Roi ayant exigé qu'avant de fixer définitivement la taxe d'aucun contribuable sa déclaration soit vérifiée par la Commission Intermédiaire « travail délicat et difficile » nous vous demandons de nous indiquer des moyens de contrôle équitable car le rôle d'inquisiteurs ne convient ni à votre Commission Intermédiaire ni à vos correspondants. »

La Commission Intermédiaire espérait que le Roi qui s'était réservé de prescrire une nouvelle forme si la refonte n'était point opérée lors de la confection des rôles de 1784 accorderait un nouveau délai en lui exposant les difficultés de l'opération qui exige « tant de précautions et de travaux préliminaires ».

« Nous croyons pouvoir vous annoncer, disaient en terminant les syndics qu'à votre première Assemblée l'objet dont il s'agit sera parfaitement en règle, et que tout le travail qui doit y être relatif sera assez complet pour que vous puissiez approuver le nouveau rôle que votre Commission Intermédiaire aura fait rédiger ».

Elle avait demandé à l'Assemblée de lui indiquer un moyen de contrôle efficace, le rapport du Bureau des Vingtièmes fait le 9 décembre ne lui en fournit aucun ; il se bornait à déclarer qu'il lui faisait confiance pour trouver les méthodes efficaces et constatait que les efforts faits pour établir l'égalité entre les contribuables des vingtièmes nobles auront l'avantage de procurer de très grandes facilités pour parvenir à découvrir le rapport qui existe entre la masse des vingtièmes nobles et celle des vingtièmes ruraux ce qui permettra de déterminer avec équité la proportion dans laquelle les deux différentes natures de fonds doivent contribuer à l'impôt. Quant à l'Assemblée à la suite de l'audition de ce rapport elle délibéra que la Commission Intermédiaire « s'occupera incessamment de la vérification des déclarations fournies par les possesseurs de biens nobles et prendra soit par la voie des personnes de confiance qui résident à portée des lieux où sont situés lesdits biens,

« et par les autres voies qui lui paraîtront les plus convenables les
« moyens les plus propres pour s'assurer de l'exactitude desdites dé-
« clarations, découvrir les omissions et pourvoir enfin à une répar-
« tion exacte de l'impôt des vingtièmes nobles ».

Aucune décision utile n'était prise et durant le cours de l'inter-session de 1784 et 1786 la Commission Intermédiaire rechercha les moyens de faire aboutir la réforme, elle s'y appliquera avec beaucoup de zèle, le pouvoir royal qui portait le plus vif intérêt à l'Assemblée et à ses réformes lui fut d'ailleurs d'un grand secours.

L'arrêt du Conseil du 28 août 1785 accordait la prorogation du délai jusqu'en 1787 comme l'Assemblée l'avait demandée ; pour obliger les propriétaires des biens nobles à fournir leurs déclarations il prévoyait des peines très sévères contre les récalcitrants fournissant ainsi à la Commission Intermédiaire des armes efficaces et l'obligeant même à s'en servir. Il indiquait de quelle manière la réforme serait appliquée dans la confection des rôles de 1787. Comme mesure préliminaire en outre il ordonnait, pour activer les travaux, que, pour la confection des rôles de 1786, le montant des décharges et modérations accordées à la suite de la vérification des déclarations déjà faites et vérifiées, soit rejeté au marc la livre sur le montant des contributions des propriétaires de biens nobles qui n'auraient pas fourni leur déclaration.

Cet arrêt ne fut transmis que le 15 octobre 1785 à la Commission Intermédiaire et cette date trop tardive ne lui permit pas d'appliquer cette mesure pour la confection des rôles de 1786.

Le Ministre fit témoigner son mécontentement et son inquiétude à la Commission qui alléguait pour sa défense qu'elle ne pouvait agir autrement. L'arrêt du Conseil du 28 septembre 1777 voulait en effet que les vingtièmes soient imposés dans les mêmes rôles que la taille ; or ces rôles sont faits immédiatement après le département de la taille, à la réception de l'arrêt toutes les dispositions pour la confection des rôles étaient faites, les mandements étaient délivrés aux receveurs pour les faire passer aux collecteurs, il n'y avait donc que deux partis à prendre : celui d'arrêter la confection des rôles et par conséquent de retarder le recouvrement de toutes les impositions, ou celui de suspendre l'exécution de l'arrêt de 1785. Après mûre réflexion, c'est à ce dernier parti qu'elle s'est arrêtée, il comprenait des inconvénients moins graves. D'ailleurs les opérations préliminaires prévues telles que les vérifications de déclarations exigeaient du soin et demandaient du temps.

Elle ne perdit pas un instant pour se mettre en état d'exécuter en 1787 ce qui n'avait pas été possible en 1786 ; elle envoya de nou-

veau un exemplaire imprimé des modèles de déclarations à tous les propriétaires de biens nobles retardataires avec une lettre des procureurs généraux syndics pour les inviter à les remplir avant le 15 décembre 1785.

La recherche des moyens les plus propres à faciliter la vérification de la sincérité des déclarations fournies attira tout particulièrement son attention. Devant l'insuffisance de ceux employés jusqu'alors le 27 avril 1786 elle arrêta pour compléter ceux indiqués dans l'arrêt de 1785 que dans chaque communauté où des biens nobles étaient situés, il serait convoqué une assemblée à laquelle un commissaire de l'Administration donnerait connaissance des déclarations fournies par les possesseurs de ces biens et recevrait les divers renseignements utiles qui pourraient lui être donnés, mais elle jugea que ce moyen ne serait vraiment praticable qu'autant qu'il plairait au Roi de proroger le délai jusqu'à la confection des rôles de 1790, et, elle sollicita en conséquence auprès du Ministre l'octroi de ce nouveau délai par une lettre du 31 mai 1786.

4^e Session de 1786. *Projet de Calonne d'unifier les vingtièmes nobles et les vingtièmes ruraux à l'intérieur des communautés de Haute-Guyenne. Mauvaise volonté des propriétaires de biens nobles.*

Calonne se préoccupait vivement d'établir une répartition équitable des vingtièmes sur tous les biens nobles et ruraux sans distinction de nature ; le 20 août 1786 il avait remis au Roi son mémoire intitulé « Précis d'un plan d'amélioration des finances » où il proposait d'établir « l'égalité proportionnelle dans la répartition de l'impôt » sans qu'il pût y être dérogé par aucune exemption, et le remplacement des vingtièmes par une subvention territoriale assise également sur toutes les terres et payée en nature. Il s'intéressait particulièrement à la réforme des vingtièmes en Haute-Guyenne qui semblait traîner en longueur ; il avait donné des ordres pour l'activer au Commissaire du Roi qui les transmit en ces termes à l'Assemblée à la session de 1786 « Il est indispensable que l'Administration Provinciale s'occupe enfin de terminer cette opération (la « réforme des vingtièmes nobles) en conséquence elle se fera re-
« présenter :

« 1^o L'état des propriétaires de fonds nobles qui ont fourni leurs
« déclarations et dont la cote se trouve excéder réellement la propor-
« tion de leur revenu.

« 2^o Le tableau de ceux qui ont également fourni leur déclaration

« mais dont l'imposition n'est point forcée et pourrait même être regardée comme insuffisante.

« 3° Un état des fonds nobles qui jusqu'à présent avaient pu être omis dans les rôles et être ainsi soustraits à l'imposition.

« 4° Enfin celui des propriétaires qui n'ont point encore fourni de déclaration.

« L'Assemblée présentera ses observations sur les moyens les plus propres à accélérer le but qu'elle s'est proposée et l'exécution des intentions de Sa Majesté. »

Calonne tenait essentiellement à une répartition proportionnelle des vingtièmes sur toutes les terres sans tenir compte de leur qualité, aussi veut-il étendre considérablement la réforme entreprise, aussi veut-il étendre considérablement la réforme entreprise au début pour une meilleure répartition des vingtièmes nobles. « ...L'Administration Provinciale doit encore considérer que les communautés trop allivrées pour la taille étaient imposées aux vingtièmes plus modérément que les communautés favorisées pour l'autre imposition ; quand ces mêmes communautés précédemment trop allivrées seront réduites pour la taille aux taux commun de la Province, elles se trouveraient jouir d'une trop grande faveur, si leurs vingtièmes n'étaient point rehaussés. Il sera donc indispensable de chercher un taux commun pour les vingtièmes ruraux, et il semble que l'Administration provinciale pourra y parvenir en comparant le montant des vingtièmes ruraux, tel qu'il paraîtra convenable de les régler après la refonte des vingtièmes nobles, avec le montant de la taille dont le taux est connu. Il sera à propos de faire distraction de la taille des biens ruraux ecclésiastiques qui ne paient pas les vingtièmes.

Lorsque ce taux sera trouvé on en fera au fur et à mesure l'application à celles des communautés précédemment trop allivrées, qui à compter de 1788 jouiront de la réduction qui sera reconnue leur être due sur la taille.

La somme relative aux biens ruraux pour telle communauté étant ainsi réglée on y réunira les vingtièmes relatifs aux biens nobles situés sur le territoire de la même communauté, et le total de ces deux sommes sera ensuite réparti dans une proposition uniforme pour un seul et même rôle qui comprendra indistinctement toutes les propriétés de quelque nature qu'elle soient et qui sera vérifié et rendu exécutoire séparément des autres rôles et recouvré par un seul et même percepteur.

La réforme était capitale ; ses dispositions permettent de voir combien les esprits avaient évolué depuis 1779, époque à laquelle

les propriétaires de bien nobles protestaient vivement contre la vérification de leurs biens par les assemblées des communautés. Cependant si l'égalité totale était obtenue à l'intérieur des communautés grâce à un taux commun unique pour elle, il était regrettable que pareille mesure ne fût pas prise pour la Province et que l'on conserva pour la répartition des vingtièmes deux taux communs établis sur des bases légèrement différentes (le taux commun des vingtièmes nobles et celui des vingtièmes ruraux) ce qui avait pour résultat une répartition inégale entre propriétaires de communautés différentes, inégalité théoriquement minime certes, mais réelle cependant ; la confusion des vingtièmes ruraux et des vingtièmes nobles pour toute la Province aurait simplifiée considérablement la besogne de la Commission intermédiaire, c'était d'ailleurs une mesure de stricte justice que sans nul doute l'on n'aurait pas tardé à adopter, et qui aurait permis de fondre deux impôts établis en fait en Haute-Guyenne sur le revenu cadastral des propriétés bâties et non bâties, la taille et les vingtièmes (sauf bien entendu à déduire le montant de la taille pour les biens nobles) ; il faut noter que cela aurait présenté certaines difficultés étant donné la nature de certains revenus des biens nobles tels que censives et champarts.

Le Commissaire du Roi ne précisait pas les détails d'application de la réforme ; il est hors de doute que pour la détermination des deux taux communs des vingtièmes les immenses travaux faits pour la recherche des taux communs de la taille, la table d'abonnement et les cadastres avaient été utilisés ; les calculs étaient particulièrement simples pour les vingtièmes ruraux dont le taux aurait été obtenu par une simple proportion avec le taux de la taille : si par exemple la taille de la Province était de 3.000.000 l. et les vingtièmes ruraux de 1.500.000 l., le taux commun des vingtièmes ruraux pour chaque classe aurait été la moitié de celui de la taille. Quant à la répartition à l'intérieur de la communauté rien n'aurait été plus facile grâce au cadastre et à la table d'abonnement.

Le projet royal était un pas de géant fait vers la répartition sur des bases semblables de tous les impôts fonciers directs et leur fusion de fait.

Le Bureau des Vingtièmes dans le rapport qu'il présenta à l'Assemblée le 7 décembre constata d'abord avec tristesse le mauvais vouloir de certains propriétaires de biens nobles. « L'empire des préjugés » si puissant sur le cœur des hommes lorsqu'il s'identifie avec leurs « intérêts » ; cette terreur qui les saisit et les met en garde contre « toutes les recherches relatives à l'impôt, peut-être même une con-

« fiance présomptueuse dans votre indulgence ont empêché ou du
« moins retardé le succès de vos démarches. »

Il déclara ensuite que la Commission Intermédiaire n'avait pu se conformer entièrement aux ordres du commissaire royal ; elle avait bien remis au bureau l'état des propriétaires de biens nobles qui avaient fourni leur déclaration et qui d'après les vérifications faites étaient dans le cas d'être dégrevés dans les rôles de 1787 ; le montant des décharges et modérations se montait à la somme minime de 2.301 l. 13 s. 9 d. et avait été rejeté conformément à l'arrêt de 1785 sur le montant des contributions des propriétaires de biens nobles n'ayant pas encore fourni leur déclaration au 15 novembre 1786.

Il avait été remis au bureau un état de fonds nobles qui jusqu'à présent avaient été omis dans les rôles et soustraits à l'impôt, cet état se réduisait à deux personnes dont l'une avait fait sa déclaration, et comme la faiblesse de ce chiffre pouvait à bon droit étonner, le rapporteur ajoutait qu'il était fort probable que les travaux de vérification amèneraient la Commission Intermédiaire à découvrir d'autres biens nobles soustraits à l'impôt. Le chiffre des possesseurs de biens nobles n'ayant pas fourni leur déclaration prouvait la violence de l'opposition faite à la réforme, il s'élevait à 848 contre 1.843 ayant accompli cette formalité.

Le Bureau n'approuvait pas entièrement la délibération de la Commission Intermédiaire prise le 27 avril 1786 au sujet de la vérification de la sincérité des déclarations fournies par des assemblées de communauté, il craignait que dans ces assemblées, la crainte, la jalousie et l'intérêt n'entrent en ligne de compte ; mais il ne croyait pas devoir pour cela rejeter ce moyen d'instruction, il jugeait qu'il était utile de se renseigner dans ces assemblées, une discussion sage et éclairée permettant ensuite de mettre de côté ce qu'il y aurait de douteux ou d'exagéré dans ces renseignements. Mais le travail de contrôle de l'exactitude des revenus déclarés lui apparaissait très difficile, il existait trois espèces de biens nobles : biens fonds, rentes en censives et champarts ; les censives, redevances fixes en nature, étaient constituées presque toutes en grains dont le prix était fixé dans les modèles de déclaration, l'espèce et la quantité en étaient déterminées par les titres des propriétaires, et comme c'était un revenu qui n'était sujet à aucun cas fortuit, pour leur vérification il suffisait de demander communication aux propriétaires de leurs livres. Mais il était beaucoup plus difficile de connaître le revenu des biens fonds qui dépendait de multiples facteurs (qualité du sol, exposition, etc.), il semblait que là il fût nécessaire de faire appel à des experts abonateurs. Le produit des champarts (redevances

proportionnelles, aux récoltes, par exemple : une gerbe sur quatre) était encore plus délicat à déterminer, il dépendait de la bonne ou de la mauvaise volonté du cultivateur, et là le concours des experts-abbonnateurs serait encore plus nécessaire.

Ce tableau rapide prouvait la longueur des travaux de vérification ; aussi le Bureau pensait-il que, malgré le vif désir qu'il aurait eu de ne demander une prorogation des délais que jusqu'en 1788, la date de la confection des rôles de 1790 lui paraissait indiquée pour ne pas s'exposer au danger de demandes de nouveaux délais.

Le Bureau reconnaissait ensuite que la proposition du Commissaire du Roi pour uniformiser le taux d'imposition des biens ruraux et des biens nobles d'une même communauté réunissait les avantages précieux de mettre de la justice dans les taxes, de l'uniformité dans la perception et de la facilité dans le recouvrement et qu'elle était en outre très propre à détruire toute idée de faveur entre les différents ordres de contribuables.

Après une discussion dont nous ne connaissons malheureusement pas les termes, les conclusions du Bureau furent adoptées.

La Commission Intermédiaire fut chargée de l'exécution de cette délibération, et il lui fut plus particulièrement recommandé « de « s'occuper avec le plus grand soin de la recherche du taux com-
« mun des vingtièmes des biens ruraux pour en faire l'application
« à celles des communautés précédemment trop allivrées qui, à
« compter de l'année 1788, jouiront de la réduction qui leur sera
« due sur la taille et encore pour l'employer comme une base com-
« mune à répartir dans une proportion uniforme la somme relative
« aux vingtièmes des biens ruraux d'une communauté ablotée avec
« celle résultant des vingtièmes sur les biens nobles qui sont si-
« tués dans le territoire de la même communauté. »

C'était approuver le projet ministériel qui, nous l'avons déjà vu, réalisait presque complètement du moins en Haute-Guyenne, le principe de l'égalité devant l'impôt.

Quel fut le sort des délibérations prises ? Malgré nos recherches nous n'avons pu le connaître, le délai demandé fut-il accordé ? Des vérifications sérieuses furent-elles faites par la Commission Intermédiaire ? Nous ne le croyons pas ; peu de temps après la fin de la session, l'Assemblée des Notables se réunit, et Calonne lui proposa de remplacer les vingtièmes par la subvention territoriale payable en nature dont nous avons déjà parlé ; les notables après une résistance acharnée et après avoir obtenu le renvoi de Calonne ne purent faire autre chose que de reprendre ses plans en substituant toutefois à la perception en nature la perception en argent. Brienne ren-

voya les Notables et soumit au Parlement un édit d'août 1787 remplaçant les vingtièmes à partir du 1^{er} juillet 1788 par une subvention territoriale de 80 millions payable par tous les biens fonds du royaume et répartie de degré en degré par le Conseil, et par les Assemblées Provinciales, et par les Assemblées municipales.

Cette tentative de destruction des privilèges rencontra la plus vive opposition dans la magistrature, et le Gouvernement dut abandonner ce projet. En septembre 1787, un nouvel édit révoqua celui d'août et remit en vogue le système des vingtièmes, il prorogea pour deux ans le second vingtième et prescrivit la perception de cet impôt sur tous les biens du royaume sans aucune distinction. La Révolution ne permit pas sa mise en application.

Les efforts faits par l'Assemblée Provinciale pour la réforme des vingtièmes nobles au milieu des plus grandes difficultés, furent considérables, et sans la Révolution, ils eussent sans doute été couronnés de succès ainsi que la réforme complète des vingtièmes entreprise en 1786.

5° Exemple de déclaration de biens nobles.

Aux archives départementales de l'Aveyron se trouvent classées méthodiquement par communautés les déclarations faites par les propriétaires de biens nobles pour les élections de Rodez, Millau et Villefranche ; elles forment plusieurs liasses (Série C n^o 1598 à 1601, 1604 à 1607, 1610 à 1614) et en les consultant nous comprenons aisément les résistances rencontrés ; les biens nobles possédés devaient être énumérés scrupuleusement dans leurs plus petits détails, leurs revenus indiqués exactement avec si possible la preuve de la sincérité de leur montant tels que baux à ferme, etc. Certaines déclarations occupent plusieurs cahiers, c'est ainsi que celle de Louis d'Adhémar de Panat comprend 80 pages pour la plupart rédigées d'une manière très claire ; à titre d'exemple, nous allons en citer quelques passages.

« Province de Haute-Guyenne, élection de Villefranche, mandement de Panat.

« Je soussigné, Louis-Elisabeth d'Adhémar de Panat, chevalier
« seigneur comte de Panat Bruéjous, Pradel... habitant de mon
« château de Panat, imposé sous le nom de feu Monsieur Pierre-
« Jean d'Adhémar chevalier seigneur de Panat et autres lieux... mon
« père déclare pour satisfaire à l'arrêt du Conseil d'Etat du Roy du
« 19 août 1781 et aux ordres donnés en conséquence par l'Administration de Haute-Guyenne que je possède en toute justice haute,

« moyenne basse et foncière la châteltenie de Panat en pariage avec
 « le Roy, la moitié de laquelle justice m'appartient en propre, l'autre
 « moitié appartient au Roy dont je suis engagiste.

« Je déclare en outre posséder en seul les fonds nobles et rentes
 « nobles et tous droits seigneuriaux ci-après détaillés ;

« CONSISTANT :

« 1^o En un château et manoir que j'habite au lieu de Panat,
 « basse-cour, écuries, greniers, caves et terrasses joignant qui ne me
 « produisent aucun revenu.

« Plus en une vigne et mazure de pigeonnier situé aux mande-
 « ments contenant ladite mazure 4 cannes et la vigne 4 setiers 1 bois-
 « seau et demi. La setérée faisant 160 perches carrées, mesure de
 « Montpellier, chaque perche 4 cannes carrées composées de 4 quar-
 « tes, chaque quarte de 4 boisseaux que j'estime produire annuel-
 « lement, distraction faite des travaux, soixante-huit livres.

« Plus un pré 68 l.

« Plus en droits de censive, en petits fiefs épars le tout quérable,
 « levable dans le mandement de Panat consistant en cinquante-quatre
 « setérées trois quarts cinq prunières froment mesure de Panat com-
 « posés le setier de quatre quarts, la quarte de huit prunières pe-
 « sant le dit setier poids de table cent douze livres qui, réduit à la
 « mesure de Villefranche, deviennent à trente-neuf setiers deux
 « quarts deux boisseaux, laquelle quantité de froment évaluée sur
 « le pied du tarif arrêté en exécution de l'arrêt du Conseil ci-dessus
 « cité et de la délibération de l'Assemblée provinciale du 1^{er} octo-
 « bre 1782 à raison de onze livres huit sols le setier se porterait à la
 « somme de quatre cent cinquante une livre quatorze sols six de-
 « niers 451 l. 14 s. 6 d.

« Cependant, ladite quantité ne produit sur le pied de sept livres
 « le setier mesure de Panat, prix du bail à ferme fait au sieur Le-
 « roux, libraire à Rodez, le 29 décembre 1776, et qui n'a commen-
 « cé qu'en 1778 et qui dure encore que trois cent huitante quatre
 « livres six sols dix deniers 384 l. 6 s. 10 d.

« Plus en droit de champart que je lève sur une étendue de terrain
 « dans le dit mandement de cent quinze setérées deux quarts à rai-
 « son de la quatrième gerbe et sur un terrain de sept setérées à raison
 « de cinquième gerbe partie duquel terrain est de peu de valeur qui
 « peut me produire une année portant l'autre seize setiers de grains
 « moitié froment et moitié avoine qui réduit à la mesure de Ville-

« franche fait... roi l. 8 s. plus en sept pipes de vin... de cen-
« sives... »

et il donne ainsi détail de tous ses biens mandement par mandement.

Ces déclarations si complètes et si nombreuses fourmillent en renseignements de toutes sortes les plus divers et les plus variés. Leur examen rapide nous a permis de constater que la noblesse de Haute-Guyenne était très pauvre si on la compare à celles des autres provinces, leur revenu en biens nobles était fort peu considérable et nous savons de par ailleurs qu'elles ne possédaient que fort peu de biens roturiers, nous aurons l'occasion de revenir sur ce sujet dans un autre chapitre.

CHAPITRE X

Efforts faits pour une meilleure répartition de la Capitation. Projets et instructions de l'Assemblée (1779-1780) pour une meilleure répartition de la Capitation entre les habitants d'une même communauté. Approbation du Pouvoir Royal par l'arrêt du 30 décembre 1780. Résultats obtenus. Mauvaise répartition de la Capitation entre les communautés. Privilèges de la Noblesse.

La répartition équitable de la Capitation présentait les plus grandes difficultés ; dès la première session de l'Assemblée provinciale) l'abbé de Courtois dans un remarquable rapport présenté à la séance du 4 octobre 1779 au nom du Bureau de la Capitation montra la complexité d'une pareille entreprise. « Pour procéder avec une équité « parfaite dans cette répartition, dit-il, il faudrait non seulement « connaître l'étendue précise de la fortune, des dépenses nécessaires et des charges de chaque citoyen, mais encore il faudrait « trouver des hommes assez justes et assez courageux pour répartir « la capitation selon la proportion exacte des diverses facultés des « contribuables. Ici l'on ne voit point d'objet déterminé sur lequel « puisse tomber l'impôt. »

Aussi, le Bureau avait-il pensé qu'il serait peut-être opportun de remplacer la capitation par un autre impôt plus facile à répartir avec équité ; mais après réflexion, et surtout en présence de son montant élevé environ 1.350.000 liv., il avait pensé que sa distribution pourrait recevoir quelques perfectionnements.

Nous avons montré les dangers de l'établissement du tarif pour la capitation entre les communautés de la Province et les inégalités qu'il avait déjà provoquées, le Bureau crut devoir le maintenir provisoirement tout au moins ; il pensa qu'il était nécessaire avant tout d'établir une stricte égalité, autant que se faire se pouvait, à l'intérieur des communautés pour la capitation des roturiers, et entre les

membres de la noblesse pour la capitation des nobles. Cette étape une fois franchie, l'on s'occuperait de la mieux répartir entre les communautés et d'établir une balance plus équitable entre nobles et roturiers.

Le moyen le plus simple et le plus rapide était de modifier la forme des rôles. « Ouvrez un rôle, vous y verrez mille noms qui se succèdent confusément ; la même page vous présentera plusieurs taxes différentes et ce n'est qu'après les avoir feuilleté mille fois que vous aurez à peine quelques idées vagues sur les aisances respectives des différents contribuables. »

Les nouveaux rôles à établir seront distribués en autant de colonnes qu'il y aura de différentes classes de fortune ou d'aisance dans une communauté ; il ne s'agira plus comme auparavant d'évaluer séparément l'étendue des facultés des différents membres d'une communauté, mais seulement le rapport général des aisances et des richesses ». Qui ne voit en effet qu'il est bien plus difficile de connaître l'étendue de la fortune d'un homme que de comparer ses facultés avec celles de ses voisins.

Les chiffres des impositions des anciens rôles serviront de base à la constitution des nouveaux rôles, l'on regardera comme ayant une fortune égale, tous ceux qui se trouveront également cotisés, l'on établira autant de colonnes qu'il y a de différentes taxes et l'on mettra dans chacune d'elle tous les contribuables également imposés.

Les rôles ainsi établis permettront beaucoup plus facilement de se rendre compte des taxes trop faibles ou trop fortes : si ainsi, par exemple, deux personnes dont l'une est notoirement plus riche que l'autre figurent dans une même colonne, une simple lecture suffira pour le constater.

La difficulté consistera ensuite de supprimer de chaque classe ceux qu'une fortune disproportionnée devrait faire monter dans une classe supérieure où descendre dans une classe inférieure.

Il sera nécessaire d'avoir recours au puissant mobile qu'est l'intérêt ; plus les classes supérieures contiendront de contribuables, plus la somme d'impôts qu'elles absorberont sera considérable. Il faudra donc commencer la réforme des classes, par la première, car si on la commençait par les classes supérieures chacun tendrait à descendre dans la classe où l'impôt serait moindre.

L'abbé de Courtois précisait comment la réforme des classes serait faite. Des assesseurs, au moins au nombre de quatre, choisis par une délibération de la communauté dans les différentes classes procéderont en collaboration avec les Consuls à cette opération. Ils commenceront par la colonne de la moindre répartition, s'ils s'y

trouvent des contribuables hors d'état de supporter la moindre taxe ils seront portés dans une colonne séparée qui ne supportera aucune imposition, on placera dans les colonnes supérieures ceux dont la fortune et l'aisance se trouveront supérieures à celles des membres de cette colonne ; on passera ensuite à la seconde colonne et ainsi de suite pour les autres catégories.

Les assesseurs auront soin de noter les observations des particuliers qui leur auront paru justes, et les feront passer avec le rôle à la Commission Intermédiaire.

Il est possible qu'au début les rôles n'acquierrent pas la perfection, mais on peut assurer qu'ils deviendront de moins en moins défectueux.

Pour les rôles de la noblesse, le Bureau demandait que la même méthode fût appliquée. Il faisait remarquer que la capitation pour cet ordre pouvait paraître être moins forte proportionnellement que celle des communautés : la capitation des nobles, officiers de justice privilégiés et employés des fermes n'était en 1779 que de 63.634 livres, alors que la capitation des roturiers était de 1.268.965 livres, soit environ 20 fois plus forte mais, ajoutait le rapport « L'Assemblée sera sans doute bien éloignée de nier à ces citoyens respectables une légère diminution d'impôt qui fut-elle accordée à dessein ne serait qu'une faible récompense des sacrifices qu'ils font si souvent de leurs biens et de leur vie pour le soutien de l'Etat » (explication fort discutable). Mais le Bureau pensait que pour éviter que des contribuables sans droits ne se glissent dans l'ordre de la noblesse et par là même surchargent les communautés dont la taxe particulière augmente à mesure que le nombre des contribuables diminue, il faudrait faire faire de minutieuses recherches pour découvrir ceux qui ont été mis mal à propos dans les rôles de la noblesse et les placer dans le rôle de leur communauté sans que pour cela la somme qui doit être répartie pour la capitation de la noblesse dût supporter aucune diminution ; et tel était là-dessus le sentiment et le vœu unanimes des membres de la noblesse qui siégeaient au Bureau de la Capitation.

En ce qui concernait les nouveaux anoblis, il serait juste que les communautés se trouvassent déchargées de la quotité à laquelle ces contribuables étaient assujettis avant d'avoir obtenu l'anoblissement.

L'Assemblée après la lecture de ce rapport en adopta les conclusions ; les rôles rédigés suivant les indications fournies par le Bureau et signés par les maires, consuls et assesseurs devaient être renvoyés par eux à la Commission Intermédiaire pour que cette der-

nière prenne ultérieurement à leur sujet telle mesure qu'elle aviserait ; en outre elle était chargée de trouver les moyens pour purger les rôles de la noblesse et des privilégiés des noms de ceux qui n'y ont pas droit sans que toutefois ces distractions puissent diminuer le montant actuel de ces rôles ; de plus dans le cas où un nouvel anobli ou privilégié serait admis dans l'un de ces derniers, il y porterait la quote à laquelle il était précédemment imposé, et ladite quote viendrait en diminution de la contribution de la communauté dans laquelle le dit noble ou privilégié était précédemment cotisé.

L'Assemblée crut aussi à la fin de cette séance devoir « témoigner « le désir qu'elle aurait qu'il plût à sa Majesté d'accorder à la Province un abonnement pour la capitation à la charge d'en faire sur « les contribuables une répartition exacte ». Le but de cette demande était d'éviter désormais l'augmentation du montant global de la capitation par l'adjonction de « sols ou de deniers pour livre » perçus pour un objet déterminé (construction d'un hôtel de l'Intendance par exemple) comme cela se pratiquait fréquemment ; et elle chargea le Président « de vouloir bien employer son crédit pour « ménager le succès de cette importante affaire aux conditions les « moins onéreuses mais seulement alors que les circonstances lui « paraîtront favorables ». L'abonnement de la capitation ne fut pas accordé à la Province, et comme nous n'avons nulle part trouvé trace d'un refus opposé par le pouvoir royal à ce désir, il est à peu près certain qu'il ne fut jamais présenté, du moins officiellement, par Mgr Champion de Cicé.

Par contre le plan établi pour la confection des rôles fut approuvé sans restrictions par le Ministre et à la séance d'ouverture de la session de 1780, le Commissaire du Roi après avoir annoncé cette décision demanda à l'Assemblée « de se livrer incessamment aux travaux nécessaires pour son exécution ».

Aussi la Commission Intermédiaire remit-elle au Bureau de la Capitation un projet d'instruction sur cette matière qu'il fit approuver par l'Assemblée à la séance du 11 septembre.

Les principales dispositions de cette instruction sont les suivantes : elles diffèrent légèrement de celles prévues en 1779 ; après avoir indiqué le but de la réforme, pour éviter des désillusions, il est précisé « qu'il n'est pas possible de remplir parfaitement dès le premier « instant les vues que l'Assemblée s'est proposées » mais la nature des mesures adoptées conduit par degrés au but recherché.

Le travail préliminaire est aussi simple que facile : « Les maires « et consuls de chaque communauté rédigeront le rôle qui a été fait

« en 1780 en autant de colonnes qu'il y a de contributions différentes ; au cas où il se trouverait dans la communauté des particuliers qui ne soient pas en état de supporter une taxe, il faut en faire une première colonne pour mémoire, un exemple de rôle ainsi distribué est joint pour plus de clarté à l'instruction. »

Le rôle ainsi rédigé sera remis aux assesseurs qui, avec les maires et les consuls s'occuperont du projet de rôle pour 1781. Ces assesseurs seront au nombre de 4 ou 5 dans les petites communautés et de 6 ou 7 dans les grandes, de façon à former réunis avec les maires et les consuls un nombre impair, ils seront nommés par délibération de la communauté assemblée suivant la forme ordinaire. Dans les endroits où la communauté est composée de plusieurs membres, il sera choisi des assesseurs dans les différents membres.

Les maires, consuls et assesseurs ayant sous les yeux le dépouillement du rôle de 1780, examineront avec attention chaque colonne en commençant par celle de la moindre taxe, et en montant successivement par degrés aux plus fortes taxes, ils compareront les fortunes respectives de tous les contribuables compris dans la même colonne et transporteront dans d'autres colonnes ceux qu'ils jugeront devoir l'être.

Le projet de rôle ainsi formé sera présenté à la communauté assemblée. Les maires et consuls recueilleront avec soin les différentes observations des contribuables sur les quotes. L'Assemblée fera en outre telles autres observations qu'elles jugera convenables sur le projet du rôle. Il sera dressé un procès-verbal sur papier libre de la présentation et des observations.

Les maires, consuls et assesseurs feront ensuite au projet de rôle les changements qui leur paraîtront justes d'après les observations faites dans l'Assemblée, ils arrêteront définitivement le projet « en leur âme et conscience » à la pluralité des voix ; « ils exerceront sur eux-mêmes la même justice qu'ils ont droit d'exercer sur les autres contribuables et ils se retireront quand il sera question de leur quote personnelle ». -

Le projet définitif ne pouvait normalement contenir un nombre considérable de colonnes, aussi l'instruction décide-t-elle que dans les colonnes qui seront au-dessus de 3 livres il n'y aura point de fractions en sol et que les colonnes au-dessous de 3 livres ne pourront contenir que des fractions de 10 sols et non d'autres.

Le projet définitivement adopté sera envoyé sans délai à la Commission Intermédiaire, on y joindra une expédition de la délibération qui aura nommé les assesseurs et du procès-verbal de la présentation qui aura été faite du projet de rôle à la communauté et des

observations de la communauté pour qu'elle puisse prendre telles déterminations qui conviendraient, arrêter et signer le rôle et le renvoyer à la communauté.

L'instruction est rédigée dans un style très clair, et elle entre dans les moindres détails de manière à prévenir autant que possible les conflits ; les mesures adoptées peuvent nous sembler aujourd'hui assez arbitraires, elles le sont en réalité beaucoup moins qu'elles ne le paraissent au premier abord, n'est-il pas imprudent d'établir l'impôt sur les signes extérieurs, dangereux de confier le contrôle de cette répartition à la foule ? Il ne faut pas oublier que la presque totalité de la fortune était constituée à cette époque par des biens au soleil que tout le monde voyait et qui presque toujours se trouvaient situés dans les communautés où l'on habitait ou dans les environs ; dans les communautés les habitants connaissaient, à peu de chose près, la situation de fortune exacte de leurs voisins ; en outre l'Assemblée de la communauté pouvant dans quelques cas obéir à des passions aveugles, il avait été très sagement prévu que les observations qu'elle présenterait ne seraient pas obligatoirement prises en considération par les maires, consuls et assesseurs et que la Commission Intermédiaire prendrait telles mesures qu'elle aviserait.

Une précaution supplémentaire avait été prise, si l'on reconnaissait que l'application des mesures prévues n'avait pas produit une répartition exacte l'Administration se réservait le droit pour y parvenir d'envoyer des commissaires sur place.

Il fut décidé par l'Assemblée que cette instruction serait imprimée et envoyée à toutes les communautés afin qu'elles s'y conforment dans la confection des rôles de 1781. Pour en faciliter l'application sur proposition du Bureau de la Capitation, elle délibéra de former dans chacune des élections de la Province un bureau composé de six administrateurs ou correspondants pour éclairer et aider les communautés de leur arrondissement à appliquer exactement l'instruction ; mais vu les ressorts « si bizarrement composés » des élections la Commission Intermédiaire fut chargée d'établir leur arrondissement d'une manière « plus conforme à l'ordre physique « et naturel ». Ces bureaux devaient s'assembler toutes les fois que les affaires l'exigeraient ou du moins une fois chaque mois. Leurs membres furent nommés par l'Assemblée peu de jours avant la clôture de la session de 1780.

Les procureurs généraux syndics, dès la rédaction de l'instruction, avaient fait observer avec juste raison que l'Assemblée générale de la communauté dans les principales villes de la Province, ainsi que dans plusieurs grandes communautés, serait trop nom-

breuse « pour qu'on dut espérer d'y voir régner cette discussion « froide et tranquille qui seule peut procurer la lumière dont on a « besoin... »: Aussi avaient-ils proposé des mesures spéciales qui furent adoptées par la Commission Intermédiaire, mises par elle sous la forme d'une seconde instruction applicable aux villes et autres grandes communautés.

Cette instruction ne fut pas soumise à la ratification de l'Assemblée lors de la session de 1780, mais elle est insérée à la fin des procès-verbaux de cette session.

Elle décide que dans les principales villes de la Province ainsi que dans toutes les grandes communautés, il sera substitué à l'assemblée générale des contribuables des assemblées partielles ayant chacune le droit de nommer un assesseur. A cet effet, une fois le rôle rédigé en colonnes, les contribuables seront partagés en six ou sept divisions ou catégories, la première division sera formée des premières colonnes du rôle, la deuxième des colonnes suivantes et ainsi de suite il ne sera pas possible de diviser une colonne entre deux divisions.

Lorsque ces divisions auront été faites, les maires et les consuls les convoqueront, chacune séparément, à l'effet d'élire chacune un assesseur.

Tous ces assesseurs procéderont de suite et sans délai avec les maires et consuls à la rédaction du projet du rôle de la capitation. Lorsqu'il sera terminé, ils convoqueront de nouvelles assemblées partielles qui seront composées chacune de trois des colonnes du nouveau projet de rôle, la première assemblée étant formée par les trois premières classes, la seconde par les troisième, quatrième et cinquième colonnes, la troisième par les cinquième, sixième et septième colonnes, et ainsi de suite de manière que la dernière des trois colonnes qui auront été appelées pour former une assemblée soit constamment convoquée avec les deux colonnes qui l'avoisinent le plus immédiatement pour former l'assemblée suivante. Ce sera dans ces assemblées que les maires, consuls et assesseurs recueilleront les observations que les contribuables pourraient avoir à faire sur le nouveau projet de rôle.

En outre pendant tout le temps que dureront ces assemblées, le nouveau projet de rôle restera à l'Hôtel de Ville à la disposition des contribuables qui pourront en prendre connaissance.

La délibération de la session précédente demandant la réduction et l'abonnement de la capitation n'avait eu aucun résultat, aussi le 26 septembre l'Assemblée vota à l'unanimité les résolutions suivantes :

1° Le Roi sera très humblement supplié de se faire rendre compte des principes qui ont présidé à la répartition de la Capitation dans les divers points du royaume ainsi que de la disproportion manifeste qui se trouve entre les facultés des peuples de la Haute-Guyenne et leur contribution à cet impôt ;

2° Le commissaire du Roi sera prié, par une députation de l'Assemblée (composée de l'évêque de Cahors, du comte de Durfort, de Borelly et de Neirac) de faire connaître au Directeur Général des finances la surcharge de la capitation ainsi que des vingtièmes imposés en cette province.

Les décisions de l'Assemblée furent transmises au pouvoir royal ; avant même la fin de 1780 un arrêt du 30 décembre 1780 vint ordonner que l'Instruction arrêtée par l'Assemblée relativement aux nouveaux rôles de la capitation ainsi que celle rédigée par la Commission Intermédiaire sur le même objet auraient force exécutoire. L'arrêt précisait que les Assemblées spéciales prévues par ces instructions ne pourraient traiter d'aucun autre objet que de la répartition de la capitation et qu'il ne serait rien « innové à ce qui a été « observé jusqu'à ce jour pour l'administration des affaires publiques des villes et communautés et sans aucunement préjudicier « pareillement à l'établissement, constitution et fonction des conseils politiques dans les villes où ils ont été conservés pour tout « ce qui est étranger à la répartition de cette imposition ». Il ne fait aucune allusion aux bureaux formés pour aider les communautés dans la confection des nouveaux rôles et par conséquent ne les autorise point, il est probable que le pouvoir royal les avait jugés soit inutiles soit dangereux parce qu'ils renforçaient le pouvoir de l'Administration provinciale.

Dès la réception de cet arrêt, la Commission Intermédiaire le transmet à toutes les communautés. Presque partout ses dispositions furent trouvées excellentes. Cependant la ville de Montauban et de Moissac dont l'animosité à l'égard des décisions de l'Administration Provinciale s'était déjà manifestée à de nombreuses reprises crurent devoir présenter des observations sur l'usage de la nouvelle méthode dans les communautés très peuplées. Le corps politique de Montauban les consigna dans une délibération que ses officiers municipaux adressèrent au Ministre des Finances. Celui-ci communiqua cette délibération à la Commission Intermédiaire qui proposa de modifier légèrement le premier règlement sans apporter aucun changement essentiel à ses dispositions. Un arrêt du Conseil du 17 février 1782 fut rendu en ce sens, nous n'en connaissons pas malheureusement les dispositions qui, pratiquement si l'on en juge par le rapport des

syndics présenté à la séance du 16 septembre 1782 ne modifiait pas les dispositions essentielles de la méthode. Nous savons seulement que cet arrêt ne s'appliquait qu'aux principales villes de la Province : Montauban, Cahors, Figeac, Villefranche, Rodez, Millau et Moissac.

À la session de 1782 les syndics et le Bureau de la Capitation se bornèrent principalement à constater les heureux résultats de la nouvelle forme de répartition. « Après avoir mûrement réfléchi, « déclare le Bureau de la Capitation, nous avons reconnu que pour « produire dans peu de temps l'heureuse révolution que vous vous « êtes promise, cette méthode n'avait besoin que d'être fidèlement « exécutée. Des changements salutaires ont été opérés dans les « communautés qui l'ont exactement suivie. L'état à colonnes a « démontré l'injustice des précédents rôles ; dans celles au con- « traire où cette méthode n'a pas été bien exécutée on n'y a vu « que troubles et agitation. Votre Commission Intermédiaire nous a « remis 181 placets qui lui ont été adressés par autant de commu- « nautés se plaignant toutes que votre règlement n'a pas été observé « et demandant que leur rôle de capitation soit refait en la forme « indiquée en présence d'un commissaire député ».

La réforme était donc en bonne voie malgré quelques difficultés inévitables. Le *Journal des Voyages* de Richeprey signale également que de nombreuses communautés se montraient très satisfaites des résultats obtenus.

Pour faciliter encore la tâche des communautés, l'Assemblée délibéra que les syndics leur ferait parvenir une lettre circulaire pour les instruire des procédés qu'elles doivent suivre pour se conformer aux règlements de l'Administration, et que les correspondants de l'Assemblée seront priés de se transporter dans les communautés dans lesquelles, il y a eu des réclamations les années précédentes et d'y faire procéder en leur présence à la confection des rôles conformément au règlement.

De nombreux mémoires avaient été remis au cours de l'intersession à la Commission Intermédiaire pour montrer les vices de la répartition de la capitation entre les communautés de la Province. Ils furent remis au Bureau de la Capitation qui, après une étude approfondie de la question, dût s'avouer incapable de modifier cet état de choses « comme cette répartition n'a et n'aura peut-être « jamais de base bien certaine, il ne nous a pas été possible de trou- « ver quant à présent des remèdes à ce mal ». Peut-être la nouvelle méthode qui permettra de comparer entre elles les classes d'une communauté et la rectification des cadastres pourra donner des

lumières sur cet objet. A la suite de cette constatation la Commission Intermédiaire fut chargée de recueillir toutes les connaissances et les renseignements pouvant donner des lumières sur les vices de la répartition actuelle entre les communautés et sur les moyens de parvenir à une distinction plus équitable.

Les plaintes de l'Assemblée de 1779 et de 1780 au sujet de l'excès de capitation de la Province n'ayant reçu aucune satisfaction et vu les difficultés du Trésor Royal, l'Assemblée ne jugea pas utile de les renouveler, elle se borna de demander la suppression de l'imposition accessoire à la capitation de 37.000 livres destinée au paiement de la maison acquise pour la nouvelle intendance, qui n'avait plus sa raison d'être depuis la fin de 1781, époque à laquelle le prix était entièrement soldé. Et sa demande était si équitable qu'elle obtint rapidement à peu près complètement satisfaction, à compter de l'exercice 1783 cette somme fut annexée au fonds des dépenses variables et mise à la disposition de la Province.

Les rôles de la capitation des années 1783 et 1784 furent rédigés dans la plupart des communautés suivant les instructions données par l'Assemblée, et le succès de la réforme s'accrut si l'on en juge par les déclarations faites lors de la session de novembre-décembre 1784 par les syndics et le Bureau de la Capitation : « La « nouvelle méthode que vous avez indiquée au assésurs, dirent les « syndics, pour les guider dans la distribution de l'impôt a fait dis- « paraître le plus grand nombre des surcharges ou des dispropor- « tions révoltantes dont étaient infectés les anciens rôles et qui au- « raient dû frapper les yeux les moins attentifs ». Le Bureau de la Capitation précisera que parfois l'intérêt personnel a mis tout en usage pour rendre inutiles les précautions prises. « On l'a vu s'ef- « forcer d'exciter la fermentation parmi les habitants de quelques « communautés afin de retarder à la faveur du trouble les salutaires « effets que la nouvelle méthode devait infailliblement produire ».

Sur l'ordre de la Commission Intermédiaire, les rôles de ces communautés furent refaits en présence d'un commissaire qu'elle avait envoyé sur les lieux et grâce à cette sage précaution « les réclamations devinrent beaucoup plus rares ».

Des retards importants s'étaient produits dans la confection, et par le fait même de la mise en recouvrement des rôles de la Capitation, le pouvoir Royal crut devoir adresser de vives représentations à la Commission Intermédiaire, et, le Commissaire du Roi se fit l'écho de ces plaintes lors de la séance d'ouverture de la session de 1784 : « l'intention du Roi est que vous vous occupiez à constater les « causes de ce retard, si elles proviennent de difficultés occasionnées

« par le nouveau plan que vous suivez pour répartir la capitation il
 « faudra chercher les moyens d'en simplifier l'exécution, si, au con-
 « traire, ce retard tient à des causes étrangères à ce nouveau plan
 « l'Assemblée est encore plus intéressée à indiquer les précautions à
 « prendre pour faire cesser ces obstacles ».

Le Bureau de la Capitation protesta énergiquement contre l'accu-
 sation portée « jamais il n'y eût de reproche plus injuste ni de
 « soupçon plus mal fondé que celui qui a attribué à cette méthode
 « le retardement dont on s'est plaint dans la confection des rôles.
 « L'état à colonnes est une boussole sûre et presque infaillible au
 « moyen de laquelle un instant suffira pour déterminer les articles
 « des rôles des années suivantes ». Le retard provient du peu d'exac-
 titude que mettent les consuls des communautés à se conformer aux
 dispositions des mandements qui leur enjoignent de procéder dans
 le délai d'un mois à compter de l'époque de la réception du mande-
 ment ; en réalité nulle part l'opération n'est faite avant janvier,
 alors que les rôles sont envoyés dans le courant d'octobre. A la
 rigueur, pour excuser leur retard, les consuls auraient pu alléguer
 la nouvelle méthode la première année où il a fallu dresser l'état à
 colonnes, mais ce prétexte ne peut plus maintenant être invoqué.
 Pour corriger cet abus, il faudrait engager les receveurs de tailles à
 faire exécuter par les consuls les dispositions du mandement qui leur
 est adressé. Quelques exemples de sévérité faits à propos dans chaque
 élection, contre les consuls qui se trouveront le plus en retard suffi-
 ront pour ramener à l'ordre toutes les communautés.

Ce vœu fut adopté par l'Assemblée et il semble qu'il ait produit
 l'effet recherché, les syndics déclarèrent en effet à la session de 1786
 qu'en exécution de cette délibération la plupart des communautés
 avaient fait leur mandement dans les délais voulus.

En 1782 la Commission Intermédiaire avait été chargée de recueillir
 toutes les notions pouvant servir à constater les disproportions
 qui régnaient dans la répartition de la capitation entre les commu-
 nautés. Les syndics rendirent compte à l'Assemblée, le 17 novembre
 1784, des résultats obtenus ; ils se bornèrent à déclarer que la Com-
 mission Intermédiaire s'était « déjà occupée de ces recherches et les
 continuera avec beaucoup de zèle » et ils firent remarquer que « ce
 « travail demandera plusieurs années, car il est très difficile d'ap-
 « précier les forces respectives des communautés » mais, vu la situa-
 tion de plusieurs d'entre elles notoirement surchargées, les syndics
 proposaient de demander au Roi pour leur venir en aide une dimi-
 nution de la masse générale de la capitation de la Province, et à cet

effet de présenter à Sa Majesté la délibération du 26 septembre 1780 sur ce sujet.

Le Bureau de la Capitation, après étude de la question, se rangea à cet avis et fit adopter par l'Assemblée une proposition dans ce sens ainsi qu'une supplique demandant que la masse de la capitation de la Province soit diminuée d'une somme de 3.380 livres, montant du rôle de la capitation des receveurs particuliers des finances qui, à compter de 1783, ne devaient plus être imposés dans les rôles des privilégiés de la Province, attendu que depuis cette époque ils payaient leur capitation au trésor royal par retenue sur leurs gages.

L'Assemblée demanda également la suppression des gardes étalons, ils avaient le privilège de ne pas être soumis à la capitation d'où il résultait que par suite du rejet de leur capitation sur les autres membres des communautés où ils se trouvaient, ceux-ci voyaient leurs charges s'accroître. Ce privilège était d'autant plus intolérable que les étalons qu'ils possédaient étaient presque tous tarés.

Ce vœu ne reçut pas satisfaction, et il en fut de même, vu l'état lamentable du trésor royal, de la délibération concernant la diminution de la Capitation, le pouvoir central consentit cependant à ce qu'il en soit déduit la somme de 3.380 livres (montant de la capitation des receveurs particuliers) ce qui la réduisit à 1.327.218 livres.

En 1785 et 1786, la Commission Intermédiaire devant les plaintes de plus en plus vives des communautés surchargées, se livra à de multiples travaux pour leur venir en aide.

Après un minutieux examen, elle reconnut que la chose n'était pas possible, à moins de recourir à une refonte générale des rôles, et, elle se mit aussitôt à l'œuvre pour la réaliser. De longues recherches lui permirent de découvrir que le taux commun de la capitation dans la Province était de 9 livres 5 sols 8 deniers 7/18 par tête capitaine et grâce à cette base de comparaison elle put constater que plusieurs communautés excédaient ce taux commun tandis que d'autres en étaient fort au-dessous. Ce mode d'appréciation nous paraît des plus contestables, il ne pouvait être question de calculer ainsi équitablement le chiffre de la capitation à imposer à une communauté, certaines d'entre elles étaient habitées par de très riches propriétaires possédant de nombreux biens situés en dehors de leur territoire, d'autres par contre contenaient des terres très étendues appartenant à des propriétaires résidant hors de la communauté et n'étaient peuplées en presque totalité que de très petits propriétaires, de fermiers et surtout de domestiques.

A la veille de la session de 1786 la Commission Intermédiaire pen-

sait qu'il serait utile de partager les communautés en trois catégories : trop imposées, bien imposées, insuffisamment imposées.

Les syndics, lors de la séance du 15 novembre, affirmèrent qu'une répartition équitable était une opération délicate et difficile et qui devait être faite sur des bases et des principes demandant un examen approfondi. « Votre Commission, ajoutaient-ils, n'a pas « cru devoir vous les présenter, elle en laisse le soin au Bureau de la « Capitation ». Mais pas plus qu'en 1782 et 1784, ce Bureau n'osa aborder le fond d'un problème si difficile à résoudre et il fit décider par l'Assemblée, occupée à la réforme de la taille et des vingtièmes, que la Commission Intermédiaire continuerait ses recherches à ce sujet.

Il existait cependant des communautés tellement surchargées que les habitants les désertaient, le bureau ne pouvait s'en désintéresser, sur son rapport il fut décidé qu'une partie des fonds accordés à la Province pour les décharges et modérations (50.327 livres), devrait, faute d'autres moyens, être employée à procurer ces dédommagements. C'était justice : l'on rendait ainsi à leur véritable destination des fonds qui étaient répartis très arbitrairement. La capitation des nobles et privilégiés qui ne formait même pas le vingtième de l'imposition totale (donc moins de 66.000 livres) absorbait depuis longtemps près des deux tiers du fonds de 50.327 livres (environ 35.000 livres), de sorte qu'il ne restait plus à distribuer qu'une somme d'environ 18.000 livres à la classe la plus nombreuse des contribuables qui supportait plus des dix-neuf vingtièmes de l'imposition. A titre d'exemple de cet abus si criard, nous donnons le décompte de la capitation en 1780 pour l'élection de Villefranche :

	Montant de la Capitation.	Décharges et modérations		
Noblesse	2.654 l. 17 s.	1.174 l. 19 s.	soit 0.44	du mon-
Officiers de jus-				tant de
tice	4.894 l. 11 s.	3.882 l.	— 0.80	la capi-
Exempts et pri-				tation
vilégiés	72 l. 18 s.	128 l. 1 s.	— 1.78	
Employés aux fer-				
mes	911 l. 10 s.	608 l. 6 s.	— 0.67	—
Roturiers ou tail-				
lables des com-				
munautés	198.018 l.	1.540 l. 18 s.	— 0.0078	—
Total.....	206.551 l. 16 s.	7.334 l. 04 s.	0.036	—

La Commission Intermédiaire n'avait pas osé modifier cette scandaleuse répartition et pour l'expliquer elle se bornait à inscrire sur l'état des décharges et modérations : « La noblesse de cette Province « n'a aucun privilège pour les impositions, la taille étant réelle, elle « est pauvre et l'usage a toujours été d'accorder aux nobles des « modérations sur leur taxe de capitation. La Commission a cru ne « devoir pas s'écarter de cet usage ».

Le Commissaire du Roi dans son discours d'ouverture de la session de 1786 protesta énergiquement contre cet abus : après avoir cité des chiffres, il ajouta : « il devient donc indispensable que « l'Administration provinciale prescrive à la Commission Intermédiaire de ne plus accorder à quelque contribuable que ce soit des « décharges de modérations de la nature de celles qu'elle a le pouvoir d'accorder, qu'elle n'en ait vérifié et constaté les justes motifs et de ne plus se prêter à des modérations qui ne seraient que « d'usage ; parce qu'aux yeux d'une administration sage et éclairée « l'usage ne peut jamais légitimer ce qui est reconnu injuste et « abusif ».

A la séance du 10 décembre, la Commission Intermédiaire annonça sans aucun autre commentaire qu'elle se conformerait « aux instructions de Sa Majesté données par le Commissaire du Roi relativement aux décharges et modérations de la capitation » et l'Assemblée ratifia cette décision.

Le même jour, la Commission Intermédiaire fut chargée de continuer de veiller à l'exécution du règlement relatif à la confection des rôles de la capitation qui donnait toujours d'heureux résultats.

Une nouvelle demande de diminution de capitation fut présentée, pas plus que les autres, elle ne donna aucun résultat. Non seulement le chiffre de la capitation ne fut pas diminué mais il fut augmenté à partir de 1788 d'une somme de 30.287 livres provenant de l'imposition ordonnée sur la généralité, au marc la livre de sa capitation, pour avoir lieu en cinq ans, à compter de 1788, de la somme de 145.376 livres à laquelle sa contribution avait été réglée dans la dépense de la reconstruction des nouvelles prisons de Toulouse. Son montant atteignit alors la somme de 1.357.505 livres.

Le brevet général des impositions pour 1788 ayant été communiqué à la Commission Intermédiaire le 30 juillet 1787 celle-ci adressa au Ministre des Finances le 20 août suivant une lettre pour lui signaler que la partie de la généralité qui dépendait du Parlement de Bordeaux ne devait pas payer cette augmentation, elle lui faisait remarquer en outre qu'il était injuste de répartir cette charge sur la base de la capitation, car la capitation de la généralité était pro-

portionnellement plus forte que celle du Languedoc. Elle ne put obtenir satisfaction cette année-là sur aucun des deux points, et, lors de la distribution de la capitation pour 1789 et 1790 le pouvoir Royal qui se débattait au milieu des plus graves difficultés n'eut guère le temps de se préoccuper de rectifier ces erreurs. Après la session de 1786, en 1787 et en 1788 il semble que la Commission Intermédiaire ait continué ses recherches pour une meilleure répartition de la capitation entre les communautés, mais la Révolution ne tarda pas à venir les interrompre.

Si les travaux de l'Administration provinciale, pour une meilleure répartition de la capitation entre les communautés n'avaient pas abouti, il est certain que sa méthode pour une meilleure répartition à l'intérieur des communautés avait produit les effets les plus heureux, c'est la seule réforme en matière d'impôts qui pût être appliquée durant l'existence de l'Administration provinciale et donner des résultats pratiques.

La méthode était si excellente que plusieurs autres Assemblées provinciales, Rouen, Caen, Orléans, Bourges en souhaitèrent l'établissement dans leurs provinces.

CHAPITRE XI

Recouvrement des impôts directs

SECTION I

Mesures prises en Haute-Guyenne avant la création de l'Administration Provinciale pour un recouvrement exact des impôts directs : contraintes et saisies.

La misère qui régnait dans les campagnes au ^{xvii}^e siècle et au ^{xviii}^e rendait la perception des impôts directs particulièrement difficile, et comme le trésor royal avait besoin de toutes ses ressources, l'on avait dû recourir à des moyens de coercition qui n'avaient pas tardé à donner lieu à des multiples abus.

Cependant, la royauté surtout dans la deuxième moitié du ^{xviii}^e siècle, rendit de nombreux arrêts et ordonnances pour adoucir la rigueur de certaines règles, et éviter dans une certaine mesure l'arbitraire des collecteurs et des receveurs des finances en précisant leurs attributions et en réglementant minutieusement les contraintes et les saisies. De grands progrès avaient donc déjà été réalisés lors de la création de l'Administration provinciale et tout portait à croire qu'elle continuerait cette œuvre.

Le département des impositions terminé, l'Intendant expédiait des mandements pour chaque communauté contenant les sommes à imposer et les diminutions accordées par le Roi. Sur ces mandements les consuls réglaient l'imposition des membres de la communauté dans une assemblée générale des habitants, et faisaient dresser les rôles. Ces derniers étaient ensuite portés aux bureaux des élections pour y être vérifiés ; et c'est en vertu de l'ordonnance de vérification mise par les officiers de ces bureaux à la fin des rôles que les impôts étaient recouvrés.

La perception était faite dans chaque communauté par un collecteur élu. En principe la communauté devait mettre la collecte « à la

moins dite » qui portait sur les 6 deniers par livre du montant de la taille attribués au collecteur pour son paiement. Il était très rare qu'il se présenta dans les campagnes des collecteurs volontaires, il n'en était pas toujours de même dans les villes et dans quelques communautés très étendues où l'importance de la rétribution pouvait décider quelques personnes à se charger du recouvrement. A défaut de volontaire le collecteur était nommé par l'assemblée de la communauté avant une certaine date. Précédemment le choix avait été entièrement libre, mais dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle il fut soumis à des règles très précises qui, appelant chaque habitant à leur tour à la collecte, ne laissait plus aux habitants d'autres soins que celui de déterminer la classe dans laquelle devaient être placés les différents contribuables d'après la quotité de leurs impositions pour passer successivement à la collecte. Si la communauté n'avait pas procédé à la nomination du collecteur dans les délais imposés, la perception devait être faite par le premier consul. Pour le choix des collecteurs, certaines communautés avaient des coutumes différentes.

Les collecteurs avaient pour coobligés solidaires tous ceux qui avaient signé l'acte de leur nomination et à leur défaut les principaux taillables ; cette règle fut supprimée en 1775, excepté dans le cas de rebellion. D'après certains rapports faits à l'Assemblée lors de la session de 1779 il semble qu'elle ait continué de subsister en Haute-Guyenne à cette époque.

Tous les trimestres les collecteurs étaient obligés de remettre le quart du montant des impositions de la communauté entre les mains des receveurs des tailles qui versaient leurs recettes tous les mois aux receveurs généraux des finances ; ils étaient d'ailleurs presque toujours obligés de faire des avances pour remplir les termes de paiements fixés par un contrat qu'ils ne pouvaient se dispenser de signer. Les receveurs généraux remettaient les sommes ainsi reçues au Trésor Royal.

Le droit de 6 deniers par livre ou un droit moins élevé en cas de moins-dite destiné au paiement des collecteurs n'était pas prélevé sur le montant global de la taille mais était en entier à la charge des communautés, il ne s'appliquait qu'au premier brevet de la taille. Un certain pourcentage était également accordé aux collecteurs sur le montant perçu du second brevet de la taille, de la contribution pour les chemins, de la capitation et des vingtièmes, il était de 4 deniers par livre et était prélevé sur le montant global de ces impositions.

Cette manière de faire rentrer au Trésor Royal les impôts paraît,

au premier abord, très simple. Malheureusement la misère des contribuables et leur mauvaise volonté aussi forçaient les collecteurs à avoir recours à des voies de rigueur dans la plupart des cas. Ces derniers y avaient d'ailleurs le plus grand intérêt ; d'après la déclaration du 30 décembre 1666 un délai de trois ans leur était accordé pour faire rentrer les sommes dont le recouvrement leur était confié, passé ce délai ils ne pouvaient rien demander aux contribuables, et les sommes non versées devaient presque toujours être acquittées par eux. L'article 27 de la même déclaration contenait une disposition très curieuse pour les « mains fortes » ; l'on désignait sous ce titre les seigneurs ou gentilshommes qui dans ce temps-là avaient l'habitude de ne rien payer et chez qui les collecteurs n'osaient pas aller de peur d'être maltraités. Les collecteurs étaient déchargés de la perception des sommes que les mains fortes devaient payer pourvu qu'ils aient le soin d'en remettre la note aux receveurs avant la récolte afin qu'on puisse faire saisir les fruits de ces propriétaires hautains. Cette pratique était tombée en désuétude en 1779.

La voie la plus généralement usitée pour faire payer les contribuables récalcitrants était la contrainte appelée aussi garnison ou logement effectif (encore en vigueur sous une forme différente en Angleterre). On la préférait comme étant la plus prompte et moins coûteuse que celle des poursuites judiciaires.

La contrainte était une commission donnée par l'Intendant à un homme préposé au recouvrement. Cet homme se transportait dans une communauté sur l'ordre du receveur et il y restait jusqu'au paiement de l'impôt. Les porteurs de contrainte se subdivisaient en plusieurs catégories : « porteurs de contrainte proprement dit » payés 25 à 30 sols par jour, « brigadiers » payés 20 sols, « sous brigadiers » 15 sols, « archers, recors, soldats de taille ou indicateurs » 10 sols.

Le collecteur indiquait à son gré les redevables qui devaient payer les porteurs de contrainte. Un seul logement de 25 ou 30 sols se divisait en général sur plusieurs redevables.

Le nombre des porteurs de contrainte s'étant multiplié au début du XVIII^e siècle, Pajot, intendant de la Généralité, crut devoir, en 1729, limiter leur nombre dans chaque élection, c'est ainsi que le receveur de Villefranche disposait de 6 porteurs, de 6 brigadiers et de 10 sous-brigadiers.

De Gourgues, autre intendant, convaincu que les états de frais que les receveurs lui envoyaient tous les mois n'étaient point exacts et que les journées de garnison réellement effectuées étaient inférieures à celles que l'on faisait payer aux contribuables, rendit une ordonnance du 5 décembre 1761 pour obliger les employés au

recouvrement des tailles à fournir quittance des sommes qu'ils recevaient des contribuables et pour enjoindre aux maires et consuls des communautés d'envoyer à la fin de chaque mois à ses subdélégués un état de toutes les sommes payées dans le mois précédent avec un état des quittances fournies. Cette ordonnance malheureusement resta lettre morte, les consuls se trouvant pendant la durée de leur mandat sous la main des receveurs préférèrent s'exposer aux peines dont cette ordonnance les menaçait plutôt que d'encourir la disgrâce du receveur.

Lorsque les contribuables ne pouvaient payer la portion des contraintes qui leur était assignée, le porteur de contrainte s'emparait d'un de leurs meubles pour le déposer entre les mains du collecteur qui se faisait ensuite payer par le redevable.

La contrainte était également employée contre les collecteurs lorsqu'ils étaient en retard pour remettre le montant de leur recouvrement. Cette pratique n'était autorisée par aucun règlement. Légalement on devait employer contre les collecteurs la contrainte personnelle, la discussion de leurs biens et ceux de leurs cautions. Une contestation élevée à ce sujet dans l'élection de Rodez avait fait approuver l'usage de la contrainte et cette pratique avait été confirmée par un arrêt ; mais les receveurs conservaient néanmoins la faculté d'user de la contrainte personnelle et de discuter les biens des collecteurs et ceux de leurs cautions. La rigueur de ces peines contre les collecteurs et le peu d'empressement des contribuables à payer leurs impôts expliquent aisément combien la fonction de collecteur était peu recherchée malgré le léger bénéfice qu'elle pouvait procurer.

Le deuxième moyen employé pour assurer la perception des impôts était la saisie des fruits des contribuables. Il était utilisé quand la contrainte n'avait abouti à aucun résultat.

Elle portait sur tous les fruits des redevables pendant ou récoltés.

Deux séquestres étaient ordinairement commis à leur surveillance, à leur récolte et à leur vente, parfois on en établissait jusqu'à six. A défaut de paiement dans un certain délai les fruits récoltés et portés dans un marché par les soins des séquestres étaient vendus judiciairement en présence du saisi, du séquestre et des opposants ; sur le montant du prix étaient prélevé le montant de l'impôt et les multiples frais du séquestre et de la justice, le reste était remis au propriétaire.

Ce moyen de perception portait les plus graves atteintes aux intérêts tant du saisi qu'à ceux du séquestre.

Le saisi privé des fruits de sa terre avait cependant le droit de

présenter requête au Bureau de l'Election pour demander des grains pour la semence et de la paille pour faire des engrais ; il pouvait ainsi obtenir une ordonnance conforme à sa demande ; dans ce cas, il la faisait signifier aux consuls, aux séquestres et aux opposants de la saisie.

Mais s'il en existait dans ce nombre un seul qui prétende que la quantité accordée était trop forte, il fallait de nouveau vider cette opposition avec toutes les parties. Les frais à faire pour parvenir à obtenir les grains pour la semence absorbaient ainsi une partie importante des fruits. Et le surplus était dépensé par les frais de récolte, du transport des fruits au marché, et par ceux de la vente judiciaire. Ainsi donc, pour une somme d'impôt le plus souvent peu importante le propriétaire était dépouillé du produit de la totalité de sa récolte.

Quant aux séquestres, non seulement ils encourageaient la haine du saisi, mais ils étaient presque obligés de négliger leur propre récolte pour travailler à celles dont ils étaient rendus dépositaires, car ils répondaient de la plus légère négligence envers le saisi, le collecteur et les créanciers ayant fait opposition. La garde des récoltes était particulièrement difficile, ils étaient obligés de les défendre contre les ruses du saisi qui admettait difficilement d'être privé du fruit de son travail et qui, dans la plupart des cas, se trouvait sans subsistance.

En outre les séquestres étaient assignés par le consul aux jour, lieu et heure fixes pour transporter les fruits ou ce qu'il en restait à un marché quelquefois très éloigné. Les fruits vendus, ils étaient obligés de former un compte des journées qu'ils avaient employées aux fonctions de séquestre, des frais de procédure qu'ils avaient été forcés d'avancer ; et ce compte pouvait être discuté par le consul, le saisi et par les créanciers.

Aussi cette fonction de séquestre si pénible et si dangereuse répandait-elle une terreur générale dans les campagnes.

SECTION II

Projets de l'Administration Provinciale pour réduire les frais de contrainte et de saisie

1^o Rapport du Bureau des Tailles, le 30 septembre 1779. Son adoption par l'Assemblée.

Chaque année les frais de recouvrement des impôts provenant soit de la contrainte soit des saisies se montaient à des sommes élevées.

Le Commissaire du Roi dans son discours du 15 septembre 1779 estimait qu'elles se portaient annuellement à la somme de 70 à 80.000 livres dans toute la province, ce chiffre lui paraissait beaucoup trop élevé et il pria l'Assemblée de rechercher les moyens de le réduire :

« La province vous devra beaucoup de reconnaissance, disait-il, « si vous trouvez un moyen pour lui éviter cette dépense, sans compromettre la sûreté et la célérité du recouvrement, c'est ce que je « vous incite à examiner avec l'attention la plus sérieuse ».

L'Assemblée s'empressa de déférer à ce désir et, dès le 30 septembre 1779 de Lacarrière présenta au nom du Bureau de la Taille et des Vingtièmes un rapport sur le moyen de percevoir l'impôt avec douceur.

Il fait d'abord remarquer que les voies de rigueur pour le recouvrement de l'impôt étaient devenues un nouvel impôt qui avait aggravé la misère du peuple. Les sommes perçues à ce titre sont beaucoup plus importantes que celles citées par le Commissaire du Roi, des porteurs de contrainte avaient établi un domicile fixe dans certaines communautés ; d'après une enquête minutieuse, il y a dans l'élection de Villefranche 106 employés, archers ou recors non compris ; en admettant qu'ils travaillent 26 jours par mois et qu'ils n'aient jamais pris ni soldats ni recors, la somme perçue pour cette élection monterait à 29.640 livres par année ; on peut donc évaluer cette nouvelle charge à un minimum de 150.000 livres.

A) La contrainte est un mal nécessaire mais on peut réduire la portée de ses inconvénients.

1° Le pouvoir central a toujours désiré que les receveurs étudient avec soin les facultés et les besoins des différents contribuables pour saisir les époques où des ventes de denrées ou de bestiaux les mettent à portée de payer l'impôt. Cette précaution a le double avantage et de ménager le contribuable et d'assurer la perception. Or maintenant les receveurs ne se préoccupent guère de placer les contraintes aux époques favorables. Il faudrait les obliger à appliquer cette règle.

2° Très souvent, les collecteurs d'accord avec les employés, sous prétexte de diviser la contrainte sur plusieurs redevables exigent une plus forte somme que celle réellement due à l'employé, ils ont soin de répartir la contrainte entre plusieurs villages qui ignorent ce que chacun d'entre eux a payé et comme on ne fournit quittance à personne l'impunité est assurée.

Pour remédier à ces deux abus deux moyens sont possibles :

1° Prendre les mesures suivantes : l'on déciderait que nul employé des contraintes ne pourra aller en course sans faire viser l'ordre

qu'il prendra du receveur par des personnes résidentes au chef-lieu de l'élection que l'Assemblée ou le Bureau Intermédiaire aura désignées. L'employé arrivé à destination sera tenu de présenter cet ordre visé au collecteur et au curé ou au vicaire desservant la paroisse. Il fournira récépissé en outre à chaque contribuable des sommes qui lui seront payées, et il sera obligé de délivrer au consul un état détaillé du nom des redevables qu'il aura frappé de contrainte et de la quote-part qu'il aura reçue de chacun d'eux, le consul sera tenu de faire viser cet état par le curé ou le vicaire desservant le lieu et de le remettre tous les mois aux personnes désignées dans le chef-lieu de l'élection pour être envoyé au Bureau Intermédiaire. Si les états présentés à viser par les consuls ne correspondent pas aux ordres de contrainte, les curés ont trop l'amour du bien public pour ne pas en informer le Bureau intermédiaire.

En outre, il importait de régler le dépôt des meubles du contribuable par l'employé chez le consul en cas de non paiement des frais de contrainte. Ce dépôt entraînait un compte entre les redevables et le consul sans qu'il y ait aucune base pour l'établir, aussi le malheureux redevable avait-il toujours tort, il n'avait même pas de titre pour réclamer son meuble.

Aussi faudra-t-il que lorsque un porteur de contrainte sera dans le cas de prendre un meuble, il soit obligé de laisser au contraint une note du meuble qui lui est enlevé et de la somme pour laquelle il est déposé chez le consul.

2° Le deuxième moyen est de remettre à chaque bureau de recettes un nombre déterminé de billets destinés à la contrainte pour chaque différente classe d'employés, ces billets ne pourraient servir que pour un jour chacun ; lorsque le contraint payerait ses frais le billet portant son nom lui serait remis acquitté. Dans le cas où la taxe se diviserait sur plusieurs contribuables, le nom de chacun d'eux et la portion des frais qu'il aurait supportée seraient exprimés dans le billet, et celui-ci resterait entre les mains du consul qui en ferait viser l'état par le curé du lieu et qui les remettrait à certaines personnes spécialement désignées à cet effet par l'Administration, par l'Assemblée dans chaque chef-lieu d'élection.

Ces deux moyens permettraient à chacun de reconnaître l'état des frais et de prévenir la fraude mais le Bureau donnait sa préférence au premier.

B) En ce qui concernait la saisie des fruits, de Lacarrière affirmait que les frais de perception de l'impôt dans ce cas étaient presque toujours plus onéreux que l'impôt en lui-même. Cette assertion n'est

pas exagérée, il est certain que les frais absorbaient la presque totalité de la récolte du saisi comme nous l'avons montré plus haut.

Pour réduire l'importance de ces frais, plusieurs réformes s'imposaient. Pour diminuer le nombre des saisies, le collecteur enverrait huit jours avant la saisie un préavis aux contribuables ; ce moyen serait fort peu coûteux et inciterait les contribuables à faire l'impossible pour se libérer. Pour diminuer l'importance de la saisie il faudrait la restreindre à une partie des fruits qui correspondrait à la quote d'imposition du saisi mais seulement une fois la récolte faite. Pour supprimer ses lourdes charges il faudrait lui substituer un simple surveillant, le receveur ferait lui-même la récolte des fruits et lui remettrait jusqu'à concurrence de ce qui serait nécessaire pour acquitter l'impôt ; ces fruits seraient portés au marché le plus voisin par le surveillant et le saisi, ou seraient vendus en tout autre forme qui serait convenue entre eux. Si le saisi détournait la plus légère partie de ses fruits, le surveillant le dénoncerait au collecteur qui, dans ce cas, établirait des séquestres ordinaires. Ce moyen simple et sans frais permettrait une rentrée plus rapide des impôts et supprimerait les inconvénients du séquestre. La récolte serait bien mieux faite par le saisi lui-même plutôt que par un étranger. La sûreté du montant de l'impôt serait la même puisque la surveillance porterait sur la totalité des fruits jusqu'à ce que le surveillant fût nanti de la quantité nécessaire pour acquitter l'imposition.

Il conviendrait de mettre fin à un autre abus. Les frais de saisie sont fixés à 16 sols, le collecteur fait un abonnement avec les employés à qui il donne de 30 à 40 sols ; il fait faire le même jour de nombreuses saisies, 20 par exemple, il gagne ainsi par saisie 14 sols et la cupidité fait faire à ce consul nombre de saisies qui ne doivent leur existence qu'aux bénéfices indignes qu'il en retire. Pour prévenir cet inconvénient il suffirait de décider que toutes les fois qu'un employé ferait le même jour plus de 2 saisies dans une même communauté il ne pourrait se taxer que 10 sols pour chacune, lorsqu'il en ferait 5, 6 sols, et au-dessus de 10 il recevrait un salaire de 3 livres pour toute la journée à partager également entre tous les saisis.

Le rapport de Lacarrière dut donner lieu à de très longues discussions, ses conclusions parfaites au point de vue théorique étaient d'une application fort difficile, en particulier la réforme de la saisie laissait de nombreux points dans l'ombre, le surveillant n'aurait pu, le plus souvent, assurer la garde de la récolte tout entière qui lui était confiée, il était fort imprudent de faire faire la récolte par le saisi qui admettrait encore plus difficilement d'être désaisi de

récoltes qu'il avait non seulement semées mais aussi récoltées ; quant à la vente faite par le surveillant et le saisi les plus grandes fraudes devenaient possibles s'ils s'entendaient. La peine qui consistait à établir des séquestres ordinaires aurait été bien souvent inopérante parce que trop tardive et ne s'exerçant que lorsqu'une partie des biens sur lesquels elle devait porter aurait disparu.

Aussi l'Assemblée n'adopta à cette séance aucune résolution sur la saisie, elle se borna d'approuver en les simplifiant la plupart des décisions du Bureau en ce qui concernait la contrainte. Sa Majesté fut priée d'enjoindre aux receveurs des tailles de faire viser les contraintes qu'ils avaient l'intention d'envoyer dans les communautés par une personne agréée par l'Administration dans chacune des villes où la recette des tailles est établie « sans que les dites personnes » à ce proposées par l'Administration puissent refuser les dits visas, « ni y surseoir sous quelque prétexte que ce puisse être » il était en effet d'une importance capitale que l'application de cette sanction ne soit pas gênée, ce qui aurait eu l'effet le plus désastreux sur la rentrée des impositions. Les dits préposés devaient envoyer chaque mois au Bureau Intermédiaire une note des contraintes visées. Le Bureau avait demandé que l'employé arrivé à destination soit tenu de présenter cet ordre visé au curé, et, qu'il fournisse à chaque contribuable récépissé des sommes que ce dernier lui versait, l'Assemblée ne crut pas devoir imposer des obligations aussi rigoureuses aux porteurs de contrainte, elle demanda simplement qu'ils fussent tenus à l'expiration de chaque mois de remettre aux curés un état certifié exact des contraintes appliquées dans la communauté de la distribution qui en avait été faite entre les habitants et des dates auxquelles elles avaient été faites. Les curés seraient priés d'adresser les états ainsi signés et vérifiés par eux au Bureau intermédiaire avec leurs observations.

Un léger incident qui se produisit quelques jours après cette délibération montra à l'Assemblée combien elle devait agir avec prudence dans cette délicate question si elle ne voulait pas compromettre la rentrée des impôts. Le 4 octobre elle fut informée que les habitants d'une communauté de l'élection de Cahors avaient maltraité les porteurs de contrainte et, ajoute le procès-verbal, « le bruit » s'étant répandu en même temps que cette voie de fait avait pu être « occasionnée par des fausses interprétations que le peuple aurait » donné à l'objet de l'établissement de l'Administration provinciale ».

2° *Nouveaux projets du Bureau des Tailles présentés à l'Assemblée à la session de 1780. Opposition de l'intendant.*

La crainte d'entraver la perception de l'impôt fera toujours hésiter le pouvoir royal à donner satisfaction aux désirs de l'Assemblée. C'est ainsi qu'en 1780 le Commissaire du Roi la félicitera du zèle qu'elle a fait paraître pour diminuer les frais de recouvrement mais il ajoutera que cet objet intéressant mérite d'être plus approfondi « et que le Roi désire que l'Assemblée se concerte avec lui sur les « moyens les plus propres à diminuer ces frais et qu'elle entre dans « la discussion des règlements faits sur cette matière, qu'elle en pèse « les avantages et les inconvénients, qu'elle fasse interroger lors du « prochain département les officiers des élections et les receveurs « des élections ».

Le 19 septembre 1780 le Bureau des Tailles rendit compte à l'Assemblée des travaux qu'il avait accomplis en exécution de ces instructions. Les réformes préconisées lors de la session de 1779 se conciliaient parfaitement avec l'esprit des règlements qui fixent dans cette Province les formes que doivent observer les porteurs de contrainte. Il aurait voulu introduire dans la Province le règlement de la Cour des Aides de Paris du 8 mai 1761 où l'on trouvait les plus sages dispositions, malheureusement il exigeait de la part des porteurs de contrainte « un degré d'instruction et de connaissances « qu'on ne peut espérer trouver dans ceux qui sont employés dans « cette province ». Cependant un article de ce règlement lui avait paru « trop conforme aux principes de l'équité naturelle » pour ne pas proposer son adoption à l'Assemblée. C'était celui qui ordonnait que la contrainte ne pourrait être décernée contre les contribuables pour le premier quartier de la taille qu'un mois après que le rôle vérifié aurait été remis au collecteur, quand bien même le terme du paiement se trouverait échu avant cette époque. Il était en effet également contraire à la raison et à la justice qu'un contribuable puisse être contraint au paiement de ses impositions avant même qu'on lui ait notifié le titre qui établissait ses obligations, cependant le Bureau assurait qu'il existait dans la Province des exemples multiples d'un procédé qui choquait toutes les règles de l'équité naturelle.

Quant aux moyens préconisés par de Lacarrière pour réformer les saisies dans son rapport de 1779 et dont il n'avait point été question dans la délibération du 10 octobre 1779, il y avait lieu, avouait-il, de les abandonner, il convenait de n'adopter que deux des mesures ainsi proposées, celles de proportionner le salaire des em-

ployés au nombre de saisies qu'ils feraient dans la journée. L'on pouvait ainsi espérer parvenir à diminuer considérablement le nombre des saisies. Il fallait, également, imposer aux collecteurs l'obligation de prévenir quelques jours à l'avance ceux des contribuables dont ils se proposaient de saisir les fruits pendants par racine.

Après avoir adopté ces diverses mesures sur la proposition du Bureau des Tailles quatre députés furent choisis pour conférer à ce sujet avec l'Intendant ainsi que ce dernier en avait exprimé le désir. Deux jours plus tard, les commissaires rendirent compte de leur mission. Certes l'Intendant avait admis que les nouvelles dispositions étaient bien conformes aux règlements en vigueur, mais il se montrait sceptique sur les résultats effectifs de la réforme ; il craignait qu'elle n'eût le même sort que celles du même genre entreprises par Pajot et de Gourgues qui avaient échoué. Il avait fait encore observer « que la grossièreté du peuple lui faisant quelquefois confondre les « objets les plus distincts et les moins susceptibles de toute fausse « interprétation, il pourrait arriver que certains contribuables abuseraient contre votre intention des règles que vous auriez imposées « aux porteurs de contrainte et qu'ils ne missent moins d'exactitude « dans l'acquit de leurs obligations ». A cette objection, les Commissaires avaient répondu que les députés et les correspondants de l'Assemblée répandus dans les différentes parties de la Province pourraient aisément éclairer les habitants des campagnes sur le but poursuivi.

L'Intendant avait paru « frappé de cette observation » mais il avait demandé que l'Assemblée délibère de nouveau sur le sujet (ce qui prouve sa franche hostilité à la réforme).

Sur un nouveau rapport du Bureau des Tailles, l'Assemblée maintint le 26 septembre ses conclusions antérieures en décidant toutefois conformément aux instructions royales que la Commission Intermédiaire entendrait sur ce sujet les officiers des élections et les receveurs des tailles. Pour rassurer l'Intendant, elle adopta une résolution pour prier les députés et les correspondants de l'Assemblée « de « prévenir dans leurs cantons les fausses interprétations qu'on pourrait donner aux mesures qu'elle aurait adoptées ».

Peu de jours avant la fin de la session, le 1^{er} octobre, le Bureau des Tailles crut devoir présenter à l'Assemblée un nouveau rapport pour lui proposer une nouvelle méthode qui permettrait d'éviter d'avoir recours à la crainte et de diminuer le nombre des saisies.

Contrairement aux pratiques de l'Assemblée et de ce Bureau qui avait su montrer et qui montrera par la suite un sens exact des réalités, la réforme proposée n'était pas applicable en Haute-Guyenne,

on ne peut guère lui faire un grief ; pour supprimer les abus n'aurait-il pas fallu accroître les facultés de paiement de la plupart des contribuables et transformer la mentalité des autres qui retardaient le plus possible le paiement de leurs impôts pour ne pas révéler leur richesse au fisc dans la crainte que celui-ci n'utilise les renseignements les années suivantes ? Et, d'autre part, en adoucissant les rigueurs de la contrainte et de la saisie, ne risquait-on pas de compromettre la rentrée des impôts ?

Voici quel était le projet du Bureau.

Les receveurs des tailles avaient été priés de faire payer d'abord les contribuables les plus aisés et de saisir pour faire des poursuites le moment où le contribuable pouvait payer son imposition. Mais il n'était pas possible aux receveurs, malgré leur bonne volonté, de satisfaire à ce désir. C'est dans cette recommandation que le Bureau croyait trouver le germe d'une réforme qui ne contrariait d'ailleurs en aucun point les ordonnances et les règlements sur le fait des tailles.

Si après avoir reçu le rôle le collecteur était tenu de le communiquer à la communauté, en lui annonçant que le Roi désirait qu'elle prenne elle-même les mesures qui lui conviendraient davantage pour l'acquit des impôts pourvu que la quatrième partie de l'imposition totale soit portée de trois mois en trois mois à la recette, n'est-il pas évident que chaque communauté, chaque contribuable jugerait mieux de sa position et de ses moyens que ne peut jamais le faire le receveur des tailles ? Mais pour que cette communication du rôle à la communauté donne des résultats pratiques, il faudrait que le rôle des 3 impositions réunies soit rédigé en 14 colonnes.

Dans la première seraient inscrits les noms de tous les contribuables, on trouverait dans la seconde et à côté des noms le montant de leur quote réunie des 3 impositions (taille, vingtième, capitation). En tête des 12 autres colonnes serait mentionné chacun des 12 mois de l'année. Le rôle ainsi préparé serait soumis à la communauté pour que chacun des contribuables déclare dans quels mois il entend payer l'impôt. Les consuls continueraient l'assemblée jusqu'à ce que les soumissions des contribuables assurent le paiement du premier quart de l'impôt dans les trois premiers mois, le paiement du deuxième dans les trois suivants et ainsi de suite.

A défaut d'entente, chacun des contribuables serait obligé de payer chaque mois le douzième de son impôt. Ce partage en 12 parties rendrait infailliblement le fardeau bien moins sensible.

Il faudrait excepter de cette mesure les contribuables qui sont

connus pour n'être en état d'acquitter leur impôt qu'à certaines époques de l'année.

Le rôle ainsi rédigé deviendrait la règle de la perception des collecteurs.

Ces espèces d'abonnement ne renferment aucune contradiction avec les règlements sur la perception des impôts, ils sont même en usage dans quelques provinces et spécialement dans l'élection de Paris où ils ont donné de bons résultats.

Le Bureau s'illusionnait sur l'efficacité de cette méthode en Haute-Guyenne, les propriétaires de la généralité de Paris étaient beaucoup plus riches et moins surchargés d'impôts qu'en Haute-Guyenne, la propriété était bien moins morcelée, et ce double avantage permettait l'établissement de ces rôles assez facilement. Presque personne n'aurait voulu ni pu payer l'impôt dans les premiers mois de l'année et en dehors des époques où l'on vendait les récoltes.

Il ne se bornait pas à demander une réforme du rôle, il voulait aussi que les communautés suppléent à la nuée d'employés qui s'abattaient sur les campagnes pour la contrainte et la saisie. Normalement la communauté entière est le dernier garant de l'acquit des contributions, mais pour simplifier la perception, les règlements ont imposé une solidarité plus restreinte. Les receveurs sont autorisés à poursuivre le collecteur comme s'il était le seul obligé au paiement de la dette commune et à son défaut tous ceux qui ont concouru à sa nomination et ensuite les principaux taillables. A chaque collecteur serait adjoint deux autres personnes nommées tous les trois ans par la communauté et qui seraient les premiers répondants de la dette commune, ces prud'hommes vérifieraient la liste des débiteurs et dès lors ils seraient autorisés à les poursuivre pour le paiement de leur impôt dont ils deviendraient personnellement responsables envers le receveur.

Leur premier soin serait de faire afficher à la porte du débiteur un commandement dont la formule serait imprimée portant ordre de payer tout de suite sous peine d'être poursuivi. Huit jours après l'ordre de commandement commenceraient les poursuites qui auraient lieu de la façon suivante : les collecteurs et les prud'hommes seraient autorisés à saisir chez le débiteur, et de préférence sur l'indication de celui-ci un meuble capable de satisfaire au paiement de la dette. Ce meuble serait vendu le dimanche sur la place publique au plus offrant. Sur son produit, collecteurs et prud'hommes prélèveraient le montant de la dette et remettraient le surplus au contribuable. A défaut de meuble l'on aurait recours à la récolte qui serait vendue de même le dimanche. A défaut de tout autre chose

les biens-fonds seraient vendus, mais ce cas ne se produirait que très rarement. Ces différentes ventes devraient être faites sans aucune formalité de justice. Le choix par la communauté des prud'hommes et la publicité de leurs opérations en garantiraient la justice et l'impartialité.

D'ailleurs, des poursuites aussi sévères deviendraient de jour en jour moins nécessaires. C'est en effet la crainte des saisies et des ventes qui détermine les habitants des campagnes à payer leurs impôts, et il est d'une sage administration de la présenter tout de suite aux contribuables et d'en frapper leur imagination si l'on veut simplifier la perception.

Cette méthode soulagerait le peuple des multiples frais de perception qui l'accablent et elle délivrerait les campagnes de la terreur des employés, des huissiers, des brigadiers et des recors.

Pour en assurer l'efficacité il conviendrait en outre de prendre un certain nombre de mesures ; les collecteurs seraient autorisés à prendre main forte et à procéder au besoin au bris des portes ; il serait défendu aux débiteurs d'une partie de leur imposition de percevoir à peine d'amende aucune récolte de leurs biens sans en avoir averti quinze jours auparavant les collecteurs et les prud'hommes. Au cas où les collecteurs et les prud'hommes seraient arrêtés par le défaut de meuble, de récolte et de biens-fonds chez le contribuable, ils en feraient la déclaration dans le mois même à la communauté assemblée et enfin au receveur des tailles. Ces non-valeurs seraient ensuite comme cela se pratiquait réparties sur toute la communauté.

Le Bureau comprenant qu'il ne serait pas possible de trouver des contribuables honnêtes voulant accepter cette charge rigoureuse et pénible stipulait que l'on ne pourrait se dispenser d'accepter ces fonctions quand le choix aurait été fait par la communauté. On accorderait par contre aux prud'hommes quelques avantages tels que place à côté des consuls à l'église et dans les cérémonies, exemption de tutelle, curatelle et séquestrage.

Cette méthode ne devait s'appliquer qu'aux campagnes, pour la ville il serait pris des précautions plus importantes.

Il est incontestable que cette deuxième partie du nouveau plan du Bureau des Tailles présentait de grands avantages tel que la suppression des contraintes, mais il conservait un défaut capital, celui d'assurer la perception par l'intermédiaire de certains habitants de la communauté à qui cette charge était confiée dans la presque totalité des cas malgré leur volonté, on leur donnait ainsi une mission fort délicate qui leur demandait beaucoup de temps et les obligeait à négliger leurs affaires personnelles et qui en outre leur atti-

rait la haine de nombreux contribuables contre lesquels ils devaient employer des voies de contrainte, et ils ne recevaient pour tout cela qu'un salaire médiocre sans compter que les receveurs se retournaient contre eux quand ils n'arrivaient pas à se faire payer. Il était particulièrement imprudent de confier le choix des collecteurs et des prud'hommes aux assemblées de communautés qui pouvaient se laisser guider par des sentiments d'animosité pour imposer ces lourdes charges.

Après la lecture de ce rapport, l'Assemblée décida que les Commissaires qui avaient déjà conféré avec l'Intendant à ce sujet, lui soumettraient le nouveau plan.

Le lendemain ils rendirent compte de leur mission, l'Intendant avait répondu « qu'il ne lui était pas possible pour le moment de leur communiquer les réflexions sur l'objet dont ils venaient l'en-tretenir » et qu'il désirait méditer à loisir les nouvelles propositions de l'Assemblée et qu'il communiquerait ses observations à la Commission Intermédiaire. En conséquence l'Assemblée chargea cette dernière de recueillir tous les avis susceptibles de permettre d'améliorer le projet de l'Assemblée et de faire approuver ensuite le nouveau plan par le Roi.

3° *Echec de ses divers projets.*

Lors du département de 1781, la Commission Intermédiaire fit connaître les intentions de l'Assemblée aux officiers des élections et aux receveurs des impositions qui l'approuvèrent entièrement ; et elle se borna ensuite à rédiger un « projet de loi » sur cet objet qu'elle soumit au Bureau des Tailles lors de la session de 1782.

Aucune décision définitive ne fut prise, et sur le rapport même du Bureau des Tailles dont les membres avaient dû étudier d'une manière plus approfondie la portée du projet, il fut décidé que le projet de règlement quoique paraissant très sage serait communiqué aux officiers des élections ainsi qu'aux receveurs des impositions lors du prochain département, que d'après leurs observations ou sur les autres renseignements que prendrait la Commission Intermédiaire, celle-ci pourrait apporter au dit projet les changements qu'elle jugerait convenables et qu'ensuite les syndics solliciteraient son autorisation auprès du Conseil.

Cette délibération ressemblait étrangement à celle prise en 1780, et comme cette dernière elle ne fut suivie d'aucun résultat.

Le 17 novembre 1784, les syndics déclarèrent qu'au département de 1783 les officiers des élections et les receveurs particuliers des fi-

nances avaient « applaudi à la sagesse » des vues de l'Assemblée, et qu'avant de prendre une décision la Commission Intermédiaire avait cru convenable de mettre le règlement sous les yeux des députés avec les changements qu'elle a cru devoir y faire. Après réflexion et après avoir demandé de nombreux avis, elle avait pensé qu'en ce qui concernait les abus relatifs aux saisies, aux sequestrages et à la vente des fruits, il était difficile de faire enregistrer une nouvelle loi ; il était d'ailleurs prouvé que l'application des lois existantes suffisait à écarter les abus.

C'était l'abandon officiel d'une partie de la réforme envisagée, il en fut de même pour le reste, il ne fut plus question de ce sujet à la session de 1784, le Bureau des Tailles garda un silence éloquent qui prouvait que bien des illusions étaient tombées.

A la session de 1786, la question fut enterrée comme en 1782 et le compte rendu porte simplement que le 11 décembre il fut fait lecture d'un mémoire sur la contrainte et que l'Assemblée avait témoigné sa satisfaction des sages réflexions et des bonnes vues contenues dans ce mémoire et qu'elle chargeait la Commission Intermédiaire de le prendre en considération, d'en conférer avec MM. les officiers des élections et receveurs particuliers des finances pour pouvoir proposer à la prochaine Assemblée ce qui lui paraîtra le plus avantageux sur cette matière.

En 1788, l'arrêt du 8 août fixe pour les pays dotés tout récemment d'Assemblées provinciales, d'Assemblées secondaires et d'Assemblées de communautés, les formes de répartition et assiette de la taille, capitation et autres impositions et celles de la nomination à la collecte. Elle ne s'appliquait pas à la Haute-Guyenne et au Berry. En ce qui concernait la formation du département, elle ne faisait que reproduire le système en vigueur dans ces deux provinces. Quant aux formes de l'assiette et de la répartition par les Assemblées municipales et celles de la nomination à la collecte, seules s'appliquaient à la Haute-Guyenne et au Berry les dispositions compatibles avec l'organisation des communautés de ces régions, mais l'arrêt ne précisait rien pour ces deux provinces.

Quand cet arrêt fut communiqué à la Commission Intermédiaire, le Ministre y joignit une lettre pour lui demander de préparer un projet spécial pour la Haute-Guyenne sur cette matière pour ne point laisser les contribuables de la Province dans l'incertitude sur différents points.

La Commission Intermédiaire dut probablement répondre favorablement, nous ne possédons malheureusement pas ce projet. Mais la

gravité des événements qui survinrent à cette époque ne permit pas de rendre un arrêt à ce sujet.

Les projets primitifs de l'Assemblée de 1779, de 1780 n'avaient donc abouti à aucun résultat, et sur ce sujet elle avait abouti à un échec complet. Le Bureau des Tailles et à sa suite l'Assemblée tout entière n'avait pas aperçu que la principale réforme vraiment utile aurait été de substituer aux collecteurs d'occasion des collecteurs perpétuels et de métier, ce qu'avait compris l'Assemblée provinciale du Berry qui avait commencé de la mettre en application.

CHAPITRE XII

Amélioration de l'assiette et de la perception de certains impôts indirects .

SECTION I

Droits réservés

1° Taux élevé de cet impôt dans les diverses villes de la Province.

Tous les impôts directs avaient longuement retenu l'attention de l'Administration provinciale ; elle ne s'occupait, par contre, pour les impôts indirects que de ceux qui provoquaient les principales réclamations et principalement les droits réservés.

Les droits réservés avaient été établis en 1758 pour subvenir au paiement des dons gratuits imposés aux villes pour six ans et prorogés à chaque expiration de ce terme.

Primitivement, ils consistaient en des droits d'octroi qui ne devaient être levés que sur certaines denrées à leur entrée dans les villes. Mais ces dernières ne tardèrent pas à abonner ces droits pour une somme fixe et déterminée dont le paiement était acquitté au moyen d'un impôt spécial perçu sur tous les habitants qui payaient l'octroi (certains habitants en étaient dispensés et cela avait donné lieu à des fraudes multiples). Une partie de ces droits continua cependant à se percevoir au profit du Roi sous forme de droits de boucherie dans les villes de Montauban, Moissac, Cahors, Figeac, Rodez, Villefranche, et Millau (ces villes payaient également une certaine somme sous forme d'abonnement).

La permission d'abonner fut regardée d'abord comme un avantage par le Parlement de la Province (Toulouse) et par la Cour des

Aides. Elle ne tarda pas cependant à devenir funeste à la généralité. Sur des mémoires peu fidèles et sur des offres exorbitantes faites par des particuliers qui ne méritaient aucune confiance, le traitant chargé alors de la perception des octrois dans la Province parvint à obtenir du Conseil du Roi la fixation d'un abonnement très élevé. Le chiffre du dernier abonnement obtenu avant la réunion de l'Assemblée provinciale était de : 150.000 l., et l'on reconnut l'impossibilité de faire payer cette somme exclusivement par les villes soumises aux droits réservés. L'on imagina alors d'assujettir à cette contribution un grand nombre de bourgades et de gros villages qui n'auraient jamais dû y être soumis ; il y eut ainsi dans la Province 112 communautés astreintes aux droits réservés : 19 dans l'élection de Montauban et celle de Rodez, 17 dans celle de Cahors, 15 dans celle de Villefranche, 21 dans celle de Figeac et de Millau.

Comme un impôt spécial sur les habitants de la plupart de ces bourgades n'aurait presque rien produit, on y suppléa par une augmentation de la taille que l'on étendit parfois même aux communautés voisines.

Malgré l'augmentation du nombre des communautés soumises aux droits réservés, la contribution des villes resta encore si élevée que pour la plupart d'entre elles il fallut recourir également à une augmentation de la taille. C'est ainsi que Montauban imposa une somme de 30.000 livres sur les possesseurs de biens ruraux au marc la livre de la taille. C'était aller à l'encontre de l'objet de cet impôt qui devait porter uniquement sur les différentes espèces de consommation que de le rejeter sur les seuls taillables en excluant de l'imposition les gros consommateurs qui devaient y être assujettis de préférence.

Dans quelques autres communautés on répartit cette charge sous forme de capitation. Il y en eut fort peu où les droits furent levés directement sous forme d'octroi.

Ce n'est que dans un petit nombre de villes que l'on procéda plus équitablement en établissant un impôt sur tous ceux qui devaient contribuer au paiement de l'octroi.

L'excès du montant de l'abonnement donna lieu dans quelques villes à la résistance la plus vive et dans d'autres à un refus absolu de l'acquitter. En 1779, certaines d'entre elles n'avaient rien payé depuis plusieurs années, tel Espalion. Mais la perception des droits n'étaient plus confiée à des fermiers et les régisseurs pour le Roi avaient toléré un pareil retard.

2° Réduction du montant global de leur abonnement à la demande de l'Administration Provinciale qui se charge d'en faire assurer une exacte perception, et, qui pour cela remplace la plupart des anciens droits par de nouvelles taxes : droit de boucherie généralisé ; impôt sur les cabarets, rejet sur la capitation. Ces mesures sont approuvées par l'arrêt du 5 mars 1781.

La multiplication des communautés soumises à ces droits, leur montant élevé et la situation de certaines villes avaient soulevé les plus vives réclamations dans la Province, aussi dès la première session de l'Assemblée, l'abbé de Saint-Géri présenta-t-il un rapport à ce sujet au nom du Bureau des Affaires extraordinaires et du Bien public.

Ce Bureau croyait que le moyen le plus juste serait de percevoir cet impôt à l'entrée des villes, mais il convenait avec beaucoup de sagesse que les frais de cette perception doubleraient l'impôt sans aucun profit pour le Roi ni la Province, il fallait donc approuver l'abonnement et regretter son taux élevé. Le terme de cet impôt expirait en 1781, l'on devait espérer que Sa Majesté ne le renouvellerait pas. Mais sans s'arrêter à cette idée chimérique, le Bureau fit délibérer par l'Assemblée que Mgr Champion de Cicé serait prié de faire connaître au directeur général des finances l'excès du montant d'abonnement auquel la Province était soumise à l'effet d'obtenir de Sa Majesté les traitements et modérations les plus favorables.

Le retard considérable dans la perception des droits réservés et les difficultés multiples qu'éprouvait le Trésor Royal dans ce recouvrement l'incitèrent à donner satisfaction au vœu de l'Assemblée pour se décharger sur elle d'une perception aussi délicate. Au cours de l'année 1780, le directeur général des finances fit connaître à la Commission Intermédiaire qu'il proposerait à Sa Majesté de réduire les droits réservés à 130.000 livres y compris les droits de boucherie qui se percevaient au profit du Roi dans les sept villes ; ces derniers étaient environ de 17.000 livres et les droits réservés de 150.000 livres, soit 167.000 livres. C'était donc une réduction théorique de 37.000 livres.

Mais il exigeait pour cela que l'Assemblée le mît à portée de proposer à Sa Majesté des moyens convenables pour assumer d'une part le recouvrement, et à compter aussi du 1^{er} janvier prochain la perception des arrérages dus sur l'abonnement actuel en sorte que le paiement en soit fait en trois années et la portion de chaque année par quartier de trois mois en trois mois ; et que d'un autre côté l'Assemblée lui soumit des moyens que le Roi puisse adopter pour que dans les villes qui ne fourniraient pas leur contingent avec l'exacti-

tude nécessaire l'on puisse y suppléer soit par un rejet sur la capitation, soit par d'autres voies.

A la session de 1780, le Bureau des Vingtièmes et du Don gratuit des villes prit connaissance de ces propositions ; il se mit aussitôt à l'étude pour donner satisfaction aux conditions imposées par le contrôleur général. Le résultat de ces délibérations fut communiqué à l'Assemblée le 25 septembre.

Voici quels étaient les moyens qui lui semblaient les meilleurs.

Il lui avait paru opportun que l'Assemblée propose au Roi la suppression des droits sur les objets de consommation et les diverses formes qui leur avaient été substituées à l'exception des droits sur les boucheries, et leur remplacement par quatre nouvelles taxes.

1° Triplement du droit de boucherie dans les sept villes où il était déjà établi ;

2° Droit spécial établi sur toutes les autres boucheries de la Province ;

3° Taxes sur les auberges et cabarets des villes et bourgs précédemment soumis aux droits réservés ;

4° Rejet au marc la livre sur la capitation de ces villes et bourgs.

Il n'avait pas été possible d'évaluer d'une manière précise le rendement financier des trois premières taxes ; en cas d'insuffisance dans leur rendement il suffirait d'élever le taux de la quatrième. Le Bureau pensait cependant que les droits sur les cabarets devraient monter à environ 42.000 livres et qu'il suffirait de rejeter sur la capitation une somme d'environ 19.000 livres.

De multiples considérations justifiaient les nouveaux impôts. Le droit de boucherie ne frappait uniquement que les consommateurs aisés, et il procurait un soulagement indirect à la portion indigente de la population. Le triple droit dans les sept villes se justifiait « par l'ancienne loi » et par la différence extrême entre leurs facultés et leurs richesses et celles des autres villes.

La taxe sur les auberges et cabarets de la Province était d'autant moins sensible qu'elle se répartissait sur plus de personnes et qu'elle serait acquittée en partie par les paysans et les voyageurs.

Bref, concluait le Bureau, « l'établissement de ces différents droits « ferait disparaître dans la Province la crainte de voir les villes en-
« tourées de barrières et de commis ; et les cultivateurs de nos cam-
« pagnes n'éprouvèrent plus une augmentation de taille pour une
« contribution qui leur devait être étrangère ».

Pour que le système soit plus souple il serait utile de prévoir que les communautés puissent remplacer la taxe sur les auberges et caba-

rets et le rejet sur la capitation par d'autres moyens après en avoir obtenu l'autorisation de la Commission Intermédiaire.

Quant aux modes de perception, le Bureau ne donnait que peu d'explications à leur sujet ; la taxe sur les auberges et le rejet sur la capitation pourraient être levés par les collecteurs avec les autres deniers royaux. Les droits de boucherie pourraient être soit affermés soit régis.

Pour le règlement des arrérages considérables de l'ancienne régie, le chiffre de leur dette n'avait pu être établi mais il était considérable ; il n'était pas possible aux villes de se libérer avant le 1^{er} janvier 1781, aussi convenait-il de demander au Roi la remise d'une partie de ces arrérages et le paiement de l'autre partie en trois annuités ; « nous sommes obligés de convenir, précise le rapport, que si quelques-unes de ces communautés ont été réduites à l'impossibilité de payer leurs contributions, il en est d'autres qui se sont rendues coupables d'une vraie négligence ».

La manière la plus sûre d'acquitter ces sommes était d'en rejeter le montant sur la capitation des communautés débitrices.

L'Assemblée adopta à l'unanimité les conclusions de son Bureau et demanda que le montant de l'abonnement fût exactement fixé à 129.800 livres.

Elle ne prévoyait point les difficultés inextricables qu'allaient lui créer la gestion et la perception des droits réservés et particulièrement le paragraphe 6 de sa délibération. « Que la régie et administration des dits droits sera et demeure confiée, au nom de Sa Majesté, aux procureurs généraux syndics sous l'autorité de la Commission Intermédiaire... et seront les dits procureurs généraux syndics tenus de faire au nom du Roi toutes diligences et poursuites nécessaires pour faire effectuer exactement au Trésor Royal le paiement annuel de la somme de 129.800 livres ».

Les lettres patentes du 5 mars 1781, enregistrées à la Cour des Aides de Montauban le 26 du même mois, réduisirent l'abonnement des droits réservés à 129.800 livres et adoptèrent les moyens proposés dans la délibération du 25 septembre 1780 pour parvenir au recouvrement de cette somme à compter du 1^{er} juin de cette même année. Leur article 3 laissait à la Commission Intermédiaire la liberté de régir ou d'affermir le droit de boucherie. Celle-ci après avoir pris de minutieux renseignements sur l'importance de la consommation de la viande dans la Province mit ces droits à l'adjudication le 4 mai 1781, et ce fut le sieur Miquel qui en obtint la concession pour quatre ans moyennant le paiement d'une somme annuelle de 82.000 livres.

Pour les 42.240 livres à payer pour les cabaretiers et aubergistes

des villes précédemment assujetties au don gratuit, l'article 4 prévoyait que cette somme serait répartie au marc la livre de leur capitation. La Commission Intermédiaire jugea que cette base présentait de sérieux inconvénients, la taxe n'étant plus ainsi déterminée par l'importance du cabaret mais par les facultés particulières au contribuable ce qui entraînerait de nombreuses réclamations. Aussi soumit-elle ses observations au ministre, mais comme il était essentiel de ne pas suspendre le recouvrement de la capitation, les rôles de 1781 furent faits conformément à la disposition des lettres patentes. Le moyen préconisé par la Commission Intermédiaire adopté par le Roi pour les années suivantes consistait à partager la taxe de la capitation de chaque cabaretier en deux quotes ; l'une relative aux facultés qu'il pouvait avoir indépendamment de sa profession, et l'autre relative seulement au profit qu'il retirait de son auberge.

Un état de distribution pour les taxes locales entre les villes de la Province était annexé aux lettres patentes, et, l'article 4 réservait d'y apporter sur les observations de la prochaine Assemblée provinciale les changements dont l'expérience aurait pu montrer la nécessité.

3° *Mise en application de l'arrêt du 5 mars 1781. Plaintes de la ville de Montauban. Opposition de la Cour des Aides paralysant la perception des nouveaux droits et faisant perdre ainsi au fermier des droits de boucherie des sommes très importantes.*

Les lettres patentes furent bien accueillies dans la Province et enregistrées à la Cour des Aides sans réclamations ni modifications.

La ville de Montauban ne tarda pas cependant à manifester son mécontentement : au mois d'août 1781, elle adressa une requête au Conseil pour demander la modération de sa taxe ; quelque temps plus tard les aubergistes et cabaretiers de cette même ville présentèrent un mémoire dans le même but, ils fondèrent principalement leurs plaintes sur la réunion de deux taxes dont l'une était le droit de souquet (droit sur le vin) perçu au profit de la ville qui jointe aux 9.000 livres auxquelles ils étaient imposés pour les droits réservés formaient une taxe exorbitante. Les aubergistes et les cabaretiers de Moissac se trouvaient dans le même cas.

Un édit d'août 1781 vint augmenter par suite des dépenses de la guerre de l'Indépendance américaine les droits réservés de 8 s. par livre, soit de 40 %. Cette augmentation atterra les membres de la Commission Intermédiaire, la charge des droits réservés déjà trop lourde allait devenir insupportable ; aussi supplia-t-elle l'évêque de

Rodez d'intervenir auprès du Roi pour lui montrer les conséquences d'une pareille augmentation.

Grâce aux démarches pressantes de ce prélat, il obtint que l'augmentation ne soit que de 4 sols par livre, un édit du Conseil du 27 juin fixa en conséquence l'abonnement à 153.400 livres, soit une économie de 32.550 livres sur le taux précédemment prévu et une de 13.600 livres sur la taxe payée avant l'abonnement. L'édit prévoyait de quelle façon serait perçue l'augmentation, il divisait le fardeau pour qu'il paraisse moins insupportable et que son recouvrement soit moins difficile : 4.068 livres seraient rejetées sur la capitation des villes et des bourgs assujettis aux droits réservés ; 2.500 livres sur la capitation des nobles et privilégiés (nous avons vu combien cette capitation était minime et il était tout à fait légitime de les faire contribuer aux droits réservés) et 500 livres sur les officiers de justice, le surplus devant être pris sur le produit de l'augmentation des droits de boucherie de 4 s. par livre (il fut affermé à Miquel l'adjudicataire du bail principal pour 8.000 livres).

Les syndics rendirent compte à l'Assemblée le 17 décembre 1782 des résultats des démarches entreprises à la suite des délibérations de 1780, ils portèrent à sa connaissance les plaintes de Montauban et de Moissac « il paraît convenable, ajoutèrent-ils, de prendre des « moyens pour les soulager ». Les lettres patentes avaient été généralement regardées comme un bienfait, et ils s'étonnèrent que la Cour des Aides « se fût élevée contre une loi qu'elle avait consacrée « par son enregistrement et qu'elle fit un crime à l'Administra-
« tion des mesures qu'elle avait prises pour rendre moins accablant
« un impôt dont la répartition ainsi que la manière de le percevoir
« avaient excité les plaintes d'un grand nombre de communautés ».

Animée de cet esprit la Cour des Aides avait causé le plus grand préjudice à Miquel, le fermier des droits de boucherie, en refusant de donner suite aux instances qu'il avait engagées contre ceux qui refusaient de payer les droits sous le prétexte qu'elles n'étaient pas suffisamment justifiées et qu'aucun règlement ne les autorisait. En présence de cet état de choses Miquel qui était assujetti par son bail à présenter chaque trimestre le tableau de la perception des droits à lui affermé avait remis un état qui indiquait une perte de 17.000 livres sur le prix de son bail. Et sur ce fondement il avait présenté une requête au Conseil pour demander la résiliation de son bail ou une remise annuelle de 25 %. Il offrait subsidiairement de percevoir ces droits en régie sur telle remise qu'il plairait au Roi de lui accorder.

Le Bureau des Vingtièmes exposa cette situation à l'Assemblée le

1^{er} octobre 1782 et lui fit approuver un projet de règlement à faire autoriser par le Conseil pour permettre à l'avenir la répression des contraventions des bouchers ou des consommateurs, ce qui permettrait au fermier une exacte perception des droits.

Le 12 octobre, il présenta un long rapport sur les plaintes de Montauban contre le montant des droits réservés qui lui avaient été attribués.

La somme à payer pour les cabaretiers de Montauban était de 9.000 livres sur un montant de 42.400 livres à payer par les villes soumises aux droits réservés, et celle rejetée sur sa capitation de 4.050 livres sur un montant de 19.008 livres. Ces sommes n'avaient rien d'exagéré contrairement aux affirmations du Conseil Politique de Montauban. En 1775, l'abonnement de cette ville avait été fixé à 30.000 livres soit le cinquième de la somme totale des droits réservés, à cette époque toutes les autres villes de la Province s'étaient plaintes du taux de leur abonnement et la ville de Montauban fut la seule qui n'eût pas réclamé contre la taxe qui lui avait été imposée. Or c'était sur cette répartition que l'on s'était basé pour former le nouvel état de répartition et l'on ne s'en était écarté que pour certaines communautés dont « la surcharge était évidemment constatée ». Il ne pouvait être question d'établir une nouvelle base de répartition que lorsque le temps et l'expérience auraient fait connaître tous les vices de l'ancienne division.

Le Conseil Politique de Montauban avait encore demandé que sa contribution au marc la livre de la capitation fût répartie sur tous les habitants privilégiés et non privilégiés résidant dans la communauté alors que cette répartition n'avait lieu que sur les seconds.

Cette réclamation n'avait plus sa raison d'être, le Conseil venant de donner satisfaction à cette demande sur les représentations de la Commission Intermédiaire : l'arrêt du 27 juin 1782 fixait le rejet d'une partie de l'augmentation des 4 sols pour livre des droits réservés sur la capitation de la noblesse, sur celle des officiers de justice, et des employés des fermes de manière à ce que cela équivaille à ce que supporteraient ces différents rôles s'ils étaient assujettis au paiement du rejet de la capitation dans les communautés sujettes à l'octroi.

Les cabaretiers de Montauban s'étaient plaints d'avoir à payer à la ville le droit de souquet qui joint à leur contribution aux droits réservés faisait une charge trop lourde pour leurs facultés. Il en était de même pour ceux de Moissac. Il est certain que les lettres patentes du 5 mars 1781 avaient fortement aggravé la condition des cabaretiers

de ces villes. Cette considération pouvait faire désirer qu'on substitue dans les villes dont nous venons de parler un moyen de perception moins accablant pour les cabaretiers. Ce nouvel arrangement aurait eu le double avantage d'améliorer le sort de plusieurs particuliers, et de rendre le recouvrement des sommes imposées sur les cabaretiers plus facile.

L'Assemblée ratifia ces dispositions si sages et se montra encore plus conciliantes. Ses décisions contrastent avec les violentes récriminations que la ville de Montauban ne cessait de présenter à l'Administration provinciale ; elle donna satisfaction à deux de ses réclamations sur trois. Au sujet de la première plainte de cette ville la Commission Intermédiaire fut chargée de rechercher les moyens les plus propres à établir dans une juste proportion avec les autres villes et bourgs de la province la portion des droits réservés que doivent supporter les villes de Montauban, Moissac et autres qui se prétendent lésées ; elle fut autorisée à solliciter du pouvoir royal une modération sur les sommes pour lesquelles ces villes se trouvaient comprises dans les lettres patentes du 5 mars 1781 au cas où elle reconnaîtrait qu'il y avait quelque surcharge au préjudice des communautés plaignantes.

L'Assemblée décida qu'il n'y avait pas lieu de faire supporter à la capitation noble ni à celle des officiers de justice la partie de la somme de 4.500 livres pour laquelle cette ville était imposée, l'arrêt du 27 juin 1782 ayant ordonné le rejet d'une somme de 3.000 livres sur les rôles de la noblesse des officiers de justice et sur ceux des privilégiés et des employés aux fermes.

Pour satisfaire autant que possible à la dernière réclamation de Montauban, il fut convenu que si les villes protestant contre les modes de perception que leur imposait l'arrêt du 5 mars 1781 pour la partie des droits réservés les concernant, étaient en état de proposer quelque moyen aussi sûr, plus facile et moins onéreux de percevoir ces sommes, elles pourraient les indiquer avant le 1^{er} janvier à la Commission Intermédiaire qui était autorisée à le présenter au Conseil et à employer ses soins pour en obtenir l'approbation.

Cette délibération fut immédiatement communiquée aux villes intéressées, et elles furent priées de mettre sous les yeux de l'Administration la preuve de leur surcharge.

Les officiers municipaux de Montauban dédaignèrent de répondre à cette invitation et se pourvurent de nouveau devant le Conseil ; ils demandèrent d'abord qu'il fût substitué aux moyens de perception de l'Administration provinciale un rôle particulier sur tous les habi-

tants y compris nobles, privilégiés, ecclésiastiques et communautés religieuses. Ils exposèrent ensuite dans leur requête que la communauté de Montauban ne devait pas être responsable de la taxe imposée aux cabaretiers, et qu'en conséquence la confection du rôle ne devait pas lui être imposée. Ils demandaient en outre que le Conseil casse les sentences des officiers de l'élection qui avaient déchargé certains particuliers du paiement de la somme pour laquelle ils se prétendaient compris mal à propos dans le rôle des cabaretiers de 1782, et qui en prononçant les décharges avaient condamné ces officiers municipaux aux dépens. Ces derniers avaient en effet rangé au nombre des cabaretiers plusieurs particuliers qui avaient révisé et s'étaient adressé aux officiers des élections et à la Cour des Aides. Le recouvrement des années 1781 et 1782 avait beaucoup souffert de ces diverses difficultés. Le Conseil fit parvenir cette requête à la Commission Intermédiaire pour qu'elle procédât à son examen.

Les villes de Moissac, de Martel et de Vabres et la communauté de Peyrelade apportèrent des preuves de l'excès de leur contribution que la Commission Intermédiaire jugea insuffisantes. Les officiers de Moissac avaient répondu simplement qu'ils n'avaient d'autre preuve de la surcharge que l'impossibilité des cabaretiers de payer leur contribution, sans autre précision.

Montauban ne se borna pas à adresser des plaintes au Conseil, elle paralysa autant qu'il le fut possible la perception des droits réservés. Elle se refusa à établir les rôles de perception de l'impôt de ses cabaretiers pour 1783 et 1784. La Cour des Aides qui avait épousé ses querelles continua, sous le prétexte qu'aucun règlement ne lui autorisait, de refuser de réprimer les fraudes et les refus de payer des commerçants de la Province soumis aux droits de boucherie. Le fermier s'adressa alors à elle pour obtenir un règlement provisoire fixant les formalités à observer pour pouvoir obtenir condamnation contre les contrevenants. Au bout de quelques mois, par arrêt du 9 mai 1783, elle fit ce règlement provisoire mais si compliqué qu'elle refusa de l'appliquer aux demandes de Miquel sous le prétexte que ses commis ne s'étaient pas conformés dans la rédaction des procès-verbaux faits au sujet des contraventions aux formalités prescrites par l'arrêt. Aussi les fraudes se multiplièrent-elles dans des proportions considérables, c'est ainsi que pour la troisième année du bail (1783-1784) le fermier de ces droits ne perçut à Montauban que le tiers de ce qu'il avait recouvré la première année. En outre, vu ces circonstances, plusieurs sous-fermiers refusèrent de tenir leurs engagements à l'égard de Miquel le fermier principal. Un préjudice considérable lui fut ainsi causé, il l'évaluait

pour les trois premières années de son bail à 61.991 livres sur un montant global de 246.000 livres ; il ne put, acquitter en totalité le prix de son bail, aussi adressa-t-il au Conseil deux requêtes, l'une pour demander la suspension des poursuites engagées pour le faire payer et l'autre pour demander la résiliation de son bail et être admis à compter de clerc à maître pour les sommes qu'il avait effectivement perçues avec remboursement de celles qu'il serait reconnu avoir versées en sus de son produit net.

Cette situation dont l'Assemblée lors de la session de 1782 avait mesuré toute la gravité aurait pu être rapidement améliorée si le Gouvernement, comme l'avait prié l'Assemblée, avait approuvé immédiatement le projet de règlement préparé par la Commission Intermédiaire, déterminant la forme de la perception des droits.

Ce projet adressé au Ministre à la fin de la session de 1782 ne fut autorisé, malgré les demandes pressantes de la Commission Intermédiaire, que le 15 novembre 1784 quelques heures avant l'ouverture de la session de 1784 qui dut s'occuper longuement des difficultés que rencontrait la perception des droits réservés et l'étrange attitude de la ville de Montauban.

Le 17 novembre les syndics rendirent un compte exact de la situation. Les plaintes formulées contre les droits réservés étaient mal fondées. Ils montrèrent encore que le droit de boucherie se légitimait de lui-même, il ne frappait que la classe la plus aisée de la population, chacun n'y contribuait qu'à proportion de sa consommation ; les droits sur les cabaretiers avaient encore l'avantage de frapper l'étranger voyageant dans la Province. Les griefs de la ville de Montauban ne reposaient pas sur une base solide ; mais les syndics ne précisèrent pas les motifs de cette appréciation, ce fut le rôle du Bureau du Don Gratuit des villes lors de la séance du 5 décembre 1784. Il n'est pas possible d'établir pour les sommes rejetées sur la capitation un rôle particulier sur tous les habitants y compris nobles, privilégiés, ecclésiastiques et communautés, c'est oublier le caractère principal de cet impôt qui est un impôt de consommation et non un impôt ayant pour base le taux de la capitation payée par chacun. Il serait également difficile d'établir pour les ecclésiastiques un rôle sur une base fixe puisque l'édit du mois d'avril 1768 art. IX, les dispense de tout droit d'octroi pour les denrées qui proviennent de leur bénéfice et qui sont destinées à leur propre consommation. Les communautés sont également responsables de la taxe des cabaretiers et de la confection de son rôle en vertu des lettres patentes du 5 mars 1781 qui portent que le rôle de

cet impôt doit être fait conjointement avec celui de la capitation, ce qui prouve par conséquent qu'il doit être fait d'après les mêmes principes, dans le même temps et par les mêmes asseurs. D'ailleurs les mandements que leur avait fait parvenir la Commission Intermédiaire étaient amplement suffisants pour les instruire de leurs obligations, et, il n'était pas admissible que les officiers municipaux de Montauban aient pu sommer les cabaretiers de cette ville de procéder eux-mêmes à la répartition de l'impôt. Mais toujours pour montrer le bon vouloir de l'Assemblée, le Bureau lui fit adopter après qu'elle eut repoussé les prétentions de Montauban une résolution décidant que, pour vérifier avec la plus grande exactitude les réclamations faites par cette ville et par celles de Moissac, Martel et Vabres et prévenir toutes autres plaintes de surtaxe, la Commission prendrait par l'intermédiaire des membres de l'Assemblée et de ses correspondants, les renseignements les plus certains et les plus précis qu'elle pourrait se procurer sur l'étendue de la consommation, le montant des bénéfices et le chiffre des cabaretiers placés dans les villes et bourgs sujets à l'impôt.

En outre comme la Commission Intermédiaire ne disposait d'aucun fonds pour les non-valeurs et décharges sur les droits réservés, elle délibéra le même jour que celle-ci solliciterait de la bienfaisance du Roi une somme sur le produit de cet impôt destinée à cet usage.

Restait à trancher une question beaucoup plus importante : qui prendrait à sa charge le déficit du recouvrement des droits réservés qui avait lieu du 1^{er} juin 1781 au 1^{er} juin 1784 ? Le Bureau dans son rapport du 5 décembre jugeait qu'il serait peu digne de rendre le sieur Miquel « victime de circonstances malheureuses dans lesquelles il s'est trouvé ». Le remplacement de 61.991 livres manquantes doit sans doute être à la charge du Gouvernement, et, il serait contraire à l'équité de le faire supporter à la Province puisqu'il est prouvé que, les officiers municipaux en taxant le prix des viandes, ont eu égard au droit d'octroi auquel elles étaient assujetties et qu'ainsi les consommateurs ont réellement payé l'impôt quoiqu'il n'ait pas été perçu par le fermier. L'Assemblée approuva ses déclarations et elle pria la Commission d'employer ses bons offices auprès du Conseil pour que Miquel obtienne une indemnité proportionnée aux pertes subies, qu'il soit sursis aux poursuites faites contre lui et qu'en outre le déficit dans le produit du droit de boucherie soit uniquement à la charge de la Régie.

4° Règlement du 15 novembre 1784 et lettres patentes du 5 mai 1786 assurant une perception exacte des droits de boucherie. Multiples difficultés pour le règlement des comptes du bail de ce droit à son expiration en 1785. Litige pour la validité du second bail passé en 1785.

Le règlement du 15 novembre 1784 avait mis entre les mains du fermier la force nécessaire pour en exiger le paiement, et à la fin de la session de 1784 l'on pouvait espérer que le recouvrement se ferait sans difficultés. C'était méconnaître l'esprit d'hostilité de la Cour des Aides à l'égard de l'Administration provinciale. Elle daigna enregistrer les lettres patentes du 15 novembre, mais elle eut soin d'y ajouter des réserves qui en paralysaient l'exécution effective. Elle déclara que ce règlement donnait à la perception du droit une extension qu'il n'avait point par les lettres patentes du 5 mars 1781 en ce qu'il voulait que le droit fût perçu dans tous les lieux quelconques de la Province alors qu'elles n'avaient ordonné la perception du droit que seulement dans les lieux où il y avait boucherie. En conséquence, en enregistrant les lettres patentes, elle spécifia que les droits ne pourraient être exigés que dans les villes, bourgs et communautés où il y aurait boucherie conformément aux lettres patentes du 5 mars 1782.

Elle ajouta en outre une seconde modification pour exiger que le fermier soit tenu d'établir des bureaux de perception dans tous les lieux où il y aurait boucherie.

La Commission Intermédiaire adressa le 8 février 1785 au Ministre des observations à ce sujet. Il n'y avait pas d'opposition entre les lettres patentes du 5 mars 1781 et celles du 15 novembre 1784 « en « effet dès qu'on égorge du bétail dans un lieu ne fût-ce qu'une fois « dans l'année, il y a réellement boucherie » et les droits y sont dus en vertu des lettres patentes de 1781 qui veulent que les droits soient payés partout où il y a boucherie. La disposition de la Cour des Aides était peu claire et prêtait à confusion ; si on interprétait cette disposition de manière que les droits ne dussent être perçus que dans les lieux où il y a habituellement boucherie, la fraude pourrait se développer dans des proportions considérables. Quant à imposer au fermier l'obligation d'avoir un bureau partout où il y a boucherie c'est multiplier ses frais dans des proportions considérables, il est juste cependant qu'il ait un bureau dans le lieu où il y a habituellement boucherie.

Après un long examen le Roi donna satisfaction aux réclamations de la Commission Intermédiaire par les lettres patentes du 5 août 1786 qui ordonnaient que celles du 11 novembre 1784 seraient exécutées

purement et simplement nonobstant les modifications inférées dans l'arrêt de la Cour des Aides.

Elles ordonnaient également que le fermier, en dehors de ses bureaux de recettes des villes et principaux lieux de la Province, établirait des bureaux de recette de manière que les redevables n'eussent jamais plus d'une lieue à faire pour s'y rendre. En outre cet arrêt rejetait les prétentions des officiers du Bureau de l'élection de Montauban qui voulaient rendre exécutoires les rôles de la somme imposée sur les cabaretiers aux lieu et place de la Commission Intermédiaire.

En présence de la volonté si ferme du pouvoir royal la Cour des Aides enregistra ces lettres patentes purement et simplement.

Le bail Miquel conclu pour cinq ans prit fin le 31 mai 1785, les difficultés auxquelles Miquel s'était trouvé en lutte avaient paralysé la perception des droits surtout au cours des dernières années de son bail, aussi devait-il à cette date 92.000 livres (52.000 à l'Etat et 40.000 à la Province), le prix global de son bail pour les quatre ans était de 328.000 livres et il avait fourni des comptes qui prouvaient en outre qu'il avait versé 5.000 ou 6.000 livres de plus qu'il n'avait perçu. Il demandait la remise de 92.000 livres impayées.

Les procureurs généraux syndics avaient, sur l'ordre de l'Assemblée, réclamé la suspension des poursuites contre Miquel. Le 12 juillet 1785 le contrôleur général leur répondit qu'il n'était pas possible de leur donner satisfaction. Cette lettre fut communiquée à Miquel qui fit ses représentations au Ministre, elles furent sans résultat et dans sa lettre du 31 août 1785 le contrôleur général exigea immédiatement le paiement de 52.000 livres dues à l'Etat.

Le 20 septembre la Commission Intermédiaire fit décerner une contrainte contre Miquel qui y fit opposition le 20 octobre devant le Bureau de l'élection de Villefranche.

Malheureusement, à la fin du premier bail, les modifications apportées par la Cour des Aides aux lettres patentes de 1784 subsistaient, et comme il n'était pas possible à la Commission Intermédiaire de régir par elle-même une perception aussi compliquée que celle des droits de boucherie, cette dernière se trouva-t-elle obligée de faire une nouvelle adjudication. Mercier fit une offre de 71.600 livres et le bail lui fut adjugé. Mais Viguiier de Nègrepelise signifia une offre de 79.100 livres pendant que le bail se passait entre le procureur général syndic et l'adjudicataire. La Commission Intermédiaire sans accepter ni rejeter cette dernière offre décida d'en référer au Conseil et Mercier resta provisoirement adjudicataire. Peu de temps après

Viguiier par un acte du 6 avril 1785 se désista de sa dernière offre et s'associa avec Mercier.

Le 20 mai 1785 l'Intendant écrivit aux procureurs généraux syndics pour leur annoncer que le contrôleur général avait l'intention de faire casser le bail. La modicité de son prix, 71.600 livres, laissait un déficit de 11.400 livres que la Province devait combler.

L'Assemblée avait donc lors de sa session de 1786 trois problèmes fort difficiles à résoudre, dette de Miquel, validité du bail Mercier, déficit.

Le Bureau des Droits réservés fit un long rapport le 24 novembre sur la dette de Miquel, contrairement aux conclusions qu'il avait présentées lors de la session précédente, il affirma que les prétentions de ce fermier étaient mal fondées. La Cour des Aides de Montauban avait promulgué par arrêt du 9 mai 1783 un règlement provisoire pour lui indiquer la marche qu'il avait à suivre pour réprimer les fraudes, certes il prescrivait de nombreuses formalités mais elles « n'eurent pour but que la tranquillité des citoyens pour ne pas les « exposer aux infidélités qu'auraient pu faire des commis intéressés ». S'il n'a pas obtenu justice, c'est qu'il est à présumer que ses commis ne se sont pas conformés dans la rédaction des procès-verbaux des contraventions aux formalités prévues. L'opposition que Miquel a fait à la contrainte décernée contre lui pour le paiement des 52.000 livres doit être rejetée et la Province doit l'obliger au paiement des sommes qu'il doit. Il ne saurait invoquer les difficultés qu'il a rencontrées : lors du contrat, les dispositions sur les droits de boucheries étaient publiées, il les connaissait parfaitement et il aurait pu prévoir dans quelles conditions elles s'appliqueraient.

Nous ne pouvons guère expliquer cette volte-face du Bureau, peut-être est-elle due aux ordres du contrôleur général contre Miquel ou à la crainte de voir la Province obligée de se substituer à l'adjudicataire pour payer les 52.000 livres, ne s'était-elle pas engagée à assurer le recouvrement des droits réservés ?

Mais l'Assemblée atténua considérablement dans sa délibération la portée des conclusions du rapport du Bureau.

La matière mise en délibération, il fut unanimement arrêté :

« 1° Que d'après les ordres précis du Ministre, les procureurs généraux syndics ne peuvent se dispenser de continuer les poursuites déjà commencées contre le sieur Miquel...

« 2° Qu'ils doivent se défendre contre les conclusions du sieur Miquel consignées dans l'assignation du 20 octobre dernier ».

Mais se montrant beaucoup moins sévère à l'égard de Miquel elle délibéra également.

« 3° Que l'Assemblée persistant dans la délibération du 1^{er} juin
 « 1784 continuera d'employer ses bons offices en faveur dudit Miquel
 « sans néanmoins se départir des clauses du bail ni préjudicier aux
 « intérêts de la Province ».

La validité du bail Mercier fit l'objet d'un nouveau rapport du Bureau des Droits réservés. Plusieurs questions se posaient à ce sujet.

Était-il de l'intérêt de la Province que le bail soit cassé ? Il était certain que vu le nombre de consommateurs le prix de cette ferme devait monter à plus de 100.000 livres d'après des calculs très modérés. Mais d'autre part il était difficile d'exploiter ces droits en régie et pour procéder à une nouvelle adjudication, il y avait des précédents fâcheux sans compter que Mercier ne cessait de se plaindre. Le Bureau déclarait que la question était très obscure et laissait à l'Assemblée le soin de la résoudre, il croyait cependant qu'il fallait rester dans l'expectative « la prudence s'oppose à ce que nous solli-
 « citations une cassation qui, une fois accomplie, nous causerait de
 « grands embarras mais nous ne croyons pas non plus utile que nous
 « défendions ce bail qui est peu favorable aux intérêts de la Pro-
 « vince ».

Les procureurs généraux syndics n'ayant point formellement accepté les offres de Viguier, fallait-il regarder celui-ci comme lié par celles-ci, nonobstant l'acte de son désistement ?

Il était à désirer que le Conseil déclare Viguier adjudicataire pour 79.100 livres. Lorsque la Commission Intermédiaire avait différé d'accepter les offres de Viguier, elle avait été bien persuadée qu'un léger retard ne pouvait provoquer aucune difficulté et que les offres étant faites, elles ne pouvaient plus être rétractées.

La nullité de cette rétraction peut être discutée en droit, cependant il semble que la règle des adjudications publiques veut que toute personne qui y est admise lorsqu'elle a fait une offre régulièrement acquiert par son enchère un droit réel, et que par cela même il contracte une obligation non moins réelle, l'existence de ce droit ne saurait dépendre de la volonté arbitraire à l'une des deux parties intéressées.

Mais au cas où le bail Mercier serait cassé, sans que Viguier soit engagé, quel parti devrait prendre la Province ?

Faudrait-il procéder à une nouvelle adjudication par bail général ou des fermes partielles ? Chargerait-on chaque ville de la perception de ces droits ? La Province assurerait-elle directement la régie ? Traiterait-on avec la Régie Générale pendant un certain nombre d'années et moyennant une somme convenue ou une part dans les profits de la Régie. Cette question présentait le plus haut intérêt mais

chacun des moyens envisagés présentait ses avantages et ses inconvénients, sauf cependant la régie directe que la Province ne pouvait assurer vu le travail considérable de la Commission Intermédiaire et de ses procureurs généraux syndics.

Aussi l'Assemblée se borna-t-elle à décider qu'au cas où les opérations du 31 mars 1785 seraient annulées la Commission Intermédiaire aviserait au moyen de perception le plus convenable aux intérêts de la Province et à l'exécution certaine et invariable de l'abonnement de la Province pour les droits réservés. Elle avait précédemment délibéré de supplier humblement Sa Majesté de prononcer sur le référé adressé à son Conseil au mois d'avril 1785 par la Commission Intermédiaire et ce faisant de déclarer le sieur Viguiet et ses cautions seuls adjudicataires des droits sur les boucheries de cette Province.

Le Bureau demanda que le déficit dû à la modicité du prix du nouveau bail fût comblé conformément aux lettres patentes de 1781 par un rejet sur la capitation des villes soumises aux droits réservés. Mais l'Assemblée ne prit aucune décision à ce sujet.

Au cours des trois dernières années de son existence, l'Administration provinciale ne parvint pas à résoudre les difficultés que lui avaient occasionnées les droits réservés.

Le 24 janvier 1787, à la demande du fils de Miquel, ce dernier venant de mourir, l'élection de Villefranche cassa la contrainte décernée contre lui et le déchargea ainsi que ses cautions des engagements par eux contractés et admit leur offre de rendre solidairement de clerc à maître devant les officiers de l'élection. Dans le délai de huitaine Mgr Seigneley de Colbert exprima le désir que l'affaire fût envoyée au Conseil mais on lui répondit qu'il fallait que les procureurs généraux syndics présentent au Conseil une requête pour demander l'évocation de l'affaire, ce qui, malheureusement, ne fut pas fait dans le délai et les formes voulus ; en conséquence, Necker, le 31 octobre 1788, écrivit à la Commission Intermédiaire en réponse à la lettre qu'elle lui avait adressée le 23 septembre pour se plaindre qu'aucune décision n'était intervenue à ce sujet, que par suite de la non-recevabilité de sa demande d'évocation elle devait rejeter sur la capitation les 52.000 livres dues au Roi.

La Commission Intermédiaire fit traîner les choses en longueur tant et si bien que rien n'avait été encore fait lors de la dissolution de l'Administration provinciale ainsi qu'en témoignent les rapports des commissaires chargés de liquider ses comptes. Cette dette ne dut jamais être acquittée, nous n'avons pas trouvé de traces de son paiement.

Aucune solution n'intervint également pour la nullité du bail Mercier ; la Commission Intermédiaire, en 1787, demanda que dans le cas où ce bail serait cassé la régie générale fût chargée pour le compte de la Province de la perception des droits de boucherie, mais cette demande n'ayant pas tardé à rencontrer quelques difficultés celle-ci décida de n'y donner aucune suite.

Une lettre de Necker du 31 octobre 1788 sur les droits réservés nous prouve qu'à cette époque il n'avait pas été encore statué sur le référé au Conseil engagé à ce sujet pour « plusieurs considérations » déclare Necker sans autre précision, par contre il ne manque pas d'insister sur l'obligation de rejeter la différence entre les 84.000 livres, prix du bail Miquel, et les 71.600 livres, prix du second bail sur la capitation. Ce rejet ne pouvait être fait pour l'exercice 1789 les rôles ayant été déjà envoyés aux communautés.

A la disparition de l'Administration provinciale, aucun des litiges en cours n'avait été résolu, il était dû au Trésor Royal des sommes considérables pour les arriérés des droits réservés et le procès avec les héritiers Miquel n'était pas encore terminé.

5° Sommes considérables dues à l'Etat pour les droits réservés lors de la disparition de l'Administration Provinciale.

La mauvaise volonté de la ville de Montauban et de la Cour des Aides avait contrarié une réforme excellente en elle-même, le remplacement des octrois, impôts très coûteux à percevoir et ayant une influence directe sur le prix des denrées par un rejet sur la capitation et par la création de droits sur la viande qui frappaient alors principalement la partie la plus aisée de la population, ce qui ne peut qu'être approuvé. L'Administration provinciale ne sut pas montrer parfois assez d'énergie en cette matière, il faut bien le reconnaître soit dans la défense des droits de Miquel contre la Cour des Aides, soit lors de l'adjudication de 1785. Il est juste de reconnaître qu'une perception exacte des droits réservés était particulièrement difficile, l'autorité royale n'avait pu en venir à bout et c'est sans aucun doute ce qui l'avait déterminée à accorder leur abonnement à la Province ainsi qu'une réduction de leur montant. Grâce cependant à l'Administration provinciale le recouvrement des droits réservés se fit avec régularité dans la presque totalité des villes de la Province et toutes bénéficièrent de la suppression des octrois dont l'impopularité était encore plus grande qu'aujourd'hui.

La Constituante devait supprimer les octrois par la loi du 19 février 1791 et tous les impôts indirects par la loi du 22 mars 1791.

SECTION II

Autres impôts indirects

ayant retenu l'attention de l'Administration Provinciale

L'Administration Provinciale s'occupa fort peu des autres impôts indirects, certains comme les droits sur les huiles et les savons avaient été intégrés dans le deuxième brevet de la taille et avaient ainsi perdu leur caractère d'impôts indirects. Trois surtout retinrent son attention : les traites, la gabelle, les droits de centième denier pour les actes.

1° *Traites.*

A la session de 1784, les syndics annoncèrent que la Commission Intermédiaire s'était occupée des moyens de procurer à la Province un régime plus favorable que les droits de traite qui se perçoivent sur les passages des marchandises qui s'importent dans cette Province ou sur celles qui s'en exportent. « Ce travail dont l'objet est « un des plus grands que vous puissiez embrasser n'a pas pu être « entièrement terminé parce que nous avions à désirer sur cet objet « des notions essentielles pour être à portée de proposer au Gouver- « nement un plan équitable qui ne diminue pas le produit que le « régime actuel donne à l'Etat. »

A la session de 1786, il ne fut pas question des traites et nous n'avons trouvé aucune trace de travaux faits par la Commission Intermédiaire à ce sujet.

Nous ne ferons point ici le procès des traites, nous nous bornerons à citer la phrase que Calonne écrivait dans le rapport présenté à l'Assemblée des notables pour demander la suppression des douanes intérieures et l'établissement d'un tarif uniforme aux frontières du royaume sur les avantages de cette réforme. « Briser des « chaînes sous lesquelles le commerce gémissait depuis longtemps, « naturaliser en quelque sorte toutes les provinces du royaume, ex- « tirper des vices enracinés depuis près de 500 ans et satisfaire au « vœu exprimé il y a près de deux siècles par le corps entier de la « nation (Etats généraux de 1614). »

La Haute-Guyenne était une des provinces réputées étrangères, elle faisait partie d'un groupe de provinces entre lesquelles il n'existait aucune barrière douanière et comprenant, outre la Haute-Guyenne, le Velay, le Vivarais, le Gévaudan et le Languedoc, précieux avantage

pour la Haute-Guyenne dont le Languedoc était un des principaux clients. Une ligne de frontière douanière la séparait de l'Auvergne, du Périgord et de la Basse-Guyenne ; au sud et à l'est, elle pouvait librement commercer avec le Languedoc et le Gévaudan. Les marchandises qui allaient à Bordeaux devaient traverser deux lignes douanières : celle qui séparait la Haute-Guyenne de la Basse-Guyenne et celle qui séparait la Basse-Guyenne de la sénéchaussée de Bordeaux. Pour aller à Paris il fallait également traverser deux lignes douanières : celle qui séparait la Haute-Guyenne de l'Auvergne et du Limousin et celle qui séparait ces deux provinces des cinq grosses fermes. Marseille était aussi séparé de la Haute-Guyenne par deux barrières douanières : l'une entre le Languedoc et la Provence et l'autre entre la Provence et la zone de Marseille.

Une des premières réformes de la Révolution devait être la suppression des barrières intérieures et l'unification des droits de douane à toutes les frontières (loi du 5 novembre 1790). Calonne avait proposé en vain cette réforme à l'Assemblée des Notables.

2° *Gabelle. Difficultés pour faire attribuer à la Province le produit de la crue du sel perçue en Rouergue pour la construction de routes dans ce pays.*

La gabelle était l'impôt dont la répartition était la plus mal faite entre les provinces. Le prix du sel d'après le compte rendu de Necker (1781) était de 61 l. 19 s. le quintal en Bourgogne, chiffre le plus élevé pratiqué en France, et de 1 l. 10 s. dans les îles de Ré et d'Oléron, prix le plus faible, soit environ 41 fois plus cher en Bourgogne que dans les îles de Ré et d'Oléron.

Des différences considérables existaient entre provinces voisines et même à l'intérieur d'une même généralité, tel était le cas de la Haute-Guyenne ; le Quercy appartenait au groupe des provinces dites « rédimées de sel » et le prix du sel y était environ de 7 à 10 livres le quintal, le sel destiné au Quercy provenait de Brouage, il entrait dans cette province en remontant le Tarn et le Lot et il payait aux bureaux établis à Aiguillon, Moissac et Montauban un léger droit (le quarantain 20 ou 30 sous par minot) dont le produit était principalement affecté au paiement des gages des officiers du président de Cahors ; le Rouergue faisait partie des pays de petite gabelle et le quintal de sel valait 28 l. 15 s. aussi en résultait-il une contrebande très active entre les deux pays et de nombreuses brigades d'agents de gabelles se tenaient en Rouergue pour la réprimer.

Cette singulière différence s'expliquait historiquement, à l'origine

la Guyenne par un privilège général qui s'étendait sur toute la généralité de Montauban était affranchie de gabelles.

Le Rouergue même jouissait de cette exemption, mais la facilité que les habitants de cette Province trouvaient à prendre son sel des voituriers du Languedoc qui le chargeaient à Peccais fit qu'elle cessa de le tirer du Poitou où le reste de la Guyenne le prenait ordinairement, ils y trouvaient un double avantage en ce que les frais de transport n'augmentaient pas de beaucoup son prix et que les voituriers se chargeaient au retour de leurs marchandises qu'ils vendaient dans le Languedoc. Malheureusement par la suite les Etats du Languedoc rejetèrent sur le sel une partie des subsides de la Province en sorte que le prix s'en trouvant fort augmenté, les habitants du Rouergue voulurent cesser de s'en servir, mais la nécessité du débit de leurs denrées les y engagea et une ordonnance des gabelles les y a assujettis. C'était ce qui avait donné lieu à la création d'un « grenier » à Villefranche avec les officiers ordinaires en ces sortes de tribunaux.

Outre les droits considérables payés pour le sel en Rouergue, il était soumis à des « crues » pour des périodes variables. En 1726, il fut reconnu qu'il était nécessaire d'avoir des routes de communication pour les transports du sel du Languedoc ; en conséquence, il fut établi un impôt de crue du sel de 5 sols sur chaque minot de sel qui serait débité dans le Rouergue, le Languedoc et l'Auvergne. Les fonds perçus devaient être versés à la Caisse des Ponts et Chaussées. Les routes ainsi construites auraient le double avantage d'approvisionner les greniers à sel et de fournir des moyens de communication aux habitants du pays. En 1738, cet impôt fut doublé et porté à 10 sols par minot.

Malheureusement, les fonds perçus en Rouergue pour la crue du sel furent employés exclusivement à la construction de routes dans le Languedoc. Dès le début de son existence, l'Administration provinciale protesta énergiquement contre cet état de choses par l'organe de sa Commission Intermédiaire ; elle demanda avec insistance, que la portion qui se levait dans le Rouergue ainsi qu'une somme à titre d'indemnité pour le passé fussent employées dans la Province. Le Languedoc reconnut le bien-fondé de cette réclamation. Mais sur ces entrefaites la Commission Intermédiaire eut connaissance d'un bail passé à Paris par lequel on avait adjugé à un sieur Girouard la route d'Albi au Pont de Tanus pour 1.060.000 livres, cette somme devant être prise sur la crue du sel, ce qui l'absorberait pour plusieurs années. Le président de l'Assemblée protesta énergiquement et fit observer que parmi les ouvrages adjugés à Girouard il y en

avait qui pouvaient être suspendus tels que la reconstruction du pont de Tanus et les réparations à faire à celui d'Albi qui coûteraient à eux deux : 360.000 livres. Pour donner plus de poids à sa démarche, il fit voter le 5 octobre 1782 par l'Assemblée une résolution pour que toute démarche soit faite pour procurer le plus tôt possible à cette Province la jouissance de l'impôt connu sous le nom de « crue du sel ».

Ces démarches n'aboutirent à aucun résultat, à la session de 1784 les syndics se bornèrent à déclarer que « Mgr l'évêque de Rodez a « continué ses bons offices auprès du Ministre pour procurer le plus « tôt possible à la Province la jouissance de l'impôt connu sous le « nom de « crue du sel ». » Un rapport du 27 septembre 1790 cité par Affre dans son dictionnaire du Rouergue nous apprend qu'à cette époque il n'avait été tenu aucun compte des démarches faites d'abord par Mgr Champion de Cicé et ensuite par Mgr Seignelay de Colbert. Nous pensons avec cet auteur « que les perturbations profondes de « l'époque l'ont laissé tomber dans un éternel oubli ».

Necker dans son Compte Rendu déclare qu'il avait fait faire des travaux considérables au sujet de la gabelle dont le montant, écrivait-il, dans les provinces de grande gabelle y équivalait ou surpassait le produit de la taille et de ses accessoires ; il en tirait la conclusion qu'en établissant le prix du sel entre 5 et 6 sous la livre dans tout le royaume on retrouverait la même somme que celle perçue à cette époque par le Trésor Public.

La chute de Necker ne lui permit pas de réaliser cette réforme, il ne l'abandonna pas cependant et il fit décider plus tard par l'Assemblée Nationale que le prix du sel serait réduit dans tous les pays de grande et de petite gabelle à six sols la livre.

Le 1^{er} novembre 1790, tout impôt sur le sel fut supprimé et son commerce devait rester libre jusqu'en 1806, époque à laquelle un nouvel impôt sur le sel fut établi.

L'Assemblée s'était préoccupée d'abaisser le prix du sel destiné à l'alimentation des animaux, le 22 novembre 1784, le rapporteur du Bureau du Bien Public faisait observer que le meilleur moyen d'améliorer la race des bêtes à laine était de leur donner plus de sel et pour l'obtenir à bon marché il préconisait un moyen adopté de nos jours « marquer le sel en l'unissant à d'autres substances « de manière qu'il ne pût être employé que pour les bêtes à laine. « Si quelque habile chimiste faisait cette heureuse découverte et « que le gouvernement fît vendre cette mixtion à très bas prix, ce « serait le plus grand encouragement qu'on pourrait donner aux « cultivateurs pour améliorer leurs troupeaux ».

3° *Droit de contrôle.*

Les droits de contrôle et d'insinuation des actes étaient une source de produits fructueux pour l'Etat. A la session de 1780, le 13 septembre, le Bureau des Affaires extraordinaires et du Bien Public se borna à demander la suppression du droit de contrôle et de centième denier pour les actes d'inféodation aux vassaux des terres soumises au droit de champart (redevance en nature proportionnelle à la récolte, une gerbe sur quatre) à l'appui de cette demande il citait l'exemple du baron de la Guépie qui, persuadé que les redevances qu'il possédait à titre de champart, nuisaient infiniment à l'agriculture s'était déterminé à les inféoder à ses vassaux moyennant une rente fixe et équivalente en grains, depuis lors il avait constaté une amélioration sensible dans la culture de ses terres.

Le Roi ne donna qu'à moitié satisfaction à la réclamation de l'Assemblée, les syndics annoncèrent à la séance que le Roi avait décidé que les actes qui ne contiendraient qu'une simple mutation de droits de champart en censives ou en rentes fixes et équivalentes en grains seraient exempts du centième denier comme n'opérant aucune mutation de propriété, mais que les circonstances n'avaient pas permis à sa bonté d'accorder à la Province le surplus de ces demandes. Les droits restaient donc entiers sur les actes d'inféodation faits moyennant le paiement d'une somme d'argent une seule fois pour toutes, opérations qui étaient assimilées à une simple vente.

Ce résultat positif fut le seul obtenu en matière d'impôts indirects par l'Assemblée, il est vrai qu'elle n'eut à s'occuper d'eux que d'une manière indirecte puisque aucun d'eux ne dépendait directement ou indirectement d'elle.

CHAPITRE XIII

Contrôle des charges locales

SECTION I

L'Administration provinciale partage ce contrôle avec l'Intendant.

Lorsque Louis XIV arriva au pouvoir, il trouva la majeure partie des communautés obérées, appauvries et ruinées. Il prit de nombreuses mesures pour rétablir leurs finances. Après les avoir déclarées mineures (déclaration du 7 juin 1659), il leur défendit d'aliéner leurs biens et d'emprunter sans la permission du Pouvoir Royal, les autorisant même à reprendre leurs propriétés vendues depuis un certain temps et à ne pas payer une partie de leurs dettes ; peu à peu il les libéra des emprunts qui enflaient démesurément leurs charges. La communauté entre alors dans une phase nouvelle, l'autorité royale enlève aux juges et aux élus un contrôle onéreux pour la communauté pour le remplacer par celui de l'intendant, peu à peu elle dépouille la puissance seigneuriale de la plupart de ses prérogatives.

L'immixtion du pouvoir central deviendra de plus en plus grande au cours du XVIII^e siècle surtout dans les municipalités urbaines qui perdent presque toutes leurs libertés ; leurs magistratures municipales sont assurées soit par des officiers nommés par le pouvoir royal, soit par des magistrats dont les charges sont devenues héréditaires.

A la veille de l'établissement de l'Assemblée provinciale de Haute-Guyenne les pouvoirs financiers des communautés sont des plus limités.

Les dépenses des communautés « les charges locales » étaient sou-mises annuellement à l'approbation des membres de la communauté représentés dans les campagnes par l'assemblée de la communauté à laquelle pouvaient assister tous les habitants, et dans les villes par l'assemblée des notables ou conseil politique composé de représentants de chacune des parties de la population. Les consuls ou les officiers municipaux indiquaient les dépenses et les moyens d'y subvenir. Les assemblées pouvaient modifier comme bon leur semblait,

les propositions ainsi faites, certaines dépenses obligatoires étaient cependant imposées aux communautés.

L'état des charges locales et des recettes prévues pour y faire face étaient transmis à l'Intendant qui en autorisait chacun des articles s'il jugeait la dépense nécessaire.

Une précaution supplémentaire était prévue pour éviter que les dépenses n'augmentent trop rapidement. Aucune charge nouvelle ne pouvait être inscrite dans le budget local sans que l'assemblée de la communauté n'ait pris à cet effet une délibération formelle et motivée : délibération soumise à l'approbation de l'Intendant.

Les dépenses courantes et annuelles des communautés étaient peu onéreuses en comparaison de celles qu'entraînaient la reconstruction d'une église (nef), d'un chemin et certains autres travaux extraordinaires. Aussi les travaux de réparation ou de construction n'étaient-ils décidés qu'après une enquête sérieuse et des formalités multiples qui avaient surtout pour but de sauvegarder les intérêts des habitants. Ceux-ci signalaient d'abord à l'Intendant dans une requête rédigée en assemblée communale les raisons qui rendaient les travaux nécessaires.

Les formalités étaient un peu plus longues s'il s'agissait d'une église, ou d'un presbytère une première requête signée du curé et des principaux habitants de la province était envoyée à l'Intendant qui la faisait parvenir à la communauté, celle-ci statuait à son sujet et la lui renvoyait comme dans le premier cas, motivée.

L'Intendant appréciait s'il y avait lieu ou non d'autoriser la demande, s'il ne la jugeait pas utile il rendait une ordonnance portant qu'il n'y avait point lieu de suivre l'affaire. S'il estimait les travaux nécessaires, il rendait une ordonnance pour désigner un expert chargé de faire un devis. Ce travail terminé, l'adjudication était faite sous le contrôle des représentants de l'Intendant. Les procès-verbaux d'adjudication et toutes les pièces y relatives étaient envoyés au Conseil du Roi qui prenait un arrêt pour autoriser les adjudications et ordonner l'imposition des sommes nécessaires. La réception des ouvrages ainsi que le paiement des entrepreneurs étaient faits par les soins de l'Intendant.

De nombreux procès très curieux entrepris parfois sans motif légitime avaient ruiné un certain nombre de communautés. Aussi avait-il été décidé qu'il ne pourrait en être entrepris sans l'autorisation de l'Administration qui n'était donnée qu'après une délibération formelle de la communauté appuyée d'une consultation par écrit de deux et même trois avocats.

Les communautés n'étaient autorisées à emprunter que dans des

cas exceptionnels tels que, logement et ustensiles, réédification des nefs d'églises tombées par vétusté ou incendie. L'acte d'emprunt accepté par les habitants assemblés en la manière accoutumée devait être reçu par le greffier ou à son défaut par un notaire public, il devait être approuvé par l'Intendant.

Le commissaire départi exerçait donc sur les communautés une véritable tutelle. Il semblait que les lettres patentes du 26 novembre 1779 aient voulu le dépouiller de ces fonctions au profit de l'Administration provinciale. « Avons attribué et attribuons à la dite Assemblée ainsi qu'à la Commission Intermédiaire, stipulaient-elles, tous « pouvoirs nécessaires pour faire sous notre autorité la répartition, « l'assiette et le recouvrement tant des impositions qui se lèvent à « notre profit que celles pour réparations d'églises, presbytères, et « autres charges locales des communautés.... Attribuons spécialement à la dite Assemblée et à la dite Commission Intermédiaire, « les pouvoirs dont étaient ci-devant revêtu pour tous les dits sujets notre commissaire départi dans la dite Province. »

Ce texte pouvait cependant prêter à confusion, l'on pouvait prétendre que l'Administration provinciale devait limiter son contrôle à la perception et à la répartition des sommes nécessaires à assurer le paiement des charges locales et qu'elle ne devait point s'occuper du contrôle des dépenses municipales.

Les lettres patentes furent interprétées dans leur sens le plus large et par l'Administration provinciale et par l'Intendant. Ce dernier crut cependant au cours de l'année 1780 devoir faire quelques observations sur « les opérations préliminaires des impositions locales », telles que les concevait l'Administration provinciale en contrôlant les charges locales et en rejetant certaines d'entre elles.

En réponse à ces attaques, Necker par sa lettre du 22 décembre 1780 à la Commission Intermédiaire approuva sa manière de voir, il lui marqua que tout ce qui tenait à l'examen des ouvrages et autres dépenses à la charge des communautés était commis à ses soins.

Le règlement du 8 septembre 1782, qui dépouillait l'Administration provinciale d'une partie de ses attributions, lui laissa le contrôle qu'elle exerçait sur les communautés, mais y superposa celui de l'Intendant. L'Administration provinciale ne pouvant désormais correspondre avec le Ministre que par l'intermédiaire de l'Intendant, ce dernier put exercer un contrôle sur toutes les pièces relatives aux charges locales transmises au pouvoir central, tel que état des charges, demandes d'autorisation d'adjudication, etc..

En outre, les art. 12, 13 et 14 stipulèrent que les adjudications faites

par les soins de la Commission Intermédiaire ne pourraient désormais avoir lieu qu'en présence d'un délégué du commissaire départi qui pouvait ou la remettre ou la différer et présenter toutes observations à son sujet. Il en fut de même pour la réception des ouvrages. Pour leur règlement, seul le commissaire départi put signer les ordonnances de paiement, il ne put le faire cependant sans le visa de la Commission Intermédiaire.

La concision de ce règlement obligea le Ministre à rédiger sur chacune des principales attributions de l'Administration provinciale un règlement interprétatif. Celui des charges locales communiqué à l'Assemblée à la session de 1784 donna lieu à de nombreuses discussions entre l'Intendant et les délégués de l'Assemblée, certaines légères modifications furent ainsi apportées aux dispositions du projet, nous les signalerons au passage en l'étudiant.

L'arrêt du Conseil du Roi du 10 mars 1785 contient les divers règlements qui développent les dispositions de celui du 8 septembre 1782, les articles ayant trait aux charges locales constituent sa deuxième section. Nous les examinerons longuement ; ils nous fourniront les détails les plus précieux sur le contrôle financier exercé à la fois par l'Intendant et l'Administration provinciale sur les communautés.

Article premier. — Les consuls des communautés seront tenus d'adresser à la Commission Intermédiaire avant le premier août de l'année précédente trois expéditions de l'état des charges locales dont elles demanderont l'imposition pour l'année suivante. L'une de ces trois expéditions sera envoyée aux consuls avec les apostilles de la Commission Intermédiaire pour chaque article (Bon, bon à compter, etc.) ; le second restera déposé dans les archives de l'Administration provinciale et le troisième sera remis à l'Intendant avant le 1^{er} janvier par les procureurs généraux syndics. La Commission Intermédiaire fera en outre parvenir chaque année au Conseil par la voie du commissaire départi un état du montant total des charges locales pour chaque communauté.

Art. 2. — Si après l'examen des états par l'Intendant, ce dernier pensait que quelque dépense soit inutile, il en rendra compte au Conseil qui lui fera connaître son avis afin que la Commission Intermédiaire et la communauté pour laquelle cette dépense avait été proposée puisse s'y conformer. Cet article avait été longuement discuté entre les représentants de l'Assemblée et l'Intendant et les premiers avaient fait prévaloir leur point de vue.

Art. 3. — Quand une communauté aura à proposer une dépense annuelle qui n'aura pas encore eu lieu, elle prendra une délibération à ce sujet et l'adressera à la Commission Intermédiaire. Les procu-

reurs généraux syndics la transmettront à l'Intendant avec les observations de la Commission Intermédiaire. Si le commissaire départi autorise cette dépense il renverra la délibération avec son ordonnance à la communauté qui la joindra à l'envoi qu'elle fera à la Commission Intermédiaire avant le 1^{er} août des trois expéditions de son état des charges locales afin que l'imposition puisse en être faite, avec les impositions royales de l'année suivante en joignant cet état au mandement de ces impositions. Il est formellement interdit d'imposer dans le rôle de la taille d'autres sommes que celles comprises dans l'état des charges locales.

Dans le projet primitif du gouvernement l'état des charges locales devait être inscrit à la fin des mandements pour la taille, à la demande des délégués de l'Assemblée, il fut décidé que cet état serait simplement joint aux mandements dont, dit le procès-verbal des séances « ils n'ont jamais faits ni pu faire partie ».

Le gouvernement primitivement n'avait pas cru également devoir faire passer par la voie de la Commission Intermédiaire les délibérations des communautés demandant l'autorisation de s'imposer pour quelque charge locale nouvelle.

L'Assemblée demanda et obtint que la Commission Intermédiaire put donner son avis afin que « l'Intendant puisse prononcer en « plus grande connaissance de cause sur la dépense proposée ».

Le pouvoir central aurait aussi désiré la suppression des frais imprévus qui grevaient lourdement le budget de certaines communautés et sur lesquels des dilapidations étaient possibles. Les délégués représentèrent que cette suppression était impossible « à « cause des localités particulières à la Province » et ils obtinrent gain de cause.

Art. 4. — Les collecteurs qui auront été déclarés créanciers des communautés par les arrêts de clôture de leur compte, continueront de s'adresser à l'Intendant pour obtenir une ordonnance d'imposition. Cette ordonnance sera envoyée par le commissaire départi à l'Intendant pour que la Commission Intermédiaire puisse joindre cette imposition au montant des charges locales.

Art. 5. — Lorsqu'une paroisse ou un curé seront dans le cas de demander soit la construction ou la reconstruction, ou la réparation de la nef d'une église ou de ses dépendances, ils présenteront une requête à ce sujet à l'Intendant qui ordonnera la communication de celle-ci, de tel nombre d'habitants ou de propriétaires qu'elle puisse être signée, à la paroisse intéressée, de manière qu'elle soit l'expression du désir tant des propriétaires domiciliés que des propriétaires habitant hors de la paroisse. Lorsque cet avis aura été

donné, l'Intendant jugera s'il convient ou non d'autoriser la demande. S'il ne l'autorise pas, il rendra une ordonnance portant qu'il n'y a pas lieu d'exécuter les travaux demandés et l'affaire sera terminée.

S'il estime ne pas posséder les données suffisantes pour se faire une opinion ou si les propriétaires soutiennent que des réparations suffiraient au lieu d'une reconstruction, il nommera un expert pour se rendre dans la paroisse et constater l'état des lieux. Il statuera définitivement sur ce dernier rapport.

Quand l'Intendant aura décidé d'autoriser la construction ou la réparation, il ordonnera qu'il soit procédé à un devis et détail estimatif par un expert qu'il désignera dans l'ordonnance qu'il portera à ce sujet. S'il s'agit d'un presbytère, il lui enjoindra de distinguer les réparations usufruitières (elles étaient à la charge des curés ou de leurs successions) d'avec les grosses réparations et même celles de cette dernière espèce qui, occasionnées par un défaut d'entretien, seraient pour cette raison à la charge du curé. S'il s'agit d'une église l'Intendant enjoindra de même à l'expert de ne point confondre avec les réparations de la nef et autres qui sont à la charge des paroissiens, celles du clocher suivant sa position, celles du chœur et celles des chapelles seigneuriales. L'expert se transportera sur les lieux, et après avoir fait lecture de l'ordonnance de l'Intendant en présence des propriétaires domiciliés ou forains dûment avertis, il rédigera le devis. Lorsqu'il l'aura terminé il le remettra à l'Intendant ou à son subdélégué en l'affirmant véritable.

Ce ne fut qu'après de longues discussions que furent admises ces règles qui confient toutes les opérations préliminaires à ces dépenses, si importantes, à l'Intendant.

Au cours de la session de 1784, le 14 décembre l'Assemblée considérant que souvent une légère réparation rapide peut éviter la ruine d'une église ou d'un presbytère, avait arrêté que Sa Majesté serait suppliée d'ordonner que lorsqu'une réparation d'église ou de presbytère serait urgente et que la dépense n'excéderait pas la somme de 300 livres, la dépense pourrait être autorisée et l'imposition ordonnée par l'Intendant sur les observations de la Commission Intermédiaire et en la même forme que celle qui doit avoir lieu pour l'autorisation des délibérations des communautés. Malgré le bien-fondé de cette demande, il ne lui fut pas donné satisfaction, et pour des dépenses minimales urgentes, il fallut faire de multiples démarches fort longues.

Art. 7. — Par contre l'Administration provinciale joue un grand rôle dans l'adjudication de ces ouvrages. La Commission Intermédiaire fera poser des affiches pour indiquer la date et le lieu de l'adjudication, elle en préviendra l'Intendant au moins trois semaines à l'avance afin qu'il puisse commettre celui de ses délégués qui devra le représenter à la dite adjudication.

Un député ou un correspondant de l'Administration Provinciale procédera à l'adjudication, il mentionnera exactement dans le procès-verbal les réquisitions qui auraient pu être faites par le subdélégué de l'Intendant, le parti qu'il aura cru devoir prendre sur ces réquisitions et des motifs qui l'y auront déterminé. Il sera rédigé d'après le modèle annexé au règlement.

Art. 8. — La Commission Intermédiaire adressera à l'Intendant au mois de janvier, mai et septembre, pour être envoyés au Conseil les procès-verbaux d'adjudication rassemblés dans l'intervalle des quatre mois précédents, ainsi que toutes les pièces y relatives, avec un projet d'arrêt pour autoriser les adjudications et ordonner l'imposition des sommes nécessaires pour subvenir à la dépense des ouvrages, ou salaire des experts et autres frais accessoires qui auront été réglés par la Commission Intermédiaire.

L'Intendant enverra ses projets d'arrêts au Conseil en y joignant ses observations.

Art. 9. — Le projet de répartition de l'imposition ordonnée par l'arrêt du Conseil sera dressé par celui ou ceux des habitants au nombre de trois ou plus qui auront été choisis par la paroisse ou nommés d'office par la Commission Intermédiaire (dans le cas où la paroisse aurait refusé ou négligé de procéder à cette nomination). Les projets de rôle seront lus et publiés à l'issue de la messe paroissiale ; et, seront ensuite rapportés à la Commission Intermédiaire pour être vérifiés et visés. La Commission Intermédiaire fera parvenir les rôles à l'Intendant pour qu'il les rende exécutoires et qu'il les lui renvoie ensuite, et elle les fera parvenir aux paroisses.

Art. 10. — Le premier et le deuxième tiers du montant des adjudications seront payés à l'adjudicataire sur les mandements de la Commission Intermédiaire qui commettra par elle-même ou par son député sur les lieux un expert pour faire la visite en présence du nombre de propriétaires ou habitants qu'il est d'usage d'appeler à cette opération. Le procès-verbal de visite sera remis à la Commission Intermédiaire qui transmettra à l'Intendant toutes les pièces relatives à cette réception. Lorsqu'il les aura examinées, il rédigera pour le paiement du dernier tiers une ordonnance qu'il fera ensuite

parvenir à la Commission Intermédiaire et cette dernière les remettra à l'adjudicataire.

Art. 11. — Si par son procès-verbal l'expert ne juge pas les ouvrages en état d'être reçus, la Commission Intermédiaire ordonnera préalablement ce qu'elle estimera nécessaire pour l'entier accomplissement des clauses de l'adjudication. L'adjudicataire devra s'exécuter ou sinon présenter sous quinzaine un nouvel expert agréé par elle pour procéder avec le premier à une seconde visite. Si les deux experts différaient d'opinion l'adjudicataire se pourvoirait alors devant l'Intendant pour la nomination d'un tiers expert.

Art. 12. — Lorsqu'une communauté sera dans le cas de demander la construction, reconstruction ou réparation d'un abreuvoir, d'une fontaine, d'une halle ou autres édifices à sa charge, elle prendra une délibération qu'elle adressera à la Commission Intermédiaire. Les procureurs généraux syndics la feront passer ensuite à l'Intendant avec ses observations. Si le Commissaire départi juge que cette dépense devra avoir lieu il ordonnera toutes les opérations jusqu'au devis inclusivement ; il sera ensuite procédé à l'adjudication par la Commission Intermédiaire laquelle adressera le procès-verbal à l'Intendant avec un projet d'arrêt pour la faire autoriser et destiner au paiement de cette dépense les fonds nécessaires soit par la voie de l'imposition, soit autrement. L'Intendant enverra ce projet d'arrêt au Conseil avec ses observations et son avis. Enfin il sera procédé à la réception des ouvrages dans la forme prescrite par les deux articles précédents.

Dans ces cas l'imposition pour le paiement des dépenses sera faite suivant l'usage du pays « avec et au marc la livre de la taille ».

L'Assemblée avait demandé que cette façon de procéder conforme aux usages du pays fût maintenue. Au contraire dans le cas de dépense ne regardant pas la communauté mais la paroisse tel que nef d'église, presbytère les sommes nécessaires étaient réparties comme nous l'avons vu par celui ou ceux des habitants choisis à cet effet et réparti entre les habitants suivant les règles qu'ils estimaient les plus justes.

En théorie ce règlement ne donnait qu'un rôle en apparence bien limité à l'Administration provinciale ; elle trouvait toujours devant elle les pouvoirs de l'Intendant qui même dans certains cas tels que, opérations préliminaires de construction ou réparation d'église, de presbytère se passait de son concours. Il serait cependant inexact de croire que l'Intendant exerçait un contrôle complet sur les décisions de l'Administration provinciale. Certes, l'Intendant autorise les dépenses nouvelles des communautés, mais s'il juge qu'une dépense

annuelle est inutile il ne peut prendre aucune décision par lui-même et il doit s'adresser au Conseil pour la faire supprimer, en outre tous les arrêts d'adjudication émanaient du Conseil. Si donc parfois il y a un contrôle d'un pouvoir sur l'autre, dans certains autres les pouvoirs sont placés sur un plan d'égalité, ils donnaient leur avis et le Conseil décidait.

En fait, l'Administration provinciale jouit d'un pouvoir très grand auprès des communautés, elle est en contact permanent avec elles pour la plupart des opérations qu'elles ont à traiter. Et son prestige est si grand qu'il est très difficile au pouvoir royal de ne pas suivre ses avis dans la presque totalité des cas.

SECTION II

Conflits de l'Administration Provinciale avec l'Intendant

Le règlement du 10 mars 1785 précisait certes bien des points malheureusement, il ne s'était qu'incomplètement expliqué sur la valeur du contrôle de la Commission Intermédiaire sur les divers articles des états de charges locales, aussi des difficultés ne tardèrent pas à se produire entre l'Intendant et la Commission Intermédiaire.

Lors de la session de 1784 le Ministre par la voie des syndics avait fait connaître à l'Assemblée qu'il serait particulièrement désireux que l'Administration provinciale s'occupe de réduire au minimum les « frais imprévus » des communautés une des charges locales qui grevaient le plus lourdement leur budget ; il aurait même désiré, qu'elles fussent supprimées et ce ne fut, nous l'avons déjà vu, qu'après une vive discussion entre l'Intendant et l'Assemblée qu'elles furent maintenues.

Pour répondre à la préoccupation du pouvoir royal lors de l'autorisation des impositions locales de 1785, la Commission Intermédiaire prit soin de ne consentir pour ces dépenses que les sommes absolument nécessaires pour les besoins urgents des communautés, et lorsqu'elle crut que les sommes dont on lui demandait ainsi l'imposition étaient trop fortes et inutiles, elle prit le parti de les réduire à celles qu'elle croyait indispensables. Elle ne crut pas en cela avoir passé les bornes de l'autorité qui lui avait été confiée par le règlement du 10 mars 1785.

Mais une ville de la Province dont les dépenses imprévues avaient

été réduites des deux tiers n'admit pas cette manière de voir. L'Intendant se rangea à son avis, le différend fut porté au Conseil et un arrêt vint donner raison à l'Intendant : la Commission Intermédiaire n'a pas le droit, d'après l'article 3 du règlement sur les charges locales, d'autoriser de nouvelles dépenses, elle présente seulement ses observations à l'Intendant qui apprécie, par conséquent a contrario elle n'a pas le pouvoir de modifier ni de suspendre les autorisations précédemment données.

Cette décision limitait une fois de plus le pouvoir de l'Administration provinciale, aussi à la session de 1786 fit-elle l'objet de plusieurs discussions. Les syndics, le 15 novembre, transmirent au Bureau du Règlement, les représentations qu'il s'était permis de faire au Ministre sur cet arrêt et mirent leurs collègues au courant des faits : « L'intention de Sa Majesté, clairement exprimée, concluaient-ils a été de diminuer autant qu'il serait possible les dépenses des communautés, il faut donc en conclure qu'en confiant à la Commission Intermédiaire les apostilles des charges locales, elle l'a chargée en même temps du soin de réformer les abus qu'elle reconnaîtrait dans le détail de ces charges. Si tel est votre avis vous demanderez une loi qui prévienne à cet égard tout sujet de discussion ».

Le Bureau du Règlement ne crut pas devoir demander à l'Assemblée de prendre cette décision mais il adopta une politique beaucoup plus habile qui ménageait à la fois les susceptibilités de l'Intendant et assurait un contrôle très strict de la Commission Intermédiaire sur les frais imprévus. Dans le rapport qu'il soumit à l'Assemblée le 22 novembre, il fit d'abord remarquer que cet article augmentait considérablement dans certaines villes le montant de l'imposition royale, il ajoutait que la plupart du temps la Commission Intermédiaire ignorait la destination de ces fonds faute de voir les délibérations des communautés tenues pour cet emploi : « Avec quelle confiance peut-on ordonner une imposition pour frais imprévus d'une année à venir, quand on ne connaît pas si ce qui a été imposé l'année courante a été sagement régulièrement et entièrement employé ». Aussi avait-il semblé au Bureau de la plus grande importance que toutes les délibérations concernant l'emploi des fonds destinés aux frais imprévus fussent adressées à la Commission Intermédiaire et que dans le cas où quelques dépenses ne pourraient être suspendues sans inconvénients, les délibérations qui dans ce cas devaient être prises, fussent également adressées à la Commission Intermédiaire. En outre, il lui semblait nécessaire que lors de l'envoi de l'état des charges locales de chaque année les communautés fus-

sent tenues d'y joindre un état de ce qui avait été dépensé dans le cours de l'année précédente sur la somme imposée pour frais imprévus. Ces dispositions sont d'ailleurs, précisait-il, implicitement comprises dans le règlement du 10 mars 1785.

Ces mesures furent adoptées à l'unanimité et l'on demanda à la Commission Intermédiaire « d'examiner avec attention les articles « qu'elle présumait d'être susceptibles de suppression ou de réduction et de rédiger séparément des observations sur ces articles pour « être envoyées au Conseil de Sa Majesté ».

Ces obligations imposées aux communautés étaient très sévères, ce contrôle absolu de leurs moindres dépenses les mettait complètement aux mains de la Commission Intermédiaire. Furent-elles appliquées ? Nous n'avons point trouvé trace aux archives départementales de l'Aveyron et du Lot pour 1788 et 1789 du détail des dépenses imprévues ainsi demandé.

Certaines communautés avaient négligé d'adresser directement conformément à la lettre et à l'esprit du règlement les délibérations qu'elles prenaient quand elles avaient à proposer une dépense. Sur la proposition du Bureau à la même séance du 22 novembre 1786 il fut décidé que les procureurs généraux syndics veilleraient attentivement à l'application de cette règle.

Le 30 novembre le Bureau du Règlement fit un long rapport sur les violations très graves de l'art. 12 du règlement sur les charges locales commises par la ville de Montauban, une des phases de la lutte de cette ville contre l'Administration Provinciale.

Le faubourg de Villebourbon dépendant de la communauté de Montauban ayant été plusieurs fois dévasté par les inondations du Tarn, ses habitants demandèrent à l'Intendant qu'il soit bâti sur la rive gauche de la rivière un mur de quai pour les mettre à l'abri des débordements. M. de Gourgues leur donna satisfaction et les travaux furent commencés en 1771 et se poursuivirent jusqu'en 1775-1776 époque à laquelle ils furent interrompus faute de crédit. Les choses restèrent en l'état jusqu'en 1785, à cette époque les habitants de Villebourbon ayant protesté auprès de M. de Trimond et des officiers municipaux de Montauban le Conseil politique de cette ville décida la continuation des travaux et arrêta que le Ministre des finances serait supplié de fournir à Montauban les sommes nécessaires aux frais qu'ils évaluaient d'après un devis au 1^{er} juillet 1786 à 62.846 livres.

Le Ministre approuva les travaux et régla que le montant de la dépense en serait divisé en six ans, dont les deux tiers seraient acquittés tant sur les fonds des dépenses variables que sur ceux des ateliers

de charité, le reste par une imposition annuelle sur la communauté de Montauban. Mais à la suite de démarches faites par ses officiers municipaux qui représentaient la ville incapable de supporter une pareille charge, le Contrôleur Général annonça à la Commission Intermédiaire qu'il lui paraissait convenable d'accorder annuellement à Montauban pendant la durée des travaux une somme de 3.000 livres sur le moins imposé. Il maintint sa décision malgré les représentations de la Commission Intermédiaire qui craignait que cette décision ne pût servir de prétexte aux autres communautés pour solliciter dans des circonstances semblables des secours sur les fonds publics de la Province en vue de fournir des réparations locales et particulières qui doivent toujours être à leur charge.

Dès la décision ministérielle les officiers municipaux conformément à l'article 12 du règlement sur les charges locales auraient dû laisser le soin à l'Intendant de procéder à un devis et détail estimatif des ouvrages à faire. Cette formalité remplie, l'Intendant aurait dû renvoyer à la Commission Intermédiaire ces pièces pour qu'elle pût faire procéder par ses Commissaires à l'adjudication des travaux.

Rien de cela ne fut fait, la ville confia l'exécution de l'ouvrage aux entrepreneurs qui avaient passé avec elle un marché en 1773 au prix de 14 livres la toise cube (7 m³ 404) moyennant la fourniture de tous les matériaux à pied d'œuvre.

Le Bureau du Règlement protesta dans son rapport avec la dernière énergie contre un pareil procédé pour des sommes aussi considérables.

Il affirma en outre que le marché de 1773 (dont il donna lecture) ne pouvait plus être valable étant donné la longue interruption des travaux et la mort de la plupart de ses signataires. Il lui paraissait intolérable que l'achat et la fourniture de tous les divers matériaux pour un ouvrage de 61.846 livres « soit livré à l'arbitraire le plus absolu et le plus indéfini ».

L'Assemblée devait réagir. « Il est d'autant plus intéressant que « votre opinion à cet égard soit bien manifestée que l'exemple de « ce qui se pratique à Montauban pour la perfection d'un ouvrage « très considérable, peut être d'une conséquence fâcheuse pour le « maintien des lois relatives à la confection des ouvrages des communautés ».

On ne saurait admettre sans conséquences graves les prétentions des officiers municipaux de Montauban qui affirment que conformément à ce qui se passait avant l'institution de l'Administration Provinciale, ils peuvent procéder par eux-mêmes à l'adjudication de tous les ouvrages concernant la communauté.

L'Assemblée partagea l'avis de son bureau, elle délibéra (pas à l'unanimité cependant) : « 1° Que l'importance de la réparation des « fonds qu'il y aura lieu d'y consacrer, exigeant que l'exécution des « travaux à faire pour la perfection du mur au quai de Villebourbon « soit soumise aux formes si sagement établies pour prévenir tout « abus dans les dépenses publiques, le Ministre sera prié d'ordon- « ner qu'il soit sursis à toute nouvelle dépense quant à cet objet « jusqu'à ce que la Commission Intermédiaire ait procédé, d'après « un devis et détail estimatif à l'adjudication des ouvrages jugés « nécessaires pour la perfection du mur du quai dont il s'agit. »

« 2° Que le Ministre sera prié de faire connaître aux officiers muni- « cipaux de la ville de Montauban, que l'intention de Sa Majesté est « que les dispositions de l'article 12 du Règlement du 10 mars 1785 « soient exécutées dans cette communauté comme dans toutes les « autres communautés de la Province ».

Quelle fut la suite donnée à cette affaire ? Malgré nos recherches nous n'avons pu la connaître.

SECTION III

Renseignements fournis par les états de charges locales contrôlés par l'Administration Provinciale. Principales dépenses communales à la veille de la Révolution en Haute-Guyenne. Exemples d'états de charges locales.

L'Assemblée provinciale en matière de charges locales avait déployé une grande énergie pour défendre les droits qu'elle possédait. C'est presque uniquement à ce rôle qu'elle borna à ce sujet son activité. Le 22 septembre 1780 le Bureau des Tailles fit un rapport très bref sur les charges locales des villes. Celles-ci étaient déjà à cette époque fort considérables et les propriétaires des terres situées sur le territoire des communautés des villes se plaignaient amèrement de cet accroissement considérable d'impôts. Aussi le Bureau pensait-il que s'il était parfaitement légitime que tous les habitants de la communauté participent à certaines dépenses telles que frais de la confection et de la vérification des rôles, honoraires des secrétaires de la communauté, réparation des hôtels de ville, prisons, etc., il ne fallait imposer qu'aux habitants de la ville certaines dépenses somptuaires qui étaient complètement étrangères aux habitants des campagnes de la communauté. Il conviendrait, et ce point de vue fut

adopté par l'Assemblée, que le Ministre rédige un règlement pour indiquer les dépenses à répartir sur tous les habitants de la communauté et celles à imposer seulement aux habitants de la ville tant taillables que non taillables.

Il ne fut plus question de cette demande par la suite; nous ignorons même si elle fut présentée au Ministre. Cette opinion était difficile à faire triompher; certes les habitants des campagnes, des communautés urbaines paient de lourds impôts mais comme le faisait remarquer même le rapport du Bureau des Tailles cela leur permet « de débi- ter sûrement et à haut prix leurs denrées et de se procurer des engrais qui fertilisent leurs campagnes ».

La Commission Intermédiaire avait été chargée de contrôler et d'apostiller les rôles des charges locales, elle le fit avec le plus grand soin, cherchant toujours sinon à réduire le fardeau des impositions locales du moins à empêcher leur accroissement excessif comme cela avait eu lieu dans les siècles précédents. A plusieurs reprises elle tint à protester tant auprès du pouvoir central que de l'Assemblée sur l'excès des dépenses dans quelques-unes des principales villes de la Province (rapport des syndics le 17 septembre 1782, nous avons déjà parlé des incidents qui eurent lieu en 1785-1786 à propos des réductions que la Commission Intermédiaire avait opéré sur les dépenses variables de quelques communautés).

Les communautés rédigeaient en triple exemplaire les états des charges locales, tous les trois étaient envoyés à la Commission Intermédiaire qui les apostillait, l'un d'eux était ensuite renvoyé à la communauté, un autre était remis à l'Intendant et le dernier restait aux archives de l'Administration provinciale où ils étaient classés méthodiquement. Lors du partage des papiers de cette institution, au début de la Révolution, les états des charges locales concernant le Quercy furent attribués aux archives du département du Lot et ceux concernant le Rouergue aux archives du département de l'Aveyron (série C, numéros 1746 à 1786). Ils forment une masse de documents excessivement précieux sur les budgets locaux des communautés avant la Révolution.

En tête de chaque rôle une phrase précisait dans quelles conditions il avait été rédigé, presque tous contiennent la même formule « L'an le jour du mois de (généralement septembre) au lieu de » par devant nous pris pour secrétaire ont été assemblés « en corps de communauté (ici la liste des présents) habitants de la communauté auxquels a été dit par le consul la présente « année qu'il a reçu une lettre des procureurs syndics de la Province « de Haute-Guyenne portant que la Commission Intermédiaire de-

« vant faire le département des impositions de l'année les
 « procureurs généraux syndics demandent au nom de la Commission
 « Intermédiaire un état des charges locales et en conséquence le dit
 « consul requiert les dites assemblées de délibérer à ce sujet. Sur
 « quoi les opinions ayant été requises, il a été unanimement délibé-
 « ré, conclu et arrêté qu'il sera imposé dans le rôle de la taille de la
 « dite année prochaine sous le bon plaisir de la Commission Inter-
 « médiaire, savoir
 « Art..... ».

La Commission Intermédiaire mettait à côté de chaque article de l'état des charges locales, des notes très brèves dont les principales étaient : bon, bon suivant la taxe (pour les honoraires des officiers de l'élection, pour la vérification des rôles par exemple), bon sauf à compter (pour les frais imprévus), bon vu la distance (pour le voyage de la vérification des rôles). Parfois elle diminuait la somme demandée, et dans quelques cas exceptionnels même elle refusait d'accorder la moindre somme. Chaque état de charges locales était signé par le président de l'Administration provinciale précédé de la mention « Vu et autorisé suivant les apostilles mises en marge » et de la date.

Les principales dépenses des communautés peuvent être classées en sept catégories :

1° Frais nécessités par la répartition et la perception des impôts.

a) Faction du cadastre ou des brevettes et autres dépenses à leur sujet, nous avons déjà eu l'occasion de montrer quelles sommes considérables les communautés devaient dépenser pour la réfection de leurs cadastres.

b) Faction du rôle de la taille.

c) Voyage de la vérification du rôle de la taille.

d) Dépôt de taille au greffe.

e) Projet du rôle de la capitation.

f) Faction du rôle des vingtièmes.

Nous retrouvons ces dépenses dans tous les budgets locaux ; en outre, la répartition et la perception des impôts occasionnaient certains autres frais dans quelques communautés ; nous trouvons par exemple dans certaines d'entre elles un état de frais pour la « dresse » de l'état des charges locales, pour « les droits de contrôle, épices et émoluments au contrôleur » (à Liaucoux 21 l. 10 s.), pour la clôture des comptes (à Benaven « allocation de 7 l. aux seigneurs de la Cour des Aides » à ce sujet).

2° Frais d'administration de la communauté.

Nous retrouvons certaines dépenses dans toutes les communautés aussi petites soient-elles, ce sont les frais ayant trait

- a) A l'acte de nomination consulaire et à son enregistrement.
- b) Au contrôle ou papier de la maison consulaire.
- c) Et presque toujours les frais de la « dresse » de l'état des charges locales.

Mais au fur et à mesure que la communauté augmente d'importance son administration devient de plus en plus compliquée.

Les consuls reçoivent un traitement sous les formes les plus diverses dont voici quelques exemples : à Ségur 60 l. pour le droit de chaperon attribué aux consuls, à Rieupeyrroux 100 l. pour les rôles et chaperons des sieurs consuls.

Les dépenses d'entretien, de louage de la maison consulaire se retrouvent dans la plupart des budgets des communautés importantes ; à Bozouls par exemple, 30 l. « pour le louage de l'appartement pour « tenir les Assemblées, pour le bois, chandeliers ou ustensiles pendant « l'année » ; en 1782, à Villeneuve 1.000 l. en faveur des demoiselles de Bourran « pour la part qui écherra l'année prochaine 1782 de « l'achat fait par la communauté de leur maison située dans la pré- « sente ville pour servir d'hôtel de ville suivant l'acte passé devant « M^e Delbreil, notaire, le 2 mai 1780 en conséquences de l'arrêt du « Conseil d'Etat du Roy de ladite année 1780 ».

Si la gestion communale est trop absorbante, il est nécessaire d'avoir recours à un secrétaire qui se paie suivant la richesse de la communauté.

Certaines communautés très importantes engagent des dépenses pour se concilier la bienveillance de hauts personnages ou des fonctionnaires les plus importants ; chaque année Najac dépense une somme de près de 200 l. pour « l'achat de douze jambons port à « Paris et droits que la communauté envoie tous les ans à Monsei- « gneur le duc de Noailles, gouverneur du château de cette ville » ; à Rodez nous trouvons une dépense de 300 livres pour la députation habituelle « lors de l'arrivée du premier président du parlement de « Toulouse et de l'Intendant ».

Dans quelques communautés nous voyons figurer « frais municipaux » sans autre précision.

3° Dépenses religieuses.

Des rapports très étroits existent entre le pouvoir civil et le pouvoir religieux, dans la plus grande majorité des communautés les dépenses les plus importantes ont trait aux frais du culte :

a) L'entretien de la nef de l'église (et dans certains cas celle du clocher) est à la charge de la communauté et lors des réparations importantes elles grèvent lourdement le budget communal.

b) Les communautés doivent loger leur curé soit dans une maison

leur appartenant et dont les grosses réparations sont à leur frais, soit dans une maison qu'elle loue, c'est ainsi qu'à Vailhourles elle fournit annuellement deux poules de rente à l'abbé Joliclerc, prieur et seigneur de cette paroisse pour la location du presbytère, à Cassagnes-Begonhès 12 l. 5 pour le foyer, et autres charges de la maison curiale.

c) Presque partout elles assurent le paiement du sonneur de cloches.

Outre ces dépenses indispensables, la plupart des communautés contribuait d'autres manières à l'exercice du culte sous des formes multiples dont les principales étaient :

a) Fourniture des cierges : 200 l. sont prévues dans le budget du bourg de Rodez « pour les flambeaux et cierge pendant l'octave « de la Fête-Dieu et ceux dont on a besoin dans le cours de l'année » ; à Calcomier, 3 l. pour le cierge pascal ; à Saint-Come, 3 l. 14 s. « pour la cire du vœu » ; à Espalion, 55 l. « pour la dépense de « cire blanche et de poudre à tirer le jour de la Fête-Dieu et de Saint-Hilarion patron de la paroisse ».

b) Célébration des messes, le plus souvent en exécution de vœux faits à l'occasion d'un événement extraordinaire (peste, guerre, etc.) : nous retrouvons ainsi à Rieupeyroux, 80 l. « pour la messe du vœu « qui se dit journellement dans l'église Saint-Martial » ; à Tauriac, 6 l. pour le vœu des 13 messes et des 13 processions ; à Paulhac, 4 l. « pour faire célébrer des messes pour demander au Bon Dieu la « conservation des récoltes ».

c) Paiement des prédicateurs, à Rodez le bourg donne 12 l. pour l'honoraire des prédicateurs le jour de Saint Amans, patron du diocèse, à Rieupeyroux la communauté verse 60 l. pour la rétribution du prédicateur pendant le carême.

4° Dépenses civiles.

Elles sont à peu près nulles dans certaines petites communautés et dans un certain nombre d'entre elles, elles consistent uniquement dans les frais d'entretien de l'horloge du clocher.

Cependant l'entretien et la construction des chemins vicinaux grèvent lourdement certains budgets communaux, nous verrons plus loin que, grâce aux fonds de charité, l'Administration provinciale entreprit la construction ou la réfection complète de plus de 100 routes vicinales pour lesquelles elle exigeait une contribution des communautés et des particuliers. Elle ne tarda pas d'ailleurs pour assurer l'utilité de ces travaux à exiger que les communautés inscrivirent des fonds à leur budget pour leur entretien. Les villes exécutent certains travaux de voirie et de nettoyage ; à Rodez l'on trouve 140 l. « pour les chariots qui enlèvent les boues ». Dans quel-

ques budgets locaux figurent des sommes pour l'entretien des fontaines (Castelmus 10 l.) des halles (Parisot 60 l.) ou autres travaux utiles aux communautés.

Les écoles étaient beaucoup plus répandues que l'on pourrait le croire, de nombreuses communautés assurent le traitement de leurs instituteurs dont le salaire varie entre 75 et 200 l. et un certain nombre d'entre elles jouissent du bénéfice d'une école gratuitement, soit que les frais en soient à la charge de certaines personnes, soit qu'ils soient prélevés sur le montant d'une fondation. Dans les villes se trouvent des écoles primaires supérieures et secondaires très florissantes ; très souvent les municipalités leur accordent des subventions malgré leur patrimoine considérable, à Millau elle donne 650 l. aux prieurs des Carmes pour les appartements des régents qui font le collège et 770 l. pour les frères des écoles chrétiennes. (Nous avons vu que les plus grands collèges recevaient des subventions très importantes de la Province.)

Nous savons d'après le calendrier ecclésiastique et civil de la Province de Haute-Guyenne que les principaux bourgs de la Province étaient desservis par des courriers postaux. Certaines communautés qui ne bénéficiaient pas de cet avantage ou qui désiraient posséder des relations avec plusieurs villes payaient un porteur sur leurs propres deniers, c'est ainsi que Réquista donnait 48 l. à celui qui assurait le service entre Réquista et Albi ; Saint-Félix de Sorgues 35 l. à celui qui allait à Vabres. Des communautés s'entendaient entre elles pour payer un porteur commun, Bar paie 51 l. de gage au porteur du Mur de Barrès.

Pour assurer la police des petites villes et bourgades, il était nécessaire d'avoir recours à un ou plusieurs « valets de ville » auxquels outre leur traitement on donnait le plus souvent une indemnité pour s'habiller : à Saint-Geniez, il est prévu 80 l. pour le traitement des valets de ville et 24 l. pour leurs souliers, bas ou cravates. Le logement des brigades de la Maréchaussée incombe aux communautés où elles stationnent ; dans l'enquête de Richeprey, des plaintes nombreuses auront lieu à ce sujet, les communautés ainsi grevées demanderont que l'on fasse participer à cette dépense toutes les communautés du ressort de la brigade qui profitent du bon ordre qu'elle fait régner.

Quelques petites bourgades possèdent leur prison locale dont elles doivent payer l'entretien et les frais de gardes.

Dans le budget des communautés les plus importantes figurent des dépenses d'assistance publique.

Dans de rares cas, des sommes presque toujours minimales sont

prévues pour être distribuées directement aux pauvres, ce soin étant laissé aux particuliers et surtout à l'Eglise. Par contre, la plupart des sages-femmes reçoivent un traitement important des communautés où elles exercent. Rodez alloue à l'une d'elle 340 l. De nombreux enfants trouvés sont élevés par les ordres religieux, mais un certain nombre d'entre eux sont pris à charge par les communautés ; à Villeneuve, trois enfants trouvés coûtent 144 l. ; à St-Antonin, l'entretien à l'hospice de deux enfants de Marie D..., suppliciée à Toulouse, 100 l. L'on pourrait se montrer surpris de ne trouver presque jamais de sommes destinées aux hôpitaux et hospices, ce serait oublier que ces établissements jouissaient de rentes fort importantes.

Le budget des réjouissances publiques ne figure que sous la forme de quelques sols ou de quelques livres destinées aux feux de la Saint-Jean.

La garde des communaux entraîne parfois quelques dépenses, c'est ainsi qu'à Laguiole qui possédait d'immenses bois communaux l'on dépensait annuellement 300 l. pour les gages du garde-bois.

5° Droits seigneuriaux.

On n'en trouve trace que dans quelques communautés et ils étaient en général fort peu importants (à Bozouls toutefois l'« albergue » due au Roi se montait à 986 l.) ; ils représentaient pour ceux qui le touchaient un honneur plutôt qu'une recette, c'est ainsi qu'à Ségur, sur un montant global d'imposition de 13.220 l. il était versé 5 l. 6 s. 8 d. de taille annuelle au marquis de Pegeyroles, et qu'à Saint-Geniez d'Olt, pour 12.383 l. d'imposition, 14 l. étaient versées pour l'albergue au chapitre Saint-Victor de Marseille.

6° Frais de procès.

Les conditions imposées par l'autorité royale sont telles qu'aucun frais de justice n'est engagé inutilement et peu de communautés ont à supporter les frais de procès toujours très lourds (à Bozouls, 300 l. « pour la continuation du procès pendant au Grand Conseil au sujet « du terroir du lac d'Aboul »).

7° Dettes.

L'on n'en trouve que dans quelques rares communautés. La politique de contrôle poursuivie depuis plus d'un siècle et demi pour libérer les communautés de leurs dettes a pleinement abouti. Les sommes dues sont peu considérables, à Najac, il est versé 10 l. à M. de Pomayrol pour 500 l. de capital soit un taux de 2 %.

8° Frais imprévus.

De nombreuses communautés mettaient, sous ce poste, des sommes considérables pour subvenir, disaient-elles, à certains frais im-

possibles à prévoir lors de la rédaction des charges locales, ce qui, en réalité, permettait de faire certaines dépenses sans le contrôle de l'Administration provinciale et du pouvoir royal. Nous savons que ces deux derniers essayèrent de mettre fin à cette pratique ; et lors de l'apostille de ce poste, la Commission Intermédiaire avait toujours soin de mettre la mention « bon sauf à compter » pour montrer qu'elle entendait qu'on lui fasse un compte exact des dépenses sous cette rubrique à la fin de chaque année.

9° Les octrois.

Nous avons déjà vu qu'un certain nombre de communautés devaient verser au Trésor Royal certaines sommes à ce titre, nous savons que la plupart d'entre elles ne possédaient pas effectivement d'octroi, beaucoup répartissaient ces sommes avec les autres charges locales et de la même façon.

Pour mieux montrer la composition des charges locales, nous donnerons à titre d'exemple, celle d'une ville et celle d'une communauté rurale moyenne avec les apostilles mises par la Commission Intermédiaire.

*Apostilles de la
Commission
Intermédiaire*

Charges locales de Villefranche pour 1784

Chapitre I

Bon	1) A M. le Receveur pour les frais de la quittance	21 6 s 3 d
-----------	---	------------

Bon pour 83 l. comme en l'état des charges locales de 1783..	2) Pour le papier timbré du registre de police, celui des délibérations et expéditions, papier du rôle de la taille, capitation et autres, bois, charbon, chandelles, cire d'Espagne et autres menues nécessités de la communauté	90 l
--	---	------

Bon suivant la taxe	3) Pour la vérification du rôle de la taille, sauf à augmenter ou à diminuer	130 l
------------------------------	--	-------

Bon suivant la taxe	4) Pour les honoraires de MM. les auditeurs des comptes ..	48 l
------------------------------	--	------

Chapitre 2

Bon	1) Pour les intérêts dus à l'hôpital ou pension à divers chapelains en conséquence de l'arrêt du Conseil du 6-7-1666 et de la transaction du 26-9-1761	583 l 86 s
Bon	2) Aux Augustins pour l'habit de Garibal	5 l
Bon	3) Aux Chappelains de Garibal	15 l
Bon	4) Aux Chappelains Del Py et Marnéjouis	10 l 6
Bon	5) Aux Chappelains de Gaillac	2 10

Chapitre 3

Bon	1) Pour la rétribution du prédicateur de l'Avent et du Carême	300
Bon	2) Pour les gages du secrétaire de la ville	200
Bon	3) Aux trois couvents mendiants pour l'assistance aux processions qui se font dans le cours de l'année	34
Bon	4) A MM. du chapitre pour la rétribution des messes votives qui se disent le jour de Notre-Dame de Saint-Roch ..	10
Bon	5) Pour les gages de l'organiste ..	150
Bon	6) Pour les gages ordinaires et extraordinaires de l'imprimeur	30
Bon sauf à compter	7) Pour le feu de joie qui se fait à Saint-Jean d'Aigremont	7
Bon	8) Pour la messe qui se dit, au dit Saint-Jean	1 13
Bon	9) Pour les gages de la Compagnie du guet à raison de 200 l pour chacun des 12 soldats et de 250 l pour le commandant.	2.650

Bon sauf à compter	10)	Pour le loyer des draps le jour de la fête Dieu	12
Bon	11)	Pour les gages du trompette de la ville	12
Bon	12)	Pour les gages du Fontanier.	12
Bon	13)	Pour les gages du maître des Basses œuvres	36
Bon	14)	Pour la cire ordinaire pour les processions ou pour le Jeudi-Saint	150
Bon	15)	Pour la messe qui se dit à sainte Claire le jour de saint Fabien et saint Sébastien où la communauté va en pro- cession suivant le vœu fait à l'occasion de la peste	6
Bon	16)	Pour les gages de l'horlo- ger à la charge d'entretenir l'horloge et la petite sonne- rie de l'église	48
Bon	17)	Aux quatre ecclésiastiques qui portent le dais des reli- ques aux processions de Notre-Dame de Saint-Roch..	8
Bon	18)	Pour la charité que la com- munauté a coutume de don- ner aux trois couvents men- diants	30
Bon	19)	Pour la rétribution du pré- dicateur qui prêche les mé- ditations tous les seconds di- manches de chaque mois ..	30
Bon	20)	Pour la nourriture des en- fants trouvés suivant l'or- donnance de M. l'Intendant du 28 octobre 1757	400
Bon sauf à compter	21)	Pour le prix des classes de rhétorique et d'humanités ..	50
Bon sauf à compter	22)	Pour le prix des classes de 3, 4, 5 et 6 ^{eme}	60

Bon	23)	Pour le loyer de la maison curiale	75 l
Bon	24)	Pour le logement des cavaliers de la maréchaussée ..	180
Bon	25)	Pour l'honoraire de M. le Maire	150
Bon	26)	Pour l'honoraire des 4 consuls	400
Bon	27)	Pour le loyer de la maison du vicaire	20
Bon pour être imposé par provision sauf à compter ; et il sera sursis au paiement jusqu'à ce que le Conseil ait autorisé l'adjudication qui a été faite des dites réparations	28)	Pour le tiers de l'adjudication des réparations à faire à l'église de Saint-Jean d'Aigremond suivant la délibération du 2 juillet de la présente année	473
Bon	29)	Pour la pension d'une accoucheuse et son logement .	340
Bon	30)	Pour les gages du boueur ..	200
<i>Chapitre 4</i>			
Pour les frais extraordinaires et imprévus			
			3.000
			9.953 l 10 s 5 d

Charges locales de Vailhourles pour 1789

Bon suivant le calcul du rôle	Le droit de collecte	6 deniers pour l.
Bon	Le droit de quittance attribué au receveur	2 l 7 s
Bon	Le port du mandement	0 15
Bon suivant la taxe	Frais des actes de nomination consulaire et d'imposition contrôle, extraits et papier ..	5 12

Bon suivant la		
taxe	Faction du rôle copies et papier.	35
Bon	Voyage du secrétaire à Ville-	
	franche pour la vérification	
	des rôles	4
Bon	Droit de vérification	Suivant la taxe
Bon	Pour la présente délibération ..	2 12 6
Bon suivant la	Pour la délibération portant no-	
taxe	mination des assureurs pour pro-	
	céder au projet du rôle de ca-	
	pitation	2 5
Bon	Pour le projet du rôle vu la lon-	
	gueur	6
Bon sauf à		
compter	Pour le cierge pascal	3 10
Bon	Pour les sonneurs de cloches ..	9
Bon	Pour une paire de poules de rente	
	au Seigneur du lieu (1).....	1 4
Bon sauf à		
compter	Pour les frais imprévus	60
Sursis jusqu'au		
rapport d'une	Pour la réparation indispensable	
délibération	du couvert du clocher qui	
autorisée	menace totalement ruine ..	150

(1) Pour la location du presbytère.

CHAPITRE XIV

Travaux publics. Ponts et Chaussées

SECTION I

Pouvoirs de l'Administration Provinciale Conflits avec les anciens pouvoirs établis

L'organisation administrative des Ponts et Chaussées ne fut véritablement constituée que dans la première moitié du XVIII^e siècle. Sully avait créé la charge de Grand Voyer de France, mais elle fut supprimée en 1626. Colbert institua une direction générale des ponts et chaussées, au-dessous de laquelle les trésoriers de France avaient juridiction et inspection dans les généralités.

L'organisation du corps des Ponts et Chaussées fut réalisée par l'arrêt du Conseil du 1^{er} février 1716. Le titre de directeur général fut supprimé en 1736, c'est alors que l'Administration des Ponts et Chaussées prit sa forme définitive par la charge donnée à un Intendant des finances du détail des Ponts et Chaussées. Bercy occupa ce poste jusqu'en 1743, Trudaine de 1769 à 1777 et Chaumont de la Millière de 1777 à 1792.

L'école des Ponts et Chaussées fut créée en 1747.

A la fin de l'Ancien Régime le corps des Ponts et Chaussées comprenait un premier ingénieur, quatre inspecteurs généraux, un ingénieur par généralité qui siégeait au chef-lieu et un sous-ingénieur par élection.

Les ingénieurs qui se succédèrent en Haute-Guyenne pendant l'Administration provinciale furent Lamandé, Rolland et Cevéd.

Les attributions qu'avaient eues jadis les trésoriers de France en matière de voirie étaient passées entièrement soit aux Intendants, soit au corps des Ponts et Chaussées. Les ouvrages à faire étaient arrêtés au Conseil sur le rapport des directeurs des Ponts et Chaus-

sées et sur avis des Intendants. Ces derniers faisaient les adjudications, présidaient aux réceptions et assuraient la partie financière de l'entreprise mais sous le contrôle du pouvoir central.

Une partie des attributions de l'Intendant en matière de voirie allait passer à l'Administration provinciale.

L'article premier de l'arrêt du Conseil du 11 juillet 1779 portait que l'Administration provinciale serait chargée de « diriger la confection des grands chemins et les ateliers de charité ». Les lettres patentes du 26 novembre 1779 confirmaient ces pouvoirs « Avons attribué et attribuons à la dite Assemblée, ainsi qu'à la Commission Intermédiaire, tous pouvoirs nécessaires pour faire sous notre autorité, la répartition, l'assiette et le recouvrement des impositions qui se lèvent à notre profit... ainsi que la confection et l'entretien des canaux et des routes ».

Malheureusement, ces termes étaient beaucoup trop vagues, et il fut bientôt nécessaire de préciser les pouvoirs de l'Administration en cette matière.

A la séance d'ouverture de la session de septembre 1780, l'Intendant annonça que le Roi avait réglé la forme dans laquelle il devait être procédé à la confection des routes.

« Sa Majesté veut qu'il soit formé par l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées de la Généralité, des plans et devis des chemins à construire, qu'ils soient envoyés par la Commission Intermédiaire à l'administration générale de ses finances pour être examinés dans la forme ordinaire et lorsque Sa Majesté aura fait connaître ses intentions à la Commission Intermédiaire, il sera procédé aux adjudications qui seront ensuite homologuées au Conseil et l'arrêt qui les homologuera, ordonnera en même temps l'imposition destinée au paiement de ceux qui se rendront adjudicataires des travaux à exécuter ».

Le Commissaire du Roi indiquait aussi les conditions dans lesquelles seraient maniés les fonds destinés à cet objet.

Les fonds imposés seront recouvrés par les collecteurs des Tailles qui les verseront dans les termes ordinaires, entre les mains des receveurs des impositions. Ceux-ci ne pourront s'en désaisir qu'au profit des adjudicataires en vertu des mandements qui leur seront délivrés à cet effet, sur le certificat de l'Ingénieur en chef des ponts et chaussées, et qui seront signés de M. le président, d'un des membres au moins de la Commission Intermédiaire et d'un des procureurs syndics.

Les receveurs des impositions, en rendant compte à la Commission Intermédiaire du recouvrement de la Capitation et des Vingtiè-

mes lui présenteront un bref état des sommes recouvrées pour le paiement des adjudications. Cet état contiendra le montant des impositions ; ils y joindront les montants quittancés qu'ils auront acquittés, afin que sur ces pièces le Bureau Intermédiaire puisse former successivement chaque année le compte de cette dépense, qu'il sera tenu d'envoyer aussi exactement à l'administration générale des Finances.

Le Bureau des Finances de Montauban crut cependant devoir rendre un arrêt, le 16 mars 1781, par lequel il décidait qu'il était seul compétent pour régler la direction, la forme et la largeur des chemins, que les ouvrages faits en conséquence devaient être soumis à l'inspection de ses commissaires et que c'était à lui que les consuls et les officiers municipaux devaient demander les chemins dont ils désiraient l'ouverture.

Il fit afficher cette ordonnance dans toute la Province. Le président de l'Assemblée prévint immédiatement le Directeur Général des Finances, et lui montra les inconvénients d'une telle mesure qui ne tarda pas à être rapportée.

Faute de règlement, des difficultés eurent lieu également entre les ingénieurs et la Commission Intermédiaire, il semble que les premiers aient voulu constamment faire prévaloir leur avis. Aussi à la session de 1782, le 4 octobre, le Bureau des Grands Chemins insista sur la nécessité de bien préciser les pouvoirs de l'Administration et les attributions des ingénieurs. L'Administration du Berry avait obtenu le 17 février 1781 un règlement qui lui donnait des pouvoirs très étendus en matière de chemins. Il conviendrait que ce règlement fût également appliqué à la Haute-Guyenne. Celui-ci accordait à l'Administration provinciale une supériorité absolue sur les ingénieurs qui n'étaient plus que de simples agents d'exécution, il la chargeait notamment de la réception des ouvrages sous le contrôle des commissaires qu'elle nommait à cet effet dans chaque canton.

L'Assemblée ratifia à l'unanimité la demande de son Bureau, elle n'avait point eu encore connaissance du Règlement du Conseil du 8 septembre 1782 qui, s'il lui donnait satisfaction sur plusieurs points et notamment en faisant des ingénieurs ses subordonnés, la plaçait sur ce point comme sur tous les autres sous le contrôle de l'Intendant :

Article 11. — « C'est dans l'Assemblée provinciale seule qu'il « sera délibéré sur les constructions et entretien de routes et autres « ouvrages ou édifices publics : elles ne pourront être ordonnées que

« par le Conseil de Sa Majesté, sur l'avis du sieur Commissaire « départi ».

Les articles 12, 13, 14, 15 réglaient la manière dont il devait être procédé aux adjudications. Elles devaient être faites par les soins de la Commission Intermédiaire, celle-ci devant faire poser les affiches et faire les publications nécessaires et prévenir du jour, lieu et heure l'Intendant afin qu'il puisse commettre son subdélégué ou telle autre personne qu'il jugera convenable pour y assister, faute de cette dernière formalité l'adjudication ne sera pas valable. La présence d'un des procureurs généraux syndic était nécessaire également. Les enchères étaient ouvertes et les offres reçues par le procureur général syndic. Il pouvait, suivant les circonstances, remettre ou différer l'adjudication. Le subdélégué de l'Intendant pouvait aussi faire à cet égard telles réquisitions qu'il jugeait convenables, elles étaient insérées dans les procès-verbaux d'adjudication. Ceux-ci étaient remis par la Commission Intermédiaire à l'Intendant qui les adressait au Ministre pour qu'ils puissent être autorisés par le Conseil.

L'article 16 indiquait que la réception des ouvrages serait faite par les ingénieurs en présence d'un ou plusieurs membres de la Commission Intermédiaire et du subdélégué de l'Intendant.

D'après l'article 17 les ordonnances de paiement n'étaient délivrées que par l'Intendant, mais il ne pouvait le faire sans le visa de la Commission Intermédiaire.

Pour répondre aux désirs formulés par l'Assemblée le 4 octobre 1782 et pour préciser certains points restés dans l'ombre, le 3 août 1784 fut publiée une instruction « pour faciliter l'exécution du règlement du 8 septembre 1782 en ce qui concerne le département des « Ponts et Chaussées ».

L'extrait des délibérations de l'Assemblée sur les routes et autres ouvrages publiés devait être remis à l'ingénieur en chef de la Province « à l'effet de faire ses observations ».

Le contrôleur général des finances faisait connaître par la voie de l'Intendant à la Commission Intermédiaire les décisions du Conseil sur ces délibérations ; celle-ci en faisait part à l'ingénieur en chef pour qu'il fasse dresser les projets, devis et détails estimatifs des ouvrages approuvés. Ces projets et plans étaient remis à la Commission Intermédiaire au mois d'octobre de l'année précédant celle où les ouvrages devaient être exécutés.

L'instruction autorisait l'Administration provinciale à établir dans les lieux où elle le jugeait convenable des commissions de travaux publics, mais leurs fonctions devaient se borner à faire part à la

Commission Intermédiaire de leurs observations, sans que dans aucun cas, ils ne puissent donner ni aux ingénieurs des Ponts et Chaussées ni aux entrepreneurs des ordres (mesure essentiellement sage).

C'est au moins quinze jours avant l'adjudication que la Commission Intermédiaire devait prévenir l'Intendant, elle devait également dans le même délai prévenir l'ingénieur en chef pour qu'il assiste à l'adjudication ou s'y fasse représenter.

L'expédition de l'arrêt du Conseil autorisant les adjudications était envoyé à l'Intendant qui l'adressait à la Commission Intermédiaire à charge pour elle de prévenir les adjudicataires.

A titre provisoire et pendant un an la Commission Intermédiaire était autorisée à fournir son visa aux adjudicataires pour qu'ils puissent toucher d'avance le quinzième du montant de leurs adjudications, mais à charge pour eux de commencer leurs travaux huit jours au plus tard après avoir touché les dites sommes. Le surplus du paiement était fait suivant les formalités usitées jusqu'alors (ordre de l'Intendant visé par la Commission Intermédiaire), il était retenu le cinquième du prix qui n'était payé qu'après la réception définitive des ouvrages. Nous croyons, sans en avoir cependant la preuve formelle, que l'autorisation accordée provisoirement dura jusqu'à la fin de l'Administration provinciale.

Les ingénieurs pouvaient faire aux devis autorisés par le Conseil les changements en augmentation ou diminution qu'ils jugeaient indispensables, mais les changements en augmentation ne devaient excéder jamais le dixième du montant de l'adjudication lorsqu'elle ne dépassait pas 10.000 livres et le vingtième lorsque le prix de l'adjudication était au-dessus de 10.000 livres, si ces chiffres étaient dépassés, une nouvelle autorisation du Conseil était nécessaire. Cette mesure était excellente si on ne pouvait enfermer les ingénieurs dans un cadre trop étroit, il avait été fort sage de limiter leur initiative. Ils n'abusèrent d'ailleurs pas du droit qu'on leur donnait, c'est ainsi qu'en 1783 sur un total d'adjudications de 305.437 livres, ils supprimèrent 6.334 livres de travaux et en ajoutèrent 12.000 livres.

Le jour de la réception des ouvrages devait être indiqué par les ingénieurs quinze jours à l'avance à la Commission Intermédiaire à l'effet pour elle de déléguer l'un de ses membres ou les Commissaires des travaux publics pour assister aux réceptions.

Ces diverses dispositions précisaient nettement les attributions de chacun, aussi aucun différend sérieux ne se produisit entre l'Administration provinciale, l'Intendant et les ingénieurs.

SECTION II

Sessions de 1779 et de 1780. Vote d'un impôt spécial payé par toutes les communautés pour la confection des chemins. Résiliation des adjudications passées avant la création de l'Administration Provinciale ayant effet à partir du 1^{er} janvier 1780, liquidation des comptes des anciens adjudicataires.

La question des voies de communication fut après la révision du cadastre le problème qui préoccupa le plus l'Assemblée provinciale. Comme le constatait dans un de ses rapports l'évêque de Vabres, la Haute-Guyenne était « dépourvue des communications les plus nécessaires à sa subsistance » alors que les provinces qui l'avoisinaient étaient « percées de toutes parts par des routes » qui en faisaient la richesse et l'ornement.

Le 15 septembre 1779 le Commissaire du Roi fournit les plus minutieux détails sur les difficultés financières de cette entreprise. Si la construction des grandes routes avait d'abord été entreprise à prix d'argent, vers 1740 la corvée avait été généralisée dans la Province. Les motifs de son établissement furent « que chaque « citoyen devait un tribut à l'Etat, que les propriétaires le payant en « argent, il était juste que les autres citoyens le payassent en un « travail qui serait employé à un objet d'utilité publique ».

Elle fut fixée à 12 jours de travail par an.

Les résultats obtenus dans les débuts furent excellents mais de multiples abus ne tardèrent à s'y introduire, et l'Administration fatiguée de lutter sans cesse contre les obstacles qui se présentaient décida de laisser aux communautés chargées des travaux des grandes routes la liberté de les faire faire à prix d'argent ou de les continuer par la voie de la corvée. Presque toutes optèrent pour la conversion de la corvée en une contribution pécuniaire. Quant aux autres, aucune n'ayant rempli la tâche qui leur avait été assignée, après plusieurs délais on fut obligé d'ordonner la conversion qu'elles avaient refusée.

Pour que cette modification n'apportât aucun contre temps dans l'exécution des travaux, on dressa (1770-1772) des devis et détails estimatifs des ouvrages à faire et l'on procéda à des adjudications publiques.

Quelques-uns des adjudicataires ont exécuté leurs ouvrages et ils en ont reçu le prix, d'autres les ont presque achevés, par contre l'on s'est trouvé dans la nécessité de suspendre certains travaux.

Les premiers devis n'étaient pas toujours strictement exacts. On a dû substituer aux ouvrages prévus primitivement des travaux mieux conçus et par conséquent plus coûteux. Aussi certains entrepreneurs se sont-ils trouvés avoir fait des avances si considérables qu'elles n'avaient plus de proportion avec les fonds destinés à leur paiement.

Pour résoudre la difficulté deux solutions étaient possibles : ou augmenter l'imposition perçue à cet effet ou suspendre les travaux. Cette dernière solution a paru la meilleure, et comme ainsi il n'est plus possible d'exécuter les anciennes adjudications, l'on a demandé la résiliation de ces dernières au Conseil. Un arrêt dans ce sens doit être rendu incessamment, il permettra de connaître exactement le montant des sommes dues aux entrepreneurs environ : 300.000 livres.

Les sommes nécessaires pour le paiement du prix des adjudications ont été imposées en vertu d'arrêt du Conseil, elles se montent annuellement à 262.500 livres (dont 2.500 pour frais de recouvrement).

On n'avait assujéti à la corvée au début que les communautés qui étaient chargées du travail des grandes routes. On a cru devoir en 1779 appeler à la contribution toutes les autres communautés, mais comme elles paraissent avoir un intérêt moins direct à la formation et à l'entretien des grandes routes, on a fixé leur contribution à un taux moins élevé.

Cette imposition se faisant avec la taille, il en résulterait que les fonds ruraux (par opposition aux fonds nobles) y contribueraient seuls et que les fonds nobles en seraient exempts, quoique leurs cultivateurs et leurs bestiaux employés à leur exploitation fussent assujéti à la corvée que cette imposition remplace. Pour prévenir cet inconvénient on a permis aux communautés de les taxer, mais peu ont fait usage de cette faculté.

Lorsque le cas s'est présenté la contribution des fonds nobles a été réglée sur le nombre de charrues employées à leur exploitation comparé avec celui de la totalité de la communauté.

Le Commissaire du Roi terminait en priant l'Assemblée d'examiner s'il était plus convenable aux intérêts de la province de suivre le plan des adjudications, ou de reprendre la voie de la corvée (encore en vigueur à cette époque dans la majeure partie des provinces, elle ne devait être abolie qu'en 1787 par Calonne).

Peu de jours après le 25, l'évêque de Vabre présenta un rapport remarquable au nom du Bureau des grandes communications.

Après avoir exposé les difficultés du budget des routes et tracé le plan des travaux à entreprendre (nous y reviendrons ultérieurement), il se préoccupait de faire face aux dépenses qui en résulteraient.

La situation financière n'était guère brillante ; les crédits de 1780 étaient engagés et au delà. Il ne saurait être question d'avoir recours à la corvée « le Bureau a reconnu que de tous les moyens de faire « les routes la corvée est le plus long et le plus coûteux, qu'il est la « charge la plus inégale, la plus pesante, la plus sujette aux abus « et la plus injuste puisque le poids en tombe sur le plus pauvre à « qui les chemins sont le moins utile » et plus loin « la corvée est « devenue si odieuse au peuple que l'Administration ferait évanouir « la joie et les espérances si elle se déterminait à la rétablir ». Richeprey dans son *Journal de Voyage* viendra confirmer cette opinion, il citera de nombreuses communautés (telle Belmont) qui à l'époque de son passage, n'avaient pu encore se relever de leur misère due à la corvée cependant supprimée depuis plus de 10 ans.

L'évêque de Vabres pensait que 500.000 livres par an étaient nécessaires, il proposait divers moyens pour se les procurer.

1° Jusqu'à 1779 les communautés sujettes à la corvée avaient payé environ le 1/10 de leur taille, mais cette année elles avaient vu le taux de leur imposition diminuer par suite de la décision prise de soumettre à l'impôt de remplacement de la corvée la totalité des communautés de la province sans cependant augmenter le montant global de l'impôt. On pourrait prendre un juste milieu entre le taux actuel et l'ancien, le Bureau estime qu'on pourrait fixer la quotité de l'imposition au 1/11 de la taille.

2° « L'amour du bien public » a amené la noblesse à offrir de contribuer d'un quinzième de son imposition au vingtième noble pour l'avancement des grandes routes. Nul doute que le tiers état possesseur d'une grande partie des biens nobles ne marche sur les mêmes traces.

3° Le clergé offre pour le même objet le 1/16 de ses impositions. Ne doit-on pas attendre le même zèle des Commanderies de l'ordre de Malte ?

4° La dernière ressource est de supplier le Roi de bien vouloir accorder à la Province pour tenir lieu de fonds de charité 120.000 livres, pour être ajoutées aux fonds qu'elle destine aux grands chemins.

Ainsi l'imposition de 1780 servirait à liquider le passé, et l'Admi-

nistration Provinciale pourrait librement disposer des impôts de 1781.

Après une « minutieuse discussion » dit le procès-verbal les conclusions de ce rapport furent adoptées.

L'imposition était fixée au 1/11 de la taille, les dons du clergé et de la noblesse étaient acceptés avec joie, mais des précautions étaient prises pour que les sommes ainsi recueillies ne soient pas détournées de leur but : en demandant au Conseil la permission de faire l'imposition du 1/11 de la taille la Commission Intermédiaire devait lui présenter les devis et adjudications des routes auxquelles les fonds doivent être destinés « en sorte que le même arrêt qui permettra « l'imposition en détermine en même temps l'emploi et affecte les « deniers de l'impôt aux adjudicataires pour satisfaire au paiement « des adjudications qui seront faites par l'Administration provinciale ». De plus les sommes imposées pour les chemins seront reversées par les receveurs des tailles de chaque élection entre les mains de la personne qui sera commise à cet effet par l'Administration provinciale.

L'imposition du 1/11 et le don du clergé n'étaient établis que pour le paiement des adjudications faites en 1780 et 1781. Ceci pour bien montrer à l'autorité royale que la Province n'entendait faire des sacrifices qu'à la condition formelle de pouvoir s'administrer librement.

Ces fonds furent accordés par le clergé et la noblesse durant toute la durée de l'Administration provinciale, l'ordre de Malte possesseur de grands domaines dans la Province se refusa toujours à accorder le moindre crédit pour cet objet. En fait, ils étaient de peu d'importance alors que la contribution pour les rentes sur les biens roturiers donnait environ (frais de recouvrement compris) 300.000 livres, le 1/15 des vingtièmes nobles produisait environ 17.500 livres, et le 1/15 des décimes de 13.500 livres.

A la même séance, il avait été décidé que les routes de la Province seraient divisées en quatre catégories :

- 1° Les routes où la poste était établie ;
- 2° Les grandes routes ;
- 3° Les routes d'une élection ou d'une ville considérable à une autre ;
- 4° Les chemins des communautés.

Celles des deux premières catégories devaient être faites aux frais de la Province ; celles de la troisième 1/4 aux frais des élections qu'elles traverseront, le surplus aux frais de la Province ; celles de

la quatrième avec les fonds de charité et les subventions des communautés et des particuliers.

Le 9 septembre 1780 les syndics rendirent compte à l'Assemblée du résultat des demandes faites l'année précédente.

Contrairement au vœu de l'Assemblée, l'arrêt rendu pour l'imposition de 1780 avait ordonné que son produit serait versé dans la caisse des receveurs généraux. La Commission Intermédiaire vivement émue avait fait représenter par son président au Gouvernement les inconvénients de cette mesure.

Ses représentations avaient été entendues et il avait été enfin décidé que les fonds destinés aux grandes routes resteraient comme frais locaux dans les mains des receveurs particuliers de chaque élection qui en feraient la délivrance aux adjudicataires sur les mandements de la Commission Intermédiaire.

L'arrêt qui devait casser les anciennes adjudications n'était pas encore rendu (il l'était depuis le 31 août mais n'était pas encore parvenu dans la Province). Malgré cela les syndics s'étaient procuré l'état des sommes dues aux entrepreneurs, grâce aux fonds restant des années précédentes et à ceux de 1780 l'on pouvait toujours espérer les régler. Cependant la Commission Intermédiaire avait cru devoir prendre 50.000 livres sur les fonds de 1780 pour éviter l'interruption des routes déjà ouvertes.

Le 29 juillet 1780 un arrêt du Conseil avait approuvé les délibérations des bureaux diocésains de Rodez, Cahors et Vabres pour la levée sous la forme de don gratuit pendant 4 ans à compter de 1781 sur tous les bénéficiers autres que les curés à portion congrue du 1/15 des décimes (le bureau diocésain de Montauban prit une décision analogue pour ses paroisses comprises en Haute-Guyenne), ainsi que la délibération de la dernière Assemblée ordonnant la perception du 1/15 du vingtième noble. Pour rassurer les privilégiés les syndics précisaient : « Cet arrêt est conçu dans les termes les plus « élogieux pour les ordres du clergé et de la noblesse et les plus « capables de dissiper toute espèce d'inquiétude sur le maintien des « privilégiés ».

Une autre ressource avait été découverte : le produit de la crue du sel perçue en Rouergue était destiné à la construction de routes pour l'alimentation des trois greniers à sel de Rodez, Villefranche et Millau ; jusqu'ici il avait été employé en dehors de la Province. La Commission Intermédiaire avait fait une réclamation pour que la partie qui se levait en Rouergue soit employée dans ce pays. « La justice de « cette demande nous en fait espérer le succès ». Cet impôt devait servir, d'après l'esprit de ses créateurs, à l'ouverture de la route d'Albi

à Rodez par le Pont de Tanus, à celle de Cordes à Villefranche par La Guépie, et à celle de Millau dans le Languedoc. Nous avons indiqué plus haut (voir gabelle) que les multiples démarches faites à ce sujet n'aboutirent à aucun résultat.

Le Bureau des Grands Chemins pensait également que conformément aux décisions prises à la précédente session lors du classement des routes en catégories, il faudrait déterminer et faire autoriser des impositions particulières à chaque élection pour la construction des routes de la troisième classe. Il ne fut jamais donné suite à ce projet.

L'arrêt du 31 août 1780 résiliait les anciennes adjudications et décidait qu'à compter du 1^{er} janvier 1780 il ne serait plus fait aucun ouvrage en vertu des dites adjudications, il confirmait l'état de situation fait au 31 décembre 1779 par l'ingénieur en chef des ouvrages faits par des entrepreneurs, et il décidait que les sommes dues (sans préciser leur montant) seraient payées, savoir : 139.495 livres sur les 260.000 livres d'impôts des routes perçus pour 1780 et le surplus sur les impositions des années suivantes.

Sur les représentations de la Commission Intermédiaire, le Directeur Général des finances ordonna une nouvelle révision des comptes des entrepreneurs par l'ingénieur de la Province. Il aboutit à un nouvel arrêt, celui du 29 juillet 1783, qui liquidait définitivement le passé. Il fixait le montant des travaux exécutés par les anciens adjudicateurs des tâches de corvées de 1770 à 1780 à 2.221.181 livres, l'impôt établi spécialement à cet effet avait fourni au cours de la même période en y comprenant les 139.495 livres payés aux entrepreneurs en 1780 2.072.134 livres, il restait donc à rembourser aux anciens adjudicataires 149.047 livres, l'arrêt prescrivait que cette somme serait payée à concurrence de 24.000 livres, sur les fonds de 1782 et de 125.047 sur ceux de 1783. Le compte définitif avait été approuvé et signé par les adjudicataires.

Il semble que l'arrêt de 1783 aurait dû clore la question. Il n'en fut rien, les anciens entrepreneurs se déclarèrent lésés. A la session de 1784 et 1786 le Bureau des Grands Chemins transmit à l'Assemblée avec un avis défavorable leurs requêtes qui avaient pour but et de demander des intérêts à 6 % pour les sommes qu'ils avaient avancées durant plusieurs années, soit qu'à la demande de l'Intendant de Gourgues ils aient terminé leurs travaux avant le terme prévu dans les contrats d'adjudication, soit que leurs avances ne leur aient été remboursées qu'en 1783 ou 1784, et de réclamer des indemnités pour des travaux insuffisamment payés. L'Assemblée refusa de leur accorder le moindre crédit alléguant la médiocrité des travaux

faits et l'usage qui voulait que le Gouvernement n'accordât aux adjudicataires aucun intérêt pour le retard des paiements.

En présence d'un refus de l'Assemblée, les anciens adjudicataires s'adressèrent au Conseil du Roi qui rendit le 30 juillet 1788 un nouvel arrêt. La Province était condamnée à leur payer pour certains travaux et pour des intérêts 92.262 livres, dont 42.089 sur les fonds des routes de 1788 et 51.173 livres sur les fonds de 1789.

Malgré cette décision formelle, l'Administration provinciale refusa de verser ces sommes et un nouvel arrêt du 19 juin 1789 dut l'y contraindre et elle s'inclina. Le montant des sommes qu'elle dut verser aux anciens entrepreneurs fut donc de 380.804 livres.

SECTION III

Session de 1784 : Vote d'un emprunt de 3.000.000 livres réalisable en dix ans, par tranches de 300.000 livres.

Arrêt de juillet 1785 et de mai 1786 autorisant cet emprunt à concurrence des cinq premières tranches.

L'Administration provinciale avait entrepris un programme considérable de construction de routes, mais elle ne disposait que de fonds relativement peu élevés : en 1781 de 320.815 livres, en 1782 de 322.985 livres, en 1783 de 330.563 livres et en 1784 de 329.872 livres.

La Commission Intermédiaire s'émut de cette situation, elle étudia longuement la question et elle ne tarda pas à se rendre compte que, étant donné l'importance des frais d'entretien des routes achevées qui absorbaient déjà au moins la moitié des fonds disponibles, 40 ans au moins seraient nécessaires avant que toutes les routes de la première classe (les plus importantes) ne soient terminées. Elle pensa que le meilleur moyen d'activer les travaux serait d'avoir recours à l'emprunt. En conséquence elle prépara un mémoire à ce sujet et un tableau de l'état des routes qu'elle remit au Bureau des Grands Chemins au début de la session de 1784.

Le 4 décembre cette proposition vint en discussion devant l'Assemblée. Lecture fut donnée du rapport du Bureau. Aucune autre ressource financière n'était possible, la situation économique de la Province ne permettait aucune augmentation d'impôt ; le Trésor Royal était dans l'impossibilité totale d'accorder le moindre secours. Certes, les sommes dépensées pour acquitter les frais et les intérêts

de l'emprunt le seraient en pure perte. Mais cette objection n'était rien à côté des avantages considérables qui résulteraient pour la province d'une prompte et facile circulation des denrées. D'ailleurs, si l'on empruntait l'argent dans le pays, les intérêts enrichiraient les habitants. En outre les nouveaux travaux procureraient beaucoup d'argent dans les campagnes.

Certains pensaient qu'il serait dangereux d'enlever des bras à la terre (Richeprey se fera déjà l'écho de plusieurs plaintes sur le manque d'ouvriers agricoles). Cet inconvénient n'existerait pas si l'on avait le soin de multiplier les chantiers dans toutes les parties de la Province.

Les impositions ne permettaient pas après l'achèvement des travaux d'entretenir un réseau aussi vaste de communications. Ce serait oublier que les nouvelles routes procureront un accroissement sensible de la richesse de la Province qui permettra facilement une augmentation du produit des impôts.

L'exemple du Languedoc devait être utile, l'emprunt n'avait-il pas permis à cette province de devenir un des pays les plus florissants du Royaume ?

Devant des raisons si nombreuses l'Assemblée décida (pas cependant à l'unanimité) d'avoir recours à ce mode de financement, il serait demandé au Roi l'autorisation pour la Province de contracter un emprunt de 3 millions avec les modalités suivantes : l'intérêt serait du denier 20°, soit 5 % exempt de toute retenue ; il serait échelonné sur une période de 10 ans par tranche annuelle de 300.000 l., chacune de ces dernières serait remboursée en 15 ans à compter de l'époque où elles auraient été souscrites et par 1/15.

La Commission Intermédiaire « était chargée de poursuivre l'autorisation de cet emprunt et d'aviser aux moyens les plus économiques de l'effectuer ».

Pour bien montrer que cet emprunt n'était pas un moyen détourné pour le gouvernement de se procurer de l'argent, l'Assemblée décida « que les deniers provenant de l'emprunt ainsi que ceux de « l'imposition en rachat de corvée ne pourront jamais sous quelque « prétexte que ce soit être employés à d'autres usages qu'à ceux de « leur destination naturelle ».

Les démarches entreprises par la Commission Intermédiaire ne tardèrent pas à être couronnées de succès. L'arrêt du Conseil de juillet 1785 vint autoriser l'emprunt mais seulement pour ses premières tranches, il est vrai (soit 1.500.000 l.). Les préliminaires de l'arrêt justifiaient ainsi cette décision : « Nous avons trouvé dans cette réduction le double avantage d'exécuter toujours dans l'espace de

« cinq années la même quantité de constructions neuves que si
 « l'emprunt eût été porté à trois millions, et d'imposer à la Province
 « des engagements moins considérables d'une libération plus
 « prompte et qui surtout ne forceront point d'avoir recours à un
 « supplément d'imposition puisque dans l'année même où les rem-
 « boursements et les intérêts s'élèveront à une plus forte somme la
 « contribution actuelle suffira à faire face aux intérêts et rembour-
 « sements. » Les autres modalités de l'arrêt étaient celles prévues
 par l'Administration provinciale, en outre le Roi avait tenu à ac-
 corder (exactement comme aujourd'hui pour les fonds d'Etat) les
 plus grands privilèges fiscaux et autres. Les rentes d'après l'article 1
 étaient exemptes « de la retenue de tous vingtièmes, sols pour livre
 « et de toutes taxes et impositions quelconques, voulons qu'elles ne
 « puissent être retranchées ni réduites pour quelque cause que ce
 « soit » ; elles étaient également exemptes « de toutes lettres de mar-
 « que et de repréailles, droit d'aubaine, déshérence, confiscation ou
 « autres qui pourraient nous appartenir auxquels nous avons re-
 « noncé et renonçons et voulons en outre que les tuteurs et curateurs
 « puissent faire emploi dans le dit emprunt des deniers de leur pu-
 « pilles, mineurs ou interdits... et que les communautés séculières
 « ou régulières, hôpitaux, fabriques et gens de main-morte puissent
 « aussi employer leurs deniers dans le dit emprunt sans être obligés
 « de payer aucun droit d'amortissement des rentes qui seront cons-
 « tituées à leur profit ».

La première tranche de l'emprunt devait être réalisée en 1786. L'ar-
 rêt fut adressé pour enregistrement au Parlement de Toulouse. Il se
 heurta à de multiples objections, et des efforts multiples furent faits
 pour empêcher l'enregistrement sous le prétexte que l'emprunt
 était un expédient, et que l'Administration provinciale était sans
 qualité pour provoquer un emprunt au nom de la Province. Pour
 répondre à ces perfides insinuations la Commission Inter-
 médiaire envoya des députés (nous ignorons lesquels) pour
 expliquer les motifs de l'emprunt, ils eurent gain de cause et l'arrêt
 fut enregistré sans trop de retard le 7 septembre 1785.

Pour rassurer les prêteurs sur la manutention, l'emploi et la comp-
 tabilité des fonds de l'emprunt un nouvel arrêt fut rendu le 11 mai
 1786 à la demande de la Commission Intermédiaire. Il précisait les
 époques à laquelle les fonds pourraient être versés, de quelle ma-
 nière s'opéreraient ces versements, le paiement des intérêts et les
 remboursements successifs. Il commettait le Sieur Rouzier à Ville-
 franche pour caissier général et dépositaire des fonds de l'emprunt,
 et il lui attribuait pour ses peines 1.200 l. (chiffre minime) pour

chacune des cinq années où l'emprunt sera effectué. En outre, pour faciliter le paiement des intérêts et les remboursements, des notaires furent désignés à Montauban, Cahors, Figeac, Villefranche, Rodez, Millau, Paris et Toulouse.

Dès la réception de cet arrêt la première tranche fut mise en souscription, et grâce aux multiples avantages accordés par le Roi elle fut couverte plusieurs fois (cinq fois environ).

L'on conserve aux Archives Départementales de l'Aveyron (Série C 1661) la liste des souscriptions ; l'on y trouve surtout de nombreux ordres religieux et de riches bourgeois, l'Hôtel-Dieu de St-Jacques de Toulouse souscrivit 40.000 l., Daures de Prades 60.000 l., Cadres 8.000 l.

Les autres tranches de l'emprunt rencontrèrent le même enthousiasme et furent souscrits plusieurs mois avant la date d'ouverture de la souscription.

Les fonds dont disposèrent l'Administration furent ainsi de :

Années	Impôts	Emprunts		
		Montant global	Intérêts Remboursements Divers	Recette nette
1780	250.000 (1)			
1781	321.815			
1782	322.985			
1783	330.563			
1784	329.872			
1785	326.307			
1786	326.551	300.000	33.703	266.297
1787	326.551	300.000	73.746	226.254
1788	328.812	300.000	103.619	196.381
1789	328.812	300.000	137.229	162.771
	3.192.268	1.200.000	348.297	851.703

(1) D'après le chiffre fourni par les mémoires relatifs aux adjudications de 1781, le chiffre indiqué dans d'autres documents est de 260.000 livres.

Les ressources destinées à la construction et à l'entretien des routes furent donc de 3.192.645 l. plus 851.703 l., soit de 4.043.971 l. mais l'Administration provinciale ayant dû verser une somme de 389.759 livres pour le règlement de comptes des travaux antérieurement faits à sa création ne disposa donc que de 3.661.112 l.

Jusqu'à la création de l'Administration provinciale le pouvoir royal avait refusé d'accorder des indemnités aux propriétaires dont les terrains étaient traversés par les grandes routes ou dégradés par la recherche que l'on y faisait des matériaux nécessaires à leurs constructions, sous prétexte que la plus-value considérable donnée aux propriétés voisines des routes dédommageait amplement les possesseurs de ces terrains. Cette raison exacte pour les gros propriétaires ne pouvait plus être invoquée à l'encontre des petits propriétaires dont certains se voyaient ainsi confisquer la quasi totalité de leurs biens et l'on comprend pourquoi l'ouverture de certaines routes avait suscité un violent mécontentement.

L'Assemblée provinciale ne pouvait se désintéresser de leur sort, elle avait entrepris la construction d'une étendue considérable de routes et pour éviter la ruine de nombreux petits propriétaires, elle prit, le 4 octobre 1782, à la demande du Bureau des Grands Chemins, une délibération pour demander au Roi de lui permettre d'accorder des indemnités aux propriétaires lésés sur les fonds destinés à la construction des ouvrages publics ; les indemnités devant être fixées par la Commission Intermédiaire sur le rapport d'un expert par elle commis pour évaluer le préjudice subi. Mais vu l'énormité des dépenses à engager, elle demanda que cette mesure ne fût appliquée qu'aux routes ouvertes depuis 1780.

Elle recommanda en outre aux entrepreneurs de porter de préférence leurs ateliers aux endroits où il n'y avait pas de récoltes en cours.

L'Instruction du 3 août 1783 sembla donner satisfaction dans son article 10 à ces réclamations. « Pour prévenir autant qu'il se pourra les dégradations et dommages la Commission Intermédiaire veillera à ce que les Entrepreneurs portent de préférence leurs ateliers sur les lieux où il n'y aura point de récoltes, et à ce qu'ils ne commencent l'ouverture des travaux dont ils seront chargés qu'après l'enlèvement des récoltes. »

Le Commissaire du Roi se montra encore plus affirmatif dans son discours d'ouverture de la session de 1784. « L'Assemblée provinciale doit s'occuper, dit-il, de faire payer aux riverains des grandes routes de justes indemnités pour le terrain qui leur est pris et ce sur les fonds mêmes destinés à la construction des grandes routes. »

Et l'Assemblée chargea le 4 décembre la Commission Intermédiaire de faire autoriser d'une manière définitive la décision qu'elle avait prise le 4 octobre 1782 à ce sujet.

Aucune somme n'avait été encore payée lors de l'ouverture de la session de 1786. Le 10 décembre cependant le Bureau des Grands Chemins annonça que le Roi avait autorisé le paiement des indemnités, et qu'il convenait de prendre toutes mesures utiles pour rendre effective cette décision, le Bureau regrettait une fois de plus que le manque de crédit n'autorisât le paiement d'indemnité que pour les expropriations et dégâts faits depuis la création de l'Administration provinciale.

Les paiements commencèrent en 1787, dans les dépenses faites cette année pour les grandes routes nous trouvons une somme de 22.547 livres destinée à payer des indemnités aux propriétaires expropriés.

Lors de la session de 1780, le Bureau des Grands Chemins fit observer « que le travail des ingénieurs augmentera à proportion du « plus grand nombre de routes sur lesquelles il sera formé des ateli- « liers et qu'étant encore chargés par l'Administration d'autres travaux, ce sera pour eux un surcroît considérable de fatigue et de dépense. » et que « s'il est de l'équité de l'Assemblée d'avoir égard « à cette augmentation de peine et de frais, il est encore de l'avantage de la Province de les affectionner de plus en plus à ses intérêts ». Sur ces remarques judicieuses il fut décidé qu'une gratification annuelle de 4.000 livres serait distribuée aux Ingénieurs des Ponts et Chaussées de la Province par les soins de la Commission Intermédiaire.

Il n'est point besoin d'insister sur l'importance que présentaient les adjudications pour les finances de la Province et le bon entretien des routes, aussi l'Administration provinciale s'efforça-t-elle toujours de les faire dans les meilleures conditions possibles.

Dès 1779, l'Assemblée décida sur le rapport du Bureau des grands chemins qu'elles seraient faites à toutes personnes donnant de bonnes cautions que l'Administration ou les Commissaires jugeraient capables, et, qu'en outre, pour éviter le monopole de fait de quelques gros entrepreneurs, il serait nécessaire pour multiplier le nombre des concurrents et abaisser par le fait même les prix de revient de faire des adjudications séparées d'une, deux ou trois lieues (une lieue égale 2.400 toises, soit 4.678 mètres) suivant les circonstances.

A la séance d'ouverture de la session de 1784, le Commissaire du Roi demanda pour la même raison de diviser les lots le plus qu'il sera possible. Les syndics dans le rapport qu'ils présentèrent à l'Assemblée le 15 novembre 1786 constatèrent avec regret qu'aucune

diminution n'avait été obtenue dans les adjudications sur les prix des devis des ingénieurs. « La cause de cet excès dans les prix, ajoutait-il, est la rareté des entrepreneurs, ceux-ci sont d'accord entre eux, ils font quelques moins-dites les uns sur les autres pour la forme seulement et chacun reste adjudicataire de la partie qu'il a eue en vue ». Le seul moyen de détruire cette pratique est de multiplier les entrepreneurs. Aussi sur le rapport du Bureau des grands chemins fut-il décidé le 10 décembre 1786 : 1° Que pour les constructions neuves les ateliers ne s'élèveront pas habituellement au-dessus de 15.000 l. et que dans des cas tout à fait exceptionnels ils pourront s'élever jusqu'à 25.000 l. et parfois même au delà.

2° Que pour les entretiens simples chaque adjudication ne comprendra qu'une longueur de 4.000 à 6.000 t.

3° Que pour les entretiens provisoires mêlés de constructions neuves on observera également de ne point faire d'adjudication pour une trop longue ligne de chemin.

SECTION IV

Etat des routes de la Haute-Guyenne lors de la création de l'Administration Provinciale

Les Romains créèrent en Gaule de multiples voies de communication ; l'on estime que la longueur des voies militaires ou principales établies durant leur occupation atteignait au moins 15.000 kilomètres.

Les nombreux travaux pratiqués sur la carte de Peutinger et les fouilles faites permettent de connaître le tracé des voies romaines de la Haute-Guyenne. Alexandre Albenque (*Journal de l'Aveyron*, 28 décembre 1930) nous fournit à ce sujet les plus précieux renseignements.

La route de Lyon à Bordeaux achevée au plus tard sous le règne de Claude (41-54) traversait la Province de l'Est à l'Ouest par la vallée du Lot, le Causse Comtal, Ségodunum (Rodez), Carantomagus et Divona (Cahors).

De Segodunum (Rodez) une autre route se dirigeait à travers le Lézou vers Condatomagus (Millau) ; sur le Larzac elle se divisait en deux tronçons l'un atteignait Lodève (Lodève) et la Via Domitia à Cesserot (Saint-Thibéry), l'autre Nemausus (Nîmes). Une troisième voie conduisait de Ségodunum à Tolosa (Toulouse).

Une quatrième route partait de Ségodunum, franchissait le Lot

aux environs d'Espalion pénétrait dans la forêt d'Aubrac, et de là se dirigeait sur Javols ou bien sur Mauriac. Camille Jullian se montre moins affirmatif, il hésite entre deux tracés : Mauriac, Rodez, Narbonne ; et Mauriac, Cahors, Narbonne.

Une cinquième route reliait Divona (Cahors) à Tolosa (Toulouse).

Outre ces grandes voies il existait également un réseau de chemins moins importants dont on a retrouvé des traces et qu'atteste l'existence de certains noms de lieux tels que *comi ferrat*, *comi romiou*.

Il faudra attendre le début du XVIII^e siècle (du moins en Haute-Guyenne) pour que soient construites des routes ayant la largeur et la perfection d'exécution des voies romaines.

Après la chute de l'Empire romain les routes furent complètement délaissées, Charlemagne fit un effort considérable pour restaurer les chemins de son immense empire. Ses successeurs essayèrent de remettre en vigueur « l'ancienne coutume » qui forçait les populations à construire et à entretenir les ponts et les routes, mais l'anarchie féodale ne tarda pas à réduire considérablement les relations commerciales, les routes faute d'entretien devinrent totalement impraticables.

Peu à peu cependant cet état de choses se modifia, des routes ne tardèrent pas à se créer autour des lieux de pèlerinage célèbres : Conques et Rocamadour en Haute-Guyenne. Les voyages entrepris pour des buts religieux développèrent les échanges commerciaux. Bientôt les croisades vinrent démontrer l'utilité des chemins. Aussi vit-on les ordres monastiques, les seigneurs et les villes émancipées se mettre à l'œuvre pour construire des routes et des ponts.

Au XV^e siècle et au XVI^e une circulation régulière s'établit sur les routes. Louis XI institua les postes et les étendit sur toutes les voies auxquelles l'habitude avait conservé le nom de grands chemins. Charles VIII introduisit l'usage des carrosses qui ne devaient faire leur apparition que beaucoup plus tard en Haute-Guyenne.

Sully fit un immense effort pour améliorer l'état des routes mais à la suite des troubles intérieurs les grands chemins abandonnés tombèrent en ruine.

Dès son arrivée au pouvoir (1661), Colbert s'occupa de l'amélioration des voies publiques. Des allocations annuelles prélevées sur le Trésor Royal furent affectées par état des Ponts et Chaussées aux travaux publics. Cependant les travaux neufs furent très peu importants en France.

Ce ne fut qu'au XVIII^e siècle que notre pays fut doté de ces gran-

des routes alignées en longues avenues qui firent pendant très longtemps l'admiration des étrangers.

Nous possédons grâce à Boulainvillers quelques renseignements sur l'état des routes en Haute-Guyenne au début du XVIII^e siècle : « à « l'égard des chemins, l'auteur (l'Intendant de Montauban) s'ex-
« plique en termes qui font présumer qu'ils sont plus mauvais
« dans cette généralité qu'en aucune autre du royaume, la raison
« qu'il en donne est que la plus grande partie des terrains
« est occupée par de hautes montagnes ou des collines pier-
« reuses et que les plaines s'y détrempe plus aisément qu'ail-
« leurs par la chute des pluies, de sorte que les dépenses de la guerre
« ayant diverti les fonds que l'on employait ordinairement à l'en-
« tretien des grandes routes elles se sont entièrement gâtées et sont
« à peine praticables aux courriers et gens de cheval tant s'en faut
« que les voitures des charrettes puissent être d'usage dans ce dépar-
« tement, il estime que la Province n'a aucun besoin si pressant
« que le rétablissement des chemins à quoi il sera nécessaire d'em-
« ployer des sommes tout à fait considérables ».

Nous ne saurions mettre en doute l'exactitude de ces renseignements fournis par le plus haut fonctionnaire de la Province. Cet état de choses dura jusqu'à l'arrivée de l'Intendant Pajot (1724). Cathala-Coture nous fournit quelques précisions sur l'état des chemins à ce moment « Les chemins étaient encore informes. La plu-
« part, entièrement étroits, coupés par des ruisseaux et se préci-
« pitant dans des vallons couverts de bois, gênaient le concours,
« étaient souvent impraticables une grande partie de l'année et li-
« vraient les voyageurs au pillage des brigands qui les infestaient. »
Pendant les seize ans que Pajot passa dans la Province, son principal souci fut la construction des chemins ; puissamment aidé en cela par Trudaine, Directeur Général des Ponts et Chaussées, qui fit tracer la majeure partie des 36.000 kilomètres de routes existant, d'après Necker, dans le royaume en 1780.

Pajot porta ses efforts sur les routes qui aboutissaient à Montauban : 1^o La route de Paris à Toulouse par Souillac, Payrac, Cahors, Caussade, Montauban ; au fur et à mesure de leur construction les routes de la Province furent numérotées, celle-ci porta le N^o 1, elle est aujourd'hui la route nationale N^o 20 traversant tout le Quercy du Nord au Sud sur une longueur de 74.300 t., soit 144 km. 500.

2^o La route de Montauban à Bordeaux par Lafrançaise et Moissac, route provinciale N^o 2, aujourd'hui route nationale N^o 127, elle traverse l'extrême sud-ouest du Quercy d'une longueur de 23.000 toises, soit 44 km. 500 environ).

Les sommes nécessaires à la construction de ces deux routes furent fournies par le Trésor Royal, mais comme les terrains étaient expropriés sans aucune indemnité pour les riverains, ces travaux furent vivement critiqués. Cependant, Cathala-Coture nous assure qu'ils ne tardèrent pas à produire des résultats excellents dans la partie de la Haute-Guyenne traversée et qu'ils permirent à Montauban de devenir la ville la plus importante de la Province.

Vers 1730, la corvée commença à être employée pour la construction des routes du royaume ; il semble qu'elle ait été établie en Haute-Guyenne aux environs de 1740.

De 1740 à 1779, la construction de quatre nouvelles routes fut entreprise :

La première, commencée par l'Intendant Lescaplier (1740-1756), la route provinciale N° 3 de Montauban à Montpellier par Caussade (embranchement sur la N° 1), Caylus, Villefranche, Rieupeyroux, Le Pont de Salars, Millau, (aujourd'hui routes nationales N° 126, 111, 9) avait une importance primordiale pour la Province qu'elle traversait d'ouest en est, elle desservait trois des principales villes de la Province et passait à peu de distance de Rodez, sa longueur dépassait 100.000 t., soit plus de 195 km.

2° La seconde, la route provinciale N° 4, de Toulouse dans les Cévennes par Albi, Saint-Sernin, Vabres, St-Afrique, Saint-Rome de Cernon, La Cavalerie, Nant (aujourd'hui route nationale N° 99) n'intéressait que le sud du Rouergue qu'elle traversait sur une longueur de 69.250 t., soit 135 km.

3° La troisième route provinciale N° 5, de l'Albigeois en Auvergne par le Pont de Tanus, Rodez, Espalion, Laguiode, Lacalm (aujourd'hui route nationale N° 88) traversait le Rouergue du sud-ouest au nord sur une longueur de 50.500 t., soit 98 km. 500.

4° La quatrième route provinciale N° 6, de l'Albigeois en Auvergne par St-André de Najac, Sanvensa, Villefranche, Villeneuve, Figeac, du nord au sud de 45.000 t. ou 87 km. 500, aujourd'hui route nationale N° 122.

Les multiples inconvénients de la corvée obligèrent l'Administration à laisser aux communautés la liberté de continuer les travaux qui leur étaient imposés par la corvée ou de faire remplir leur tâche à prix d'argent. Presque toutes optèrent pour ce dernier parti. A compter de 1770 les travaux furent faits par des entrepreneurs, en 1770, 1771 et 1772 l'on procéda aux adjudications nécessaires.

Nous avons indiqué le montant des sommes qui furent employées de 1770 à 1779 sur les routes provinciales, nous savons qu'elles furent considérables.

Quel était l'état exact des routes en 1780 ?

Si nous nous en rapportons à un rapport du Bureau des Grands Chemins du 4 décembre 1784, en 1780 il n'y avait pas dans toute la Haute-Guyenne une lieue de chemin en état de perfection. Lors des adjudications de 1770, 1771 et 1772, la plupart des entrepreneurs s'étaient engagés à mettre les routes en état de perfection en six ans, à les entretenir pendant six autres années et à les rendre dans un état n'exigeant qu'un entretien simple. Il est certain que ce programme n'avait pas été exécuté entièrement et que si de nombreuses lieues de routes ouvertes par la corvée avaient été perfectionnées, elles ne l'avaient été qu'imparfaitement et seuls quelques tronçons de routes peu importants étaient en parfait état de viabilité et n'avaient besoin que de travaux d'entretien simples ; les autres carrossables, il est vrai, demandaient certaines réparations et certains travaux. Grâce à un état du début de 1781, figurant dans la liasse Série C 1674 des archives départementales de l'Aveyron, nous connaissons exactement la situation réelle du réseau routier à cette époque.

Il avait été établi un programme de construction de vingt et une routes dont voici le détail.

	Carrossables	Ouvertes et ébauchées par la corvée	A ouvrir et à faire à neuf	Longueur totale
N° 1. — Route de Paris à Toulouse depuis les limites du Limousin jusqu'à celle du Languedoc	74.341 t (144 k 5)	»	1.386 t (2 k 7)	74.341 t (147 k 2)
N° 2. — Route de Bordeaux à Mon- tauban depuis les limites, de l'Agenois à Montauban	22.981 t (44 k 5)	»	»	22.981 t (44 k 5)
N° 3. — Route de Montauban à Montpellier par Villechanche et Millau depuis son embranchement à Caussade sur la N° 1 jusqu'à la Pézade, limite du Languedoc ...	44.233 t (86 k)	56.654 t (110 k 5)	»	100.887 t (196 k 5)
N° 4. — Route de Toulouse dans les Cévennes par Albi, Vabres, La Cavalerie depuis les limites de l'Albigeois par Saint-Sernin jus- qu'aux limites des Cévennes	8.030 t (15 k 6)	44.444 t (87 k 7)	16.800 t (32 k 7)	69.274 t (135 k)
N° 5. — Route de l'Albigeois en Auvergne par le Pont de Tanus, Rodez, Laguiole et Lacamp	12.183 t (23 k 7)	7.365 t (14 k 4)	31.012 t (60 k 5)	50.560 t (98 k 6)

	Carrossables	Ouvertes et ébauchées par la corvée	A ouvrir et à faire à neuf	Longueur totale
N° 6. — Route de l'Albigeois en Auvergne par Najac, Villefranche, Figeac et Maurs depuis les limites de l'Albigeois jusqu'à celles de l'Auvergne	16.420 t (32 k)	13.700 t (26 k 7)	15.000 (29 k 300)	45.120 (88 k)
N° 7. — Route de Montpellier à Paris depuis son embranchement à Millau sur la N° 3 jusqu'aux limites du Gévaudan	»	»	»	(pas précisé)
N° 8. — Route du Gévaudan en Périgord par Saint-Laurent, Rodez, Rignac et Gourdon depuis les limites du Gévaudan jusqu'aux limites de la généralité de Bordeaux	»	»	93.000 t (181 k 3)	93.000 t (181 k 3)
N° 9. — Route de Rodez à Villefranche (par Rignac) depuis son embranchement sur la N° 8	»	»	13.500 t (26 k 3)	13.500 t (26 k 3)

N° 10. — Route de Montauban à Auch depuis son embranchement sur la N° 2 (près de Montauban) jusqu'aux limites du Languedoc...	»	2.400 t (4 k 7)	2.400 t (4 k 7)	
N° 11. — Route de Rodez en Auvergne par Villefontal et Entraigues depuis son embranchement près de Rodez sur la N° 5 jusqu'aux limites de l'Auvergne	»	25.690 t (50 k 1)	25.690 t (50 k 1)	
N° 12. — Route de Montauban à Albi par Montclar depuis Montauban jusqu'aux limites de l'Albigeois..			12.000 t (23 k 4)	
N° 13. — Route du Quercy en Albigeois par Saint-Antonin depuis son embranchement à Septfonds sur la N° 3 jusqu'aux limites de l'Albigeois	1.710 t (3 k 3)	7.640 t (14 k 9)	9.350 t (18 k 2)	
N° 14. — Route de Cahors à Moissac par Montcuq et Lauzerte depuis son embranchement au Pont de Cariol sur la N° 1 jusqu'à Moissac.	10.500 t (20 k 3)	21.000 t (40 k 9)	31.500 t (61 k 3)	

Carrossables	Ouvertes et ébauchées par la corvée	A ouvrir et à faire à neuf	Longueur totale
N° 15. — Route de Villefranche à Cahors depuis son embranchement près de Memer sur la N° 3 jusqu'au Montat où elle s'embranché sur la N° 1			
N° 16. — Route de Cahors à Bordeaux par Luzerch, Puilévêque et Duravel depuis Cahors jusqu'aux limites de la Généralité de Bordeaux		18.000 t (35 k 1)	18.000 t (35 k 1)
N° 17. — Route de Rodez au Pont de Salars depuis cette ville jusqu'au pont de Salars		29.000 t (56 k 5)	29.000 t (56 k 5)
N° 18. — Route de Millau à Sainte-Affrique par Saint-George depuis Millau jusqu'à Saint-Rome-de-Céron		8.000 t (15 k 6)	8.000 t (15 k 6)
		12.000 t (23 k 4)	12.000 t (23 k 4)

N° 19. — Route de Millau à Aurillac par Saint-Geniez, Espalion, Espaling, Entraigues depuis son embranchement sur la N° 7 jusqu'à Entraigues	42.000 t (81 k 9)	42.000 t (81 k 9)
N° 20. — Route de Figeac à Tulle par Saint-Céré depuis son embranchement sur la N° 8 jusqu'aux limites du Limousin	15.000 t (29 k 2)	15.000 t (29 k 2)
N° 21. — Route d'Entraigues en Auvergne par le Mur de Barrès depuis Entraigues jusqu'aux limites de l'Auvergne	21.000 t (40 k 9)	21.000 t (40 k 9)

Le Programme ainsi établi comportait donc une longueur d'environ 695.000 toises, soit 1.353 km., sans compter la route N° 7 dont la longueur n'était pas indiquée (environ 17.000 t. ou 33 km. 100, lors de la remise des routes à l'Administration provinciale, son tracé de la Souque au Gévaudan n'étant pas encore terminé) ; 312.500 toises ou 609 km. 500 étaient ouvertes, mais une partie, environ 134.400 toises, soit 262 km., était simplement ébauchée, le reste 178.000 t. ou 347 km. 500 était carrossable mais réclamait certaines réparations urgentes.

SECTION V

Travaux entrepris par l'Administration Provinciale

Dès le 25 septembre 1779, le Bureau des Grands Chemins fit approuver par l'Assemblée quatre résolutions afin de développer les communications dans la Province.

1° Entretien les parties qui sont finies et qui ont été acquises à si grands frais ;

2° Perfectionner par préférence les routes ouvertes sans quoi les dépenses faites seraient non seulement inutiles mais bientôt perdues ;

3° Ouvrir les routes les plus nécessaires et les plus utiles pour les communications de la Province avec les Provinces voisines et avec le reste du royaume ;

4° Donner à la Province les communications intérieures dont elle est dépourvue, soit d'une élection ou d'une ville considérable à l'autre ; soit d'une communauté à une autre ou jusqu'au point où elle avoisine le plus la grande route.

Pour mener à bien cette tâche, s'inspirant de l'arrêt du Conseil du Roi du 6 février 1776 qui divisait les routes en quatre classes différentes, l'Assemblée partagea les routes de la Haute-Guyenne en quatre catégories :

1° Celle où la poste était établie, la N° 1 et la N° 2 ;

2° Grandes routes où la poste n'est pas encore établie, la N° 3, la N° 4, la N° 5, la N° 6, la N° 7, une route allant de Périgueux à Clermont par Gourdon, Gramat, St-Céré et Baulieu, une autre route de Bordeaux en Provence et à Lyon devant traverser le Rouergue et le Quercy mais non encore déterminée, la route N° 16 de Cahors à Bordeaux fut considérée un peu plus tard comme l'amorce de ce projet et elle devint la route provinciale N° 9, la N° 13 qui fut désormais désignée sous l'indice N° 10.

Ces routes de la 1^{re} et de la 2^e classe devaient être faites entièrement

aux frais de la Province. « Elles communiquent, disait le rapport, « avec toutes les parties du royaume, elles sont intéressantes pour « la subsistance de la Province et son commerce, elles ont été ap-
« prouvées par le Conseil et la plus grande partie de ses routes est « ouverte » ;

3° Route d'une élection ou d'une ville considérable à une autre : la N° 9, la route de Souaillac à Martel, Veyrac, Bataille et Puitbrun pour gagner Aurillac ; la N° 11 ; la N° 15 ; la route de Vabres à Rodez par St-Izaire par le Pont de Grand-Fuel ; la route d'Aguessac par Rivière et Boyne.

La presque totalité de ces routes n'était pas ouverte, les frais de leur construction devaient incomber pour $1/4$, aux élections traversées, les autres $3/4$ étant pris en charge par la Province. En fait l'Administration provinciale ne construisit aucune route de cette catégorie.

4° Les chemins des communautés : ceux faisant communiquer les communautés aux grandes routes. Ils étaient faits par les communautés qui recevaient pour les aider des subventions prises sur les fonds de charité, nous nous en occuperons dans le chapitre que nous consacrerons à ces derniers.

Il avait été précisé pour ménager toutes les susceptibilités que cette énumération n'avait rien de définitif. Il fut décidé que non compris les fossés la largeur des routes de la première classe serait de 8 toises soit 15 m. 60, celle des routes de la 2° classe de 6 toises au plus soit 11 m. 70, celle des chemins de la 3° classe de 4 toises soit 7 m. 80, celles des chemins de la 4° classe de 20 pieds soit 6 m. 50. Sur la proposition du Bureau des Grands Chemins à la session de 1786, l'Assemblée réduisit à 5 toises (9 m. 75) la largeur des routes de 2° classe qui devraient être ouvertes ou qui, ouvertes, devaient être continuées ; elle pouvait même être réduite à 4 toises (7 m. 80) pour les passages difficiles et les routes peu fréquentées. En fait, leur largeur varia beaucoup.

La méthode adoptée presque toujours pour la construction des chemins fut celle préconisée par Tresaguet, Inspecteur général des Ponts et Chaussées, dans le mémoire qu'il avait soumis en 1775 à l'Assemblée des Ponts et Chaussées et qu'il avait envoyé comme modèle à suivre à tous les ingénieurs : chaussées empierrées de $1/36$ de bombement dont le sous-sol était composé d'une couche de moellons posés en hérisson et fortement coincés les uns contre les autres, de manière à former une sorte de voûte renversée ayant pour culées les bordures en grosses pierres appuyées contre les rives de l'encaissement.

Les chaussées pavées n'étaient pratiquées en Haute-Guyenne que

sur des distances très réduites principalement dans la traversée des villes. Leur entretien était fait avec les fonds spéciaux des Ponts et Chaussées.

Nous avons déjà vu que ce n'est qu'à partir du début de 1781 que l'Administration provinciale dirigea les travaux des routes, aussi lors de l'Assemblée de 1780, après un exposé des syndics et un rapport du Bureau des Grands Chemins, fixa-t-elle le programme des travaux à entreprendre pour 1781 et 1782. Il ne portait que sur des routes de la 1^{re} et de la 2^e catégorie. Les travaux suivants furent mis à l'adjudication pour être effectués au cours de ces deux exercices.

Route N° 1. — Travaux d'entretien et de réparation (1) sur toute la longueur de la route sauf la partie rectifiée entre le pont de Carriol (à quelques kilomètres de Cahors) et le Montat, et amélioration de deux lacunes, l'une de 249 t. (486 m.) et l'autre de 296 t. (575 m.).

Route N° 2. — Travaux d'entretien et de réparation sur toute la longueur de la route

Route N° 3. — 1° Travaux d'entretien et de réparation sur la partie comprise entre Caussade et 355 t. (690 m.) au delà de Souiry (à quelques kilomètres de Villefranche), sur la partie comprise entre la sortie de Villefranche et la Pézade, limite du Languedoc (sauf de nombreuses lacunes) ;

2° Travaux de construction (2) pour des parties situées entre le Lac et l'embranchement de Rodez, 977 t. (1.900 m.), entre le sommet de la côte de Caylus et Mèmer, 1.355 t. (2.640 m.), entre le pont de la Lande avant Memer et le pont de Fraisse avant Montdevis, 1.065 t. (2.075 m.), entre le village de Montdevis et la partie déjà faite au-delà du village de Souiry, 1.650 t. (3.225 m.), à 214 t. après le Pont de Souiry jusqu'à l'entrée du Faubourg Savignac, 1.759 t. (3.430 m.), 1.036 t. (2.020 m.) en partant de l'Hospital et en allant vers la Pézade, à 1.500 t. de la Croix de Caussade au pont de Mangnan, 294 t. (570 m.), à 185 t. du pont de la Bonnette au sommet de la côte de Caylus, 663 t. (1.390 m.) ; soit un total de 8.810 t. ou 17 k. 150

Route N° 4. — 1° Travaux d'entretien et de réparations sur toute la longueur de la route ;

(1) Sous cette désignation, les comptes de l'Administration provinciale comptaient jusqu'en 1786 les travaux d'entretien simple faits sur les routes en état de perfection et les travaux d'entretien provisoire faits sur les routes simplement ouvertes et non encore perfectionnées qui avaient pour but que ces chemins ne soient pas interceptés et soient praticables en tous temps.

(2) Les « Travaux de construction » s'appliquent indistinctement aux parties de routes ouvertes et ébauchées par la corvée, à celles à ouvrir et à faire entièrement et à celles à refaire par suite d'usure ou de malfaçon.

2° Construction de 211 t. (410 m.) aux abords de Vabres, entre Saint-Rome de Cernon et Tiergues, 1.476 t. (2.875 m.).

Route N° 5. — 1° Travaux d'entretien et de réparations depuis l'embranchement sur la N° 3 jusqu'à Labro au delà d'Espalion (sauf de nombreuses lacunes) ;

2° Travaux de construction pour des parties situées entre l'embranchement sur la N° 3 (traversée de la Mouline) et Rodez, 806 t. (1.570 m.) entre Curlande et le pont d'Aleng, 648 t. (1.260 m.), de la Viguerie au bout de la côte d'Espalion, 2.545 t. (4.960 m.), de Laguiole à Lacalm, 642 t. (1.250 m.), soit au total de 4.641 t. (9.040 m.).

Conformément aux ordres de la Commission Intermédiaire approuvés par l'Assemblée lors de la session de 1780, aucun crédit n'avait été prévu pour la partie comprise entre le Pont de Tanus et sa jonction avec route N° 3, l'impôt de la crue du sel étant destiné à sa confection et à son entretien l'Assemblée provinciale espérait que le Roi se déciderait à employer ces fonds à cet objet.

Route N° 6. — Travaux d'entretien et de réparations de la partie comprise entre Villefranche et les limites de l'Auvergne.

Route N° 7. — Construction de 2.176 t. (4.240 m.) entre Millau et Aguessac.

Route N° 8. — Construction à la sortie de Rodez vers Rignac de 2.900 t. (5.650 m.), à la sortie de Figeac vers Camburat de 2.167 t. (4.220 m.), soit un total de 5.670 t. (9.870 m.).

Route N° 10. — Construction de 277 t. (540 m.) depuis la limite du Languedoc jusqu'au pont de Verlhaguet.

Le montant des adjudications faites ainsi en 1781 était de 338.550 l. et portait sur une longueur de 235.987 t., soit environ 465 km. se répartissant 238.150 l. pour 228.150 t. (446 km. 5) d'entretien et 100.400 l. pour 10.014 t. (19 km. 500) de constructions neuves.

Conformément au cahier des charges qui exigea durant toute l'existence de l'Administration provinciale que des travaux soient faits au cours de l'année d'adjudication et de celle qui suivait, la plupart des travaux furent exécutés au cours de 1781 et de 1782. Au 31 décembre 1786, date à laquelle tout était terminé et payé, le montant des dépenses de ces adjudications (y compris 4.000 l. de gratification aux ingénieurs) était de 369.511 l. et le montant des recettes de 431.582 l. (110.505 de report sur les fonds de 1780, 321.077 l. des fonds de 1781), ce qui laissait un solde créditeur de 62.071 l.

Le total des adjudications de 1782 était de 390.554 l. pour 296.553 t. (environ 578 km. 5) dont 155.798 l. pour 279.635 t. (545 km. 5) d'entretien et 234.756 l. pour 16.918 t. (33 km.) de

constructions neuves. Au 31 décembre 1786, à la suite de diverses augmentations faites aux devis, le montant des travaux exécutés s'élevait à 492.693 l. (y compris une somme de 24.000 l. payée aux anciens entrepreneurs et 4.000 l. de gratification aux ingénieurs), les sommes mises à la disposition de l'Administration provinciale pour les payer n'étaient que de 383.119 l. (fonds restant disponibles de 1780 et de 1781 : 62.071 l., fonds de 1782 : 321.048 l.) d'où un déficit considérable de 109.575 l.

Cette situation était tout à fait anormale et risquait de compromettre les finances de la Province, aussi l'Intendant, sur l'ordre du pouvoir central rappela-t-il lors de la session de 1784 qu'il était essentiel que les adjudications faites dans une année n'excèdent jamais les fonds destinés aux travaux pour la même année.

Faute de ressources, il fallut restreindre les travaux en 1783 et 1784. Au cours de cette période les travaux suivants furent mis à l'adjudication :

Route N° 1. — Travaux d'entretien et de réparations sur toute la longueur de la route, achèvement de la partie comprise entre le Pont de Cariol et le Montat, soit 1.823 t. (3.550 m.) adjudgé en 1783 pour 40.000 l.

Route N° 2. — Travaux d'entretien et de réparations sur toute la longueur de la route en 1784.

Route N° 3. — 1° En 1783 : travaux d'entretien et de réparation entre le Pont de Salars et le sommet de la côte romive.

2° En 1784 : Travaux d'entretien et de réparation sur toute la longueur de la route sauf la partie comprise entre un point situé à 355 t. du village de Souiry (près de Villefranche) et le pont de Villefranche ; construction des parties comprises entre le sommet de la côte de la Cavalerie et celui de celle de l'Hospitalet, 1.290 t. (2510 m.), entre le sommet de la côte romive et les limites de la Province (suite de la partie adjudgée en 1782), 1.349 t. (2.630 m.), de l'entrée du Faubourg Savignac à la porte de Villeneuve de Villefranche, 340 t. (665 m.) ; soit un total de 2.979 t. (5.805 m.).

Route N° 4. — Travaux d'entretien et de réparation sur toute la longueur de la route en 1784.

Route N° 5. — Travaux d'entretien et de réparations en 1784 de la partie située à 550 t. de son embranchement sur la N° 3 jusqu'au village de Labro au-delà d'Espalion.

2° Construction de 1.979 t. (3.860 m.) entre Lioujas et Vaissettes.

Route N° 6. — Travaux d'entretien et de réparations en 1784 du Lot (à environ 5 km. de Figeac) aux limites de l'Auvergne.

Route N° 7. — Construction de 2.285 t. (4.450 m.) entre Millau et Aguessac à la suite de la partie construite en 1781-82.

Route N° 10. — Travaux d'entretien et de réparations de 1.632 t. (3.180 m.) depuis son embranchement sur la route N° 1 jusqu'au pont de Verlhaguet.

Le total des adjudications faites en 1783 ne fut, vu l'effort considérable accompli en 1782 que de 121.403 l. portant sur 60.059 t., soit environ 117 km. dont 81.703 l. pour 58.236 t. (113 km. 6) d'entretien et 1.823 t. (3 km. 5) de constructions neuves.

La plupart de ces travaux furent exécutés dans les délais prévus c'est-à-dire au cours de 1783 et de 1784. Voici quel était au 31 décembre 1786 (époque à laquelle les comptes de cet exercice étaient apurés) le montant des dépenses : ouvrages faits conformément au devis 121.403 l. plus les ouvrages faits par augmentation 7.240 l., soit un montant de travaux de 128.643 l. à laquelle somme il fallait ajouter 109.576 l., montant du déficit de 1782 ; 2° 125.046 l. pour les anciens entrepreneurs ; 3° 4.000 l. de gratification aux ingénieurs : au total 367.265 l. alors que les recettes constituées exclusivement par les impôts spéciaux pour les routes n'étaient que de 333.440 l. laissant un déficit de 33.825 l.

En 1784, le montant des adjudications avait été beaucoup plus élevé : 305.356 l. pour 282.710 t., soit environ 551 km. 3, dont 192.606 l. pour 275.467 t. (537 km. 2) d'entretien et 112.750 l. pour 7.243 t. (14 km. 100) de construction neuve.

Le bilan de l'exercice 1784 était au 31 décembre 1787 le suivant :	
Dépenses, ouvrages faits d'après les devis (6.334 l. de travaux prévus avaient été supprimés)	295.103
Ouvrages faits par augmentation des devis	12.111
Ouvrages restant à exécuter	4.000
	311.214

A cette somme il fallait ajouter l'excédent des dépenses de l'exercice 1783, soit 33.825 l. et les 4.000 l. de gratification accordées aux ingénieurs, soit un total de 349.039 l.

Les impôts n'ayant produit qu'une somme de 330.151 l., le déficit s'élevait à la somme relativement modeste de 18.888 l.

Dans son discours d'ouverture de la session de 1784, l'Intendant fit connaître à l'Assemblée que le Roi désirait connaître l'état actuel des routes de la Généralité « afin, dit-il, qu'elle juge des progrès des « ouvrages faits depuis ses dernières séances et qu'elle examine si ces « progrès ont été déjà assez sensibles pour procurer quelque amélioration dans la Province ».

Le 4 décembre, le Bureau des Grands Chemins soumit à l'Assemblée le bilan demandé. Lors de l'entrée en fonction de l'Assemblée, « il n'y avait pas dans la Haute-Guyenne une lieue de chemin en état « de perfection et néanmoins il restait dû à cette époque aux adjudicataires près de cent mille écus (300.000 l.) ». Après à peine quatre ans d'efforts les résultats étaient particulièrement intéressants. Toutes les lignes où la poste était établie : routes N° 1 et 2, soit une longueur d'environ 100.000 t., près de 195 km., et une égale quantité de chemins sur les autres routes, soit en tout plus de 390 km. avait été mis en état de perfection et placé sous le régime de l'entretien simple.

Les syndics avaient indiqué dans leur rapport général qu'ils venaient de prendre le parti pour conserver dans le meilleur état possible les routes déjà perfectionnées, d'y établir à certaines distances des cantonniers « chargés de réparer toutes les différentes espèces « de dégradation que peuvent éprouver les routes. »

Les papiers de l'Administration provinciale renferment plusieurs exemplaires de l'instruction rédigée en 1785 par l'ingénieur Rolland pour les cantonniers ; sa précision est remarquable et nous y trouvons une liste très complète des travaux leur incombant : réparations de la chaussée (sa largeur), curage des fossés, etc.

Le Bureau ajoutait que l'Administration n'avait pas négligé les routes qui n'étaient que simplement ouvertes, et que si faute de ressources elle n'avait pu y faire les travaux considérables dont elles avaient besoin, nulle part ces routes n'étaient interceptées et l'on pouvait y passer sans danger dans toutes les saisons de l'année.

Elle avait commencé l'ouverture de certaines communications désirées depuis longtemps : sur les 390 km. en état de perfection, 31.784 t. (62 km.) de construction neuve avaient été faites.

La situation à la fin de l'année 1784 était donc la suivante, 84 lieues (environ 390 km.) était à l'entretien simple et il restait environ 270 lieues (1.260 km.) à ouvrir ou à refaire à neuf (le programme en cours était un peu plus vaste que celui prévu en 1780 qui ne comprenait que 1.383 km. alors que celui-là en avait 1.650 km.) ; chaque lieue (4.680 m.) d'entretien simple coûtait annuellement de 800 à 1.000 l. et chaque lieue à construire à neuf de 40 à 50.000 l.

Le Bureau faisait ressortir que malheureusement avec les ressources ordinaires, environ 32.000 par an, la réalisation de ce programme demanderait de nombreuses années et qu'il était urgent de se procurer des fonds d'une autre manière. Nous avons déjà vu qu'il fit adopter le principe d'un emprunt dont la première tranche ne fut émise qu'en 1786.

Pour éviter également toute controverse il fut également décidé que la distribution des ateliers se ferait toujours « avec une juste égalité » entre les élections.

Durant la période comprise entre la session de 1784 et celle de 1786 les adjudications suivantes furent passées :

Route N° 1. — Travaux d'entretien et de réparations en 1785, d'entretien (1) en 1786 sur toute la longueur de la route.

Construction de 1.056 t. (2.060 m.) pour faire passer la route par le Pont Notre Dame de Cahors nouvellement reconstruit, et de 1.270 t. 2.475 m.) entre Ventaillac et le sommet de la côte de la Madeleine,

Route N° 2. — Travaux d'entretien et de réparations en 1785, d'entretien en 1786 sur toute la longueur de la route.

Route N° 3. — Lors de la session de 1780 il avait été décidé que la partie de cette route comprise entre les arbres de Lagarde (embranchement de la route N° 5) et Villefranche ne subirait aucune grosse réparation, et que l'on se contenterait d'en empêcher la dégradation parce qu'elle devait être avantageusement suppléée par la route de Dome à Saint-Laurens faisant communiquer Rodez avec Rignac et par la route N° 9 qui, s'embranchant sur cette dernière à quelques kilomètres de Rignac, aboutissait près de Villefranche à la route N° 6 (de l'Albigeois en Auvergne par Villefranche) ; ainsi serait établie une liaison directe entre Rodez et Villefranche par Rignac aussi pratique que celle par Rieupeyrroux. L'on décida toutefois de mettre en l'état la partie du trajet par Rieupeyrroux allant de Villefranche jusqu'à l'embranchement de la route de Najac « non « seulement à cause de la nécessité dont elle se trouve pour « Villefranche qui se procure par cette route la grande quantité de « bois de chauffage et de charpente qu'elle consomme mais encore « parce qu'elle sera une suite de la route qu'on se propose de « faire de Cordes à Villefranche et qui est déjà commencée ». Mais dans les dernières années de l'Administration provinciale toute la route y compris la partie Villefranche les arbres de Lagarde fut mise à l'entretien simple et par conséquent en état parfait de viabilité.

Aussi à partir de 1786 la route N° 9 de Villefranche à Rignac fut-elle incorporée à la N° 3, de 1784 à 1790 d'immenses travaux furent faits pour l'ouverture de cette route ; en 1784 eut lieu l'adjudication de la côte entre Farrou et le Baldrac 1.800 t. (3.510 m.) pour 77.500 l., mais ces travaux ne furent faits et payés que sur les fonds de 1785

(1). A partir de 1786 les travaux d'entretien provisoire furent supprimés comme nous le verrons plus loin, la mention « travaux d'entretien » ne comprendra que des entretiens simples.

et de 1786 ; en 1785 eut lieu l'adjudication des 755 t. (1.470 m.) suivantes pour 17.900 l.

Des travaux d'entretien et de réparations en 1785, d'entretien en 1786 furent faits sur toute la longueur de la route.

Outre la côte de Farrou, les parties suivantes furent construites : aux environs du Pont de Belcastel 1828 t. (3.565 m.), entre Caussade et Caylus aux environs du Pech de Gausson 204 t. (395 m.), entre le sommet de la côte romive et la limite de la Province à la suite de la partie adjugée en 1784, 1739 t. (3.390 m.) soit un total de 5.572 t. (10 km. 9).

Route N° 4. — Travaux d'entretien et de réparations en 1785, d'entretien en 1786, sur toute la longueur de la route.

Construction de 783 t. (1525 m.) aux abords de Saint-Jean-du-Bruel du côté de Nant.

Route N° 5. — Travaux d'entretien et de réparations en 1785, d'entretien en 1786 depuis son embranchement sur la N° 3 jusqu'à Labro près d'Espalion.

Construction de 2.340 t. (4.560 m.) entre Rodez et Espalion à 330 t. (645 m.) au delà de Boscus et se terminant au delà de Ljoujas.

Route N° 6. — Travaux d'entretien et de réparation de la porte de Villeneuve à Villefranche jusqu'à l'Auvergne en 1785, travaux d'entretien de Villefranche au bac de la Magdeleine sur le Lot en 1786. Construction de 1.418 t. (2.765 m.) à la limite de l'Auvergne.

Route N° 7. — Construction de 336 t. (655 m.) depuis la partie adjugée en 1784 et se terminant à 228 t. du ruisseau de la Graillerie et de 2.177 t. (4.245 m.) commençant au coin du couvent des Carmes et se terminant au ruisseau de Vabres soit un total de 2.513 t. (4 km. 9).

Route N° 8. — Construction de 2.310 t. (4.505 m.) commençant à l'extrémité de la partie faite en 1782 et se terminant à 473 t. de l'origine de la côte de la Brachaque (entre Figeac et Gramat), de 675 t. (1.315 m.) de la côte de Saint-Félix entre Rodez et Rignac, et de 628 t. (1.225 m.) entre Saint-Géniez et Saint-Laurent-d'Olt soit un total de 3.613 t. (7 km. 045).

Route N° 9. — Nous savons qu'à partir de 1786 la route de Villefranche à Rignac fut incorporée à la route N° 3, la même année la route N° 16 de Cahors à Bordeaux par Luzech, Puilevêque et Duravel changea de numéro et fut désormais classée sous la désignation : route N° 9, des travaux considérables furent entrepris à la même époque sur ce chemin : adjudication de 2.874 t. (5.605 m.) à construire à neuf entre Cahors et le défilé de Mercues.

Route N° 10. — Primitivement le numéro 10 avait été attribué à la

route de Montauban à Auch pour la partie comprise entre son embranchement sur la N° 1 près de Montauban jusqu'aux limites du Languedoc, des travaux d'entretien, de réparation et de construction y furent faits en 1782 et en 1783, à partir de cette date elle n'est plus mentionnée dans les comptes concernant les routes, il semble qu'elle fut en état de viabilité en 1783, le procès-verbal d'une inspection faite par M. de Marmillod en 1785 nous apprend que cette route était à cette époque en parfait état et qu'elle était parcourue par une ligne de poste, aussi ne fut-elle certainement pas abandonnée ; nous ignorons si elle changea simplement de numéro ou si elle fut incorporée vu sa faible longueur à la route N° 1. (Cette dernière hypothèse nous paraît plus probable.)

À partir de 1786 la route primitivement classée sous le numéro 13 du Quercy en Albigeois par Saint-Antonin depuis son embranchement près de Septfonds sur la N° 3 jusqu'aux limites de l'Albigeois est désignée par le chiffre 10 ; cette route dont la longueur était de 9.352 t. (18 km. 2) et dont à peine 1.716 t. (3 km. 350) avaient été ouvertes et ébauchées sera l'objet des soins les plus jaloux de l'Administration, en 1786 1.320 t. (2.575 m.) en partant de Septfonds vers Saint-Antonin furent adjugés pour être construits à neuf.

Le montant global des adjudications faites en 1785 était de 326.401 livres portant sur 300.905 t. (586 km. 8) en travaux d'entretien et de construction. L'état des travaux au 31 décembre 1787 était le suivant :

Ouvrages exécutés suivant devis	296.203
Ouvrages faits par augmentation	3.774
	299.977
6.219 l. de travaux avaient été supprimés.	
Ouvrages restant à faire	23.979
Il convenait d'ajouter l'excédent des dépenses à cette date	
du compte de 1784	18.888
et la gratification aux ingénieurs pour 1785	4.000
	346.844

Les recettes provenant uniquement des impôts n'étant que de 326.752 l.
le déficit ressortait à 20.091 l.
il sera de 23.845 l. au 31 décembre 1788 d'après une situation établie au 1^{er} avril 1790 époque à laquelle la situation de l'exercice 1785 était définitivement établie, il aurait été fait cette année-là pour 334.834 l. de travaux ce qui portait le déficit à environ 30.000 l., d'après ce compte le déficit de 1784 n'aurait été que de 18.000 l.

Les travaux adjugés pour 1786 s'élevaient, grâce aux ressources de l'emprunt, à une somme beaucoup plus élevée que les années précédentes, 633.340 l. portant sur 311.641 t. soit 607 km. 7 (entretien et construction) ; un arrêt du 5 septembre 1786 décida qu'une partie du prix de plusieurs adjudications : au total 107.400 l. ne serait payée que sur les fonds de 1787, ce qui réduisait les paiements à faire sur les fonds de 1786 à 525.940 l. au 31 décembre 1788.

Les ouvrages exécutés étaient de	558.964 l.
ceux restant à exécuter de	65.432
ceux faits par augmentation de	7.559
65.432 l. de travaux avaient été supprimés.	

A ces dépenses il fallait ajouter l'excédent des dépenses du compte de 1785 à cette date	23.845
les frais de caisse et de contrat de l'emprunt	5.000
les intérêts de l'emprunt pour 1786	8.703
le remboursement du quinzième du capital	20.000
le paiement à un ancien entrepreneur conformément aux décisions du Conseil	11.008
Gratifications aux ingénieurs	4.000

704.511 l.

Les recettes de l'exercice s'élevaient à 626.551 l. (300.000 de la première tranche de l'emprunt et 326.551 des impositions habituelles), ce qui donnait un déficit de 77.959 l.

Il s'élèvera à 107.510 l. au 31 décembre 1789, à très peu de chose près le chiffre de 107.400 l. montant de la somme qui devait être reporté sur l'exercice 1787 ; d'après la situation établie au 1^{er} août 1790, à cette date les travaux faits au compte de cet exercice étaient de 674.791 l. et ceux restant encore à exécuter de 8.000 l., le bilan de cet exercice s'établissait ainsi : dépenses 768.423 (les mêmes que dans le compte précédent sauf l'augmentation du déficit de 1785 de 23.845 l. à 30.000 et l'imputation à cet exercice de 6.920 l. d'indemnité pour terrains expropriés) ; recettes 626.551 l., soit un déficit de 142.000 l.

Lors de la session de 1786, les syndics fournirent les renseignements les plus détaillés sur les travaux entrepris durant 1785 et en cours pour 1786 ; mais il appartenait au Bureau des Grands Chemins de tracer, le 10 décembre, le plan des travaux à accomplir pour 1787 et 1788 (nous aurons l'occasion d'y revenir) et d'indiquer les modifications et améliorations à apporter aux méthodes en cours.

Après avoir précisé la nécessité de diminuer le montant de chaque adjudication, le rapport s'étendit longuement sur la manière

dont les travaux d'entretien étaient faits après y avoir apporté les modifications qu'une longue expérience avait permis d'acquérir.

« Les entretiens simples faits pour les routes en état de perfection exigent plus d'assiduité que de travail, aussi y a-t-il été pourvu « au moyen d'un adjudicataire et de plusieurs cantonniers (nous « avons signalé leur création en 1784) placés de distance en distance. L'adjudicataire se charge de transporter sur le bord du « chemin les matériaux qui lui sont indiqués, les cantonniers doivent répandre ces matériaux, entretenir les fossés et les accotements, combler les ornières, etc. » N'est-ce pas la conception actuelle de l'entretien de nos routes modernes ? Le prix de l'entretien simple était d'environ 800 l. par lieue (4.680 m.) le prix indiqué en 1784 était de 800 à 1.000 l. Le Bureau demandait, et l'Assemblée décida que chaque adjudication d'entretien simple porterait sur une étendue de 4.000 à 6.000 t. (7 km. 8 à 11 km. 7), ceci pour permettre aux fermiers et aux propriétaires riverains d'y participer et de faire baisser les prix. L'ingénieur en chef avait proposé d'étendre au terme de trois ans les adjudications d'entretien simple. Le Bureau en fit adopter l'essai mais à la condition que les ouvrages et fournitures de chaque année soient vérifiés et reçus tous les ans. Conformément à cette décision les marchés d'entretien passés en 1787 le furent pour trois ans.

Les travaux en entretien provisoire se faisaient sur les routes simplement ouvertes et non encore perfectionnées, ils avaient pour but d'empêcher que ces chemins ne soient pas interceptés et qu'ils soient praticables en tout temps. Ils devaient également rendre carrossables les mauvais passages, mais l'expérience prouva que ces réparations légères demandaient beaucoup d'argent et ne garantissaient pas longtemps le chemin d'une nouvelle dégradation, la dépense était faite en pure perte, et il fallait recommencer entièrement l'ouvrage comme si l'on n'avait rien fait lorsqu'on voulait le rendre solide et le mettre en état de perfection. Aussi la Commission Intermédiaire avait-elle décidé à partir de 1786 que les fonds précédemment employés à cet usage seraient destinés à l'avenir à des constructions neuves et à mettre à l'entretien simple les plus mauvais passages. Le Bureau applaudissait à cette décision.

Il fit également décider par l'Assemblée l'établissement sur les routes de « pierres milliaires » et de poteaux indicateurs à tous les embranchements.

Au cours des années 1787 et 1788 les adjudications suivantes furent passées :

Route N° 1. — Travaux d'entretien sur toute la longueur de la route.

Construction de 153 t. (300 m.) aux abords du pont reconstruit de Notre-Dame de Cahors et de 186 t. (362 m.) pour une rectification de la route dans le faubourg Saint-Georges de Cahors, soit un total de 349 t. (662 m.).

Route N° 2. — Travaux d'entretien sur toute la longueur de la route.

Route N° 3. — Travaux d'entretien sur toute la longueur de la route.

Construction de 2.393 t. (4.665 m.) entre le Fraisse et 500 t. au delà de la croix de Lalo (entre Villefranche et Rignac), de 667 t. (1.300 m.) entre la croix plantée sur le chemin de Lanuéjols et le bas du coteau d'Espaliac (entre Villefranche et Rignac), de 443 t. (865 m.) entre la fontaine de Lanuéjols et la croix du Bruel (entre Villefranche et Rignac), de 10.332 t. (20.145 m.) entre Villefranche et Lacramerie, de 812 t. (1.585 m.) entre le Pont de Salars et Viarouge, de 1.297 t. (4.530 m.) entre Belcastel et le pont de Raviet, de 2.367 t. (4.615 m.) aux abords de Millau, soit un total de 18.311 t. (35 km. 7).

Route N° 4. — Travaux d'entretien sur toute la longueur de la route.

Construction de 389 t. (755 m.) entre le pont de Saint-Sernin et la porte de Saint-Sernin, 1.092 t. (2.130 m.) aux abords du pont de la plaine de Salmanac (près de Vabres), 752 t. (1.465 m.) entre Saint-Jean du Bruel et Nant, soit un total de 2.231 t. (4 km. 350).

Route N° 5. — Travaux d'entretien depuis son embranchement sur la N° 3 jusqu'à Lacalm (limite de la Province).

Construction de 962 t. (1.875 m.) entre le village de Bro et celui d'Airol.

Route N° 6. — Travaux d'entretien de Villefranche à Bagnac (limite de la Province).

Le Bureau des Grands Chemins dans son rapport du 10 décembre 1786 avait déclaré que toutes les provinces intéressées « travaillant » à une belle communication depuis Marseille jusque dans l'Angouche, Figeac, Saint-Céré, Tulle, Limoges, Angoulême » et qu'il importait que la Haute-Guyenne s'associe à ce bel effort ; pour la partie l'intéressant, cette dernière empruntait la route N° 6 dont seule la partie Villefranche-Figeac était faite, la route N° 8 pendant quelques kilomètres (en cours de construction) à la sortie de Figeac et la route N° 20 de Figeac à Tulle par Saint-Céré et Bretenoux qui s'em-

branchait sur la N° 8 entre Figeac et Grammat, à peu près à distance égale de ces deux villes.

En conséquence, l'Assemblée décida de consacrer des sommes importantes tant sur la partie La Guépie-Villefranche que sur la route N° 20 qui devint désormais la route N° 12 à la place de celle de Montauban à Albi par Montclar ; aucuns travaux n'avaient été encore faits sur cette route qui mesurait environ 15.000 t., soit 29 km. 2.

En conséquence de cette décision d'importants travaux furent faits entre Villefranche et la limite de la Province près de La Guépie ; construction de 335 t. (655 m.) entre le pont de Griffoul et celui du Pin et de 480 t. (935 m.) à la sortie de La Guépie, soit un total de 815 t. (1.590 m.).

Route N° 7. — Construction de 481 t. (940 m.) à la suite de la partie adjugée en 1785 et se terminant à l'auberge de la Souque.

Route N° 8. — Travaux d'entretien sur la partie Rodez-Druelle.

Construction de 846 t. (1.650 m.) entre Saint-Geniez et le pont de Roucas, de 1.248 t. (2.435 m.) entre Druelle et le Pas, 265 t. (515 m.) dans la traversée de Figeac et 2.187 t. (4.260 m.) à la suite de la partie adjugée en 1786 entre Figeac et Grammat et se terminant au haut de la côte de Fons, soit un total de 4.646 t. (8 km. 860 m.).

Route N° 9. — Construction de 1.211 t. (2.360 m.) entre Puy-L'Evêque et le déversoir du moulin de Mérure.

Route N° 10. — Construction de 2.464 t. (4.805 m.) à la suite de la partie adjugée en 1786 entre Septfonds et Saint-Antonin et se terminant au haut de la côte de Saint-Antonin.

Route N° 11. — L'Administration provinciale crut devoir ranger sous ce numéro la route N° 14 du programme routier qui reliant directement Cahors à Moissac et à la route N° 2 Montauban-Bordeaux, facilitait les relations de la capitale du Quercy avec une partie du Languedoc.

Lors de la session de 1786 le Bureau des Grands Chemins fit ressortir que cette route était fort importante, outre l'utilité des relations plus faciles avec Bordeaux, elle desservait un pays très riche en blé, dépourvu jusqu'ici de communications, ce qui lui permettrait ainsi d'exporter le surplus de ses récoltes. Mais l'Assemblée devait faire son choix entre plusieurs tracés le premier par Lauzerte et Moncuq, celui qui était primitivement prévu, le second par Aucastel et les hauteurs de Boisse, le troisième par Castelnau de Montratier, il existait déjà une route entre Moissac et

Lauzerte construite autrefois au moyen des corvées mais en fort mauvais état.

Le Bureau fit adopter le tracé Castelnau, Saint-Aurél, La Capelette parce qu'il traversait des contrées plus riches et que Moissac et Castelnau le désiraient également (Castelnau avait adressé un mémoire à l'Assemblée à ce sujet lors de la session de 1784).

Pour satisfaire Lauzerte et Moncuq, il fut décidé que l'on relierait ces deux villes à Moissac « le plus grand débouché de mi-« noterie de cette région » dit le rapport, en perfectionnant le chemin de Moissac à Lauzerte et en faisant communiquer Lauzerte avec Moncuq au moyen d'ateliers de charité ; il fut également convenu que l'on relierait ces deux villes par le même moyen avec Puy-l'Evêque et Duravel.

En 1787-1788, il fut construit 1.188 t. (2.315 m.) entre Saint-Aurél et La Capelette, soit un total de 2.666 t. (5 km. 200).

Route N° 12. — Ancienne route N° 20 comme nous l'avons dit précédemment.

Construction de 930 t. (1.815 m.) entre Saint-Céré et la fontaine de Banque dans la direction de Bretenoux.

Route N° 14. — L'Administration provinciale avait cru devoir accorder des subventions importantes sur les fonds de charité pour la construction de la route de Millau au Gévaudan et à Mende qui s'embranchait sur la N° 7 à Aguessac, et passait par Rivière-sur-Tarn et Boyne. A partir de 1786, elle fut rangée dans les routes provinciales sous le N° 14 : (la route N° 14 du plan primitif étant devenue la route N° 11) 2.129 t. (4 km. 150) furent construites entre Rivière et Boyne en 1787 et 1788.

Le montant global des adjudications faites pour 1787 fut de 423.742 l. portant sur 338.109 t., soit 659 km. 3 de routes à l'entretien ou construites à neuf.

Le dernier état des recettes et des dépenses de cet exercice que nous ayons trouvé a été établi au 10 août 1790.

Les recettes y figurent pour	626.308 l.
Se décomposant :	

Tranches 1788 de l'emprunt	300.000 l.
----------------------------------	------------

Impositions	326.308 l.
-------------------	------------

Les dépenses pour	532.811 l.
Se décomposant :	

Ouvrages faits suivant les devis	404.342 l.
--	------------

Ouvrages restant à faire	16.346 l.
--------------------------------	-----------

Frais de caisse de l'emprunt	4.275 l.
------------------------------------	----------

Intérêts des 280.000 l. restant dû sur la tranche de 1786	14.000 l.
Intérêts de la tranche de 1787	14.746 l.
Remboursement du 2 ^e quinzième de la tranche de 1786	20.000 l.
Remboursement du 1 ^{er} quinzième de la tranche de 1787	20.000 l.
Indemnités aux propriétaires expropriés	14.792 l.
Quai de Villefranche	20.300 l.
Gratifications aux ingénieurs pour 1787.	4.000 l.

532.811 l.

Il convient d'ajouter le déficit de l'exercice 1786, à cette époque environ	142.000 l.
---	------------

Soit un total de 674.811 l.

Laissant un déficit d'environ 48.500 l.

Pour 1788, les adjudications atteignirent le chiffre de 472.169 l. pour 341.091 t., soit 666 km. 1, de routes à l'entretien ou construites à neuf.

Malheureusement, par suite de troubles apportés à la comptabilité provinciale par la Révolution et la création de deux départements de l'Aveyron et du Lot nous ne possédons le bilan de cet exercice qu'à la date du 10 août 1790, époque à laquelle il restait à exécuter des travaux pour 29.057 l.

Recettes 628.812 l.

Soit :

Emprunt tranche 1788 300.000 l.

Impositions 328.812 l.

Dépenses 737.931 l.

Ouvrages faits suivant les devis 443.111 l.

Ouvrages faits par augmentation 14.996 l.

Ouvrages restant à faire 29.058 l.

Paiements à divers particuliers pour indemnités de terrains 1.147 l.

Intérêts de la tranche de 1788 de l'emprunt 13.389 l.

Remboursement du 1^{er} quinzième de cette tranche 19.000 l.

Frais de caisse de l'emprunt 4.230 l.

Intérêts des 260.000 l. de la tranche de	
1786	13.000 l.
Remboursement du 3 ^e quinzième de	
cette tranche	20.000 l.
Intérêts des 280.000 l. de la tranche de	
1787	14.000 l.
Remboursement du 2 ^e quinzième de	
cette tranche	20.000 l.
Gratifications aux ingénieurs pour 1788.	4.000 l.
Déficit de l'exercice 1787, environ	142.000 l.
Laissant un déficit d'environ	109.000 l.

Malgré les troubles de 1789, les adjudications de cette année se firent dans des conditions normales :

Route N° 1. — Travaux d'entretien sur toute la longueur de la route.

Route N° 2. — Travaux d'entretien sur toute la longueur de la route.

Route N° 3. — Travaux d'entretien sur toute la longueur de la route.

Construction de 873 t. (1.700 m.) entre la croix du Bruel et le chemin de Cavantrac à Anglars ; de 719 t. (1.400 m.) traversant Lanuéjols ; de 481 t. (940 m.) au bas de la côte Saint-Félix ; de 629 t. (1.225 m.) aux abords du Pont de Ramu ; soit un total de 2.702 t. (4 km. 265 m.).

Route N° 4. — Travaux d'entretien sur toute la longueur de la route. Construction de 536 t. (1.045 m.) entre Saint-Jean-du-Bruel et Nant à la suite de la partie exécutée en 1787 ; de 189 t. (365 m.) aux abords du pont de Saint-Sernin, soit un total de 725 t. (1.410 m.).

Route N° 5. — Travaux d'entretien depuis son embranchement sur la route N° 3 jusqu'à Lacalm. Construction de 385 t. (750 m.) entre le haut de la côte de la Mouline (près de Rodez) et la partie exécutée en 1782, et de 746 t. (1.455 m.) entre le village d'Ayrot et celui de Falguières, soit un total de 1.131 t. (2 km. 205 m.).

Route N° 6. — Travaux d'entretien de la partie Villefranche-Bagnac. Construction de 1.255 t. (2.445 m.) à la sortie de La Guépie à la suite de la partie adjugée en 1788.

Route N° 7. — Construction de 656 t. (1.280 m.) aux abords de La Souque.

Route N° 8. — Travaux d'entretien de la partie Rodez-Druelle. Construction de 860 t. (1.680 m.) du ruisseau d'Etable (limite de la Province) à Saint-Laurent-d'Olt ; de 2.110 t. (4.115 m.) entre Le Pas et Lasfarguette (entre Rodez et Rignac) ; de 4.059 t. (7.915 m.)

entre Thémînes et Gramat ; de 926 t. (1.805 m.) aux abords du Vigan du côté de Saint-Projet (entre Gourdon et Gramat), soit un total de 7.955 t. (15 km. 515 m.).

Route N° 9. — Construction de 584 t. (1.140 m.) du défilé de Mercues au village de Mercues (près de Cahors) et de 582 t. (1.135 m.) à la suite de la partie du défilé de Puy-l'Evêque adjudgé en 1787, soit un total de 1.166 t. (2 km. 275 m.).

Route N° 11. — Construction de 1.336 t. (2.605 m.) entre La Capelette et Saint-Auriel et de 1.361 t. (2.655 m.) entre Castelnaud et Saint-Auriel, soit un total de 2.697 t. (5 km. 260 m.).

Route N° 12. — Construction de 1.161 t. (2.265 m.) entre la fontaine de La Banque et Bretenoux et de 801 t. (1.560 m.) entre Bretenoux et le village Saint-Michel, soit un total de 1.962 t. (3 kilomètres, 825 mètres).

Route N° 13. — L'Administration provinciale estima avec juste raison qu'il convenait d'établir le plus tôt possible la route de Saint-Affrique à Millau (N° 20 de l'ancien programme), qui permettrait de faire communiquer Millau avec toute la région de l'Albigeois desservie par la route N° 4 ; elle donna à la nouvelle voie le N° 13 laissé vacant depuis l'époque où la route du Quercy en Albigeois par Saint-Antonin avait pris le N° 10. Cette route très courte partait de Millau pour aller rejoindre la route N° 4 à Saint-Rome-de-Cernon ; c'est aux abords de cette dernière ville que furent commencés les travaux en 1789 sur 674 t. (1.315 m.).

Route N° 14. — Construction de 748 t. (1.460 m.) partie de la côte de Boyne.

Le total des adjudications faites en 1789 se montait ainsi à 494.209 l. pour 351.213 t. (684 km. 8) se décomposant :

1° 329.542 t. (642 km. 6) de routes à l'entretien pour 150.757 l.

2° 21.671 t. (42 km. 2) de routes construites à neuf pour 343.452 livres.

La dernière situation de l'exercice 1789 que nous avons pu trouver a été établie à la date du 10 août 1790. Contre un montant global de recettes de 628.812 l., se décomposant :

Emprunt : 300.000

Impôts : 328.812,

les dépenses s'élevaient à 829.139 l., soit :

Ouvrages exécutés conformément au devis	313.313 l.
Ouvrages faits par augmentation	3.600 l.
Ouvrages restant à faire	280.789 l.
Paiements aux anciens entrepreneurs (arrêt du 19 juin 1789)	90.209 l.

Frais de caisse et de contrat de l'emprunt	3.866 l.
Intérêts des 300.000 l. de la tranche de 1789	14.379 l.
Remboursement du 1 ^{er} quinzième de cette tranche ..	20.000 l.
Intérêts des 240.000 l. de la tranche de 1786	12.000 l.
Remboursement du 4 ^e quinzième de cette tranche ..	20.000 l.
Intérêts des 260.000 l. de la tranche de 1787	13.000 l.
Remboursement du 3 ^e quinzième de cette tranche ..	20.000 l.
Intérêts des 280.000 l. de la tranche de 1788	13.992 l.
Remboursement du 2 ^e quinzième de cette tranche ..	20.000 l.
Gratifications aux ingénieurs pour l'exercice 1789 ..	4.000 l.

Mais à ce chiffre de 829.139 l., il convenait d'ajouter les 109.000 l. du déficit de 1788, ce qui faisait un total de 938.139 l. soit un déficit réel d'environ 309.000 l.

Malgré la suppression de l'Assemblée provinciale, les travaux restant à faire sur l'exercice 1789 furent, pour la presque totalité achevés au cours de 1790 et des années suivantes.

Les sommes dépensées sur les routes de 1781 à 1789 inclus s'élevèrent ainsi à environ 3.815.000 l. somme fort considérable pour l'époque : environ 42 % furent employés en travaux d'entretien et 58 % en travaux neufs. Au fur et à mesure de la remise en état du réseau routier et de l'ouverture des nouvelles routes, la moyenne des frais d'entretien au kilomètre diminua sensiblement ; en 1781, elle était de 530 l., en 1782 de 280 l., en 1783 de 720 l., en 1784 de 430 l., en 1785 de 420 l., en 1786 de 360 l. pour tomber à 230 l. à partir de 1786, époque à laquelle il put être décidé que seuls des travaux d'entretien simple seraient faits pour cette catégorie de routes.

SECTION VI

Etat et importance des routes lors de la disparition de l'Administration provinciale.

L'importance des sommes dépensées et la vigilance de l'Administration provinciale donnèrent des résultats fort appréciables. Voici quel était approximativement l'état du réseau routier de la Province à la veille de la Révolution :

La route N° 1, aujourd'hui route nationale N° 20 de Paris à Toulouse par Souillac, Payrac, Cahors, Caussade et Montauban, d'une longueur d'environ 145 km., était dans un état parfait de viabilité : l'Administration provinciale avait fait exécuter des travaux importants sur cette route pour en rectifier certaines parties défectueuses,

notamment entre le Montat et le pont de Cariol (à quelques kilomètres de Cahors) et dans la traversée de Cahors.

La route N° 2, aujourd'hui route nationale N° 127 de Montauban à Bordeaux, traversant la Province sur une étendue de 44 km. était très bonne, tout comme la route N° 1. L'Administration provinciale se contenta de la remettre en état et de l'entretenir soigneusement.

La route N° 3 de Montauban à Montpellier s'embranchait sur la route N° 1 à Caussade et passait par Caylus, Villefranche, Le Pont-de-Salars et Millau. Des sommes considérables furent dépensées en travaux de construction sur toute la longueur de la route.

1° 51 km. entre Caussade et Villefranche (aujourd'hui route nationale N° 126 de Caussade à Rozières, et N° 111 de Rozières à Villefranche) plus de 14 km. furent construits à neuf de 1781 à 1785. Bertrand et De Marmillod, qui furent chargés respectivement en 1785 et en 1787 d'inspecter les routes de la Province, déclarèrent dans leurs rapports que cette partie « était une des routes les plus belles de la généralité ».

2° Après Villefranche, la route N° 3 passait par Rieupeyroux. Le Pont-de-Salars avant d'atteindre Millau (Pour aller à Rodez, il fallait quitter cette route à La Primaube et emprunter pendant 8 km. la route N° 5). D'après Bertrand et De Marmillod (1785-1787), cette partie très ancienne aurait été originairement « mal faite et mal tracée ». (La mode est aux routes en droite ligne, or ce tronçon répondait fort mal à cette conception). Aussi l'Assemblée fit-elle refaire certaines parties entre La Primaube et Millau (principalement aux abords de Viarouge). Quant à la partie entre Villefranche et La Primaube, il avait été primitivement décidé, comme nous l'avons vu, qu'elle serait remplacée par la route Villefranche-Rignac incorporée à la route N° 3 et la partie de la route N° 8 comprise entre Rignac et Rodez, (il faut noter cependant qu'en 1781-82 près de 2 km. avaient été faits à neuf aux abords du Lac) mais en 1790 elle avait été mise en état de viabilité. La partie Villefranche-Millau (117 km.) appartient aujourd'hui à la route nationale N° 111. L'Administration provinciale fit un effort considérable pour relier la route N° 6 (près de Villefranche) à la route N° 8 (près de Rignac). A la veille de la Révolution, seuls quelques tronçons de très faible importance restaient à faire ; de 1784 à 1790, plus de quatre cinquièmes (22 km. 5) de la route furent terminés. Cette route est comprise dans l'I. C. 1 de l'Aveyron, classée depuis quelques mois route nationale.

3° La partie de Millau-La Cavalerie-La Pézade (34 km.), comprise aujourd'hui dans la route nationale N° 9, était, à la veille de la

Révolution, dans un état parfait : l'Administration provinciale en avait fait refaire diverses parties, soit plus de 15 km.

La route N° 4 (107 km. 5), désignée primitivement sous la dénomination « route de Toulouse dans les Cévennes par Albi, Saint-Sernin, Vabres et La Cavalerie », était devenue la route de Montauban à Albi et, dans les Cévennes, l'itinéraire entre Albi et les Cévennes était resté le même ; la partie Albi-Toulouse avait été remplacée par celle Albi-Montauban, qui traversait la province sur une faible étendue à la sortie de Montauban. Cette route est devenue aujourd'hui la route nationale N° 99.

En tenant compte des renseignements que nous avons fournis plus haut et de ceux que nous avons puisés dans le compte rendu de l'inspection Bertrand (1787), cette route se trouvait, à la veille de la Révolution, dans l'état suivant : la partie comprise entre Montauban et les limites de la généralité, environ 5 km. 500, dont plus du tiers en pavé, était en très bon état ; celle entre la limite de l'Albigeois et Saint-Sernin, 8 km., était en parfait état d'entretien, mais comme elle était ouverte depuis fort longtemps, les ingénieurs estimaient qu'il y aurait lieu d'améliorer son tracé sur certains points, (plus de 2 km. avaient été faits à neuf pour la faire passer sur le nouveau pont de Saint-Sernin construit par l'Administration provinciale) ; la partie comprise entre Saint-Sernin et La Cavalerie (63 km.) était « entretenue autant que le permet le défaut presque absolu de bons matériaux, elle peut être considérée comme une route ouverte mais sans « chaussée » (De Marmillod), elle était cependant praticable, elle devait être redressée en plusieurs points, et l'Assemblée avait fait accomplir déjà près de 3 km. de rectification aux abords de Saint-Romed-Cernon, La partie La Cavalerie-limites du Languedoc (31 km.) était en cours de construction en 1780 et les travaux de construction furent continués entre Saint-Jean-du-Bruel et Nant sur une longueur d'environ 4 km.

Les diverses parties de la route N° 5 de l'Albigeois en Auvergne par Le Pont-de-Tanus, Rodez, Laguiole et Lacalm appartiennent aujourd'hui à diverses routes nationales : la N° 88 entre Tanus et Baraqueville (25 km.) et entre La Primaube et La Rotonde (30 km.), la N° 111 entre Baraqueville et La Primaube (11 km.), la N° 120 entre La Rotonde et Espalion (11 km.) et la N° 12 entre Espalion et Lacalm (42 km.). La route N° 5 fut l'objet des soins les plus vigilants de l'Administration provinciale. Nous avons vu qu'elle se refusa cependant à entreprendre la partie Le Pont-de-Tanus-Baraqueville qui devait être faite avec le produit de l'impôt du sel. Entre La Primaube et Espalion, elle fit rectifier la route en plusieurs points

sur une longueur de plus de 14 km. (côte et traversée de La Mouline, parties situées entre Boscus et Vaissettes, entre Curlande et Le Pont-d'Aleng, aux abords de La Viguerie et de Falguières) ; De Marmillod déclarait en 1785 que cette partie était bien tracée et que les chaussées faites en empierrement étaient en excellent état. L'Administration ne fit construire, pour la partie Espalion-Lacalm, qu'un tronçon de 1.250 m. entre Laguiole et Lacalm. En 1785, De Marmillod affirme que la route venant de Rodez n'est point ouverte au delà d'Espalion. Ce n'est qu'à partir de 1787 que nous voyons apparaître des crédits pour l'entretien simple de ce morceau, crédits qui figurent alors dans tous les budgets annuels, ce qui prouve que la route était praticable à partir de 1787 jusqu'aux limites de la Province. Nous croyons cependant que pour la presque totalité de cette partie, il s'agissait d'une route ouverte mais sans chaussée.

La route N° 6 de l'Albigeois en Auvergne par Najac, Villefranche et Figeac (route nationale N° 122) devait traverser la Province sur une longueur de plus de 95 km., mais, jusqu'en 1787, l'Administration provinciale s'était bornée à mettre en parfait état d'entretien la partie Villefranche-Figeac, limites de l'Auvergne (61 km.). Après avoir terminé la route entre Bagnac et les limites de l'Auvergne sur une longueur de 2.750 m., elle n'avait consacré aucune somme à la section Villefranche-La Guépie, qui n'était point encore ouverte. Mais sur l'ordre du pouvoir royal, désireux d'ouvrir une route allant de Marseille dans l'Angoumois par Montpellier, Albi, Villefranche, Figeac, Saint-Céré, Tulle, et empruntant par conséquent la section La Guépie-Villefranche, elle consacra, au cours des trois dernières années de son existence, des sommes considérables pour ce travail : elle fit faire ainsi plus de 4 km. aux environs de La Guépie sur un parcours très difficile.

La route N° 7 était destinée à relier Montpellier à Paris. Dans sa traversée de la Province, elle empruntait la route N° 3 (route nationale N° 9) de La Pézade à Millau. De longues controverses avaient eu lieu pour fixer son tracé : passerait-elle par Marvéjols, en adoptant le parcours suivi actuellement par la route nationale N° 9 (par Aguessac, La Gralherie et Séverac-le-Château) ? Passerait-elle par Mende, en traversant Millau, Aguessac, Boyne, Massegros, Chanac (route nationale N° 9 jusqu'à Aguessac et route nationale N° 107 bis d'Aguessac à Boyne, puis I. C. 9 à partir de Boyne) ? La première solution fut adoptée en 1784 de concert avec les états du Languedoc. Mais l'Administration provinciale s'efforça de donner satisfaction à tout le monde. Pour desservir la région de Mostuéjols, elle classa dans les routes provinciales sous le N° 14, le tracé Aguessac-Boyne-

Rivière, qui, rejoignant la route de Mende, ce qui avait l'avantage de faire communiquer Millau et Mende.

Conformément à ces décisions, il fut construit, de 1780 à 1790, entre Millau et les environs de La Gralherie, une route fort bien tracée de plus de 15 km.

La route N° 8 devait traverser la Province en entier d'est à ouest, sur une longueur de plus de 180 km. ; elle faisait communiquer le Gévaudan et le Périgord et était une partie de la route de Lyon à Bordeaux. Son importance était si grande que l'Administration provinciale crut devoir faire un immense effort financier pour son ouverture et pour hâter les travaux : ils furent commencés en plusieurs points. Son tracé était le suivant :

Venant de Marvéjols, elle passait par Saint-Laurent-d'Olt et Saint-Geniez, en suivant le tracé actuel de la route nationale N° 88. Nous ne pensons pas cependant qu'elle aboutissait, comme la 88, à La Rotonde (sur la route Espalion-Rodez) mais, à un point beaucoup plus rapproché de Rodez, elle se confondait, pendant quelques kilomètres avec la route Espalion-Rodez. De Rodez, elle se dirigeait sur Rignac ; peu de distance après ce bourg, elle se séparait de la route Rignac-Villefranche (la partie comprise entre Rodez et cette bifurcation appartient à la route nationale I. C. N° 1, de là elle prenait la direction de Figeac, devant suivre approximativement les routes nationales I. C. Aveyron N° 10 et G. C. Lot N° 1 (1). Après Figeac, elle se dirigeait sur Gramat par Le Bourg (aujourd'hui la partie Figeac-Le Bourg appartient à la route nationale N° 140 et la partie Le Bourg-Gramat à la route nationale G. C. N° 1 (1). De Gramat, nous pensons qu'elle continuait de suivre approximativement le G. C. N° 1 (1), passant à Gourdon et se dirigeant vers Domme et Sarlat par le G. C. N° 18. Près de 45 km. furent construits en neuf ans sur cette route : 1.700 m. entre les limites de la Province et Saint-Laurent-d'Olt, 3 km. entre Saint-Laurent-d'Olt et Saint-Geniez, la partie Rodez-Les Farguettes (entre Rodez et Rignac) comprenant plus de 15 km., la traversée de Figeac et la partie Figeac-Gramat (sauf entre Thémines et la côte de Fons) soit 21 km., et enfin près de 2 km. entre Gourdon et Gramat, non loin du Vigan.

Dans les dernières années de l'Administration provinciale, la route N° 9 (ex-N° 16) de Cahors à Bordeaux par Luzech, Puy-L'Evêque et Duravel fut ouverte et conservée en parfait état sur plus de 10 km. entre Cahors et Mercues et aux abords de Puy-l'Evêque : c'est aujourd'hui la route nationale N° 111.

(1). Ces routes ont été récemment classées comme route nationale et conservent provisoirement leurs numéros anciens.

La route N° 10 (ex N° 13) du Quercy en Albigeois par Saint-Antonin, dont la construction n'avait commencé qu'en 1786, était achevée, à la veille de la Révolution, sur une longueur de 7 km. 4, entre son embranchement près de Septfonds sur la route N° 3 et le haut de la côte de Saint-Antonin. Elle est devenue aujourd'hui la route G. C. 5 entre Septfonds et Saint-Antonin, G. C. 19 entre Saint-Antonin et la limite du Tarn-et-Garonne.

La route N° 11 (ex-N° 14) entre Cahors et Moissac, suivait d'abord la route N° 1, aujourd'hui route nationale N° 20, pendant quelques kilomètres, puis elle empruntait le G. C. Lot N° 19 passant par Castelnau-de-Montratier et, à la limite du Tarn-et-Garonne, le G. C. Tarn-et-Garonne N° 16, pour aboutir, près de Moissac, à la route N° 2 (route nationale N° 127). 10 km. 5 furent construits pendant les trois dernières années de l'Administration provinciale, entre Castelnau et La Capelette.

Le désir de hâter la réalisation de la route de Marseille à l'Angoumois incita l'Administration à faire d'importants travaux sur la route N° 12, de Figeac à Tulle, laquelle, après avoir emprunté la route N° 8 jusqu'au Bourg, continuait en suivant le tracé de la route nationale N° 122 par Saint-Céré et Bretenoux. Près de 5 km. de route furent construits entre ces deux villes.

La Révolution interrompit les travaux commencés sur la route N° 13 (ex-N° 20), qui, partant de Millau, passant par Saint-Georges-de-Luzençon et Saint-Rome-de-Cernon (aujourd'hui I. C. N° 3), reliait Millau à Saint-Affrique. Seuls, 1.300 m. de travaux furent effectués aux abords de Saint-Rome-de-Cernon.

Nous avons déjà vu quels furent les mobiles qui incitèrent l'Administration provinciale à construire la route N° 14, qui permettait de relier Millau à Mende (aujourd'hui route nationale N° 107 bis d'Aguessac à Boyne et I. C. 9 de Boyne à la limite de l'Aveyron) ; de 1786, date à laquelle elle fut classée dans les routes provinciales, à 1790, la partie Rivière-Boyne, soit 4 km., fut exécutée, ainsi qu'une longueur de 1.500 m. à la sortie de Boyne vers Massegros, malgré l'opposition d'une partie de la population desservie par la nouvelle route N° 7 par Séverac désireuse que les fonds fussent employés sur cette dernière route.

Lors de sa disparition, l'Administration provinciale laissait donc un réseau de plus de 750 km. de routes provinciales parfaitement carrossables et dont la plus grande partie était en excellent état de viabilité. Elle avait fait construire 180 km. de voies nouvelles. Pour mesurer l'importance de cette œuvre, il nous suffira de rappeler qu'à la fin de 1780, date à laquelle l'Administration provinciale

avait été chargée de l'administration des routes, si de nombreux kilomètres de chemins étaient ouverts, presque aucun n'était en état de viabilité. Vers le milieu du ^{xviii}e siècle le pouvoir royal avait fait établir plusieurs pépinières destinées à fournir les arbres à planter le long des routes et subsidiairement à distribuer certaines essences aux propriétaires de la Province. Lors de la création de l'Administration provinciale il semblait qu'elles n'aient rempli que fort incomplètement ce double but, aussi celle-ci demanda-t-elle en vain durant tout le cours de son existence la suppression de ces établissements qui coûtaient annuellement une somme élevée à la Province.

SECTION VII

Fonds de charité. Règles concernant leur distribution.

Mais l'œuvre de l'Administration provinciale en matière de routes ne se borna pas à l'entretien et à la construction des grandes routes provinciales. Grâce aux fonds de charité et au concours des communautés et des particuliers, elle put, non seulement faire agrandir et construire de nombreux chemins vicinaux dont chacun n'était utile qu'à un nombre très restreint de communautés, mais aussi créer des routes intéressant une élection entière ou même plusieurs.

Depuis fort longtemps, les autorités publiques avaient pris l'habitude de faire ouvrir, en temps de crise, des ateliers publics pour faire travailler les pauvres aux chemins ou à d'autres travaux d'utilité publique. Mais cette pratique se généralisa à la fin du règne de Louis XV. Turgot, qui, lors de son passage dans la généralité de Limoges, avait pu apprécier les effets utiles des ateliers de charité, prit des mesures pour étendre à toutes les provinces cette institution qu'il réglementa dans ses moindres détails (Instruction du 2 mai 1775).

La Haute-Guyenne recevait quelques fonds de charité du pouvoir royal : depuis 1773 jusqu'à 1779 compris, elle avait touché 385.000 livres. Malheureusement ces sommes avaient été fort mal réparties entre les élections de la Province. L'élection de Montauban avait reçu à elle seule plus de 240.000 l., dont la majeure partie avait été versée à la communauté même de Montauban. Les fonds de charité devaient servir principalement à établir des communications particulières utiles aux campagnes ; les communautés bénéficiant de ces travaux devaient contribuer à la dépense. Les ateliers établis dans les cantons les plus misérables devaient admettre les femmes,

les enfants et les vieillards, qui recevaient un salaire proportionné aux services qu'ils pouvaient rendre. Les salaires ainsi payés devaient être inférieurs aux salaires normaux, afin de ne pas attirer sur les chantiers toute la main-d'œuvre disponible et nuire ainsi à l'agriculture. La répartition de ces fonds était confiée à l'intendant, mais les états de distribution devaient être approuvés par le pouvoir central. Dès le 15 septembre 1779, l'intendant fit connaître à l'Assemblée que Sa Majesté remettait à l'Administration provinciale la gestion des fonds de charité à compter de 1780 ; il donna quelques précisions supplémentaires au début de la session de 1780 : « A l'égard des fonds que Sa Majesté destinera pour travaux de charité, son intention est qu'ils soient dirigés par l'Administration provinciale d'après l'ordre établi dans les autres généralités pour la destination, l'emploi et la comptabilité de ces fonds ».

Nous savons que l'Assemblée avait jugé utile de créer un bureau spécial pour l'étude des questions relatives aux fonds de charité : le 19 septembre 1779, ce bureau fit approuver « un règlement pour la régie des ateliers de charité et la confection des ouvrages ». Son article premier précisait que, lorsqu'une communauté désirerait « un chemin particulier ou quelque autre ouvrage de main-d'œuvre », elle le demanderait à l'Administration provinciale par une délibération en bonne forme, dans laquelle il serait fait mention de la contribution qu'elle offrait pour la confection de l'ouvrage et celles qui étaient données par les particuliers.

D'après l'article 2, la Commission Intermédiaire ne pouvait prendre en considération la demande de cette communauté qu'après avoir constaté l'utilité de l'ouvrage et après avoir fait faire un devis pour évaluer la dépense.

Ceci fait, au cas où l'Administration provinciale approuvait la dépense, la Commission Intermédiaire en rendait compte au Conseil (Art. 3).

Lorsque le Conseil avait approuvé l'ouvrage, ainsi que la part des fonds de charité qui y était destinée, il était choisi, à chacun des endroits où l'on devait exécuter les travaux, un directeur général-trésorier pour surveiller la construction de l'ouvrage au nom de l'Administration provinciale. Les fonds accordés par les communautés ou par les particuliers lui étaient remis sur quittance. La Commission Intermédiaire lui faisait également remettre la partie des fonds de charité destinée à cet ouvrage par des ordonnances sur les commis à la Recette Générale (ces ordonnances devant être quittancées par le directeur) (Art. 4).

Il était choisi, pour chaque atelier, par le directeur avec l'agré-

ment de la Commission Intermédiaire, un conducteur d'ouvrages qui faisait exécuter les travaux suivant les ordres du directeur. Ce conducteur répartissait les ouvriers de façon que les vieillards, les femmes et les enfants fussent employés dans des ateliers distincts de ceux des ouvriers valides. Les travaux étaient exécutés de préférence aux époques de morte-saison. (Art. 6).

L'article 7 précisait dans quelles conditions le directeur payait chaque semaine les salaires au conducteur, et l'article 8 indiquait la manière dont il était procédé à l'achat des instruments.

A l'expiration de chaque campagne, le directeur envoyait son compte signé de lui à la Commission Intermédiaire avec les pièces justificatives ; la Commission le transmettait avec son avis au Conseil.

Le gouvernement approuva ce règlement par lettre ministérielle du 31 mars 1781.

Mais ces dispositions privaient l'Intendant et le Bureau des Finances de Montauban de pouvoirs qui leur étaient particulièrement précieux par l'influence qu'ils leur donnaient. Aussi s'élevèrent-ils avec force contre ce règlement. Le 16 mars 1781, le Bureau des Finances rendit un arrêt par lequel il déclarait que, contrairement aux décisions prises par l'Administration provinciale, il était seul compétent pour régler la direction, la forme et la largeur des chemins et que les ouvrages terminés devaient être soumis à l'inspection de ses commissaires. Désormais, les consuls et les officiers municipaux devaient lui soumettre les projets de chemins dont ils désiraient l'ouverture ; il leur était enjoint d'assembler les communautés pour délibérer sur les réparations et réfections des chemins et d'adresser au parquet du Bureau leurs délibérations, pour décision.

Cette ordonnance fut affichée dans toute la Province. Le 5 mai, le président de l'Administration provinciale écrivit au directeur général des finances une très longue lettre pour lui dénoncer avec énergie cet abus de pouvoir. Il s'étonnait qu'« un simple Bureau des Finances se soit arrogé le droit d'enjoindre aux maires et consuls d'assembler les communautés de la généralité pour délibérer sur l'objet de son ordonnance » ; ceci n'était, ajoutait-il, que la première étape d'un plan d'opposition destiné à paralyser le Bureau Intermédiaire pour l'administration des fonds de charité. Il lui rappelait que, de tout temps, il avait existé un combat de juridiction entre l'Intendant et le Bureau des Finances au sujet des chemins « appelés vicinaux » et que les derniers ingénieurs, fatigués de cette lutte, s'étaient déterminés à ne rendre aucune ordonnance rela-

tive à ces chemins sans que les parties intéressées aient reçu l'autorisation du Bureau des Finances, ce qui avait mis, dans la distribution des fonds de charité, « une lenteur, une incertitude et des entraves incompatibles avec le bien du service ». Les circonstances actuelles rendraient cette marche encore plus dangereuse pour l'Administration nouvelle ; il était dangereux « de perdre un temps précieux en discussions et en procès ». Durant tout le cours de 1781, l'Evêque de Rodez s'occupa, par des lettres fort nombreuses et des démarches personnelles à Paris, de contrecarrer les projets du Bureau des Finances et de répondre aux critiques faites contre le règlement du 19 septembre 1780. L'on affirmait notamment que l'institution des directeurs d'ateliers de charité était une erreur fort grave et qu'il convenait d'attribuer la direction des travaux et la manutention des fonds aux maires et consuls des communautés. On voulait encore que les ingénieurs contrôlent, dans le plus grand détail, les sommes affectées aux ateliers de charité, qu'ils paraphent les feuilles tenues par les conducteurs pour les journées de travail.

Lors de la séance d'ouverture de la session de 1782, le 17 septembre, les syndics eurent tôt fait de répondre à ces critiques. Ce serait folie de préférer à des directeurs « choisis toujours parmi les citoyens les plus zélés et les plus dignes de l'estime publique les consuls des différentes communautés qui, dans nos campagnes, sont presque toujours des gens pauvres, grossiers et sans intelligence, qui n'ont ni le loisir, ni les connaissances qu'exige l'ordre de comptabilité et qui, à beaucoup d'autres égards, sont parfaitement incapables de remplir les vues de justice, d'humanité et d'économie que présente votre règlement sur cet objet intéressant ». Les ingénieurs, au nombre de 6, sont actuellement surchargés de travail et ne peuvent se trouver en même temps sur tous les chantiers de la Province ; d'ailleurs ne suffit-il pas qu'ils aient rédigé le devis estimatif prévu par le règlement et qui sert de boussole au conducteur ? Les démarches de Mgr Seignelay de Colbert furent couronnées de succès. Le règlement de 1780 fut maintenu (Il avait d'ailleurs donné toute satisfaction à l'expérience.) Grâce à l'attitude bienveillante du président de l'Administration provinciale, le conflit avec le Bureau des Finances de Montauban ne tarda pas à s'apaiser. Ce dernier adressa, en 1782, à l'Assemblée, un mémoire fort modéré et rempli d'esprit de conciliation. Il fut décidé, à la séance du 8 octobre, que la Commission Intermédiaire assurerait les trésoriers du Bureau des Finances « que jamais leurs droits ne seraient compromis par l'Administration et qu'il convient en même temps qu'elle prévienne les communautés sur ce qu'elles doivent

« faire pour ne pas manquer à l'occasion aux formes prescrites ». En fait, ce n'était accorder là qu'une satisfaction d'amour-propre et donner l'illusion aux membres de ce Bureau, dont les pouvoirs n'étaient plus que de pure forme, qu'ils conservaient quelques-uns de leurs anciens pouvoirs en matière de voirie : ils approuvèrent automatiquement tous les projets qui leur furent soumis.

Il est vrai que l'article 11 du règlement du 8 septembre 1782 donnait à l'Administration provinciale les pouvoirs les plus larges en matière de voirie. « C'est dans l'Administration provinciale qu'il sera « délibéré sur les constructions, et l'entretien des routes, et autres « ouvrages ou édifices publics ; elles ne pourront être ordonnées que « par le conseil de Sa Majesté sur l'avis du sieur Commissaire dé- « parti. »

Mais, comme nous l'avons déjà vu, le pouvoir royal ayant décidé (art. 2 de ce règlement) que « le Ministre n'aura de correspondance « habituelle et nécessaire qu'avec le Commissaire départi », c'est désormais par l'intermédiaire de l'Intendant et avec son avis que furent transmis les projets de distribution des fonds de charité établis par la Commission Intermédiaire et adressés au Ministre. De même, en vertu de l'article 17, « les ordonnances de paiement pour l'acquit « de quelque dépense que ce soit ne seraient délivrées à l'avenir « que par le sieur commissaire départi ». L'Intendant expédia les ordonnances de paiement des fonds de charité, mais elles ne pouvaient être payées qu'avec le visa de la Commission Intermédiaire. L'on ne tarda pas à s'apercevoir que cette dernière disposition, qui exigeait et le contrôle de l'Intendant et celui de la Commission Intermédiaire, retardait considérablement, vu le grand nombre de ces ordonnances, (il y avait de 50 à 120 ateliers de charité) les paiements, ce qui présentait les plus graves inconvénients. La Commission Intermédiaire présenta des observations au Gouvernement, qui lui promit de remédier à cet inconvénient, ce qui fut fait dans l'instruction interprétative du 8 septembre 1782 (arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 10 mars 1785. Son article 3 de la section 1^{re} s'occupe exclusivement des fonds de charité. Dans sa première partie, l'instruction ne fait que confirmer l'état de choses existant : « Lorsque les états de dis- « tribution seront rédigés, elle (la Commission Intermédiaire) les « adressera au Conseil par la voie du sieur Intendant... pour être « approuvés par Sa Majesté. » Voici ensuite la nouvelle disposition : « et aussitôt que les états de distribution auront été approuvés, le « sieur Intendant... expédiera et fera passer à la Commission Inter- « médiaire une seule ordonnance (précédemment l'Intendant déli- « vrait autant d'ordonnances qu'il y avait de paiements à faire) du

« montant de chaque état de distribution... La Commission Intermédiaire fera passer l'ordonnance ainsi visée (signée par elle suivant « une formule prescrite) du receveur général des Finances et ensuite « elle délivrera ses mandats au fur et à mesure. »

Nous avons déjà indiqué à propos des charges locales dans quelles conditions les adjudications et les réceptions de ces ouvrages étaient faits. Nous ne reviendrons pas non plus sur le violent incident qui mit aux prises la ville de Montauban et l'Administration provinciale au sujet de la construction du quai de Villebourbon, fait en partie au moyen de subventions prises sur les fonds de charité.

SECTION VIII

Travaux entrepris avec les fonds de charité et les subventions des communautés et des particuliers.

Lors de chaque session, l'Assemblée réclama énergiquement l'augmentation des fonds de charité. Grâce à ces récriminations et aux démarches actives de son président, elle obtint, de 1780 à 1789, soit pendant dix ans, 1.001.400 l., alors que la Province n'avait reçu, de 1773 à 1779, soit pendant sept ans, que 385.000 l., presque exclusivement employées en travaux somptuaires à Montauban. Les fonds de charité devaient remplir un double but : venir en aide aux populations les plus misérables du pays ; servir à la construction d'ouvrages utiles, et principalement de chemins vicinaux. L'Administration provinciale sut leur faire remplir ce double rôle.

L'Administration provinciale disposa de sommes considérables au titre des fonds de charité : 80.000 l. en 1780 ; 85.000 en 1781 ; 80.000 en 1782 ; 114.000 en 1783 ; 100.000 en 1784, plus un supplément de 50.000 l. accordé pour réparer les dégâts des inondations de cette année ; 90.000 l. en 1785 ; 80.000 en 1786 ; 86.400 en 1787 ; 116.000 en 1788 ; 120.000 en 1789, soit un total de 1.001.400 l. Il y a lieu d'ajouter à cette somme les contributions accordées volontairement par les particuliers et les communautés : l'Administration provinciale avait l'habitude de donner aux communautés une subvention égale au double de la contribution qu'elles offraient ; grâce à cette pratique, les sommes ainsi proposées par les communautés et les particuliers furent-elles de 33.198 l. en 1780 ; 42.500 en 1781 ; 36.750 en 1782 ; 54.740 en 1783 ; 39.900 en 1784 ; 33.570 en 1785 ; 39.520 en 1786. Nous ne possédons pas les chiffres exacts pour les années suivantes. Ils furent environ, comme pour

la moyenne des années précédentes, de 45 % de la somme accordée par le Roi, soit, pour les années 1787, 1788 et 1789, près de 145.000 l. et, pour les dix ans, 425.000 l. environ.

La plupart de ces sommes furent fournies par les communautés qui s'imposèrent à cet effet. Cependant, dans de nombreuses communautés, les seigneurs et les riches particuliers, soit animés de cet esprit social si généreux que l'on rencontrait fréquemment à la fin du XVIII^e siècle, soit désireux d'activer la construction des chemins nécessaires à une meilleure exploitation de leurs terres, offrirent souvent des contributions importantes. C'est ainsi qu'en 1780, pour le chemin de Prévinquières à Vézins, le seigneur de Prévinquières offrit 600 l. et celui de Vézins 300 l.; alors que la communauté de Prévinquières n'offrait que 500 l. Pour le chemin passant par Mostuéjous, Peyrelau et Saint-Jean-de-Balmes, la communauté de Peyrelau donna 700 l. et le Comte d'Albignac 1.800 l. En 1781, pour le chemin de Gouzon à Saint-Céré, les gros propriétaires offrirent 2.400 l. et la communauté de Saint-Céré 600 l.

Les sommes employées en ateliers de charité se montèrent donc à près de 1.430.000 l. ; ajoutons que, presque partout, les terrains nécessaires furent donnés par les riverains.

L'Administration fit un emploi judicieux de cette somme considérable. Elle s'efforça de la répartir équitablement entre les élections de la Province, contrairement aux habitudes de l'Intendant et malgré les protestations violentes de la ville de Montauban. Elle plaça des ateliers dans presque tous les cantons de la Province, sauf dans quelques rares communautés qui refusèrent d'y avoir recours. Elle s'efforça toujours d'en multiplier le nombre : il passa de 24 en 1780 à 58 en 1785 et à plus de 110 en 1789. Femmes, enfants et vieillards purent y travailler, et jamais le prix de la journée de travail n'y égala celui accordé pour les travaux agricoles dans les régions voisines, pour éviter d'attirer sur les chantiers la main-d'œuvre qui pouvait être utilisée ailleurs. Pour prouver le bien immense fait par les ateliers de charité, il nous suffira de préciser qu'en 1780 ils donnèrent 115.395 journées de travail, qui coûtèrent 73.242 l. (soit une moyenne de 12 s. 8 d.) ; en 1781, 143.795 journées pour 76.895 l. (moyenne 10 s. 9 d.) ; en 1782, 139.829 journées, pour 85.218 l. (moyenne 12 s. 2 d.). Nous n'avons pu malheureusement retrouver ces indications pour les années suivantes, mais il est à présumer que près de 150.000 journées de travail purent être fournies chaque année aux indigents de la Province, soit 100 journées de travail par an pour 15.000 personnes. D'après les états de travaux des routes, le prix moyen de la journée de travail d'un homme valide était, à

cette époque, de 14 à 20 sols. A chaque session, les membres de l'Administration provinciale se félicitèrent des résultats obtenus. Lors de la session de 1786, le Bureau des fonds de charité s'exprimait ainsi : « Il n'est plus personne qui n'y applaudisse avec transports en voyant de toutes parts les bons effets et les changements heureux qui en ont résulté. On n'a pu qu'être saisi d'admiration en voyant ce grand nombre de routes vicinales s'ouvrir, traverser et vivifier nos campagnes jusqu'à présent inaccessibles : en voyant des marais malsains devenir des prairies fertiles ; en voyant des canots secs et arides auparavant pourvus aujourd'hui de réservoirs abondants et suffisants pour le besoin des hommes et des bestiaux dans toutes les saisons de l'année ; en voyant enfin une grande quantité d'ateliers ouverts où le pauvre de tout âge est nourri, la jeunesse de tout sexe occupée au travail et où elle conserve en travaillant les mœurs que l'oisiveté et la misère lui auraient infailliblement fait perdre. »

Il semble donc que l'Administration provinciale ait rempli le premier but des ateliers de charité, celui de secourir les populations misérables de la Province. Mais elle ne se borna pas à cette tâche. Elle voulut que ces multiples journées de travail ne soient pas perdues, et, là encore, ses efforts furent couronnés de succès.

Lors de la session de 1780, il avait été décidé que l'Administration comprendrait « parmi les objets auxquels les fonds de charité sont applicables, non seulement les chemins vicinaux, mais encore tous autres travaux de main-d'œuvre (adduction d'eau, assèchement des marais, etc.) quand même ils n'intéressaient que des portions de communautés ou même quelques particuliers seulement ; lorsque lesdits travaux seront reconnus par l'Administration être d'une utilité publique et lorsque d'ailleurs lesdites portions de communautés ou lesdits particuliers se soumettront à contribuer à la dépense ».

Malgré cette décision, la plus grande partie des fonds de charité fut employée à la construction de chemins vicinaux. Rien ne fut négligé pour que ces travaux présentent la plus grande utilité. Nous avons déjà vu que préalablement à l'octroi de toute subvention, un devis des chemins devait être établi par les ingénieurs provinciaux pour donner toute garantie sur leur direction et fournir aux communautés des indications précises pour la bonne exécution du travail. Mais, sous l'inspiration de Richeprey — son génie s'exerçait sur tout — l'Administration pensa qu'il serait bon de guider les communautés et de coordonner leurs efforts. Si, en effet, bon nombre de chemins n'avaient pour but que de relier une, deux ou trois communautés à

une grande route, d'autres, jouant le rôle actuel de nos routes départementales, intéressaient plusieurs communautés, sinon plusieurs élections, et il était bon de dresser une carte de la direction des chemins vicinaux de la Province : c'est ce dont se chargea Richeprey. La carte fut présentée aux députés à la session de 1784 ; elle était faite, nous dit le rapport du syndic, dans une « forme commode pour « pouvoir saisir d'un seul coup d'œil l'ensemble et l'accord qui doit « régner entre les principales routes ; elle suffit pour juger des débouchés que la Province doit avoir, des alignements les plus « avantageux et des embranchements qu'on peut désirer. » Grâce à cette méthode, la construction de certaines routes très importantes, comme nous le verrons tout à l'heure, fut entreprise.

Il était à craindre que certaines communautés traversées ne veuillent pas entreprendre la partie les concernant. A la session de 1786, le Bureau des fonds de charité tint à leur rappeler qu'elles pouvaient y être contraintes par les règlements, toujours en vigueur dans la Province, qui portaient : « Tous les chemins de traverse et publics qui « vont d'un village à un autre auront, partout où la situation peut le « permettre, vingt pieds de largeur, et seront libres et commodes, « sans que ladite largeur puisse être occupée par des haies, fossés ou « arbres... Enjoignons à cet effet, aux propriétaires des fonds et héritages aboutissants auxdits chemins, de travailler, dans quinzaine, « à leur donner ladite largeur de vingt pieds, à peine de dix livres « d'amende ; et lorsque les chemins seront ruinés par accident ou « autrement, sans qu'il y ait de la faute des possesseurs des fonds qui « aboutissent auxdits chemins, ils seront réparés et entretenus aux « dépens des villes et communautés. »

Le Bureau des fonds de charité déclara qu'il n'hésiterait pas à appliquer ces sanctions aux communautés récalcitrantes, ainsi qu'à celles qui, après avoir reconnu l'utilité d'un chemin, obtenu des fonds de charité pour le réparer, et commencé le travail, se refuseraient ensuite à le continuer. Il avait fait décider en 1784 que seraient rejetées les demandes des communautés qui, après avoir obtenu des secours pour construire ou réparer un chemin vicinal, demanderaient un nouveau chemin, avant d'avoir perfectionné celui auquel les fonds de charité avaient d'abord été destinés. Ces sanctions n'auraient eu qu'un effet relatif si l'Assemblée n'avait pris des mesures pour l'entretien des chemins construits ou remis en état : ce fut l'un de ses constants soucis. A la session de 1782, le Bureau des fonds de charité attira l'attention des députés sur cette grave question. Les sommes nécessaires à l'entretien des chemins vicinaux ne pouvant être prises sur les fonds de charité, il fut décidé qu'il serait imposé

aux communautés l'obligation d'entretenir leurs communications ; elles devraient également, dès qu'une partie de chemin aurait été parfaitement terminée, la bailler à l'entretien, étant entendu que la Commission intermédiaire les autoriserait à imposer annuellement la somme à laquelle se monterait le prix du bail.

Après avoir fait approuver cette décision par le pouvoir royal, la Commission intermédiaire fit écrire à tous les directeurs d'ateliers de charité de faire perfectionner toutes les parties ouvertes, et de lui en adresser un état, pour les faire vérifier par les ingénieurs : ces derniers dressaient un devis pour mettre à l'adjudication ces travaux, adjudication faite par la Commission intermédiaire en présence des syndics des communautés. Mais les projets de baux d'entretien ne furent que très tardivement rédigés, et nous n'avons pu connaître le nombre de ceux qui furent donnés à l'adjudication, avant la disparition de l'Assemblée provinciale. Pour augmenter la longueur des chemins à l'entretien, la Commission intermédiaire invita, dès 1785, les directeurs des ateliers à n'employer pour l'ouverture de chemins que les deux tiers, au maximum, des sommes accordées par le Roi et imposées dans les communautés, et à consacrer le reste à perfectionner ces voies.

Pour le succès de l'entreprise, il importait également que les directeurs des ateliers de charité fussent choisis avec le plus grand soin. N'avait-on pas vu, dans certaines provinces, des particuliers accaparer à leur seul profit personnel les ateliers de charité ! Le soin que l'Administration mit à choisir ces directeurs évita tout abus. Ils furent pris principalement parmi les membres et les correspondants de l'Assemblée et les curés. Nous citerons, entre autres, Duprat, Soulage, Puijalon aîné, Peyre (prieur de Boisse), Rolland, Courréjols (curé), Roquefeuil (prieur), Puech, Marqueyrol, de Lafajolle, de Roquefort, Touchebœuf, de Laguépie, Verninac-Saint-Maur, de Vézins, Despradels, Laulané, Pons, Cieurac, Donnedieu (curé de Floirac), Bach. Nous avons de fortes raisons pour croire que presque tous exercèrent avec le plus grand dévouement ces fonctions difficiles et gratuites. Nous n'avons trouvé que deux plaintes adressées à l'Administration, l'une contre le Comte de Lastic et l'autre contre le Marquis d'Escayrac, par deux propriétaires mécontents de voir un chemin passer à quelque distance de leurs terres.

Voici quels furent les principaux chemins qui bénéficièrent des fonds de charité. La plupart existaient déjà, mais ils furent élargis et de nombreuses rectifications furent faites à leurs tracés :

Election de Montauban.

Chemins de Montauban à Monclar-de-Quercy ; de Montauban à

Négrepelisse ; de Montauban à Molières ; de Caussade à Montricoux ; de Caussade à La Française ; de Caussade à Cajarc ; de Caussade à Molières ; de Réalville à Mirabel ; de Montpezat à la route N° 1 ; de La Française à Lauzerte ; de Lauzerte à Moissac ; de Réalville au pont de Bioule sur l'Aveyron et à Négrepelisse ; de Caylus à Saint-Antonin ; de Lacapelle-Livron à Caylus ; de Figeac à Caussade (1).

Election de Cahors.

Chemins de Cahors à Domme (utilisant d'abord la route n° 9 et passant ensuite par Catus, Lavercantière, Degagnac) ; de Lauzerte à Castelnau-de-Montratier ; de Lauzerte à La Française ; de Cazals à Gourdon par Salviac ; de Cahors à Marcilhac par Vers et Saint-Géry ; de Cahors à Villefranche par Martel et Limogne ; de Cahors à Figeac par Cajarc ; de Cahors à Montauban par Castelnau ; de Luzech à Mercues ; de Creysse à Martel ; de Cressensac à Gramat par Martel.

Election de Figeac.

Chemins de Figeac à Cahors par Bédier, Cajarc ; de Figeac à Bous-sac ; de Cressensac à Gramat par Martel ; de Saint-Céré à Gramat ; d'Assier au Bourg ; de Gramat à Carennac ; de Souillac à Gramat par Meyronne ; de Souillac à Sarlat.

Election de Villefranche.

Chemins de Cajarc à Villefranche par Lacapelle-Balaguier ; de Saint-Antonin à Najac par Varen ; de Parisot à Verfeil par Cornusson ; de Villefranche à Cahors par Martiel et Limogne ; de La Roque-Bouillac à Penchot.

Election de Rodez.

Chemins de Vabres à Rodez par Saint-Izaire, Broquies, Villefranche-de-Panat, Salmiech ; de Requista à Rodez par Cassagnes-Bégonhès ; de Marcilhac à Rodez ; de Saint-Côme à Aubrac ; de Rodez à Conques par Marcilhac ; de Marcilhac « au Lot » ; d'Espalion à Montsalvy par Estaing et Entraygues ; d'Entraygues au Mur-de-Barrez par Saint-Hippolyte ; de Millau à Saint-Geniez par Vézins, Recoules et Buzeins ; d'Estaing à Laguiole ; de Naucelle à Sauveterre ; d'Aubin « aux mines de charbon ».

Election de Millau.

Chemins de Saint-Jean-du-Bruel à Meyrueis ; de Saint-Affrique à Lodève par Versols et Lapeyre ; de Belmont à la route N° 4 ; de Camarès à la route N° 4 ; de Vabres à Rodez par Saint-Izaire, Broquies, Villefranche-de-Panat ; de Roquefort à la route N° 4 ; de Saint-Rome-de-Tarn à Saint-Rome-de-Cernon ; de Salles-Curan à Saint-

(1). Nous citons quelques chemins intéressants, plusieurs élections dans chacune des élections traversées où ils avaient fait l'objet de travaux importants.

Bauzelly ; de Millau au Monna ; de Palmas à Millau ; de Saint-Geniez à Millau par Vézins, Recoules et Buzeins ; de Saint-Côme à Aubrac ; d'Espalion à Montsalvy par Estaing.

La presque totalité des routes départementales et des routes nationales que nous n'avons pas citées au titre de routes provinciales figurent dans cette liste. Nous ajouterons que certains chemins en bon état et bien tracés n'ont pas fait l'objet d'ouverture d'ateliers de charité. Les limites que nous nous sommes imposées pour ce travail ne nous permettent pas de préciser, pour chacun de ces chemins vicinaux, l'étendue des travaux faits ; ils furent très importants pour certains d'entre eux, ouverts en presque totalité sous l'Administration provinciale, telle la route de Saint-Antonin à Najac, celles de Cahors à Domme, de Vabres à Rodez, de Saint-Affrique à Lodève. Malheureusement la Révolution vint compromettre l'œuvre entreprise. Les chemins commencés furent abandonnés. Il faudra attendre de nombreuses années pour que certains soient achevés ; mais plusieurs, comme celui de Saint-Antonin à Najac, comme celui de Saint-Geniez à Millau, n'ont jamais été terminés.

Les ateliers des chemins vicinaux, ouverts presque tous dans les campagnes, n'auraient pas permis de fournir du travail à la population ouvrière des villes, aussi l'Administration provinciale accordait-elle régulièrement des sommes fort importantes aux diverses cités de la Province pour faire des ouvrages, intéressant soit leur voirie, soit leur salubrité, ou présentant un intérêt évident. C'est ainsi que, grâce aux fonds accordés à Rodez en 1786 et 1787, cette ville put faire reconstruire une partie du mur de soutènement vis-à-vis la porte de l'Embergue, le long du faubourg Saint-Cyrice, et qu'elle put, sur certaines avenues, exécuter d'importants travaux : construction d'un aqueduc près de l'église des Cordeliers ; réparation des parapets de la chaussée du faubourg Saint-Cyrice ; réfection du pavé à la porte Sainte-Catherine ; nivellement et aplanissement de la promenade de Sainte-Catherine et de l'Embergue, etc.

A Villefranche, en 1786, la place du Savignac et, plus tard, la place du Saint-Jean purent être ainsi nivelées et accordées aux rues et chemins y aboutissant. C'est également de cette époque que date la promenade du petit Languedoc. Cette ville bénéficia, beaucoup plus que ses voisins, de la bienveillance de l'Administration provinciale, qui subventionna très largement la construction d'un ouvrage considérable : le quai établi sur la rive droite de l'Aveyron pour garantir la ville contre les inondations et pour assurer le passage des routes de Montauban à Montpellier et celle de l'Albigeois. Depuis très longtemps, cet ouvrage était projeté, mais l'opposition des bureaux

de l'intendance en avait paralysé l'exécution. Ceux-ci n'y voyaient qu'un ouvrage d'agrément pour la ville sans réelle importance. Une première adjudication avait été passée le 3 novembre 1782, mais elle était restée en fait lettre morte. Le 16 octobre 1785, les travaux furent adjugés à Caylet pour la somme de 76.500 l. payée $\frac{2}{5}$ par la ville, $\frac{2}{5}$ par les fonds de charité, $\frac{1}{5}$ par les fonds de routes. Par suite de multiples difficultés, les travaux ne furent commencés qu'en 1788 et l'adjudicataire put obtenir à diverses reprises des augmentations dues aux renchérissement des matériaux et de la main-d'œuvre. La réception des travaux fut faite en octobre 1790 et le prix à payer à l'entrepreneur fut liquidé à 101.550 l., dont 40.120 l. à la charge des fonds de charité.

Ces travaux et l'animation apportée par la présence de l'Administration provinciale donnèrent à Villefranche l'allure d'une petite capitale, aussi plus tard fera-t-elle comme nous l'avons déjà noté, des efforts désespérés pour maintenir l'union du Rouergue et du Quercy.

Deux autres villes de la Province bénéficièrent de subventions fort importantes prises sur les fonds de charité : Cahors et Vabres. La route de Paris à Toulouse traversait primitivement le Lot à Cahors sur le pont Notre-Dame. Malheureusement ce pont s'étant effondré il avait fallu faire passer la route par le pont Valentré qui, à l'époque de la création de l'Administration provinciale, menaçait ruine. Emu par cette situation, l'Evêque de Cahors fit décider, à la session de 1780, sur le rapport du Bureau des Grands Chemins, que le Président de l'Assemblée serait chargé d'obtenir des pouvoirs publics les fonds nécessaires à la reconstruction du pont Notre-Dame et aux réparations à faire au pont Valentré.

Les syndics annoncèrent, au début de la session suivante, que satisfaction avait été donnée au vœu de l'Assemblée. M. de la Millière, intendant des Ponts et Chaussées, avait fait primitivement adopter le principe de la construction d'un pont neuf qui aurait coûté 500.000 l., mais l'importance de cette somme et la nécessité de maintenir les communications avaient incité ce magistrat à faire réparer l'ancien pont. Cependant, comme il avait jugé que cette réparation ne pouvait pas dispenser de la construction d'un nouveau pont dès que les circonstances le permettraient, il avait préféré des travées de charpente à des arches de maçonnerie beaucoup plus dispendieuses. La dépense des ouvrages à faire tant pour le pont Notre-Dame que pour le pont Valentré devait être prise pour un tiers sur les fonds des ponts et chaussées, pour un tiers sur les fonds de charité, l'autre tiers restant à la charge de la ville. L'adjudication avait

été passée le 9 avril 1782 à Caylet pour la somme de 54.500 l. et les travaux immédiatement commencés.

Malheureusement les inondations du Lot, en mars et octobre 1784, empêchèrent la réalisation de ces projets. Elles occasionnèrent en outre des dégradations si considérables aux piles existantes sur lesquelles devaient porter les travées en charpente, et au caisson qui avait été préparé pour fonder la nouvelle pile, qu'il fallut faire de nouveaux projets et augmenter la dépense. Une nouvelle adjudication fut passée avec l'ancien entrepreneur au prix de 89.000 l. (au lieu de 54.000) ce qui portait la part des fonds de charité, des fonds des ponts et chaussées et des fonds de la ville de Cahors à 29.667 l. au lieu de 18.167. A la demande de la Commission intermédiaire, qui jugeait cette somme trop lourde pour Cahors déjà très éprouvée, le ministre fit réduire la contribution de la ville à la somme primitivement fixée de 18.167 l. et fit ordonner que le surplus de la dépense serait pris moitié sur les fonds des ponts et chaussées, moitié sur les fonds de charité. Les travaux furent rapidement menés. D'après un compte rendu des Ponts et Chaussées, ils furent terminés en 1787 et s'élevèrent, par suite d'augmentations diverses, à 114.533 l.

En 1780, une inondation du Dourdou avait ravagé la petite ville de Vabres, siège épiscopal du tout petit diocèse de ce nom. Sur l'ordre du Directeur général des Finances, à la demande de l'Evêque, l'ingénieur fut chargé de prendre les mesures nécessaires pour défendre la ville contre le retour de pareils accidents. Il dressa un devis de 44.000 l. Une dépense aussi élevée ne pouvait être assumée par Vabres, dont les impositions ne s'élevaient pas à 3.000 l. Aussi fut-il décidé de faire pourvoir à la dépense par les fonds de charité. Cette proposition fut soumise, au début de la session de 1780, au Bureau des fonds de charité qui en fit adopter le principe par l'Assemblée après avoir supprimé la construction de certains ouvrages jugés inutiles, ce qui réduisait le devis à 26.738 l. L'adjudication fut passée au prix de 25.430 l. Les ouvrages comprenaient notamment la construction d'une digue, le détournement du lit de la rivière sur certains points et la destruction d'une « pierrée », voisine du pont neuf, établie sur la rive opposée à la ville. Le prix devait être payé à concurrence de 21.420 l. par les fonds de charité, 2.680 l. par la ville et 1.350 l. sur les fonds des routes. Le prix payé pour les travaux correspondit, à peu de chose près, à celui prévu dans le devis.

Les fonds de charité ne servirent guère dans les communes rurales qu'à la construction de chemins vicinaux. Les sommes employées à d'autres ouvrages furent minimes. Nous citerons, parmi ces derniers, la construction d'un abreuvoir à Mémer, sur la route N° 3,

entre Caylus et Villefranche (destiné tant au service de la poste qu'à celui des particuliers), celle d'une fontaine au Grand Mas, plus quelques petits ponts ou « pontceaux » sur les chemins vicinaux.

SECTION IX

Fonds des Ponts et Chaussées : Routes pavées, ponts, service de la navigation.

La caisse générale des Ponts et Chaussées devait assumer un triple rôle en Haute-Guyenne : 1° l'entretien et la construction des routes pavées, « le pavé du Roi » ; 2° l'entretien et la construction des ponts sur les routes provinciales ; 3° le service de la navigation sur les rivières.

Les recettes de cette caisse étaient fournies par deux impôts qui se prélevaient dans toutes les généralités et qui étaient compris dans le deuxième brevet de la taille, l'un pour le service des ponts et chaussées proprement dit, et l'autre pour celui de la navigation.

Les services des Ponts et Chaussées étaient assurés par les ingénieurs, qui avaient la direction des routes non pavées. Ces derniers étaient payés — sauf quelques gratifications accordées par la Province — par les fonds des Ponts et Chaussées. A l'origine, en effet, la caisse générale des Ponts et Chaussées devait entretenir et construire toutes les routes de la Province, mais comme les fonds qu'elle distribuait étaient nettement insuffisants, les intendants durent avoir recours à la corvée et, plus tard, à une imposition spéciale.

Les pouvoirs de l'Administration provinciale étaient aussi considérables en ces matières que pour la construction des routes. Si l'arrêt du 11 juillet 1779 et les lettres patentes du 20 novembre 1779 avaient été très peu explicites à ce sujet, comme à tant de points de vue, l'article 11 du règlement du Conseil du 8 septembre 1782 était formel. « C'est dans l'Administration provinciale seule qu'il sera délégué sur les constructions et l'entretien des routes et autres ouvrages ou édifices publics ; elles ne pourront être ordonnées que par le Conseil de Sa Majesté, sur l'avis du sieur Commissaire départi. » L'Administration proposait donc les dépenses à exécuter avec les sommes attribuées chaque année à la Province par la Caisse des Ponts et Chaussées. L'intendant faisait connaître son avis en transmettant ces projets de dépense au Conseil du Roi qui statuait en dernier ressort. Le rôle de l'Assemblée était, malgré cette prérogative, assez li-

mité, la Caisse des Ponts et Chaussées pouvant à son gré augmenter ou diminuer les sommes attribuées à la Haute-Guyenne ; elle ne pouvait exprimer que des « vœux » pour obtenir une augmentation de crédits. Il est vrai qu'il lui restait la ressource de voter comme pour les routes, une imposition spéciale.

L'article 17 du règlement du Conseil du 8 septembre 1782 et l'article 6 de la section 1 de l'arrêt du Conseil du 10 mars 1785 précisaient dans quelles conditions les sommes assignées sur les fonds des ponts et chaussées étaient payées aux entrepreneurs. Nous n'indiquerons pas ici ces conditions : elles étaient, à peu de chose près, les mêmes que pour les routes provinciales. Les règles des adjudications des ouvrages des ponts et chaussées étaient exactement les mêmes que celles suivies pour les routes provinciales.

Cinq rivières navigables traversaient la Province, dont trois sur une grande longueur : le Tarn, l'Aveyron, le Lot ; la Garonne et la Dordogne sur un cours beaucoup moins considérable. Un commerce très actif se faisait par quatre de ces cours d'eau : le Lot, la Garonne, la Dordogne et le Tarn ; et l'on espérait, à la fin du XVIII^e siècle, développer encore l'importance de ces communications. Dès le 2 octobre 1779, le Bureau des Affaires extraordinaires et du Bien public fit ressortir l'utilité de voies de navigation pour la Province. Il réclama à la fois une augmentation de la subvention accordée et une application plus stricte des règlements sur la navigation. C'est sur ces deux points que portèrent uniquement les réclamations de l'Administration provinciale, en cette matière au cours de son existence.

Les sommes perçues pour la navigation dans la Province pour le compte de la Caisse des Ponts et Chaussées étaient de 37.120 l. et celles que cette caisse attribuait à la Province variaient entre 30.000 et 40.000 l. (31.900 en 1781, 40.000 en 1782, 36.150 l. (dont 30.150 pour le Tarn, l'Aveyron, le Lot et la Dordogne, 6.000 pour la Garonne) de 1785 à 1788, 23.560 l. en 1789 et 15.150 l. en 1790), aussi la demande de l'Assemblée renouvelée en 1782 n'avait-elle aucune chance d'aboutir. A partir de 1787, il fut d'ailleurs ordonné qu'à l'avenir les contributions de chaque pays seraient employées au profit de ceux qui les avaient fournies.

Le 24 juin 1777, le gouvernement avait fait rendre un arrêt du Conseil portant règlement pour la navigation des rivières navigables et canaux du Royaume et ordonnant une stricte application des nombreux décrets déjà rendus pour la réglementation de la navigation. La remarquable précision des conditions imposées aux riverains était telle qu'une amélioration notable de la navigation devait s'en-

suivre. Aussi le gouvernement demanda-t-il à l'Administration provinciale de lui prêter son concours pour sa stricte application, concours qui lui fut très largement octroyé. De multiples contraventions furent dressées en exécution de ces dispositions.

Les nombreuses constructions de routes donnèrent une grande importance à la section des ponts et chaussées proprement dite, qui englobait à la fois et l'entretien du « pavé du Roi » et la confection et la réparation des ponts et autres ouvrages d'art. Malheureusement les sommes accordées par les ponts et chaussées étaient minimales en comparaison des besoins de la Province. Si la Haute-Guyenne versait à la Caisse des Ponts et Chaussées 216.000 l., celle-ci ne lui en ristournait que de 30.000 à 40.000 au titre de la navigation et de 20.000 à 62.000 pour les ponts et chaussées proprement dits, (1781 : 52.000 l. ; 1782 : 23.677 l. ; 1785 : 61.569 l. ; 1786 : 61.000 l.) le reste étant destiné aux ports et aux grands travaux d'utilité publique dont la Province profitait indirectement, affirmait-on.

Ces sommes étaient manifestement insuffisantes pour la confection des nombreux ponts que la Province devait faire sur les routes. Aussi l'Administration provinciale demanda-t-elle avec énergie une augmentation des fonds accordés ; elle eut soin de le faire sous une forme habile : « Pour ne point fatiguer le Gouvernement (rapport du « bureau des tailles du 29 septembre 1780) par des sollicitations continues », l'Assemblée décida « que le Président sera prié d'agir « auprès du ministre à l'effet d'obtenir pour la Province l'abandon « perpétuel d'une somme fixe et déterminée sur les fonds des ponts « et chaussées ; la dite somme proportionnée aux besoins de la « Province et à la qualité de sa contribution, pour être ladite somme « employée par l'Administration provinciale à la confection des « ouvrages d'art suivant les principes et la méthode prescrite pour « les grands chemins. »

Le mauvais état des finances ne permit de donner satisfaction à cette demande qu'en 1787. A partir de cette année, sur les 216.000 l. perçues dans la Province, 170.090 lui furent rendues d'une manière fixe et irrévocable : 133.940 pour les ponts et chaussées proprement dits, 30.150 pour la navigation sur le Tarn, le Lot, l'Aveyron et la Dordogne et 6.500 pour la Garonne. A la suite des événements de 1789, ces fonds furent malheureusement réduits, en 1789 à 157.506 l. (Ponts et Chaussées 133.987, Navigation 23.566), et en 1790 à 125.142 l. (Ponts et Chaussées 109.992, Navigation 15.160).

Le montant des devis établis par les ingénieurs, au titre des fonds des Ponts et Chaussées se montèrent, durant le cours de l'Administration provinciale, à 1.266.421 l., soit :

101.176 l. pour 1780 ; 79.736 l. pour 1781 ; 63.827 l. pour 1782 ; 100.750 l. pour 1783 ; 103.750 pour 1784 ; 95.584 pour 1785 ; 97.150 l. pour 1786 ; 170.900 pour 1787 et 1788 ; 157.500 l. pour 1789 ; 125.142 pour 1790.

La faible importance des fonds alloués pour les ponts et chaussées ne permettait pas, malgré l'augmentation des fonds promise en 1786 pour 1787, de construire ou de réparer les ponts devenus indispensables par suite de la création de nouvelles routes, ni d'améliorer, dans un délai relativement court, les rivières navigables de la Province. Aussi, à la session de 1786, le Bureau du Bien Public présenta et fit approuver un plan comprenant les travaux jugés indispensables à la prospérité de la Province, soit : 1° La construction de quatre ponts : un à Souillac sur la Dordogne, un autre sur l'Aveyron à La Pointe ou à Moissac, un troisième sur le Tarn à Millau et un quatrième sur le Lot sur la route de Villefranche à Figeac. Ces ouvrages devaient coûter environ 2 millions ; 2° Crédit de 1.500.000 l. pour l'amélioration de la navigation sur les rivières ; 3° Dépense de 300.000 l. pour l'amélioration des haras ; 4° Dépense de 200.000 l. pour des travaux divers. Ce programme devait s'exécuter en dix ans et ces dépenses couvertes par une contribution annuelle de 100.000 l. sur les vingtièmes de la Province pendant dix ans, et une égale subvention du Pouvoir royal. Les événements ne permirent pas la réalisation de ce projet.

D'après les dossiers figurant aux archives départementales de l'Aveyron et du Lot, les principaux travaux exécutés durant l'existence de l'Administration provinciale avec les fonds des ponts et chaussées furent les suivants :

Réparations aux ponts de Saint-Côme et d'Espalion, dont l'adjudication fut passée en septembre 1779, mais dont les frais furent payés en majeure partie en 1780 et 1782.

Réparation du pont de Caussade : adjudication faite en juillet 1782 pour la somme de 24.584 l.

Entretien des écluses et chaussées du Lot : adjudication de juillet 1783 pour 75.500 l.

Construction d'un pont à deux arches à Saint-Sernin sur la Rance (Route de Toulouse dans les Cévennes) : adjudication de juillet 1784 pour 53.100 l.

Construction de divers pontceaux sur la route de Paris à Bordeaux par Montauban, et réparation du pont de Caussade : adjudication de juillet 1784 pour 20.042 l.

Réparation de l'écluse de Moissac : adjudication de juillet 1784 pour 5.800 l.

Reconstruction d'une partie du quai sur le Lot à Entraygues servant à garantir la route d'Auvergne : adjudication de juillet 1784 pour 18.000 l.

Mur de soutènement et construction d'une chaussée en pavés à l'entrée de Villefranche, sur la route de Montauban à Montpellier : adjudication de juillet 1784 pour 5.500 l.

Réparation du pont de Montauban, sur la route de Paris à Toulouse : adjudication de juillet 1784 pour 12.980 l.

Réparation du pavé sur les routes de Paris à Toulouse et sur celle de Montauban à Bordeaux, plus travaux divers : adjudication de juin 1785 pour 28.450 l.

Construction d'une écluse sur le Lot à La Croze ; adjudication de juin 1785 pour 85.000 l.

Construction du pont de Saint-Félix sur la route de Gévaudan en Périgord : adjudication de juin 1787 pour 14.401.

Construction du mur de quai de l'enclos de Lamercy à Cahors : adjudication d'octobre 1787 pour 40.400 l.

Travaux sur le Tarn, depuis le moulin des Albarèdes jusqu'à son embouchure dans la Garonne : adjudication d'avril 1788 pour 8.500 l.

Travaux d'entretien de la navigation sur le Lot pour 1789 et 1790 : adjudication d'avril 1788 pour 38.264 l.

Construction d'un pont sur le Célé, près de Banhac, sur la route de l'Albigeois en Auvergne : adjudication d'avril 1788 pour 43.300 l.

Construction de quatre petits ponts sur la route du Périgord en Gévaudan : adjudication d'avril 1788 pour 27.550 l.

Réparation du mur du quai en aval du pont de Griffon à Figeac : adjudication du 21 avril 1788 pour 41.350 l.

Construction de huit petits ponts sur la route de Montauban à Montpellier et de deux petits ponts sur la route du Gévaudan en Périgord : adjudication d'avril 1788 pour 36.307 l.

Construction d'un pont sur la rivière de Selve, route de l'Albigeois en Auvergne : adjudication de mai 1788 pour 17.200 l.

Construction de deux petits ponts sur la route de Paris à Montpellier par Saint-Four et Millau : adjudication d'avril 1788 pour 12.600 l.

Réparation du chemin de halage de la Garonne : adjudication d'août 1789 pour 17.400 l.

Entretien, pendant trois ans, des pavés de la Province : adjudication d'août 1789 pour 29.330 l.

Il convient de noter que, lors de la disparition de l'Administration provinciale, certains de ces travaux n'étaient pas encore achevés et que certains, bien que terminés, n'étaient payés qu'incomplètement.

CHAPITRE XV

Questions diverses

Comme nous l'avons déjà indiqué, les règlements fixant les attributions de l'Administration provinciale l'avaient autorisée à présenter au Roi des observations et des projets de réforme sur les différents sujets intéressant la Province. Profitant largement de cette faculté, l'Assemblée, dans les diverses sessions qu'elle tint, ne manqua pas d'attirer l'attention du Gouvernement sur les mesures à prendre pour favoriser le développement de la Haute-Guyenne.

SECTION I

Population

1° Nobiliaire de la Province.

Ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer dans un chapitre précédent, l'Assemblée, lors de la session de 1779, avait décidé qu'il y aurait, dans les archives de l'Administration provinciale, un registre où seraient consignées les preuves de la noblesse de tous les gentilshommes membres de l'Assemblée, ce registre devant, au bout d'un certain nombre d'années, devenir le nobiliaire de la Haute-Guyenne. Mais, comme il devait se passer un temps assez long avant que toutes les familles aient eu des représentants à l'Assemblée, celle-ci, lors de sa session de 1784, décida de favoriser le projet de nobiliaire de l'abbé De Lavaissière, prieur d'Escamps, qui, moyennant une faible somme destinée aux pauvres de sa paroisse, établirait la généalogie des familles nobles qui le désireraient ; (au cas où certains gentilshommes seraient incapables de payer tout ou partie de la somme demandée, il n'exigeait d'eux qu'un certificat du président de l'Assemblée). Pour cela, l'Assemblée décida de faire connaître, par des imprimés spéciaux, les projets de l'abbé De Lavaissière à tous les nobles de la Pro-

vince. Elle chargea en outre son président « de solliciter auprès de M. le Garde des Sceaux la permission, pour l'abbé De Lavaissière, de faire imprimer et publier le nobiliaire de la Haute-Guyenne, en lui demandant à cet égard tous les privilèges qui peuvent convenir à l'auteur d'un ouvrage aussi utile et intéressant ».

Lors de la session de 1786, les syndics firent connaître que le Roi avait donné satisfaction à cette requête et qu'en conséquence M. l'Abbé De Lavaissière était autorisé à rédiger le nobiliaire de la Province, sous l'inspection de M. Chérin, généalogiste du Roi.

L'Assemblée avait profité de sa discussion, en 1784, au sujet du nobiliaire, pour décider « que, lorsqu'un pauvre gentilhomme d'ancienne chevalerie ou dont la famille aura produit des hommes illustres aura fait, devant M. l'abbé De Lavaissière, la preuve de sa descendance par des titres originaux et que cette preuve aura été communiquée à la Commission intermédiaire et reconnue par elle, ladite Commission intermédiaire en instruira le président de l'Administration provinciale et le priera d'en écrire au ministre de la Province et d'employer tous les moyens que son zèle lui inspirera pour attirer les regards du souverain sur cette intéressante victime du malheur et de la pauvreté ».

La noblesse de la Haute-Guyenne était pauvre. Cette délibération confirme ce que nous avons dit dans un chapitre précédent. Les comptes des fonds libres de la capitation, conservés aux archives départementales de l'Aveyron, nous indiquent d'autre part que, bien souvent, l'Administration provinciale accorda, sur ces fonds, des secours à certains gentilshommes d'illustres familles.

2° *Création d'une chaire de mathématiques au collège de Montauban.*

Lors de la session de 1784, le Bureau d'administration du collège de Montauban sollicita le concours de l'Administration provinciale pour la création d'une chaire de mathématiques dans cet établissement. L'Assemblée s'empressa de lui donner satisfaction et elle décida sous réserve de l'autorisation royale, qu'une somme annuelle de 1.200 l. serait prise à cet effet sur les fonds variables de la Province. (Nous avons vu que des sommes importantes étaient prélevées sur les fonds de la capitation pour l'entretien des divers collèges de la Province). Le ministre approuva cette délibération, mais fit remarquer qu'en principe les fonds variables de la Province n'étaient destinés qu'à couvrir des dépenses variables et non fixes. L'abbé Chabret fut choisi pour occuper cette chaire.

3° *Sages-femmes.*

Un certain nombre de communautés importantes de la Haute-Guyenne accordaient un traitement à la sage-femme résidant sur leur territoire. Mais, si la plupart de ces sages-femmes possédaient des capacités certaines, d'autres n'avaient que des connaissances très imparfaites et des mœurs souvent douteuses. De multiples accidents étaient dus à leur ignorance. Le 8 octobre 1782, le Bureau du Bien Public, ému par cette situation, proposa de créer dans chacune des principales villes de la Province, les chef-lieux des six élections, un cours d'accouchement qui serait suivi par cinq élèves sages-femmes et qui durerait deux mois. Les élèves seraient choisies par les correspondants de l'Administration, sous le contrôle de la Commission intermédiaire, dans les diverses parties de chaque election. Elles recevraient, outre les frais de déplacement, une indemnité de 20 sols par jour pour leur nourriture et leur logement. Les professeurs, étant donnée la modicité des ressources de la Province, ne seraient payés qu'à raison de 150 l. chacun. Le Bureau pensait qu'il se trouverait « des citoyens aisés et désintéressés dont la délicatesse s'offenseraient « d'une solde pécuniaire et qui se croiront assez payés de leur soin par « le plaisir d'être utiles ». Tel était déjà, à Villefranche, le cas de Delpech père.

Ces propositions furent immédiatement adoptées par l'Assemblée et, dès la fin de la session, la Commission intermédiaire sollicita les autorisations nécessaires auprès du pouvoir royal. Malheureusement, les difficultés qui opposèrent l'Administration provinciale au pouvoir royal, durant les années 1783 et 1784, empêchèrent le ministre de résoudre d'une façon définitive cette question. Les syndics firent cependant connaître, au début de la session de 1784, qu'ils étaient fondés à croire, d'après une lettre de l'intendant, que le Roi verrait avec plaisir que l'Assemblée lui proposât d'employer une partie des fonds variables de la capitation à un objet « aussi intéressant pour l'humanité ». (La dépense était d'environ 3.000 l.). C'est ce que l'Assemblée s'empressa de faire, le 10 décembre 1784.

En outre, comme, dans certains cas difficiles, il fallait avoir recours, non plus à une sage-femme, mais à un médecin, (chose relativement facile dans une ville, mais presque impossible à la campagne pour les pauvres gens) l'Assemblée décida que, dans chaque election, la Commission intermédiaire choisirait quatre médecins résidant à la campagne et présentant toutes garanties nécessaires qui, moyennant un salaire annuel de 100 l., assureraient les femmes dont la pauvreté serait certifiée par le curé ou par deux notables du lieu.

L'autorisation royale pour les cours d'accouchement fut accordée au cours de 1785, « avec de grands témoignages de satisfaction ». Les cours furent ouverts dans les premiers jours du carême de 1786 et suivis assidument. Dans chaque ville, les médecins et les chirurgiens les plus habiles se disputèrent l'honneur d'être choisis comme professeurs. Jamais, dirent les syndics à la séance du 15 novembre 1786, on n'avait vu « ni plus de zèle, ni plus de désintéressement ». Les résultats furent particulièrement heureux et d'autres provinces créèrent des cours analogues. Cette institution dura jusqu'à la fin de l'Administration provinciale.

A cette même session, plusieurs mesures furent prises pour compléter cette première initiative.

Pour combattre le préjugé qui, dans les campagnes, faisait regarder la profession de sage-femme comme avilissante, il fut décidé, sur la proposition des syndics et du Bureau du Bien Public, que les élèves sages-femmes ayant donné toute satisfaction seraient présentées au médecin royal et au lieutenant du premier chirurgien du Roi, pour recevoir des lettres de maîtresses sages-femmes (brevet très apprécié) après avoir, toutefois, rempli les formalités d'usage : enregistrement des lettres visées par le curé, sur le registre de la communauté de leur résidence ; publication de ces lettres, sur les conclusions du ministère public, à la prochaine audience du lieu. La Commission intermédiaire fut autorisée à accorder à ces sages-femmes tous les encouragements utiles soit pour elles-mêmes, soit pour leurs maris ou enfants, tant pour améliorer leur situation que pour augmenter leur considération.

En outre, comme plusieurs évêques du Languedoc avaient honoré de leur protection le livre de M. Icart, « Leçons pratiques sur l'article des accouchements destinées à l'instruction des sages-femmes du Languedoc », il fut jugé utile que 300 exemplaires de cet ouvrage soient distribués gratuitement au fur et à mesure aux élèves sages-femmes ayant mérité cette distribution.

4° Prisons.

Plusieurs longs rapports, que nous avons retrouvés aux archives départementales de l'Aveyron et plus particulièrement dans le C 1673, nous montrent que les prisons, dans toute l'étendue de la Province, ne présentaient ni sûreté pour l'ordre public, ni salubrité pour ceux qu'elles renfermaient. C'est ainsi que les prisons de Villefranche avaient été construites, il y avait plus de 400 ans, en pierre sèche et que les prisonniers pouvaient facilement en percer les murs, d'où de

multiples évasions. Les cachots, au nombre de trois, y étaient très malsains. Leurs parois, constamment humides, étaient presque toujours recouvertes de salpêtre. Ils étaient insuffisants pour le nombre de prisonniers détenus, dont six à huit mouraient en moyenne, annuellement, de maladie « putride et contagieuse ».

Le Bureau du Bien Public fit, au sujet des prisons, un long rapport à la session de 1784. Autrefois entretenues par le pouvoir royal, elles étaient, depuis Louis XV, à la charge des villes et communautés et se trouvaient presque toutes dans un état lamentable : l'Administration supérieure avait fait une enquête dont les conclusions estimaient qu'une somme d'environ 150.000 l. serait nécessaire pour avoir des prisons sûres et saines. Les villes appauvries étaient incapables d'assurer une pareille dépense, aussi convenait-il que le pouvoir central la prit à sa charge.

L'Assemblée partagea cet avis, mais rien ne fut fait au sujet de la reconstruction des prisons avant la fin de l'Administration provinciale.

5^e Mendicité.

L'enquête de Richeprey, dont nous parlerons au chapitre suivant, avait montré combien, malgré les mesures énergiques du pouvoir royal prises depuis trente ans, (dépôts de mendicité ; augmentation des ressources des hôpitaux ; ateliers de charité, etc., la pauvreté était une des plaies de la plupart des régions de la Haute-Guyenne. Richeprey en voyait la principale cause, avec raison, semble-t-il, dans les multiples aumônes distribuées par certaines abbayes. A la session de 1786, les syndics avaient cru devoir attirer l'attention de l'Assemblée sur cette question si grave, aussi, à la séance du 5 décembre, le Bureau du Bien Public présenta-t-il à ce sujet un rapport remarquable, traçant le programme à adopter pour venir à bout de ce fléau.

Il importait de distinguer les vrais pauvres, auxquels il fallait de toute nécessité venir en aide, des mendiants qu'il fallait pourchasser impitoyablement. Les vrais pauvres pouvaient être classés en six catégories : enfants abandonnés, vieillards indigents, malades passagers sans ressources, infirmes et malades incurables, hommes valides sans travail, familles nombreuses. A chacune de ces situations, il convenait d'apporter des secours appropriés. Il fallait également venir en aide aux pauvres honteux.

Les mendiants c'est-à-dire ceux dont la seule existence était de solliciter l'aumône, alors qu'ils pouvaient vivre de leur travail, devaient être bannis. Plusieurs moyens pouvaient être employés pour

arriver à ce résultat. Deux seuls semblaient devoir être efficaces : donner des secours gratuits et suffisants aux vrais pauvres ; forcer les mendiants au travail en leur rendant impossible tout autre moyen de subsister et en leur fournissant en même temps tous les moyens d'occupation compatibles avec leur force et leurs capacités. Il faudra que la police interdise partout très rigoureusement de demander l'aumône, sous quelque forme et sous quelque prétexte que ce soit.

Avant d'avoir recours à ces moyens énergiques, il faut préparer à tous les vrais pauvres des ressources suffisantes pour leur venir en aide. La première mesure à prendre est la création de « bureaux de charité » (analogues sur beaucoup de points à nos bureaux de bienfaisance) dans les villes tout d'abord, et ensuite, peu à peu, dans toutes les communautés. Composés « des administrateurs nés de pauvres », (le bureau entendait par là les représentants du clergé et les administrateurs des communautés) et d'un certain nombre de notables, ils seront les seuls dépositaires « des dons de la bienfaisance et de la charité » (Le bureau ne précise pas autrement. Il semble qu'ils auraient disposé d'une grande partie, sinon de la totalité, des aumônes des abbayes) et ils distribueront ces dons avec exactitude, ordre et économie.

Ils devaient jouer également le rôle de nos bureaux publics de placement, assignant à chacun le travail et l'occupation les plus conformes à leur force et à leurs connaissances. Les ateliers de charité et les propriétaires particuliers devaient leur fournir du travail pour remplir ce rôle.

Le Bureau avait prévu qu'un contrôle très strict venant des autorités civiles ainsi que de l'administration ecclésiastique leur serait appliqué. Les distributions ne devaient se faire qu'en nature.

Ce projet fut approuvé à l'unanimité par l'Assemblée et la Commission intermédiaire fut chargée de rédiger les divers règlements nécessaires pour son application pratique. Mais l'Assemblée ne devait plus se réunir et rien ne put être réalisé avant la disparition de l'Administration provinciale.

SECTION II

Agriculture

1° *Etat des récoltes.*

L'agriculture était la principale ressource de la Haute-Guyenne, aussi l'Administration provinciale fit-elle de multiples efforts pour son amélioration. Chaque année, la Commission intermédiaire fit

établir un état précis des récoltes pour connaître la situation exacte des approvisionnements de la Province et prendre les mesures nécessaires. Nous possédons ces états depuis 1780. Il ne faut pas les prendre au pied de la lettre : la situation y est toujours poussée au noir, parce qu'ils devaient également servir de base aux diverses demandes de secours.

2° *Création de Sociétés d'Agriculture.*

Un arrêt du Conseil avait autorisé, en 1761, l'établissement de sociétés d'agriculture. Les membres en étaient nommés par le Roi et les intendants y siégeaient de droit, mais elles étaient libres de s'adjoindre des associés et des correspondants. En vertu de cet arrêt, l'intendant De Gourgues avait créé une société d'agriculture à Montauban, mais des « causes particulières », écrit Cathala-Coture dans son *Histoire du Quercy*, mirent obstacle aux séances de cette société, qui ne se réunit jamais. Si cette institution avait échoué en Haute-Guyenne, elle avait réussi dans quelques autres provinces, ce qui amena l'Administration provinciale à reprendre, en l'amplifiant, le projet primitif de De Gourgues.

A la séance du 3 octobre 1782, le Bureau du Bien Public, dans un rapport rédigé dans le style grandiloquent de l'époque, montra la nécessité de réunir les ressources de la « classe des spéculateurs, de « celle des écrivains et celle des laboureurs ». Il avait « cru en avoir « trouvé le moyen dans des associations libres et amicales d'agricul- « ture, que l'on pourrait former dans les divers arrondissements de « la Province. Elles seraient composées d'hommes instruits dans « l'art de cultiver, ou qui aiment à s'occuper de cet objet. Le sei- « gneur s'y trouverait avec son vassal, le pasteur avec ses paroissiens, l'homme d'affaires avec le laboureur. Chacun y apporterait « le tribut de ses connaissances et les résultats de sa pratique. »

Les associations se réuniraient une fois par mois et l'on y traiterait de toutes les questions agricoles. Le Bureau avait même déjà formé plusieurs de ces associations et il ne voulait avoir recours qu'à la persuasion pour les créer.

Le projet fut adopté à l'unanimité. Plusieurs mesures furent prises pour rendre son application plus facile. Les membres et les correspondants de l'Assemblée furent invités à réunir dans leurs arrondissements les hommes éclairés et les cultivateurs habiles pour traiter de sujets agricoles : nul doute que la plupart d'entre eux n'ait déféré à ce désir. Il fut décidé également qu'il serait établi dans la Province, sous le bon plaisir du Roi, différentes associations agricoles dans les lieux et suivant la forme réglés par la Commission intermédiaire. Il

ne fut plus question du projet aux sessions de 1784 et 1786. Nous pensons qu'il fut d'ailleurs appliqué. Dans la généralité de Paris où, en 1785, Bertier de Sauvigny organisa, dans chaque élection, un comité des 12 meilleurs laboureurs qui se réunissait une fois par semaine chez le subdélégué. La Révolution détruisit ces diverses sociétés, mais, dès le 9 prairial an VI, un arrêté de l'Administration centrale du département de l'Aveyron créa la Société d'Agriculture de l'Aveyron.

3° *Amélioration de la race ovine.*

Le gouvernement, depuis de longues années, travaillait avec acharnement au perfectionnement de l'agriculture française et plus particulièrement à l'amélioration des races de bétail. Turgot avait fait procéder d'abord à l'achat, en Espagne, de moutons mérinos qu'il avait fait distribuer à divers propriétaires. Un peu plus tard, l'arrêt du 15 septembre 1776 avait décidé l'achat à l'étranger de bêtes à cornes et surtout de vaches laitières. Les mesures les plus énergiques avaient été prises contre les épizooties, par le pouvoir royal et les intendants. On appliquait strictement les arrêts du Conseil de 1774 et de 1775 qui, outre diverses mesures de désinfection, ordonnaient de faire abattre et ensevelir toutes les bêtes malades.

L'Assemblée provinciale ne pouvait que concourir à cet effort si tenace. Elle s'attacha surtout à l'amélioration de la race ovine. Dans presque toutes les parties de la Haute-Guyenne, le mouton était l'une des ressources — sinon la principale — des campagnes, et la laine était une source de profit pour l'industrie locale.

Le 27 novembre 1780, le Bureau du Bien Public se basant sur le succès d'une tentative faite par M. D'Auterives dans son domaine de Loupiac, avait fait adopter le principe de l'achat de 24 béliers des Flandres, à répartir entre les propriétaires.

Par suite de diverses circonstances, cet achat n'avait pu être réalisé encore quand vint la session de 1784, aussi le Bureau du Bien Public, le 22 novembre 1784, fit-il adopter et amplifier le projet primitif. Les moutons des Flandres à laine longue étaient très lourds ; il était nécessaire de les placer dans de riches pâturages, ce qui était loin d'exister dans toutes les parties de la Province. Il convenait de faire un essai de 48 béliers de cette race, répartis deux par deux chez les 24 possesseurs de troupeaux dont les brebis seraient les plus belles, dont la laine serait longue, et dont l'espèce aurait le plus de rapport avec celle des Flandres, ce qui permettrait, chaque année, d'avoir 2.000 agneaux de race croisée et d'améliorer très rapidement l'espèce.

Mais il fallait aussi avoir recours aux bêtes à laine courte et fine du Roussillon, qui demandent moins de nourriture que celles des Flandres, mais des herbes plus fines, telles que celles que l'on trouve dans les Causses : il faudrait en acheter 96, destinées aux 48 propriétaires.

Cet essai ne devait coûter que 4.000 à 5.000 l. Chaque béliet de Flandre, arrivé dans la Province, coûtant 50 l. et chaque unité venue du Roussillon 20 l. Pour réduire encore ces frais, la Commission intermédiaire fut chargée d'ouvrir une souscription par laquelle 72 propriétaires de troupeaux s'engageraient à prendre deux béliets, au prix coûtant d'achat, sans compter les frais de transport. Cette délibération ne fut approuvée qu'à la fin de 1785. Comme nous l'apprend le rapport des syndics du 15 novembre 1786, les achats ne purent être faits au cours de cette année, mais toutes les précautions étaient prises pour qu'ils soient effectués au début de 1787. Tout nous porte à croire qu'ils furent faits, malgré l'absence de tout document précis à ce sujet, car Monteil nous l'indique dans sa *Description du département de l'Aveyron* : « L'espèce des bêtes à laine, « quoique assez nombreuse, n'a pas cependant toute la perfection et « on doit l'imputer aux bergers, en général ignorants et entêtés. « C'est en partie à leur mauvaise volonté qu'il faut attribuer le peu « de succès des tentatives faites en 1785 ⁽²⁾ pour l'introduction des « races des Flandres et du Roussillon. »

Ce résultat fut probablement plus considérable que ne l'indique Monteil. A la fin de 1786, la Commission intermédiaire avait réuni 134 souscriptions de béliets des Flandres et 302 de béliets du Roussillon, soit 434 béliets, qui durent très rapidement se multiplier (la première année, à 40 brebis chacun, ils donnèrent 17.360 agneaux).

Le Bureau du Bien Public, à la session de 1784, fit également décider que, pour éclairer les cultivateurs sur l'éducation et la propagation des bêtes à laine étrangères, la Commission intermédiaire ferait rédiger une instruction qu'elle enverrait dans toute la Province.

Il proposa également deux autres mesures, mais l'Assemblée ne prit aucune décision effective à leur sujet. Il était indispensable de donner plus de sel aux brebis pour éviter les maladies et obtenir des laines supérieures. Pour concilier les droits de la gabelle avec un objet aussi important, il suffirait d'appliquer le moyen proposé aux Etats du Languedoc, qui consistait à incorporer au sel d'autres substances, de manière que ce produit ne put être employé que pour les bêtes à laine et qu'il soit vendu à un prix très bon marché. (C'est ce qui se pratique à l'heure actuelle). Il était nécessaire d'avoir des

bergers instruits, intelligents et fidèles. La Province était trop pauvre pour établir des écoles de bergers, comme en Angleterre et en Suisse. Il fallait se contenter de solliciter du gouvernement une exemption de milice à tout maître-berger gardant 100 bêtes au moins.

4° Haras.

Les chevaux et les mulets étaient l'objet d'un grand commerce en Haute-Guyenne et les produits de cette Province jouissaient d'une certaine renommée en Languedoc et en Espagne. L'Administration provinciale ne pouvait que faire des efforts considérables pour permettre à la Province de lutter contre la concurrence, de plus en plus active, du Poitou.

Au début du XVIII^e siècle, le gouvernement voulant favoriser l'élevage des chevaux, avait décidé, par un règlement général de 1717, que, dans les provinces possédant des haras, les étalons leur appartenant seraient confiés à des « gardes étalons » qui, moyennant certains privilèges, dont le plus important était l'exemption de la capitation, prendraient à leur charge la nourriture et l'entretien de ces animaux. Pour faire disparaître les étalons de catégories inférieures, ce règlement interdisait aux particuliers de tenir des étalons, sauf pour les juments leur appartenant.

Ce système avait été étendu à la Haute-Guyenne vers 1765 : une imposition spéciale de 18.000 l. avait été créée pour les haras.

Malheureusement, ces dispositions n'avaient pas donné tous les résultats attendus. Le garde-étalon, dans la presque totalité des cas, n'avait accepté cette charge que pour jouir des privilèges qu'elle comportait, privilèges particulièrement onéreux pour les autres contribuables de la communauté. Le rejet sur eux de la capitation du garde-étalon, généralement grand propriétaire, augmentait considérablement le chiffre de leurs impôts. Le cheval, fort mal entretenu, ne donnait que de faibles produits et ne durait que peu de temps. Autre défaut capital de ce système : un même étalon ne pouvait être employé pour les juments de toute taille et de toute espèce qui se trouvaient dans son arrondissement.

Le gouvernement avait remédié à ces inconvénients, dans plusieurs provinces, en réunissant tous les étalons dans un seul dépôt et en disposant, au moment de la monte, dans plusieurs petits dépôts répartis à travers la Province, les différentes espèces de chevaux convenant le mieux aux juments des régions diverses. Le marquis de Polignac, Directeur Général des Haras, décida d'étendre cette réforme si

utile à la Haute-Guyenne. Dès 1780, il entretint avec le Président de l'Administration provinciale une longue correspondance (elle se trouve aux archives départementales de l'Aveyron) à ce sujet.

A la session de 1782, les syndics et le Bureau du Bien public firent approuver ces projets par l'Assemblée : Rodez serait choisi comme lieu de dépôt ; il conviendrait cependant de laisser aux particuliers la faculté d'avoir chez eux un ou plusieurs étalons, mais sans que cela leur procure aucun avantage.

Le gouvernement établit, en 1783, un dépôt de 12 étalons à Rodez, mais il maintint les gardes-étalons et leurs privilèges.

Le Bureau du Bien public estima, à la session de 1786, cet effort insuffisant. A sa demande, l'Assemblée décida : 1° Que le dépôt serait porté à 20 étalons ; 2° Que la Province procéderait à l'achat de 30 juments étrangères à répartir entre les propriétaires de la Haute-Guyenne ; 3° Qu'une somme de 13.200 l. serait consacrée à l'achat de baudets et d'ânesses. La dépense, évaluée à 54.000 l., serait prise, si le Roi l'autorisait, sur la somme de 37.000 l. de capitation que le Roi venait de rendre à la Province, à raison de 13.000 l. par an sur les fonds de 1783, 1784 et 1785.

L'Assemblée réclama de nouveau la suppression des gardes-étalons et la liberté de posséder des étalons.

A la session de 1786, le Gouvernement n'avait pas encore autorisé cette délibération. Le Duc de Polignac, à la suite d'un voyage d'inspection dans la Province, avait fait envoyer au dépôt de Rodez deux étalons d'Andalousie qui avaient coûté à la Province 7.000 l. Dans le vaste projet d'amélioration générale présenté par le Bureau du Bien public, et qui ne fut jamais mis en pratique, le dépôt était porté à 30 étalons. Nous présumons que la réforme demandée par l'Administration provinciale ne fut pas entièrement réalisée. La Révolution fit disparaître pour quelques années les haras de Rodez.

Le Bureau du Bien public, à la session de 1782, n'avait pas seulement réclamé la réforme des haras, il avait compris combien il serait nécessaire que la Province possédât un élève à l'école vétérinaire (créée depuis quelques années), pour l'attacher au dépôt d'étalons de Rodez. « Les maréchaux de cette Province étant, pour la plupart, livrés à une aveugle et ancienne routine », ce vétérinaire, placé au centre de la Province, surveillerait l'état sanitaire des bestiaux et se transporterait dans les lieux où une épidémie éclaterait pour prendre toutes les mesures nécessaires.

Aussi fut-il décidé par l'Assemblée que certains avantages seraient attachés à cette fonction. M. Laurent, de Montauban, qui avait suivi pendant quatre ans les leçons de l'école vétérinaire et était maréchal

expert dans la gendarmerie, offrit ses services, qui furent acceptés à la session de 1784. Un traitement de 1.000 l. lui fut accordé.

Le grand plan d'amélioration de la Haute-Guyenne, dressé par le Bureau du Bien public à la session de 1786, comprenait l'entretien de deux élèves vétérinaires, destinés à être ultérieurement engagés au service de la Province. En ce qui concerne l'amélioration des bovins, l'Administration provinciale se borna à exprimer des vœux (croisement avec des vaches et des taureaux de race suisse), sans jamais établir de projets très précis.

5° *Reboisement.*

L'enquête de Richeprey, dont il sera question au chapitre ci-après nous montre combien la décision royale exemptant d'impôts pendant une certaine période les terrains défrichés avait été nuisible à la Haute-Guyenne. Cette mesure avait favorisé le déboisement dans de fâcheuses conditions (les archives départementales du Lot possèdent la liste complète des terrains ainsi défrichés, année par année), et plus particulièrement celui des coteaux et des pentes.

Au début de la session de 1786, les syndics attirèrent l'attention de l'Assemblée sur les dangers de cette pratique : les propriétaires avaient abattu les bois et épuisé les terres pour en tirer des récoltes abondantes ; il en est résulté non seulement une augmentation considérable du prix des bois de charpente, mais encore une rareté « qui annonce une disette prochaine de cette denrée ». Il faut attribuer à ces défrichements les fréquentes et fortes inondations qui dévastaient depuis quelque temps plusieurs cantons de la Province.

A l'appel qui lui était ainsi adressé, le Bureau du Bien public répondit en soumettant à l'Assemblée, le 8 décembre 1786, ses vues et ses projets pour pallier à ce danger. Presque toutes les montagnes et les coteaux de la Haute-Guyenne, autrefois couverts de bois, avaient été défrichés et plantés en blé ou en vigne.

Les forêts appartenant aux communautés ont été pillées sans vergogne ; il faut à tout prix les faire respecter, en interdire toutes coupes pendant plusieurs années, les replanter, les mettre à l'abri des bestiaux, y établir des gardes pour faire appliquer avec exactitude et sévérité les règlements des eaux et forêts, et même fournir des avances aux communautés trop pauvres pour se charger de la restauration de leurs forêts. Un arrêt du Conseil ou une ordonnance du Grand Maître des eaux et forêts devrait décider : « 1° Qu'il ne sera « jamais permis à aucun individu de ces communautés de couper « du bois dans lesdites possessions ; 2° Qu'il sera formé des enclos « autour des bois au moyen de fossés, de claies, de haies vives, etc. ;

« 3° Que l'on s'occupera incessamment du repeuplement et du « repeuplement de tous les bois qui seront susceptibles d'en « profiter ; 4° Que les ordonnances et les règlements des « eaux et forêts y seront remis en vigueur et exécutés scrupuleusement ; 5° Que, plusieurs riverains ayant usurpé sur « les bois communaux, il sera procédé à un recensement et « vérification de l'étendue des dits bois et de leurs limites ; 6° Que, « attendu que l'Administration provinciale de la Haute-Guyenne se « propose, avec la permission du Gouvernement, de faire les fonds « nécessaires pour faciliter aux communautés de rétablir et de conserver leurs bois, il sera rendu annuellement compte à la Commission intermédiaire des mesures qu'elles auront prises et de leurs succès, de l'emploi des sommes qui leur auront été accordées pour cet objet ; 7° Que lorsque lesdits bois seront en exploitation, il ne pourra y être touché qu'en vertu d'une délibération de la communauté, non seulement pour les bois de haute futaie, mais même « pour les bois taillis... »

Il convenait également d'exciter le zèle des propriétaires particuliers.

Ces mesures très sévères et parfaitement justifiées avaient trop d'importance pour que l'Assemblée pût à loisir les examiner à cette session. Malheureusement, ce fut la dernière qu'elle tint.

6° *Exportation des vins de la Haute-Guyenne par Bordeaux.*

La Haute-Guyenne, principalement le Quercy, produisait une grande quantité de vins, dont la réputation était mondiale ; c'était une grande ressource pour la Province. Le principal port par lequel s'exportaient ces vins était celui de Bordeaux. De tout temps, cette ville s'était efforcée de réduire la concurrence que les produits de la Haute-Guyenne faisaient à ses propres vins et, pour cela, elle n'avait reculé devant aucune manœuvre. C'est ainsi que, vers le milieu du XVIII^e siècle, un arrêt du Conseil ayant accordé à tous les marchands en général le privilège de l'entrepôt d'une année dans les ports de mer en faveur des marchandises destinées aux colonies, la ville de Bordeaux avait obtenu un autre arrêt ordonnant que les vins de Cahors ne puissent être entreposés à Bordeaux que de la Noël au 8 septembre, époque pendant laquelle presque aucun départ pour « les Iles » n'avait lieu. L'Edit célèbre de mai 1776 supprima toutes les entraves à la liberté du commerce et, par le fait même, tous les privilèges accordés par Bordeaux à ses vins. Malheureusement, peu de temps après, le 24 novembre 1776, la ville de Bordeaux obtint des

lettres patentes atténuant d'une manière sensible cet édit, et confirmant certains privilèges pour les vins des sénéchaussées de Bordeaux, notamment la règle de la jauge, qui, sous le prétexte de distinguer les vins de cette région jouissant d'un renom universel voulait que la futaille de ces vins contînt 32 veltes, alors que celle des produits des autres provinces, dont le Quercy, n'en contiendrait que 28. En fait, la véritable raison de cette différence de volume présentait un grand intérêt pour les vins de Bordeaux et leur donnait de réels avantages : la presque totalité des droits, qui étaient très élevés, se percevaient indistinctement par tonneau, sans tenir compte du volume.

Les lettres patentes limitaient également la superficie des entrepôts des vins autres que ceux de Bordeaux.

Dès le 21 novembre 1779, le bureau de affaires extraordinaires appela l'attention de l'Assemblée sur le privilège de la jauge. Les commerçants étrangers se plaignaient de la petitesse de la jauge. « Nous avons lu, déclarait le rapporteur, plusieurs lettres des commerçants de Cassel, de Berlin, de Postdam, d'Olmetz, de Francfort-sur-l'Oder, de Dantzic, de Colberg et de Brême » qui se déclaraient forcés de renoncer à l'achat du vin de Cahors si on ne remédiait pas à cet abus.

Le Président multiplia les démarches pour faire aboutir la demande de l'Assemblée. Il se heurta à de multiples objections, dont les principales étaient qu'il fallait absolument conserver des futailles de tailles différentes, pour distinguer les vins, et que le trésor royal perdrait des sommes importantes si l'on augmentait la contenance des futailles. Instruit de cette opposition à la session de 1780, le Bureau du Bien public, — après avoir fait observer que la distinction pourrait être obtenue en imprimant des mentions différentes sur les barriques, — et voulant montrer son esprit de conciliation, fit décider par l'Assemblée que le Roi serait « supplié » de permettre que les vins de Cahors fussent contenus dans des futailles de 31 veltes, celles de Bordeaux gardant la contenance de 32 veltes.

L'entrepôt du quartier du faubourg des Chartrons destiné aux vins de Haute-Guyenne s'étant révélé trop petit, l'Assemblée demanda aussi qu'il fût agrandi. Le pouvoir royal se refusa énergiquement, sous la pression de la ville de Bordeaux, à satisfaire à ces réclamations, le Bureau du Bien Public déclara, le 6 décembre 1784, qu'il était sage de se borner à demander en premier lieu l'agrandissement de l'entrepôt des vins de Haute-Guyenne.

A la fin de 1786, rien n'avait été fait, mais nous apprenons par le rapport des syndics que, de concert avec les autres provinces intéressées, l'Evêque de Rodez avait engagé une instance au Conseil

pour obtenir la suppression des lettres-patentes du 24 novembre 1776. Un résultat important, pour le commerce des vins, avait été acquis. La Commission intermédiaire avait représenté au Gouvernement que le moyen de transport le seul pratique pour cette denrée était la voie d'eau (la voie de terre donnant lieu à un coulage trop onéreux à cause du cahotement des voitures), mais qu'elle ne pouvait guère être employée, non à cause des droits de fret minimes, mais à cause des droits domaniaux considérables à payer soit à Bordeaux, soit à Libourne, soit à Rouen, il y aurait intérêt, pour le Trésor, à diminuer ces droits, parce que les droits d'entrée des vins à Paris compenseraient largement la perte occasionnée par cette diminution. Elle avait eu pleinement gain de cause.

Nous pensons que les privilèges de la ville de Bordeaux ne furent supprimés qu'avec tous ceux qui entravaient encore la liberté du commerce.

SECTION III

Industrie et commerce

1° Mines.

La puissance naissante de l'Angleterre, due en partie à ses mines, avait suscité en Europe et plus particulièrement en France un grand mouvement d'opinion pour la recherche du charbon et des divers minerais. La Haute-Guyenne, dont certaines régions avaient connu au Moyen-Age une grande prospérité à cause de leurs mines et dont quelques filons de charbon étaient grossièrement exploités, du côté de Cransac, semblait présenter le plus grand intérêt.

C'est surtout des mines de Cransac et d'Albin (Aubin) que l'Administration provinciale s'occupa principalement. « Le minerai de « plomb et de fer se trouve dans plusieurs de nos cantons, mais le « plus précieux de nos trésors, en ce genre, sont les mines fécondes « de charbon de terre qui, dans le progrès de la population et du « luxe, suppléant à la destruction des forêts, fourniront seules à un « des plus grands besoins de l'espèce humaine ». (Rapport du Bureau du Bien Public à la session de 1780.)

Le Gouvernement, qui connaissait la valeur de ces gisements (ils fournirent plus tard, certaines années, plus d'un million de tonnes), les avait concédés à quelques seigneurs, qui tentèrent de les exploiter vers 1769. Mais les habitants du pays se crurent dépouillés d'une véritable propriété. Ils avaient l'habitude de tirer des mines ce qu'il

leur fallait pour leur consommation et de vendre de très petites quantités de combustible. Ils organisèrent de véritables émeutes, que Louis d'Adhémar, seigneur de Montfalgons, parvint à apaiser à grand'peine. L'exploitation fut alors abandonnée. Le Bureau du Bien public pensait qu'elle devait être reprise, la proximité de la rivière du Lot facilitant la vente du charbon ; il fit décider par l'Assemblée, à la session de 1780, que la Commission Intermédiaire demanderait que l'exploitation des mines fût confiée à la Province.

Le Ministre objecta avec raison qu'il était préférable d'accorder des concessions aux particuliers. « Les exploitations ne pourraient « jamais être conduites avec autant d'activité, d'économie et d'in-
« telligence par des préposés que par des personnes qui seront exci-
« tées par leur intérêt personnel. » Il ajoutait qu'il était prêt à accorder des concessions à ceux qui se présenteraient.

En présence de cette réponse, le Bureau du Bien public fit adopter, le 20 septembre 1782, de nouvelles propositions. Il était facile de conclure de la résistance des propriétaires qu'une concession exclusive serait impraticable, aussi était-il nécessaire de révoquer la concession accordée. Seul pourrait réussir l'entreprise un capitaliste qui achèterait une propriété dans le pays et qui consacrerait ses fonds à exploiter les mines de ses propres possessions. Mais comme il aurait à craindre que l'arrivée d'un concessionnaire privilégié ne le forçât à interrompre ses travaux, il fallait donner à tous les propriétaires actuels de mines de charbon, et à ceux qui pourraient le devenir par la suite, la permission illimitée d'exploiter, dans leurs possessions respectives, ces mines, avec l'assurance positive du Roi qu'ils ne seraient jamais troublés dans leur exploitation par des concessionnaires ou des porteurs de privilège exclusif.

Le Gouvernement tint à se renseigner d'une manière précise sur la richesse de ces mines. Il envoya sur place M. Besson, inspecteur des mines, dont la présence réveilla les anciennes craintes des habitants et qui dut avoir recours à la Commission Intermédiaire. Celle-ci calma les inquiétudes locales, et pria l'abbé de Villaret et Richeprey d'accompagner M. Besson, qui put ainsi se procurer tous les renseignements nécessaires. Le 6 septembre 1783, le Ministre écrivit, au sujet des mines, une longue lettre au Président de l'Assemblée. Malgré l'esprit de révolte qui persistait dans la région minière, le Gouvernement avait la bonté de laisser provisoirement les choses en l'état ; il comptait sur la Commission Intermédiaire pour faire apprécier cette générosité par les populations ; au cas où, après mûre réflexion, il prendrait la décision de concéder les mines à une grande

compagnie, (cette solution semblait avoir ses préférences), il comptait sur la Commission pour faire accepter cette mesure.

Aucune solution n'intervint avant la disparition de l'Administration provinciale (l'exploitation commença vers 1829) et le Bureau du Bien public ne traita de cette question ni à la session de 1784, ni à celle de 1786. Il se borna à faire adopter, en 1784, le principe de l'entretien, à l'Ecole des Mines, nouvellement établie, d'un élève, choisi parmi les élèves ingénieurs-géomètres, qui deviendrait plus tard l'inspecteur des mines de la Province, et qui serait chargé d'établir le relevé des ressources minérales de la Haute-Guyenne. A la session de 1786, on indiqua seulement que l'élève choisi par la Commission Intermédiaire, de concert avec De Richeprey, était « le sieur Dissés », l'élève « qui montrait le plus de dispositions et de talents « pour la minéralogie ».

2° *Industrie textile.*

Cette industrie, répandue dans tous les cantons de la Province, était une source sérieuse de profits pour les campagnes et pour les villes. La perte du Canada, en 1763, avait cependant porté un grand coup aux manufactures. Depuis quelques années, des efforts énergiques avaient été faits pour introduire l'élevage du ver à soie et pour développer le tissage et la filature du coton dans la Province. L'enquête de Richeprey, dont il sera question au chapitre ci-après, nous montrera l'importance des résultats obtenus.

L'Assemblée, dans les diverses sessions qu'elle tint, eut à plusieurs reprises à s'occuper des différents problèmes touchant l'industrie textile, mais elle n'aboutit à rien de positif.

Lors de la session de 1779, elle demanda au Roi d'accorder à la plus grande manufacture de laine de Cahors, en proie aux plus grosses difficultés financières, un emprunt sur la main-morte de 500.000 l. Malgré le nombre considérable d'ouvriers employés par cette usine, la requête ne pouvait être prise en considération, la somme demandée étant trop considérable, et la manufacture ne tarda pas à fermer ses portes.

Les règlements en vigueur en 1782, pour les manufactures, distinguaient les étoffes dont le prix n'excédait pas 40 sous par aune et celles d'une plus grande valeur. Ces dernières étaient sujettes à des examens et à des révisions préalablement à leur vente, alors que les autres n'y étaient pas astreintes, les fraudes et les défauts étant beaucoup plus graves dans un cas que dans l'autre. Cependant on exigeait que les étoffes de petite valeur, bien que dispen-

sées de tout examen, portassent comme les autres une marque apposée dans un bureau spécial. Les fabricants de quelques cantons de la Province, ne comprenant guère l'utilité de cette formalité longue et ennuyeuse, demandaient à être autorisés à marquer leurs étoffes sans passer par le bureau. L'Assemblée décida, le 11 décembre 1782, d'appuyer cette requête.

3° *Création de foires.*

Le 8 décembre 1786, le Bureau du Bien public fit un long rapport sur la nécessité de créer deux foires franches à Montauban. Depuis longtemps, la Touraine et le Lyonnais avaient pu développer considérablement leurs manufactures grâce aux foires franches. Celles-ci, par l'exemption de tout droit accordé aux diverses marchandises partant du lieu où elles sont établies, avaient fait refluer vers ces entrepôts privilégiés de nombreux stocks. Pour la même raison, les industriels avisés avaient formé, dans l'enceinte des villes où se tenaient les foires, toutes les différentes manufactures qui pouvaient être alimentées par les productions du pays. L'Administration du Languedoc venait d'obtenir deux foires franches annuelles. Il était absolument nécessaire de recevoir un avantage de cette nature pour la Haute-Guyenne, étant donnée l'importance de ses manufactures textiles.

Ce projet, adopté par l'Assemblée, ne vit pas le jour.

CHAPITRE XVI

Le Journal de voyage d'Henri de Richeprey en Haute-Guyenne.

SECTION I

Importance des documents sur le Haute-Guyenne à la fin du xviii^e siècle, dont le principal est le « Journal de voyage » d'Henri de Richeprey.

Le cadre de cette étude ne nous permet pas de donner une description détaillée de la situation générale de la Haute-Guyenne à l'époque de l'Administration provinciale. Les archives départementales de l'Aveyron et celles du Lot possèdent les documents les plus précieux à cet égard. Nous ne voulons citer ici que les principaux.

Aux archives départementales du Lot, la série G, qui contient la plupart des papiers de l'Intendance (toute la partie générale), du Bureau des Finances de Montauban et des autres corps constitués, est d'une grande richesse — plus de 1.400 liasses —, se rapportant presque toutes au xviii^e siècle et en majeure partie à la deuxième moitié de cette période. Nous nous bornons à citer les principales questions traitées : population (et ici des renseignements très précis de 1780 à la Révolution) ; justice ; correspondance générale (toute celle des Intendants avec les divers pouvoirs constitués de 1722 à 1789) ; ordonnances des Intendants ; subsistance et agriculture (principalement des états de la situation des récoltes de 1766 à 1789, pour chaque subdélégation, et la liste annuelle des prix des grains, bestiaux, fourrages et autres denrées) ; louverie ; haras ; pépinières ; épizooties ; manufactures (leurs règlements et leur liste très complète) ; poids et mesures ; amidonneries ; tanneries ; usines ; moulins ; mines et minières ; poudres et salpêtres ; ponts et chaussées (sur-tout avant 1780) ; milices provinciales ; hôpitaux militaires ; convois militaires ; maréchaussée ; casernement ; malades pauvres ;

ateliers de charité (surtout avant 1780) ; subsistances ; ouragans et inondations ; mendicité ; postes et messageries ; loteries ; finances ; statistique ; impositions et dettes communales ; taille, capitation et vingtièmes ; budgets communaux ; monnaies ; vicomté de Turenne ; instruction publique ; titres féodaux ; églises et presbytères ; couvents ; enfants trouvés ; domaine royal.

Les archives départementales de l'Aveyron sont encore plus riches. Certes, elles possèdent aussi la partie des papiers de l'Intendance et des anciens corps constitués concernant le Rouergue, mais lors du partage des archives de l'Administration provinciale, elles se firent attribuer la plupart de ses dossiers, richesse incomparable pour celui qui voudrait connaître d'une manière très précise l'état, entre 1780 et 1790, année par année, non seulement de la Province, mais de chacune des communautés la composant. Les liasses qui fourniraient le plus de renseignements seraient celles concernant les impositions (taille, capitation, vingtièmes) et pour ceux-ci la déclaration des biens, revenus et rentes nobles des élections du Rouergue, — celles du Quercy sont aux archives départementales du Lot ; celles concernant les travaux publics (nous assistons à la construction des routes de la Haute-Guyenne, lieue par lieue) et la liste complète des charges locales de toutes les communautés du Rouergue —, celle du Quercy est à Cahors.

Mais en dehors de tout cela les documents les plus précieux sont pour nous les pièces concernant l'essai de la modification de la répartition de la taille, le Journal de voyage de Jean-François Henri de Richeprey et ses annexes, la « description des différentes qualités du sol de la Haute-Guyenne présentée à l'Administration provinciale de Haute-Guyenne par Henry de Richeprey » (imprimée à l'époque dont nous n'avons pu trouver qu'un exemplaire à la Bibliothèque de la Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron) dont le manuscrit porte le numéro C 1549 et toutes les liasses renfermant les notes et exemples pour la table d'abonnement avec leurs descriptions si précises.

Nous avons déjà décrit le caractère de Richeprey et de ses principaux collaborateurs. Très rapidement après son arrivée dans la Province, Richeprey avait établi les bases d'une répartition plus équitable de la taille ; la première étape à réaliser était la construction de la table d'abonnement, mais pour cela il fallait entreprendre une vaste reconnaissance de la Province pour connaître son sol et la situation fiscale des communautés, afin de déterminer leur degré d'imposition. Richeprey voulut lui-même assurer cette tâche. Pendant de longs mois, malgré de multiples difficultés, il parcourut

la Province dans tous les sens, observant tout, interrogeant les personnes les plus qualifiées, notant scrupuleusement les remarques faites, les réponses données, sur son Journal de voyage qui, heureusement conservé aux archives départementales de l'Aveyron (C 1545-1546), est une étude des plus complètes sur la situation d'une province française à la veille de la Révolution. Nous aurons l'occasion de l'étudier en détail un peu plus loin.

Il n'était pas possible de se fier aux déclarations des contribuables pour évaluer leur degré d'imposition. Aussi Richeprey, pour mettre au point les renseignements du Journal de voyage eut-il recours à des sources plus impartiales : rapport des subdélégués, enquêtes antérieures faites pour connaître les communautés surchargées, etc. Presque tous ces documents figurent également aux archives départementales de l'Aveyron, malheureusement épars dans plusieurs liasses ; certaines, des plus importantes, se trouvent dans le C 1546 et 1590.

Une fois ces nouveaux renseignements obtenus et comparés avec ceux du Journal de voyage, Richeprey indiqua dans un tableau spécial (C 1546) le degré d'allivrement de chacune des communautés (trop allivrée, bien allivrée, etc.).

Mais Richeprey utilisa en outre les notes de son Journal de voyage combiné d'ailleurs avec d'autres notions recueillies dans d'autres voyages faits soit par lui-même, soit par Calmes de la Bessière ou d'autres de ses collaborateurs pour rédiger la « Table d'abonnement », connue plus communément sous le nom de « Description, « exposition, situation et cultures des différentes qualités de sol de « la Haute-Guyenne ». Nous avons déjà indiqué dans les chapitres consacrés à l'essai d'une meilleure répartition de la taille la valeur très importante des renseignements qu'elle fournit à plusieurs points de vue et notamment sur la géologie des terres de la Province, la manière de les cultiver, les produits du sol et les ressources minérales.

Le document le plus complet reste cependant le Journal de voyage.

SECTION II

Difficultés rencontrées par Richeprey dans son voyage

Richeprey partit le 15 octobre 1780 de Villefranche-de-Rouergue, accompagné de Louis-Antoine Calmes, « avocat du Parlement et « feudiste commis par l'Administration de la Haute-Guyenne », de

Pierre-Jean Pégourier et de Joseph Calmes. « Nous avons commencé l'examen du sol de la Province en suivant le chemin de Villefranche à Montbazens », écrit en toute simplicité Richeprey au début de son manuscrit. Et cependant il lui fallait une énergie peu commune pour entreprendre à cheval la visite de toutes les communautés de la Haute-Guyenne. Il ne pouvait se faire aucune illusion sur les difficultés immenses à surmonter ; il allait se heurter à la résistance des choses à celle des hommes. A la résistance des choses si la Province n'avait qu'une superficie relativement peu étendue, son sol était très accidenté et ses chemins étaient en fort mauvais état, à l'exception de deux ou trois routes royales ; il n'existait point, dans la presque totalité des villages et des gros bourgs de la Haute-Guyenne, d'hôtelleries et la plupart de celles qu'il pouvait trouver, simples auberges, ne donnaient au voyageur qu'un abri tout à fait inconfortable. Parfois il rédigea son procès-verbal sur le chemin ; c'est ainsi qu'à Pons il ajoute au bas de son procès-verbal « Fini à l'entrée de la nuit, au milieu des chemins » ; il le termine à Séverac, à 10 h. 45 du soir.

Les difficultés matérielles que doit vaincre H. de Richeprey furent peu considérables si on les compare à celles qui se présentèrent à lui, dans certaines communautés, par suite de la mauvaise volonté des habitants, soit par opposition aux réformes de l'Administration provinciale, soit par ignorance du but véritable de la mission de Richeprey. Il semble qu'il en rencontra davantage en Quercy qu'en Rouergue. Les difficultés de ce genre ne tardèrent pas à se présenter : à peine avait-il quitté Villefranche qu'à Pachins il note qu'il n'a pu trouver personne sachant signer et que le curé n'est pas visible ; il est certain que les gens instruits s'étaient cachés pour éviter de lui fournir des renseignements. Un peu plus loin, le curé de Firmy le prévient qu'il ne peut « faire l'examen du cadastre sans occasionner des inquiétudes à quelques habitants ». Et des incidents de ce genre, ou parfois plus graves, se produiront tout le long de son voyage. A Prades, le manuscrit note : « Les habitants de la communauté ne comprenant pas le français, M. de Richeprey n'a pu s'instruire avec eux... » Même incident à Cransac, mais cette fois Calmes de la Bessière, qui est là, peut se documenter et questionner les quelques paysans présents. Très souvent également le détenteur du cadastre est, comme par hasard, absent : le cas se produit à Cassuéjols notamment. A Trémouilles, « le village assemblé, note Richeprey, vient nous menacer et celui qui est à la tête est armé d'une hache ; sans beaucoup de prudence, il se formait une émeute et il y aurait eu du sang versé » ;

le malentendu est dissipé rapidement : l'on croyait qu'il venait toucher le commun de paix. Les habitants de Séverac demandent copie des renseignements notés, mais de peur « qu'il n'en soit fait mauvais usage ». Richeprey le leur refuse.

Il note au fur et à mesure les renseignements qu'on lui fournit et fait signer les personnes présentes. Il ne peut par conséquent noter immédiatement tout ce qu'il a remarqué, de peur d'incidents graves ; aussi prend-il l'habitude de faire ses remarques une fois qu'il a quitté la communauté : il les inscrit soit en marge, soit à la suite ; il ne se gêne pas alors pour exprimer sa pensée. Lors de son passage à La Domerie d'Aubrac, il se borne à noter simplement des renseignements documentaires et statistiques, mais cinq jours après il écrit : « La maison de la Domerie d'Aubrac exerce des droits de « corvée dans toutes ses possessions : chaque vassal... on exerce ce « droit avec une rigueur extrême... Tous les suffrages sont unanimes sur les avantages qu'il y aurait à peupler la montagne, mais « tout le monde tremble de voir les moines s'y agrandir... Mais en « augmentant les habitants, que ce ne soit pas un moyen de multiplier leurs esclaves... » Après les notes rédigées à Saint-Bauzelli, nous trouvons le commentaire suivant : « Les habitants de Saint-Bauzelli ont souvent vacillé dans les réponses qu'ils ont faites précédemment... Un grand nombre demandait qu'on fit plainte au « nom de la communauté. Mais un des assistants les intimida, les « menaça du crédit du seigneur et ceux qui ne se rétractèrent pas « dirent qu'ils ne signeraient pas seuls. »

A La Bastide-Capdenac, Richeprey ne note que quelques renseignements : « Nous interrompons ici nos recherches, ajoute-t-il, « parce que la plupart des réponses que l'on nous fait nous paraissent « fausses et qu'il ne sera pas possible d'en faire usage. »

Nous trouvons après la note sur Najac des réflexions contre les seigneurs du pays.

Dans quelques bourgades et communautés du Quercy, les notabilités qu'il rassemble pour obtenir des renseignements refusent d'approuver les réformes de l'Administration provinciale et le prennent à partie. A Martel, les assistants lui déclarent qu'ils refusent formellement de rectifier la répartition de la taille, il se contente simplement de l'inscrire, mais, dès qu'il est à Souillac, il note, d'une plume vengeresse : « Il est aisé de voir par les deux rapports faits à « Martel que je ne suis pas sorti de cette ville sans beaucoup d'embarras ; il était naturel qu'on me les suscitât : non seulement on « y jouit des privilèges de la vicomté, mais on y est encore moins « imposé que dans les autres communautés de cette partie de la

« Province. D'ailleurs j'ai été assailli dans les rues par dix à douze
 « propriétaires des moins aisés qui m'ont prié avec instance d'ob-
 « server que l'Assemblée qui me donnait des instructions et qui se
 « disait interprète des intentions de la communauté n'était compo-
 « sée que de riches propriétaires tous intéressés à me déguiser la
 « vérité... Ils m'assurèrent que la répartition des impôts était on ne
 « peut plus inexacte et désavantageuse aux misérables dont l'Admi-
 « nistration désire le soulagement ». Il n'obtint aucun renseigne-
 « ment à Assier : « J'ai été, écrit-il, on ne peut plus mécontent du
 « laconisme des habitants d'Assier. C'est le secrétaire de la commu-
 « nauté qui l'a occasionné. J'en fais la remarque pour observer que
 « la conduite des communautés est presque toujours relative aux ca-
 « ractères de ceux qui les dirigent ». Fait plus grave, le Journal fut
 arrêté aux portes de Montauban par suite de l'opposition de la
 Cour des Aides qui décréta Richeprey de prise de corps.

SECTION III

Véracité des renseignements fournis par Richeprey

Il nous semble que, pour apprécier ces renseignements à leur juste valeur, il faut tenir compte de deux correctifs.

1^o Nous pensons que les habitants des régions visitées poussèrent au noir le tableau de leur situation. Plusieurs siècles de fiscalité abusive les avaient rendus extrêmement prudents, et ils savaient par expérience qu'il était dangereux de montrer leur véritable situation pécuniaire à des enquêteurs venus presque toujours pour procéder à des augmentations d'impôts. C'est ainsi qu'à Najac les habitants « saisis d'effroi en nous (Richeprey) entendant calculer les seules
 « ressources qui leur restent nous supplient en tremblant et les lar-
 « mes aux yeux de considérer que si on retranche une partie de
 « leur bénéfice sur le fil ou sur les toiles, ils ne pourront plus payer
 « les subsides excessifs qu'on exige déjà d'eux ». Il ne faut pas oublier que Richeprey inscrivait fidèlement les renseignements donnés sans les modifier en rien, sauf plus tard à faire certaines mentions en marge ou à la suite, mais dans des cas tout à fait exceptionnels.

Ne devons-nous pas nous étonner ainsi de voir la quasi-totalité des communautés déclarer qu'elles sont plus allivrées que leurs voisines et même celles de la vicomté de Turenne, qui cependant jouissaient de grands privilèges fiscaux, et celles des environs de Montauban, qui figuraient presque toutes au nombre des moins allivrées

de la Province ? Richeprey rectifia plus tard, à l'aide de documents complémentaires, ces appréciations un peu trop exagérées en classant les communautés pour déterminer celles qui étaient trop allivrées, celles qui étaient bien allivrées et celles qui ne l'étaient pas assez.

Dans le Journal, après avoir présenté les calculs des frais de culture des terres des environs de Rodez, il ajoutait sagement : « M. Calmes donne ces calculs comme il les a faits, d'après les idées des abonneteurs de Rodez, mais il les regarde comme douteux et engage à ne pas s'y fier sans examen ».

2° Richeprey lui-même, quand il a porté ces appréciations ou poussé parfois habilement des habitants de communautés à faire certaines déclarations, ne l'a-t-il pas fait en « partisan » ?

En « partisan », de l'Administration provinciale, il devait critiquer tout ce qui avait été fait jusqu'alors, de façon à faire apprécier en haut lieu les réformes et les projets nouveaux si âprement discutés.

En « partisan » des idées nouvelles, ces critiques n'étaient-elles pas parfois trop sévères ? Faut-il porter un jugement aussi dur que celui qu'il formula sur les abbayes ? A Aubrac, il écrit cinq jours après sa visite un réquisitoire violent contre la Domerie. Voici sa conclusion sur l'abbaye de Bonneval : « Un homme simple dont le cœur est droit et dont l'esprit est juste ne séjourne guère dans cette maison sans être étonné qu'il existe au milieu d'un peuple polissé qui se pique de sagesse ; ils (les moines) outragent les mœurs et la religion sans même se couvrir du masque de l'hypocrisie et bravant la nation qui voudrait les vénérer... Des religieux passent le jour à table et la nuit au jeu ». A Loc-Dieu, il raille agréablement les moines. Il faut reconnaître cependant qu'il sait apprécier les efforts faits par les moines de Bonnecombe, malgré qu'il critique vivement les reconnaissances de droits auxquels ils se livrent sur leurs biens. Il félicite toujours les ordres religieux féminins qui se livrent aux soins des malades et à l'éducation des jeunes filles (Espagnac, Sainte-Eulalie, etc.). Il se livre parfois à des attaques d'une violence extraordinaire contre les seigneurs qui abusent de leurs droits, mais glorifie ceux qui montrent de la bienveillance à l'égard de leurs vassaux. Aux environs de Najac, les seigneurs, depuis plus de 20 ans, ont plongé la contrée dans la désolation. « Comment de vrais gentilshommes les chevaliers français ne rougissent-ils pas d'avoir de semblables associés... C'est aux âmes vertueuses, qui font la félicité des campagnes, aux Pannat, aux Fraissinet, aux Méjanel, aux Mendillac, aux Lastic, aux De

« Rouget, aux Lentilhac, et aux La Guépie, à empêcher que les
« malheureux sans appui soient opprimés. »

Après la note sur Réalville, il ajoute : « Ils (les seigneurs) vien-
« nent dans les campagnes jouir des rapines de leurs gens d'affaires,
« porter le poison de leurs abominables mœurs, séduire les jeunes
« filles innocentes, corrompre des épouses chastes et outrager des fa-
« milles pauvres mais honnêtes. Est-ce parce que ces monstres ont
« tout infesté dans la capitale qu'ils viennent envenimer les cam-
« pagnes ? Jusqu'où me conduisent la pitié, la douleur, l'indigna-
« tion qu'excitent ces horreurs dont j'ai le malheur d'être témoin !
« Mais la pensée d'un lâche silence me révolte. S'il est permis à
« l'esclavage de montrer la chaîne, il me sera bien sans doute per-
« mis de soulager mon cœur et d'élever ma voix pour le secours des
« peuples livrés tour à tour à l'injustice, à la barbarie, à l'atrocité
« et, pis que toutes les passions violentes, à l'outrage de l'homme
« riche et puissant. »

Mais ces violents pamphlets dans le style du temps sont assez rares dans le Journal. Richeprey a certainement fait un grand effort pour être impartial et, en corrigeant le rigorisme et la brutalité de certaines de ses appréciations, il semble que nous puissions nous fier à ses opinions. Le Journal de voyage reste un élément de premier ordre pour apprécier l'état de la Haute-Guyenne en 1780-1781. Ces données, parfois un peu trop pessimistes, sont d'ailleurs confirmées par des écrits du temps : Enquête de Mgr Champion de Cicé, Monteil, Bosc et autres notes manuscrites figurant aux archives départementales de l'Aveyron.

SECTION IV

Méthode employée par Richeprey

Richeprey ne connaissant pas le pays se fit donner par l'Administration provinciale des collaborateurs et notamment Calmes de la Bessière et Jean Pégourier, qui l'accompagnèrent souvent, en outre parfois certains abonnés se joignirent à son petit groupe pour l'aider et lui faciliter sa tâche. Il ne voyagea jamais seul.

Dès son départ de Villefranche, Richeprey observa attentivement la qualité des sols, la géologie, les cultures et les particularités des régions traversées. A l'étape, il consignait toutes les remarques faites sur le Journal de Voyage.

Comprenant les difficultés de sa mission, il fit toujours appel au

concours des correspondants et des membres de l'Administration provinciale pour les communautés où ceux-ci résidaient habituellement et pour celles où ils jouissaient d'un certain prestige ; il est certain qu'ils lui furent d'un puissant secours. Richeprey avait conçu admirablement sa méthode de travail et de documentation ; il ne voulut pas se borner à des observations personnelles, mais il tint à interroger les populations des régions traversées et à transcrire fidèlement leurs réponses. Certes le but principal du voyage était une enquête ayant pour objet la description des communautés, la connaissance de leur cadastre et de leur degré d'allivrement, mais il constituait aussi un merveilleux facteur de propagande pour l'Administration provinciale et pour ses réformes. Richeprey, interrogeant les populations des moindres petites communautés, put partout réfuter les objections formulées et montrer que la nouvelle organisation entraînait dans la voie des réalisations fécondes. Il fut à même de connaître les désirs et les besoins de la Haute-Guyenne. Ce voyage ne fut-il pas aussi un moyen de contrôle très efficace pour l'application des réformes déjà en cours ? Avec quel soin méticuleux Richeprey ne note-t-il pas les résultats obtenus pour la réforme de la Capitation !

Dès son arrivée dans une communauté, Richeprey s'empresse de convoquer les notables du pays, les administrateurs de la communauté, le curé, le médecin, le notaire et les principaux propriétaires ; puis, selon la formule consacrée et reproduite à peu de chose près toujours la même, « il a eu l'honneur d'exposer à l'Assemblée l'objet « du voyage, le plan adopté par l'Administration pour la rectification des cadastres et la manière dont il doit s'exécuter, il a invité « les assistants à concourir à la perfection de cette opération ». Les assistants présentent alors leurs observations ; presque toujours ils approuvent intégralement le projet : « ils ont, dira le procès-verbal, unanimement applaudi aux vues bienfaisantes de l'Administration et ils n'ont rien trouvé à y ajouter ou à y changer ». Parfois ils présentent une observation de détail, — à Entraygues, ils désirèrent qu'on déduise du produit net du revenu le prix des rentes seigneuriales. Rarement les assistants désapprouvent le plan : le cas s'est produit à Martel, où Richeprey n'arrive pas à persuader l'assistance.

Richeprey se faisait apporter le cadastre et la table d'abonnement pour l'examiner avec soin ; parfois, comme nous l'avons dit plus haut, il ne put obtenir ces pièces. Il les vérifiait soigneusement et s'informait si la répartition des impôts était bonne entre les habitants de la communauté, si les communautés voisines étaient plus ou

moins surchargées et prenait tous autres renseignements relatifs aux impôts.

Les assistants lui fournissaient ensuite le plus de renseignements possibles sur l'industrie, le commerce et l'agriculture de la communauté ; ils indiquaient les projets qu'ils jugeaient les plus utiles et les réformes indispensables.

Après s'être longuement entretenu avec eux, Richeprey rédigeait le procès-verbal avec le plus grand soin, le leur lisait et les faisait signer.

Parfois il indiquait si l'on pouvait trouver dans les communautés des exemples pour la table d'abonnement.

Des difficultés se présentent parfois et obligent Richeprey à simplifier cette procédure pour certaines communautés.

Pour bien montrer la façon de procéder de Richeprey, nous reproduisons *in extenso* les notes du Journal sur Conques :

« Nous sommes arrivés à sept heures à Conques. M. de Richeprey « a eu l'honneur d'écrire à l'abbé de Figeac, correspondant de « l'Administration, pour le prier d'indiquer une heure dans la soirée pour rassembler les consuls, le secrétaire de la communauté « et quelques principaux habitants, afin de procéder en leur présence aux opérations relatives à notre Commission.

« Rendus chez M. le Correspondant, nous y avons trouvé M. « Nologues, avocat et premier consul, M. Antoine Anterrieux, second consul ; M. Roquette, vicaire ; M. Flaugergues, médecin ; « M. l'abbé de Balza, doyen ; M. l'abbé Bias, chanoine ; M. l'abbé « Vabre, prêtre et propriétaire ; M. Flaugergues, avocat ; M. Benazet, « notaire. M. de Richeprey a eu l'honneur d'exposer que l'Administration avait délibéré l'exécution du projet rapporté par M. de « Panat à la première Assemblée provinciale, qu'il en avait été fait « un essay sur la communauté de Villefranche par lui conjointement avec M. Calmes, son associé, que l'essay avait déterminé à « l'adoption de la méthode qu'on y avait suivie. M. de Richeprey « a fait l'extrait des opérations de Villefranche en priant les assistants de reconnaître s'ils ne voyaient rien à y changer ou à ajouter « pour contribuer autant qu'il serait en leur pouvoir aux vues du « bien public que dirige l'Administration.

« Chacun ayant approuvé les moyens dont on s'est servi et qui « doivent servir de règle pour l'avenir, on a reconnu le cadastre de « la ville de Conques et les besoins particuliers de cette communauté. Le cadastre est en très mauvais état ; il a été fait en 1644. « La table d'abonnement est divisée en 17 degrés, chaque degré est « divisé en plusieurs autres.

« La division des maisons en boutiques, en maisons de la ville,
 « en maisons et boutiques du faubourg, en maisons de campagne,
 « en moulins et en tanneries annonce des changements bien désavan-
 « tageux en la ville de Conques ; elle n'a plus qu'un faubourg ; une
 « partie des boutiques ne se retrouve plus ; de quatre tanneries il
 « n'y a qu'une, qui n'est active que quelques mois de l'année.

« Nous avons entendu la lecture des autres degrés ; il ne faut pas
 « dissimuler que tout le territoire est extrêmement mauvais, que le
 « meilleur ne peut être que médiocre, attendu qu'il faut en élever
 « le terrain par de très hautes murailles et, pour ainsi dire, y rap-
 « porter le sol.

« Tous les assistants disent unanimement qu'ils sont beaucoup
 « plus chargés qu'aucune des communautés voisines ; ils peuvent
 « justifier qu'ils le sont au moins neuf fois plus. Les communautés
 « de Montarnal, de Saint-Marcel et de Montignac ont chacune au-
 « tant de superficie que le territoire de la communauté de Conques
 « et plusieurs sols moins mauvais, cependant toutes ensemble ne
 « payent pas autant d'imposition.

« Le vingtième est le dixième de la taille. La capitation est d'en-
 « viron mille livres. Les octrois sont de six cents livres. Les charges
 « locales environ deux cent vingt-trois livres. L'allivrement est tel-
 « lement excessif qu'il y a beaucoup de fonds que les propriétaires
 « ont abandonnés.

« La production la plus avantageuse c'est la vigne. On se plaint
 « aussi que, faute de chemins, on ne peut plus suivre le commerce
 « d'Auvergne.

« Le commerce des troupeaux ne peut y être productif puisque
 « la dixme du carnelage de Conques, Montignac et Grandvabre n'est
 « que de 300 et quelques livres.

« Les pâturages, quoique étendus, ne consistent qu'en bruyère,
 « qu'il y a peu d'herbe pour les troupeaux ; comme il y a de la
 « neige sur les hauteurs et qu'il n'y a pas de prairies, on ne peut
 « pas, pendant l'hiver, pourvoir à la nourriture des troupeaux : il
 « n'y a pas de grands bestiaux.

« La décadence du commerce vient de l'abandon de l'acheteur.
 « Conques, malgré sa situation, était une sorte d'entrepôt pour les
 « communautés voisines. Il y a du temps où les mulets n'y peu-
 « vent parvenir ; les chemins sont affreux et le pont doit être rac-
 « commodé depuis M. Lescalopié.

« Les manufactures de cuirs ont cessé depuis l'excessive augmen-
 « tation des droits ; ce commerce consistait à travailler les cuirs

« qu'on avait achetés et qu'on revendait ensuite dans les autres communautés.

« M. l'abbé de Figeagol a déjà fait connaître à l'Administration la nécessité et la possibilité de faire un chemin pour communiquer au Lot et de là à l'Auvergne ; il faudrait aussi un chemin vers Antraigues ; l'exécution en serait possible. La pauvreté, nous assure-t-on, y est extrême : deux cents personnes sont réduites à ne manger du pain que les dimanches, le reste de la semaine, ils ne se nourrissent que de châtaignes, encore n'en ont-ils pas en quantité suffisante, encore les leur arrache-t-on des mains pour payer l'impôt. Telle est enfin la misère du pays que quand on emploie des ouvriers le jour ouvrable, il faut les nourrir les jours de fêtes, de dimanche et de mauvais temps, parce qu'ils n'ont pas gagné de quoi subsister ces jours-là.

« Il a été projeté de réunir le chapitre de Conques à celui de Villefranche : rien n'aurait été plus dangereux ; bientôt toute la contrée n'aurait plus présenté qu'un désert.

« Il y a à Conques un hôpital qui a des fonds assez considérables ; une discussion sur l'administration entre le chapitre, l'abbé et les magistrats est cause que la ville ne retire plus tous les avantages que pourrait lui procurer cet établissement ; il est comme abandonné ; on n'y reçoit que quelques malades et il n'est d'aucune ressource pour l'éducation des enfants. »

SECTION V

Itinéraire de Richeprey

Parti de Villefranche le 15 octobre 1780, il se dirigea vers Cransac en visitant le nord-est de l'arrondissement de Villefranche, passant successivement (nous nous bornerons à indiquer les principales communautés traversées) à Pachins, Montbazens, Aubin. Les principales étapes de son voyage, durant les derniers jours d'octobre, furent, après Aubin, Conques, Sénergues, Entraygues, Mur de Barrès, Sainte-Geneviève, Laguiole, Aubrac, (ces dernières localités situées au nord du département de l'Aveyron), Saint-Côme (près d'Espalion), d'où il partit pour visiter l'est de la Province, Saint-Geniez, Séverac, La Panouse, Laissac. Il se rendit de là à Villefranche, où il arriva le 1^{er} ou le 2 novembre.

Prenant à peine le temps de déposer les cahiers terminés à Ville-

franche, il repartait pour Rodez, où il arrivait le 4 novembre. Après avoir décrit cette communauté, il se dirigea vers Millau en passant par Magrin, Bonbecombe, Trémouille, Salles-Curan, Saint-Bauzelly. Sans s'arrêter à Millau, il visita La Cavalerie et Sainte-Eulalie, revint à Millau qu'il décrivit longuement le 16 novembre. De là, il se rendit sur le Causse de Larzac : La Panouse de Cernon, Cornus, Nant, Mostuéjoul, Montméjan, Roquefort, et poursuivit par Saint-Affrique, (25 novembre) en passant par Saint-Rome de Tarn. Ses observations portèrent ensuite sur le sud de l'arrondissement de Saint-Affrique : Vabre, Saint-Félix de Sorgue, Silvanès, Camarès, Belmont, Saint-Sernin. Il traversa le sud de l'arrondissement de Rodez (Requista, La Selve, Naucelle, Sauveterre, Rieupeyroux), passa au sud de Rodez, à Calmont, puis à l'est de cette ville, à Pont-de-Salars, et alla visiter les communautés de l'arrondissement d'Espalion laissées au début de son voyage : Gabriac, Espalion, Bonneval, Estaing. De cette bourgade, il se dirigea vers Villefranche, en traversant Marcilhac (20 décembre), Vallady, Nuces, Rignac, Bournazel, Peyrusse où il se trouvait le 1^{er} janvier 1781, Villeneuve. Après avoir visité les communautés situées autour de Villefranche telles qu'Elbe, La Bastide, il se dirige vers le sud de l'arrondissement de Villefranche par Sanvensa, Najac, La Guèpie, traverse le canton de Saint-Antonin (Tarn-et-Garonne), et revient à Villefranche vers le 20 janvier.

Pas pour longtemps. Le 24, il est à Capdenac et passe dans le Quercy pour visiter d'abord l'arrondissement de Figeac, par Figeac, La Bastide-Delmont, Sousceyrac, Molières, Saint-Céré, Bretenoux. Il visite ensuite les communautés du nord du Quercy : Tauriac, Martel, Souillac, Montvalent, Cressensac, Rocamadour, Gramat, d'où il redescend vers le sud-ouest du Quercy par Assier, Marcilhac, Cajarc, Caylus. De Caylus, il examine toutes les communautés qui se trouvent aux environs de Montauban et aux alentours de cette ville : la route de Caussade, Septfonds, Réalville, Nègrepelisse, Montricoux et Monclar.

Il est alors arrêté par la Cour des Aides de Montauban aux portes de cette ville et il retourne à l'est de Cahors par Limogne et Concots.

Le Journal de voyage, à partir de ces communautés, n'est plus régulier ; le format des cahiers change souvent. Il est à présumer que la plupart des informations qui suivent ne sont pas de la main de Richeprey.

Dans le cahier suivant, il n'y a plus que des renseignements sommaires sur certaines communautés non visitées : Arvieu, Salmiech, Carcenac, Lédergues, Castelpers, Tauriac. Par contre, dans le cahier suivant, nous trouvons, à la date du 3 avril 1781, une description

de Saint-Jean-du-Bruel faite avec les signatures comme dans la plus grande partie du manuscrit.

A la fin du C 1545, règne un grand désordre ; l'on y rencontre des renseignements sur quelques communautés éparses à travers la Province : Gourdon, Verfeil, Cité de Rodez.

Le C 1546 contient la fin du Journal de voyage et un certain nombre de rapports faits probablement par des collaborateurs de Richeprey sur des sujets divers. Nous y trouvons la description de quelques communautés. Nous pensons que ces renseignements n'ont pas été pris au cours d'un voyage de Richeprey, mais obtenus par ses collaborateurs : nous y voyons la description de Moissac, de Molières, de Montauban, de La Française.

A la fin du Journal de voyage se trouve la table des matières pour les différentes connaissances réunies dans les cartons « Journaux de voyages » ; cette table est double : par matière et par communautés. Elle est très précieuse pour ceux qui veulent consulter rapidement le manuscrit, qui va, heureusement, être publié *in-extenso* très prochainement.

SECTION VI

Renseignements contenus dans le Journal de voyage

1° Agriculture.

Richeprey a visité presque entièrement toute la Province, sauf quelques communautés situées à l'ouest et au sud-ouest du Quercy, et comme les renseignements qu'il note sont fort nombreux, il nous est relativement facile de connaître la situation générale du pays à cette époque. Presque partout la misère, ou du moins la gêne, surtout dans les campagnes, de tous les coins de la Province arrive le même écho. En Rouergue, les montagnes d'Aubrac et le plateau de la Viadène, ainsi que toute la région d'Espalion sont infestés de mendiants ; à Mur-de-Barres, à Sainte-Geneviève, les paysans sont obligés de s'expatrier pour gagner leur vie. « On assure que sans « émigration la production ne suffirait pas, que c'est l'argent que « les absents gagnent, soit dans les provinces, soit hors du royaume, « qui procure le moyen de payer les impositions royales et les rentes « seigneuriales », écrit Richeprey en passant à Sainte-Geneviève ; à Mur-de-Barres, réflexion du même genre : « Sans cette industrie « (l'émigration), ils seraient dans la plus grande misère ». Sur le Causse de Séverac, le Causse Noir et les Causses de Larzac, les pay-

sans se plaignent amèrement ; à Montméjean, Richeprey note : « Il
 « n'y a pas d'hospice de charité, ni d'hôpital dans toute la contrée ;
 « l'hospitalité du pays y supplée, mais elle est singulièrement oné-
 « reuse. Il y a tel fermier ou propriétaire qui nourrit près de 300
 « mendiants pendant un jour. L'usage est de recevoir ceux qui se
 « présentent, de leur donner deux repas et de les renvoyer avec un
 « morceau de pain. Une multitude de vagabonds du Gévaudan et
 « des environs de Rodez viennent exercer annuellement une sorte de
 « contribution pour l'hospitalité publique ; ils ajoutent les menaces
 « aux prières ; on les redoute et on est quelquefois volé ». A Saint-
 Rome-de-Cernon, pour suffire aux impositions, les habitants s'expa-
 trient et vont travailler à la journée dans le Languedoc ou à Millau.
 Les environs de Saint-Affrique ne sont pas mieux partagés ; à Saint-
 Rome-de-Tarn, un grand nombre de propriétaires ont abandonné
 leurs biens sans que personne n'ait voulu se les approprier en en
 payant les charges. A Belmont, les porteurs de contrainte sont si
 nombreux qu'on ne peut même pas les loger. On assure qu'à Silva-
 nès, depuis 100 ans la moitié des habitants a déguerpi à cause de la
 misère du pays. Le Ségala est encore plus misérable : à Comps, la
 moitié des habitants passe la plus grande partie de l'année hors de
 la communauté et vont çà et là avec une truelle et un marteau pour
 faire des murailles ; plusieurs des communautés voisines ont la même
 industrie ; on attribue ces émigrations à la pauvreté du pays et au
 peu de profit que procurent les cultures. A Sauveterre, sur 700 indi-
 vidus en état de travailler, 300 mendent. Les tailles sont si exagé-
 rées à Saint-Just qu'il s'y produit des abandons très fréquents ; un
 habitant a payé pour qu'on se charge de ses propriétés. Le Causse
 Comtal et la région nord-est de Villefranche n'a pas un sort meil-
 leur. « La pauvreté, nous (Richeprey) assure-t-on, à Conques, y est
 « extrême : 260 personnes sont réduites à ne manger du pain que
 « le dimanche ». Les communautés de la partie ouest du Rouergue
 sont, pour la plupart, aussi pauvres que le reste du pays. Il semble
 cependant que toutes ne soient pas en aussi lamentable état. La ré-
 gion de Najac a été épuisée par les droits de lods et d'échange. A
 Varen, une grande partie du territoire est abandonnée. La commu-
 nauté est si pauvre que personne ne veut se charger de la collecte.
 Dans la région de l'abbaye de Loc-Dieu, Richeprey note que la mi-
 sère n'est pas extrême et que l'on n'y voit que des mendiants étran-
 gers.

Il est certain qu'en partant de Villefranche, au fur et à mesure
 que l'on se rapprochait de Montauban, le pays se transformait ; il s'y
 faisait un grand commerce de farines et d'autres produits agricoles

et cette région fertile, ainsi que les environs de Montauban, formait la partie la plus prospère, sinon la seule prospère, de la Haute-Guyenne.

Les autres communautés du Quercy, à l'exception de celles de la principauté de Turenne, ressemblaient à celles du Rouergue. Loumas del Causse, aux environs de Figeac, n'a pu encore se relever des méfaits de la corvée ; un grand nombre de familles mendient. A Figeac, il règne une extrême misère produite par l'augmentation successive des impositions. A Lacapelle-Marival, le pays est surchargé de rentes seigneuriales. Les bénéfices réalisés sur l'affermage des terres du seigneur permettent aux habitants de Salvagnac-Cajarc de payer l'impôt. Le défaut de police de Gramat entretient dans les campagnes voisines un grand nombre de vagabonds et de scélérats. A Bédier et à Brengues, les paysans sont accablés par les rentes seigneuriales.

Richeprey est formel sur la situation de la vicomté de Turenne, meilleure que celle du reste de la Haute-Guyenne. Il écrit au sujet de Martel : « Non seulement on y jouit des privilèges de la Vicomté, « mais on y est encore moins imposé que dans les autres communautés de cette partie de la Province ». A Saint-Michel, il fait remarquer que l'imposition des chemins se percevant à raison de la taille, la Vicomté — qui ne paye que peu de taille — contribue fort peu à la construction des chemins.

A part les environs de Montauban et la Vicomté de Turenne, les campagnes de Haute-Guyenne étaient donc misérables. Si les déclarations faites à Richeprey sont presque toujours un peu exagérées, elles n'en restent pas moins vraies pour le fonds ; tous les écrits du temps le reconnaissent et c'est la même impression qui se dégage de l'enquête faite en 1771 en Rouergue par Mgr Champion de Cicé.

Richeprey note soigneusement ce qu'il croit être les causes de cette misère ; nous pouvons les grouper sous plusieurs rubriques :

1° Tout d'abord des impositions trop élevées et très mal réparties.

Trop élevées : la presque totalité des communautés se plaint d'être surchargée, les abandons fréquents de terre en sont une autre preuve certaine ; Richeprey cite des communautés où le cas est fréquent : Saint-Rome-du-Tarn, Varen et plusieurs autres. Notons cependant la remarque inscrite à Mur-de-Barres : « Plusieurs des assistants se trouvant propriétaires du Rouergue et de l'Auvergne « établissent d'après leur quote-part que les impositions de l'Auvergne sont plus considérables que celles du Rouergue, mais la « surcharge naît de privilèges et est rachetée par le franc-salé ».

Mal réparties : mal réparties entre les communautés ; les plaintes

sont fréquentes à ce sujet et nous avons eu l'occasion, au cours de cette étude, de montrer, nous appuyant souvent sur des exemples cités par Richeprey, combien arbitraires étaient les règles qui avaient présidé à la répartition des impôts entre les communautés. Mal réparties entre les particuliers, soit par suite d'une mauvaise rédaction de la table d'abonnement, soit par suite de la modification des terrains : ce fait est indiqué très souvent dans les communautés situées sur les bords du Tarn, de l'Aveyron, du Lot, de la Dordogne et des autres rivières de la Province sujettes à de brusques crues.

Richeprey critique vivement la pratique du compoids cabaliste ; dans la région de Millau quelques communautés l'utilisaient. A Triadou, communauté de Peyreleau, « il y a, écrit-il, un compoids « cabaliste qui se sent encore de la barbarie des temps gothiques ». Il note qu'à Saint-Rome-du-Tarn les propriétaires vendent leurs bêtes à laine au moment de la formation du compoids cabaliste.

L'Administration venait de mettre en application son système pour une répartition plus équitable de la capitation ; il s'informe des résultats obtenus. Presque partout l'on se félicite de la réforme (Najac, etc.), mais parfois il note les difficultés rencontrées pour son application, s'efforce de convaincre les opposants et fait montre d'énergie : « Un des secrétaires, écrit-il, qui rédigeait les rôles de « 20 à 30 communautés du Rouergue, m'assurait que jamais il ne « viendrait à dresser les rôles de la capitation par colonne. Il fau- « dra, lui répondis-je, que la communauté nomme un autre secré- « taire ; le lendemain, il me montra le rôle d'une paroisse très bien « dressé ».

En parcourant le Journal, on se rend compte combien était arbitraire la règle qui avait fixé la quote-part d'une communauté d'une façon immuable quelles que soient les variations subies par les fortunes qu'elle contenait. Il advint fatalement que les plus riches propriétaires se groupèrent sur certaines communautés où ils ne payaient que des sommes minimales alors que certaines communautés ne contenant que des pauvres avaient à se répartir un chiffre de capitation établi à une époque où la communauté était habitée richement. Les plaintes sont multiples (Sénergues, Villeneuve, Réalville, Leujac, etc.) ; cette règle avait ruiné entièrement certaines communautés : à Saint-Geniez, la capitation n'est excessive « que parce que les « meilleures maisons sont sorties du territoire de la communauté, « on est en état de justifier qu'elles ont emporté un million de leurs « biens ». Une mesure arbitraire prise en 1745 a ruiné les communautés du Rouergue habitées en partie par des protestants très riches et qui étaient les animateurs d'une partie de l'industrie de la

région de Saint-Affrique et de Millau. A cette époque, la cote des contribuables protestants a été doublée sans qu'aucune loi soit intervenue : les protestants, ont, pour la plupart, quitté le pays devant une mesure aussi arbitraire. A Camarès, pour éviter la ruine du pays, les catholiques ont partagé proportionnellement la surcharge avec les protestants en 1765. Les habitants de Saint-Affrique signalent que des difficultés sont à craindre pour l'application de la réforme ; les catholiques redoutent la partialité des assureurs protestants et inversement.

En dehors de la taille, des vingtièmes, de la capitation, quelques autres impôts jouissent d'une impopularité notoire en Haute-Guyenne. Ce sont principalement le commun de paix et les droits de lods et d'échange. Le commun de paix : à Trémouille, les habitants ne voulaient-ils pas faire un mauvais parti à Richeprey en s'imaginant qu'il venait lever cet impôt ; à Saint-Sernin, à Coupiac, et dans les communautés voisines, cet impôt se percevait d'après les déclarations des habitants, sans table ni tarif ; il était « une es-
« pèce de conquête que font les officiers du domaine, ils l'exigent
« sans vouloir donner de quittance, ils menacent, envoient des
« commandements, mais ne font payer que les plus timides ». Il est difficile de préciser dans quelles communautés il était perçu (à Sauveterre, Richeprey note qu'il ne serait payé que dans les châtelleneries du Rouergue !).

Les droits de lods et d'échange n'étaient perçus dans la Province que depuis quelques mois et les contrôleurs se livraient à des recherches sévères portant sur les actes anciens, aussi en résultait-il un vif mécontentement. A Sauveterre, Richeprey note que les commis du domaine aux bureaux de Sauveterre, Requista et Saint-Sernin exigent les droits de lods et d'échange des biens fonds, (ordinairement $1/10$ ou $1/12$ de la valeur des fonds échangés). Il ajoute que c'est une nouveauté qui date de 4 ou 5 mois et que c'est un impôt qui écrase la Province parce qu'on le prélève sur tous les échanges faits depuis 29 ans. Dès que les commis furent autorisés à prélever ce droit, ils envoyèrent des exploits à tous ceux qui devaient être mis à contribution et les frais de ces exploits coûtèrent souvent plus que le produit des droits. A Najac le pays avait été épuisé par ces droits. Ils étaient d'autant plus rigoureux qu'ils étaient déjà prélevés au bénéfice du seigneur.

Le seul impôt indirect dont on se plaint est la gabelle, et cela principalement sur les communautés du Causse, car la cherté du sel est une cause d'épidémie et de mortalité « beaucoup plus nuisible que
« le subside peut être avantageux ».

Une preuve certaine du poids insupportable des impôts sont les frais de contrainte considérables qu'il fallait engager pour les faire rentrer et qui ajoutaient encore à la ruine des campagnes. A Combrét, la contrainte coûte au moins autant que la moitié de la taille ; à Requista, elle s'élève à plus de 2.000 l. pour 6.800 l. de taille ; à Belmont, on ne sait plus où loger les porteurs de contrainte ; à Monttricoux et dans quelques autres communautés du Quercy, ils séjournent continuellement, ils se livrent souvent à des violences « dont « on ne peut entendre le récit sans frémir. Ici (à Saint-Just), on « voit une maison dont ils ont enlevé les planches ; ailleurs une « femme éplorée fait de vains efforts pour leur arracher les vêtements dont la perte fait frémir sa pudeur ».

2° Les distributions d'aumônes faites par les grandes abbayes.

Richeprey note qu'elles sont, faites en blé ou en argent, une source de fainéantise et de désœuvrement. Elles attirent dans les contrées où on les pratique une multitude de mendiants des provinces voisines, qui accroissent le nombre de la population de ces communautés et augmentent leur misère. A Aubrac, à Laissac, « on se « plaint de la mendicité qui accoutume les enfants à la fénéantise « (*sic*) ». Partout dans les paroisses où on les pratique, les désœuvrés ne cherchent plus de travail, ni dans le pays, ni dans les provinces voisines. A Cahors, écrit Richeprey, « beaucoup de charité, « beaucoup d'oisiveté : il faudrait supprimer toute aumône publique ».

Les aumônes qui se distribuaient dans de nombreuses communautés étaient souvent considérables ; en 1771, dans un village secouru par les moines de Bonnecombe, il fut distribué une setérée et une panier de grain valant neuf livres par habitant. Elles provenaient, en majeure partie, des grandes abbayes, qui y consacraient la presque totalité de leurs revenus : en 1777, le domaine d'Aubrac distribua ainsi 15.000 l. Aussi les pauvres secourus se comptaient-ils par milliers et la plupart d'entre eux ne faisaient-ils aucun effort pour se libérer de la misère, persuadés de trouver des secours, soit dans les distributions faites journellement aux portes des grandes abbayes, soit dans les aumônes distribuées à certaines époques de l'année dans les communautés. Cette dernière forme a beaucoup influé sur les réponses faites par les curés des paroisses au questionnaire envoyé par Mgr Champion de Cicé en 1771, ils comprirent souvent dans le chiffre des mendiants fourni qui est considérablement élevé des ouvriers et des propriétaires aisés, ceci pour conserver la même quantité d'aumône dans leurs paroisses et pour, si possible, les augmenter. Il en fut de même pour l'enquête de

Richeprey, où les habitants crièrent presque toujours misère pour ne pas voir augmenter le chiffre de leurs impositions et pour conserver le bénéfice de ces aumônes.

Ajoutons que des abus multiples se produisaient dans certaines paroisses, les dons étaient répartis proportionnellement entre les habitants sans tenir compte de leur situation de fortune.

Outre les inconvénients déjà signalés, ce système en avait un autre beaucoup plus grave encore. Les abbayes, pour subvenir à ces distributions d'aumônes et à leur entretien, possédaient, outre de grands domaines, des droits féodaux (champart, censive, etc.) et elles devaient assurer une exacte perception de ces derniers, aussi Richeprey note-t-il les plaintes les plus vives contre l'implacable rigueur de leurs hommes d'affaires ; la plupart des communautés de la Montagne sont surchargées par les redevances dues aux moines d'Aubrac : rappelons que Richeprey, après avoir rédigé un plan d'amélioration et de peuplement de ces régions, écrivait : « mais tout le monde « tremble de voir les moines s'y agrandir... en augmentant les ha-
« bitants, que ce ne soit le moyen de multiplier leurs esclaves ». Dans la presque totalité des communautés de la région de Bonnecombe, les paysans se plaignent amèrement de l'âpreté avec laquelle les moines procèdent à la reconnaissance de leurs droits : il semble que Richeprey n'ait pas exagéré le mécontentement des paysans de ces régions ; au début de la Révolution, l'abbaye de Bonnecombe fut tout de suite en butte à la haine populaire. Sur le Larzac où l'Ordre de Malte avait d'immenses intérêts, les droits seigneuriaux sont considérés comme excessifs : à Sainte-Eulalie-du-Larzac, la plus grande partie des terres labourées est soumise au quart-quin et à la septième gerbe ; quand on perçoit le champart, on ne laisse pas même la paille aux cultivateurs, excepté sur les blés de mars ; il en est une partie qui n'est pas sujette aux champarts, mais sur laquelle on perçoit une censive très considérable. Les religieux de Marcihac en Quercy sont également critiqués.

Les habitants proposent eux-mêmes, aux dires de Richeprey, les remèdes à cette situation lamentable. A Saint-Côme-sur-Lot, « la « communauté désirerait que les aumônes qu'on distribue les jours « de charité soient employées à créer un hospice de charité et pour « créer un hospice libre de travail où on appliquerait et où on « formerait les enfants ».

Le Journal de voyage note avec plaisir les efforts faits par certaines abbayes pour remédier aux abus et à l'arbitraire des distributions : « à Bonnecombe, l'abbaye a eu l'heureuse idée de créer un « fonds de semence ; elle prête, au moment des ensemencements,

« des grains qui lui sont rendus avec un supplément du vingtième
 « de la semence prêtée, ce qui permet d'augmenter chaque année
 « le fonds ».

Mais le seul remède vraiment efficace serait que les abbayes abandonnent à leurs débiteurs la plus grande partie des droits qu'elles perçoivent si durement.

3° La charge insupportable des droits seigneuriaux.

Ce n'est pas seulement les droits perçus par les abbayes qui accablent les petits propriétaires ruraux ; dans certaines communautés, le poids des droits seigneuriaux est très lourd. Les constatations sont les mêmes dans toute la Haute-Guyenne ; et, phénomène très curieux, d'ailleurs déjà observé et décrit, en Haute-Guyenne, par M. Henri Bousquet, le si éminent président de la Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron, il est certain qu'à cette époque où le système économique de la France craque de toute part, les propriétaires de droits seigneuriaux se montrent plus âpres pour le recouvrement de leurs droits, peut-être parce que, semble-t-il, la situation des propriétaires ruraux semble très légèrement s'améliorer à cette époque, peut-être aussi parce qu'ils commencent à mener une vie plus coûteuse qu'autrefois, souvent parce que la hausse des prix des denrées agricoles a rendu la perception de ces droits plus intéressante. On procède à la réfection de nombreux terriers, qui amène la reconnaissance de droits seigneuriaux, dont certains n'étaient plus perçus. Voici, prises au hasard, quelques plaintes de communautés :

A Saint-Bauzelly. « Je croyais, écrit Richeprey, que le cas de taille
 « dans les quatre cas n'avait plus lieu, qu'il était oublié avec tous
 « les usages du temps gothique. Mais le seigneur de Saint-Bauzelly
 « l'exige encore. Quand il achète des terres, et cela lui arrive mal-
 « heureusement assez souvent, ses vassaux lui payent une taille
 « extraordinaire ; il a exigé celle de 2.000 l. quand il a acheté la
 « terre de... ».

A Saint-Just, l'imposition ne contribue pas seulement au déplorable état du pays, on vient de faire des reconnaissances de proche en proche, elles ont tellement étendu les droits seigneuriaux qu'un grand nombre d'habitants en arrêtent l'effet en démontrant la nécessité et la réalité de l'abandon général auquel on les forcerait. Toutes les terres relevant de l'abbaye de Bonnetcombe payent en champart et dîme 3 gerbes sur 11.

Au Bosc, « l'imposition serait supportable si les misérables colons
 « qui habitent cette contrée ne payaient pas d'excessifs droits de
 « champart et de censive. Le champart est, dans certaines parties, le

« quart, dans d'autres, le cinquième ou le sixième ; la dîme est un « onzième : il faut ajouter à ces rétributions celle de censive, qui est « proportionnellement plus grande quand les champarts sont plus « ou moins forts ».

A Saint-Antonin, il se lève au bénéfice du trésor royal, indépendamment des droits seigneuriaux, un droit appelé « araigne » qui se perçoit à raison de 15 boisseaux de froment et autant d'avoine par paire de bœufs. La nature de ce tribut est infiniment onéreuse et nuit aux progrès des cultures.

A Bédier, « l'excès des impositions naît de celui de diverses dîmes ». La première se paie au prieur à raison de la onzième gerbe ; la seconde au seigneur, elle s'appelle arrière-dîme ; la troisième au prieur, on l'appelle repic. En outre, il faut payer des rentes au seigneur. La communauté est aussi asservie à deux carnelages, l'un en faveur du seigneur et l'autre en faveur du prieur. On paye également la banalité pour le pressoir, pour le four et le moulin. On est encore tenu à d'anciennes corvées, de guet et de garde, on s'en rachète moyennant 2 s. 6 d. par chef de maison, mais il faut que l'on fournisse par an 4 manœuvres dans la saison qu'il plaît au seigneur. La communauté paie la taille dans les quatre cas. L'obligation de présenter au seigneur un roitelet à chaque fête des rois se rachète souvent par une paire de chapons. La communauté paie enfin une redevance de 40 œufs.

A Brengues, les deux-tiers des terrains sont en friche parce qu'on paie au seigneur, pour chaque terrain la même quantité de grain que celle qu'on y enseme. Les maisons n'ont généralement que 3 toises (5 m. 36) de large sur 4 (7 m. 68) de long, à cause du droit de feu, un feu étant une habitation de 3 t. sur 4 t., au delà de ces chiffres, les maisons payent 2, 3 feux suivant leurs dimensions.

Ces quelques exemples ne sont pas des cas exceptionnels : pour s'en convaincre, il suffit d'ouvrir les nombreux dossiers contenant, aux archives départementales du Lot et de l'Aveyron, les déclarations des biens nobles faites en 1780 et 1786.

Richeprey n'aime guère les « féodistes », si nombreux à cette époque : « Le pays n'est anéanti que par rapport aux excessives « redevances qu'ils (les propriétaires de droits seigneuriaux) ont « exigées lors des premières inféodations ; il faut bien redouter « qu'un corps de gens assez instruits pour subtiliser sur les expres- « sions des titres vagues et incertains ne dupe par des conventions de « bons et simples cultivateurs qui n'auraient ni les moyens, ni les « connaissances nécessaires pour maintenir leurs obligations dans

« l'état qu'il les auraient faites. C'est là l'origine des vexations les plus odieuses qui se commettent dans la Province.

« Comment se défendre contre des parchemins qu'on ne sait pas lire, et, qu'on ne peut pas se faire expliquer faute d'argent. Les archives des seigneurs sont remplies de titres inconnus et qu'on tire successivement de la poussière, sauf à les y faire rentrer si l'abus du pouvoir ou si la chicane ne peuvent parvenir à leur donner de la valeur ; on ne sache pas qu'il se soit encore trouvé un seigneur assez noble et assez grand pour faire dépouiller ses titres de bonne foi au profit, ou indistinctement au désavantage, de ses vassaux ».

Le remède à ces abus ? Richeprey, ni les personnes interrogées, n'envisagent la suppression des droits seigneuriaux, ou plutôt ils ne la préconisent pas dans leurs écrits, laissant au lecteur le soin de la déduire des renseignements qu'ils donnent. Ils se bornent à réclamer, conformément à l'arrêt du Conseil du 28 septembre 1777, la reconnaissance et l'encadrement des rentes seigneuriales, pour éviter tout abus et toute réclamation, ces opérations étant faites, cela va sans dire, par des commissaires royaux impartiaux (Saint-Hippolyte, Sainte-Geneviève, etc.).

Marion a noté dans son « Dictionnaire des institutions de la France » (p. 563) que beaucoup de propriétaires de droits seigneuriaux firent refaire à cette époque leur terrier avec une rigueur exceptionnelle, et il y voit la principale cause de la violente explosion anti-féodale de 1789. Pour nous, il nous semble certain que l'incendie de nombreux châteaux de Haute-Guyenne, au début de la Révolution, est dû au désir des paysans de détruire les archives contenant des papiers dont on faisait si durement usage contre eux depuis quelques années.

Richeprey note fréquemment combien le séjour de certains seigneurs hors de la Province a les conséquences les plus fâcheuses pour les communautés qu'ils habitaient autrefois : à Belmont, on se plaint avec énergie que le prévôt du chapitre ne réside plus dans son bénéfice, les revenus se transportent hors de la communauté, ce qui est une nouvelle cause de décadence ; à Rieupeyroux, la décadence du pays s'est accentuée depuis la réunion du chapitre régulier à celui de Limoges ; le revenu du chapitre était de 1.800 l. : il n'en reste plus que la portion congrue du curé et 250 l. pour le maître d'école ; à Calmont, quatre ou cinq seigneurs habitaient autrefois cette communauté et y dépensaient leurs revenus, ce qui donnait au pays une certaine aisance. Nous avons vu avec quelle vigueur Richeprey flétrit à Réalville le seigneur qui ne vient que passer quel-

ques semaines dans ses terres et y porter la corruption. A Cajarc, il note qu'autrefois le marquis de Saint-Sulpice, les seigneurs de Roquemaurel, de Montbrun, de Cadrieu, de Salvagnac dépensaient à Cajarc le revenu qu'ils vont maintenant manger à Paris. Par contre, il se plait à décerner des louanges à ceux qui traitent leurs vassaux avec bienveillance et qui, presque tous, résidant dans le pays, vivent en contact avec leurs paysans. Certains éloges ne sont peut-être qu'à demi sincères, surtout ceux adressés à des membres de l'Administration provinciale, ses supérieurs.

4° Le défaut de communications.

C'est une des plaintes que l'on retrouve le plus fréquemment dans le Journal de voyage. A Entraygues, le seul produit qu'on exporte est le vin, mais faute de chemin ce commerce ne peut être assez étendu et il se perd une grande quantité de vin ; il faudrait rendre le Lot navigable. Les débouchés des Cévennes, déclarent les habitants de Montméjan, ont été perdus faute de route convenable : les habitants des Cévennes aimaient mieux se servir aux ports de mer ou aux autres pays où ils sont reliés par d'excellentes routes. Varen réclame des routes. A Martel, la ville est inaccessible de toute part, il est impossible de vendre les récoltes lorsqu'elles sont abondantes. Les chemins des environs de Gramat sont très mauvais. Des routes seraient utiles à Caussade pour le commerce des minots. A Montrieux, on désire un pont sur l'Aveyron.

Partout c'est la même demande.

La corvée, abolie depuis plus de 10 ans, a laissé des traces ; certains régions qui y furent soumises ne se sont pas relevées : au Mas del Causse, la communauté a été ruinée par la corvée et elle le reste encore ; un grand nombre de familles ont été réduites à l'aumône et se détruisent journellement.

5° Et quelques autres causes de diverses natures.

Au nombre de celles-ci, Richeprey cite souvent, pour les habitants des vallées, la fréquence des crues de la Dordogne, du Lot, de l'Aveyron et de leurs affluents. Il indique quelques mesures à prendre pour améliorer le cours de ces rivières ; il mentionne aussi la mauvaise qualité de la plupart des sols de la Haute-Guyenne et leur relief accidenté. Il juge que parfois certains terrains ne sont pas cultivés suivant des méthodes rationnelles.

La question du partage des communaux était à l'ordre du jour, aussi cherche-t-il une documentation complète sur ce sujet si important en raison du grand nombre de terres ainsi exploitées en commun. Presque partout il note combien ce procédé de culture est désastreux et les multiples difficultés engendrées : à Laguiole, les habi-

tants sont en grande discussion pour savoir s'il faut permettre ou non aux troupeaux de paître dans les bois ; un communal vendu en 1717 moins de 5.300 l. s'est revendu récemment 56.000 l. ; à Magrin, les habitants demandent le partage des communaux ; à Elbes, on est très content de cette opération faite il y a 30 ans ; à Martel, les difficultés les plus grandes se produisent pour savoir s'il faut affermer les communaux ou en jouir en commun. Parfois, comme à Salles-Courbatier, il démontre aux habitants alarmés par les projets de l'Administration provinciale à ce sujet la nécessité de cette réforme.

A Gramat, il proteste contre la mauvaise habitude qu'ont les habitants de cette communauté et de certaines parties du Quercy de mettre en commun la plupart des prairies après la première récolte. On se plaint des défrichements faits dans de mauvaises conditions à la suite de la mesure exonérant les défrichements de la taille pendant un certain temps ; à Nant, « on se récrie beaucoup sur les défrichements que les particuliers font sur les pentes des collines, « la terre remuée est facilement entraînée par les eaux pluviales, les terrains se dépouillent de la surface et vont dégrader les terrains inférieurs, les éboulements renversés dans les rivières occasionnent des débordements qui dégradent les plaines ».

Parfois Richeprey indique les dangers du cabaret : à Sénergues, il précise : « les habitants ne font guère que boire et plaider, aussi sont-ils fort pauvres... Les cabaretiers sont fort nombreux, ils ne connaissent aucune loi, leurs maisons sont le théâtre de la corruption et de meurtres ; les coupables sont impunis ». A Salles-Courbatier, on se plaint aussi que les cabarets entraînent la corruption des mœurs et la ruine des familles.

L'esprit fécond de Richeprey ne restait point inactif devant ces constatations. Bien souvent, à côté du mal, il note le remède, mais parfois il va plus loin et il rédige des plans très détaillés de la mise en valeur d'une région ; ainsi fait-il pour la région d'Aubrac. Il faut reconnaître que son esprit quelque peu utopique mettait à jour des projets par trop idylliques.

Si, dans cette étude, nous nous sommes borné à tirer du Journal de Voyage des renseignements pour connaître la situation des populations agricoles de la Haute-Guyenne, il serait possible d'en extraire aussi une documentation des plus précieuses sur la production agricole. Le manuscrit fourmille de détails fort intéressants, il indique, par exemple, les produits vendus dans les foires des principales villes et bourgades et leur destination : à Rieupeyroux, les pois sont l'objet d'un commerce fort connu, « la principale qualité de ces pois

« est de ne pas être gâtés d'un insecte qui détruit ordinairement cette « espèce de légume » ; à Rodez, à la foire de la mi-carême, on vend de jeunes mulets, les muletiers viennent de la montagne d'Aubrac ou du Mur-de-Barres, il en arrive aussi du Poitou et de l'Auvergne ; à la foire de Saint-Pierre, les bêtes à laine se vendent pour le Languedoc, le Gévaudan, et les boucheries de Provence. Souvent il indique la principale production d'une communauté ou d'une région ; on élève dans toutes les vallées du Causse Noir de jeunes mulets que l'on achète depuis 18 à 30 mois dans le Poitou et l'Auvergne et que l'on vend de 3 à 4 ans ; aux environs de Montauban, du côté de Causade et de Septfonds, on cultive les blés pour l'exportation des farines en Amérique.

2° Commerce et Industrie.

L'industrie en Haute-Guyenne était beaucoup plus disséminée à travers la Province qu'elle ne l'est aujourd'hui ; elle assurait la prospérité (disons plutôt la vie) de nombreuses petites villes aujourd'hui bien déchues, et apportait aux habitants si misérables des campagnes un précieux secours. La principale industrie que l'on retrouvait dans toutes les parties de la Haute-Guyenne était celle du textile, dont les produits étaient exportés dans tout le midi de la France et parfois plus loin ; ils jouissaient d'une grande réputation. Cette région possédait d'immenses troupeaux de moutons (malgré leur diminution certaine, ceux du Lot et de l'Aveyron sont à l'heure actuelle considérables : plus de 800.000 têtes), une culture très étendue du chanvre ; des métiers étaient installés dans presque tous les villages ; les produits terminés ou à terminer se concentraient dans les petites bourgades.

L'étendue limitée de ce travail ne nous permet pas d'indiquer les spécialités de chaque région ; les renseignements de Richeprey rendraient ce travail facile. Nous nous bornerons à citer quelques exemples : Saint-Affrique paraît être le centre le plus actif de l'industrie textile du Rouergue ; il s'y fait un très grand commerce de produits fabriqués dans la ville ou ses environs ; on y tisse surtout des cadis ; on y vend des tricots qui se fabriquent au Pont-de-Camarès, à Brusque, à Laroque et à Beaumont ; ses commerçants font filer sur le Causse Noir (dans tous les villages) une grande quantité de laine ou de coton qu'ils expédient ensuite à Montauban ; une partie du coton est filée pour le compte de négociants d'Albi.

Saint-Geniez se vante d'être la première ville commerçante de la Province à cause de ses cadis et de ses flanelles.

Rodez fait un très grand commerce de toiles tissées dans les communautés du Rouergue ; elles se vendent pour les autres villes de la Province, l'Auvergne, le Languedoc et les îles ; ces toiles sont principalement fabriquées à Naucelle, Sauveterre, Calmont et à Rieupeyroux.

Le commerce des toiles grises se fait principalement à Villefranche.

A Najac, il existe six foires où il se fait un grand commerce de toiles, environ 1.600 balles valant 250 à 300 l. la pièce ; elles sont le fruit de l'industrie des habitants des communautés voisines à 3 ou 4 lieues à la ronde, et sont achetées par les marchands du Languedoc et de la Basse-Guyenne. Il est une autre branche encore plus avantageuse : celle du travail et du commerce du fil retord, qui appartient entièrement à cette région. Le quintal de fil retord se vend de 150 à 160 l.

A Saint-Antonin, on fabrique du cadis et des serges pour environ 15.000 l., il y a aussi 3 foulloirs et 6 teinturiers.

Il nous semble que l'industrie textile est un peu moins florissante dans le Quercy qu'en Rouergue. Certes Montauban fabrique de fort belles étoffes, ce n'est pas, semble-t-il, sa principale richesse. A Cahors, il a été établi une grande manufacture de draps employant 600 personnes, mais elle dut être vendue en 1780, après avoir fait de mauvaises affaires. En outre, il y a 35 tisseurs.

Le principal commerce des foires de Saint-Céré consiste dans les toiles qui viennent de toute la contrée.

A Montricoux, le seul moyen que l'on ait de subsister est le travail du chanvre et la fabrication des toiles ; chaque habitant a son métier chez lui, on en compte près de 100.

Certaines communautés se plaignent d'une décadence du commerce des toiles et des draps et elles en donnent de multiples raisons : manque de débouchés, réglementation trop étroite, dans la région de Millau et de Saint-Affrique départ des plus riches commerçants et industriels qui, protestants, se sont expatriés pour éviter le doublement de leur capitation.

Après un examen trop rapide pour être tout à fait exact, il nous semble que l'industrie textile de la Haute-Guyenne était encore en pleine prospérité à cette époque. Des essais d'acclimatation du ver à soie étaient en train de se poursuivre, mais sans grand succès.

Plusieurs autres industries s'étaient créées pour utiliser les divers produits agricoles.

Le travail du cuir occupait un grand nombre d'ouvriers. Saint-Antonin s'était spécialisé dans les peaux de veaux ; on y comptait

onze maîtres tanneurs et les droits de marque produisaient, au bénéfice du trésor royal, de 7 à 8.000 l. A Millau, la sellerie occupait 30 maîtres qui employaient au moins 3 ou 4 garçons ; la ganterie commençait à prendre de l'essor (3 à 4 maîtres et 10 à 12 garçons, des femmes et des enfants). Dans quelques villes comme Espalion et Conques, l'augmentation des droits sur les cuirs avait entraîné la décadence des tanneries et mégisseries.

Saint-Céré fabriquait une quantité considérable de chapeaux de toute espèce ; on y comptait au moins 30 boutiques de chapeliers. Cette industrie commençait à s'implanter à Millau.

Des moulins très puissants étaient installés dans toute la région de Montauban, à Moissac, à Caussade et à Septfonds ; ils y préparaient les farines appelées « minots » qui étaient envoyées dans les colonies françaises d'Amérique, mais ce commerce avait été atteint par la perte du Canada et les luttes avec l'Angleterre. Tout le Quercy faisait un commerce très actif de ses vins, dans la région de Cahors, on en exportait de 10 à 12 mille tonneaux. Certains produits agricoles de luxe faisaient l'objet de transactions fort importantes, tels le fromage de Roquefort (Richeprey décrit longuement sa fabrication), les cerneaux, la volaille, les truffes, les jambons de Najac, tous produits qui s'exportaient fort loin, principalement à Paris et à Bordeaux.

Il existait en outre un certain nombre d'autres industries et d'autres commerces moins considérables. Il y avait ainsi au Pont-de-Camarès une fabrique de savons produisant environ 400 quintaux par an.

Richeprey portait le plus grand intérêt aux mines qui avaient apporté autrefois au Rouergue et au Quercy une très grande richesse, mais dont la quasi-totalité n'était plus en exploitation, il les décrit minutieusement. Les forges de Boursolles n'occupent plus que 100 ouvriers ; les mines d'Albin (Aubin) sont à peine exploitées au moyen des procédés les plus sommaires ; il rédige une note fort pittoresque sur la « charbonnière » de Cransac et marque qu'il faudrait encourager la production du charbon à Firmy.

Deux sources minérales sont exploitées en Rouergue : Cransac, où il vient annuellement près de mille personnes ; Silvanès, dont les bains s'accréditent de jour en jour et qui sont fréquentés par deux cents personnes environ.

3° *Curiosités naturelles et habitants.*

Le Journal de Voyage, cette mine inépuisable, nous fournit des renseignements pittoresques sur toutes les régions traversées et leurs

curiosités, il y ajoute souvent des réflexions fort piquantes sur les populations d'Aubrac : « Les habitants de ces montagnes sont très
« superstitieux ; ils ont conservé à cet égard toute la barbarie des
« temps gothiques (*sic*). Ils sont vindicatifs, ils répandent le sang
« aisément, on ne dit pas qu'ils soient voleurs. Ils exercent pieuse-
« ment l'hospitalité. Ils sont affables et doux envers les étrangers.
« Les hommes y sont bien faits, ils sont lestes, agiles, actifs et
« grands cultivateurs ».

CONCLUSION

Nous avons exposé les nombreux projets qu'avait élaborés l'Administration provinciale de Haute-Guyenne ; nous avons indiqué qu'elle s'était efforcée dans tous les domaines d'apporter des remèdes aux causes multiples qui paralysaient l'activité agricole, commerciale et industrielle de la Province.

Si dans bien des cas ses travaux ne furent pas couronnés de succès, la faute en est dûe principalement à la violente opposition que lui firent les anciens pouvoirs établis et à la brièveté de son existence (dix ans à peine). Elle apporta presque toujours à l'étude des problèmes ardues qui lui furent soumis le « bon sens » pratique de ceux qui la composaient : évêques, fonctionnaires, agriculteurs, commerçants, et cette exacte notion de justice sociale que l'on peut s'étonner de trouver dans une Assemblée dont les membres, choisis par cooptation, échappaient au verdict populaire. Ce sont là deux qualités qui, à notre sens, mériteraient que l'œuvre de l'Administration provinciale ne fut pas oubliée.

Mais les résultats pratiques de cette œuvre furent loin d'être négligeables ; nous avons eu bien souvent l'occasion de montrer qu'elle se prolongeait à notre époque : répartition de l'impôt foncier, routes multiples (les plus belles et les plus difficiles à établir) sillonnant en tous sens l'Aveyron, le Lot et une partie du Tarn-et-Garonne, amélioration de genres divers, telles que embellissement de villes, haras, etc.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	VII
INTRODUCTION. — <i>Etat de la France au début du règne de Louis XVI</i>	XIII

LIVRE PREMIER

Sa création et son fonctionnement

CHAPITRE PREMIER. — <i>Projets de création d'Assemblées provinciales. — Mémoire au Roi de Necker (février 1778). — Création des Assemblées provinciales du Berry et de Haute-Guyenne</i>	3
SECTION I. — Projets de réforme avant 1778	3
1° Prospérité des pays d'état ; misère des pays d'élection ; situation privilégiée de la généralité de Paris	3
2° Projets de réforme avant 1770	4
3° Turgot et le Mémoire sur les municipalités de Dupont de Nemours	5
SECTION II. — Création des Assemblées provinciales par Necker	7
1° Mémoire au Roi de Necker de février 1778 ..	7
2° Création de l'Assemblée provinciale de Berry (12 juillet 1778)	10
3° Première session de l'Assemblée provinciale de Berry (novembre 1778)	12
4° Création d'Assemblées provinciales dans le Dauphiné (7 avril 1779), dans la Haute-Guyenne (11 juillet 1779), et la généralité de Moulins (17 mars 1780). — Chute de Necker (19 mai 1781).	13

	Pages
CHAPITRE II. — <i>Géographie et histoire de la Haute-Guyenne (Rouergue et Quercy). — Histoire des états provinciaux du Rouergue et du Quercy</i>	15
SECTION I. — Différences profondes entre le Rouergue et le Quercy	15
SECTION II. — Géographie de la Haute-Guyenne	16
1° Géographie du Rouergue	16
2° Géographie du Quercy	17
SECTION III. — Histoire de la Haute-Guyenne	18
1° Histoire du Rouergue	18
2° Histoire du Quercy	20
SECTION IV. — Les anciens Etats de la Haute-Guyenne..	24
1° Les Etats du Rouergue	24
2° Les Etats du Quercy	27
CHAPITRE III. — <i>Organisation de l'Administration provinciale (siège, composition, règlements, pouvoirs, etc.)</i> ..	31
SECTION I. — Siège de l'Administration	31
SECTION II. — Dénomination de la nouvelle Administration	33
SECTION III. — Son règlement	34
1° Sa préparation	34
2° Ses dispositions	35
a) Composition de l'Assemblée	35
b) Présidence	38
c) Ordre de l'Assemblée. Rôle du Commissaire départi	39
d) Méthode de travail. Bureaux	40
e) Durée et date des sessions	41
f) Procès-verbaux	42
SECTION IV. — Les députés	45
1° Obligation d'assister aux séances	45
2° Gratuité de fonctions	45
3° Durée du mandat. Renouvellement par cooptation	46
SECTION V. — La Commission Intermédiaire. Sa composition. Ses attributions	48
SECTION VI. — Les correspondants de l'Administration provinciale	50

SECTION VII. — Fonctionnaires de l'Administration : Procureurs généraux, Syndics, Secrétaire archiviste, Huissier	51
SECTION VIII. — Pouvoirs de l'Administration. Impôts royaux. Impositions locales. Fonds de charité et au- tres secours. Travaux publics. « Représentations » au Roi	52
CHAPITRE IV. — <i>Députés et fonctionnaires</i>	59
SECTION I. — Présidents : Mgr Champion de Cicé. Mgr Seignelay de Colbert	59
SECTION II. — Membres du clergé	63
SECTION III. — Membres de la noblesse	65
SECTION III. — Membres du Tiers-Etat	68
SECTION IV. — Composition de la Commission Inter- médiaire	72
SECTION V. — Les fonctionnaires : H. de Richeprey. Calmes de la Bessière, etc.	73
CHAPITRE V. — <i>Activité de l'Administration provinciale et ses relations avec les anciens pouvoirs</i>	77
SECTION I. — Réunion préliminaire (août 1779). Pre- mière session (septembre-octobre 1779)	77
SECTION II. — Deuxième session (septembre-octobre 1780). Activité de la Commission Intermédiaire entre cette session et celle de 1782	85
SECTION III. — Troisième session (septembre-octobre 1782). Activité de la Commission Intermédiaire entre cette session et celle de 1784	91
SECTION IV. — Quatrième session (novembre-décembre 1784). Activité de la Commission Intermédiaire entre cette session et celle de 1786	99
SECTION V. — Cinquième session (novembre-décem- bre 1786)	104
SECTION VI. — Les dernières années de l'Administration provinciale : 1787-1790. Sa suppression	108

LIVRE SECOND

Son œuvre

	Pages
CHAPITRE VI. — <i>Impôts : Généralités. — Mode de répartition des impôts directs lors de la création de l'Administration provinciale</i>	119
SECTION I. — Importance considérable d'une bonne gestion des finances provinciales	119
SECTION II. — Impôts perçus en Haute-Guyenne lors de la création de l'Administration provinciale. Leur montant de 1770 à 1780	120
SECTION III. — Pouvoir de l'Administration provinciale en matière d'impôts directs	123
1° Département des impositions	123
3° Rôle contentieux	125
3° Répartition des sommes destinées à venir en aide aux contribuables trop imposés	126
SECTION IV. — La taille. — Sa répartition avant la création de l'Administration provinciale. Tables d'abonnement et cadastres. Tarif de 1669. Trop allivré. Moins imposé. Description des tables d'abonnement. Compois. Règles spéciales à la vicomté de Turenne	127
SECTION V. — Contribution pour l'entretien et la confection des chemins. Son origine et son mode de répartition	135
SECTION VI. — Les vingtièmes. Leur répartition	136
SECTION VII. — Nécessité de répartir la taille, la contribution pour l'entretien et la confection des chemins et les vingtièmes sur la même base	141
SECTION VIII. — La capitation. Sa répartition. Ses accessoires	143
CHAPITRE VII. — <i>Essai d'une répartition plus équitable de la taille</i>	149
SECTION I. — Projet du Comte de Panat à la session de septembre-octobre 1779 : seuls seront refaits les cadastres des communautés présumées trop allivrées ; une table d'abonnement dans laquelle seront classées	

les diverses catégories des communautés de la Province indiquera le taux de l'impôt pour chacune d'entre elles ; les nouveaux cadastres étant établis en accord avec les classes de la table d'abonnement permettront de connaître si une communauté est trop ou pas assez allivrée. — Son adoption. Son approbation par le Pouvoir royal. Lettres-patentes du 10 juin 1780

149

SECTION II. — Session de 1780. Mise au point du projet établi en 1779. Mesures proposées par le Bureau des Tailles

153

1° Table d'abonnement

154

2° Taux commun d'allivrement

158

3° Réfection des cadastres

159

4° Dégrèvement de 30.000 l. portant sur toutes les communautés

161

5° Adoption par l'Assemblée de ces mesures ..

162

6° Essai sur la communauté de Villefranche

162

SECTION III. — Travaux accomplis entre la session de 1780 et celle de 1782

163

1° Voyage d'Henri de Richeprey à travers la Province pour l'examen des sols

163

2° Description des communautés de la Province ; leur division en cinq catégories

165

3° Mesures prises pour la formation d'experts. Fondation d'une école d'experts-géomètres à Cahors.

166

4° Mesures prises par la Commission Intermédiaire pour une réalisation plus rapide du projet : exécution du plan et description préliminaire des communautés les plus imposées

167

5° Opposition de la Cour des Aides de Montauban. Avis de l'Académie des Sciences

168

SECTION IV. — Session de 1782. — Réponse aux objections faites contre le plan

170

1° Efficacité des méthodes employées. Nouvelles précisions au sujet de la réfection des cadastres.

171

2° Réponse directe aux critiques formulées

174

3° Travaux accomplis depuis la session de 1780 et plan de campagne pour 1783 et 1784

177

	Pages
4° Nouvelle approbation du plan par l'Assemblée. Vote de félicitations à H. de Richeprey	178
SECTION V. — Session de 1784. Exposé par H. de Richeprey des travaux accomplis pendant l'intervalle de la session de 1782 et celle de 1784 et des méthodes employées	180
1° Description des diverses qualités de sols de la Province ou table d'abonnement	180
2° Proportion de l'impôt avec le produit des fonds ou taux communs d'imposition	187
3° Application des bases d'une juste répartition dans plusieurs communautés	188
4° Compte des dépenses faites pour les travaux relatifs à la rectification de la répartition des tailles	195
5° Comment la Province recueillera les fruits des opérations faites pour rectifier la répartition de la taille	195
CHAPITRE VIII. — <i>Essai d'une répartition plus équitable de la taille (Suite)</i>	199
SECTION I. — Approbation du projet par le Pouvoir royal. Arrêt du 19 janvier 1786	199
SECTION II. — Exécution de la réforme jusqu'à la suppression de l'Administration provinciale	202
SECTION III. — Comparaison entre le système actuel de répartition de l'impôt foncier et celui entrepris par l'Administration provinciale pour la taille	205
1° Essai de réforme entrepris de 1780 à 1785 pour une répartition plus équitable de l'impôt foncier. Réfection générale des cadastres de toutes les communes	205
SECTION IV. — Principes suivant lesquels l'impôt foncier est réparti à l'heure actuelle : ils diffèrent peu de ceux préconisés par l'Administration provinciale ..	210
SECTION V. — Réformes accessoires entreprises en même temps que l'essai d'une répartition plus équitable de la taille	216
1° Projet d'unification des poids et mesures	216
2° Carte de la Province	217

	Pages
3° Modification de l'arrondissement des élections.	219
4° Modification de l'arrondissement des communautés	220
5° Secrétaire de communauté	221
6° Dénombrement des habitants et des troupeaux.	221
CHAPITRE IX. — Abonnement des vingtièmes. Essai de modification de la répartition des vingtièmes nobles	223
1° Session de 1779 : Demande de réduction et abonnement des vingtièmes	223
2° Session de 1780 : Projet de règlement établi par l'Assemblée pour la répartition des vingtièmes nobles. Arrêt du 19 avril 1781 accordant l'abonnement des vingtièmes et autorisant le règlement sur la répartition des vingtièmes nobles.	225
3° Difficultés rencontrées par l'Administration provinciale pour l'application du règlement sur les vingtièmes nobles	229
4° Session de 1786 : Projet de Calonne d'unifier les vingtièmes nobles et les vingtièmes ruraux à l'intérieur des communautés de Haute-Guyenne. Mauvaise volonté des propriétaires de biens nobles	233
5° Exemple de déclaration de biens nobles	238
CHAPITRE X. — Efforts faits pour une meilleure répartition de la capitation. — Projets et instruction de l'Assemblée (1779-1780) pour une meilleure répartition de la capitation entre les habitants d'une même communauté. Approbation du Pouvoir royal par l'arrêt du 30 décembre 1780. Résultats obtenus. Mauvaise répartition de la capitation entre les communautés. Privilèges de la noblesse	241
CHAPITRE XI. — Recouvrement des impôts directs	257
SECTION I. — Mesures prises en Haute-Guyenne avant la création de l'Administration provinciale pour un recouvrement exact des impôts directs : contraintes et saisies	257
SECTION II. — Projets de l'Administration provinciale pour réduire les frais de contrainte et de saisie	261

	Pages
1° Rapport du Bureau des tailles du 30 septembre 1779. Son adoption par l'Assemblée	261
2° Nouveaux projets du Bureau des tailles présentés à l'Assemblée à la session de 1780. Opposition de l'Intendant	266
3° Echec de ces divers projets	271
 CHAPITRE XII. — <i>Amélioration de l'assiette et de la perception de certains impôts indirects</i>	
SECTION I. — Droits réservés	275
1° Taux élevé de cet impôt dans les diverses villes de la Province	275
2° Réduction du montant global de son abonnement à la demande de l'Administration provinciale ; elle se charge d'en faire assurer une exacte perception et, pour cela, elle remplace la plupart des anciens droits par de nouvelles taxes : droit de boucherie généralisé ; impôt sur les cabarets, rejet sur la Capitation. Ces mesures sont approuvées par l'arrêt du 5 mars 1781	277
3° Mise en application de l'arrêt du 5 mars 1781. Plaintes de la ville de Montauban. Opposition de la Cour des Aides qui paralyse la perception des nouveaux droits, faisant perdre ainsi au fermier des droits de boucherie des sommes très importantes	280
4° Règlement du 15 novembre 1784 et lettres-patentes du 5 mai 1786 assurant une perception exacte des droits de boucherie. Multiples difficultés pour le règlement de compte du bail de ce droit à son expiration en 1785. Litige pour la validité du second bail passé en 1785	287
5° Sommes considérables dues à l'Etat, pour les droits réservés lors de la disparition de l'Administration provinciale	292
 SECTION II. — <i>Autres impôts indirects ayant retenu l'attention de l'Administration provinciale</i>	
1° Traités	293

	Pages
2° Gabelles. Difficultés pour faire attribuer à la Province le produit de la crue du sel perçu en Rouergue pour la construction de routes dans ce pays	294
3° Droits de contrôle	297
CHAPITRE XIII. — <i>Contrôle des charges locales</i>	299
SECTION I. — L'Administration provinciale partage ce contrôle avec l'Intendant	299
SECTION II. — Conflits de l'Administration provinciale avec l'Intendant	307
SECTION III. — Renseignements fournis par les états des charges locales contrôlés par l'Administration provinciale. Principales dépenses communales, à la veille de la Révolution, en Haute-Guyenne. Exemples d'états de charges locales	311
CHAPITRE XIV. — <i>Travaux publics. Ponts et chaussées</i> ..	323
SECTION I. — Pouvoirs de l'Administration provinciale. Conflits avec les anciens pouvoirs établis	323
SECTION II. — Sessions de 1779 et de 1780. Vote d'un impôt spécial payé par toutes les communautés pour la confection de chemins. Résiliation des adjudications passées avant la création de l'Administration provinciale à la date du 1 ^{er} janvier 1780 : Liquidation des comptes des anciens adjudicataires	328
SECTION III. — Session de 1784 : Vote d'un emprunt de 3.000.000 l., réalisable en dix ans par tranches de 300.000 l. Arrêts de juillet 1785 et de mai 1786 autorisant cet emprunt, à concurrence des cinq premières tranches	334
SECTION IV. — Etat des routes de la Haute-Guyenne lors de la création de l'Administration provinciale	340
SECTION V. — Travaux entrepris par l'Administration provinciale	350
SECTION VI. — Etat et importance des routes lors de la disparition de l'Administration provinciale	368
SECTION VII. — Fonds de charité : Règles concernant leur distribution	374

	Pages
SECTION VIII. — Travaux entrepris avec les fonds de charité et les subventions des communautés et des particuliers : Nombreux chemins vicinaux, travaux d'urbanisme	379
SECTION IX. — Fonds des ponts et chaussées : Routes pavées, ponts, service de la navigation	388
CHAPITRE XV. — <i>Questions diverses</i>	393
SECTION I. — Population	393
1° Nobiliaire de la Province	393
2° Création d'une chaire de mathématique au collège de Montauban	394
3° Sages-femmes	395
4° Prisons	396
5° Mendicité	397
SECTION II. — Agriculture	398
1° Etat des récoltes	398
2° Création de Sociétés d'Agriculture	399
3° Amélioration de la race ovine	400
4° Haras	402
5° Reboisement	404
6° Exportation des vins de la Haute-Guyenne par Bordeaux	405
SECTION III. — Industrie	407
1° Mines	407
2° Industrie textile	409
3° Création de Foires	410
CHAPITRE XVI. — <i>Le Journal de voyage d'Henri de Richeprey en Haute-Guyenne</i>	411
SECTION I. — Importance des documents sur la Haute-Guyenne à la fin du XVIII ^e siècle, dont le principal est le Journal de voyage d'Henri de Richeprey	411
SECTION II. — Difficultés rencontrées par Richeprey dans son voyage	413
SECTION III. — Véracité des renseignements fournis par Richeprey	416
SECTION IV. — Méthode employée par Richeprey	418

Pages

SECTION V. — Itinéraire de Richeprey	422
SECTION VI. — Renseignements contenus dans le Journal de voyage	424
1° Agriculture. Profonde misère des campagnes : Ses causes, ses remèdes. Principales productions agricoles	424
2° Commerce et industrie. Grande importance de l'industrie textile. Travail du cuir. Mines ...	436
3° Curiosités naturelles et habitants	438
CONCLUSION	441
Table des Matières	443

Paris. — Imprimerie E. Desfossés, 13, Quai Voltaire
